

MARIE **SANDOZ**

DE L'ORBITE AU TERRITOIRE HELVÉTIQUE

Une histoire des communications
par satellite en Suisse des années
1960 à nos jours



**DE L'ORBITE AU TERRITOIRE
HELVÉTIQUE**

**UNE HISTOIRE DES COMMUNICATIONS
PAR SATELLITE EN SUISSE DES ANNÉES 1960
À NOS JOURS**

MARIE SANDOZ

**DE L'ORBITE AU TERRITOIRE
HELVÉTIQUE**

**UNE HISTOIRE DES COMMUNICATIONS
PAR SATELLITE EN SUISSE DES ANNÉES 1960
À NOS JOURS**

ÉDITIONS ALPHIL-PRESSES UNIVERSITAIRES SUISSES

© Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2025

Rue du Tertre 10

2000 Neuchâtel

Suisse

www.alphil.ch

ISBN PAPIER : 978-2-88930-665-7

ISBN PDF : 978-2-88930-666-4

ISBN EPUB : 978-2-88930-667-1

DOI: 10.33055/ALPHIL.00622

Les Éditions Alphil bénéficient d'un soutien structurel de l'Office fédéral de la culture pour les années 2021-2025.

Publié avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Ce livre est sous licence :



Ce texte est sous licence Creative Commons : elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur, la source et l'éditeur original, sans modifications du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

Illustration de couverture : Avant-projet de timbre pour les PTT suisses représentant la Grande Oreille de Loèche, 1973. MFK. Phil 04947-1. © Poste CH Réseau SA.

Remerciements

Cette recherche de longue haleine a pu être menée à bien grâce aux conseils et à l'accompagnement de nombreuses personnes.

Ma gratitude va en premier lieu à mon directeur de thèse, François Vallotton, et à Anne-Katrin Weber. Ils m'ont apporté tous les deux un soutien sans faille à chaque étape de ce projet. Leurs connaissances fines et complémentaires ainsi que l'immense générosité avec laquelle ils m'en ont fait bénéficier ont eu un impact décisif sur la réalisation de ce travail. C'est en grande partie grâce à eux que j'ai connu une expérience riche et enthousiasmante, tant sur le plan intellectuel qu'humain.

Je tiens aussi à remercier très chaleureusement Gabriele Balbi, Monika Dommann et Ghislain Thibault qui ont accepté de former le jury de cette thèse. Grâce à un colloque privé particulièrement riche en conseils, critiques constructives et encouragements, j'ai pu remettre l'ouvrage sur le métier pour livrer une nouvelle version qui leur doit beaucoup.

Je souhaite aussi exprimer ma reconnaissance aux historiennes Sandra Bott, Claire-Lise Debluë, Alix Heiniger et Raphaëlle Ruppen-Coutaz. Elles ont bien voulu relire des chapitres, partager des ressources archivistiques, me prodiguer des conseils sur la vie académique et marquer de leur présence amicale mon parcours doctoral. Je remercie également Pierre Evéquoz que je n'ai pas encore eu la chance de rencontrer mais qui a généreusement partagé des ressources avec moi.

Merci également aux responsables et aux collaboratrices et collaborateurs des fonds d'archives et des bibliothèques dont j'ai sollicité aide et services durant mes recherches. À cet égard, je remercie en particulier Irene Benz et

Heidi Lüdi Pfister qui étaient alors en charge des archives centrales de la SSR ; Barbara Schmutz, des Archives des PTT ; Jürg Brühlmann, de la Stiftung Heidi und Peter Wenger ; Heather Heywood, à la tête de la bibliothèque et des archives de l'Union internationale des télécommunications ; Juri Jacquemet, du Musée de la communication ; Des Prouse, de la Goonhilly Heritage Society ; l'équipe des Archives cantonales vaudoises ainsi que le personnel des bibliothèques universitaires de Lausanne et de Genève.

Mes pensées vont également à mes collègues doctorant-es et post-doctorant-es de l'Université de Lausanne. Et pour commencer Roxane Gray, avec qui nous avons formé dès le début un duo soudé et, avec le temps, construit des liens d'amitié. Je pense aussi à tous les locataires du bureau collectif 5190 du bâtiment Anthropole, à la section d'histoire, où il a toujours régné une ambiance sympathique et solidaire ; ils et elles se reconnaîtront. Je suis aussi heureuse que ce doctorat ait été l'occasion de rencontrer Marc Colin, Faye Corthésy, Emmanuelle Paccaud, et bien d'autres personnes.

Je remercie enfin du fond du cœur mes proches pour leur patience, leur écoute, leur amitié et leur amour inconditionnels sans lesquels ce travail n'aurait pu aboutir. Parmi eux, je dois en premier rendre hommage à mon père, Laurent Sandoz, qui est bien le seul à avoir lu le texte presque en entier, à la recherche de coquilles, de fautes d'orthographe ou de meilleures tournures de phrase. Merci aussi mille fois à Élise, Christine et Herbert Binggeli, Irina Dinbergs, Jessica Decorvet, Armelle Hausser, Léonore Hess, Adrien Jeanrenaud, Sara Kasme, Lionel Nemeth, Erdal Özkan, Geneviève, Antoine et Simon Sandoz, Luc Tonka, Anina Uhlig et Giulia Willig. Je pense aussi à Gilles, Lucie et Zoé avec qui je me réjouis de passer plus de temps.

Ce travail a pu être finalisé grâce au généreux soutien de la Société académique vaudoise et de la Fondation J.-J. Van Walsem Pro Universitate.

Liste des abréviations

ACTA	Association suisse concessionnaire pour la télévision par abonnement
APS	Association de la presse suisse
ASE	Agence spatiale européenne
ASEJ	Association suisse des éditeurs de périodiques et de journaux
CAMR-SAT	Conférence administrative mondiale sur la radiodiffusion directe par satellite
CAMTS	Conférence administrative mondiale sur les télécommunications spatiales
CEPT	Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications
CERN	Organisation européenne pour la recherche nucléaire
CFAS	Commission consultative fédérale sur les affaires spatiales
CSE	Conférence spatiale européenne
CIPR	Centre d'information et de public relations, Genève
CIR	Compagnie pour l'industrie radioélectrique
CSRS	Comité national suisse des recherches spatiales
DAT	Direction d'arrondissement des télécommunications

DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DFTCE	Département fédéral des transports, de la communication et de l'énergie
DGT	Direction générale des télégraphes
DMF	Département militaire fédéral
DPF / DFAE	Département politique fédéral créé en 1848 / Département fédéral des affaires étrangères dès 1979
ECS	European communication satellite
ELDO	The European Launcher Development Organisation
ESRO	European Space Research Organisation
GEO	Orbite géostationnaire
MARECS	Maritime European Communications satellite
MNA	Mouvement des Non-alignés
NASA	National Aeronautics and Space Administration
NEC	Nippon Electric Company
NOEI	Nouvel ordre économique international
NOMIC	Nouvel ordre international de l'information et de la communication
NSA	National Security Agency, États-Unis
OER	Ordonnance sur les essais locaux de radiodiffusion
OIRT	Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision
OTS	Orbital Test Satellite
RDS	Radiodiffusion directe par satellite
RSR	Radio suisse romande
SAPT	Société pour la publicité à la télévision
SES	Société Européenne des Satellites
SSR	Société suisse de radiodiffusion et télévision
TSR	Télévision suisse romande

UER	Union européenne de radiotélévision
UIT	Union internationale des télécommunications
USIA	United States Information Agency

Fonds d'archives

ACM	Archives de la construction moderne, Lausanne
ACV	Archives cantonales vaudoises, Chavannes-près-Renens
AEG	Archives de l'État de Genève
AFS	Archives fédérales suisses, Berne
APTT	Archives historiques et bibliothèque de l'entreprise des PTT suisses, Köniz
ARTS	Archives de la Radio Télévision Suisse, Genève
ASSR	Archives centrales de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne
AUIT	Archives et bibliothèque de l'Union internationale des télécommunications, Genève
BGE	Bibliothèque de Genève
BNS	Bibliothèque nationale suisse, Berne
MFK	Musée de la communication, Berne
MNS	Musée national Suisse, Zürich

Introduction : L'intégration des communications par satellite en Suisse

Vous avez dit satellite de communication ?

Alors que nous entamions cette recherche sur les communications par satellite en Suisse, un proche me raconte un souvenir: en juillet 1969, il a assisté à l'alunissage d'Apollo 11 devant un poste de télévision loué par la famille pour l'occasion. Que cette anecdote lui vienne à l'esprit n'est ni surprenant ni anodin. Elle renvoie, dans la mémoire collective dominante, à la « course à l'espace » entre les États-Unis et l'Union soviétique dont les vols habités sont le symbole le plus puissant et pérenne. Entamée à l'automne 1957 par le lancement du premier satellite artificiel, le soviétique Spoutnik, cette course culmine avec les pas sur la Lune de Neil Armstrong regardés par près de 650 millions de téléspectatrices et téléspectateurs¹. Que cet alunissage soit devenu l'icône de la conquête spatiale doit d'ailleurs beaucoup à sa diffusion planétaire. Savamment préparée par le gouvernement des États-Unis qui entendait bien transformer l'exploit technologique en une victoire culturelle et diplomatique, l'opération a porté ses fruits². Ces images ont bien sûr marqué celles et ceux qui y ont assisté en direct devant leur petit écran.

¹ Ce chiffre correspond aux estimations de la NASA : LOFF Sarah A., « Apollo 11 Mission Overview - NASA », *NASA History Website*, 17.04.2015, <https://www.nasa.gov/history/apollo-11-mission-overview/>, consulté le 07.02.2024.

² LAUNIUS Roger D., « Interpreting the Moon Landings: Project Apollo and the Historians », *History and Technology* 22 (3), 2006, pp. 225-255 ; SCHWOCH James, *Global TV: New Media and the Cold War, 1946-69*, Urbana, University of Illinois Press, 2009 ; ENGELL Lorenz, « Apollo TV: the Copernican Turn of the Gaze », in : ENGELL Lorenz, *Thinking through Television*, Amsterdam, Amsterdam University

Mais les enregistrements de l'événement ont aussi fait entrer durablement dans la culture populaire et visuelle ces astronautes plantant un drapeau étatsunien sur le sol lunaire, que ce soit par le biais de productions culturelles ou de théories du complot.

Cette fascination pour les fusées qui embarquent cosmonautes et astronautes en orbite éclipse pourtant la pluralité qui caractérise les débuts de l'exploration de l'espace. Durant la seule décennie 1960, des centaines de sondes spatiales et de satellites ont décollé des bases étatsuniennes et soviétiques pour poursuivre des missions scientifiques, météorologiques, militaires et communicationnelles. Parmi ces divers appareils et fonctions, le présent ouvrage étudie les satellites dits de communication, à savoir le type de satellite qui forme l'infrastructure silencieuse du spectacle télévisuel de juillet 1969. Celui-ci atteint en effet tous les continents grâce à trois d'entre eux, placés au-dessus des océans Atlantique, Pacifique et Indien. Avant de présenter notre approche de la question, qui se singularise notamment par sa perspective helvétique, donnons quelques repères historiques sur ces engins qui flottent à des milliers de kilomètres au-dessus de nos têtes.

La transmission télévisuelle du succès de la mission Apollo 11 est rendue possible par le premier réseau de communications spatiales. Il appartient au consortium international Intelsat, fondé en 1964 à l'initiative des États-Unis. Les grandes firmes de télécommunications du pays dominant l'organisation, bien qu'elle compte parmi ses membres fondateurs d'autres États occidentaux. Sa création résulte de l'objectif précoce de l'industrie, de l'armée et du gouvernement des États-Unis de se servir des nouvelles possibilités satellitaires pour établir un réseau de communication mondial³. Les essais dans ce sens ont commencé dès décembre 1958 avec le lancement du satellite *Score* par la National Aeronautics and Space Administration (NASA). Muni d'un enregistreur, ce prototype emporte avec lui un message de Noël du président Dwight Eisenhower, transmis sur commande depuis la Terre. Suivront d'autres appareils expérimentaux, tels *Echo I* et *Courrier IB* en 1960, ou *Telstar* en 1962, qui assure 240 canaux sonores et un canal de télévision. Grâce à lui, la première transmission en direct d'images de télévision entre

Press, 2019, pp. 95-112 ; MUTR-HARMONY Teasel, *Operation Moonglow: a Political History of Project Apollo*, New York, Basic Books, 2020.

³ WHALEN David J., « Billion Dollar Technology: a Short Historical Overview of the Origins of Communications Satellite Technology, 1945-1965 », in: BUTRICA Andrew J. (éd.), *Beyond the Ionosphere: Fifty Years of Satellite Communication*, Washington, NASA History Office, 1997, pp. 95-127 ; SLOTTEN Hugh R., *Beyond Sputnik and the Space Race: the Origins of Global Satellite Communications*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2022.

les États-Unis et l'Europe occidentale est réalisée en grande pompe. Un nouveau saut qualitatif est réalisé avec les satellites géostationnaires qui, avec l'augmentation de la puissance des lanceurs, sont placés à 36 000 kilomètres de la Terre. À cette altitude inédite, ils tournent avantageusement au même rythme que notre planète, ce qui leur permet de desservir sans interruption une zone donnée. La possibilité de services réguliers est ouverte. C'est sur le fondement de cette technologie que le premier satellite d'Intelsat, *Early Bird*, quitte la rampe de lancement en 1965. Sa mise en opération marque un tournant dans l'histoire des communications spatiales qui passent alors du régime de l'expérimentation à celui de l'exploitation commerciale. Bientôt rejoint par d'autres satellites, *Early Bird* offre des liaisons continues – et payantes – de téléphonie, de télévision, de radio et d'échange de données. Dix-neuf jours à peine avant que le module lunaire *Eagle* parvienne à destination, la constellation Intelsat permet une couverture complète de la Terre avec le placement d'un engin de troisième génération au-dessus de l'océan Indien : le spectacle peut avoir lieu.

L'alunissage – tout comme l'échange transatlantique de programmes de télévision via *Telstar* en 1962, l'ouverture des Jeux olympiques de Tokyo en 1964 ou encore la célèbre émission *Our World* qui touche tout l'hémisphère nord en 1967 – est qualifié de «*satellite spectacular*» par la chercheuse Lisa Parks⁴. Bâti sur la capacité des satellites à créer une présence globale et en direct, ces événements constituent la part la plus visible des usages des premiers satellites de communication. En réalité, ils ne représentent cependant qu'une fraction minime des activités du réseau Intelsat, largement dominées par la plus discrète téléphonie. De plus, ces spectacles télévisuels perdent rapidement de leur aura d'exploit technologique quand le recours aux communications spatiales devient monnaie courante à partir des années 1970. L'infrastructure satellitaire se fond alors progressivement dans nos pratiques médiatiques quotidiennes jusqu'à devenir tout à la fois omniprésente et imperceptible. Des missions lunaires et de leurs images emblématiques, les satellites de communication nous ramènent à des applications plus directement terrestres et, qui plus est, rapidement banales de la conquête de l'espace.

Cette dialectique entre activités spatiales et réalités terrestres n'est évidemment pas le précaré des communications spatiales ; l'exploration de

⁴ PARKS Lisa, *Cultures in Orbit: Satellites and the Televisual*, Durham, Duke University Press Books, 2005, pp. 21-45 ; LUNDGREN Lars, EVANS Christine E., «Geographies of Liveness: Time, Space, and Satellite Networks as Infrastructures of Live Television in the Our World Broadcast», *International Journal of Communication* 10, 2016, pp. 5362-5377.

l'espace est déterminée par des enjeux géopolitiques, culturels et industriels qu'elle façonne en retour. L'ouvrage dirigé par Lisa Parks et James Schwoch, au titre évocateur *Down to Earth: Satellite Technologies, Industries, and Cultures*⁵, a bien mis cela en évidence. De plus, plusieurs travaux ont porté sur les photographies de la Terre ramenées des missions lunaires, *Earthrise* (1968) et *Blue Marble* (1972). En dévoilant la planète bleue depuis l'espace, elles ont fait la « véritable découverte » de l'exploration spatiale à une période de prise de conscience environnementale⁶. Mais les satellites de communication possèdent néanmoins un lien particulier avec la Terre. Placés en orbite pour connecter deux points de la planète, ils servent de relais pour un signal audiovisuel qui part de la Terre et qui y revient. De plus, cette infrastructure globale vise avant tout à compléter et à amplifier la portée de réseaux terrestres déjà employés couramment. En ce sens, les communications spatiales relèvent moins de l'exploration que de l'exploitation routinière de l'espace. Christine E. Evans et Lars Lundgren les qualifient d'ailleurs de la forme la plus « terrestre » de technologie spatiale :

« La fonction commerciale des satellites de communication ainsi que leurs liens avec l'histoire de la télévision en ont fait l'Autre banal du monde menaçant des satellites secrets de défense militaire ; ou même des satellites de mesure de l'environnement, qui ont rendu la Terre programmable. Précisément à cause de leur statut d'infrastructures médiatiques quotidiennes, les satellites de communication représentent la forme la plus terrestre de technologie spatiale. Ils dirigent notre attention vers une histoire globale de la technologie spatiale qui appartient aussi bien à l'histoire des médias de masse qu'à l'histoire de la technologie militaire ; et qui ne s'intègre pas facilement dans le cadre narratif de la Course à l'Espace. »⁷

À cheval sur plusieurs historiographies, les satellites de communication sont donc à même d'offrir un récit alternatif de la conquête spatiale. Ils l'enracinent dans des pratiques, des infrastructures et des histoires « d'en bas ». En même temps, ils constituent un objet fascinant pour l'histoire des

⁵ PARKS Lisa, SCHWOCH James, *Down to Earth: Satellite Technologies, Industries, and Cultures*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2012.

⁶ Voir par exemple : COSGROVE Denis E., *Apollo's Eye: a Cartographic Genealogy of the Earth in the Western Imagination*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001 ; POOLE Robert, *Earthrise: How Man First Saw the Earth*, New Haven, Yale University Press, 2008 ; GREVSMÜHL Sebastian, *La Terre vue d'en haut : l'invention de l'environnement global*, Paris, Seuil, 2014.

⁷ EVANS Christine E., LUNDGREN Lars, *No Heavenly Bodies: a History of Satellite Communications Infrastructure*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2023, p. 3.

médias. Porte d'entrée privilégiée pour réfléchir à la relation entre médias transnationaux, Guerre froide et globalisation, les communications spatiales sont en outre un sujet fertile pour réconcilier deux champs qui demeurent cloisonnés : l'histoire des médias de masse (radio et télévision) et celle des télécommunications (téléphone, échanges de données). Deux ouvrages écrits par des historien·nes des médias ont bien mis au travail ces potentialités : *Global TV: New Media and the Cold War, 1946-69*⁸, de James Schwoch, et *No Heavenly Bodies: a History of Satellite Communications Infrastructure*⁹, d'Evans et Lundgren.

Ces textes font dialoguer les interrogations géopolitiques, industrielles et économiques qui préoccupent généralement la littérature sur les télécommunications avec une approche médiatique, axée sur les programmes, leur organisation institutionnelle et les représentations du monde qu'ils charrient. Dans *Global TV*, Schwoch étudie les relations entre télévision, télécommunications et diplomatie durant les années d'émergence de la télévision globale. L'historien montre comment celle-ci s'est développée à travers des logiques de Guerre froide en embrassant dans un seul mouvement les événements télévisuels grand public, la construction discursive des communications spatiales comme marqueur d'une citoyenneté mondiale et les enjeux géopolitiques et industriels de la construction du réseau Intelsat. On retrouve cette combinaison fructueuse chez Evans et Lundgren dont la spécificité du regard tient au décentrement opéré vis-à-vis de la puissance étatsunienne. Leur travail incorpore l'histoire du système de communication spatiale soviétique, Interspoutnik, fondé en 1971 par neuf pays socialistes. Avec un focus sur les circulations à travers le rideau de fer, leur ouvrage

⁸ SCHWOCH James, *Global TV...*

⁹ EVANS Christine E., LUNDGREN Lars, *No Heavenly Bodies...* ; voir aussi : LUNDGREN Lars, « Live from Moscow: the Celebration of Yuri Gagarin and Transnational Television in Europe », *VIEW Journal of European Television History and Culture* 1(2), 2012, pp. 45-55 ; LUNDGREN Lars, « Transnational Television in Europe: Cold War Competition and Cooperation », in : KOIVUNEN Pia, MIKKONEN Simo (éd.), *Beyond the Divide. Entangled Histories of Cold War Europe*, New York, Berghahn Books, 2015, pp. 237-256 ; LUNDGREN Lars, EVANS Christine E., « Geographies of Liveness... » ; LUNDGREN Lars, EVANS Christine E., « Producing Global Media Memories: Media Events and the Power Dynamics of Transnational Television History », *European Journal of Cultural Studies* 20(3), 2017, pp. 252-270 ; LUNDGREN Lars, DAVIS Benjamin A., « Global Broadcasting in the Digital Age », in : KAMALIPOUR Yahya R. (éd.), *Global Communication: a Multicultural Perspective*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2020, pp. 179-210 ; EVANS Christine E, LUNDGREN Lars, « Dividing the Cosmos? INTELSAT, Interspoutnik, and the Development of Transnational Satellite Communications Infrastructures during the Cold War », in : PAJALA Mari, LOVEJOY Alice (éd.), *Remapping Cold War Media: Institutions, Infrastructures, Translations*, Bloomington, Indiana University Press, 2022.

contribue en outre au renouvellement de l'historiographie de la Guerre froide par le prisme des médias¹⁰.

Le présent ouvrage entend s'inscrire dans la lignée de ces travaux. Comme eux, il adopte une perspective historique, embrasse les aspects aussi bien matériels que discursifs des communications spatiales et aborde ensemble la télévision et les télécommunications satellites. Cependant, les pages qui suivent opèrent différents déplacements qui font leur originalité.

De l'orbite au territoire helvétique : une autre histoire du satellite et du renouvellement médiatique

Le premier pas de côté de cet ouvrage vis-à-vis de la littérature existante réside dans l'adoption du point de vue d'un pays situé aux marges de la conquête de l'espace : la Suisse. À l'inverse d'autres États d'Europe occidentale comme la France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, la Suisse n'a jamais mis sur pied de programme spatial national et, par conséquent, jamais construit ni exploité son propre satellite de communication. Dès les années 1960, le gouvernement a privilégié une stratégie strictement multilatérale en participant aux activités des organisations spatiales européennes¹¹. Le pays a toutefois recouru aux satellites pour ses liaisons intercontinentales dès l'apparition de tels services, en étant l'un des membres fondateurs du réseau Intelsat. La perspective helvétique permet donc d'écrire une histoire des communications spatiales tout à la fois excentrée et de longue durée.

Qui plus est, en tant que pays neutre appartenant *de facto* au bloc occidental compte tenu de ses liens économiques, politiques et idéologiques étroits avec les États-Unis et l'Europe occidentale, la Confédération occupe une place singulière dans les relations internationales de l'après-guerre. La prise en compte de ce statut dans l'analyse de l'histoire croisée de la Guerre froide et de la conquête spatiale l'éclaire d'un autre jour. Inversement, le prisme satellitaire enrichit l'histoire transnationale de la Suisse.

Enfin, le point de vue helvétique interroge la progressive généralisation des communications satellites. Depuis la Suisse, il s'agit moins d'étudier

¹⁰ BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas, HENRICH-FRANKE Christian (éd.), *Airy Curtains in the European Ether: Broadcasting and the Cold War*, Baden-Baden, Nomos, 2013 ; PAJALA Mari, LOVEJOY Alice (éd.), *Remapping Cold War Media...*

¹¹ ZELMEYER Stephan, *A Place in Space: the History of Swiss Participation in European Space Programmes, 1960-1987*, Paris, Beauchesne, 2008.

les acteurs et les lieux à l'origine de la technologie que de dévoiler les spécificités de son *intégration* dans un territoire donné. Ce déplacement vers les marges helvétiques stimule par conséquent une réflexion plus théorique sur les modalités de diffusion de l'innovation technologique. Cet ouvrage l'alimente en se fondant sur le renouveau des études sociales sur la technologie et les infrastructures ainsi qu'en proposant la notion d'*intégration* des communications spatiales en Suisse, précisée plus bas.

Deuxièmement, notre ouvrage se distingue de la littérature existante par sa périodisation à la fois plurielle et dilatée. Il propose un récit « éclaté » plutôt que linéaire : une généalogie. Avec Friedrich Nietzsche, Michel Foucault oppose la généalogie à une recherche de l'origine et favorise en conséquence la notion de provenance : « *Suivre la filière complexe de la provenance, c'est au contraire maintenir ce qui s'est passé dans la dispersion qui lui est propre* »¹², écrit-il en 1971. Comme le relèvent des spécialistes qui plaident pour une revalorisation de la généalogie en études médiatiques¹³, le passage de l'archéologie à la généalogie opéré par le philosophe français traduisait aussi son désir de remettre au centre de l'analyse la question du pouvoir. Ainsi, si nos chapitres posent des balises temporelles en identifiant des moments clés dans l'histoire des communications spatiales en Suisse, ils s'articulent avant tout autour d'acteurs et/ou d'arènes de négociations spécifiques. L'approche et la périodisation de chaque chapitre reposent sur des critères qui lui sont propres et qui invitent chaque fois à des ouvertures diachroniques et synchroniques différentes. Quand certains chapitres remontent jusqu'au début de la télégraphie sans fil à la fin du XIX^e siècle, un autre fait une incursion jusqu'aux années 2010 pour aborder le mouvement de contestation citoyenne des dispositifs de surveillance globale. Leurs bornes chronologiques se chevauchent sans coïncider, témoignant de ramifications culturelles, diplomatiques, politiques et sociales des satellites de communication sur le territoire helvétique.

Cette périodisation plurielle permet de détricoter une idée tenace qui veut que l'avènement des satellites constitue une révolution dans le processus de mondialisation et dans l'histoire de l'information. Cette perception des satellites

¹² FOUCAULT Michel, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in : FOUCAULT Michel, *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, Presses universitaires de France, 1971, p. 152.

¹³ Ce positionnement en faveur de la généalogie invite plus globalement à une prise de distance critique vis-à-vis de l'archéologie des médias issue de la théorie allemande et des travaux de Friedrich Kittler, entre autres. STAUFF Markus, « Television's many Technologies. Domesticity, Governmentality, Genealogy », in : OEVER Annie VAN DEN (éd.), *Technē/Technology: Researching Cinema and Media Technologies – Their Development, Use, and Impact*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2014, pp. 136-153 ; PACKER Jeremy et al., *The Prison House of the Circuit Politics of Control from Analog to Digital*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2023, pp. 213-242.

est exprimée dès les années 1960 par Marshall McLuhan et sa métaphore du village global, maintes fois reprise depuis. Pour exemple, le théoricien canadien écrivait en 1974 : « *Peut-être que la plus importante révolution concevable dans le domaine de l'information a eu lieu le 17 octobre 1957, quand Spoutnik a créé un nouvel environnement pour la planète.* »¹⁴ À rebours de cette vision « par le haut », nous avançons que les communications spatiales accompagnent certes les évolutions historiques et les luttes politiques qui les façonnent, mais que celles-ci les précèdent et les dépassent. L'avènement des satellites de communication et leur développement se situent dans leur continuité, ils ne les expliquent pas.

Dans ce travail, la démarche généalogique se manifeste également dans la manière de considérer les années 1980. Dans les études sur la télévision globale, cette décennie est généralement identifiée comme marquant les réels débuts de la télévision par satellite, comprise comme un média de masse qui accompagne la libéralisation, la commercialisation et l'internationalisation de la télévision. En Suisse, la période est d'ailleurs marquée à la fois par la fin du monopole public sur l'audiovisuel qu'exerçait depuis 1931 la Société suisse de radiodiffusion (SSR) et par l'apparition de chaînes privées de radio et de télévision locales et par satellites¹⁵. Ici, ce « moment 1980 » ne constitue pas le point de départ mais le point d'arrivée. Trois chapitres en proposent une généalogie au croisement de l'histoire de la régulation des communications transnationales, de l'histoire de la relation de la presse helvétique avec les médias audiovisuels et, enfin, de l'histoire multilatérale de la SSR. Cette borne 1980 correspond aussi au choix d'analyser la télévision par satellite avant qu'elle ne se généralise et avant le tournant du numérique. Le « moment 1980 » n'est donc pas analysé *per se* mais remplacé dans une perspective de plus longue durée.

Troisièmement, le présent ouvrage se saisit du satellite de communication comme un outil épistémique capable de complexifier l'histoire de la télévision et du téléphone. Dans cette perspective, il reprend à son compte ces lignes écrites par la chercheuse étatsunienne Lisa Parks dans son livre *Cultures in Orbit: Satellite and the Televisual* :

« *J'utilise l'emplacement lointain du satellite, aux marges de ce que nous voyons et connaissons, pour élargir, altérer et compliquer la manière dont nous comprenons quelque chose de bien plus familier – la télévision. [...] Il s'agit d'une tentative de*

¹⁴ McLuhan Marshall, « At the Moment of Sputnik the Planet Became a Global Theater in which there are no Spectators but only Actors », *Journal of Communication* 24(1), 1974, pp. 48-58.

¹⁵ MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR de 1983 à 2011*, Baden, hier + jetzt, 2012.

développer une stratégie critique pour appréhender la convergence entre satellite et télévision ainsi que la façon dont des usages du satellite ont reconfiguré les significations, pratiques et potentialités du télévisuel. »¹⁶

Cet extrait résume parfaitement notre intention. Cependant, le chemin que nous empruntons dévie de celui qu'a tracé Parks. Dans *Cultures in Orbit*, la chercheuse s'intéresse aux images transmises ou produites aussi bien par des satellites de communication que par des satellites astronomiques et militaires. Ce parti pris lui permet de redéfinir le télévisuel au croisement de pratiques et d'épistémologies relevant de la guerre, de la science et des médias de masse. Ce faisant, Parks signale que le satellite de communication n'est pas le seul point de rencontre entre la conquête de l'espace et des technologies médiatiques. Pour s'en convaincre, on peut d'ailleurs rappeler que Spoutnik lui-même était muni d'un émetteur radio qui faisait entendre son fameux « bip bip » ou que, en 1960, le satellite météorologique étatsunien *Tiros I* produisait des images de la couverture nuageuse de la Terre grâce à deux caméras de télévision à infrarouge¹⁷. Dans le présent ouvrage, l'analyse porte sur le seul satellite de communication, cet « Autre », banal et terrien, de la conquête spatiale. De plus, le souci ne tient pas tant aux images et aux programmes satellitaires qu'aux lieux, pratiques culturelles et diplomatiques, conflits politiques et juridiques qui façonnent les communications spatiales en Suisse. Enfin, si le potentiel heuristique du satellite est bel et bien mobilisé, c'est pour le mettre au service d'une réflexion historique sur le renouvellement et l'hybridité médiatique.

Ce dernier point inscrit notre ouvrage dans le sillage de travaux qui se sont attelés à relativiser le caractère « révolutionnaire » du tournant numérique dans l'histoire longue des médias. Pour ce faire, ils documentent d'autres moments de profondes reconfigurations, notamment caractérisés par des interactions et des convergences entre plusieurs formes médiatiques¹⁸. Le satellite n'a pas été étudié par ces recherches bien qu'il possède deux qualités significatives pour

¹⁶ PARKS Lisa, *Cultures in Orbit...*, p. 1.

¹⁷ « TIROS: Television Infrared Observation Satellite Program », <https://science.nasa.gov/mission/tiros/>.

¹⁸ Pour la télévision, voir: URICCHIO William, « Television's First Seventy-Five Years: the Interpretive Flexibility of a Medium in Transition », in: KOLKER Robert (éd.), *The Oxford Handbook of Film and Media Studies*, New York, Oxford University Press, 2008, pp. 286-305 ; STAUFF Markus, KEILBACH Judith, « When Old Media Never Stopped Being New. Television's History as an Ongoing Experiment », in: VALCK Marijke DE, TEURLINGS Jan (éd.), *After the Break. Television Theory Today*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2013, pp. 79-98 ; GALILI Doron, *Seeing by Electricity: the Emergence of Television, 1878-1939*, Durham, Duke University Press, 2020 ; WEBER Anne-Katrin, *Television before TV: New Media and Exhibition Culture in Europe and the USA, 1928-1939*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2022 ; VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, *Pour une histoire élargie de la télévision*, Berne, Infoclio, 2022.

contribuer au débat. Premièrement, il permet de montrer que la télévision, mais aussi le téléphone, connaissent des transformations *tout au long* de leur développement. La littérature mentionnée associe généralement la flexibilité identitaire des médias au moment de leur émergence, c'est-à-dire à une période où leurs significations et usages ne sont pas encore fixés¹⁹. Or, la technologie spatiale croise et transforme la télévision et le téléphone lorsque leurs utilisations dominantes, leurs institutions et leurs pratiques sont consolidées. Deuxièmement, la flexibilité d'usage des satellites de communication met en évidence des circulations entre la radiodiffusion (*broadcasting*) et les télécommunications (*point-to-point*) qui sont rarement considérées ensemble²⁰. Les communications *point-to-point* impliquent un échange privé et interactif entre un petit nombre de personnes, voire deux individus, comme c'est le cas avec le téléphone. Le *broadcasting*, à l'instar des usages dominants de la radio et de la télévision, n'est ni interactif ni privé. Le contenu est transmis de manière unidirectionnelle à une audience de masse²¹. Le prisme satellitaire révèle que la télévision et le téléphone peuvent reposer sur des infrastructures et des régulations communes et être investis par des discours, des acteurs et des pratiques similaires. En d'autres termes, le satellite est un outil efficace pour réfuter l'idée d'une frontière historique entre les communications *point-to-point* et le *broadcasting*; une frontière qu'aurait fait éclater récemment seulement le numérique, à l'image de la polyvalence de nos smartphones.

En optant pour l'étude des communications spatiales depuis les marges helvétiques; pour une périodisation plurielle, à la fois éclatée et de longue durée; et, enfin, pour le croisement de l'histoire des satellites, du téléphone et de la télévision, ce livre propose donc une réflexion originale sur les modalités du développement technique et sur le renouvellement médiatique. Ce faisant, il contribue à plusieurs historiographies qu'il s'agit maintenant de passer en revue.

¹⁹ MARVIN Carolyn, *When Old Technologies were New: Thinking about Electric Communication in the Late Nineteenth Century*, New York, Oxford University Press, 1988; GITELMAN Lisa, PINGREE Geoffrey B. (éd.), *New Media, 1740-1915*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2003; THORBURN David, JENKINS Henry (éd.), *Rethinking Media Change: the Aesthetics of Transition*, Cambridge, MA, MIT Press, 2003; pour un aperçu historiographique, voir: PETERS Benjamin, « And Lead Us not into Thinking the New is New: a Bibliographic Case for New Media History », *New Media & Society* 11(1-2), 2009, pp. 13-30.

²⁰ À cet égard, voir: BALBI Gabriele, « Radio before Radio: Araldo Telefonico and the Invention of Italian Broadcasting », *Technology and Culture* 51(4), 2010, pp. 786-808; BALBI Gabriele, NATALE Simone, « The Double Birth of Wireless: Italian Radio Amateurs and the Interpretative Flexibility of New Media », *Journal of Radio & Audio Media* 22(1), 2015, pp. 26-41; BALBI Gabriele, KITTLER Juraj, « One-to-One and One-to-Many Dichotomy: Grand Theories, Periodization, and Historical Narratives in Communication Studies », *The International Journal of Communication* 10, 2016, pp. 1971-1990.

²¹ BALBI Gabriele, « Telecommunications », in: SIMONSON Peter et al. (éd.), *The Handbook of Communication History*, Londres, Routledge, 2013, pp. 209-222.

De la télévision au téléphone : le satellite décroïssonne les historiographies

La frontière tracée par la littérature entre les communications *broadcasting* et *point-to-point* a pour conséquence qu'elles sont étudiées séparément, par des recherches qui ne posent pas les mêmes questions. Les communications par satellite ne font pas exception. Tandis que la télévision par satellite a fait l'objet d'analyses en études médiatiques et apparaît timidement dans les histoires des médias de masse, les télécommunications spatiales ont été traitées par l'historiographie des télécommunications.

« Village global », impérialisme culturel et surveillance militaire : la télévision par satellite et les études médiatiques

Dès les premières expérimentations, la télévision par satellite a fait l'objet d'analyses de la part de spécialistes des médias qui associent le moyen de communication au processus de mondialisation économique et culturel. Publiés en 1962 et 1964, *The Gutenberg Galaxy* et *Understanding Media*, de Marshall McLuhan, demeurent les ouvrages qui abordent la question de la télévision « globale » les plus commentés à ce jour²². Avec sa métaphore du « village global », le théoricien canadien affirme le pouvoir des technologies de la communication électronique d'anéantir les divisions géographiques et temporelles entre les parties du monde qui deviendrait ce village connecté, interdépendant. Durant les années 1970, dans le contexte des décolonisations, cette métaphore a été attaquée par les tenants des théories de l'impérialisme culturel²³. Soutenues par le Mouvement des non-alignés, ces thèses reprochent au « village global » d'invisibiliser les inégalités économiques, technologiques

²² MCLUHAN Marshall, *The Gutenberg Galaxy: the Making of Typographic Man*, Toronto, University of Toronto Press, 1962 ; MCLUHAN Marshall, *Understanding Media: the Extensions of Man*, New York, McGraw-Hill Book, 1964 ; voir aussi : MCLUHAN Marshall, *The Medium is the Massage: an Inventory of Effects*, New York ; Londres, Bantam Books, 1967.

²³ NORDENSTRENG Kaarle, VARIS Tapio, *Television Traffic: a One-way Street? A Survey and Analysis of the International Flow of Television Programme Material*, Paris, Unesco, 1974 ; NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I. (éd.), *National Sovereignty and International Communication*, Nordwood N.J., Ablex, 1979 ; SPARKS Colin, *Globalization, Development and the Mass Media*, Los Angeles, SAGE Publications, 2007.

et politiques qui structurent les flux médiatiques²⁴. Dans le cadre de ces discussions, la télévision par satellite occupe une place significative. En raison des investissements financiers massifs qu'elle exige et de sa capacité à se jouer des frontières, elle est comprise comme un moyen privilégié de domination globale à une époque où des images qui circulent *via* satellite alimentent quotidiennement les rédactions sportives ou d'actualité du monde entier. Bien que critiquées pour leur schématisation, ces thèses soulèvent des questions qui demeurent d'actualité, à l'instar du rôle des facteurs économiques et politiques globaux dans le développement des médias.

La recherche sur la télévision par satellite gagne en ampleur durant les années 1980 et 1990, une période pendant laquelle elle prolifère grâce à la «*profitable union*»²⁵ du câble et du satellite et à la multiplication des fournisseurs publics et privés. C'est la chaîne étatsunienne HBO qui a ouvert la voie en 1975 déjà, quand elle a commencé à relayer sur son réseau câblé des émissions satellitaires ; un système qui se généralisera par la suite. En Suisse et en Europe, les premières émissions *via* satellite atteignent les foyers par ce biais souterrain au début de la décennie 1980. Dix ans plus tard, un mode de réception complémentaire voit le jour. Avec la puissance accrue des signaux émis par des satellites toujours plus perfectionnés, les infrastructures de réception peuvent se faire plus légères et ainsi permettre de recevoir les programmes directement chez soi. De petites antennes d'un mètre de diamètre fleurissent dès lors aux fenêtres des immeubles ou sur le toit des maisons, modifiant au passage le paysage urbain. Du côté des télécommunications, on assiste au même développement exponentiel. Le nombre des pays dotés de stations terriennes pour satellites est toujours plus important tandis que les liaisons intercontinentales augmentent rapidement. Dans ce contexte, la littérature pose les questions de «*l'américanisation*» et de la commercialisation de la télévision ainsi que de la globalisation financière du marché des médias²⁶.

²⁴ Comme le souligne le sociologue Patrick Roy, cette lecture courante de l'expression de McLuhan est en réalité erronée : si le théoricien conçoit le «*village*» comme un endroit de compression de l'espace et du temps, il ne s'agit pas pour autant d'un lieu harmonieux, bien au contraire. Roy Patrick, «*Le médium est le message dans le village global : le vrai message de Marshall McLuhan*», *Aspects sociologiques* 7(1), 2000, pp. 38-48.

²⁵ NEGRINE Ralph, «*Satellite Broadcasting: an Overview of the Major Considerations*», in : NEGRINE Ralph (éd.), *Satellite Broadcasting: the Politics and Implications of the New Media*, Londres ; New York, Routledge, 1988, p. 6.

²⁶ Par exemple : MORLEY David, ROBINS Kevin, *Spaces of Identity: Global Media, Electronic Landscapes and Cultural Boundaries*, Londres, Routledge, 1995 ; MATTELART Armand, *La mondialisation de la communication*, Paris, Presses universitaires de France, 1996 ; HERMAN Edward S., MCCHESENEY Robert W., *The Global Media: the New Missionaries of Corporate Capitalism*, Londres, Cassell, 1997.

C'est en revisitant ce socle théorique que s'est développé, à partir des années 2000, le champ des *global television studies*, au croisement du « *global turn* » dans les sciences humaines et sociales et des *television studies*²⁷. Le nombre d'études croît encore et s'intéresse aux interactions et aux hybridations entre les logiques globales et locales, à des espaces géographiques négligés et au potentiel créatif des audiences. Dans le sillage du livre de Parks, *Cultures in Orbit*²⁸, paru en 2005, plusieurs travaux se sont aussi intéressés aux circulations entre le civil et le militaire. Ils questionnent l'architecture technologique des sociétés contemporaines où les satellites, mais aussi les drones, tiennent une place centrale et multiforme et intègrent des dispositifs de surveillance²⁹.

Les historien·nes et les communications par satellite

Contrairement aux théoricien·nes de la communication et des médias, les historien·nes ne se sont que peu intéressés à la télévision par satellite, offrant un meilleur traitement aux télécommunications spatiales. De plus, le *broadcasting* et le *point-to-point* sont abordés par des champs qui demeurent cloisonnés : d'une part, l'histoire de la télévision et des médias de masse et, d'autre part, l'histoire des télécommunications.

L'histoire des télécommunications spatiales est balisée par un ensemble de travaux qui portent sur : l'histoire des télécommunications internationales en comprenant l'ère spatiale³⁰ ; l'histoire des médias en considérant ensemble les

²⁷ Par exemple : PARKS Lisa, KUMAR Shanti (éd.), *Planet TV: a Global Television Reader*, New York, Londres, New York University Press, 2003 ; SELZNICK Barbara J., *Global Television: Co-Producing Culture*, Philadelphia, Temple University Press, 2008 ; OREN Tasha, SHAHAF Sharon (éd.), *Global Television Formats: Understanding Television across Borders*, New York, Routledge, 2012 ; SHIMPACH Shawn (éd.), *The Routledge Companion to Global Television*, New York, Routledge, 2020.

²⁸ PARKS Lisa, *Cultures in Orbit*...

²⁹ Par exemple : PARKS Lisa, SCHWOCH James, *Down to Earth...* ; WILLS Jocelyn, *Tug of War: Surveillance Capitalism, Military Contracting, and the Rise of the Security State*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2017 ; PARKS Lisa, KAPLAN Caren (éd.), *Life in the Age of Drone Warfare*, Durham, Duke University Press, 2017 ; STAHL Roger, *Through the Crosshairs: War, Visual Culture, and the Weaponized Gaze*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2018.

³⁰ Par exemple : BERTHO LAVENIR Catherine, *Télégraphes et téléphones : de Valmy au microprocesseur*, Paris, Librairie Générale Française, 1981 ; GRISET Pascal, *Les télécommunications transatlantiques de la France : XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Éditions Rive Droite, 1996, 735 p. ; HUGILL Peter J., *Global Communications since 1844: Geopolitics and Technology*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1999 ; HUURDEMAN Anton A., *The Worldwide History of Telecommunications*, New York, John Wiley, 2003.

technologies *point-to-point* et *broadcasting*³¹ ; et, finalement, l'histoire des communications spatiales elle-même³². Cette littérature possède plusieurs qualités. Premièrement, elle met en lumière les différents usages des satellites de communication, révélant leur flexibilité. Pour Patrice Flichy, ils sont ainsi un «*autre exemple d'une articulation entre télécommunication et audiovisuel*»³³, à l'instar du câble coaxial. Deuxièmement, cette littérature inscrit le satellite dans la longue durée de l'histoire des communications internationales, comme la télégraphie sans fil mais aussi la radio et les câbles transocéaniques. Enfin, ce champ permet de saisir la dimension matérielle – technologique, économique et industrielle – des satellites de communication ainsi que leur organisation institutionnelle et leurs enjeux géopolitiques, essentiellement liés à la Guerre froide.

En revanche, dans la recherche historique sur la télévision et les médias de masse, le satellite brille par son absence³⁴. La plupart du temps – et seulement dans les cas où le satellite est évoqué ! –, les expériences télévisuelles des années 1960 sont mentionnées et la technologie reparaît ensuite dans les pages consacrées aux années 1980. Le satellite constitue alors ce vecteur de l'augmentation de l'offre de programmes, de la libéralisation de l'audiovisuel public et de l'internationalisation du marché de la télévision. Il est aussi parfois

³¹ FLICHY Patrice, *Une histoire de la communication moderne : espace public et vie privée*, Paris, La Découverte, 1991 ; GRISET Pascal, *Les révolutions de la communication : XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1991 ; WINSTON Brian, *Media, Technology, and Society: a History from the Telegraph to the Internet*, Londres ; New York, Routledge, 1998 ; BRIGGS Asa, BURKE Peter, *A Social History of the Media: From Gutenberg to the Internet*, Cambridge, Polity, 2010 ; FICKERS Andreas, GRISET Pascal, *Communicating Europe - Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019.

³² RUSSO Arturo, *The Early Development of the Telecommunications Satellite Program in ESRO (1965-1971)*, Noordwijk, ESA Publications Division, 1993 ; RUSSO Arturo, *ESRO's Telecommunications Program and the OTS Project (1970-1974)*, Noordwijk, ESA Publications Division, 1994 ; BUTRICA Andrew J. (éd.), *Beyond the Ionosphere: Fifty Years of Satellite Communication*, Washington, NASA History Office, 1997 ; WHALEN David J., *The Origins of Satellite Communications, 1945-1965*, Washington, Smithsonian Books, 2002 ; SLOTTEN Hugh R., «Satellite Communications, Globalization, and the Cold War», *Technology and Culture* 43(2), 2002, pp. 315-350 ; SLOTTEN Hugh R., *Beyond Sputnik and the Space Race...* ; EVANS Christine E., LUNDGREN Lars, *No Heavenly Bodies...*

³³ FLICHY Patrice, *Une histoire de la communication moderne...*, p. 206.

³⁴ GRASSO Aldo, *Storia della televisione italiana*, Milano, Garzanti, 1992 ; BRIGGS Asa, *The History of Broadcasting in the United Kingdom: Competition*, vol. 5, Oxford, Oxford University Press, 1995 ; BARBIER Frédéric, BERTHO-LAVENIR Catherine, *Histoire des médias : de Diderot à Internet*, Paris, Armand Colin, 1996 ; JEANNENEY Jean-Noël, *Une histoire des médias : des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1998 ; HICKETHIER Knut, HOFF Peter, *Geschichte des deutschen Fernsehens*, Stuttgart, Metzler, 1998 ; CHANCIAC Régine, JÉZÉQUEL Jean-Pierre, *La télévision*, Paris, La Découverte, 2005 ; SAUVAGE Monique, VEYRAT-MASSON Isabelle (éd.), *Histoire de la télévision française : de 1935 à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012 ; BOURDON Jérôme, *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, Paris, Presses des Mines, 2014 ; SEATON Jean, «*Pinkies and traitors* : the BBC and the Nation, 1974-1987, Londres, Profile Books, 2015 ; BODROGHKOZY Aniko (éd.), *A Companion to the History of American Broadcasting*, Hoboken, NJ, Wiley Blackwell, 2018.

question des projets nationaux de télévision par satellite qui émergent durant la décennie³⁵. De manière plus surprenante, le satellite demeure tout aussi marginal dans le cadre d'initiatives éditoriales qui ont l'ambition d'écrire une histoire « internationale », « transnationale » ou « européenne » de la télévision³⁶.

Ainsi, si l'histoire des télécommunications spatiales est documentée, la *télévision par satellite* reste un angle mort des historiographies des médias de masse et des télécommunications. Or, comme nous l'avons vu avec les ouvrages de Schwoch et d'Evans et Lundgren, la poignée d'études historiques qui se saisit franchement du sujet fait dialoguer ces deux champs de manière fructueuse.

Le satellite de communication et la Suisse : une histoire à écrire

Dans l'historiographie helvétique, les communications spatiales n'ont pas, ou peu, été abordées, se situant à l'intersection de trois champs qui demeurent parcellaires à des degrés divers : l'histoire suisse des médias de masse, des télécommunications et de la conquête spatiale.

Les historien·nes François Vallotton et Anne-Katrin Weber ont récemment publié un bilan sur l'historiographie des médias en Suisse, avec un focus sur la télévision³⁷. Ils évoquent l'institutionnalisation académique balbutiante du champ des études télévisuelles et soulignent l'anémie dont souffre encore l'historiographie qui a longtemps été formée par de seuls ouvrages commémoratifs ou autobiographiques et par une littérature grise issue des

³⁵ Ceux-ci sont aussi présentés, parfois de manière plus circonstanciée, dans des ouvrages dirigés par des spécialistes des « nouveaux médias » de l'époque. Par exemple : NEGRINE Ralph (éd.), *Satellite Broadcasting...*; DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies in Western Europe*, Londres, Routledge, 1988; COLLINS Richard, *Satellite Television in Western Europe*, Londres, J. Libbey, 1992.

³⁶ SMITH Anthony, *Television: an International History*, Oxford, Oxford University Press, 1995; BIGNELL Jonathan, FICKERS Andreas, *A European Television History*, Malden, MA; Oxford, Wiley-Blackwell, 2008; LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe : télévisions, cultures, identités 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008; FICKERS Andreas, JOHNSON Catherine (éd.), *Transnational Television History: a Comparative Approach*, Londres, Routledge, 2012.

³⁷ VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, « Introduction », in : VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, *Pour une histoire élargie de la télévision...*; pour un bilan, voir aussi : MEIER Peter, « Die Lücken schliessen: zum (Zu-)Stand der Schweizer Mediengeschichte: eine synoptische Bestandesaufnahme », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 60(1), 2010, pp. 4-12.

sciences de la communication. Ce paysage clairsemé a toutefois connu une embellie significative au tournant du xxi^{e} siècle avec le coup d'envoi d'un grand chantier collectif sur l'histoire de la SSR qui débouche sur la publication de trois volumes³⁸. Cette synthèse incontournable couvre la période de 1931, date de la fondation de la SSR, à 2011. La télévision par satellite y est abordée de manière marginale dans deux chapitres.

Dans un chapitre sur le développement des techniques de radio et de télévision entre les années 1930 et 1980, Rudolf Müller mentionne le rôle du satellite dans les discussions sur le lancement éventuel de nouvelles chaînes de télévision durant la seconde moitié des années 1960³⁹. La télévision par satellite reparaît sous la plume de Matthias Künzler dans un chapitre consacré à l'abolition progressive du monopole de la SSR, entérinée en 1983⁴⁰. Les chaînes satellitaires qui voient le jour à cette période sont signalées, à l'instar de la chaîne privée et payante Teleclub ainsi que les initiatives TV5 et 3Sat, portées par les radiodiffuseurs publics européens de langue française et allemande. Le présent livre reprend les questions soulevées par Müller et Künzler en les replaçant dans la politique de long terme de l'audiovisuel public helvétique vis-à-vis du satellite. Toutefois, sa démarche se distingue d'une approche institutionnelle centrée sur la SSR, à laquelle un seul chapitre sur cinq est consacré.

Quant à l'historiographie sur les télécommunications en Suisse, elle est maigre et n'aborde pas les communications spatiales. On trouve plus d'informations à leur sujet dans un ouvrage rétrospectif rédigé par Rudolf Trachsel, un ancien responsable aux PTT⁴¹, et, surtout, dans un livre sur l'histoire de la politique spatiale de la Confédération dont il est question ci-après. Les recherches historiques sur les télécommunications en Suisse analysent soit des phénomènes qui relèvent de périodes antérieures, en l'occurrence le rôle de la Suisse dans la mise en place de l'Union télégraphique internationale

³⁸ DRACK Markus T. (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion jusqu'en 1958*, Baden, hier + jetzt, 2000; MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR 1958-1983*, Baden, hier + jetzt, 2006; MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *Radio und Fernsehen in der Schweiz: Geschichte der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft SRG 1983-2011*, Baden, hier + jetzt, 2012.

³⁹ MÜLLER Rudolf, « Technik zwischen Programm, Kultur und Politik », in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, pp. 187-237.

⁴⁰ KÜNZLER Matthias, « Die Abschaffung des Monopols: die SRG im Umfeld neuer Privatrado- und Privatfernsehsender », in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, pp. 41-87.

⁴¹ TRACHSEL Rudolf, *Ein halbes Jahrhundert Telekommunikation in der Schweiz*, Aarau ; Frankfurt am Main, Sauerländer, 1993.

au XIX^e siècle⁴², soit la dérégulation du secteur durant les années 1990 et son lien avec l'émergence du numérique⁴³. Ces études n'en demeurent pas moins précieuses. D'une part, elles documentent l'histoire des PTT suisses, c'est-à-dire l'institution en charge des télécommunications (spatiales) et des infrastructures de radio et de télévision. D'autre part, leur lecture permet d'identifier des continuités entre le XIX^e siècle et l'ère spatiale. Gabriele Balbi, Simone Fari et Giuseppe Richeri montrent en particulier comment la neutralité, le multilatéralisme et le processus d'intégration européenne structurent déjà la politique de la Suisse vis-à-vis du télégraphe, comme ce sera le cas près d'un siècle plus tard en matière de communications spatiales.

Ce dernier point, Stephan Zellmeyer en rend compte dans *A Place in Space: the History of Swiss Participation in European Space Programmes, 1960-1987*⁴⁴, seul ouvrage historique sur les relations entre la Suisse et l'exploration de l'espace. Au centre de l'analyse, un constat : la Confédération n'a jamais eu de programme spatial national. Zellmeyer l'explique par l'absence d'un front commun entre le gouvernement, les industries nationales, la SSR et les PTT, dans l'ensemble réticents à risquer de l'argent dans la technologie. À l'inverse, en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne par exemple, les industries, les autorités et les institutions de radio, de télévision et de télécommunications avancent main dans la main pour construire un secteur spatial source de fierté nationale. En outre, l'usage d'un satellite de communication n'est pas jugé pertinent par les acteurs helvétiques mentionnés. Le pays est exigu et son réseau câblé est historiquement dense : la couverture nationale peut être assurée par les moyens traditionnels, qui ont un coût moins élevé que la construction, le lancement et l'opération d'un satellite. Les activités spatiales suisses se déploient donc strictement dans un cadre multilatéral, en particulier celui des efforts de l'Europe occidentale pour atteindre l'autonomie vis-à-vis des deux puissances de la Guerre froide. La Confédération est ainsi membre des institutions spatiales européennes dès leur fondation durant les années 1960.

⁴² CALVO Spartaco et al., « La voie suisse aux télécommunications. Politique, économie, technologie et société (1850-1915) », *Revue Suisse d'Histoire* 61(4), 2011, pp. 435-453 ; BALBI Gabriele et al., *Network Neutrality: Switzerland's Role in the Genesis of the Telegraph Union, 1855-1875*, Berne, Peter Lang, 2014.

⁴³ COP Richard, *Im Netz gefangen: Telekommunikation in der Schweiz- Geschichte und Perspektiven einer Technik im Wandel*, Zurich, Chronos, 1993 ; FINGER Matthias (éd.), *Du monopole à la concurrence : analyse critique de l'évolution de 6 entreprises suisses*, Lausanne, LEP, 1997 ; FISCHER Alex, SCIARINI Pascal, NICOLET Sarah, « La politique suisse des télécommunications : entre pression internationale et résistance nationale », *Politiques et Management Public* 21(3), 2003, pp. 1-20 ; ISCHER Philipp, *Umbau der Telekommunikation: Wechselwirkung zwischen Innovationsprozessen und institutionellem Wandel am schweizerischen PTT (1970-1998)*, Zurich, LIT, 2007.

⁴⁴ ZELLMAYER Stephan, *A Place in Space...*

Bien que modestement, la Suisse contribue aux programmes européens de satellites météorologiques, scientifiques et de communication. Toutefois, avant le lancement effectif de satellites de communication européens au tournant des années 1980, le pays dépend du réseau Intelsat, dominé par les États-Unis. C'est par ce biais que les PTT écoulent dès 1965 un trafic téléphonique transatlantique croissant. La télévision par satellite est toutefois la grande oubliée chez Zellmeyer, qui l'aborde seulement *via* un épisode tardif que notre travail approfondit : la création en 1980 de la société Tel-Sat qui porte un projet de télévision par satellite européenne depuis la Suisse.

La mise en évidence du poids du multilatéralisme et de la politique étrangère dans les activités satellitaires helvétiques constitue l'apport principal de *A Place in Space*. Zellmeyer souligne comment la participation à l'Europe spatiale correspond aux impératifs de la politique de neutralité « active » de la Confédération, telle que conceptualisée au sortir de la Seconde Guerre mondiale par le Conseiller fédéral radical Max Petitpierre⁴⁵. En matière d'organisations internationales, cette politique différencie celles relevant du politique et celles qualifiées d'économiques et techniques. Cette division artificielle permet à la Suisse de s'engager dans les secondes tout en restant conforme à sa neutralité⁴⁶. Comme les organisations spatiales européennes remplissent ce critère, elles offrent à la Suisse la possibilité de confirmer son appartenance au bloc de l'Ouest et de faire preuve de solidarité avec l'Europe occidentale, soit une dimension de la politique de neutralité active. Dans leurs travaux respectifs, Bruno Strasser, Frédéric Joye et John Krige identifient aussi la participation à l'effort spatial européen comme un atout diplomatique pour la Confédération durant la Guerre froide⁴⁷.

⁴⁵ À ce sujet, voir par exemple : JOST Hans Ulrich, « Switzerland's Atlantic Perspectives », in : MAURER Pierre, MILIVOJEVIĆ Marko, *Swiss Neutrality and Security Armed: Forces, National Defence and Foreign Policy*, New York, Berg, 1990, pp. 110-121 ; FISCHER Thomas, *Die Grenzen der Neutralität: schweizerisches KSZE-Engagement und gescheiterte UNO-Beitrittspolitik im Kalten Krieg 1969-1986*, Zurich, Chronos, 2004 ; FLEURY Antoine, « De la neutralité "fictive" à la politique de neutralité comme atout dans la conduite de la politique étrangère », *Politorbis - Zeitschrift zur Aussenpolitik* 1(44), 2008, pp. 5-12 ; JOST Hans Ulrich, « Origines, interprétations et usages de la "neutralité helvétique" », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 1(93), 2009, pp. 5-12 ; FISCHER Thomas, MÖCKLI Daniel, « The Limits of Compensation: Swiss Neutrality Policy in the Cold War », *Journal of Cold War Studies* 18(4), 2016, pp. 12-35.

⁴⁶ Sur le multilatéralisme suisse, voir par exemple : FLEURY Antoine, « La Suisse et le défi du multilatéralisme », *Itinera* 18, 1996, pp. 68-83.

⁴⁷ STRASSER Bruno J., JOYE Frédéric, « L'atome, l'espace et les molécules : la coopération scientifique internationale comme nouvel outil de la diplomatie helvétique (1951-1969) », *Relations internationales* 121, 2005, pp. 59-72 ; KRIGE John, « Science, Technology and the Instrumentalization of Swiss Neutrality », in FLEURY Antoine, ZALA Sacha (éd.), *Wissenschaft und Aussenpolitik*, vol. 1, Berne, Quaderni de Dodis, 2012, pp. 65-71.

Au sein de l'historiographie sur la Suisse et la conquête de l'espace, il faut encore mentionner deux articles qui adoptent une approche culturaliste en se cantonnant toutefois à l'analyse de la presse nationale. Rédigés par Thomas Bürgisser et Gianni Haver, ils étudient respectivement la réaction des journaux quotidiens au lancement de Spoutnik et la représentation de la course à l'espace sur les Unes de magazines illustrés⁴⁸. Au-delà des travaux scientifiques s'ajoutent enfin des textes écrits par des représentants politiques, de l'industrie, de la science ou des télécommunications qui ont été ou sont impliqués dans les activités spatiales helvétiques⁴⁹.

Notre livre contribue donc aux historiographies helvétiques sur les médias, sur les télécommunications et sur la Suisse spatiale au sein desquelles les communications satellites forment un angle mort. De plus, il aborde ces dernières à travers des lieux, des acteurs et des pratiques négligés par la littérature existante. Enfin, son cadre théorique se distingue des perspectives institutionnelles, d'économie politique ou d'une histoire des relations internationales par le biais des sciences et des techniques. Si ces approches le nourrissent, ce travail mobilise plus directement des réflexions théoriques issues, d'une part, de l'histoire des médias et, d'autre part, de la sociologie et de l'histoire de la technologie et des infrastructures.

La flexibilité historique des médias

Dans le discours public, mais aussi sous la plume de spécialistes qui identifient différentes phases dans son développement, le numérique aurait signé « *la fin de la télévision* »⁵⁰. Selon cette vision, il existe une télévision « d'avant » – un objet stable, aux institutions et usages définis, ce meuble installé dans l'espace domestique que l'on regarde à heures fixes selon la

⁴⁸ BÜRGISSER Thomas, « “Im Banne des Satelliten”: zur medialen Rezeption des Sputnik-Schocks in der Schweiz », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 57(4), Schwabe, 2007, pp. 387-416 ; HAVER Gianni, « La conquête de l'Espace à la Une de la presse illustrée suisse 1957-1969 », *Traverse : Zeitschrift für Geschichte* 2, 2009, pp. 99-118.

⁴⁹ SCHWEIZ. BÜRO FÜR WELTRAUMANGELEGENHEITEN (éd.), *Die Schweiz, Europa und die Raumfahrt: Abenteuer und Notwendigkeit*, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, 2000 ; CREOLA Peter, *HSR-3: Switzerland in Space. A Brief History*, Noordwijk, ESA Publications Division, 2003 ; VIGLIETTI Lukas, DÉTRUY Myriam, *De la Suisse à la Lune : du Velcro à Omega, 50 ans d'innovation suisse au service de la conquête spatiale*, Lausanne, EPFL Press, 2019.

⁵⁰ MISSIKA Jean-Louis, *La fin de la télévision*, Paris, Seuil, 2006 ; voir aussi : SPIGEL Lynn, OLSSON Jan (éd.), *Television after TV: Essays on a Medium in Transition*, Durham, Duke University Press, 2004 ; LOTZ Amanda D., *The Television Will Be Revolutionized*, New York, New York University Press, 2007.

grille des programmes – que l'arrivée du numérique aurait fait éclater entre divers espaces, plateformes, utilisations, objets et temporalités. On regarde une série Netflix dans le train sur notre ordinateur, le Téléjournal de Midi sur une tablette à 22 heures, des vidéos Youtube sur un écran de télévision, une conférence en direct via Zoom avec notre téléphone.

Sans remettre en question les transformations liées au numérique, plusieurs recherches relativisent cependant son caractère révolutionnaire et déconstruisent cette conception par trop figée et linéaire d'une télévision qui serait passée d'une identité claire à dispersée. À cette fin, des notions associées au numérique, comme l'intermédialité ou la convergence⁵¹, sont utilisées pour interroger l'histoire longue des médias et dévoiler d'autres moments de «*flexibilité interprétative*»⁵², c'est-à-dire des périodes où la palette des usages et des significations des médias est large et ouverte. Dans cette perspective, la fin du XIX^e siècle est revisitée pour y situer l'émergence du télévisuel, entendu comme la transmission instantanée d'images, et le faire ainsi précéder le cinéma⁵³. À cette époque, fleurissent en effet des dispositifs de vision à distance, réels ou fictionnels, à l'image du célèbre téléphonoscope d'Albert Robida⁵⁴. Ces machines, marqueurs de l'industrialisation et de l'électrification galopantes, connaissent des significations plurielles et instables façonnées par l'articulation entre des potentialités imaginées et des technologies existantes, à l'instar du télégraphe, du téléphone ou du gramophone. Ainsi, au XIX^e siècle, on imagine moins le télévisuel comme un média de masse que comme un téléphone à qui on ajouterait l'image. Ces allers-retours entre communications *point-to-point* et *broadcasting* qui intéressent cet ouvrage se retrouvent dans l'histoire d'autres médias. Avec d'autres historiens des médias, Gabriele Balbi dévoile par exemple les usages précoces du téléphone en tant que média *broadcasting*, comme

⁵¹ MÜLLER Jürgen, «L'intermédialité, une nouvelle approche interdisciplinaire : perspectives théoriques et pratiques à l'exemple de la vision de la télévision», *Cinémas : Revue d'études cinématographiques* 10(2-3), 2000, pp. 105-134 ; SALMI Hannu, «Intermediality in the Visions of "World Television" in the 1970s: a Cultural Historical Approach», in: HERKMAN Juha, HUIJANEN Taisto, OINONEN PaaVo (éd.), *Intermediality and Media Change*, Tampere, Tampere University Press, 2012, pp. 118-144 ; BALBI Gabriele, «Deconstructing "Media Convergence": a Cultural History of the Buzzword, 1980s-2010s», in: SPARVIERO Sergio, PEIL Corinna, BALBI Gabriele (éd.), *Media Convergence and Deconvergence*, Cham, Palgrave Macmillan, 2017, pp. 31-51.

⁵² Par exemple: URICCHIO William, «Television's First Seventy-Five Years...»; BALBI Gabriele, NATALE Simone, «The Double Birth of Wireless...».

⁵³ URICCHIO William, «Television's First Seventy-Five Years...»; ROBERTS Ivy, *Visions of Electric Media: Television in the Victorian and Machine Ages*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2019 ; GALILI Doron, *Seeing by Electricity...*

⁵⁴ ROBIDA Albert, *Le vingtième siècle*, Paris, G. Decaux, 1883.

une «radio avant la radio». Ailleurs, il montre que la télégraphie sans fil, pensée à l'origine comme un moyen de communication *one-to-one*, va être réappropriée par les amateurs de radio entre les années 1900 et 1920 pour en faire le média *broadcasting* bien connu⁵⁵.

L'intérêt de ces travaux pour les périodes d'émergence de formes médiatiques, les usages marginaux, les dispositifs oubliés, les imaginaires techniques ou encore les circulations intermédiatiques les rapproche du courant de l'archéologie des médias. Issue des travaux de Friedrich Kittler et de Siegfried Zielinski, l'archéologie des médias a été popularisée au début des années 2010 par des publications d'Erkki Huhtamo et Jussi Parikka⁵⁶. Elle n'est toutefois pas un champ aux contours définis, bien au contraire. À l'intersection de l'histoire et de la théorie, cette «*traveling discipline*»⁵⁷ rassemble des recherches aux méthodologies, aux inspirations théoriques et aux objets disparates⁵⁸. L'ensemble s'érige néanmoins contre une histoire fondée sur les notions de progrès et d'évolution linéaire et favorise un décentrement vis-à-vis des médias de masse. Les formes et les usages médiatiques éphémères, négligés et fictionnels occupent ainsi la part belle des études que réunit le label. Et quand l'approche est revendiquée pour étudier des médias «à succès» comme la télévision ou le cinéma, c'est afin d'en revisiter les historiographies dominantes, d'en révéler les marges, les complexités, les hésitations : d'en déconstruire la linéarité⁵⁹.

En se saisissant du satellite pour mettre en évidence la flexibilité historique de la télévision et du téléphone d'une part, et la convergence entre le

⁵⁵ BALBI Gabriele, «Radio before Radio...»; BALBI Gabriele, NATALE Simone, «The Double Birth of Wireless...»; JOHN Richard R., BALBI Gabriele, «Point-to-Point: Telecommunications Networks from the Optical Telegraph to the Mobile Telephone», in: CANTONI LORENZO, DANOWSKI James A. (éd.), *Communication and Technology*, Berlin, De Gruyter, 2015, pp. 35-56; BALBI Gabriele, BERTH Christiane, «Towards a Telephonic History of Technology», *History and Technology* 35(2), 2019, pp. 105-114; RIKITIANSKAIA Maria, BALBI Gabriele, «Radio Studies Beyond Broadcasting: Towards an Intermedia and Inter-Technological Radio History», *Radio Journal: International Studies in Broadcast & Audio Media* 18(2), 2020, pp. 159-173.

⁵⁶ HUHTAMO Erkki, PARIKKA Jussi (éd.), *Media Archaeology: Approaches, Applications, and Implications*, Berkeley, University of California Press, 2011; PARIKKA Jussi, *What is Media Archaeology?*, Cambridge, Polity Press, 2012.

⁵⁷ Les auteurs se réfèrent ici à Mieke Bal: HUHTAMO Erkki, PARIKKA Jussi, «Introduction: an Archaeology of Media Archaeology», in: HUHTAMO Erkki, PARIKKA Jussi (éd.), *Media Archaeology...*, p. 3.

⁵⁸ Pour un bilan, voir par exemple: NATALE Simone, «Understanding Media Archaeology», *Canadian Journal of Communication* 37(3), 2012, pp. 523-528.

⁵⁹ BERTON Mireille, WEBER Anne-Katrin (éd.), *La télévision du Téléphonoscope à YouTube: pour une archéologie de l'audiovision*, Lausanne, Antipodes, 2009; FICKERS Andreas, WEBER Anne-Katrin, «Towards an Archaeology of Television», *Journal of European Television History and Culture* 4(7), 2015; ELSAESSER Thomas, *Film History as Media Archaeology: Tracking Digital Cinema*, Amsterdam, University Press, 2016.

point-to-point et le *broadcasting*, d'autre part, cette recherche s'inscrit dans le sillage de ce renouvellement historiographique et méthodologique en histoire des médias. Les travaux qui en sont issus n'ont cependant pas du tout abordé la question du satellite, ce qui tient à notre sens à deux raisons principales.

Premièrement, les recherches susmentionnées privilégient les périodes d'émergence des médias. Elles sont d'ailleurs volontiers réunies sous l'appellation de *New Media History*⁶⁰. Or, quand le satellite se développe et qu'il croise le téléphone, la télévision ou la radio, ces derniers sont solidement institutionnalisés. Durant les années 1960, la télévision est certes récente mais l'ensemble des pays industrialisés possèdent chacun leur institution de radiotélévision qui produit des émissions régulières. De plus, le nombre des ménages munis d'un téléviseur augmente de manière exponentielle. En Suisse, après quelques années d'expérimentation au niveau régional, la SSR commence à diffuser des programmes à l'échelle du pays en 1958. Un peu plus de dix ans après, la moitié des foyers est dotée d'un appareil⁶¹. De plus, la littérature associe les Trente Glorieuses à une importante stabilité économique, institutionnelle et culturelle de la télévision qui précède la libéralisation de l'audiovisuel public et les changements liés à l'électronique, puis au numérique. Pour reprendre William Uricchio, pourtant défenseur de la flexibilité historique de la télévision, les années 1950-1970 constitueraient ainsi « *trente années qui ont figé un média par ailleurs dynamique* »⁶². Les mêmes remarques peuvent être faites à propos du téléphone : 48 % des ménages suisses en sont dotés en 1970 et la littérature traditionnelle n'identifie de rupture dans son histoire qu'au moment de sa dérégulation et de sa numérisation au tournant des années 1990⁶³.

Le prisme satellitaire révèle ainsi une tension fructueuse entre, d'une part, la « nouveauté » de l'exploitation de l'espace à des fins communicationnelles et, d'autre part, la télévision et le téléphone en tant que moyens de communication établis. À ce titre, le présent ouvrage nourrit une position défendue par deux « couples » d'historien-nes de la télévision. Judith Keilbach et Markus Stauff conçoivent l'histoire de la télévision comme « *a ongoing experiment* »,⁶⁴

⁶⁰ PETERS Benjamin, « And Lead Us not into Thinking... ».

⁶¹ VALLOTTON François, « Anastasie ou Cassandre ? Le rôle de la radio-télévision dans la société helvétique 1958-1982 », in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, p. 43.

⁶² URICCHIO William, « Constructing Television: Thirty Years That Froze an Otherwise Dynamic Medium », in : VALCK Marijke DE, TEURLINGS Jan, *After the Break. Television Theory Today*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2013, pp. 65-78.

⁶³ BUSCHAUER Regine, « Téléphone », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 15.08.2012, <https://hls-dhs.ch/articles/027832/2012-08-15/>.

⁶⁴ STAUFF Markus, KEILBACH Judith, « When Old Media Never Stopped Being New... ».

une expérimentation toujours en train de se réaliser. Vallotton et Weber proposent quant à eux d'écrire une histoire «élargie» de la télévision, «à savoir une histoire attentive aux marges des institutions télévisuelles, aux échanges intermédiatiques et aux transformations continues des pratiques et technologies»⁶⁵.

La seconde raison de l'absence du satellite dans la littérature en histoire des médias concerne en particulier les «archéologues médiatiques». Contrairement à leurs préoccupations, le satellite n'est pas, loin de là, une technologie marginale. Son développement durant les années 1960 – très médiatisé – est le fait de puissances mondiales et de leurs industries qui y investissent des milliards. Avec la mise en service du premier satellite d'Intelsat en 1965, les communications spatiales sont par ailleurs commercialisées et, depuis, leur nombre et leurs capacités ne cessent de croître, à l'image des milliers d'engins du réseau privé Starlink. Enfin, la télévision par satellite a été largement commentée; elle ne constitue pas une forme négligée du télévisuel, à l'inverse de ses usages industriels, médicaux ou militaires, par exemple⁶⁶. En somme, nous ne sommes pas allée «excaver»⁶⁷ un objet des oubliettes de l'histoire. Pourtant, le satellite de communication est un terrain fertile pour faire entrer dans le récit des lieux, des pratiques et des acteurs absents de l'historiographie traditionnelle.

Les communications par satellite en tant qu'infrastructure

Si les communications spatiales ont toute leur place dans l'historiographie des médias, elles appartiennent aussi à celle des grands réseaux techniques, ces technologies de la connexion à la géographie vaste, à l'instar des réseaux de transport, d'énergie et de communication. Il existe une littérature riche pour appréhender de tels objets⁶⁸, à commencer par les travaux canoniques qui ont

⁶⁵ VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, «Introduction», in: VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, *Pour une histoire élargie de la télévision...*, p. 2.

⁶⁶ Voir notamment: HUGHES Kit, *Television at Work: Industrial Media and American Labor*, New York, Oxford University Press, 2020; MURRAY Susan, «The New Surgical Amphitheater: Color Television and Medical Education in Postwar America», *Technology and Culture* 61(3), 2020, pp. 772-797; WEBER Anne-Katrin, «Decentering the Broadcasting Dispositif: Educational Closed-Circuits, Military-Industrial Entanglements, and Useful TV», *TMG Journal for Media History* 26(1), 2023, pp. 1-31.

⁶⁷ THIBAUT Ghislain, TRUDEL Dominique, «Excaver, tracer, réécrire: sur les nouveaux historiques en communication», *Communiquer* 15, 2015, pp. 5-23.

⁶⁸ Pour une revue de la littérature sur l'histoire des grandes infrastructures, voir par exemple: VLEUTEN Erik VAN DER, «Infrastructures and Societal Change. A View from the Large Technical Systems Field», *Technology Analysis & Strategic Management* 16(3), 2004, pp. 395-414.

signé le tournant culturel et social des études sur la technologie durant les années 1980. Figure de ce tournant, l'historien Thomas P. Hughes a fameusement défini les grandes infrastructures comme des systèmes sociotechniques, c'est-à-dire un ensemble composé d'artefacts matériels, de normes législatives et d'institutions⁶⁹. Ces systèmes sont construits par des acteurs clés que Hughes nomme les *system builders*. Au même moment, les sociologues Trevor Pinch et Wiebe Bijker proposent de considérer la technologie comme le résultat de négociations entre des groupes sociaux qui en incarnent chacun une interprétation spécifique⁷⁰. Les chercheurs parlent alors d'une phase de flexibilité interprétative de la technologie qui se stabilise lorsqu'un consensus social est trouvé⁷¹. Dans ce sillage, le présent ouvrage considère les communications spatiales comme un système composé d'éléments matériels et immatériels qui est le fruit de négociations sociales. Il s'associe cependant à une critique majeure adressée aux pionniers des années 1980, à savoir leur cécité vis-à-vis des déséquilibres structurels entre les groupes sociaux. Selon des auteurs tels que Mikael Hård, Hans Klein et Daniel Kleinman, cela débouche sur une représentation faussée du développement technologique, caractérisé par l'atteinte harmonieuse d'un consensus⁷². Il est donc important de mettre en évidence le caractère conflictuel de ces négociations dont le résultat dépend des rapports de force en présence et non d'un accord équitable entre les parties.

Afin d'affiner notre définition des communications spatiales, deux volumes collectifs qui explorent les relations entre la construction d'infrastructures transnationales et l'intégration européenne nous ont été précieux⁷³. Ces contributions révèlent la manière dont les grandes infrastructures sont historiquement investies, d'une part, par des idées de paix, d'unification et de modernisation et, d'autre part, par les intérêts, rivalités et objectifs politiques

⁶⁹ HUGHES Thomas P., *Networks of Power: Electrification in Western Society, 1880-1930*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1983 ; MAYNTZ Renate, HUGHES Thomas P. (éd.), *The Development of Large Technical Systems*, Frankfurt ; New York, Campus, 1988.

⁷⁰ PINCH Trevor J., BIJKE Wiebe E., «The Social Construction of Facts and Artefacts: or How the Sociology of Science and the Sociology of Technology Might Benefit Each Other», *Social Studies of Science* 14(3), 1984, pp. 399-441.

⁷¹ Comme nous l'avons vu plus haut, l'histoire des médias reprend volontiers l'expression pour décrire une phase donnée dans l'histoire d'un média voué à se stabiliser ou pour penser ses transformations continues.

⁷² HÅRD Mikael, «Beyond Harmony and Consensus: a Social Conflict Approach to Technology», *Science, Technology & Human Values* 18(4), 1993, pp. 408-432 ; KLEIN Hans K., KLEINMAN Daniel Lee, «The Social Construction of Technology: Structural Considerations», *Science, Technology, & Human Values* 27(1), 2002, pp. 28-52.

⁷³ VLEUTEN Erik van der, KAUJER Arne (éd.), *Networking Europe: Transnational Infrastructures and the Shaping of Europe, 1850-2000*, Sagamore Beach, Science History Publications, 2006 ; BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas (éd.), *Materializing Europe: Transnational Infrastructures and the Project of Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010.

nationaux et/ou économiques des acteurs qui les portent. Ce décalage entre les représentations utopiques et la matérialité politique se manifeste dans les effets de ces réseaux qui participent aussi bien à des processus d'intégration que de fragmentation et d'exclusion. En se focalisant sur les infrastructures transnationales, les chapitres de ces deux ouvrages montrent par ailleurs la pertinence de la prise en compte des interactions entre plusieurs échelles géographiques. Cela permet d'exposer les dynamiques potentiellement contradictoires qui les traversent ainsi que leurs significations et effets différenciés selon le lieu où l'on se trouve. Enfin, la perspective historique de ces volumes replace dans une diachronie plus vaste les potentialités en termes de paix, de connectivité ou de progrès attribuées aux satellites de communication durant la seconde moitié du xx^e siècle.

Pour finir, notre conceptualisation des communications spatiales se nourrit des discussions sur le caractère (in)visible des grandes infrastructures. Le débat a été lancé à la fin des années 1990, quand la sociologue Susan Leigh Star a affirmé que la complexité et la vaste géographie des infrastructures les rendaient, par définition, invisibles⁷⁴. Selon elle, seuls les moments où elles cessent de fonctionner leur donnent de la visibilité : l'eau est coupée, les lumières s'éteignent, l'image de la télévision se brouille. Depuis, ce constat a été nuancé. L'anthropologue Brian Larkin relève par exemple que les infrastructures peuvent être célébrées et spectacularisées, et donc connaître des moments de grande visibilité⁷⁵. Pour qualifier de tels épisodes, Andreas Fickers et Suzanne Lommers parlent d'événements infrastructurels qui, en rompant avec les pratiques quotidiennes, rendent saisissables des aspects matériels, institutionnels et discursifs des infrastructures⁷⁶.

Les études médiatiques, qui connaissent depuis quelques années un tournant infrastructurel et logistique⁷⁷, contribuent également au débat. En considérant

⁷⁴ STAR Susan Leigh, « The Ethnography of Infrastructure », *American Behavioral Scientist* 43(3), 1999, p. 382 ; voir aussi : STAR Susan Leigh, RUHLER Karen, « Steps Toward an Ecology of Infrastructure: Design and Access for Large Information Spaces », *Information Systems Research* 7(1), 1996, pp. 111-134.

⁷⁵ LARKIN Brian, « The Politics and Poetics of Infrastructure », *Annual Review of Anthropology* 42(1), 2013, pp. 327-343.

⁷⁶ FICKERS Andreas, LOMMERS Suzanne, « Eventing Europe: Broadcasting and the Mediated Performances of Europe », in : BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas (éd.), *Materializing Europe...*, pp. 225-251.

⁷⁷ PARKS Lisa, « "Stuff you can kick": Toward a Theory of Media Infrastructures », in : SVENSSON Patrik, GOLDBERG David Theo, *Between Humanities and the Digital*, Cambridge, MA, MIT Press, 2015, pp. 355-374 ; PARKS Lisa, STAROSIELSKI Nicole (éd.), *Signal Traffic: Critical Studies of Media Infrastructures*, Urbana, University of Illinois Press, 2015 ; STAROSIELSKI Nicole, *The Undersea Network*, Durham, Duke University Press, 2015 ; HOCKENBERRY Matthew Curtis, STAROSIELSKI Nicole, ZIEGER Susan (éd.), *Assembly Codes: the Logistics of Media*, Durham, Duke University Press, 2021 ; DOMMANN Monika, *Materialfluss: Eine Geschichte der Logistik an den Orten ihres Stillstands*, Frankfurt am Main, S. Fischer, 2023.

les infrastructures médiatiques comme des constructions aussi bien matérielles que discursives, des chercheuses comme Lisa Parks et Nicole Starosielski font entrer dans leur régime d'(in)visibilité des représentations produites par des cartes, des dessins, des maquettes, des films, des schémas, des œuvres d'art, etc. Parks parle alors d'imaginaires infrastructurels, qu'elle définit comme des façons de penser à ce que les infrastructures sont et à ce qu'elles font, aux lieux où elles se trouvent et à qui les contrôle⁷⁸. Quand il est question de technologies qui se déploient dans ce que Parks appelle le champ vertical – à savoir l'air, le spectre des fréquences et les orbites de la Terre –, la chercheuse favorise l'expression « médiations verticales ». Tout comme les imaginaires infrastructurels, ces médiations nous informent sur les relations de pouvoir et les activités qui se déroulent dans le champ vertical. L'anthropologue Shannon Mattern étend la dimension (im)perceptible des infrastructures au-delà de la seule vue pour intégrer la sensorialité au sens large⁷⁹. La confrontation corporelle avec les infrastructures – que l'on peut toucher, entendre et dont on peut s'émouvoir – est conçue comme un canal pour développer des connaissances à leur sujet.

Définir les communications spatiales comme une infrastructure permet donc de les replacer dans un faisceau de technologies, de pratiques, de discours, de normes, d'institutions, de conflictualités, d'(im)perceptibilités et de tensions entre différentes échelles géographiques. Comme le résume la géographe Christine Bichsel, « *les infrastructures peuvent être un point d'entrée privilégié pour décortiquer les relationnalités entre la Terre et l'espace extra-atmosphérique* »⁸⁰.

Dans le présent ouvrage, ces relationnalités sont analysées du point de vue d'un pays qui n'a jamais mis sur pied de programme spatial national. Se posent alors les questions suivantes : comment aborder l'histoire des communications spatiales depuis le point de vue d'un pays qui n'a pas construit ladite infrastructure ? Comment parler de négociations entre groupes sociaux quand ils ne sont pas parties prenantes au développement de la technologie ?

⁷⁸ PARKS Lisa, « “Stuff you can kick”... », p. 355.

⁷⁹ MATTERN Shannon, « Infrastructural Tourism », *Places Journal*, 2013 ; MATTERN Shannon, « Ear to the Wire. Listening to Historic Urban Infrastructures », *Amodern* 2, 2013.

⁸⁰ BICHSEL Christine, « Introduction: Infrastructure on/off Earth », *Roadsides* 3(2), 2020, p. 2.

Une intégration conflictuelle, transnationale et (im)perceptible

Afin de rendre compte du processus historique spécifique qui définit la relation entre la Suisse et les communications spatiales, nous proposons la notion d'intégration. Elle nous semble en meilleure adéquation avec l'objet de recherche que des variantes comme la médiation sociotechnique, la diffusion des innovations technologiques ou la construction sociale de la technologie⁸¹. L'intégration renvoie à l'incorporation de nouveaux éléments à un système ou d'individus à une communauté. Elle reconnaît donc une importance structurante à ce qui est en place et à la manière dont le nouveau et l'ancien interagissent. L'intégration n'est pas une révolution. Le terme résonne par ailleurs avec celui d'imbrication et fait ainsi volontiers écho à la démarche qui consiste à faire « atterrir » les activités et les technologies de l'espace extra-atmosphérique dans les complexités terrestres. Enfin, la notion d'intégration des communications spatiales en Suisse a le mérite de ne pas exister ; ce qui laisse la liberté de proposer cette définition en six dimensions interdépendantes.

Premièrement, l'intégration des communications satellites en Suisse implique une *diversité d'acteurs et de lieux* (ou d'arènes de négociation). Les chapitres de cet ouvrage le montrent en incluant dans leur analyse des diplomates, des représentant-es de la Société suisse de radiodiffusion (SSR) et des PTT, des éditeurs de presse, des scientifiques, des publicitaires, des câblodistributeurs, des architectes, etc. De la même façon, une pluralité d'espaces sont considérés, à l'instar d'une foire commerciale, d'organisations internationales ou du site d'une station terrienne pour satellites. Cette diversité d'acteurs et de lieux produit une multiplicité de significations, de fonctions et d'objectifs associés aux communications par satellite et à l'espace extra-atmosphérique qui sont liés aux logiques et aux épistémologies propres aux acteurs et aux arènes où elles sont négociées.

Deuxièmement, l'intégration des satellites de communication en Suisse est *conflictuelle*. Les significations et les fonctions que des acteurs divers leur attribuent, leurs usages, les normes juridiques qui les encadrent et leurs infrastructures sont négociés à l'aune de rapports de force entre des intérêts contradictoires ou complémentaires. Les satellites de communication suscitent

⁸¹ FLICHY Patrice, *L'innovation technique : récents développements en sciences sociales. Vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Paris, La Découverte, 2003.

une pluralité de projets, de visions et d'objectifs qui entrent en concurrence ou encouragent des alliances stratégiques. Par conséquent, une attention particulière est portée à la question du pouvoir. Les communications spatiales sont considérées comme une plateforme de luttes et de (re)production de hiérarchies sur Terre et dans l'espace. En d'autres termes, c'est par l'analyse des relations de pouvoir structurelles et historiques qu'il est possible d'expliquer pourquoi certaines alternatives d'intégration des communications par satellite sont marginalisées au profit d'autres.

Troisièmement, l'intégration des communications spatiales en Suisse se situe dans une *périodisation à la fois plurielle et dilatée* : elle est façonnée par diverses évolutions historiques, à la fois diachroniques et synchroniques, que le développement des satellites de communication accompagne en retour. Pour mettre en lumière ces processus, les chapitres de cet ouvrage replacent les modalités d'intégration des communications spatiales dans l'histoire longue de la régulation multilatérale des communications transnationales ; dans l'histoire de la libéralisation des services publics de radio, de télévision et de télécommunications ; dans l'histoire de la construction européenne ; ou, encore, dans l'histoire de la relation de la presse écrite aux médias audiovisuels. Par conséquent, chaque chapitre possède ses propres bornes chronologiques, qui se chevauchent sans pour autant se correspondre. Ensemble, ils dévoilent l'historicité plurielle des satellites de communication en Suisse et déconstruisent une vision par trop linéaire et déterministe du développement technique.

Quatrièmement, cette intégration est déterminée par des *jeux d'échelles* géographiques. Elle articule des éléments propres au cadre helvétique à l'échelle nationale et locale ; la circulation transnationale d'idées, de personnes, de pratiques et de technologies ; et, enfin, les territorialités de l'espace extra-atmosphérique. Le point de vue helvétique, depuis les marges de la conquête spatiale, met en lumière ces articulations en même temps qu'il éloigne le risque d'une histoire trop centrée sur le cadre national : l'histoire des communications spatiales en Suisse est *nécessairement* transnationale.

Cinquièmement, cette intégration est *intermédiaire*. Elle s'effectue par le biais d'interactions et de convergences entre différentes formes médiatiques. Cet ouvrage met ainsi en évidence le dialogue que le satellite produit entre les usages, les représentations, les pratiques et les acteurs associés à la télévision et au téléphone. En même temps, le rôle d'une pléthore de sources (audio)visuelles – dessins, photographies, archives sonores et télévisuelles – est analysé.

Enfin, et sixièmement, cette intégration est *(im)perceptible*. Le réseau des communications spatiales est une infrastructure qui se déploie à

l'échelle de la planète et qui assemble des éléments matériels, comme les satellites eux-mêmes ou les stations terriennes, et des éléments immatériels, comme des normes internationales ou des représentations culturelles. Il est par conséquent insaisissable dans sa globalité en un seul coup d'œil. Cet ouvrage replace cependant ce réseau global dans un faisceau de pratiques, d'objets, d'imaginaires et de sensations qui lui donnent de l'intelligibilité et qui le rendent perceptible. Ces régimes d'(im)perceptibilité sont analysés en termes de pouvoir et d'épistémologie : à quel savoir cette (im)perceptibilité donne accès et qui le produit ? Quelles visions et hiérarchies du monde ces régimes promeuvent-ils ? Quels éléments constitutifs de l'intégration des communications spatiales en Suisse laissent-ils dans l'opacité ?

Chaque chapitre articule à sa manière la notion d'intégration. Ensemble, ils cernent les spécificités suisses de l'intégration des communications spatiales ; documentent le caractère constant du renouvellement médiatique ; et, enfin, mettent à mal le mythe du satellite en tant que symbole d'une globalisation par le haut en le recadrant dans un récit historique de longue durée.

Le *chapitre 1* pose une première balise chronologique en 1962, au début de l'ère spatiale. Cette année-là, la NASA présente une exposition sur la recherche spatiale au Comptoir suisse de Lausanne. À cette occasion, une liaison téléphonique par satellite entre la Suisse et les États-Unis est établie en public et en présence des élites politiques, économiques et médiatiques suisses. Inspiré par la notion d'événement infrastructurel élaborée par Fickers et Lommers, ce chapitre considère cette édition du Comptoir comme un « événement satellitaire helvétique » en ce qu'il possède une forte dimension épistémologique. Grâce à lui, les acteurs et les enjeux diplomatiques, économiques et culturels des communications par satellite du point de vue suisse peuvent être identifiés et replacés dans le contexte plus large de ce début d'ère spatiale marqué par les rivalités de la Guerre froide.

Les chapitres 2, 3 et 4 accordent une place importante aux années 1980 dans le paysage médiatique helvétique, caractérisées par la fin du monopole de la SSR en 1983, le développement de la radio et de la télévision locales et l'arrivée dans les foyers européens des premières chaînes satellitaires. En considérant cette décennie comme leur point d'arrivée, ces trois chapitres en tracent une généalogie au croisement de plusieurs historiographies.

Ainsi, après le Comptoir suisse, le *chapitre 2* s'introduit dans les couloirs et les salles en gradins de l'Union internationale des télécommunications (UIT), où se tient en 1977 une Conférence administrative mondiale pour la radiodiffusion par satellite. À travers une lecture en trois volets, le chapitre

met en avant les ramifications géopolitiques et économiques de l'édiction de normes techniques et juridiques sur les communications spatiales. Il est d'abord montré comment la nouvelle donne satellitaire, la Guerre froide et la décolonisation influencent les décisions prises lors de cette conférence et font de celle-ci un tournant dans l'histoire longue de la régulation des communications transnationales. Dans un deuxième temps, ce chapitre étudie la stratégie de la délégation helvétique à la Conférence de 1977. Dirigée par les PTT et prenant en compte les exigences diplomatiques du Département politique fédéral (DPF), cette stratégie vise à faire concorder les normes techniques et juridiques avec les intérêts nationaux. Or, et c'est ce que montre la troisième partie du chapitre, les positions gagnées par la Suisse en 1977 – déterminées par sa politique étrangère, par la volonté de préserver son trilinguisme et par la taille exiguë du territoire – sont aussi très attractives pour qui voudrait lancer une télévision par satellite à l'échelle européenne. Elles vont dès lors attiser les appétits publicitaires de puissants industriels britanniques, Thorn-EMI et British Aerospace. Leurs velléités donneront naissance en 1980 au premier projet de télévision par satellite suisse, Tel-Sat, relayé sur le territoire national par des publicitaires qui mesurent l'opportunité financière d'une télévision commerciale transnationale.

Le *chapitre 3* s'intéresse aux autres acteurs helvétiques parties prenantes de Tel-Sat : des éditeurs de journaux. Pour expliquer cette présence, l'intégration des communications par satellite en Suisse est analysée par le biais de l'histoire de la relation de la presse avec l'audiovisuel. Le projet Tel-Sat est d'abord replacé dans le mouvement de diversification audiovisuelle qu'entament les patrons de journaux durant les années 1980. Le chapitre s'attache ensuite à comprendre pourquoi ces derniers s'intéressent à la télévision et à la radio à ce moment-là de leur histoire, alors qu'ils ont cherché à brider leur développement au moment de leur émergence durant les années 1920 et 1950. Il est ainsi montré que la relation de long terme qu'entretient « l'ancien média » avec les « nouveaux médias » est déterminée par la capacité du premier à faire taire les seconds ; c'est-à-dire par le poids politique et économique relatif de la presse dans le champ médiatique et par sa capacité à conserver une certaine hégémonie. Or, en 1980, la presse a perdu son statut privilégié ; elle est forcée de s'adapter.

Le *chapitre 4* est consacré à la politique satellitaire de l'institution de l'audiovisuel public helvétique depuis les années 1960. Il montre d'abord comment cette politique se construit dans la continuité des relations multilatérales qu'entretient la SSR avec les autres radiodiffuseurs publics européens au sein de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Ce chapitre s'intéresse ensuite à la réaction de la SSR face à l'initiative Tel-Sat qui

menace son monopole sur les programmes, cela dans un contexte de mise sous pression, puis d'abolition dudit monopole. Sa stratégie va se caractériser par la formation d'un front commun avec les PTT, l'établissement d'alliances avec certains acteurs privés et la perpétuation de ses relations avec les radiodiffuseurs européens. Ce faisant, ce chapitre étudie la confrontation des différents modèles de télévision par satellite portés par les groupes d'intérêt qui prennent part aux négociations houleuses sur l'organisation du paysage médiatique suisse durant ces années 1980 et s'attache à en identifier les « perdants » et les « gagnants ».

L'ouvrage achève son parcours (*chapitre 5*) sur le plateau de Brentjong, dans la commune valaisanne de Loèche. Il s'y trouve encore aujourd'hui la première station pour satellites du pays, avec sa parabole de 30 mètres de diamètre surnommée la Grande Oreille dès son érection en 1976. Le chapitre étudie les représentations culturelles de cette infrastructure, de sa mise en opération à aujourd'hui. Il est montré que les significations qui lui sont associées varient selon les acteurs qui les portent, selon l'échelle géographique et selon la période historique considérée. L'approche diachronique du chapitre permet notamment de dévoiler les effets de la privatisation du secteur des télécommunications en 1998 sur la perception sociale de la station ainsi que ceux provoqués par sa vente à une entreprise étatsunienne au tournant des années 2000. Autrefois fierté des PTT nationaux et lieu d'expérimentations architecturales modernistes et utopistes, l'infrastructure devient le support de critiques citoyennes sur la surveillance globale.

Ce passage en revue des chapitres invite à commenter les bornes chronologiques qui figurent dans le titre de l'ouvrage, à savoir « des années 1960 à nos jours ». Ce choix revêt la souplesse nécessaire pour embrasser la diversité des approches et des points de vue proposés, mais il demeure imparfait. La décennie 1960 correspond certes au début des communications par satellite. Pourtant, des époques antérieures sont considérées quand il s'agit de la mettre en perspective. Quant à « de nos jours », l'expression correspond aux incursions les plus récentes qu'opère le chapitre 5. Le tournant des années 2000 est traité car il correspond à la fin du monopole des PTT sur le secteur des télécommunications, une quinzaine d'années après la libéralisation de l'audiovisuel public. La période de 2010 à nos jours permet d'inscrire l'histoire des communications spatiales en Suisse dans la filiation du mouvement de contestation citoyenne sur les dispositifs de surveillance globale. En fin de compte, les bornes « officielles » de cette recherche auraient pu aussi être « des années 1960 aux années 1990 » ou « du début du xx^e siècle à nos jours ». Nous avons privilégié une période durant

laquelle des satellites de communication sont physiquement en orbite et qui embrasse les analyses plus contemporaines. Bien que minoritaires, elles nous semblent importantes. Mais, en réalité, ce sont les périodisations propres à chaque chapitre qui, prises ensemble, reflètent l'approche et les arguments de cette recherche.

Corpus archivistique

Tenter de documenter l'intégration des communications spatiales telle que définie ci-dessus se traduit nécessairement par le recours à des archives diversifiées. Les Archives fédérales suisses (AFS), les Archives de la direction générale de la SSR à Berne (ASSR) et les Archives cantonales vaudoises (ACV) forment la colonne vertébrale de ce travail. Aux AFS, la documentation pertinente appartient principalement au fonds du Département fédéral des transports, de la communication et de l'écologie (DFTCE) et, dans une moindre mesure, à celui du Département politique fédéral (DPF), qui est devenu le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) en 1979. Ce dernier conserve les archives de la Commission fédérale aux affaires spatiales que Zellmeyer a épluchées pour son ouvrage sur les activités spatiales de la Suisse. Il a donc constitué un support inestimable.

Le traitement du projet Tel-Sat par les autorités fédérales, chapeauté par le DFTCE, a produit des milliers de pages d'archives (correspondance, rapports, procès-verbaux, résultats d'une consultation nationale, etc.). S'ajoute à cela la suite du traitement politique et administratif du projet, soit l'élaboration d'un arrêté fédéral sur la radiodiffusion par satellite, entériné en 1987. Les AFS ont par ailleurs permis de documenter d'autres projets de télévision par satellite des années 1980 (Teleclub, TV5, 3SAT); l'attitude du DPF et des PTT vis-à-vis de la régulation internationale des communications spatiales; celle de la presse suisse vis-à-vis de l'arrivée de la télévision ou, encore, la construction de la station terrienne pour satellites de Loèche. Ces archives papier ont été complétées par les ressources numérisées des AFS: Feuille fédérale (FF), Bulletins de l'Assemblée fédérale et Documents Diplomatiques Suisses (Dodis).

Les ASSR, en tant qu'archives d'une entreprise privée, offrent des conditions d'accès plus restrictives. Par ailleurs, l'ensemble du fonds n'est pas inventorié, à l'instar des très nombreux classeurs et cartons labellisés «Satelliten». Ces derniers rassemblent des milliers de documents dont

la continuité thématique et chronologique a souvent dû être recomposée. Complétées par la consultation en ligne des rapports annuels de l'institution, ces ressources ont permis de reconstituer la politique de la SSR et de l'UER vis-à-vis du satellite depuis les années 1960.

Les ACV possèdent enfin deux fonds qui ont été très utiles à la réalisation de ce travail : celui de la Coopérative du Comptoir suisse et celui de l'Association de la presse suisse romande. Alors que le premier a permis d'écrire sur la venue de la NASA au Comptoir de 1962, le second a documenté l'implication des éditeurs de presse dans le projet de télévision par satellite Tel-Sat et, plus généralement, dans les « nouveaux médias » des années 1980. Le Bulletin de l'Association suisse des éditeurs de journaux à la Bibliothèque nationale suisse (BNS) a complété le sujet, au même titre que les Archives de l'État de Genève (AEG) qui possèdent des ressources sur des projets de télévisions et de radios locales auxquels ont participé des gens de presse.

Avec les ACV, les AFS, les ASSR et l'ouvrage de Stephan Zellmeyer, les principaux acteurs de l'intégration des communications spatiales ont pu être identifiés, à savoir le gouvernement dans sa diversité, la SSR, les PTT, les éditeurs de presse, les publicitaires, les câblodistributeurs, de même que leurs rivalités et alliances stratégiques. S'agissant en particulier des PTT, il existe une abondante correspondance avec leurs représentants dans les fonds cités de même que des rapports de leur cru. L'étude de la régie fédérale a été achevée par une visite aux archives à Köniz (APTT), ainsi que par la consultation de son Bulletin technique (disponible en ligne) et de la revue destinée à son personnel, consultée à la Bibliothèque de Genève (BGE).

Ces différents fonds ont aussi signalé l'importance des organisations internationales dans l'histoire des communications spatiales en Suisse. De très nombreux rapports de l'UER sur les satellites sont conservés aux ASSR. Mais ses bulletins « techniques » et « juridiques » ont été épluchés à la BGE. Une visite aux archives de l'institution a été écartée car elles ne sont pas accessibles au public et ne sont pas inventoriées. Le portail historique en ligne de l'UIT a été largement utilisé. On y trouve sa revue, le *Journal des télécommunications*, toute la documentation liée aux conférences internationales (Actes finaux, procès-verbaux, rapports des groupes de travail, traités, etc.) ; des statistiques ; les listes des satellites de communication mis en orbite depuis 1957 ; les rapports annuels. La rédaction de notre ouvrage a également profité de la numérisation des archives d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à l'instar de son Assemblée générale ou de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Le chapitre 2, qui traite des débats juridiques sur les communications par satellite au sein de ces arènes onusiennes, a en outre été nourri par une importante littérature grise contemporaine desdits débats, rédigée par des spécialistes du droit de l'espace et/ou des communications.

Ce travail s'est par ailleurs fondé sur les archives des revues et journaux romands et alémaniques, largement accessibles en ligne. Plusieurs fonds presse aux ACV, aux AFS, aux ASSR et aux archives de la Radio Télévision Suisse à Genève (ARTS) ont complété les ressources numérisées. Ces fonds ont l'avantage d'être organisés par thèmes, donnant une bonne vision de la couverture médiatique de tel ou tel sujet. Ils ont en outre donné accès à des articles publiés dans des journaux non numérisés, comme le quotidien genevois *La Suisse* dont le patron, Jean-Claude Nicole, est le principal actionnaire suisse du projet Tel-Sat. Ce dernier point éclaire l'une des fonctions assumées par la presse pour ce travail, à savoir l'étude de la manière dont les promoteurs de Tel-Sat se sont servis de leurs journaux pour plébisciter le projet et leur investissement dans l'audiovisuel en général. La presse a aussi offert des informations ponctuelles pour l'ensemble des chapitres. Mais, parfois, elle a endossé un rôle plus essentiel. Cela a été le cas pour le chapitre sur la station terrienne de Loèche. La presse locale a permis de savoir que des réunions entre des acteurs cantonaux et communaux avaient eu lieu en amont de sa construction, qu'elle avait été présentée lors de foires locales ou encore qu'elle avait constitué une attraction touristique de la région, des aspects sur lesquels les archives de l'État du Valais (AEV), les archives communales et le fonds des architectes de la station, Heidi et Peter Wenger, conservés aux Archives de la construction moderne (ACM), sont restés muets. Les premières ne possèdent aucun dossier dédié aux Grandes Oreilles ; les responsables des deuxièmes n'ont jamais répondu à nos sollicitations ; et le troisième ne traite pas des aspects politiques. Enfin, les journaux ont contribué à satisfaire des préoccupations centrales : la place qu'occupent les communications spatiales dans l'espace public helvétique, la circulation du savoir à leur sujet hors des cercles d'expertise et la manière dont on les a représentées visuellement.

Cette dimension visuelle a déterminé la consultation de l'ensemble des fonds. Par exemple, nous avons pu aussi bien effectuer des recherches par mot-clé dans le *Journal des télécommunications* et dans les rapports annuels de la SSR que passer systématiquement en revue leurs couvertures illustrées pour la période 1960-1990. Les fonds photographiques des ACV ainsi que ceux du Musée national suisse (MNS) ont été particulièrement précieux pour documenter le premier chapitre sur le Comptoir suisse de 1962. La base d'archives en ligne du Musée de la communication (MFK) et

les ACM ont fourni une pléthore d'images pour étudier la première station pour satellites de Suisse (dessins, timbres, affiches, maquettes, photos de l'exposition grand public, films, plans architecturaux) et la communication visuelle des PTT depuis le début du xx^e siècle. Les archives de l'UIT à Genève (AUIT) ont aussi généreusement envoyé une multitude de dessins d'enfants sur les télécommunications réalisés lors de concours à l'occasion des expositions grand public organisés par l'institution⁸². S'ajoute le recours ponctuel à des images fournies par le Musée national suisse (MNS). Des archives audiovisuelles (radiophoniques, télévisuelles et filmiques) ont permis en outre d'associer l'analyse de l'image inanimée à celle du son et de l'image en mouvement. Elles sont pour la plupart issues de la base de données interne de la RTS, ouverte à la communauté académique depuis quelques années⁸³. Des documents télévisuels et filmiques viennent aussi du MFK et de la Médiathèque Valais-Martigny. Dans leur ensemble, ces archives introduisent une dimension sensorielle et culturelle dans l'analyse de l'intégration des communications spatiales en Suisse et permettent de questionner leur régime d'(im)perceptibilité.

Un mot enfin sur l'absence d'entretiens dans le corpus de ce travail. Ce n'était pas une donnée de départ, bien au contraire, mais nous nous sommes heurtée à une série d'obstacles qui nous ont contrainte à renoncer.

In fine, si cette recherche possède une évidente ambition théorique, elle se fonde avant tout sur un travail archivistique de longue haleine, à la fois solide et diversifié, et repose sur des ressources dont l'immense partie est inédite. Elles ont permis d'identifier une pluralité d'acteurs et d'arènes de négociations, d'étudier les rapports de force qui s'y jouent, de déterminer le rôle des jeux d'échelles dans l'intégration des communications spatiales en Suisse et d'appréhender cette intégration dans ses dimensions matérielles et immatérielles.

⁸² WEBER Anne-Katrin, GRAY Roxane, SANDOZ Marie, « ITU Exhibitions in Switzerland: Displaying the "Big Family of Telecommunications," 1960s-1970s », in : BALBI Gabriele, FICKERS Andreas (éd.), *History of the International Telecommunication Union: Transnational Techno-Diplomacy from the Telegraph to the Internet*, Berlin, De Gruyter, 2020, pp. 265-295.

⁸³ Sur les sources audiovisuelles en Suisse, voir : PRADERVAND Olivier, VALLOTTON François, « Le patrimoine audiovisuel en Suisse : genèse, ressources, reconfigurations », *Sociétés & Représentations* 35, 2013, pp. 27-39.

Chapitre 1

« Allo ! Lausanne, parlez, vous avez Washington... »⁸⁴ : Le Comptoir suisse de 1962, un événement satellitaire helvétique

« Les billets et cartes d'entrée, avec Fr. 1 117 533, sont en augmentation de Fr. 965 757.10 justifiée par l'énorme succès remporté par le pavillon de la Nasa. »

Rapport de gestion 1962, Société coopérative du Comptoir suisse, 2.5.63, p. 14. ACV. PP 966/204/6

La foire et le satellite

*« Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, vous allez entendre une expérience sensationnelle entre Washington et Lausanne via Telstar grâce à la collaboration active [...] de la Nasa et du Comptoir suisse »⁸⁵. Le 18 septembre 1962, ce qui est présenté comme la première conversation téléphonique *via* satellite entre la Suisse et les États-Unis se déroule dans le*

⁸⁴ « La Suisse a sa place dans le marché commun de l'espace », *Le Nouvelliste du Rhône*, 19.9.62. ACV PP 966/153/1.

⁸⁵ « La première communication téléphonique USA-Suisse par le satellite Telstar », RSR, 18.9.62, 12 min 13 sec. ARTS.

cadre de la 43^e édition du Comptoir suisse. La liaison passe par le satellite *Telstar*, mis en orbite deux mois plus tôt par la National Aeronautics and Space Administration (NASA). Sa capacité à amplifier les signaux qu'il reçoit, rendant possibles des liaisons téléphoniques et télévisuelles, fait de lui l'un des premiers « véritables » satellites de communication. Juché sur une estrade, Ernest Naef, chef du service de presse de la foire commerciale nationale, harangue les visiteuses et les visiteurs afin qu'ils viennent assister à l'événement. Grâce à des haut-parleurs, sa voix résonne dans les jardins du Palais de Beaulieu où se déroule le Comptoir alors que la Radio suisse romande (RSR) diffuse la conversation transatlantique en direct sur ses ondes⁸⁶. Cette démonstration technique se veut être le point culminant de l'attraction principale de la foire de 1962, à savoir la présence de la NASA. Fondée quatre ans plus tôt, l'agence étatsunienne a choisi la capitale



Figure 1 : Le pavillon attractif occupé par la NASA au Comptoir suisse de 1962. ACV. PP 966/305/3.

⁸⁶ « La première communication téléphonique USA-Suisse par le satellite Telstar », RSR, 18.9.62. ARTS.

vaudoise pour sa première exposition officielle en Europe, ce que relaie avec enthousiasme la presse romande. «*Le Comptoir suisse de Lausanne s'est ouvert aux dimensions cosmiques*»⁸⁷ titre la *Feuille d'avis de Neuchâtel*. Il s'est mis «à l'heure extra-planétaire»⁸⁸, répond la *Tribune de Lausanne*.

La liaison transatlantique s'inscrit dans le cadre d'une journée officielle dédiée à l'exploration de l'espace que ce chapitre propose de concevoir comme un «événement satellitaire helvétique». Inspirée de la notion «d'événement *infrastructural européen*», conçue par Andreas Fickers et Suzanne Lommers⁸⁹, l'expression désigne un moment de visibilité et d'énonciation simultanée – du point de vue helvétique – d'éléments infrastructurels, institutionnels, géopolitiques et symboliques des communications spatiales qui, ensemble, leur donnent une signification collective. L'expression renvoie donc à un événement qui possède d'importantes vertus épistémologiques pour appréhender les modalités d'intégration des communications spatiales en Suisse.

La Journée de l'Espace du 18 septembre 1962 correspond à cette définition. D'abord, elle constitue un moment important de spectacularisation et de médiatisation de l'infrastructure des communications par satellite sur le sol helvétique, ce qui lui donne de la visibilité et des significations spécifiques. Ensuite, organisée dans le but de convaincre le public et les milieux helvétiques de l'économie, de la politique et des médias des perspectives du nouveau secteur, cette journée réunit dans un même lieu des acteurs divers qui seront centraux dans le développement des activités spatiales nationales durant les décennies suivantes. Enfin, comme elle se déroule au début de l'ère spatiale, la Journée de l'Espace permet d'identifier les enjeux géopolitiques, techniques et culturels des communications par satellite d'un point de vue suisse alors que la politique officielle de la Confédération envers le domaine est encore en phase de formalisation.

La qualité épistémologique de cet événement tient beaucoup aux logiques du lieu où il se déroule : une foire commerciale et grand public. Espaces privilégiés de la promotion de la modernité et de la société de consommation, les expositions et les foires industrielles et commerciales sont des plateformes historiques de la mise en scène des nouveautés technologiques et de leur construction sociale, ainsi que des lieux importants de diffusion du savoir

⁸⁷ «Le Comptoir suisse de Lausanne s'est ouvert aux dimensions cosmiques», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 19.2.62.

⁸⁸ «Le Comptoir suisse à l'heure extra-planétaire», *Tribune de Lausanne*, 19.9.62.

⁸⁹ FICKERS Andreas, LOMMERS Suzanne, «Eventing Europe...».

technique et scientifique⁹⁰. Par ailleurs, en leur sein, les dynamiques économiques, politiques, esthétiques et culturelles interagissent, ce qui favorise la rencontre d'une diversité d'acteurs, de pratiques et d'objets⁹¹. Comme le relève Anne-Katrin Weber, s'intéresser aux foires et aux expositions permet de s'éloigner d'une approche ontologique de son objet de recherche pour l'appréhender dans son contexte culturel, économique et politique⁹². Dans cette perspective, ce chapitre ne se demande donc pas ce que *sont* les communications spatiales d'un point de vue suisse pour privilégier les questions suivantes : *où* sont-elles débattues, montrées, visibles ? *Pourquoi* ? *Comment* ? *Par qui* et *pour qui* ?

La première partie de ce chapitre 1 situe ainsi la Journée de l'Espace et la liaison téléphonique *via* satellite dans leur contexte plus vaste en se demandant *par qui* et *pourquoi* elles sont organisées au Comptoir de 1962. Pour répondre, les objectifs des principaux protagonistes impliqués dans la venue de la NASA et dans la tenue de la Journée de l'Espace sont identifiés. Il s'agit de l'agence étatsunienne, des partisans helvétiques de la participation de la Confédération aux organisations spatiales européennes et des dirigeants du Comptoir dont les agendas respectifs sont marqués par la géopolitique de Guerre froide. La seconde partie du chapitre se demande *comment* et *pour qui* la Journée de l'Espace est organisée et les communications par satellite mises en spectacle. Ce faisant, elle interroge la tension centrale que renferme la volonté de « montrer » l'infrastructure des communications spatiales, à savoir l'absence matérielle du satellite au sein de la foire. Cette seconde partie analyse par conséquent les dispositifs médiatiques qui donnent à l'infrastructure globale une certaine perceptibilité ainsi que les enjeux politiques de cette dernière. Dans cette perspective, il est mis en évidence la manière dont des dispositifs médiatiques mettent en scène la convergence des agendas des organisateurs ; sont de nature différente selon le public qu'ils visent ; sont efficaces ou non ; et, enfin, comment ces mêmes dispositifs contribuent à invisibiliser la conflictualité, pourtant fondamentale, dans l'intégration des communications spatiales en Suisse en ce début d'ère spatiale.

⁹⁰ Une bibliographie extensive sur les expositions a été publiée en 2005 : GEPPERT Alexander C. T., COFFEY Jean, LAU Tammy, *International Exhibitions, Expositions Universelles and World's Fairs, 1851-2005: a Bibliography*, Berlin, Freie Universität, 2006 ; voir aussi : GEPPERT Alexander C. T., *Fleeting Cities: Imperial Expositions in Fin-de-Siècle Europe*, Basingstoke, Macmillan, 2013.

⁹¹ DEBLUË Claire-Lise, *Exposer pour exporter : culture visuelle et expansion commerciale en Suisse (1908-1939)*, Neuchâtel, Alphil, 2015.

⁹² WEBER Anne-Katrin, *Television before TV...*, pp. 31-32.

Dans son ensemble, le chapitre 1 montre que cette intégration est façonnée par des pratiques et des logiques de diplomatie culturelle, scientifique et commerciale ; par la politique étrangère suisse en temps de Guerre froide, qui oscille entre atlantisme et européanisme ; par une culture visuelle et matérielle de l'espace extra-atmosphérique dont le cœur est constitué de l'imaginaire associé aux vols habités ; et par des discours historiques sur les vertus des communications transnationales qui précèdent de loin le lancement des premiers satellites.

A. Exposer la recherche spatiale : à l'intersection de la diplomatie culturelle, scientifique et commerciale

Les expositions de la NASA au service de la politique étrangère des États-Unis

Depuis la fin des années 1990, la place essentielle que tient la culture dans le conflit globalisé entre l'Est et l'Ouest a été reconnue et étudiée⁹³. Les relations internationales de la période ont été repensées en termes d'échanges et de circulations transnationales de même qu'en termes de *soft power* et de diplomatie culturelle⁹⁴.

La diplomatie culturelle prend de l'ampleur au moment où les rapports entre les deux puissances entament une phase de détente à partir de la moitié des années 1950. Leur rivalité délaïsse la confrontation militaire directe, qui se déplace sur d'autres territoires, tandis que la guerre psychologique « dure » fait

⁹³ HIXSON Walter L., *Parting the Curtain: Propaganda, Culture, and the Cold War, 1945-1961*, New York, St Martin's Griffin, 1998 ; GRIFFITH Robert, « The Cultural Turn in Cold War Studies », *Reviews in American History* 29(1), Johns Hopkins University Press, 2001, pp. 150-157 ; KRABBENDAM Hans, SCOTT-SMITH Giles (éd.), *The Cultural Cold War in Western Europe, 1945-1960*, Londres, Frank Cass, 2003 ; SOUTOU Georges-Henri, SIRINELLI Jean-François (éd.), *Culture et Guerre froide*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2008 ; ROMJUN Peter, SCOTT-SMITH Giles, SEGAL Joes (éd.), *Divided Dreamworlds? The Cultural Cold War in East and West*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012.

⁹⁴ DULPHY Anne et al., *Les relations culturelles internationales au xx^e siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, PIE PLang, 2010 ; CHAUBET François, MARTIN Laurent, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2011 ; sur l'histoire de la diplomatie culturelle suisse, voir : GILLABERT Matthieu, *Dans les coulisses de la diplomatie culturelle suisse : objectifs, réseaux et réalisations (1938-1984)*, Neuchâtel, Alphil, 2013 ; MILANI Pauline, *Le diplomate et l'artiste : construction d'une politique culturelle suisse à l'étranger (1938-1985)*, Neuchâtel, Alphil, 2013 ; KADELBACH Thomas, *Swiss made : Pro Helvetia et l'image de la Suisse à l'étranger (1945-1990)*, Neuchâtel, Alphil, 2013 ; RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, *La voix de la Suisse à l'étranger : radio et relations culturelles internationales (1932-1949)*, Neuchâtel, Alphil, 2016 ; sur la notion de *soft power*, voir : NYE Joseph S., *Soft Power: the Means to Success in World Politics*, New York, PublicAffairs, 2004.

place à des méthodes plus évolutives où le symbolique, les images et le champ des idées acquièrent une importance renouvelée. En 1953, le gouvernement des États-Unis crée une agence spécialement dédiée à la diplomatie dite publique (United States Information Agency, USIA)⁹⁵. La même année, qui voit la mort de Joseph Staline, l'hégémonie culturelle devient aussi un but majeur de la politique étrangère soviétique⁹⁶. Cinq ans plus tard, les deux puissances signent un accord promouvant les échanges en matière de culture, de technique et d'éducation. Or, les expositions sont un canal privilégié de ce que le politologue Thomas Meszaros appelle le « front immatériel » de la Guerre froide⁹⁷. L'échange qui se déroule à l'été 1959, avec la tenue d'une exposition soviétique à New York en juin et celle organisée par l'USIA à Moscou de juillet à septembre, constitue un moment clé à cet égard. L'immense succès remporté par la seconde, qui signe la « victoire » des États-Unis dans ce combat des valeurs et des idées, contribue à la prise de conscience planétaire de l'efficacité de telles initiatives.

La NASA, créée en 1958 dans la foulée du lancement de Spoutnik, est ontologiquement liée à cette diplomatie de Guerre froide. Elle y joue un rôle aussi bien sur le terrain scientifique et technologique – avec des ramifications militaires évidentes – que sur le plan culturel. En matière de diplomatie scientifique et technique, l'agence propose des programmes de coopération internationale qui comprennent collaborations scientifiques, financements, expertise technique, lancements de satellites étrangers, formations et bourses⁹⁸. Ces programmes visent à la fois à encourager les pays alliés à se doter de capacités spatiales et à consolider l'alliance du bloc occidental et l'hégémonie technologique des États-Unis. En 1970, la NASA a déjà collaboré avec 70 scientifiques de nationalités différentes et conclu 225 accords avec 35 pays⁹⁹.

⁹⁵ Sur la diplomatie culturelle des États-Unis et le rôle de l'USIA, voir : ARNDT Richard T., *The First Resort of Kings: American Cultural Diplomacy in the Twentieth Century*, Washington, Potomac Books, 2005, p. 264 et suivantes ; HIXSON Walter L., *Parting the Curtain...*, pp. 299-365 [pagination e-book].

⁹⁶ SIEGELBAUM Lewis, « Sputnik Goes to Brussels: the Exhibition of a Soviet Technological Wonder », *Journal of Contemporary History* 47(1), 2012, p. 123.

⁹⁷ MESZAROS Thomas, « L'exposition nationale américaine de 1959 à Moscou », in : BAECHLER Jean (éd.), *La Guerre et les Arts*, Paris, Hermann, 2018, p. 268 ; HADDOW Robert H., *Pavilions of Plenty: Exhibiting American Culture Abroad in the 1950s*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1997 ; MASEY Jack, LLOYD MORGAN Conway, *Cold War Confrontations: US Exhibitions and their Role in the Cultural Cold War*, Baden, Lars Müller, 2008 ; SIEGELBAUM Lewis, « Sputnik Goes to Brussels... » ; COLOMINA Beatriz, *Cernés par les images : l'architecture de l'après-Spoutnik*, Paris, B2 Éditions, 2013.

⁹⁸ KRIGE John, « NASA as an Instrument of U.S. Foreign policy », in : LAUNIUS Roger D., DICK Steven J., *Societal Impact of Spaceflight*, Washington, NASA History Office, 2007, pp. 207-218 ; KRIGE John, LONG CALLAHAN Angelina, MAHARAJ Ashok (éd.), *NASA in the World: Fifty Years of International Collaboration in Space*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

⁹⁹ KRIGE John, LONG CALLAHAN Angelina, MAHARAJ Ashok (éd.), *NASA in the world...*, p. 8.

En ce qui concerne la diplomatie publique, la NASA est dotée dès sa création d'un *Office of Public Information*, renforcé en 1961 quand il devient le *Public Affairs Office*¹⁰⁰. Cette même année, John F. Kennedy décide d'accélérer le programme spatial en réaction à la débâcle de la baie des Cochons et au vol dans l'espace de Youri Gagarine. «*Nous choisissons d'aller sur la Lune*»¹⁰¹, lance le président dans son fameux discours du 12 septembre 1962 pour annoncer le programme Apollo. Dans ce contexte, le *Public Affairs Office* est chargé d'informer le plus largement possible sur les activités de la NASA afin de gagner le soutien de l'opinion nationale et internationale. L'objectif est de façonner l'image d'une agence spatiale étatsunienne transparente et démocratique, à l'opposé de son pendant soviétique qui garde ses activités secrètes¹⁰². Les outils utilisés à cette fin sont multiples : conférences, publications, liens étroits avec la presse, productions audiovisuelles et expositions.

La présence de la NASA à Lausanne se situe dans la droite ligne de cette politique. La présentation d'une exposition y est enrichie de démonstrations de *Space mobiles*, l'un des projets les plus populaires de l'agence auprès du grand public. Ces véhicules spéciaux ont été particulièrement actifs durant la décennie 1960, sillonnant les États-Unis. En 1967 seulement, 11 400 événements de ce type ont été organisés sur le territoire étatsunien¹⁰³. Les *Space mobiles* incluent un conférencier, une petite exposition et des démonstrations agrémentées de maquettes de navettes et de satellites entre autres accessoires pédagogiques. Ce programme d'éducation à la science spatiale naît en 1961 pour connaître un succès aussi immédiat que retentissant.

¹⁰⁰ Sur la politique de communication publique de la Nasa, voir: BILLINGS Linda, «Fifty Years of NASA and the Public. What NASA? What Publics?», in: DICK Steven J. (éd.), *NASA's First 50 Years: Historical Perspectives*, Pittsburgh, United States Government Printing Office, 2010, pp. 151-181; MUIR-HARMONY Teasel, «Selling Space Capsules, Moon Rocks and America: Spaceflight in U.S. Public Diplomacy, 1961-79», in: SCOTT-SMITH Giles, NOTAKER Hallvard, SNYDER David J. (éd.), *Reasserting America in the 1970s: U.S. Public Diplomacy and the Rebuilding of America's Image Abroad*, Manchester, Manchester University Press, 2016, pp. 128-142; NEEDELL Allan A., «National and International Expositions and the Origins of the National Apollo 11 Artifacts Collection», in: CANADELLI Elena, BERETTA Marco, RONZON Laura (éd.), *Behind the Exhibit: Displaying Science and Technology at World's Fairs and Museums in the Twentieth Century*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2019, pp. 203-230.

¹⁰¹ STAMM Amy, «“We Choose to Go to the Moon” and Other Apollo Speeches», *Smithsonian National Air and Space Museum*, 17.7.2019, <https://airandspace.si.edu/stories/editorial/we-choose-go-moon-and-other-apollo-speeches>.

¹⁰² BILLINGS Linda, «Fifty Years of NASA...», p. 153 ; sur la politique d'exposition en matière d'activités spatiales de l'Union soviétique, voir: LEWIS Cathleen S., «The Birth of The Soviet Space Museums: Creating the Earthbound Experience of Space Flight during the Golden Years of The Soviet Space Programme, 1957-68», in: COLLINS Martin, MILLARD Douglas, *Showcasing Space*, Londres, Science Museum, 2005, pp. 142-158.

¹⁰³ BILLINGS Linda, «Fifty Years of NASA...», p. 159 [note 26].



Figure 2 : Une Space Mobile avec son équipe, 1964. NASA Images and Video Library.

Durant ses cinquante années d'activité, les *Space mobiles* visitent des écoles, des salles de conférence et des studios de radio et de télévision afin de toucher la jeunesse, le grand public et le corps enseignant¹⁰⁴. La photographie ci-dessus (fig. 2) a été prise à l'automne 1964. On y voit une *Space mobile* du Glenn Research Center et son équipe de scientifiques pédagogues. L'image témoigne du soin apporté à la standardisation visuelle dans la promotion publique de la NASA. Les véhicules, tous au même format, modernes et peints en bleu, arborent plusieurs logos associés à l'agence étatsunienne: ils sont reconnaissables au premier coup d'œil. Quant aux membres de l'équipe, des hommes, ils portent un complet et une cravate, signes du sérieux et de l'importance du domaine et de l'institution qu'ils représentent. En résumé,

¹⁰⁴ Pour une analyse du projet, voir: ROBERTS Christina, « Knowledge Infrastructures in the History of Science Education 1/2 », *Space Historians*, 29.11.2020, <https://spacehistorian.com/2020/11/29/knowledge-infrastructure-in-the-history-of-science-education-part-1-of-2/>; ROBERTS Christina, « Knowledge Infrastructures in the History of Science Education 2/2 », *Space Historians*, 14.12.2020, <https://spacehistorian.com/2020/12/14/knowledge-infrastructure-in-the-history-of-science-education-part-2-2/>.

le début des années 1960 voit la NASA formaliser et mettre en œuvre une politique de communication publique où le média d'exposition est central¹⁰⁵.

Comme en témoigne le pavillon sur la recherche spatiale au Comptoir de 1962, ces efforts se déploient également à l'étranger et de manière précoce. Du fait de son ampleur inédite, l'exposition à Lausanne constitue d'ailleurs une étape significative à cet égard. Deux expériences ont toutefois préparé le terrain. En mai 1961, quand Alan Shepard devient le premier astronaute étatsunien à être envoyé dans l'espace, l'USIA, la NASA et le Département de la défense ont exposé sa capsule au Salon international de l'aviation à Paris et à la Foire internationale de la science à Rome¹⁰⁶. Par la suite, la navette du programme Mercury, dans laquelle l'astronaute John H. Glenn réalise trois tours de la planète en février 1962, effectuera une «quatrième orbite»¹⁰⁷. Entre mai et août 1962, la navette est montrée sur tous les continents, s'arrêtant dans plus de 20 villes et attirant environ 4 millions de personnes¹⁰⁸. Quand la NASA arrive à Lausanne, l'agence n'est donc pas novice en matière de manifestations populaires visant à son rayonnement international. Mais cette exposition – qui se poursuit au Palais de la Découverte de Paris pour se diriger ensuite vers d'autres capitales du Vieux-Continent¹⁰⁹ – est d'une envergure sans précédent. La nacelle Mercury n'est pas le seul objet présenté, loin de là. Certes, elle est exposée au sein de la prestigieuse section de l'exposition consacrée à l'humain dans l'espace. Mais cette dernière ne représente qu'une des diverses parties du pavillon qui aborde également la recherche scientifique, les télécommunications, la météorologie et la coopération internationale.

En somme, les objectifs de la NASA au Comptoir suisse sont clairs : promouvoir l'image des États-Unis comme une puissance spatiale démocratique et encourager les pays occidentaux à adhérer, sous leur égide, à l'exploration et à l'exploitation de l'espace. Mais pourquoi ce voyage débute-t-il à la Foire de Lausanne ? Pour son directeur Emmanuel Failletaz, ce choix «*éloquent*»¹¹⁰ est le

¹⁰⁵ Il est d'ailleurs intéressant de noter à ce sujet que le terme «*exhibit*» apparaît dans l'index de son rapport chronologique annuel à partir de 1962. Attention toutefois au fait que «*exhibit*» peut prendre un sens plus large que celui «d'exposition» en français. Aeronautical and Astronautical Events of 1962. Report of the Nasa to the Committee on Science and Astronautics, 12.6.63, Nasa Historical Archives, p. 322, <https://www.nasa.gov/history/>

¹⁰⁶ MUIR-HARMONY Teasel, «Selling Space Capsules, Moon Rocks and America...», p. 129.

¹⁰⁷ Voir le chapitre «John Glenn and Friendship 7's "Fourth Orbit," 1961-1963» in : MUIR-HARMONY Teasel, *Operation Moonglow...*

¹⁰⁸ MUIR-HARMONY Teasel, *Operation Moonglow...*, p. 180 [pagination e-book].

¹⁰⁹ Aeronautical and Astronautical Events of 1962. Report of the Nasa to the Committee on Science and Astronautics, 12.6.63, Nasa Historical Archives, p. 243, <https://www.nasa.gov/history/>

¹¹⁰ «La 43^e foire de Lausanne placée sous le signe de la recherche spatiale», *La Suisse horlogère*, 13.9.62. ACV.

signe manifeste de la solide réputation de son entreprise. Cette vision des choses est bien entendu exagérée : la NASA est un mastodonte comparé au Comptoir. Son budget de 2,4 milliards de dollars pour 1963 la place au 2^e rang du budget global des États-Unis, soit à 2,6 % de ses 92,5 milliards¹¹¹. Ce chiffre situe la NASA derrière le Département militaire mais avant la Commission de l'énergie atomique¹¹². L'agence n'a pas élu le Comptoir car il était particulièrement prestigieux. Il est même très probable que ses représentants n'avaient pas connaissance de son existence avant l'organisation de sa venue à Lausanne. Du point de vue du gouvernement des États-Unis, on peut toutefois imaginer qu'un pays neutre sied pour la première étape d'une tournée internationale, dans une ville qui se situe, qui plus est, à quelque 60 kilomètres de la Genève internationale et du siège européen des Nations Unies. Toutefois, la rhétorique promotionnelle de Failletaz n'est pas dépourvue de valeur heuristique. Elle attire l'attention sur la capacité d'action et d'attraction des acteurs helvétiques à la manœuvre.

Le scientifique-diplomate

Les principaux instigateurs de l'exposition de la NASA au Comptoir sont au nombre de deux. Il y a, d'une part, l'astrophysicien Marcel Golay, directeur de l'Observatoire de Genève et fondateur et président du Comité national suisse des recherches spatiales (CSRS)¹¹³ et, d'autre part, le Département politique fédéral (DPF), en charge des affaires étrangères¹¹⁴. Ces deux parties partagent un objectif commun : la participation de la Confédération à la mise en place d'institutions spatiales européennes¹¹⁵. Or, cette perspective ne convainc que modestement en Suisse au tournant des années 1960. À cette époque, le DPF est le seul Département fédéral à y voir une opportunité diplomatique et économique alors que Golay incarne l'intérêt d'une poignée de scientifiques helvétiques seulement. Pour construire une alliance nationale, ce petit groupe va démarcher les instances gouvernementales, l'économie, l'industrie et les milieux scientifiques¹¹⁶. Sur le plan institutionnel, cette campagne aboutit le

¹¹¹ The Budget of the United States Government for the Fiscal Year Ending June 30 1963, U.S. Government Printing Office, Washington, 1962.

¹¹² « Le budget de la Nasa », *L'Homme et l'Espace* 14, 1962, p. 40.

¹¹³ Marcel Golay. *Astrophysicien*, Association Films Plans-Fixes, 1999 ; ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...*, p. 50.

¹¹⁴ À partir de 1979, le DPF devient le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

¹¹⁵ ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...* ; CREOLA Peter, *HSR-3: Switzerland in Space...*

¹¹⁶ ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...*, pp. 70-75.

14 juin 1962 à Paris, quand Samuel Campiche¹¹⁷, chef-suppléant de la Direction pour les organisations internationales du DPF, et Golay signent au nom de la Suisse la convention pour la création d'une organisation européenne de recherches spatiales¹¹⁸. Deux ans plus tard, le Conseil européen de recherches spatiales (ESRO) est créé et la Suisse est l'un des membres fondateurs¹¹⁹.

Cet aboutissement est le fruit d'un travail de longue haleine qui a débuté à la toute fin des années 1950. Golay est actif dès les premières étapes du processus en relayant en Suisse les discussions entre scientifiques européens qui se déroulent à Paris. L'astrophysicien trouve alors une oreille précieuse et attentive chez le ministre à la tête du DPF, Max Petitpierre. Celui qui est alors le président de la Confédération accepte de rencontrer le jeune scientifique, comme le raconte Golay dans un entretien vidéo réalisé en 1999 : « [j] 'ai pu l'intéresser à l'espace [...] au point que c'est lui qui a pris l'initiative, à ma demande, de réunir les pays membres du CERN pour créer une organisation spatiale européenne. »¹²⁰ La rencontre qu'il mentionne, connue sous le nom de la Conférence de Meyrin, entérine en décembre 1960 la création de la Commission préparatoire européenne de recherche spatiale par dix États, dont la Suisse. Golay fait partie de la délégation helvétique avant d'être nommé membre de celle qui siégera auprès du nouvel organe.

La place stratégique occupée par le Genevois, et la collaboration étroite que cela implique entre milieux scientifiques et diplomatiques, est emblématique du nouveau rôle joué par la science dans les relations internationales durant la Guerre froide¹²¹. Frédéric Joye et Bruno Strasser ont souligné l'importance croissante de cette diplomatie scientifique dans les relations extérieures de la Confédération en matière de nucléaire, d'exploration spatiale et de biologie moléculaire¹²². Ils notent une convergence d'intérêts entre le DPF et des

¹¹⁷ Robert Campiche, de l'Organisation suisse d'expansion commerciale et frère de Samuel Campiche, à Emmanuel Faillietaz, directeur du Comptoir suisse, 13.7.62. ACV. PP 966/582.

¹¹⁸ CREOLA Peter, *HSR-3: Switzerland in Space...*, p. 4.

¹¹⁹ KRIGE John et al., *A History of the European Space Agency 1958-1987*, Noordwijk, European Space Agency, 2000, 2 vol.

¹²⁰ Marcel Golay. *Astrophysicien...*, 45 min 2 sec.

¹²¹ DOEL Ronald E., « Scientists as Policymakers, Advisors, and Intelligence Agents: Linking Contemporary Diplomatic History with the History of Contemporary Science », in : SODERQVIST Thomas (éd.), *The Historiography of Contemporary Science and Technology*, New York, Routledge, 2012, pp. 215-244.

¹²² STRASSER Bruno J., JOYE Frédéric, « L'atome, l'espace et les molécules... » ; STRASSER Bruno J., JOYE Frédéric, « Une science "neutre" dans la Guerre froide ? La Suisse et la coopération scientifique européenne (1951-1969) », *Revue suisse d'histoire* 55(1), 2005, pp. 95-112 ; plus généralement, voir le chapitre « Des usages helvétiques de la science dans les relations internationales (1946-1969) », in : JOYE Frédéric, *La construction de la politique de la science en Suisse : enjeux scientifiques, stratégiques et politiques (1944-1974)*, Neuchâtel, Alphil, 2010.

scientifiques aussi bien suisses qu'européens, tous partageant la volonté de dépolitiser et de démilitariser les organisations scientifiques internationales. Comme l'explique Joye, «*la posture particulière de la Suisse sur le plan des relations internationales durant la Guerre froide l'amène à soutenir le discours selon lequel la science serait neutre par ses objets, objective par ses pratiques, et universelle par le savoir qu'elle dispense*»¹²³. Cette posture est déterminée par la politique de neutralité «active» de la Suisse, formalisée par Petitpierre au sortir de la Seconde Guerre mondiale¹²⁴. Sa fonction est de maintenir l'équilibre précaire entre la préservation de la neutralité suisse, entachée par les liens du pays avec le régime nazi, et l'appartenance *de facto* de la Confédération au bloc occidental, compte tenu de son système économique libéral, de ses affinités idéologiques et de sa démocratie. La politique étrangère suisse d'après-guerre se fonde ainsi sur la devise «neutralité et solidarité» avec l'Ouest, et donc avec l'Europe occidentale. Dans ce contexte, la participation à des organisations internationales dites «techniques», que la politique officielle distingue artificiellement de celles qualifiées de «politiques», est un canal privilégié de la mise en œuvre de cette solidarité helvétique avec l'Ouest. Les organisations multilatérales scientifiques remplissent ce critère stratégique, au contraire, par exemple, de l'Assemblée générale des Nations Unies ou du Traité de l'Atlantique Nord auxquels la Confédération n'adhère pas. Réciproquement, la présence d'un pays neutre au sein de ces institutions scientifiques est souhaitée par la communauté savante européenne qui pense qu'elle garantirait une coopération dégagée d'enjeux stratégiques nuisibles¹²⁵. Enfin, les milieux scientifiques suisses ne souhaitent pas être privés des opportunités offertes par la coopération européenne.

Dans ce jeu d'équilibre où les valeurs traditionnellement associées à la science – neutralité, objectivité, universalité¹²⁶ – servent la neutralité politique helvétique et inversement, des personnages comme Golay jouent les médiateurs. Cette convergence est manifeste dans l'entretien vidéo de 1999, quand le Genevois parle de sa «*carrière diplomatique*» et explique que «*grâce à l'espace, la collaboration qui s'est établie avec le Département des*

¹²³ JOYE Frédéric, *La construction de la politique de la science en Suisse...*, p. 200.

¹²⁴ À ce sujet, voir par exemple: JOST Hans Ulrich, «Switzerland's Atlantic Perspectives...»; FISCHER Thomas, *Die Grenzen der Neutralität...*; FLEURY Antoine, «De la neutralité "fictive" à la politique de neutralité...»; JOST Hans Ulrich, «Origines, interprétations et usages...»; FISCHER Thomas, MÖCKLI Daniel, «The Limits of Compensation...».

¹²⁵ À ce sujet voir aussi: KRIGE John, «Science, Technology and the Instrumentalization of Swiss Neutrality...».

¹²⁶ DASTON Lorraine, GALISON Peter, *Objectivity*, New York, Zone Books, 2007.

affaires étrangères [nom du DPF à partir de 1979] [...] *a duré une trentaine d'années*»¹²⁷.

Le Comptoir suisse de 1962 doit donc être compris dans le cadre des efforts du DPF et de quelques scientifiques menés par Golay pour convaincre de la pertinence pour la Suisse de participer à l'Europe spatiale. Inclure la foire commerciale dans l'analyse éclaire toutefois un pan de ces démarches qui n'a pas été documenté : les activités qui visent à la fois les élites helvétiques au sens large et le grand public, ce dernier étant au cœur des préoccupations de Golay. La foire de Lausanne, qui comptait 895 000 entrées en 1961¹²⁸, constitue une plateforme hors pair pour faire avancer cet agenda.

L'idée d'une exposition sur la recherche spatiale est née dès 1960 dans l'esprit du diplomate Samuel Campiche¹²⁹. Son frère, Robert Campiche, est membre de l'Organisation suisse d'expansion commerciale qui entretient des liens historiques et étroits avec le Comptoir suisse. Il sert donc de relais auprès de la foire automnale. Quant à Golay, il œuvre du côté des États-Unis où il a déjà des contacts avec des dirigeants de la NASA. En juillet 1961, il propose à ces derniers de tenir une exposition à Lausanne¹³⁰. L'astrophysicien est secondé dans cette tâche par une autre incarnation du poids que prend la science dans la diplomatie helvétique de la période : le conseiller scientifique à l'ambassade de Suisse à Washington, Reinhold Steiner¹³¹. Il s'agit de la deuxième personne à avoir occupé ce poste stratégique créé par Petitpierre en 1958¹³². La fonction a pour but à la fois d'éviter que la Confédération ne soit dépassée par les progrès techniques, scientifiques et industriels et d'orienter sa politique scientifique nationale et internationale¹³³. Très favorable à un investissement suisse dans le spatial, dont il relaie régulièrement les retombées

¹²⁷ Marcel Golay. *Astrophysicien...*, 46 min 20 sec.

¹²⁸ Ces chiffres sont néanmoins à manier avec quelques précautions. Rapport de gestion 1962 présenté à l'Assemblée générale ordinaire de la Société coopérative du Comptoir suisse, 2.5.63, p. 20. ACV. PP 966/204/6.

¹²⁹ Robert Campiche, de l'Organisation suisse d'expansion commerciale et frère de Samuel Campiche, à Emmanuel Failetaz, directeur du Comptoir suisse, 13.7.62. ACV. PP 966/582.

¹³⁰ Rodolphe Stadler, Président du Comptoir suisse, et Emmanuel Failetaz à Robert M. McKinney, ambassadeur des États-Unis en Suisse, 21.3.62; Ambassade de suisse à Washington à la Direction du Comptoir suisse, 9.3.62. ACV. PP 966/582.

¹³¹ «Steiner, Reinhold Otto (1927-)», *Documents diplomatiques suisses*, <https://dodis.ch/P35331>.

¹³² Un colloque a été organisé à l'occasion des 50 ans de la création du poste d'attaché scientifique à Washington : FLEURY Antoine, ZALA Sacha (éd.), *Wissenschaft und Aussenpolitik*, vol. 1, Berne, Quaderni di Dodis, 2012; voir aussi : JOYE Frédéric, *La construction de la politique de la science en Suisse...*, pp. 213-240.

¹³³ PAGE Steve, «Genèse et première croissance du réseau des conseillers scientifiques suisses (1958-1990)», *Politorbis – Zeitschrift zur Aussenpolitik* 2(49), 2010, p. 14.

positives aux États-Unis¹³⁴, Steiner est un allié tout trouvé. En somme, comme le relève Marc-Antoine Muret, directeur technique du Comptoir, «[p]our établir le contact [avec la NASA], toute la diplomatie de notre Ambassade suisse à Washington ne fût pas de trop»¹³⁵.

Deux exemples illustrent particulièrement bien le poids de la politique étrangère dans ces tractations. D'abord, comme l'explique Steiner, la NASA accepte de tenir une exposition à Lausanne à la condition «*qu'aucun autre pays n'expose à la Foire de Lausanne du matériel de recherche spatiale*»¹³⁶. L'allusion à l'Union soviétique est évidente. Ensuite, comme la confirmation de la NASA vient tardivement – le 15 février 1962 – les dirigeants du Comptoir sont embarrassés : ils ont déjà réservé leur pavillon attractif à l'Union des banques suisses (UBS) et proposent donc de repousser à l'année suivante¹³⁷. La réaction ne se fait pas attendre et vient de l'ambassadeur suisse aux États-Unis en personne, Auguste R. Lindt. Il ne peut être plus clair :

«Comme, en attendant, vous avez fait d'autres arrangements sans en avertir l'Ambassade, vous nous avez mis dans une situation extrêmement désagréable vis-à-vis de la NASA [...]. En effet, les experts de la NASA ont exprimé leur surprise et ont fait comprendre à M. Steiner qu'ils ne peuvent pas garantir leur participation pour l'année prochaine.

J'aimerais relever également que votre décision négative pourrait avoir des conséquences d'ordre économique et politique. La recherche et l'industrie suisses sont très intéressées à maintenir de bonnes relations avec la NASA qui a une position-clé dans plusieurs domaines techniques essentiels pour l'avenir de la Suisse. En outre, le Gouvernement suisse deviendra membre de l'ESRO [European Space Research Organisation], une organisation qui dépendra largement de la bonne volonté de la NASA.»¹³⁸

Ce rappel à l'ordre porte ses fruits : les dirigeants du Comptoir trouvent une solution pour l'exposition de l'UBS, confirment leur accord définitif et envoient un contrat à la NASA¹³⁹. Toutefois, ils posent aussi des conditions,

¹³⁴ Par exemple : Reinhold Steiner, Les répercussions pratiques de la recherche spatiale aux États-Unis d'Amérique, 5.4.62. ACV. PP 966/582.

¹³⁵ MURET Marc-Antoine, «Le pavillon de la Nasa», *Gazette de Lausanne*, 7.9.62.

¹³⁶ Reinhold Steiner à Marc-Antoine Muret, 15.2.62. ACV. PP 966/582.

¹³⁷ Emmanuel Failletaz et Marc-Antoine Muret à Reinhold Steiner, 1.3.62. ACV. PP 966/582.

¹³⁸ Auguste R. Lindt à la Direction du Comptoir suisse, 9.3.62. ACV. PP 966/582.

¹³⁹ Emmanuel Failletaz et Marc-Antoine Muret à l'Ambassade de Suisse à Washington, 16.3.62 ; Le Comptoir suisse à l'Ambassade de Suisse à Washington, 4.4.62 ; Emmanuel Failletaz et Marc-Antoine Muret au Département of Exhibitions de la Nasa. ACV. PP 966/582.

notamment la suivante, qui montre l'alignement des intérêts de la diplomatie étatsunienne et helvétique sur ceux de la foire automnale, à savoir l'ambition de toucher massivement le grand public :

«L'exposition de la Nasa doit s'adresser à un vaste public et intéresser aussi bien le spécialiste que l'industriel – attentif aux problèmes qui se posent à notre pays – et que le grand public. Elle doit par conséquent comporter un élément au moins qui soit de caractère purement attractif: fusées, capsules Mercury.»¹⁴⁰

Le Comptoir suisse dans la Guerre froide

Le Comptoir suisse des industries alimentaires et agricoles a été mis sur pied en 1919 par la Chambre de commerce et d'industrie vaudoise. Dans le contexte de crise qui a suivi le premier conflit mondial, il a pour mission de stimuler les exportations et d'encourager la production nationale¹⁴¹. La présentation d'innovations scientifiques et technologiques, la volonté d'attirer les masses et celle de s'inscrire dans les relations internationales sont en germes dès les années 1920, mais elles caractérisent surtout l'orientation de la foire vaudoise après la Seconde Guerre mondiale. L'inauguration, en 1945 et 1947, du pavillon des hôtes étrangers et du pavillon que l'on qualifie «d'attractif» signe l'institutionnalisation de cette nouvelle orientation. Le pavillon attractif, qui reçoit la NASA en 1962, abrite traditionnellement une exposition prestigieuse, que ce soit par son caractère scientifique et technique ou par son attrait populaire¹⁴². Voici comment le catalogue de 1962 présente ledit pavillon et l'exposition sur la recherche spatiale :

«Tirant heureusement parti de sa formule de foire-exposition, le Comptoir suisse s'est à maintes reprises préoccupé d'orienter le grand public sur les nouveautés techniques et scientifiques déterminantes de notre temps. À

¹⁴⁰ Marc-Antoine Muret à Marcel Golay, 15.3.62. ACV. PP 966/582.

¹⁴¹ Sur le Comptoir suisse, voir: DEBLUË Claire-Lise, WEBER Anne-Katrin, «Une foire dans le siècle. Économie, sociabilités et politique», *Passé simple: mensuel romand d'histoire et d'archéologie* 47, 2019, pp. 3-6; DEBLUË Claire-Lise, *Exposer pour exporter...*, pp. 191-228; DEBLUË Claire-Lise, WEBER Anne-Katrin, *Le Syndic, la vache et le verre de blanc - Un siècle de Comptoir*, 2019, <https://unsiecledecomptoir.ch/>; BURNOD Elisabeth, *Cinquante ans Comptoir suisse: Livre d'or*, Lausanne, Marguerat, 1969; l'inventaire du Fonds du Comptoir aux Archives cantonales vaudoises est aussi très riche: «PP 966 Coopérative du Comptoir suisse, 1908-2011 (fonds)», *Inventaires des Archives cantonales vaudoises*, <http://www.davel.vd.ch/detail.aspx?ID=462577>.

¹⁴² ACV. PP 966/567-582 Pavillons «attractifs», 1947-1962 (Dossier).

cet égard, il convient de rappeler qu'il présenta, en 1947 déjà et pour la première fois en Suisse, un pavillon de la Télévision française¹⁴³, qu'en 1953, le Fonds national suisse de la recherche scientifique y organisa une exposition thématique traitant des Atomes et radiations, cependant qu'en 1955, le pavillon de la Cybernétique et de la Télécommande et, l'an dernier, celui de la Technique nucléaire industrielle y apportaient d'utiles informations sur les grandes découvertes de notre siècle.

Pour l'homme de la rue, la conquête de l'espace est avant tout une aventure prodigieuse, et les premiers succès des astronautes sont salués dans l'enthousiasme du monde entier. Ce qu'une telle exploration, une telle conquête présupposent de recherches scientifiques et techniques lui est moins connu, impressionné qu'il est par les sommes fabuleuses qu'y consacrent de grandes puissances. [...] [L]e pavillon de la Nasa, tel qu'il est conçu, permettra à tout un chacun d'apprécier plus valablement ces grands problèmes [...].»¹⁴⁴

Ces lignes traduisent parfaitement le tournant que matérialise le pavillon attractif pour le Comptoir d'après-guerre. Premièrement, elles signalent l'entrée en grâce de la science dans les murs de la foire au moment où cette même science prend une nouvelle ampleur dans les relations internationales ainsi que dans les politiques et budgets des États. La fondation en 1952 du Fonds national suisse de la recherche scientifique¹⁴⁵, une année avant sa venue à Lausanne, marque l'institutionnalisation d'une politique de la science en Suisse. Quant à la thématique du nucléaire, elle témoigne de l'investissement massif des États dans les *big sciences* issues de la Seconde Guerre mondiale¹⁴⁶. Deuxièmement, cet extrait du catalogue de 1962 indique que, sous le toit du pavillon attractif, la science s'allie à ses applications industrielles. Le Comptoir se veut rendez-vous, stimulant et représentant de l'économie suisse. Ainsi, dès l'année de sa création en 1961, la Société nationale pour l'encouragement de la technique atomique industrielle (SNA), essentiellement financée par la Confédération et dominée par l'entreprise en industrie des machines Sulzer¹⁴⁷, propose une exposition.

¹⁴³ Quelques pages sont dédiées à cette exposition ici : CORDONIER Géraud, « Téli-Lausanne (1951) : premier banc d'essai de la Télévision Suisse », *Revue historique vaudoise* 115, 2007, pp. 113-125.

¹⁴⁴ Catalogue de la 43^e Foire Nationale, Lausanne 8-23 septembre 1962, p. 13. ACV. PP 966/207/18

¹⁴⁵ FLEURY Antoine, JOYE Frédéric, *Les débuts de la politique de la recherche en Suisse : histoire de la création du Fonds national suisse de la recherche scientifique 1934-1952*, Genève, Librairie Droz, 2002.

¹⁴⁶ GALISON Peter, HEVLY Bruce (éd.), *Big Science: the Growth of Large-Scale Research*, Stanford, Stanford University Press, 1992; pour une discussion historiographique, voir l'introduction de : JOYE Frédéric, *La construction de la politique de la science en Suisse...*

¹⁴⁷ HUG Peter, « Énergie nucléaire », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 20.04.2011, <https://hls-dhs-dss.ch/articles/017356/2011-04-20/>.

On retrouve cette intimité entre industrie et technologie avec l'exposition des laboratoires Philips en 1948 ou avec celle sur la cybernétique de 1955¹⁴⁸. Troisièmement, ces lignes expriment la position que souhaite acquérir le Comptoir vis-à-vis du grand public grâce à la création du pavillon attractif. Avec ce nouvel espace, la foire se propose de l'éduquer, mais aussi de l'émerveiller, avec des invités influents et des techniques et savoirs qui symbolisent la modernité transnationale. L'ambition d'attirer les foules est d'ailleurs couronnée de succès. Durant les Trente Glorieuses, la foire est un lieu prisé, son assise populaire atteignant son paroxysme à partir du milieu des années 1960 pour dépasser le million d'entrées¹⁴⁹. Enfin, les exemples cités dans cet extrait confirme l'ancrage du Comptoir dans des échanges internationaux, que ce soit en termes d'acteurs, de savoirs ou de technologies. À cet égard, il faut noter qu'offrir un stand à de grandes entreprises internationales marque une rupture avec un principe qui avait dominé la politique du Comptoir durant l'entre-deux-guerres : n'accueillir – hormis les pavillons étrangers – que des exposants suisses. Considérant ces différentes dimensions, on constate que l'exposition de la NASA de 1962 – qui articule science dure et *big science*, applications industrielles, prestige, relations internationales et événement populaire – fait culminer les fonctions du pavillon attractif dont elle est d'ailleurs le dernier hôte.

Il est aussi intéressant de mettre en regard l'exposition sur la recherche spatiale avec l'autre nouveauté du Comptoir d'après-guerre, le pavillon des hôtes d'honneur étrangers. Cette tradition est instaurée dans le but de donner à la manifestation une légitimité internationale et de lier des contacts avec de nouveaux partenaires commerciaux¹⁵⁰. En 1945, la France est le premier hôte d'honneur étranger, suivie par la Belgique et les Pays-Bas¹⁵¹. Des délégations extra-européennes sont également conviées, à l'instar du Brésil (1953), de l'Inde (1954), de la Nouvelle-Zélande (1960) ou de la Côte d'Ivoire (1967). Alors que la tension augmente entre les blocs de la Guerre froide, le choix des hôtes revêt une dimension plus politique et se fait délicat : il s'agit de respecter la neutralité helvétique et de ne pas entacher l'image du Comptoir par des scandales. Ainsi, bien que moins nombreux que les invités occidentaux, des représentants des États socialistes s'installent au Palais Beaulieu durant les années 1950 et 1960. Pourtant, ni l'Union soviétique ni les États-Unis n'auront leur pavillon. Il a certes été envisagé de recevoir la première pour l'édition

¹⁴⁸ Respectivement ACV. PP 966/568 et 575.

¹⁴⁹ BURNOD Elisabeth, *Cinquante ans Comptoir suisse...*, p. 236.

¹⁵⁰ DEBLUË Claire-Lise, WEBER Anne-Katrin, « Une foire dans le siècle... », pp. 4-5.

¹⁵¹ La liste des hôtes d'honneur depuis 1945 est disponible ici : « PP 966 Coopérative du Comptoir suisse, 1908-2011 (fonds)... ».

de 1958 mais, à cause de l'invasion de la Hongrie en 1956, l'idée crée des remous. La Chine prendra sa place et sera ainsi le premier pays communiste à occuper le pavillon d'honneur, ce qui n'empêchera pas de susciter des commentaires et critiques¹⁵².

L'édition de 1962 est emblématique de ce jeu diplomatique. Sous la bannière d'une exposition thématique, le pavillon de la NASA assure la présence officielle des États-Unis avec (presque) l'air de ne pas y toucher. À ce sujet, une proposition du chargé des relations extérieures de la NASA, Arnold Frutkin, est révélatrice. Elle est rapportée dans une lettre que Golay adresse au directeur du Comptoir en 1961 :

«[La NASA] est intéressé[e] à la possibilité de présenter une exposition mais [elle] ne dispose pas en ce moment de modèles suffisants pour occuper de façon attrayante une salle entière. Monsieur Frutkin suggère alors que l'Amérique soit l'hôte d'honneur de l'exposition et que l'on choisisse pour thème, par exemple, "l'Industrie américaine et l'Espace" ou "Les États-Unis et la Conquête de l'Espace".»¹⁵³

Cette suggestion fait long feu car la liste des hôtes étrangers avait été fixée de longue date. Pourtant, deux images témoignent de l'omniprésence visuelle du gouvernement des États-Unis à travers l'exposition de leur agence spatiale. Les immenses lettres qui forment le fameux acronyme «USA» sont ainsi inscrites sur la devanture du pavillon en caractères bien plus grand que ceux du logo de son agence ou que le titre de l'exposition (fig. 1). Par ailleurs, la photographie du président John F. Kennedy trône à l'entrée de l'exposition et est reproduite à l'envi dans les feuillets de présentation (fig. 3).

Enfin, la présence de la NASA, et donc des États-Unis, au Comptoir suisse de 1962 doit être mise en relation avec le «véritable» hôte étranger de cette 43^e édition : la Yougoslavie¹⁵⁴. Bien que la venue de la Fédération ait été prévue avant que ne se confirme celle de l'agence étatsunienne, on peut dire qu'elle tombe à pic. Quoi de mieux qu'un pays socialiste – mais se distançant de l'Union soviétique – pour pondérer l'invitation officielle mais bien tangible de la première puissance occidentale ? Le discours tenu en ouverture de la foire par le syndic de Lausanne, le radical Georges-André Chevallaz, témoigne de l'exercice d'équilibrisme qu'implique la mise à l'honneur d'un pays socialiste pour la Suisse. L'homme de droite reconnaît

¹⁵² ACV. PP 966/534.

¹⁵³ Marcel Golay à Emmanuel Failletaz, 12.10.61. ACV. PP 966/582.

¹⁵⁴ ACV. PP 966/538.

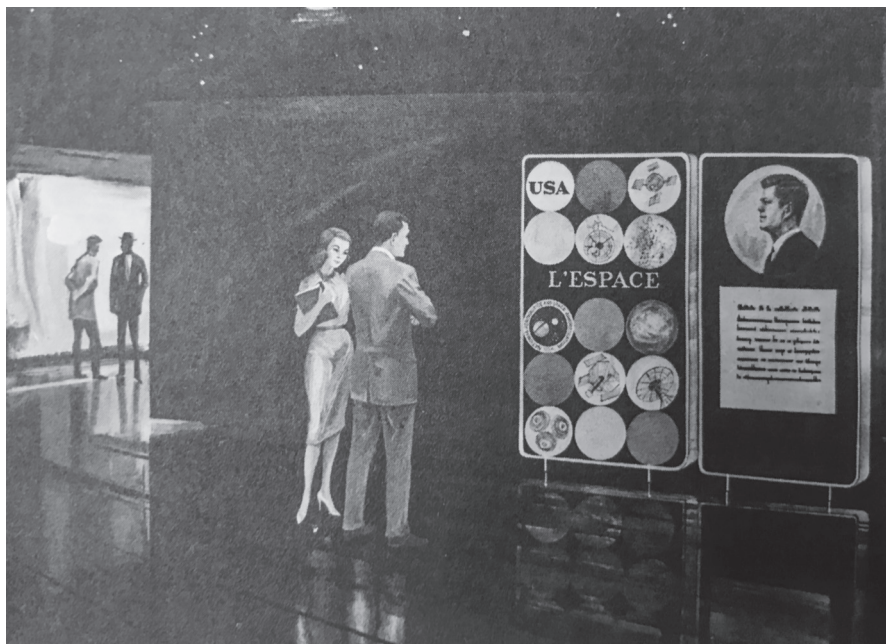


Figure 3 : Dessin de l'entrée de l'exposition issu d'un feuillet explicatif de la NASA. «L'Espace au service de l'humanité – USA», s.d. [1962]. ACV. PP 966/582.

que «*les rapports entre l'économie et l'État*»¹⁵⁵ séparent les deux pays. Mais il souligne la structure fédéraliste et une certaine conception de la neutralité qui les réunissent. Il ajoute enfin que le pavillon étranger «*revêt pour nous, Suisses, une signification morale*»¹⁵⁶.

Durant la Guerre froide, le Comptoir suisse ajoute donc des cordes à son arc ; à la diplomatie économique se greffe la diplomatie culturelle et scientifique. Réciproquement, les foires et expositions – à l'aune des champs culturel et scientifique – occupent une place grandissante dans la politique étrangère des États.

¹⁵⁵ Discours de Georges-André Chevallaz, 43^e Foire nationale de Lausanne, Journée de l'information, 8.9.62. ACV. PP 966/357.

¹⁵⁶ Discours de Georges-André Chevallaz, 43^e Foire nationale de Lausanne, Journée de l'information, 8.9.62. ACV. PP 966/357.

B. La Journée de l'Espace du 18 septembre 1962 : médiatiser l'invisible

La première partie du présent chapitre a permis d'identifier *pourquoi* et *par qui* les communications satellites sont présentées au Comptoir de Lausanne : leur monstration se situe au croisement des intérêts complémentaires de la NASA, des promoteurs helvétiques de l'Europe spatiale et de la foire vaudoise. Cette seconde partie s'attache pour sa part à répondre aux questions *comment* et *pour qui* elles sont montrées, décrites, mises en scène.

Ce *comment* prend une signification particulière quand il s'agit d'une infrastructure d'une telle ampleur. Lors de la conversation transatlantique, le satellite *Telstar* au cœur des préoccupations flotte à quelques milliers de kilomètres au-dessus de la surface de la Terre. On ne peut ni le voir ni le toucher. Pas plus d'ailleurs que les stations terriennes, le réseau câblé ou les signaux audiovisuels ne sont perceptibles pour qui se promène dans l'enceinte du Palais Beaulieu. Cette situation oblige les organisateurs à réorienter les pratiques traditionnelles de monstration des nouveaux médias au sein des foires et expositions. Depuis le XIX^e siècle, c'est en effet la matérialité de ces « *merveilles mécaniques* »¹⁵⁷ qui fascine les visiteurs et visiteuses qui ont la possibilité de les regarder fonctionner en direct, juste sous leurs yeux. Au sujet de l'exposition de la télévision dans les foires de l'entre-deux-guerres, Weber dit par exemple :

*« La télévision est fascinante en tant que gadget per se ; son attrait provient avant tout de son statut d'objet, c'est-à-dire de sa présence physique sur les stands d'exposition. Le public s'attroupe pour voir les moniteurs, pour être témoins de la transmission, pour regarder la télévision exposée : la matérialité de la télévision, ainsi que "l'engouement" qu'elle provoque apparaissent plus importants pour sa réception que son contenu [les images qu'elle diffuse] proprement dit. »*¹⁵⁸

Cependant, l'imperceptibilité de l'infrastructure globale des communications spatiales n'est que partielle au Comptoir suisse de 1962. L'absence matérielle du satellite est comblée par le déploiement d'une série de discours, de représentations visuelles, d'objets, d'expériences et de pratiques qui façonnent les imaginaires, les politiques et les connaissances sur son fonctionnement

¹⁵⁷ LUGON Olivier, « Introduction », in : LUGON Olivier (éd.), *Exposition et médias : photographie, cinéma, télévision*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2012, p. 10.

¹⁵⁸ WEBER Anne-Katrin, *Television before TV...*, p. 127.

et ses potentialités. Ensemble, ils situent les communications par satellite dans un régime d'(im)perceptibilité façonné par les objectifs, les idées et les valeurs des acteurs qui contrôlent les dispositifs de médiatisation. Il est donc au cœur de rapports de pouvoir.

Pour étudier ce régime d'(im)perceptibilité, nous abordons la Journée de l'Espace du 18 septembre 1962 comme un «événement satellitaire helvétique» car elle rend visibles et appréhensibles des modalités fondamentales de l'intégration des communications spatiales en Suisse. Cette «*sorte de congrès*»¹⁵⁹, pour reprendre l'expression de la *Nouvelle revue de Lausanne*, correspond aux coutumes du Comptoir qui organise chaque année plusieurs Journées officielles, dont l'une est consacrée à l'hôte du pavillon attractif. En 1962, elle réunit près de 300 notables à qui l'on propose des conférences, une visite de l'exposition de la NASA, les démonstrations qui l'accompagnent et, «*clou*»¹⁶⁰ de la journée, les conversations téléphoniques via satellite entre la manifestation vaudoise et l'Ambassade de Suisse à Washington¹⁶¹.

La Journée de l'Espace est une porte d'entrée avantageuse pour observer comment les agendas de la NASA et des promoteurs helvétiques de l'Europe spatiale s'articulent *via* une diversité de dispositifs médiatiques qui visent tantôt spécifiquement les élites suisses, tantôt l'ensemble des personnes visitant le Comptoir ce jour de septembre. Elle rend possible d'identifier les significations associées à la conquête spatiale en général et aux communications par satellite en particulier, qui varient selon le public visé.

Convaincre les élites économiques

La mise sur pied de la Journée de l'Espace repose essentiellement sur le Comité national suisse de recherches spatiales, plus précisément sur Golay, secondé par un prestataire de relations publiques¹⁶². Ils ont invité des conseillers nationaux et d'État, des responsables communaux, des avocats, des présidents et des membres d'associations faîtières, des ambassadeurs, des représentants syndicaux, des universitaires, des directeurs d'entreprises

¹⁵⁹ «En organisant la première journée européenne de l'Espace [...]», *La Nouvelle revue de Lausanne*, 19.9.62. ACV. PP 966/153/1.

¹⁶⁰ «En organisant la première journée européenne de l'Espace [...]», *La Nouvelle revue de Lausanne*, 19.9.62. ACV. PP 966/153/1.

¹⁶¹ Comité national suisse de recherches spatiales, Carton d'invitation à la Journée de l'Espace, Comptoir suisse, 18 septembre 1962. s.d. [circa août 1962]. ACV. PP 966/582.

¹⁶² Différents échanges et PVs de réunions ici : ACV. PP 966/582.

situées dans toute la Suisse, des journalistes, etc. Autrement dit, la liste des personnalités, organisations et sociétés conviées se conjugue aux couleurs des élites économiques, politiques et médiatiques et, par ailleurs, exclusivement au masculin¹⁶³. Si les organisateurs se sont donné l'objectif de mobiliser largement autour de la question spatiale, ils ont néanmoins une cible privilégiée : l'économie et l'industrie helvétiques. Lors d'une séance préparatoire, Golay affirme ainsi que la Journée doit « *rester suisse* »¹⁶⁴ et que les exposés, « *concrets, pratiques, [...] devront s'adresser plus aux industriels qu'aux scientifiques suisses* »¹⁶⁵. Le carton d'invitation, signé par Golay et, de manière significative, par le délégué à la création d'emplois du Conseil fédéral, Fritz Hummler, résume cette priorité :

« Une industrie ne peut subsister que si elle est en progrès technique constant. C'est en résolvant des problèmes difficiles que ce progrès s'effectue et qu'une industrie prouve la qualité de sa production. Les techniques spatiales sont parmi les plus évoluées actuellement et doivent être connues de toute industrie active. »

*Dans le but d'informer les milieux dirigeants de l'économie suisse, ainsi que l'opinion publique, sur l'intérêt que les recherches spatiales et leurs applications dans les domaines les plus divers présenteront pour notre pays et pour ses industries, le Comité national suisse de recherches spatiales organise cette première Journée d'étude. »*¹⁶⁶

De plus, des représentants de poids de l'industrie helvétique sont impliqués dans l'organisation de la Journée : le président de la Fédération horlogère, Gérard Bauer, et un délégué de la firme zurichoise Contraves, filiale de l'entreprise d'armements Oerlikon-Bührle¹⁶⁷. Le premier fait partie de la coalition en faveur de la participation suisse à l'Europe spatiale et représente la Suisse à Eurospace, une association privée européenne pour le développement des industries spatiales fondée en 1961¹⁶⁸. Quant aux dirigeants de Contraves, ils s'intéressent de manière précoce aux débouchés de l'aéronautique et sont aussi membres d'Eurospace. Cet intérêt pour le spatial de la part

¹⁶³ Les listes des entreprises et des personnes invitées datent des 22-23.8.62. ACV. PP 966/582.

¹⁶⁴ PV de la séance du groupe de travail du 15 août 1962, CIPR, 20.8.62. ACV. PP 966/582.

¹⁶⁵ PV de la séance du groupe de travail du 15 août 1962, CIPR, 20.8.62. ACV. PP 966/582.

¹⁶⁶ Comité national suisse de recherches spatiales, Carton d'invitation à la Journée de l'Espace, Comptoir suisse, 18 septembre 1962. s.d. [circa août 1962]. ACV. PP 966/582.

¹⁶⁷ CIPR, Procès-verbal de la séance du groupe de travail du 10.8.62, 13.8.62. ACV. PP 966/582.

¹⁶⁸ JEANNERET Etienne (éd.), *Un homme et son empreinte : hommage à Gérard Bauer pour ses 80 ans, 8 juin 1987*, Hauterive, G. Attinger, 1987.

d'une partie du secteur horloger helvétique et de Contraves se concrétise par l'obtention de contrats avec l'ESRO. C'est le cas en 1964 déjà pour Contraves et pour un consortium de maisons horlogères, la Compagnie pour l'industrie radioélectrique (CIR), qui regroupe Ébauches, Omega, Longines, Patek Philippe ainsi que la Chambre suisse de l'horlogerie et la Fédération horlogère¹⁶⁹. Toutefois, bien que l'intérêt de ces grands noms pour le développement des activités spatiales soit significatif, il ne reflète pas l'attitude de l'économie suisse en général qui demeure relativement indifférente. Dans son allocution lors de la Journée de l'Espace, Hummler regrette d'ailleurs «*l'écho encore si faible que ce domaine essentiel a rencontré*»¹⁷⁰ dans le pays. Avec la Journée de l'Espace, les promoteurs de la participation suisse à l'Europe spatiale entendent changer la donne.

La matinée est d'abord jalonnée de conférences et de discours donnés par Golay, Hummler et Bauer, ainsi que par des invités soigneusement sélectionnés¹⁷¹. Parmi les officiels qui se saisissent du micro, il y a en particulier le physicien Pierre Auger, secrétaire de l'ESRO ; Jacques Delorme et Michael N. Golovine, respectivement président et vice-président d'Eurospace ; ou encore un responsable à la NASA, George Manov. Leurs allocutions reflètent les visées de l'événement. D'une part, elles mettent en évidence les perspectives du secteur spatial en termes d'applications pratiques, d'opportunités industrielles et de retombées économiques ; d'autre part, elles soulignent l'impératif pour les nations et entreprises européennes de collaborer au sein d'organes tels que l'ESRO ou Eurospace compte tenu de l'ampleur des investissements nécessaires. La prise de parole d'Hummler, qui ouvre la journée, illustre à merveille le message que les organisateurs souhaitent faire passer aux élites helvétiques :

« Si je prends la parole aujourd'hui, [...] c'est parce qu'il m'apparaît de la plus haute importance que l'opinion publique suisse prenne conscience de la signification vitale pour notre pays de la recherche spatiale et de ses incidences dans les domaines scientifique, technique et industriel, et que les milieux de notre économie s'y intéressent de façon plus précise que ce ne fût le cas jusqu'à présent. Les autorités fédérales ont de leur côté, pris les devants. Le 14 juin dernier, les représentants suisses officiels ont participé à la création de l'Organisation européenne des recherches spatiales [...]. Dans un message

¹⁶⁹ ZELLMAYER Stephan, *A Place in Space...*, p. 133.

¹⁷⁰ Fritz Hummler, délégué du Conseil fédéral aux possibilités de travail, Journée de l'Espace, Lausanne, 18.9.62. ASSR. B 001.21303.3.

¹⁷¹ On trouve la plupart des interventions ici : ASSR. B 001.21303.3.

qui vient de paraître, le Conseil fédéral propose aux Chambres de ratifier les conventions.

Nous devons, à l'heure où s'offrent tant de nouvelles possibilités de coopération internationale, nous efforcer d'en faire profiter notre pays [...]. Les recherches spatiales présentent des aspects beaucoup plus réalistes et concrets qu'on ne l'imaginait jusqu'ici chez nous. Car il ne s'agit pas d'examiner la face cachée des astres, ni d'entrer en concurrence avec les États-Unis ou avec la Russie dans la construction de fusées planétaires.

Il s'agit de nous offrir une collaboration qui peut être des plus efficaces, dans un secteur où la construction et le perfectionnement d'instruments et d'appareils les plus divers, la recherche de nouveaux matériaux et une exécution extraordinairement précise par une main-d'œuvre hautement qualifiée, jouent un rôle déterminant.

La Suisse ne peut pas demeurer à l'écart [...]. Elle se doit de participer à ce domaine industriel nouveau où ses qualités propres d'exactitude, de précision et de bienfaisance, qualités qui sont celles de son industrie horlogère comme de ses industries des machines, des instruments de précision ou des produits chimiques, sont d'une importance primordiale.»¹⁷²

Ce discours, qui s'assimile à celui d'un haut gradé galvanisant ses troupes, procède à un positionnement pragmatique de la Suisse – amalgamée à son économie – au sein du développement international des activités spatiales. Comme le dit cet ancien directeur d'une entreprise de construction mécanique, il n'est pas question de se mesurer «aux tout grands» mais bien de faire «ce que nous savons faire». Cet effort de démythification du secteur spatial, associé dans l'opinion publique aux spectaculaires vols habités, a pour but de le faire entrer dans le champ des possibles pour les dirigeants qui forment l'auditoire. Les orateurs non-helvétiques, dont les propos «d'experts» informent sur des aspects techniques, commerciaux et institutionnels de la conquête spatiale, contribuent à ce processus. À l'inverse, l'exaltation de l'industrie helvétique et de ses «*dons naturels*»¹⁷³ réaffirme l'image d'excellence de la Suisse afin de la faire concorder avec les exigences du secteur spatial. On retrouve cette logique dans les exposés de Bauer et Golay, le premier relevant par exemple

¹⁷² Fritz Hummler, délégué du Conseil fédéral aux possibilités de travail, Journée de l'Espace, Lausanne, 18.9.62. ASSR. B 001.21303.3.

¹⁷³ Fritz Hummler, délégué du Conseil fédéral aux possibilités de travail, Journée de l'Espace, Lausanne, 18.9.62. ASSR. B 001.21303.3.

«la similitude frappante entre les qualités qu'exige la recherche spatiale et celles qu'on reconnaît à notre industrie»¹⁷⁴.

Au-delà de cette construction discursive, il n'est pas hors-sol d'imaginer un coût d'opportunité intéressant pour des secteurs de l'économie nationale. Pourtant, durant les années 1960-1980, l'industrie suisse garde une attitude réservée, malgré les démarches répétées des autorités, DPF en tête¹⁷⁵. Comme le rapporte Stephan Zellmeyer, les grandes compagnies chimiques comme Geigy, Ciba ou Hoffmann-La Roche ainsi que celles actives dans l'ingénierie mécanique, telles que Brown, Boveri & Cie ou Sulzer, se sont intéressées de manière très marginale à la technologie spatiale. Cette attitude est partagée par les faïtières patronales, à l'instar de la Société suisse des constructeurs de machines ou du Vorort, l'association patronale la plus importante du pays. La Journée de l'Espace, qui met en scène la grande famille des élites suisses acquise tout entière à la cause de la conquête industrielle de l'espace, ne reflète donc pas la réalité présente et à venir.

Toutefois, sans que le secteur spatial ne constitue le cœur de leurs occupations, une vingtaine de firmes suisses y opèrent entre les années 1960 et le milieu des années 1980. Elles suivent une logique de spécialisation qui leur permet de rivaliser à l'international et qui demeure d'actualité aujourd'hui. De manière significative, les deux plus importantes d'entre elles sont les convaincues de 1962 : Contraves et la CIR. Elles sont suivies par la société genevoise Eurosat, active dès les années 1970 dans les installations pour satellites au sol, et par la fabrique fédérale d'avions Emmen, une régie d'État rattachée au Département militaire¹⁷⁶. Entre 1964 et 1983, ces quatre sociétés ont signé des contrats avec et, dans une moindre mesure, hors de l'ESRO (qui devient l'Agence spatiale européenne en 1975) pour un total respectif de 157,2 ; 47,8 ; 32 ; et 31,8 millions CHF¹⁷⁷. La somme de tous les contrats signés par la quinzaine d'entreprises suisses restantes se monte à 41 millions CHF pour la même période de vingt ans. Autrement dit, si plusieurs firmes helvétiques s'engagent dans le domaine spatial, l'immense

¹⁷⁴ Gérard Bauer, président de la Fédération horlogère, Journée de l'Espace, Lausanne, 18.9.62. ASSR. B 001.21303.3.

¹⁷⁵ À ce sujet, voir en particulier : ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...*, pp. 133-140, 228-239 et 359-362.

¹⁷⁶ *La Suisse et l'espace*, Rapport de la Commission consultative fédérale pour les affaires spatiales, Berne, 1984, pp. 96-97.

¹⁷⁷ *La Suisse et l'espace*, Rapport de la Commission consultative fédérale pour les affaires spatiales, Berne, 1984, pp. 96-97.

majorité des revenus reviennent à une poignée d'entre elles avec, loin en tête, Contraves.

Ce constat en demi-teinte est le fruit de différents facteurs¹⁷⁸. Il y a d'abord la politique industrielle de l'ESRO puis de l'Agence spatiale européenne qui veut que chaque pays membre reçoive des commandes en proportion de sa contribution financière. Or, celle de la Confédération est basse, avec une moyenne de 2,7 % au budget de l'organisation entre 1964 et 1984¹⁷⁹. Ensuite, les compagnies suisses sont peu compétitives à l'échelle internationale en matière d'aéronautique et d'électronique et elles n'ont par ailleurs pas d'incitation économique à innover. Les années 1960-1970 sont prospères ; signer des contrats dont on ne connaît pas les retombées n'enchantait guère. Cela est notamment vrai pour l'horlogerie, florissante durant les années 1960 et qui continue longtemps à produire des montres mécaniques. Ce choix ne manquera pas de la plonger dans une crise structurelle au milieu des années 1970, et la transition vers la microtechnique se fera grâce au soutien financier de la Confédération¹⁸⁰. On peut dès lors se demander si l'horlogerie ne manque pas une occasion au moment de l'émergence de la technologie satellitaire. Finalement, dans des pays comme la France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, les industries nationales qui s'engagent dans le secteur spatial bénéficient de très importantes subventions étatiques. Cela leur permet de prendre des risques et d'investir à des niveaux qui ne sont pas envisageables en Suisse où le gouvernement ne mène pas de telle politique d'encouragement.

Compte tenu du prestige et de l'aura de modernité associés à la conquête de l'espace, certains accomplissements helvétiques bénéficient cependant d'une visibilité et d'une force symbolique importantes. On peut citer à cet égard la fixation Velcro, utilisée en abondance dans les modules et sur les combinaisons lunaires ; la montre-bracelet *Speedmaster* d'Omega, qui a accompagné les astronautes américains sur la Lune en 1969 ; et, bien entendu, la coiffe de la première fusée européenne Ariane qui a hissé Contraves au rang de championne spatiale nationale quand elle a signé ce fameux contrat en 1972¹⁸¹. Le poids financier de ce mandat et les contrats qui s'ensuivent

¹⁷⁸ Zellmeyer les résume ici : ZELLMAYER Stephan, *A Place in Space...*, pp. 266-267. Voir aussi : CREOLA Peter, *HSR-3: Switzerland in Space...*

¹⁷⁹ *La Suisse et l'espace*, Rapport de la Commission consultative fédérale pour les affaires spatiales, Berne, 1984, p. 36.

¹⁸⁰ FALLET Estelle, VEYRASSAT Béatrice, « Horlogerie », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 11.8.2020, <https://hls-dhs-dss.ch/articles/013976/2020-08-11/>.

¹⁸¹ Pour un bref panorama des innovations suisses en matière spatiale, voir : VIGLIETTI Lukas, DÉTRUY Myriam, *De la Suisse à la Lune...*

assurent une présence pérenne de la Suisse dans le marché international des fusées en même temps qu'ils fournissent à la Confédération un retour sur investissement satisfaisant en matière de politique spatiale, ce qui n'était pas le cas auparavant. Cette « success story » mérite que l'on s'y attarde car elle dévoile le profit symbolique que peut tirer une entreprise d'armements en investissant dans la soi-disant pacifique et universelle conquête de l'espace en même temps qu'elle exemplifie le régime d'(in)visibilité qui régit les liens historiques entre les deux domaines.

Le décollage d'Ariane en 1979 est une étape politique importante pour l'Europe spatiale car elle met fin à sa dépendance envers les lanceurs étatsuniens. Grâce à Contraves, la croix blanche sur fond rouge peut donc trôner sur l'éminent engin, aux côtés des drapeaux des autres pays contributeurs. Les photographies d'Ariane et de sa coiffe inondent alors les médias suisses et leurs maquettes deviennent un incontournable des expositions sur l'exploration de l'espace. En attirant l'attention sur un pan de ses activités qui jouit de la faveur du public, cette visibilité joue un rôle instrumental pour la maison-mère de Contraves, la fabrique d'armements Oerlikon-Bührle. Au tournant des années 1970, celle-ci est aux prises avec un scandale concernant ses exportations d'armes illégales vers des pays sous embargo, à l'instar du Nigéria, en guerre civile avec le Biafra¹⁸². Entre 1963 et 1968, l'entreprise suisse y a vendu des armes pour un total de 90 millions CHF, ce qui va produire un véritable scandale. Contraves matérialise de la sorte une tension historique de la communication et du savoir disponible sur l'exploitation de l'espace dont les acteurs mettent en avant les applications civiles pour laisser dans l'ombre les programmes militaires et la place prépondérante de l'industrie de l'armement dans le développement de ses technologies.

Après ce détour qui a mis en perspective la construction discursive d'affinités « naturelles » entre l'industrie suisse et spatiale, revenons à la Journée de l'Espace pour se demander comment les satellites de communication en particulier y sont traités par les conférenciers. La plupart du temps, ils ne sont en réalité pas mentionnés en tant que tels mais englobés dans « le secteur spatial » en général et les opportunités qu'il représente. Néanmoins, à certaines occasions, les communications spatiales sont évoquées directement, ce qui

¹⁸² « L'affaire Bührle | E-Dossier », *Documents diplomatiques suisses*, <https://www.dodis.ch/fr/laffaire-buhrle>; MATTER Dominik, « SOS Biafra ». *Die schweizerischen Aussenbeziehungen im Spannungsfeld des nigerianischen Bürgerkriegs 1967-1970*, vol. 5, Berne, Quaderni di Dodis, 2015.

met en lumière des enjeux qui leur sont propres. L'exposé de Golay est à cet égard exemplaire :

« Prenons les télécommunications [spatiales]. Il est clair que la Suisse ne lancera pas de satellites de télécommunications et de télévision. Mais il est tout aussi évident que la Suisse devra participer à l'établissement d'un réseau mondial. [...] Il est évident qu'un service mondial de télécommunications et de télévision présente un marché d'équipement qu'il ne faut pas négliger du fait que la Suisse devra payer pour bénéficier des services de ce réseau. [...] Il faudra que notre pays dispose de spécialistes capables de présenter et de défendre nos intérêts et susceptibles de faire bénéficier notre économie et notre industrie de l'expérience acquise. »¹⁸³

Cet extrait révèle une dimension centrale de l'intégration des communications spatiales en Suisse en ce début d'ère spatiale : la certitude de la part d'un de ses acteurs les plus actifs que le pays ne construira ni n'exploitera son propre satellite de communication national. Le temps donnera d'ailleurs raison à Golay. De cette affirmation, l'astrophysicien tire des conclusions qui ancrent l'approche suisse des communications spatiales dans des rapports de pouvoir géopolitiques et économiques. Comme la Confédération va dépendre de l'extérieur pour le développement de ses communications transnationales, il existe le risque qu'elle se retrouve marginalisée et qu'elle doive payer trop cher les États qui auront la mainmise sur le futur système. De cette façon, l'astrophysicien explicite un élément qui est seulement sous-entendu dans les autres prises de paroles, à savoir les jeux de domination et la conflictualité qui déterminent les modalités de l'exploitation de l'espace. Golay empreint de la sorte le positionnement de la Suisse et de ses industries vis-à-vis du secteur spatial d'une urgence politique spécifique. Il ne s'agit pas seulement d'opportunités économiques.

Mettre en scène l'amitié entre les États-Unis et la Suisse

Après les conférences de la matinée, les invités sont conviés à se restaurer d'un buffet froid pendant que se déroule la fameuse liaison téléphonique *via* satellite entre le Comptoir et Washington¹⁸⁴. Le dispositif de médiatisation

¹⁸³ Marcel Golay, La recherche spatiale, Journée de l'Espace, Lausanne, 18.9.62. ASSR. B 001.21303.3.

¹⁸⁴ Marc-Antoine Muret, Note relative à l'organisation d'une communication téléphonique publique Washington-Lausanne le 18 septembre 1962 via Telstar, s. d. [circa août 1962]. ACV. PP 966/582.

des communications spatiales change, de même que le public visé, qui s'élargit. Pour l'audience des invités officiels, dont les tables sont disposées de part et d'autre de la cabine téléphonique vitrée, l'expérience s'assimile à un moment de détente, voire de divertissement. De plus, le spectacle s'adresse aussi aux visiteurs et visiteuses du Comptoir qui interrompent leur promenade pour y assister. Les enjeux évoqués un peu plus tôt par les experts ne sont pas absents de la liaison qui permet de donner corps à leurs propos. C'est le cas quand Golay rappelle lors de sa conversation transatlantique avec Steiner que «*Telstar est un produit de l'industrie privée et est donc une démonstration frappante de l'intérêt économique et commercial des applications de la recherche spatiale*»¹⁸⁵. Néanmoins, durant cette pause de midi, la dimension industrielle et européenne qui dominait la matinée fait place à une construction diplomatique des communications spatiales conçues comme un support, un stimulant et une preuve des bonnes relations entre la Suisse et les États-Unis.

Ce glissement est incarné par les personnalités qui se saisissent du combiné téléphonique, à savoir des représentants de haut rang de la diplomatie des deux pays. Du côté lausannois, il y a Son Excellence Robert McKinney, ambassadeur des États-Unis en Suisse (1961-1963)¹⁸⁶; Max Petitpierre, ancien chef du DPF (1944-1961) et président de la Confédération (1950, 1955, 1960)¹⁸⁷; et Golay. À tour de rôle, chacun s'entretient environ deux minutes avec un interlocuteur de l'autre côté de l'Atlantique, respectivement Hans Karl Frey, conseiller à l'ambassade de Suisse à Washington¹⁸⁸; Hugh Dryden, directeur adjoint de la NASA¹⁸⁹; et le conseiller scientifique Steiner. Il n'est donc plus question de l'Europe spatiale ni de la présentation «experte» de la technique ou des institutions de la conquête spatiale, mais bien de la mise en scène des relations diplomatiques entre la Confédération et les États-Unis au moyen des télécommunications spatiales. La figure 4 l'illustre bien avec, au centre, la figure du scientifique-diplomate incarnée par Golay, à droite, le diplomate étatsunien McKinney et, à gauche, l'incarnation de la politique de neutralité suisse d'après-guerre, Petitpierre, tous les trois fixant le fameux combiné.

¹⁸⁵ Conversation entre Reinhard Steiner et Marcel Golay via le satellite Telstar, entre Washington et Lausanne à l'occasion de la Journée de l'Espace du 43^e Comptoir suisse, 18.9.62. ASSR. B 001.21303.3.

¹⁸⁶ «McKinney, Robert Moody (1910–2001)», *Documents diplomatiques suisses*, <https://dodis.ch/P14158>.

¹⁸⁷ TRACHSEL Daniel, «Petitpierre, Max», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 22.4.2014, <https://hls-dhs-dss.ch/articles/004647/2014-04-22/>.

¹⁸⁸ «Frey, Hans Karl (1916–1974)», *Documents diplomatiques suisses*, <https://dodis.ch/P2685>.

¹⁸⁹ «Hugh L. Dryden», *NASA History*, <https://history.nasa.gov/Biographies/dryden.html>.



Figure 4 : Max Petitpierre, Marcel Golay et Robert McKinney dans la cabine téléphonique installée au Comptoir, 18.9.62. ACV. PP966/299/7.

Dans cette nouvelle configuration, les discours se font plus idéologiques et s'inscrivent plus explicitement dans le contexte de Guerre froide. Prenons pour exemple les paroles prononcées par l'ambassadeur étatsunien McKinney lors de son échange avec Hans Karl Frey :

*«**McKinney (Lausanne) :** Nous, Américains, Monsieur Frey, sommes très très honorés de l'éloge du président Monsieur Chaudet au sujet de l'exposition de la NASA sur l'exploration spatiale et sur les accomplissements scientifiques américains qu'elle présente. Depuis, le public Suisse s'est aussi montré enthousiaste en franchissant les portes du pavillon américain au rythme de 10 000 personnes par jour, comme je viens de le dire.*

***Frey (Washington) :** 10 000 par jour !*

***McKinney (Lausanne) :** 10 000 par jour, Monsieur ! Nous sommes très fiers de cette exposition. Elle est un réel témoignage de la coopération entre la Suisse et l'Amérique. Une aventure que le président Kennedy appelle le*

*plus grand défi du siècle pour l'ingéniosité de l'Homme. J'espère que cela démontre notre volonté commune d'occuper une position de prééminence afin de décider que ce nouvel océan spatial sera une mer de paix.»*¹⁹⁰

D'une manière que l'on ne peut qualifier de subtile, mais qui correspond parfaitement à la rhétorique de Guerre froide concernant l'exploration spatiale, McKinney trace des équivalences. Si l'exposition de la NASA est un succès aussi bien populaire qu'auprès du Président de la Confédération, le radical Paul Chaudet, c'est un signe sans équivoque de l'adhésion enthousiaste de la Suisse au camp occidental, d'une part, et de l'excellence (de l'hégémonie) des États-Unis, de l'autre. McKinney ne manque d'ailleurs pas de mentionner le nom du célèbre président Kennedy dont les accomplissements dans l'espace promettent, selon l'ambassadeur, un avenir pacifié pour la planète entière. On retrouve la même logique dans l'échange entre Petitpierre et Dryden. Quand le directeur adjoint de la NASA émet le souhait que les satellites «*contribuent à rapprocher les différentes nations*»¹⁹¹, l'ancien chef du DPF lui dit partager ses espoirs et désirer que ces nouvelles possibilités engagent les pays «*à coopérer de plus en plus étroitement dans la poursuite d'objectifs exclusivement pacifiques*»¹⁹².

Les qualités que ces diplomates attribuent aux communications spatiales s'inscrivent dans une longue lignée de discours sur les vertus pacificatrices et universalisantes des communications, en particulier quand elles sont transnationales¹⁹³. Grâce à leur capacité de faire circuler des messages, des idées et de la connaissance – de mettre en lien –, les moyens de communication sont plus que d'autres nouvelles technologies, investis d'une faculté messianique¹⁹⁴. Ainsi, lors de la création de l'Union télégraphique internationale en 1865, le ministre des Affaires étrangères français, Édouard Drouyn de Lhuys, affirme que la télégraphie va réunir «*les membres dispersés de la grande famille*

¹⁹⁰ Notre retranscription et traduction de l'anglais. Robert McKinney et Hans Karl Frey *via* le satellite Telstar le 18 septembre 1962 au Comptoir suisse. «La première communication téléphonique USA-Suisse par le satellite Telstar», *RSR*, 18.9.62. ARTS.

¹⁹¹ Conversation entre Hugh Dryden et Max Petitpierre *via* le satellite Telstar, entre Washington et Lausanne à l'occasion de la Journée de l'Espace du 43^e Comptoir suisse, 18.9.62. ASSR. B 001.21303.3.

¹⁹² Conversation entre Hugh Dryden et Max Petitpierre *via* le satellite Telstar, entre Washington et Lausanne à l'occasion de la Journée de l'Espace du 43^e Comptoir suisse, 18.9.62. ASSR. B 001.21303.3.

¹⁹³ À ce sujet, voir : MATTELART Armand, *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, 2009 ; MUSSO Pierre, *Télécommunications et philosophie des réseaux : la postérité paradoxale de Saint-Simon*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

¹⁹⁴ STURKEN Marita, DOUGLAS Thomas, «Introduction: Technological Visions and the Rhetoric of the New», in : STURKEN Marita, DOUGLAS Thomas, BALL-ROKEACH Sandra (éd.), *Technological Visions: the Hopes and Fears that Shape New Technologies*, Philadelphia, Temple University Press, 2004, p. 2.

humaine»¹⁹⁵. Cette idée est aussi très présente lors des débuts de la radio qui occupe une place de choix dans les projets de pacification des relations internationales durant l'entre-deux-guerres¹⁹⁶. Ces imaginaires contribuent à voiler les réalités géopolitiques du développement de nouveaux moyens de communication alors qu'ils se situent au cœur d'importantes rivalités internationales et se mettent au service de l'expansion capitaliste et coloniale¹⁹⁷. L'histoire de ces discours témoigne par ailleurs de leur grande adaptabilité au contexte dans lequel ils se déploient. En ce début d'ère spatiale, les satellites représentent le parangon d'une communication « globale » aux potentiels universels. Mais cette construction symbolique est mise en œuvre avec, en toile de fond, l'antagonisme entre les États-Unis et l'Union soviétique. Dans le cadre de la conversation transatlantique de 1962, le satellite se met au service d'une démonstration publique de l'alignement de la Suisse, ce pays « neutre occidental », sur le bloc de l'Ouest. Il fournit une occasion pour la diplomatie helvétique de réaffirmer son appartenance au « camp de la paix » et de la modernité technologique.

Ce début des années 1960 correspond d'ailleurs à un réchauffement des relations entre la Confédération et les États-Unis. Après-guerre, les liens commerciaux que la Suisse a entretenus avec le régime nazi ont fortement entaché son image et celle de sa neutralité auprès des Alliés. Or, depuis janvier 1961 et la rupture par Washington des liens diplomatiques avec Cuba, Berne représente les intérêts étatsuniens dans le conflit qui l'oppose à l'île communiste. Ce type d'activités correspond à un pilier de sa politique de neutralité active : la pratique des bons offices, c'est-à-dire l'offre de services diplomatiques lors de conflits internationaux¹⁹⁸. Ce mandat démontre à l'administration Kennedy l'utilité de la neutralité suisse. Elle n'est plus suspecte mais stratégique, ce qui contribue à améliorer significativement

¹⁹⁵ Édouard Drouyn de Lhuys cité par : MATTELART Armand, *Histoire de l'utopie planétaire...*, p. 164.

¹⁹⁶ LOMMERS Suzanne, *Europe - On Air: Interwar Projects for Radio Broadcasting*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012 ; sur la place de la SSR dans ces projets et débats, voir : RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, *La voix de la Suisse à l'étranger...*, pp. 107-126.

¹⁹⁷ Sur la télégraphie, voir : GRISET Pascal, *Les révolutions de la communication...* ; WINSECK Dwayne Roy, PIKE Robert M., *Communication and Empire: Media, Markets, and Globalization, 1860-1930*, Durham, Duke University Press, 2007 ; CHOUDHURY Deep Kanta Lahiri, *Telegraphic Imperialism*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010 ; FLICHY Patrice, *Une histoire de la communication moderne...* ; FICKERS Andreas, GRISET Pascal, *Communicating Europe...*

¹⁹⁸ FISCHER Thomas, « From Good Offices to an Active Policy of Peace: Switzerland's Contribution to International Conflict Resolution », in : GABRIEL Jürg Martin, FISCHER Thomas, *Swiss Foreign Policy, 1945-2002*, Londres, Palgrave Macmillan, 2003, pp. 74-104.

les rapports entre les deux pays¹⁹⁹. La mise en scène d'un dialogue amical *via* satellite inscrit cette évolution globale dans le registre du symbolique et de la sphère publique tout en présentant un moyen et un secteur ouverts à de futures collaborations entre les deux pays : les communications spatiales.

Cette proximité d'avec les États-Unis reflète par ailleurs la position helvétique en matière de lanceurs spatiaux. Si la Confédération adhère à l'ESRO et se dit tôt en faveur d'un satellite de communication européen, elle ne fera pas partie du Centre européen pour la construction de lanceurs d'engins spatiaux (ELDO), créé en 1963 avec l'objectif de construire un lanceur européen. D'une part, les associations économiques et industrielles helvétiques ne sont pas prêtes à assumer les coûts de la participation nationale. D'autre part, les conseillers influents que sont Golay et Steiner jugent plus stratégique de compter sur la collaboration avec les États-Unis, notamment pour préserver la neutralité helvétique, dès lors que la technologie des lanceurs est plus directement associée à des usages militaires²⁰⁰.

La Confédération va toutefois modifier sa position quelques années plus tard en raison du déséquilibre politique qui caractérise le consortium international Intelsat, fondé en 1964 dans le but d'établir un réseau mondial de communications satellites. L'organe qui représente les États-Unis au sein d'Intelsat, la Comsat, regroupe les principaux opérateurs de communication du pays tels AT&T, ITT ou la RCA. La Comsat possède non seulement 61 % du capital d'Intelsat, mais en assure aussi la gestion ainsi que la responsabilité exclusive du développement, de la construction et de l'exploitation des satellites. Par ailleurs, comme le système de vote repose sur les parts au capital, la Comsat règne *de facto* en maître en raison de son droit de veto. La Suisse fait partie des 19 États membres fondateurs d'Intelsat avec 2 % du capital²⁰¹. Au même titre que les États européens, elle dénonce rapidement le caractère inégalitaire de l'organisation²⁰². Le rapport de force leur étant toutefois défavorable, ils obtiendront uniquement que les Accords de 1964 revêtent un caractère intérimaire. Lors des débats sur leur renouvellement, engagés en 1967, Steiner est alors le représentant suisse au sein d'Intelsat. Il dénonce vertement les firmes étatsuniennes qui, selon lui, ne souhaitent qu'une chose : « *einzig und allein seine eigenen finanziellen und expansionistischen*

¹⁹⁹ FRACHEBOUD Virginie, « La Suisse au service des intérêts américains à Cuba ou le succès de la politique de neutralité et solidarité (1961-1963) », *Relations internationales* 3(163), 2015, pp. 47-62.

²⁰⁰ ZELLMAYER Stephan, *A Place in Space...*, pp. 75-84.

²⁰¹ ZELLMAYER Stephan, *A Place in Space...*, p. 152 [note de bas de page 163].

²⁰² Sur la Suisse et Intelsat, voir : ZELLMAYER Stephan, *A Place in Space...*, pp. 140-174 ; sur la position européenne, voir : KRIGE John et al., *A History of the European Space Agency 1958-1987...*, pp. 424-454.

Interessen [zu] verfolg[en] »²⁰³. En 1971, à la fin de ces négociations qui ne modifient que peu la donne, Berne prend part aux projets européens en matière de lanceurs, désormais convaincue qu'une autonomie spatiale totale de l'Europe vis-à-vis des États-Unis est nécessaire. Au Comptoir suisse de 1962, on ne devine pas ces futures crispations qui vont déterminer la politique spatiale européenne.

Alliant le prescriptif, le descriptif et la mise en scène sublimée, les conférences de la Journée de l'Espace et la communication transatlantique dessinent une intégration des communications spatiales en Suisse sous le signe de l'excellence de l'industrie nationale, de la coopération européenne et de l'amitié entre la Confédération et les États-Unis. Bien que certaines dimensions demeurent significativement dans l'ombre, la Journée constitue un moment d'énonciation important de plusieurs attributs de l'approche suisse aux satellites de communication, ce qui en fait cet «événement satellitaire helvétique». Premièrement, la Journée dessine le cadre institutionnel de la politique satellitaire helvétique. Deuxièmement, la dimension géopolitique de cette intégration est esquissée, se déployant entre la Suisse, l'Europe et les États-Unis – soit au sein du bloc occidental. L'absence de toute mention de l'Union soviétique, qui est alors en tête de la course à l'espace, est d'ailleurs frappante. Enfin et troisièmement, le satellite de communication est associé aux élites diplomatiques, économiques, industrielles et scientifiques.

Cette construction spécifique des communications spatiales n'échappe toutefois pas à la contestation, même si celle-ci demeure marginale. L'organe du Parti du travail, *Voix ouvrière*, commente le spectacle satellitaire du 18 septembre en ces termes :

«[La liaison téléphonique transatlantique est] *sans aucun doute une remarquable réalisation scientifique, mais on ne peut s'empêcher de la trouver légèrement ternie par l'aspect commercial poussé dont on s'acharne à la revêtir. Les compliments délirants à la Nasa, au Comptoir suisse, aux firmes américaines, joints à la proclamation solennelle que Telstar est le produit de l'industrie privée, auraient été avantageusement remplacés par un hommage aux savants, aux techniciens et aux travailleurs qui ont conçu et réalisé le satellite.* »²⁰⁴

²⁰³ « Poursuivre seulement et uniquement leurs propres intérêts financiers et expansionnistes. » Cité par : ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...*, p. 144.

²⁰⁴ « Mardi au Comptoir : Journée de l'Espace », *Voix ouvrière*, 20.9.62. ACV. PP 966/153/1.

Ce court article rend visibles certains acteurs des communications par satellite qui n'ont pas leur place sur l'estrade lausannoise et dessine ainsi une façon de concevoir la nouvelle technologie qui prend en considération le travail humain nécessaire à son développement. Le rédacteur souligne en outre une dimension essentielle de l'exploration de l'espace : elle s'effectue dès le départ sous le signe de sa commercialisation, une dimension présente dans la bouche des officiels tout au long de la Journée de l'Espace, mais pour être célébrée.

Fasciner, éduquer, donner à voir et à toucher

Si la Journée de l'Espace est essentiellement adressée aux élites helvétiques, la conversation transatlantique, l'exposition de la NASA et les démonstrations de *Space mobile* qui l'accompagnent sont également – et peut-être avant tout – destinées au grand public. Qu'est-ce que la foule des visiteuses et des visiteurs voit, touche et entend en matière de communications spatiales lors de la Journée de l'Espace et dans le cadre du Comptoir de 1962 en général ?

Commençons par les conversations transatlantiques qui, en l'absence du satellite, ne donnent accès qu'à une « machinerie » banale pour la période : un combiné téléphonique. En Suisse, le premier réseau téléphonique a été créé en 1880 et, à l'orée de la décennie 1960, on compte déjà 31 appareils téléphoniques pour 100 habitant-es, un ratio qui s'élèvera à 48 en 1970²⁰⁵. Afin de faire d'une conversation téléphonique un spectacle, une série de moyens doivent donc être mis en œuvre. Alors que la cabine téléphonique est installée sur une estrade, Ernest Naef, chef du service de presse du Comptoir, harangue la foule. Muni d'un micro et adoptant un ton à la fois grave et enthousiaste, il s'applique à faire sortir l'événement de l'ordinaire :

« Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, vous allez entendre une expérience sensationnelle entre Washington et Lausanne via Telstar grâce à la collaboration active, à laquelle nous rendons hommage, de la Nasa et du Comptoir Suisse. Actuellement se poursuivent les essais d'ordre technique. Nécessairement, par Telstar, une communication n'est pas aussi rapide en fonction de la première expérience États-Unis - Suisse que peut l'être une conversation entre Lausanne et Pully. Néanmoins, tout à l'heure, tout va brillamment marcher. Nous vous prions d'avoir quelques secondes simplement

²⁰⁵ BUSCHAUER Regine, « Téléphone... ».

de patience. Et vous allez entendre les voix de personnalités éminentes à la tête desquelles nous saluons d'abord son Excellence McKinney, ambassadeur des États-Unis en Suisse. [Applaudissements relativement peu fournis]. »²⁰⁶

Cet extrait met en avant la complexité du processus technique, ce qui est un élément récurrent dans la construction sociale des communications spatiales. L'émission de la RSR, qui diffuse en direct l'événement, donne à cet égard plusieurs informations qui témoignent aussi de la richesse et de la plus-value qu'apportent les archives sonores. Avant que Naef ne prenne la parole pour demander au public de patienter encore un peu, on entend en sourdine une conversation entre McKinney, à Lausanne, et une opératrice en Cornouailles, où se situe la station terrienne pour satellites de Goonhilly. Elle demande à l'ambassadeur de rester en ligne pendant qu'elle essaie d'établir la connexion avec Washington. Les deux tentent d'abord de communiquer en français, mais McKinney comprend mal. L'opératrice britannique passe à l'anglais et, cette fois, c'est elle qui demande à l'Étatsunien, qui a un fort accent, de répéter ce qu'il dit. Entre ces échanges, des silences, les bruissements de la foule et quelques bribes de phrases en anglais comme «*Allo... Wait a minute... Allo ?*» ou «*... Tell me when the connexion is ready*». La journaliste de la RSR présente au Palais Beaulieu, Suzanne Pérusset, interrompt puis reprend successivement les entretiens qu'elle mène sur place auprès de jeunes physiciens à chaque fois que les essais techniques reprennent et semblent durer plus que prévu. Ces hésitations, tentatives ratées, moments de suspension, ainsi que les accents et les langues des interlocuteurs, dessinent l'infrastructure internationale qui se met en branle. Ils rendent la machinerie perceptible, comme le travail humain qu'elle nécessite et certaines étapes du parcours du signal, de Lausanne jusqu'en Cornouailles puis, *via* le satellite, jusqu'à Washington.

Les difficultés rencontrées mettent aussi en évidence le caractère expérimental du réseau et alimentent les discours sur sa «nouveau-té». Comme d'autres moyens de communication et de transport avant lui, le satellite promet d'annuler les distances, ce que David Harvey appelle la «*compression de l'espace-temps*» et qui est une composante essentielle de la modernité²⁰⁷. La durée des essais techniques souligne l'immensité des distances à franchir et, par conséquent, la puissance des communications spatiales. Les liaisons régulières *via* satellite entre la Suisse et le continent américain ne débiteront que trois ans plus tard, avec

²⁰⁶ «La première communication téléphonique USA-Suisse par le satellite Telstar», RSR, 18.9.62, 12 min 13 sec. ARTS.

²⁰⁷ HARVEY David, *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Cambridge, Blackwell Publishers, 1996, pp. 242-249.

la mise en service du réseau Intelsat. Pourtant, la première ligne téléphonique entre la Suisse et les États-Unis a été mise en service dès 1928, grâce à la radio et en passant par Londres²⁰⁸. À partir de juillet 1940, l'émetteur à ondes courtes de Schwarzenbourg a assuré les correspondances et, à partir de 1956, les PTT helvétiques ont loué de nombreux canaux sur des câbles sous-marins. Discuter au-delà des océans n'est donc pas une complète nouveauté. La technologie satellitaire colore néanmoins l'expérience des tons les plus modernes de la seconde moitié du xx^e siècle. Il ne s'agit pas d'une banale liaison téléphonique entre Lausanne et Pully ainsi que veut le faire savoir Naef, mais de quelque chose de plus complexe à réaliser, et donc de plus important.

Les «personnalités éminentes» qui emploient la technologie pour discuter entre elles font également sortir de l'ordinaire ce coup de téléphone. Leur statut social et la teneur de leurs échanges signalent le versant diplomatique des représentations et du développement des communications spatiales. Le spectacle prétend donner à voir et à entendre au grand public la politique internationale se réaliser en direct et sous leurs yeux, le satellite étant alors présenté comme son outil de prédilection. Les discours reposent sur des lieux communs qui allient pacifisme, progrès technique, hégémonie des États-Unis et harmonie des relations diplomatiques entre la puissance occidentale et la Suisse.

Néanmoins, certains instants dévient quelque peu des poncifs officiels pour donner un caractère plus personnel à la conversation. C'est par exemple le cas quand l'ambassadeur McKinney lance à son homologue helvétique : *«En fait, je crois que nous avons déjeuner ensemble à Wahsington jeudi dernier seulement. Et voilà que nous parlons par delà l'Océan atlantique!»* et que Frey lui répond : *«Oh oui, c'est le cas! Quand nous nous sommes vu la dernière fois, nous ne pensions certainement pas que nos voix allaient traverser l'espace extra-atmosphérique»*²⁰⁹. Il est probable que cette interaction a été planifiée tant elle remplit des fonctions centrales dans le spectacle. En mettant en évidence le lien de camaraderie qu'entretiennent McKinney et Frey, elle souligne l'annulation de la distance que permet la technologie ; sa capacité ubiquitaire à l'échelle planétaire. La mise en scène d'une conversation familière entre les deux diplomates laisse aussi entrevoir la future démocratisation des communications spatiales. Certes, pour l'heure, elles sont le pré carré d'hommes prestigieux et sont mises en

²⁰⁸ CHRISTIAN Kobelt, «Centenaire du téléphone en Suisse», *Bulletin technique des PTT* 58(10), 1980, p. 356.

²⁰⁹ «La première communication téléphonique USA-Suisse par le satellite Telstar», RSR, 18.9.62, 15 min 42 sec. ARTS.

œuvre dans l'espace particulier d'une foire commerciale. Mais, comme le montrent ces quelques phrases, le satellite peut aussi être employé par deux simples collègues. Il permet à l'expérience intime, banale, de s'affranchir de la distance ou plutôt, et là est sa nouveauté, de n'importe quelle distance ; l'océan Atlantique dit l'un, l'espace extra-atmosphérique renchérit l'autre.

Cette tension entre démonstration publique et conversation privée renvoie à un autre pan de l'histoire longue du téléphone. De son émergence durant les années 1870 jusqu'à l'entre-deux-guerres et l'ascension de la radio, le téléphone a été employé de deux façons : d'une part, comme un moyen de communication bidirectionnel et privé entre individus ; et, d'autre part, comme un média de radiodiffusion transmettant de manière unidirectionnelle et à une multiplicité d'auditrices et d'auditeurs de la musique, de l'information, du théâtre et même des services religieux²¹⁰. Le premier cas documenté d'un tel emploi remonte à l'Exposition internationale d'électricité de Paris, en 1881. La foule pouvait s'essayer au « Théâtrophone » dans deux salles équipées de combinés qui transmettaient en direct des pièces de l'Opéra de Paris ou du Théâtre français.

En septembre 1962, les deux usages historiques du téléphone se recourent, agissent simultanément. La communication *point-to-point* entre les interlocuteurs n'est pas privée, loin de là. Réalisée en public, elle est également diffusée au sein et au-delà des murs du Comptoir. Alors que des haut-parleurs font entendre la conversation aux badauds présents sur place, la RSR transmet en direct l'expérience sur ses ondes. Le téléphone, dont les usages alternatifs au tournant du xx^e siècle sont qualifiés par l'historien Gabriele Balbi de « *radio avant la radio* »²¹¹, s'allie ici à cette dernière qui en augmente la portée. Ce dispositif multi-médiatique confirme la pertinence d'une approche capable de saisir les interactions constantes entre les technologies *point-to-point* et *broadcasting*, et cela même à une époque où les usages dominants de la radio et du téléphone sont solidement institutionnalisés. Le Comptoir suisse de 1962 fournit ainsi un exemple parlant de la flexibilité historique des médias dont les utilisations et les significations se renouvellent sans cesse.

²¹⁰ À ce sujet, voir notamment : ARONSON Sidney H., « Bell's Electrical Toy: What's the Use? The Sociology of Early Telephone Usage », in DE SOLA POOL Ithiel, *The Social Impact of the Telephone*, Cambridge, MA, MIT Press, 1977, pp. 15-39 ; MARVIN Carolyn, *When Old Technologies Were New...*, pp. 209-216 ; BALBI Gabriele, « Radio before Radio... » ; BALBI Gabriele, BERTH Christiane, « Towards a Telephonic History of Technology... ».

²¹¹ BALBI Gabriele, « Radio before Radio... ».

Pourtant, les dispositifs utilisés pour pallier l'absence matérielle du satellite *Telstar* et faire de cette conversation téléphonique un spectacle semblent avoir une efficacité toute relative. Il ressort en effet de la revue de la presse une image ambivalente de sa réception. Il y a évidemment des louanges : c'est une «réussite complète»²¹², «une expérience du plus haut intérêt»²¹³. Mais le texte journalistique dédié aux conversations transatlantiques est souvent restreint en comparaison de la couverture du reste de la Journée de l'Espace. De plus, des indices pointent vers une certaine indifférence de la part de la foule qui se promène au Palais Beaulieu. Le lendemain, on lit par exemple ces lignes dans la *Gazette de Lausanne* :

«Cette liaison historique entre Beaulieu et Washington, cet exploit technique et scientifique n'a pas – il faut l'avouer – coupé le souffle aux «spectateurs». Car on est blasé, on croit en tout, l'on ne sait plus pour quoi s'émerveiller. [...] Dans les jardins et les halles du Comptoir [...], les visiteurs prêtaient une oreille distraite à ce dialogue. Les mêmes, quelques instants plus tard, pousseront des «oh!» admiratifs devant une machine à éplucher les pommes de terre.»²¹⁴

Cet extrait est précieux pour saisir la température au Comptoir lors du dialogue téléphonique. Mais il nous semble manquer sa cible en faisant preuve de mépris envers le quidam, désintéressé car incapable de saisir la portée de ce moment «historique». À l'inverse, le quotidien socialiste *Le Peuple* relève un élément pertinent pour comprendre l'indifférence relative du public, auquel d'ailleurs le rédacteur s'associe : «Cet exploit nous aurait étonné si nous n'avions assisté à d'autres démonstrations avec transmissions d'images grâce à *Telstar*, entre l'Amérique et l'Europe.»²¹⁵

L'article fait référence à un événement marquant de l'histoire croisée de la télévision et du satellite qui a eu lieu deux mois plus tôt. Le 23 juillet 1962, les téléspectatrices et téléspectateurs étatsuniens, européens et suisses ont pu voir sur leurs petits écrans les premières images de télévision échangées en direct entre les États-Unis et l'Europe via *Telstar*²¹⁶. Alors qu'un câble sous-marin permettait des liaisons téléphoniques transatlantiques depuis 1956, sa capacité de 36 canaux radio ne pouvait supporter un signal de télévision. *Telstar* représente une avancée majeure en assurant 240 canaux

²¹² «Le Comptoir suisse de Lausanne s'est ouvert aux dimensions cosmiques», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 19.2.62.

²¹³ «Aujourd'hui liaison Lausanne-Washington via *Telstar*», *Nouvelle Revue de Lausanne*, 18.9.62.

²¹⁴ «Recherche spatiale : la Suisse doit se mettre sur orbite», *Gazette de Lausanne*, 19.9.62.

²¹⁵ «Au Comptoir suisse de Lausanne. Journée de l'Espace», *Le Peuple*, 19.9.62.

²¹⁶ Annonce dudit programme à la télévision romande dans *Radio-TV Je vois tout*, 19.7.62, p. 20.

radio et un canal de télévision de piètre qualité. Cet acte inaugural de la télévision par satellite a reçu un écho mondial et demeure un jalon dans l'historiographie de la télévision²¹⁷. En Suisse, l'événement a donné lieu à un florilège d'images, d'articles et d'émissions. Autrement dit, le téléphone Lausanne-Washington de septembre fait pâle figure à côté de l'échange télévisé qui l'a précédé. L'usage *télévisuel* de *Telstar* au sein d'une initiative à laquelle participe toute l'Europe occidentale est plus spectaculaire que son emploi pour des *télécommunications*. Le seul son est moins efficace que lorsqu'il s'associe à l'image animée, d'autant plus, qu'en Suisse, les habitant-es bénéficient d'un service régulier de télévision depuis quatre ans seulement. L'expérience de juillet 1962 bénéficie donc du croisement de deux « nouveautés » (relative pour l'une).

Durant les années 1960, cette montée en puissance de la télévision et des écrans en général se manifeste d'ailleurs au sein des expositions qui se renouvellent en intégrant de plus en plus de performances audiovisuelles²¹⁸. En Suisse, l'Exposition nationale de 1964 est exemplaire en présentant un nombre inédit de projections filmiques, de diaporamas, de multi-écrans et d'effets de lumière²¹⁹. L'une de ses attractions les plus populaires est le Circarama. À découvrir dans le hall des Chemins de fer fédéraux suisses, il immerge son public à l'aide de grandes images (fig. 5). En résumé, quand on le replace au sein de son environnement médiatique, on comprend pourquoi le « téléphone Lausanne-Washington » peine à faire percevoir au public du Comptoir la « modernité » des *télécommunications* satellites.

Il faut néanmoins prendre la mesure de l'expérience au sein du dispositif plus large que constitue la foire automnale de 1962. D'autres canaux de médiatisation du phénomène satellitaire complètent la mise en scène de la liaison transatlantique. Ils contribuent à placer les communications spatiales dans ce qu'Alexander Geppert nomme l'« *astroculture* », c'est-à-dire un ensemble hétérogène d'images, d'objets, de médias et de pratiques qui donne du sens à la conquête spatiale et alimente les imaginaires individuels et

²¹⁷ Pour une analyse de l'échange télévisuel de juillet 1962, voir: SCHWOCH James, *Global TV...*; SCHWOCH James, « "Removing Some of the Romantic Aura of Distance and Throwing Merciless Light on the Weaknesses of American Life": Transatlantic Tensions of Telstar, 1961-1963 », in: BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas, HENRICH-FRANKE Christian (éd.), *Airy Curtains in the European Ether...*, pp. 271-294.

²¹⁸ COLOMINA Beatriz, « Enclosed by Images: the Eameses' Multimedia Architecture », *Grey Room* 2, 2002, pp. 6-29.

²¹⁹ LUGON Olivier, « L'exposition automatique: diaporama et électronique à l'Expo 64 », in: LUGON Olivier, VALLOTTON François (éd.), *Revisiter l'Expo 64: acteurs, discours, controverses*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, pp. 366-383.



Figure 5 : Le Circarama installé par les CFF à l'Expo 64 de Lausanne. Sammlung Fotostiftung Schweiz, Winterthur.

collectifs²²⁰. Cette notion permet d'appréhender les communications spatiales dans un cadre plus large, ce qui présente deux avantages : comprendre d'abord comment l'astroculture telle qu'elle se manifeste au Comptoir de 1962 participe à leur construction sociale et symbolique ; identifier ensuite les spécificités des significations et pratiques qui leur sont associées par rapport à d'autres dimensions de la conquête spatiale.

Parmi ces dispositifs de médiatisation, il y a premièrement l'exposition de la NASA sur la recherche spatiale où les satellites (de communication, scientifiques, de météorologie) occupent une place singulière. Comme le montre le plan du pavillon (fig. 6), ils sont à la fois omniprésents et périphériques : l'ensemble des couloirs externes leur sont dédiés, mais ils sont absents du véritable cœur du parcours que constituent les vols habités. La scénographie du pavillon reflète la fascination populaire pour le thème de l'humain dans l'espace en même temps qu'elle reconnaît le rôle décisif mais

²²⁰ GEPPERT Alexander C. T., « European Astrofuturism, Cosmic Provincialism: Historicizing the Space Age », in : GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Imagining Outer Space: European Astroculture in the Twentieth Century*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2012, p. 8.

PLAN DU PAVILLON

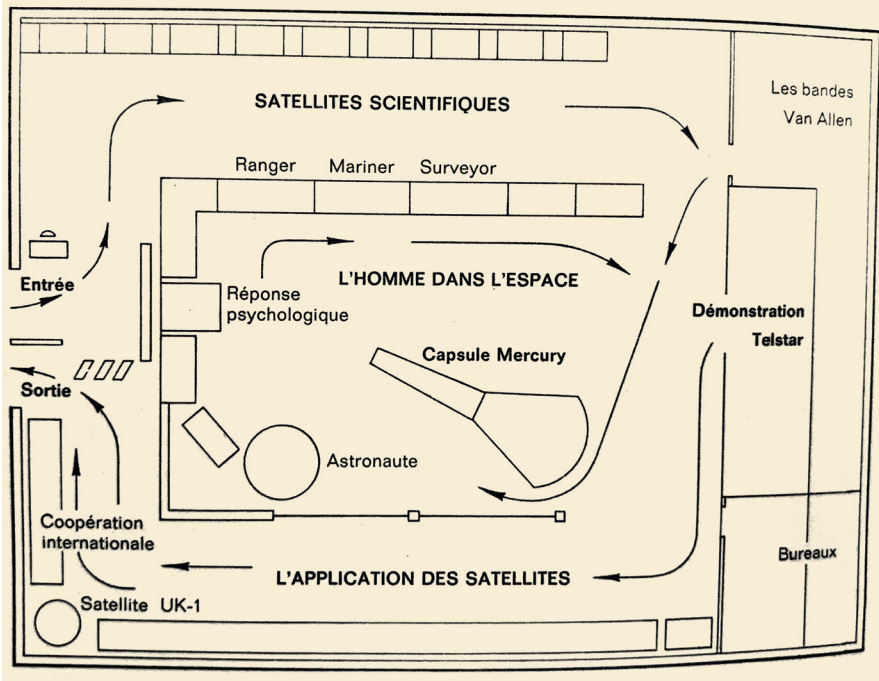


Figure 6 : Plan de l'exposition de la NASA. Feuillet de la NASA « L'Espace au service de l'humanité – USA », s.d. [1962]. ACV. PP 966/582.

plus discret des satellites²²¹. Durant les années 1960, ce sont effectivement les vols habités qui enthousiasment le plus les foules et les médias, du vol inaugural de Youri Gagarine en 1961 à l'événement télévisuel mondial qu'a été l'alunissage de 1969. Mais, comme en rend compte le contenu de l'exposition de la NASA – du moins pour ce qui est des États-Unis –, la première décennie de la conquête spatiale est aussi marquée par l'envoi de centaines de satellites par les deux puissances de la Guerre froide.

²²¹ Pour une description de l'exposition, voir par exemple: GOLAY Marcel, « Grande "première" européenne: l'exposition de la NASA à Lausanne », *L'Homme et l'Espace* 14, 1962, pp. 25-31; « Le Comptoir suisse part à la conquête de l'espace », *Construire*, 5.9.62; Feuillet d'accompagnement de l'exposition, sans nom, s. d. [août-septembre 1962], Offset la Concorde, Lausanne. ACV. PP 966/582

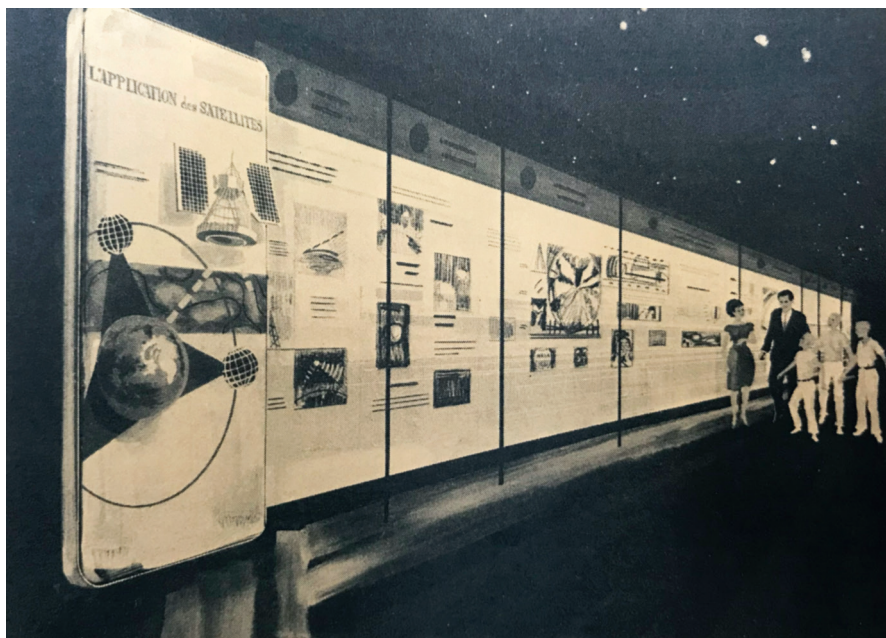


Figure 7 : Dessin du couloir dédié aux applications des satellites dans l'exposition de la NASA. «L'Espace au service de l'humanité – USA», s.d. [1962]. ACV. PP 966/582.

Suivons de plus près le parcours proposé au sein du pavillon et ce qu'il fait découvrir au public sur les satellites. Tout d'abord, ceux-ci sont divisés en deux catégories distinctes : les satellites scientifiques et les satellites d'application, chacun occupant un couloir opposé. Alors que les premiers sont destinés à étudier l'espace extra-atmosphérique dans une perspective de science fondamentale, les seconds ont vocation à fournir des services pratiques, directement utiles à la vie sur Terre. En 1962, il s'agit de satellites de communication et de météorologie auxquels s'ajouteront plus tard des engins dédiés à la navigation et à l'observation de la Terre.

Dans le couloir dédié aux satellites et aux sondes scientifiques, il est par exemple question de l'étude des ceintures de radiations (les bandes Van Allen), découvertes grâce au tout premier satellite étatsunien, *Explorer 1*, lancé en février 1958. Dans la section consacrée aux applications des satellites (fig. 7), une série de tableaux décrit les résultats obtenus par le premier satellite météorologique, *Tiros 1*. Équipé de deux caméras de télévision à

infrarouge, il a photographié la couverture nuageuse de la Terre, réalisant les premières images de télévision depuis l'espace. Cet exemple est intéressant car il dévoile d'autres emplois et dispositifs de la télévision, généralement associée à son usage en tant que média de masse dont les contenus sont regardés dans l'espace domestique. Avec *Tiros 1*, le public apprend que la technologie télévisuelle est employée par les sondes spatiales et que, pour ce faire, la télévision intègre les efforts industriels de miniaturisation de l'appareillage technique spatial qui se doit d'être le plus léger possible. De plus, dans ce cas, les images ne sont pas transmises à large échelle, *broadcasted*, mais circulent au sein d'un circuit-fermé qui se rapproche ainsi bien plus d'un dispositif télécommunicationnel. Enfin, avant que ces images ne circulent plus largement, les personnes qui les reçoivent ne sont pas « le grand public » mais un groupe restreint de scientifiques de la NASA. Le satellite tel qu'exposé à Lausanne indique par conséquent la pluralité historique que recouvre le télévisuel, de ses techniques à ses usages et ses publics.

Dans le même couloir, le visiteur ou la visiteuse découvre aussi les premiers prototypes de satellites de communication de la NASA et les étapes à venir pour le développement d'un service mondial. De manière intéressante, c'est leur fonction en tant que moyen de *télécommunication* qui est mise en avant, et non leur capacité à transmettre de la télévision. Le feuillet qui accompagne le parcours didactique met l'accent sur les futures limites à l'expansion du *téléphone* via les voies conventionnelles et affirme, qu'avec les satellites, « *une façon entièrement nouvelle d'envisager le problème des communications mondiales satisfaisantes et efficaces paraît maintenant possible* »²²². Un autre espace du pavillon est toutefois spécialement dédié à la démonstration du fonctionnement de *Telstar*. L'échange télévisé de juillet 1962 et ce que cela promet pour l'avenir y sont très certainement évoqués.

Dans cette section du pavillon, les panneaux explicatifs et les schémas sont accompagnés d'une maquette de *Telstar* et d'une autre de l'antenne de la station terrienne de Andover, dans le Maine. Grâce à leur miniaturisation, des parties de l'infrastructure transnationale sont à portée de main et le public peut se confronter à une certaine matérialité. La photographie ci-dessous a été prise lors de la visite du pavillon par les invités de la Journée de l'Espace. Ils bénéficient d'une visite guidée par le responsable à la NASA George Manov. Au premier plan, on voit l'antenne d'Andover et, derrière à gauche, on aperçoit

²²² Feuillet « L'Espace au service de l'humanité », s.d. [circa 1962] ACV. PP 966/582.

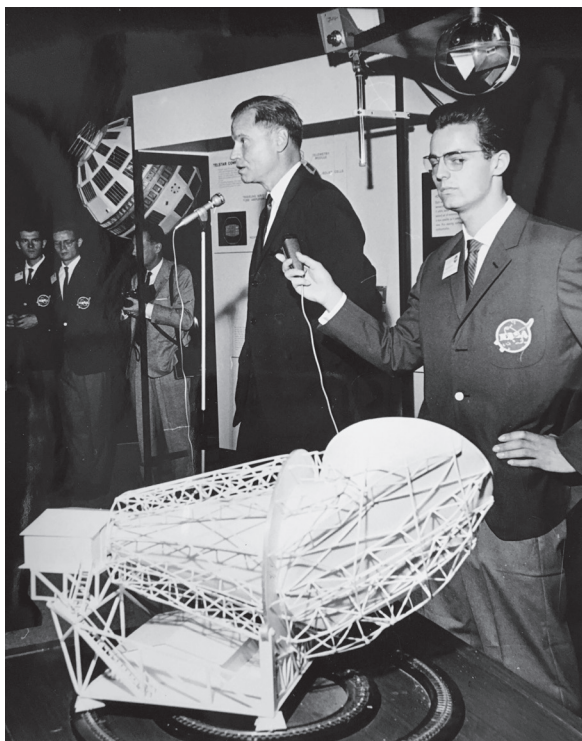


Figure 8 : Visite guidée par Charles Barnes (NASA) du pavillon de la NASA lors de la Journée de l'Espace, ici dans le carré dédié à *Telstar*, 18.9.62. ACV. PP 966/299/6.

la maquette de *Telstar* (fig. 8). Si, lors des conversations téléphoniques du 18 septembre 1962, l'assistance ne voit ni le satellite ni les stations terriennes qui les rendent possibles, elle en a toutefois une impression tangible, sensorielle, grâce au dispositif complémentaire de l'exposition.

Finalement, au sein du pavillon, le thème de la communication fait partie d'un tout qui inclut les fameux vols habités²²³. Le dessin ci-dessous, qui fait partie du dossier de presse, signifie leur importance dans la promotion de l'exposition (fig. 9). Il circule largement dans les journaux en plus d'être reproduit sur le matériel de communication de la foire.

²²³ Pour la Suisse, voir : HAVER Gianni, «La conquête de l'Espace à la Une de la presse illustrée...».

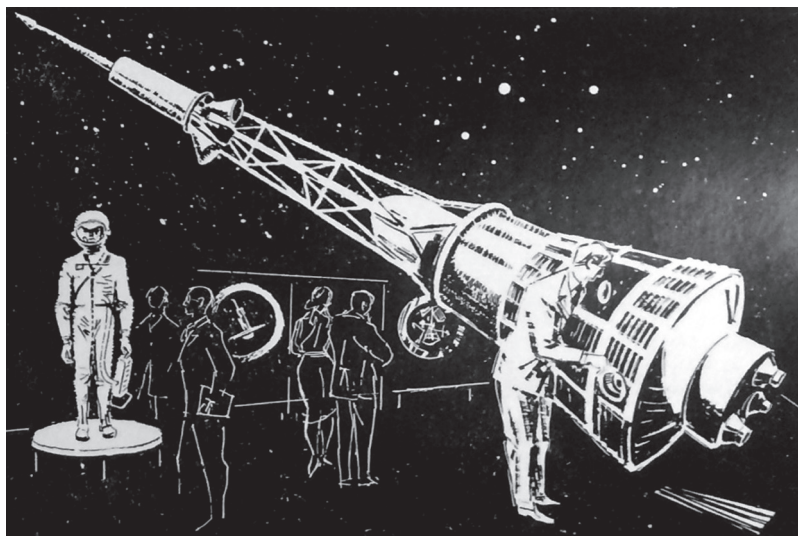


Figure 9 : Dessin de promotion pour l'exposition de la NASA au Comptoir de 1962. Plusieurs reproductions dans la presse. ACV. PP 966/153/1.

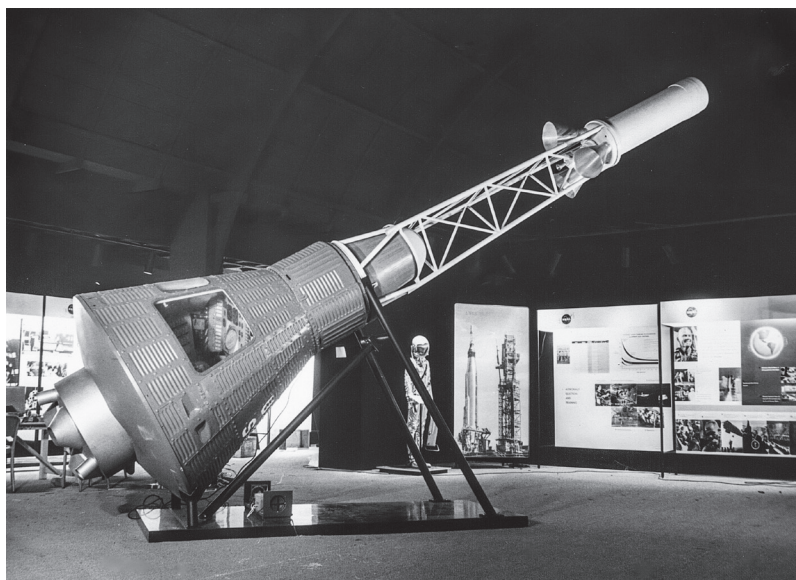


Figure 10 : La salle centrale de l'exposition de la NASA, consacrée aux vols habités. ACV. PP 966/299/2.



Figure 11 : une véritable combinaison d'astronaute exposée dans le pavillon de la NASA. Musée national suisse. LM-179551.22. ASL-Fotoagentur. 1962.

Or, c'est bien la section centrale du pavillon qui est représentée (fig. 10), avec, en évidence, la navette Gemini et un mannequin en combinaison d'astronaute. De manière intéressante, le dessin indique la possibilité pour le public de s'en approcher au plus près, voire de les toucher. Il reproduit la qualité essentielle qu'apporte leur présence matérielle. Comme en écho, la photographie ci-dessous montre des messieurs en complets-vestons au voisinage de la combinaison d'astronaute (fig. 11). Elle est là, elle est tangible et elle suscite visiblement de la curiosité.

Dans le cas de la navette Gemini, sa présence physique produit également un effet évident sur les visiteurs et visiteuses, ce que montre la photographie de jeunes gens se bousculant pour entrer en contact avec elle (fig. 12). Cette archive photographique est précieuse car elle nous donne accès à l'expérience collective, corporelle et émotionnelle du public. Pressés les uns contre les



Figure 12: La capsule Mercury entourée par la foule dans le pavillon de la NASA. Photographie Henry Wyden (DR). ACV. PP 966/299/7.

autres, ces jeunes sont si nombreux qu'ils ne voient qu'en partie les objets exposés. En même temps, la présence de cette foule agglutinée donne à ces derniers une valeur redoublée, celle de véritable attraction. L'expérience sensorielle, immersive, de la visite est aussi façonnée par l'atmosphère du pavillon dont le plafond, d'une couleur obscure, semble avoir été recouvert de petites lumières en guise d'étoiles. Le public évolue dans la pénombre, comme s'il était « dans » l'espace. Une autre photographie dévoile encore une dame souriante, la main posée sur un modèle du satellite scientifique *Ariel 1*, réalisé par la Grande-Bretagne et les États-Unis (fig. 13)²²⁴. Mis en orbite en avril 1962 par le lanceur étatsunien Thor-Delta, il a fait des Britanniques la troisième nation au monde à opérer un satellite. La maquette se trouve à l'emplacement dédié à la collaboration internationale qui clôt habilement la visite : les représentant·es officiels qui parcourront le pavillon

²²⁴ Au sujet de cette collaboration, voir : KRIGE John, « NASA, Space Science, and Western Europe », in : KRIGE John, LONG CALLAHAN Angelina, MAHARAJ Ashok (éd.), *NASA in the World...*, pp. 24-28.

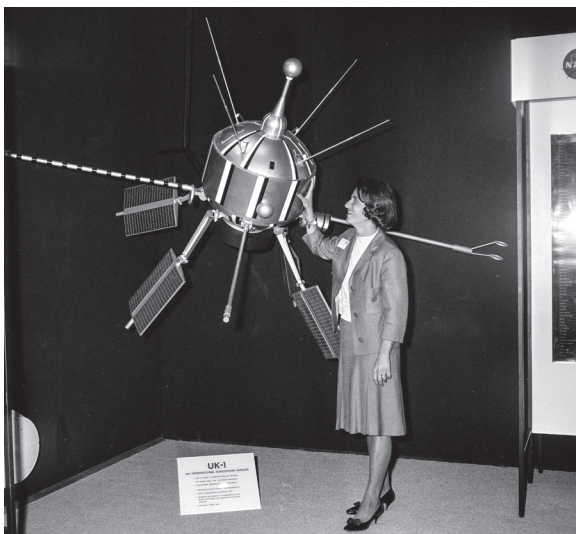


Figure 13 : Une reproduction du satellite *UK-1* exposée dans le pavillon de la NASA, 1962. Musée national suisse. LM-179551.24. ASL-Fotoagentur. 1962.

lors de sa tournée européenne saisiront peut-être cette dernière étape comme une invitation... Les photographies des jeunes gens et de la dame sont d'autant plus intéressantes qu'elles incarnent l'un des objectifs communs de la diplomatie culturelle de la NASA, du Comptoir suisse et des scientifiques et diplomates helvétiques, à savoir atteindre le plus de monde possible, en l'occurrence ici, les femmes et la jeunesse.

Le pavillon de la NASA associe donc des significations et des pratiques aux communications par satellite et à l'exploration de l'espace qui se distinguent de celles promues lors des conférences de la Journée de l'Espace. En y ajoutant d'autres sédiments, l'exposition complexifie l'astroculture qui se déploie lors du Comptoir de 1962. Les relations internationales, les opportunités économiques et les résultats scientifiques y sont certes présents. Mais ils se mêlent à une expérience du toucher, de la vue et de la circulation immersive qui a pour but de gagner l'adhésion du grand public, à savoir, pour la NASA, des citoyens et citoyennes des pays alliés occidentaux. L'échelle proprement helvétique n'est en effet pas présente dans l'exposition qui est destinée à une tournée européenne. Toutefois, à Lausanne, elle fait partie d'un dispositif plus vaste qui en fait une expérience située dans le cadre d'une foire commerciale

vaudoise. Avant ou après sa visite, on boit un verre de vin régional, on assiste à un concours de bovins ou on découvre l'exposition sur la monnaie présentée par l'Union des banques suisses. Ce croisement des échelles et des registres est bien illustré par la photographie qui ouvre ce chapitre où des taureaux et leurs propriétaires, dont l'un d'entre eux porte un gilet traditionnel, posent devant le pavillon sur la recherche spatiale (fig. 1). L'astroculture transnationale s'enrichit de marqueurs identitaires locaux. Par ailleurs, dans le cadre du pavillon, les significations associées aux communications spatiales se construisent avec, mais en marge, du symbole principal de la conquête spatiale, l'envoi d'humains dans l'espace. À l'inverse, les conférences expertes de la Journée de l'Espace tentent de limiter la valeur symbolique et le prestige des vols habités car ils pourraient voiler le message principal à transmettre aux élites suisses : le secteur spatial constitue une opportunité économique dont l'industrie helvétique est capable de se saisir. Finalement, l'exposition sur la recherche spatiale repose sur une culture populaire de la pédagogie scientifique et technique.

Cette dernière dimension s'épanouit complètement dans le cadre des démonstrations de *Space mobiles*. Golay a dû se battre pour qu'elles aient lieu car leurs coûts d'exploitation, à l'instar de ceux de l'exposition, ne sont pas couverts par la NASA. L'agence se cantonne à fournir le matériel, assurer son transport et déléguer un spécialiste francophone²²⁵. Pour l'exposition, le problème financier est réglé en prélevant une taxe d'entrée supplémentaire. Golay et son collègue de l'Observatoire, Gérald Goy²²⁶, ont en outre recruté une trentaine de personnes pour assurer les visites guidées et les démonstrations de *Space mobiles*²²⁷. Afin de payer tout ce beau monde, Golay a démarché les Départements de l'instruction publique des cantons de Vaud et de Genève. Avec le Comptoir lui-même, ils ont chacun consenti 5 000 CHF²²⁸. Ce soutien des institutions éducatives cantonales donne aux établissements scolaires un accès gratuit à toute l'offre de la foire, ce qui contribue à une présence accrue de jeunes gens. Le programme des *Space mobiles* a d'ailleurs été spécialement

²²⁵ Reinhold Steiner à Marc-Antoine Muret, 15.2.62 ; Emmanuel Failletaz à Charles Barnes (Nasa), 14.7.62. ACV. PP 966/582.

²²⁶ « Présidents de la SAG », *Société Astronomique de Genève*, https://www.astro-ge.net/?page_id=3774.

²²⁷ Gérald Goy à Emmanuel Failletaz, 26.7.62 ; liste des personnes engagées comme guides ou démonstrateurs et aides divers, s.d. [circa juillet 1962]. ACV. PP 966/582.

²²⁸ Emmanuel Failletaz à Marcel Monnier (Instruction publique, VD), 30.7.62 ; Marcel Monnier (Instruction publique, VD) à Emmanuel Failletaz, 1.8.62 ; Emmanuel Failletaz à Marcel Monnier (Instruction publique, VD), 2.8.62. ACV. PP 966/582.

conçu pour intéresser les étudiant-es universitaires, du secondaire et issus de formations professionnelles²²⁹.

Selon un rapport de la Foire de Lausanne, ces «*conférences illustrées*»²³⁰ rencontrent «*un succès retentissant*»²³¹. Elles sont données le matin et l'après-midi dans une salle en gradin qui compte 1 000 sièges²³². Un spécialiste présente en des termes accessibles la structure et l'appareillage d'un satellite, la manière dont il est placé en orbite ou encore le fonctionnement d'une fusée²³³. La dimension matérielle est à nouveau centrale. Les démonstrations incluent diverses maquettes en bois et en métal qui les rendent didactiques et vivantes (fig. 14 et 15). Elles revêtent également un caractère spectaculaire en se déroulant sur une scène, devant un public et en reposant sur des éléments séduisants et attirant l'attention. Toutefois, le dispositif des *Spaces mobiles* joue moins sur la fascination de l'audience que sur la transmission de connaissances techniques et scientifiques. L'accent est mis sur la pédagogie. Cela n'empêche pas que les projets récents et prestigieux de la NASA soient abordés, à l'instar des programmes Gemini et Apollo²³⁴. De cette façon, ces démonstrations incarnent le double rôle de la NASA en matière de communication publique : l'agence éduque sur *et* popularise les activités spatiales²³⁵. L'exemple du Comptoir montre que, quasiment dès le lancement du programme itinérant en 1961, cette double fonction vise aussi des territoires situés hors des frontières des États-Unis et se réarticule donc à des objectifs de diplomatie culturelle et scientifique.

En plus des dizaines, voire des centaines de milliers de spectateurs et spectatrices qui viennent assister aux présentations didactiques – le Comptoir de 1962 a enregistré 875 000 entrées²³⁶ –, un même exposé est réalisé pour la Télévision suisse romande (TSR) par le professeur d'astrophysique à l'Université de Genève, Louis Martinet. Comme pour le téléphone Lausanne-Washington, les *Space mobiles* se combinent donc à d'autres médias, notamment audiovisuels, et dépassent ainsi les murs de la foire. D'autres programmes de la TSR et de la

²²⁹ Emmanuel Faillietaz à Charles Barnes (Nasa), 12.7.62. ACV. PP 966/582.

²³⁰ L'exploration de l'Espace, Université de Paris, Palais de la Découverte, s.d., [circa automne 1962]. ACV. PP 966/582.

²³¹ Rapport des Commissions du samedi 22 septembre 1962, p. 2. ACV. PP 966/339 (1962).

²³² Rapport des Commissions du samedi 22 septembre 1962, p. 2. ACV. PP 966/339 (1962); Rapport des Commissions du mercredi 5 septembre 1962, p. 2. ACV. PP 966/339 (1962).

²³³ Rapport des Commissions du samedi 22 septembre 1962, p. 2. ACV. PP 966/339 (1962).

²³⁴ Sur la publicisation de ce programme, voir: MUIR-HARMONY Teasel, *Operation Moonglow...*

²³⁵ ROBERTS Christina, «Knowledge Infrastructures... 2/2».

²³⁶ Rapport de gestion 1962 présenté à l'Assemblée générale ordinaire de la Société coopérative du Comptoir suisse, 2.5.63, p. 3. ACV. PP 966/204/6.



Figures 14 et 15: Démonstration de *Space mobiles* au Théâtre de Beaulieu, 1962.
ACV. PP 966/299/6 et PP 966/299/2.

RSR consacrent des séquences à la Journée de l'Espace alors que la presse de tout le pays contribue à ce mécanisme de diffusion²³⁷. Afin d'assurer cette visibilité médiatique, Golay a mandaté un organisme spécial, le Centre d'information et de public relations (CIPR) qui se charge de solliciter radio, télévision et journaux et d'écrire des articles qui reçoivent ensuite l'imprimatur de Golay²³⁸. À cela s'ajoute le travail du service de communication du Comptoir qui a distribué pas moins de 720 cartes de presse pour la Journée de l'information qui ouvre la foire et qu'inaugure la visite de l'exposition de la NASA²³⁹.

Ensemble, les conférences du matin, la mise en scène du téléphone *via Telstar*, l'exposition de la NASA, les démonstrations de *Space mobile* et leur couverture médiatique confirment les liens étroits entre exposition et médias. Dans le cadre de l'exposition, les médias sont à la fois des nouveautés à montrer, des supports d'exposition et des moyens de faire rayonner l'événement au-delà de son périmètre²⁴⁰. Dans cette perspective, Alexander Geppert identifie les expositions comme des «méta-médias»²⁴¹, à savoir des médias qui incluent et articulent différents médias. Olivier Lugon et François Vallotton préfèrent l'expression «*agent[s] de médiation*»²⁴², ce qui implique de reconnaître leur capacité d'action²⁴³. Dans notre cas, cette faculté à agir sur le réel construit des imaginaires et des pratiques des communications spatiales et de l'exploration de l'espace dans une perspective à la fois helvétique et profondément transnationale.

Le portrait de famille

Au terme de ce chapitre, il est possible d'affirmer que la Journée de l'Espace a constitué un «événement satellitaire helvétique», tant son étude a permis d'identifier les acteurs, les technologies, les pratiques, les expériences, les

²³⁷ Liste des émissions télévisées dans le PV de la séance du groupe de travail du 15 août 1962, CIPR, 20.8.62; «Entretien avec Marcel Golay, directeur de la recherche spatiale en Suisse: l'avenir est dans l'espace», *Micro dans la vie*, RSR, 20.8.62. ARTS; ACV. PP 966/582; Revue de la presse alémanique, tessinoise et romanche. ACV. PP 966/153/3.

²³⁸ PV de la séance du groupe de travail du 10 août 1962, Buffet de la gare à Lausanne, 13.8.62; PV de la séance du groupe de travail du 15 août 1962, CIPR, 20.8.62. ACV. PP 966/582.

²³⁹ Rapport des Commissions du mercredi 5 septembre 1962, p. 4. ACV. PP 966/339 (1962).

²⁴⁰ LUGON Olivier (éd.), *Exposition et médias...*

²⁴¹ GEPPERT Alexander C. T., *Fleeting Cities...*, p. 3.

²⁴² LUGON Olivier, VALLOTTON François, «L'Expo 64 comme médium», in: LUGON Olivier, VALLOTTON François (éd.), *Revisiter l'Expo 64...*, p. 17.

²⁴³ À ce sujet, voir aussi: DAVALLON Jean, «Pourquoi considérer l'exposition comme un média?», *Médiamorphoses* 9, 2003, pp. 27-30.

images, les objets et les imaginaires qui interagissent dans l'intégration des communications par satellite sur le sol suisse au début de l'ère spatiale.

En ce qui concerne le volet diplomatique, la Journée de l'Espace met en évidence le poids de la collaboration internationale dans l'approche du gouvernement helvétique vis-à-vis du secteur, qui balance entre allégeance aux États-Unis et construction de l'Europe spatiale. Avec le temps, un déséquilibre peut être observé en faveur de la seconde qui se donnera pour mission de s'émanciper de la puissance occidentale, en particulier en matière de communications spatiales. Par le biais de la technologie spatiale, la Suisse participe dès lors à l'intégration « *cachée* »²⁴⁴ de l'Europe, ce qui a l'avantage de préserver sa neutralité. Toutefois, l'omniprésence étatsunienne en 1962 est bien le signe d'une réalité géopolitique et technologique avec laquelle la Suisse et les pays européens doivent composer. Quant aux relations de pouvoir à l'échelle helvétique, on les devine par l'énergie que mettent les quelques « convaincus » à persuader de l'opportunité que représente le secteur spatial. Mais la Suisse restera aux marges de l'exploitation de l'espace, investissant peu, mais stratégiquement, dans les projets de l'Agence spatiale européenne. Le comité d'organisation de la Journée de l'Espace, composé de son scientifique diplomate, de représentants du DPF en Suisse et à Washington, d'un délégué de Contraves et du président de la Fédération horlogère, fixe le portrait de famille de la « Suisse spatiale officielle » des années à venir.

La Journée de l'Espace place en outre l'intégration des communications spatiales en Suisse dans une arène spécifique de négociations, une foire commerciale nationale, qui a la vertu de réunir une pluralité de registres. Il a été ainsi possible de montrer que, selon le public et le dispositif, la conception des satellites de communication se nourrit de plusieurs pôles plus ou moins prédominants : pédagogie ; science ; sensorialité ; diplomatie ; échelle helvétique, vaudoise, européenne ou globale ; spectacle ; industrie ; etc. Dans le cadre de la foire, ces éléments *a priori* hétérogènes coopèrent pour façonner une vision idéologique positive et cohérente des communications spatiales qui a la souplesse nécessaire pour correspondre aux objectifs différenciés, mais convergents, des acteurs impliqués dans l'organisation. La technologie est conçue comme un ferment de paix, de prospérité économique, de progrès industriel, d'éducation, de spectacle populaire et de coopération internationale sous le signe de l'amitié entre les États-Unis, l'Europe occidentale et la Suisse.

²⁴⁴ MISA Thomas J., SCHOT Johan, « Introduction: Inventing Europe. Technology and the Hidden Integration of Europe », *History and Technology* 21(1), 2005, pp. 1-19.

La pluralité des dispositifs matériels et immatériels crée un régime politique d'(im)perceptibilité de l'infrastructure des communications spatiales. Les images, les objets, les conférences, la scénographie de l'exposition de la NASA collaborent pour laisser dans l'ombre la conflictualité et les hiérarchies au fondement de l'exploration et de l'exploitation de l'espace. À l'automne 1962 à Lausanne, il n'est pas question de Guerre froide, pas plus que ne sont mentionnés Spoutnik, l'Union soviétique ou Youri Gagarine. Quant à la présence de la Yougoslavie, elle sert à nourrir l'image d'une Suisse et d'un Comptoir neutres, sans heurter les États-Unis. Enfin, les satellites militaires ne font pas partie du couloir du pavillon attractif dédié aux satellites d'application pas plus qu'ils ne figurent dans les démonstrations des *Space mobiles* ou dans la couverture médiatique de l'événement. Le satellite est une technologie de la paix, du lien universel. Surveillance, méfiance, rivalité et destruction sont effacées du narratif.

La Journée de l'Espace est aussi une plateforme privilégiée pour observer la pluralité des interactions intermédiatiques entre le téléphone, la télévision et le satellite et donc rendre compte de la flexibilité historique de leurs significations et usages. Le «vieux» téléphone, parce que *via* satellite, renoue avec sa fonction historique de média *broadcasting*, transmis en public, par haut-parleurs et à la radio. Mais le téléphone transatlantique peine à enthousiasmer. *Telstar* a transmis des images télévisuelles deux mois auparavant et a rendu ainsi planétaire la (relativement) nouvelle télévision. De plus, ce sont les écrans et l'immersion audiovisuelle qui sont désormais les marqueurs de la modernité des expositions. La Journée de l'Espace inclut en outre d'autres pratiques télévisuelles. De la télévision de service public qui diffuse des émissions au sujet du Comptoir à des formes moins connues, à l'instar des caméras de télévision qui photographient la surface terrestre et fonctionnent en circuit fermé, soit non pas en tant que média de masse *broadcasting* mais au sein d'un dispositif qui se rapproche bien plus du *one-to-one* télécommunicationnel. Enfin, dans le cadre du Comptoir de 1962, le satellite, la télévision et le téléphone sont intégrés dans le «méta-média»²⁴⁵ que constitue l'exposition. Là, la mise en scène, les agencements spatiaux, la circulation et le profil des publics ainsi que la sensorialité prennent une importance particulière. Le média exposition contribue de la sorte à associer au satellite, à la télévision et au téléphone des significations, des fonctions, des pratiques, des publics et des images qui sont propres à une foire commerciale.

²⁴⁵ GEPPERT Alexander C. T., *Fleeting Cities...*, p. 3.

Enfin, ce chapitre a certes analysé l'intégration des communications spatiales en Suisse à un moment t et dans un lieu donné. Mais il l'a inscrite, d'une part, dans des évolutions globales, comme l'émergence de la diplomatie scientifique et culturelle à un moment spécifique de la Guerre froide et, d'autre part, dans l'histoire de plus longue durée des foires et expositions et des imaginaires communicationnels qui accompagnent le développement des médias *point-to-point* aussi bien que *broadcasting*. Le « nouveau » satellite s'intègre dans ces histoires.

Chapitre 2

Les publicitaires et « l’or géostationnaire » helvétique : aux origines techno-diplomatiques du premier projet de télévision par satellite suisse

*« On connaît l’impact de la télévision sur la population.
Étant donné qu’il n’y aura d’abord que les États techniquement
très avancés qui auront les moyens techniques et financiers
pour exploiter ce nouveau système, le risque sera grand
que de nombreuses régions soient “arrosées” d’émissions
de télévision sans pouvoir se défendre. »*

Jean-Olivier Quinche (DPF), Télévision directe par satellites
et Conférence administrative de l’UIT (10 janvier au 12 février 1977), 5.1.77.
dodis.ch/49929

Thorn-EMI et les luttes historiques pour le contrôle du champ vertical

Le 14 mai 1980, la société Tel-Sat est créée à Bâle dans le but de lancer un satellite helvétique de radio et de télévision²⁴⁶. Il s'agit du premier projet concret porteur d'une telle ambition. L'étude qui en pose les fondements n'a pourtant pas été rédigée sur le territoire helvétique, ni d'ailleurs par un citoyen ou une citoyenne suisse²⁴⁷. Elle a été conçue à Londres, sous la plume du Britannique James Shaw, directeur des ventes à la Thames Television. Celle-ci fait alors partie du conglomerat industriel Thorn-EMI qui exerce dans des secteurs allant de l'industrie musicale et électronique à la défense militaire²⁴⁸. L'étude de Shaw prévoit en outre que le géant du domaine de l'aérospatial, British Aerospace, se charge de la construction du satellite pour Tel-Sat. L'entreprise n'est pas novice en la matière ; elle a notamment fabriqué plusieurs satellites de communication pour l'Agence spatiale européenne²⁴⁹. Pour finir, on lit çà et là dans la presse que la banque Rothschild de Londres est prête à financer une partie de l'expérience²⁵⁰.

On pourra s'étonner de voir converger ces mastodontes industriels et financiers autour d'un projet de télévision par satellite *suisse*. Évidemment, ce n'est pas un hasard et la raison en est à la fois simple et complexe. Résumons-la à l'extrême : les gains publicitaires potentiels sont énormes. Mais si l'on veut comprendre pourquoi, il faut se tourner vers la Conférence administrative mondiale pour la radiodiffusion par satellite (CAMR-SAT) qui se déroule sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à l'hiver 1977²⁵¹. L'étude de Shaw se fonde sur ses Actes finaux qui ont établi un plan mondial pour la radiodiffusion directe par satellite. Les fréquences et les zones de diffusion pour ce type de service ont été définies et les États du monde entier – excepté ceux du continent américain – se sont vu attribuer une place sur l'orbite géostationnaire

²⁴⁶ J.-Cl. Nicole, Tel-Sat : projet de satellite suisse pour la diffusion directe de programmes télévisés, Conférence de presse, Berne, 22.5.80. ACV. PP 888/101 (1980).

²⁴⁷ Swiss satellite television project-Appraisal, Copyright Prominfrom Geneva, 1980. AFS. E8001C#1988/172#3424*.

²⁴⁸ POTTER Jeremy, *Independent Television in Britain*, vol. 4 : *Companies and Programmes, 1968-80*, Londres, Macmillan, 1990, pp. 54-68 ; GIVEN Jock, « The Commonwealth of Television: EMI's Struggle for a New Medium », *Media History* 17(3), Routledge, 2011, pp. 213-231.

²⁴⁹ GIVEN Jock, « The Commonwealth of Television... ».

²⁵⁰ « Opinion. Bifteck sur orbite », *L'Impartial*, 23.4.80 ; « Consultation nationale pour Tel-Sat », *Reflets de la radio-TV romande*, no. 33/34, 21.8.80. ACV. PP 888/101 (1980) ; « Tel-Sat vor dem Absturz », *Klartext*, février 1981. ASSR. Z 04.8-a.

²⁵¹ « La Conférence mondiale de radiodiffusion par satellite a terminé ses travaux », *Journal des télécommunications* 44(3), 1977, p. 91.

pour y loger un satellite²⁵². Or, la délégation suisse s'est ménagé une place orbitale et une zone de diffusion attrayantes pour qui souhaiterait lancer une télévision internationale en Europe. Compte tenu de l'exiguïté du territoire, l'empreinte du potentiel satellite suisse couvrirait aussi les grands pays voisins, assurant à son exploitant une importante audience. Autrement dit, un marché publicitaire alléchant.

Le présent chapitre interroge cette présence de grands industriels étrangers dans le premier projet suisse de télévision par satellite. Cette démarche mettra en lumière des croisements entre régulation internationale des communications, intérêts commerciaux privés et politiques helvétiques des médias, ces croisements exerçant une influence décisive sur l'intégration des communications par satellite en Suisse.

Pour ce faire, deux notions seront utilisées : « le champ vertical » et la « techno-diplomatie ». Lisa Parks conçoit le « champ vertical » comme l'espace comprenant l'air, le spectre des fréquences et les différentes orbites de la Terre²⁵³. Elle le définit comme un territoire disputé, traversé par des luttes pour « l'hégémonie verticale ». Ces luttes se traduisent par une variété d'efforts pour occuper et contrôler le champ vertical afin d'assurer une domination sur Terre. Quant au terme « techno-diplomatie », Andreas Fickers l'emploie pour qualifier les processus conflictuels de standardisation technique et de régulation internationale dont les activités de l'UIT constituent un exemple parfait²⁵⁴. L'établissement de telles normes voit s'affronter les agendas politiques, économiques et industriels des nombreux acteurs qui prennent part à des débats durant lesquels les arguments techniques et les manœuvres stratégiques se confondent. Dans le domaine des communications, la techno-diplomatie concerne des infrastructures et des ressources essentielles du champ vertical telles que la télégraphie sans fil, les satellites, le spectre des fréquences ou les orbites de la Terre. On peut donc dire que la techno-diplomatie dans le domaine des communications constitue l'une des formes de lutte pour l'hégémonie verticale.

²⁵² Actes finals de la Conférence administrative mondiale pour la radiodiffusion par satellite, Genève, UIT, 1977.

²⁵³ PARKS Lisa, *Rethinking Media Coverage: Vertical Mediation and the War on Terror*, Londres, Routledge, 2018.

²⁵⁴ FICKERS Andreas, « Cold War Techno-diplomacy: Selling French Colour Television to the Eastern Bloc », in : BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas, HENRICH-FRANKE Christian (éd.), *Airy Curtains in the European Ether...*, pp. 77-100 ; FICKERS Andreas, GRISET Pascal, *Communicating Europe...*, pp. 109-158 ; BALBI Gabriele, FICKERS Andreas (éd.), *History of the International Telecommunication Union...* ; pour des réflexions interdisciplinaires sur les processus de standardisation technique, voir : SCHUELER Judith, FICKERS Andreas, HOMMELS Anique (éd.), *Bargaining Norms, Arguing Standards: Negotiating Technical Standards*, The Hague, STT Netherlands Study Centre for Technology Trends, 2008.

Ce chapitre met au travail ces notions en trois temps. La première partie a pour objectif de montrer que le projet Tel-Sat repose sur une organisation juridique spécifique du champ vertical qui est le fruit de luttes techno-diplomatiques au sein de l'UIT. Cette organisation spécifique découle en particulier du contexte de Guerre froide et de décolonisation, d'une part, et d'une certaine vision idéologique de la télévision par satellite, d'autre part. Sur ce dernier point, il est montré que le *broadcasting* satellitaire, associé à l'image télévisuelle, engendre des réponses techno-diplomatiques différentes de celles appliquées aux télécommunications. La deuxième partie s'intéresse à la place de la Suisse dans cette organisation du champ vertical, une place qui est le résultat d'une stratégie menée à la Conférence de 1977 et qui vise à préserver les intérêts de la Confédération. Le modèle de télévision par satellite suisse qui en découle est ensuite réinterprété par Thorn-EMI pour servir d'autres fins. La troisième et dernière partie change d'échelle et de lieu : elle quitte les couloirs et salles de conférences de l'UIT pour étudier comment l'organisation internationale du champ vertical est renégociée après la Conférence de 1977 par la politique des médias des États. Elle se penche sur les débats en Suisse provoqués par la création de Tel-Sat et sur leur résolution par l'édiction d'un arrêté fédéral sur la radiodiffusion par satellite en 1987. La politique helvétique en matière de télévision par satellite est ensuite mise en regard de celle du Luxembourg afin de comprendre pourquoi cet autre « petit pays au cœur de l'Europe » va devenir un acteur hégémonique du champ vertical européen au tournant des années 1990.

A. La Conférence sur la radiodiffusion directe par satellite de 1977 : un tournant dans l'histoire de la régulation internationale des communications

La CAMR-SAT de 1977 s'attache à réguler un type particulier de communication spatiale : la radiodiffusion directe par satellite (RDS). Officiellement, la RDS a été définie par l'UIT en 1971 comme un « [s]ervice de radiocommunication dans lequel des signaux émis ou retransmis par des stations spatiales sont destinés à être reçus directement par le public en général »²⁵⁵. L'expression concerne exclusivement la radio et la télévision par satellite, excluant les usages *point-to-point*. Par ailleurs, la RDS implique

²⁵⁵ Définition citée par : COLLIARD Claude-Albert, « Les satellites de diffusion directe », *Annuaire français de droit international* 18(1), 1972, p. 720.

un mode de réception *direct*, c'est-à-dire sans intermédiaire. Concrètement, cela signifie que les satellites voués à ce type de transmission doivent être suffisamment puissants pour que leurs signaux puissent être captés par des antennes de taille réduite, communautaires ou individuelles. Les antennes individuelles, plus petites, ont aussi un coût plus abordable : le public peut en installer une sur son balcon ou sur le toit de sa maison. Jusque dans les années 1980, qui voient ce type de satellites mis en orbite, les signaux satellitaires (téléphoniques, de radio ou de télévision), relativement faibles, doivent transiter par des stations terriennes dotées d'immenses paraboles. Ces infrastructures lourdes et coûteuses réinjectent ensuite les contenus « venus du ciel » dans le réseau terrestre traditionnel. De cette manière, la télévision et la radio par satellite sont intégrées au fonctionnement coutumier du réseau de communication. De plus, parce que les stations terriennes sont détenues par les PTT nationaux ou par des câblodistributeurs soumis à des lois, elles constituent un moyen de contrôle gouvernemental entre le champ vertical « international » et le territoire national « horizontal ». Ce contrôle est mis sous pression par les capacités de la RDS à atteindre directement tous les foyers munis d'une petite parabole.

Cette tension entre satellites et souveraineté nationale n'a pas attendu les premières expériences de RDS pour émerger, bien au contraire. La perspective d'une télévision directe par satellite anime les discussions technodiplomatiques et les imaginaires sur les satellites dès le début de l'ère spatiale. Les satellites sont immédiatement associés à une forme de communication mondiale, ubiquitaire, de masse et directe ; presque archétypale. La capacité qu'on leur attribue de gommer les frontières, couplée à une diffusion instantanée à l'échelle de la planète entière, suscite craintes et espoirs qui se divisent schématiquement entre la vision d'un monde globalisé et pacifié grâce à ce moyen de communication planétaire et la peur qu'il serve de redoutable outil de propagande. Alors que les télécommunications (*one-to-one*) et la radio par satellite sont aussi associées à ce type de discours, c'est la télévision qui apparaît comme le média le plus puissant et le plus subversif car il transmet des images en « direct », différentes de celle « enregistrées » du cinéma²⁵⁶. Dans un commentaire de 1984 à propos des débats provoqués par la perspective de la RDS depuis les années 1960, le professeur de droit Howard C. Anawalt offre un bon exemple de cette perception spécifique de la télévision en la qualifiant

²⁵⁶ URICCHIO William, « Storage, Simultaneity, and the Media Technologies of Modernity », in : FULLERTON John, OLSSON Jan, *Allegories of Communication: Intermedial Concerns from Cinema to the Digital*, Rome, John Libbey, 2004, pp. 123-138.

de moyen de communication extrêmement puissant et de force économique et politique capable de « *set the agenda* »²⁵⁷, ou fixer l'ordre du jour.

Comme nous le montrerons dans cette première partie, les potentialités associées à la télévision directe par satellite et leur inscription dans le contexte de la Guerre froide et des décolonisations vont avoir une incidence significative sur son traitement juridique multilatéral. La Conférence sur la RDS de 1977, qui a la tâche d'établir son cadre légal, témoigne de la façon particulière dont est perçu ce mode de diffusion en signant deux ruptures dans l'histoire longue de la régulation des communications transnationales depuis le début du xx^e siècle. La première implique le traitement juridique de la souveraineté nationale ; la seconde concerne le mode d'allocation des ressources du champ vertical.

La souveraineté nationale à l'épreuve des ondes

La couverture de la revue de l'UIT de janvier 1977 traduit une vision idéologique répandue de la télévision directe par satellite (fig. 16). Le photomontage place au premier plan des hommes, de dos et dans la pénombre, le visage tourné vers un écran de télévision qui les surplombe. Leur turban, leurs vêtements et leur position assise sur le sol doivent signifier leur exotisme pour le lectorat occidental qui associe ces attributs à un « ailleurs lointain » en même temps qu'à un certain archaïsme. L'écran de télévision – sur lequel apparaît un rond noir qui représente la Terre et sur lequel on peut lire « UIT, Conférence mondiale de radiodiffusion par satellite, Genève 1977 » – symbolise l'inverse : la modernité (occidentale). Cette lecture est confirmée par la légende de l'image : « *La radiodiffusion par satellite : bientôt un nouvel auxiliaire au service du développement* »²⁵⁸. Tandis que les années 1970 ont été proclamées « Deuxième décennie du Développement » par les Nations Unies²⁵⁹, la télévision directe par satellite doit donner accès à la modernité aux populations des pays anciennement colonisés que l'on appelle alors « sous-développés »²⁶⁰. On remarque à cet égard que les hommes figurant

²⁵⁷ ANAWALT Howard C., « Direct Television Broadcasting and the Quest for Communication Equality », *Michigan Journal of International Law* 5(1), 1984, p. 362.

²⁵⁸ « Sommaire », *Journal des télécommunications* 44(1), 1977, p. 1.

²⁵⁹ WAGNER Léonie Jana, « Les décennies du développement de l'ONU, 1960-1990 », *Hypothèses* 16(1), 2013, pp. 327-338.

²⁶⁰ RIST Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.



Figure 16 : Couverture de la revue mensuelle de l'UIT consacrée à la Conférence sur la radiodiffusion directe par satellite de janvier 1977. *Journal des télécommunications* 44(1), 1977.

sur la couverture ont pour seule fonction d'incarner ces pays : ils n'ont ni visage, ni nom, ni nationalité. Selon cette vision hiérarchisée du monde, la capacité des satellites à traverser les frontières, à atteindre la planète entière, est présentée comme un bienfait au service du « progrès ».

À cet « imaginaire infrastructurel » de la télévision directe par satellite s'oppose un autre qui conçoit la circulation internationale des programmes *via* la technologie spatiale comme un danger pour ces mêmes pays moins industrialisés. En 1972, lors d'une rencontre du Groupe de travail onusien sur la RDS, le délégué algérien, Hadj Azzout, la synthétise avec clarté :

*« On ne saurait trop insister sur la nécessité de protéger la souveraineté de nos jeunes Etats de toute ingérence étrangère. De fait, la télévision par satellite soulève la question de la préservation de l'héritage culturel des peuples et de l'originalité de nos cultures nationales. [...] Nous devons nous assurer, ici et maintenant, que la circulation des idées et de l'information ne se fera pas à sens unique et qu'elle ne deviendra pas un instrument d'impérialisme culturel, surtout quand on sait que cette nouvelle technique restera encore longtemps entre les mains de quelques nations plus avancées. »*²⁶¹

Cette politisation du champ vertical *via* des visions contrastées des communications transnationales n'est pas propre à l'ère spatiale. La propagande depuis les airs est une pratique ancienne, comme l'a par exemple documenté Thibault Ghislain avec une étude sur l'usage de montgolfières pour le largage de tracts aériens durant le siège de Paris de 1870-1871²⁶². Le chercheur dit de ce type de pratiques – qui se poursuivent ensuite par avion – qu'elles constituent une forme de *broadcasting* préfigurant les médias de masse du *xx^e* siècle. Comme il est redouté (ou espéré) en matière de télévision directe par satellite, les tracts sont distribués « depuis le ciel » à une large audience étrangère sans que les gouvernements concernés puissent y faire quelque chose. Sur le plan du droit international, le problème de la « liberté de l'air » est d'ailleurs largement débattu à partir du début du *xx^e* siècle, à la suite des premiers pas de la télégraphie sans fil et de l'aviation²⁶³. La télégraphie sans fil permet de se passer des fils

²⁶¹ Cité par : DE SOLA POOL Ithiel, « Direct Broadcast Satellites and the Integrity of National Cultures », in : NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I. (éd.), *National Sovereignty and International Communication*, Nordwood N.J., Ablex, 1979, p. 137.

²⁶² THIBAUT GHISLAIN, « La carte et l'auditoire. Les spatialités des tracts aériens », *Transbordeur : photographie histoire société* 6, 2022, pp. 48-57.

²⁶³ Voir par exemple : LEE Blewett, « Sovereignty of the Air », *The American Journal of International Law* 7(3), 1913, pp. 470-496 ; BUXTON S. W., « Freedom of Transit in the Air. The Present Position and How it Has Been Reached », *Economica* 16, 1926, pp. 49-57 ; COOPER John C., « High Altitude Flight

électriques pour transmettre des messages qui transitent dès lors *via* le spectre des fréquences. Autrement dit, elle fait fi des frontières nationales. À cette époque, les solutions juridiques oscillent déjà entre deux pôles qui vont marquer les débats sur les satellites de communication : la liberté absolue de l'air et la stricte souveraineté des États sur l'espace au-dessus de leur territoire. Au début du siècle, la liberté de l'air est actée en matière de télégraphie sans fil. Mais la question resurgit à la faveur des débats multilatéraux successifs sur les nouvelles technologies de communication.

Les rivalités internationales remettent régulièrement en question l'organisation juridique du champ vertical. À partir de la moitié des années 1930 par exemple, alors que l'usage des ondes courtes se développe et que les relations intra-européennes se crispent, le brouillage de signaux étrangers devient une pratique courante que la Seconde Guerre mondiale généralise²⁶⁴. Après une courte accalmie, les brouillages reprennent de plus belle durant les années 1950, à mesure que le conflit entre les puissances victorieuses s'exacerbe. Au sein des arènes multilatérales, l'(il)légalité de la pratique est discutée à partir de l'article sur la liberté d'expression et d'information de la Déclaration des droits humains de 1948 qui stipule le droit «*de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit*»²⁶⁵. Cet article constitue l'inspiration principale de la politique communicationnelle des États-Unis durant la Guerre froide, fondée sur le *free flow of information*. Ce principe applique au domaine de la communication le libre-échangeisme économique que promeut tout aussi vigoureusement la puissance occidentale²⁶⁶. Dans la droite ligne de la liberté de l'air du début du siècle, le *free flow of information* exprime aussi bien l'hégémonie politique et technologique des États-Unis que leurs intérêts géopolitiques. Défendre la liberté de l'air alors qu'ils ont les moyens de dominer les communications internationales constitue un canal pour asseoir leur hégémonie ; une volonté qu'une régulation plus stricte pourrait freiner.

and National Sovereignty», *The International Law Quarterly* 4(3), 1951, pp. 411-418 ; GOEDHUIS D., «Sovereignty and Freedom in the Air Space», *Transactions of the Grotius Society* 41, 1955, pp. 137-152 ; MOON Albert I., «A Look at Airspace Sovereignty», *Journal of Air Law and Commerce* 29(4), 1963, pp. 328-345 ; JOHNSON David H. N., *Rights in Air Space*, Manchester, Manchester University Press, 1965.

²⁶⁴ SAVAGE James G., *The Politics of International Telecommunications Regulation*, New York ; Londres, Routledge, 1989, p. 138 ; RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, *La voix de la Suisse à l'étranger...*, pp. 138-142.

²⁶⁵ Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10.12.48. En ligne : <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>.

²⁶⁶ LEMBERG Diana, *Barriers Down: How American Power and Free-Flow Policies Shaped Global Media*, New York, Columbia University Press, 2019 ; NORDENSTRENG Kaarle, «Free Flow Doctrine in Global Media Policy», in : MANSELL Robin, RABOY Marc (éd.), *Handbook on Global Media and Communication Policy*, New York, Blackwell, 2011, pp. 79-94.

Les débuts de l'ère spatiale et le contexte politique mondial des années 1960 et 1970, caractérisés par la Guerre froide mais aussi par les décolonisations, donnent lieu à une remise en cause inégalée de ces principes jusqu'alors dominants. Et la télévision par satellite occupe une place de choix dans ces luttes renouvelées pour le contrôle du champ vertical.

C'est au milieu des années 1960, dans le cadre de l'élaboration du Traité de l'Espace, que les premières critiques contre la liberté de l'air en matière de technologies spatiales ont été exprimées²⁶⁷. Le représentant soviétique redoute que la télévision par satellite devienne un vecteur privilégié de propagande²⁶⁸, un sentiment que partagent les délégués de la République arabe unie, du Mexique, du Brésil et de l'Inde²⁶⁹. Durant les années suivantes, les pays du Sud développent leur propre critique du *free flow of information* qu'ils accusent de favoriser le déploiement de formes d'impérialisme culturel²⁷⁰. Alors que les radios internationales d'anciennes métropoles sont déjà perçues par les États fraîchement indépendants comme des canaux néocoloniaux, la perspective de la télévision directe par satellite exacerbe ce sentiment. Au son de la radio s'ajoute la puissante image de télévision mais aussi l'infrastructure satellitaire. Lourde et coûteuse, elle est *de facto* le pré-carré des puissances économiques et industrielles mondiales. Sur le terrain des luttes juridiques, les pays du Sud et les pays socialistes opposent donc au principe du *free flow of information* celui du consentement préalable, à savoir l'obligation d'obtenir en amont l'accord des États étrangers atteints par les signaux d'un satellite de diffusion directe²⁷¹.

²⁶⁷ FOLLIS Luca, « The Province and Heritage of Humankind: Space Law's Imaginary of Outer Space, 1967-79 », in : GEPPERT Alexander C.T. (éd.), *Limiting Outer Space: Astroculture After Apollo*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 183-205.

²⁶⁸ Pour un compte-rendu détaillé des discussions sur la RDS à l'ONU, voir : QUEENEY Kathryn M., *Direct Broadcast Satellites and the United Nations*, Alphen aan der Rijn, Sijthoff & Noordhoff, 1978.

²⁶⁹ DE SOLA POOL Ithiel, « Direct Broadcast Satellites... », p. 130.

²⁷⁰ NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I., « Direct Satellite Broadcasting: Exemplar of Challenge to National Sovereignty », in : NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I. (éd.), *National Sovereignty and International Communication*, Nordwood N.J., Ablex, 1979, pp. 113-119; PLOMAN Edward W., « Satellite Broadcasting, National Sovereignty, and Free Flow of Information », in : NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I. (éd.), *National Sovereignty and International Communication*, Nordwood N.J., Ablex, 1979, pp. 154-165; SPARKS Colin, *Globalization, Development and the Mass Media...*

²⁷¹ Les débats multilatéraux sur la régulation de la RDS ont fait l'objet de nombreuses études de droit international. Voir par exemple : DALFEN C. M., « Direct Satellite Broadcasting: Towards International Arrangements to Transcend and Marshal the Political Realities », *The University of Toronto Law Journal* 20(3), 1970, pp. 366-374; COLLIARD Claude-Albert, « Les satellites de diffusion directe... »; COURTEIX Simone, *Télévision sans frontières*, Paris, Economica, 1975, pp. 267-278; FERRER M. A., « Mémoire sur la télévision directe par satellites et ses normes d'utilisation », *Revue de l'UER* 26(1), 1975, pp. 58-74; QUEENEY Kathryn M., *Direct Broadcast Satellites...*; FREEMAN Jennifer, BOND Stephen R., « Direct Broadcast Developments and Directions: the National Sovereignty and Cultural Integrity

Les débats s'engagent au sein du Groupe de travail onusien consacré à la RDS, formé en 1969²⁷². La délégation soviétique adopte les positions les plus radicales en faveur du consentement préalable, allant jusqu'à estimer légitime la destruction du satellite en question si un accord en amont n'a pas été donné²⁷³. Les délégations du Sud soutiennent la position soviétique alors que les États-Unis demeurent les fervents partisans d'une liberté totale de la circulation de l'information²⁷⁴. Cette posture est partagée par une poignée de pays industrialisés²⁷⁵. Cependant, la plupart d'entre eux sont favorables à une application souple mais bien réelle du principe de consentement préalable. Cette troisième voie se manifeste par les efforts répétés de la Suède et du Canada qui recommandent qu'un accord explicite précède la mise en opération d'un système dans une région donnée²⁷⁶. Cette approche est encouragée par plusieurs pays occidentaux, dont la Suisse²⁷⁷. Les potentialités subversives de la télévision directe par satellite les préoccupent tout autant car la plupart d'entre eux, à l'image des pays du Sud, ne disposent pas des capacités industrielles et financières pour exploiter un tel système. Ce soutien occidental au principe du consentement préalable et le nombre croissant de pays du Sud dans les arènes onusiennes à mesure que la décolonisation progresse permettent de le faire valider dans

Positions», *Proceedings of the Annual Meeting (American Society of International Law)* 74, 1980, pp. 302-317; ANAWALT Howard C., «Direct Television Broadcasting...»; COURTEIX Simone, «Vers un code de conduite des relations télévisuelles européennes par satellites», *Annuaire français de droit international* 30(1), 1984, pp. 836-852; CHRISTOL Carl Q., «Prospects for an International Legal Regime for Direct Television Broadcasting», *The International and Comparative Law Quarterly* 34(1), 1985, pp. 142-158; PAUL Joel R., «Images from Abroad: Making Direct Broadcasting by Satellites Safe for Sovereignty», *Hastings International and Comparative Law Review* 9(2), 1986, pp. 329-375; LUTHER Sara Fletcher, *The United States and the Direct Broadcast Satellite: the Politics of International Broadcasting in Space*, New York, Oxford University Press, 1988; FJORDBAK Sharon, «The International Direct Broadcast Satellite Controversy», *Journal of Air Law and Commerce* 55(4), 1990, pp. 903-938; ACHILLEAS Philippe, *La télévision par satellite : aspects juridiques internationaux*, Paris, Montchrestien, 1997.

²⁷² Formé de membres de la CUPEEA, mais aussi de l'Unesco et de l'UIT, il se réunira cinq fois jusqu'en 1974. QUEENEY Kathryn M., *Direct Broadcast Satellites...*

²⁷³ QUEENEY Kathryn M., *Direct Broadcast Satellites...*, p. 97-101; PAUL Joel R., «Images from Abroad...», p. 351; FJORDBAK Sharon, «The International Direct Broadcast Satellite...», pp. 914-915.

²⁷⁴ NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I., «Direct Satellite Broadcasting...», p. 116.

²⁷⁵ Bien que moins radicaux, la Grande-Bretagne, la Belgique et le Japon notamment défendent aussi une vision libérale de la radiodiffusion par satellite. DE SOLA POOL Ithiel, «Direct Broadcast Satellites...», p. 134.

²⁷⁶ QUEENEY Kathryn M., *Direct Broadcast Satellites...*, pp. 74-76 et 148-150; FREEMAN Jennifer, BOND Stephen R., «Direct Broadcast Developments...», pp. 307-309; ANAWALT Howard C., «Direct Television Broadcasting...», p. 364-365.

²⁷⁷ Pour les discussions au sein du gouvernement suisse sur la question du *free flow of information* dans le domaine des satellites de RDS, voir: E2003A#1988/15#1493*.

plusieurs textes multilatéraux²⁷⁸. Mais ces résolutions et déclarations ne sont pas légalement contraignantes et les dissensions persistantes empêchent la signature d'une convention ayant force de loi.

La CAMR-SAT de 1977 fait exception. Elle valide justement le consentement préalable et le principe de souveraineté nationale dans un texte juridiquement contraignant, à savoir ses Actes finaux. Cette rupture significative tient au fait que l'institution onusienne est prétendument chargée d'affaires « strictement techniques » et apparaît donc moins politisée que l'Assemblée générale²⁷⁹. La conférence met ainsi en application un article ajouté au Règlement des radiocommunications en 1971 déjà :

*«Lorsqu'on définit les caractéristiques d'une station spatiale du service de radiodiffusion par satellite, tous les moyens techniques disponibles sont utilisés pour réduire au maximum le rayonnement sur le territoire d'autres pays, sauf accord préalable de ces derniers.»*²⁸⁰

Autrement dit, en 1977, la télévision directe par satellite est avant tout définie comme un moyen de communication « national » et, quand les émissions dépassent volontairement les frontières, cela doit être réalisé en accord avec les territoires concernés. On est donc loin de la vision archétypale d'une télévision qui atteindrait sans aucune entrave et « directement » tous les humains de la planète. La géopolitique a façonné et transformé le champ vertical ; ses relations avec la surface de la Terre ne sont pas « directes » mais médiées par des normes techniques et juridiques qui privilégient la valeur nationale.

²⁷⁸ Comme une résolution soviétique adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1972, la Déclaration sur la RDS de l'Unesco de 1972 ou la résolution des Nations Unies sur les principes en matière de télévision directe par satellite de 1982.

²⁷⁹ L'institution est concernée tôt par la réception directe de programmes par satellite. En 1963 déjà, un comité a été chargé d'en étudier la faisabilité technique, reflétant ainsi l'intérêt comme le souci international précoce pour ce média. « Conférence des radiocommunications spatiales. Fructueux résultats », *Journal des télécommunications* 30(12), 1963, pp. 366-369.

²⁸⁰ ADD. 428A Spa-2, *Actes finals de la Conférence administrative mondiale des télécommunications spatiales*, Genève, UIT, 1971.

Les ressources du champ vertical : contester le principe du « premier arrivé, premier servi »

Le respect de la souveraineté nationale n'est pas la seule inquiétude des États qui n'ont pas la capacité industrielle d'opérer leur propre satellite de communication (*broadcasting* et *point-to-point*). Dès les années 1960, ils redoutent également que, le jour où ils en seront en mesure, le champ vertical soit tellement saturé de satellites et de signaux qu'il ne sera pas possible d'en ajouter. Ils craignent qu'il ne reste plus assez de ressources verticales pour qu'ils aient véritablement accès aux communications spatiales.

Là aussi, la question n'est pas nouvelle et remonte au moins au début de la télégraphie sans fil. Cette dernière, en utilisant le spectre des fréquences pour faire circuler des messages, signe en effet ce que Maria Rikitienskaia, Gabriele Balbi et Katharina Lobinger ont appelé une phase sans précédent de la « *médiatisation de l'air* »²⁸¹. Ce phénomène historique est compris comme la progressive saturation de l'éther – du champ vertical – par des techniques de communication. Désormais, afin d'éviter brouillages et interférences, il est nécessaire d'ordonner les fréquences du spectre. Sous le patronage de l'Union télégraphique internationale (UTI), elles sont alors allouées selon leurs usages et les pays qui y ont recours. La télégraphie sans fil modifie de la sorte la perception et la valeur juridique, économique et politique du champ vertical car il devient un lieu à réguler et à contrôler en même temps qu'une ressource exploitable à des fins commerciales, militaires et civiles.

L'ère spatiale marque une nouvelle étape significative dans la médiatisation de l'air. Les technologies satellitaires repoussent de manière inédite les limites du champ vertical dont de nouvelles parties deviennent utilisables par des systèmes de communication. Aux fréquences viennent s'ajouter les différentes orbites de la Terre sur lesquelles se mettent à graviter des satellites capables d'envoyer des messages à l'échelle de la planète. Comme au moment de l'émergence de la télégraphie sans fil, ces nouvelles ressources prennent une valeur politique et économique. Dans ce cadre, la gestion de l'orbite géostationnaire (GEO) va provoquer des conflits techno-diplomatiques particulièrement virulents.

²⁸¹ RIKITIENSKAIA Maria, BALBI Gabriele, LOBINGER Katharina, « The Mediatization of the Air: Wireless Telegraphy and the Origins of a Transnational Space of Communication, 1900-1910s », *Journal of Communication* 68(4), 2018, pp. 758-779.

Les premiers satellites de communication – à l'instar des satellites de la NASA *Echo* (1960) ou *Telstar* (1962) – sont placés en orbite elliptique, moyenne ou basse. De la sorte, la rotation de la Terre n'est pas synchronisée avec celle des satellites, ce qui a pour conséquence qu'ils ne sont visibles d'un point du globe que pour de courtes périodes. Sur orbite elliptique moyenne ou basse, il n'est donc pas possible d'offrir un service de communication en continu avec un seul satellite. C'est justement ce que facilite la GEO, raison pour laquelle le véritable développement des communications occidentales s'effectue grâce à son exploitation²⁸². Située à un peu moins de 36 000 km de la Terre, au-dessus de l'Équateur, la GEO possède des avantages qu'Arthur C. Clarke décrivait déjà en octobre 1945 dans un article du magazine *Wireless World*, devenu célèbre depuis²⁸³. D'abord, un satellite placé sur cette orbite flotte constamment au-dessus du même point de la Terre car, à cette hauteur, il se déplace à la même vitesse qu'elle. Il dessert ainsi une zone sans interruption. Par ailleurs, comme la GEO est située au-dessus de l'Équateur, l'empreinte d'un satellite qui s'y loge atteint environ 42 % du globe, soit plus qu'à partir de n'importe quelle autre orbite²⁸⁴. Comme le montre le croquis réalisé en 1945 par l'auteur de 2001, *l'Odyssée de l'espace*, trois satellites placés sur cette orbite offrent une couverture totale de la planète (fig. 17). Cependant, le choix technique de la GEO, opéré par les États-Unis en fonction de considérations économiques, n'est pas le seul possible pour parvenir à un service continu. Pour son réseau de satellites Molniya, l'Union soviétique a choisi de placer plusieurs satellites se relayant sur une grande orbite elliptique. Ce système, entre autres facteurs, convient mieux à sa vaste géographie en permettant d'atteindre les régions les plus au nord de l'Arctique²⁸⁵.

En août 1964, grâce à l'augmentation de la puissance et de la précision de ses lanceurs, la NASA envoie le premier satellite sur la GEO, *Syncom III*. Deux mois plus tard, celui-ci établit une liaison entre les États-Unis et Tokyo et participe à la diffusion en direct dans 39 pays de la cérémonie d'ouverture

²⁸² Ce choix technique n'était toutefois pas déterminé d'avance et comporte aussi des aspects politiques. Sur les débats aux États-Unis et la politique économique qui ont mené au choix de l'orbite géostationnaire au détriment d'une orbite moyenne pour le développement des communications par satellite, voir : WHALEN David J., « Billion Dollar Technology... », pp. 115-116.

²⁸³ CLARKE Arthur C., « Extra-Terrestrial Relays: Can Rockets Give World-Wide Coverage? », *Wireless World*, Octobre 1945, pp. 305-308 ; une contribution parmi tant d'autres qui revient sur la « trouvaille » d'Arthur C. Clarke : PELTON Joseph N., « The Start of Commercial Satellite Communications », *IEEE Communications Magazine* 48(4), 2010, p. 25 ; pour une brève biographie, voir : « Sir Arthur C. Clarke – space age visionary », *ITU News* 3, 2008, pp. 36-38.

²⁸⁴ COLLIS Christy, « The Geostationary Orbit: a Critical Legal Geography of Space's Most Valuable Real Estate », *The Sociological Review* 57, supplément, 2009, p. 47.

²⁸⁵ EVANS Christine E., LUNDGREN Lars, *No Heavenly Bodies...*, pp. 32-34.

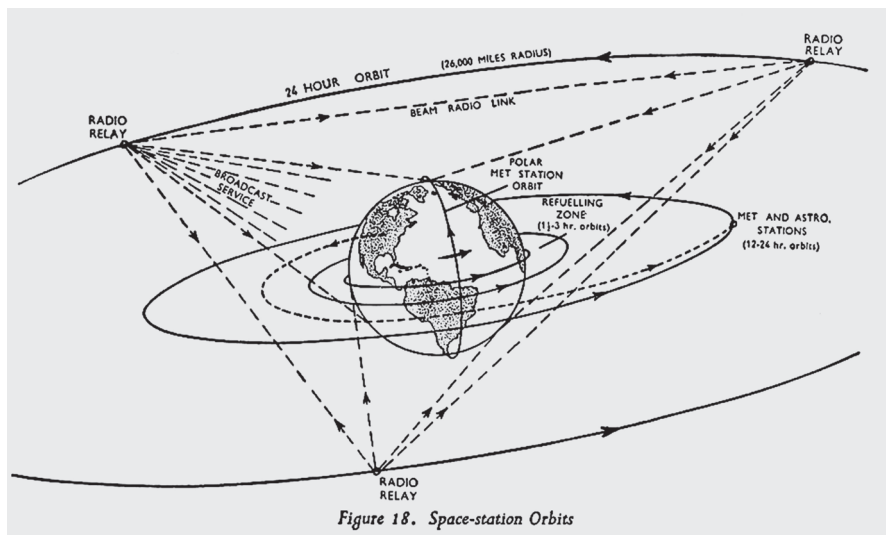


Figure 17 : Trois satellites en GEO assurent la couverture complète du globe. CLARKE Arthur C., *The Exploration of Space*, New York, Harper, 1951, p. 157. Clarke reprend ici son dessin de 1945, à quelques détails près.

des Jeux olympiques²⁸⁶. En avril 1965, *Syncom III* est rejoint par le premier satellite commercial du consortium Intelsat, *Early Bird* ou *Intelsat I*. Grâce à lui, Intelsat fournit dès lors des services de télécommunications internationales régulières et que le consortium fait payer cher : *Early Bird* confirme la valeur économique de la GEO. De plus, la place disponible sur celle-ci n'est pas infinie. « *L'or géostationnaire* »²⁸⁷ est sujet à la rareté : il n'est pas possible d'accrocher à ce collier orbital une infinité de perles. De la même manière, les fréquences ne peuvent conduire un nombre infini de signaux sans que ceux-ci entrent en interférence²⁸⁸. Comme la GEO et le spectre des fréquences sont

²⁸⁶ WHANNEL Garry, « Television and the Transformation of Sport », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 625, 2009, p. 210.

²⁸⁷ WARF Barney, « Geopolitics of the Satellite Industry », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie* 98(3), 2007, p. 388.

²⁸⁸ WORMBS Nina, « Technology-dependent Commons: the Example of Frequency Spectrum for Broadcasting in Europe in the 1920s », *International Journal of the Commons* 5(1), 2011, pp. 92-109; WORMBS Nina, RAND Ruth, « Techno-Diplomacy of the Planetary Periphery, 1960s-1970s », in: BALBI Gabriele, FICKERS Andreas (éd.), *History of the International Telecommunication Union...*, pp. 297-320.

des ressources si précieuses du champ vertical, ils se retrouvent rapidement au cœur de rivalités internationales.

Ici encore, l'ère spatiale réarticule des enjeux historiques. Le sortir de la Seconde Guerre mondiale est d'ailleurs crucial pour la comprendre. Le conflit a occasionné une expansion considérable de l'usage de la radio qui a conduit à un encombrement massif des fréquences²⁸⁹. L'UIT s'empare du problème dans le cadre de trois Conférences qui se déroulent à Atlantic City en 1947²⁹⁰. Mettre de l'ordre dans le spectre est alors une tâche particulièrement ardue compte tenu de l'inextensibilité du spectre, de la situation géopolitique et de l'intérêt croissant pour la radio. C'est alors qu'est mise en avant une ambition synonyme de rupture fondamentale dans la procédure traditionnelle : mettre au point un système d'assignation des fréquences fixe et planifié à l'avance. David M. Lieve désigne cet objectif par l'expression « *engineered spectrum* »²⁹¹, un spectre techniquement administré et normé. Ce mode de planification s'oppose à la méthode qui a cours et qui favorise un enregistrement *a posteriori* des fréquences, soit une logique du « premier arrivé, premier servi ».

En 1947, certaines délégations souhaitent faire table rase du passé quand d'autres s'accrochent aux fréquences que leur pays a précédemment notifiées. C'est le cas de l'Union soviétique, qui a notifié pratiquement toutes les fréquences du spectre avant la guerre²⁹², ou encore de la Grande-Bretagne, en particulier en matière de hautes fréquences²⁹³. Les États-Unis sont en faveur d'un *engineered spectrum* car ils veulent briser l'eurocentrisme historique de l'UIT²⁹⁴. Bien que les travaux soient difficiles, le profond désordre qui règne dans l'éther milite en faveur d'un système de planification ; il est finalement adoubé. Sa mise en œuvre est toutefois illusoire. L'optimisme d'après-guerre butte sur les antagonismes Est/Ouest et les demandes présentées à l'UIT dépassent rapidement la capacité du spectre. Dès 1951, l'idée d'un *engineered*

²⁸⁹ *L'Électron du Matin* 0(0), 1947, p. 3 L'Électron du matin, publié tous les jours sauf le dimanche, est le bulletin officiel des Conférences d'Atlantic City qui se déroulent sous l'égide de l'UIT en 1947 et qui sont les premières tenues par l'organisation après le second conflit mondial. « La Conférence internationale des radiocommunications d'Atlantic City », *Journal des télécommunications* 14(7), 1947, p. 133.

²⁹⁰ « La Conférence internationale des radiocommunications d'Atlantic City... » ; « Les Conférences d'Atlantic City », *Journal des télécommunications* 14(8), 1947, pp. 157-160 ; MILI Mohamed E., « Il y a vingt-cinq ans... Atlantic City », *Journal des télécommunications* 39(8), 1972, pp. 470-474.

²⁹¹ LIEVE David M., *International Telecommunications and International Law: the Regulation of the Radio Spectrum*, Leyden, Sijthoff, 1970, pp. 55-66.

²⁹² SAVAGE James G., *The Politics of International Telecommunications Regulation...*, p. 70.

²⁹³ La British Broadcasting Corporation (BBC) les a investies très tôt : RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, *La voix de la Suisse à l'étranger...*, p. 412.

²⁹⁴ SAVAGE James G., *The Politics of International Telecommunications Regulation...*, p. 73.

spectrum est abandonnée²⁹⁵. La doctrine du premier occupant demeure donc la norme, jusqu'à l'émergence des communications spatiales.

La défense d'une planification programmée, non seulement du spectre, mais aussi de l'occupation de la GEO, n'est alors plus portée par les États-Unis, bien au contraire. Le pays bénéficie désormais d'une place dominante : en 1967, les onze satellites placés sur la GEO sont tous étatsuniens²⁹⁶. Soutenus par l'Union soviétique, ce sont les pays moins industrialisés qui revendiquent que des portions du spectre et de la GEO leur soient attribuées afin qu'ils puissent, le jour venu, développer un système de communications spatiales²⁹⁷. La définition juridique de la GEO occasionne là encore une lutte pour l'hégémonie verticale longue et conflictuelle²⁹⁸.

Bien que des revendications émergent dès la Conférence sur les radio-communications de 1959, il faudra attendre les années 1970 pour qu'une réelle inflexion se produise. Alors que l'intérêt pour l'« or géostationnaire » augmente avec la multiplication des satellites et des opérateurs nationaux et privés, les défenseurs d'un accès plus équitable à la GEO se font à la fois plus nombreux et mieux organisés. D'une part, la décolonisation gonfle leurs rangs. De l'autre, le secteur spatial est intégré à l'élan de contestation porté par le Mouvement des non-alignés (MNA) et le Groupe des 77, une coalition de pays du Sud aux Nations unies. Ces formations renforcent et institutionnalisent l'argumentaire sur ce domaine en général et sur les satellites de communication en particulier. Ces rapports de force se traduisent par des brèches successives au système du « premier arrivé, premier servi ». En 1971 notamment, une conférence sur les

²⁹⁵ LEIVE David M., *International Telecommunications and International Law...*, pp. 65-72.

²⁹⁶ COLLIS Christy, « The Geostationary Orbit... », p. 53.

²⁹⁷ SPARKS Colin, *Globalization, Development and the Mass Media...*; BERTH Christiane, « ITU, the Development Debate, and Technical Cooperation in the Global South, 1950-1992 », in : BALBI Gabriele, FICKERS Andreas (éd.), *History of the International Telecommunication Union...*, pp. 77-106.

²⁹⁸ La question de l'orbite géostationnaire a été largement documentée par des spécialistes du droit de l'espace, voir : ARNOPOULOS Paris, « The International Politics of the Orbit-Spectrum Issue », *Annals of Air and Space Law* 7, 1982, pp. 215-239; SOROOS Marvin S., « The Commons in the Sky: the Radio Spectrum and Geosynchronous Orbit as Issues in Global Policy », *International Organization* 36(3), 1982, pp. 665-677; WIESSNER Siegfried, « The Public Order of the Geostationary Orbit: Blueprints for the Future », *Yale Journal of International Law* 9(2), 1983; COURTEIX Simone, « De l'accès "équitable" à l'orbite des satellites géostationnaires », *Annuaire français de droit international* 31(1), 1985, pp. 790-802; VARMER Ole, « The Third World's Search for Equitable Access to the Geostationary Satellite Orbit », *ILSA Journal of International Law* 11, 1987, p. 175; LEANZA Umberto, « Organisations internationales et orbite géostationnaire », in : *Proceedings of the Third ECSL Colloquium. International Organisations and Space Law: their Role and Contributions*, Pérouse, Italie, 1999, pp. 291-297; CAHILL Susan, « Give Me My Space: Implications for Permitting National Appropriation of the Geostationary Orbit », *Wisconsin International Law Journal* 19(2), 2001, pp. 231-248; ERNE Ruth, *Les télécommunications spatiales et les ressources de l'espace extra-atmosphérique : l'évolution de leur réglementation*, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 2007.

télécommunications par satellite adopte une résolution qui deviendra l'article 33 de la Convention de l'UIT de 1973. Le spectre et la GEO y sont définis comme des « *ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière efficace et économique [...] afin d'[en] permettre un accès équitable* »²⁹⁹. Cette percée ne met pourtant pas fin au régime traditionnel. Les délégations des pays industrialisés – Europe occidentale, États-Unis, Japon – opposent à la notion d'accès garanti celle d'utilisation efficace: si elle n'est pas utilisée, une allocation de la GEO équivaut à son gaspillage³⁰⁰. Ces divergences caractérisent les discussions postérieures. Lors de conférences tenues en 1985 et en 1988, elles aboutissent à un système mixte qui reflète ces antagonismes pérennes³⁰¹.

Encore une fois, la RDS fait exception. Lors de la CAMR-SAT de 1977, les pays du monde entier, sauf le continent américain, se voient en effet attribuer *a priori* un segment de la GEO et des fréquences pour un système de RDS. Cette rupture dans l'histoire techno-diplomatique du champ vertical s'explique à nouveau par les représentations idéologiques et les potentialités techniques de cette forme de communication à la fois *broadcasting*, « directe » et « planétaire ». Mais l'histoire juridique de la RDS révèle aussi une différenciation progressive entre télécommunication et radiodiffusion (radio et télévision) par satellite. Les satellites de communication des années 1970 sont employés pour du téléphone, de l'échange de données, de la radio ou de la télévision. L'ensemble de leurs activités repose sur les mêmes infrastructures et sont régies par le droit international des *télécommunications*. Ils constituent un lieu de rapprochement matériel et normatif de la télévision et du téléphone. Or, il est prévu que les satellites de diffusion directe soient plus puissants – ce qui transformera les modalités de réception – et qu'ils soient uniquement dédiés au *broadcasting*. Ces caractéristiques contribuent à distinguer le *broadcasting* direct par satellite dans le droit international. Il

²⁹⁹ Art. 33. Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectrique et de l'orbite des satellites géostationnaires. *Convention internationale des télécommunications*, Malaga-Torremolinos, 1973.

³⁰⁰ PETERSON M. J., *International Regimes for the Final Frontier*, New York, State University of New York Press, 2005, p. 187; THOMPSON Jannat, « Space for Rent: the International Telecommunications Union, Space Law, and Orbit/Spectrum Leasing », *Journal of Air Law and Commerce* 62(1), 1996, p. 285; COURTEIX Simone, « De l'accès "équitable"... », pp. 794-795.

³⁰¹ Alors que l'accès à des segments de la GEO est garanti aux États pour le jour où ils seront en mesure de les employer, un plan de répartition des fréquences *a priori* est adopté. Mais il comporte des limites. Les acquis sont conservés et le plan vise uniquement les services fixes par satellites. Un pas important, mais ces éléments réduisent comme peau de chagrin le périmètre du principe de la planification qui régit ainsi seulement 1 % du spectre consacré aux activités spatiales. DOYLE Stephen E., « Regulating the Geostationary Orbit: ITU's Warc-Orb - '85-'88 », *Journal of Space Law* 15(1), 1987, pp. 1-24; COURTEIX Simone, « De l'accès "équitable"... »; SAVAGE James G., *The Politics of International Telecommunications Regulation...*, pp. 113-117.

sera encadré différemment que les télécommunications, mais aussi que la radio et la télévision distribuées par des satellites de communication. L'histoire technodiplomatique de la RDS rend visibles les croisements historiques entre *point-to-point* et *broadcasting* ainsi que la manière dont ils peuvent être perçus et organisés de manière différenciée.

B. Une grande empreinte pour un petit pays : la Suisse à la Conférence sur la radiodiffusion directe par satellite de 1977

À l'ouverture de la CAMR-SAT, le directeur de l'UIT, Mohamed E. Mili, qualifie la RDS de « *radiodiffusion de l'avenir* »³⁰². Et pour cause, ce 10 janvier 1977, aucun service de radio ou de télévision directe par satellite n'est encore en exploitation. Le travail des 660 délégué-es appartenant à 111 pays et à 12 organisations internationales peut ainsi se comparer à un grand jeu de simulation. Au moyen d'algorithmes et avec l'aide – pour la première fois massive – d'ordinateurs³⁰³, des centaines de satellites sont virtuellement placés en orbite, leurs empreintes sur Terre sont calculées et les fréquences qu'ils pourront utiliser sont attribuées en même temps qu'est défini leur cadre administratif et juridique. Le champ vertical se voit occupé par des engins imaginaires dont les faisceaux dessinent sur Terre de nouvelles géographies et zones possibles d'influence. Cette deuxième partie montrera d'abord comment la délégation suisse va jouer ses bonnes cartes dans ce grand jeu de simulation afin de ménager à la Confédération une géographie verticale qui correspond à ses intérêts nationaux. Elle dévoilera ensuite la réinterprétation néolibérale des Actes de 1977 par l'étude britannique à l'origine du premier projet de télévision par satellite suisse.

Du grand faisceau germanophone à l'équilibre linguistique

La délégation helvétique à la CAMR-SAT est conduite par Charles Steffen et co-présidée par Ernst Schwarz, tous deux de la Division radio et télévision des PTT nationaux³⁰⁴. Ils sont accompagnés par neuf autres experts, dont

³⁰² MILI Mohamed E., « Radiodiffusion par satellite », *Journal des télécommunications* 44(2), 1977, p. 42.

³⁰³ BROWN A., MERTENS H., « Les travaux de la Conférence de radiodiffusion par satellite », *Revue de l'UER* 162a, 1977, p. 65.

³⁰⁴ UIT. Conférence de radiodiffusion par satellite, Genève, 1977. Document no. 387-F/E/S. Liste des participants. 14.2.77, p. 27.

une femme, aussi majoritairement issus de la régie fédérale. Mais l'équipe compte également des représentants de la SSR, Hansruedi Züst et Ernest Pittet, respectivement directeurs techniques à la Direction de la SSR à Berne et à la Radio-Télévision à Lausanne. Enfin, le Département politique fédéral (DPF) a envoyé le diplomate Benoît Junod. La SSR est directement concernée par ce qui se joue à la Conférence car elle est la première utilisatrice potentielle d'un satellite de radio et de télévision. Quant au DPF, le fait qu'il n'envoie qu'un seul délégué ne doit pas masquer son rôle crucial dans les délibérations. Le Département est le fer de lance de la politique spatiale de la Confédération depuis les années 1960. Lors des négociations de 1977, plusieurs de ses membres veillent aux intérêts nationaux et diplomatiques de la Confédération depuis Berne.

L'objectif principal de l'équipe suisse est d'assurer la desserte nationale³⁰⁵. Lors des préparatifs courant 1976, la SSR et les PTT se mettent d'accord pour demander quatre canaux de télévision et un canal de radio qui couvriraient le territoire helvétique³⁰⁶. Cette requête s'aligne sur les décisions prises par l'Union européenne de radiotélévision (UER). Craignant que les souhaits des États excèdent les possibilités du spectre et compromettent l'élaboration d'un plan jugé nécessaire, l'UER a incité ses membres à réclamer un maximum de cinq canaux et à se restreindre à des faisceaux nationaux³⁰⁷. Mais une offre imprévue va pousser la délégation suisse à modifier son agenda. Fin 1976, ils sont approchés par les radiodiffuseurs d'Allemagne fédérale et d'Autriche. Ils proposent que leurs administrations demandent chacune un superfaisceau qui couvrirait les trois pays, permettant une réception réciproque des programmes³⁰⁸. La délégation suisse accepte : le canal radio est abandonné en faveur de ce canal germanophone supranational.

Le projet fait néanmoins long feu. Il se heurte d'abord à une limitation d'ordre technique. Comme le prévoyait l'UER, un plan satisfaisant l'ensemble des demandes n'est pas réalisable. De plus, le grand faisceau suisse se révèle particulièrement embarrassant : si élargir quelque peu la zone de diffusion de grands États est envisageable, permettre à la petite Suisse de s'étendre

³⁰⁵ Cette priorité est soulignée à plusieurs reprises, notamment : UIT. Conférence de radiodiffusion par satellite, Genève, 1977. Document no. 387-F/E/S. Liste des participants. 14.2.77.

³⁰⁶ Protokoll der Sitzung des Zentralvorstandes der SRG vom 8.7.76. VII Satelliten. Document SSR no. 9926. ASSR. Z 08.9/a.

³⁰⁷ Beilage 1, Auszug aus Protokoll über die 33. Sitzung der Fernsehkommission SRG/PTT vom 1.12.76. ASSR. Z 22.8/a.

³⁰⁸ Beilage 1, Auszug aus Protokoll über die 33. Sitzung der Fernsehkommission SRG/PTT vom 1.12.76. ASSR. Z 22.8/a.

bien au-delà de ses frontières pour couvrir toute l'Allemagne augmente significativement le risque d'interférences³⁰⁹. Par ailleurs, le principe de la couverture nationale a été retenu pour la RDS en 1971 déjà. En 1977, il est maintenu et il est décidé d'octroyer un maximum de cinq canaux, chacun pouvant transmettre un programme de télévision et de 12 à 16 programmes de radio³¹⁰. D'autres pays doivent renoncer à leurs aspirations, mais les territoires nationaux très étendus sont toutefois découpés en plusieurs zones et quelques superfaisceaux sont inscrits au plan³¹¹, à l'instar de celui des pays nordiques³¹².

Le projet germanophone achoppe également sur un impératif de politique intérieure suisse, comme l'indique cette instruction envoyée par la Cheffe de la Division des organisations internationales du DPF, Francesca Pometta :

«La délégation suisse doit tenir compte de la diversité linguistique et culturelle de la Suisse et éviter que, par le biais de solutions techniques, [la] Suisse se trouve trop étroitement liée à un seul groupe linguistique.»³¹³

La nécessité de maintenir «l'équilibre culturel et linguistique de la Suisse»³¹⁴ est répétée quatre jours plus tard par le Conseiller fédéral Pierre Graber, ce qui va acter l'abandon du grand canal germanophone. Une réorientation des objectifs helvétiques s'ensuit. Conformément aux consignes du DPF, mais aussi aux désirs de la SSR, l'équipe de Steffen va désormais travailler à la possibilité de diffuser des programmes dans les pays voisins de langue commune. Dans cette perspective, le canal germanophone n'est plus un but en soi, mais un outil stratégique pour parvenir à d'autres fins. Pour compenser l'abandon de leur grand faisceau, la délégation demande et obtient que l'empreinte de ses canaux soit légèrement élargie «*par rapport au minimum techniquement réalisable*»³¹⁵ fixé par les règles de la Conférence.

Cette expression renvoie à l'applicabilité limitée du principe de la couverture nationale qui implique d'adapter le faisceau des satellites au territoire du pays qu'il arrose. Mais le faisceau de forme elliptique d'un satellite ne peut être

³⁰⁹ Charles Steffen, Rapport de la Conférence mondiale de radiodiffusion par satellites, 24.2.77. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

³¹⁰ BROWN A., MERTENS H., «Les travaux de la Conférence...», p. 59 et 65.

³¹¹ BROWN A., MERTENS H., «Les travaux de la Conférence...», pp. 65-66.

³¹² Une analyse de la stratégie des pays nordiques à la CAMR-SAT de 1977 est fournie ici : WORMBS Nina, RAND Ruth, «Techno-Diplomacy of the Planetary Periphery...».

³¹³ Téléx de Francesca Pometta, 20.1.77. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

³¹⁴ Pierre Graber (DPF) au Conseil fédéral, Télévision par satellite, Instructions aux délégations suisses, 24.1.77. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

³¹⁵ Charles Steffen, Rapport de la Conférence mondiale de radiodiffusion par satellites, 24.2.77. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

techniquement rétréci que dans une certaine mesure seulement. En outre, le rayonnement d'un satellite ne peut évidemment pas s'accorder avec exactitude avec les sinueuses frontières nationales³¹⁶. Compte tenu de la taille réduite de son territoire, la zone de service de la Confédération correspondant à ce minimum techniquement réalisable dépasse déjà largement ses frontières, ce qu'amplifie encore son léger agrandissement. Ce phénomène, appelé «*débordements techniques inévitables*»³¹⁷, est encore accentué par un autre principe retenu par la Conférence, celui de la réception individuelle. Ce choix technique est aussi un choix économique : il est tranché que les signaux doivent pouvoir être reçus dans tout le territoire des États par des antennes domestiques de 90 centimètres de diamètre afin d'en diminuer le coût et de les rendre accessibles au plus grand nombre³¹⁸. Cette décision implique un signal particulièrement puissant, ce qui augmente les débordements transfrontières et demande donc d'assouplir quelque peu le principe de la souveraineté nationale. Agrandie et combinée avec l'exigence de la réception individuelle, la majorité de l'empreinte suisse touche des pays étrangers et ses signaux peuvent être captés loin à l'Est si l'on se munit de plus grandes antennes. La carte ci-dessous en rend bien compte (fig. 18).

Cette carte, qui mêle espaces nationaux et espaces de réception des signaux, renseigne sur la diversité des interprétations qui peuvent être faites de ces nouvelles géographies verticales. Basée sur les résultats de la Conférence de 1977, elle a été publiée en 1980 dans l'étude de marché réalisée par Margrit Trappe-Diemand, une publicitaire bernoise qui sera la cheville ouvrière du projet de télévision par satellite suisse Tel-Sat. Façonnée à l'UIT à la croisée de contraintes techniques, de conflits géopolitiques et de considérations économiques, la zone de réception suisse est ici réinterprétée pour devenir un profitable marché publicitaire international.

Comme nous l'avons vu, la lecture qu'en fait la délégation helvétique de 1977 et le DPF est autre : il s'agit de respecter le plurilinguisme national. Le faisceau suisse doit atteindre l'ensemble des grands États limitrophes que sont l'Allemagne fédérale, l'Autriche, la France et l'Italie. Pour ce faire, le satellite suisse doit être placé sur le même segment orbital que les satellites de ces pays car, comme l'explique Steffen : «*[s]euls les programmes des satellites placés sur la même position orbitale peuvent être reçus par une même antenne*

³¹⁶ UER, Rapport de la 27^e session ordinaire de l'Assemblée générale, Helsinki, 2-5 juillet 1976, section 7.3 sur les satellites de radiodiffusion directe, 14.6.76, p. 5. ASSR. Z 22.8/a.

³¹⁷ Sur les débordements techniques, voir par exemple : QUEENEY Kathryn M., *Direct Broadcast Satellites...*, pp. 83-88.

³¹⁸ LØNBERG Ib, « La Conférence de radiodiffusion par satellite », *Journal des télécommunications* 44(10), 1977, p. 485.

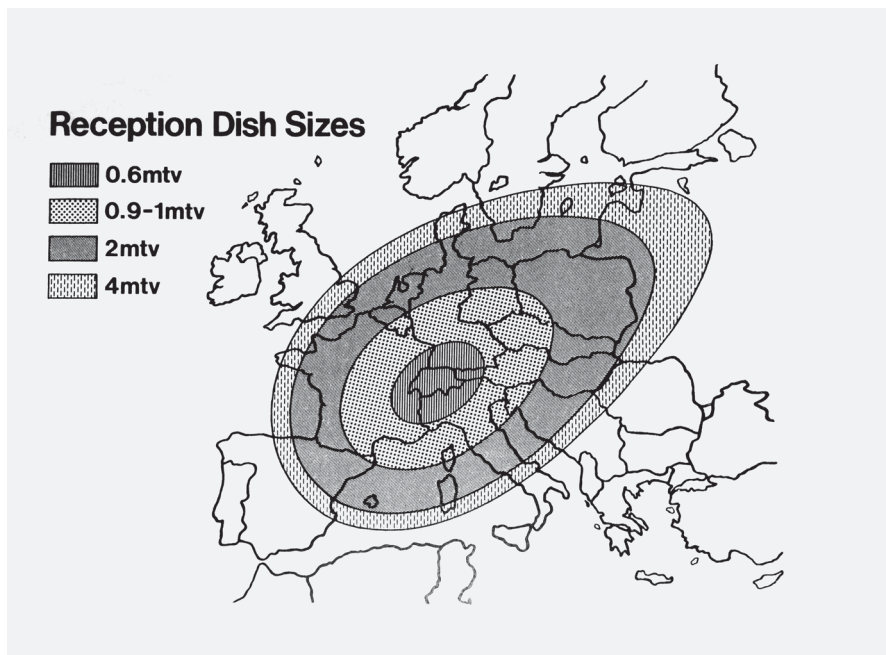


Figure 18 : L’empreinte d’un potentiel satellite suisse selon les Actes de la CAMR-SAT de 1977 et la taille des antennes pour recevoir les signaux. Tel Sat, *Advertising Market for the Swiss TV Satellite Station*, August 1980. AFS. E8001C#1988/172#3424*.

domestique. »³¹⁹ Durant les préparatifs de la Conférence, la précieuse GEO a été divisée en différents segments. Chaque segment peut accueillir un maximum de huit satellites³²⁰, ce qui laisse présager des rivalités.

En Europe occidentale, la place orbitale située aux 19 degrés ouest de la GEO est particulièrement convoitée car elle surplombe avantageusement le centre de la région. Durant les travaux préparatoires menés par la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications, la Suisse, la France, l’Italie, l’Allemagne fédérale, l’Autriche, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas se sont mis d’accord pour occuper ensemble le précieux segment. Mais, durant la Conférence de 1977, le Liechtenstein et le Vatican jouent les trouble-fêtes. Bien que n’ayant pas participé aux discussions

³¹⁹ Téléx de Charles Steffen à Hans-Werner Binz (PTT), s.d. [janvier 1977]. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

³²⁰ Téléx de Charles Steffen à Hans-Werner Binz (PTT), s.d. [janvier 1977]. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

préalables, ils demandent à être associés à l'Autriche, à l'Allemagne fédérale et à la Suisse pour l'un, et à l'Italie pour l'autre. Le nombre de pays aspirant aux 19 degrés ouest de la GEO se monte désormais à un impossible dix. Les représentant-es suisses réagissent immédiatement : il n'est pas question de renoncer à cette ressource stratégique. Lors des négociations, Steffen insiste sur le trilinguisme helvétique et rappelle que les grands voisins de la Confédération ont « *fermement exprimé le désir de faire partie du même groupe orbital* »³²¹. De son côté, la diplomate Pometta est péremptoire : « *nous ne pouvons accepter la proposition du Liechtenstein qui remet en cause l'équilibre entre nos langues nationales.* »³²² La délégation obtiendra gain de cause³²³, ce qui fera dire à Steffen dans son rapport final que « *la Suisse peut être satisfaite* »³²⁴ des résultats de la CAMR-SAT. Les différents volets de la stratégie suisse à la CAMR-SAT rendent ainsi tout à fait concrètes les luttes techno-diplomatiques qui façonnent le champ vertical.

Thorn-EMI et les appétissants canaux suisses : de la techno-diplomatie helvétique aux intérêts commerciaux internationaux

Se focaliser sur les négociations de la Conférence sur la RDS revient à accorder une importance démesurée à la place d'un satellite de RDS dans la politique des PTT, du DPF et de la SSR. En fait, pour ces acteurs, l'enjeu principal en janvier 1977 est plus d'assurer les meilleures conditions « au cas où » un projet de RDS national verrait le jour que de préparer le terrain pour une initiative existante ou imminente. Cette approche helvétique vis-à-vis de la régulation internationale des communications n'est pas nouvelle : Raphaëlle Ruppen-Coutaz observe le même phénomène dans son analyse de la stratégie suisse lors des conférences d'Atlantic City de 1947. À cette occasion, les heures d'émissions du Service des ondes courtes qu'annonce la SSR sont par exemple artificiellement gonflées afin de prétendre à l'obtention d'un plus grand nombre de fréquences « au cas où » le Service déciderait de développer son offre³²⁵.

³²¹ Téléx de Charles Steffen à Hans-Werner Binz (PTT), s.d. [janvier 1977]. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

³²² Téléx de Francesca Pometta à la mission suisse à Genève, 19.1.77. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

³²³ Le Vatican et le Liechtenstein partageront finalement la position des 37 degrés ouest avec Andorre, Monaco et Saint-Marin, L'Agence spatiale européenne, La radiodiffusion par satellite, Berne, 26.9.80, p. 20. AFS. E8001C#1988/172#3424*.

³²⁴ Charles Steffen, Rapport de la Conférence mondiale de radiodiffusion par satellites, 24.2.77. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

³²⁵ RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, *La voix de la Suisse à l'étranger...*, pp. 417-418.

Mais d'autres objectifs que la seule prévision animent la délégation suisse à la Conférence de 1977. À l'instar des autres membres de la Commission européenne des postes et télécommunications³²⁶, les PTT helvétiques souhaitent qu'un plan soit établi dans la bande de fréquences des 12 GHz, attribués à la RDS, car ils ambitionnent de l'utiliser pour leurs services terrestres³²⁷. En décembre 1976, Schwarz exprime déjà clairement cette priorité qu'il défendra durant la Conférence de l'UIT :

«Für das Europa ist die Konferenz insofern wichtig, als ein Satellitenplan dringend notwendig ist, um die terrestrischen Bedürfnisse zu decken und sie baldmöglichst geordnet realisieren zu können. [...]

*An der Konferenz geht es vor allem darum, sich von diesem letzten Rundspruchband eine angemessene Anzahl Kanäle zu sichern. Ob wir uns jemals leisten können, diese Kanäle für das Satellitenfernsehen einzusetzen, steht noch offen. Sicher ist nur, dass sie außerordentlich gut geschützt sind, so dass bei ihrem terrestrischen Einsatz kaum mit Interferenzen von außen gerechnet werden müsste.»*³²⁸

Cet objectif n'empêche pas les délégués des PTT d'avoir une certaine conception de la RDS et de son développement. Schwarz en donne un bon exemple en 1978, lors d'une allocution durant laquelle il revient sur la Conférence de janvier 1977 :

«Mindestens von der finanziellen und wirtschaftlichen Seite her ist es nachteilig, dass der Genfer Plan ausschließlich auf nationale Versorgung ausgerichtet ist, und somit haben supranationale Projekte, wie z. B. die Versorgung von Sprachräumen, wenig Chancen auf Realisierung.

Für die Schweiz besteht der große Vorteil, dass unser Land innerhalb der nationalen Überdeckungen aller unserer Nachbarstaaten liegt. [...]
[K]önnten die meisten Schweizer theoretisch neben den vier nationalen

³²⁶ BROWN A., MERTENS H., «Les travaux de la Conférence...», p. 60.

³²⁷ Steffen l'explique par exemple lors d'un séminaire en 1980 : STEFFEN Charles, «La coordination internationale en matière de satellites», in : *Satellites et Cie : le point sur les «nouveaux médias»*. Séminaire du 17 octobre 1980, Lausanne, Formation continue des journalistes, 1982, p. 14.

³²⁸ «Pour l'Europe, la conférence est importante car une planification pour les satellites est urgente afin de répondre aux besoins terrestres de manière ordonnée et dans les meilleurs délais. [...] Lors de la conférence, il s'agit avant tout de s'assurer un nombre raisonnable de canaux sur cette bande de fréquence. Reste à savoir si nous pourrions un jour nous permettre d'utiliser ces canaux pour la télévision par satellite. Ce qui est sûr, c'est qu'ils sont extrêmement bien protégés, de sorte qu'il ne faut guère s'attendre à des interférences extérieures lors de leur utilisation terrestre.» Beilage 1, Auszug aus Protokoll über die 33. Sitzung der Fernsehkommission SRG/PTT vom 1.12.76. ASSR. Z 22.8/a.

Fernsehprogrammen (der 5. Kanal ist für Radio Programme reserviert) 20 weitere Fernsehprogramme aus dem Ausland empfangen. [...]

Durch die Festlegung auf nationale Überdeckungen hat der Satellitenrundspruch aber viel von seinen erhoffen völkerverbindenden Möglichkeiten eingeüßt. »³²⁹

Cette posture, qui renvoie aux principes du *free flow of information*, est partagée par le chef de la délégation suisse de 1977 qui se réjouit non seulement que l'empreinte suisse dépasse largement les frontières nationales, mais aussi que le territoire helvétique soit couvert par les faisceaux des pays limitrophes.

Cette conception libérale de la radio et télévision directe par satellite ne fait toutefois pas l'unanimité dans les rangs helvétiques. Le DPF se montre beaucoup plus retenu. Durant la conférence, ses représentant-es attirent l'attention sur les implications des négociations en termes de politique étrangère afin d'éviter que, «*par le biais de décisions de nature purement technique*»³³⁰, la diplomatie de la Confédération soit mise en difficulté. À cet égard, le canal germanophone qui s'étire jusqu'aux pays communistes de l'Est de l'Europe inquiète :

*« Il ne faut pas se dissimuler que si nous revendiquons nous-mêmes des canaux élargis avec débordement techniques intentionnels³³¹, nous aurions mauvaise grâce à les refuser aux autres. [...] Si le plan technique de l'UIT comprend des canaux supranationaux, il sera très difficile le moment venu de refuser pour des raisons politiques notre accord aux États qui nous le demandent. Techniquement aussi, nous n'aurons plus aucun moyen de barrer la route à notre territoire, sauf par le brouillage. »*³³²

³²⁹ « Au moins du point de vue financier et économique, le fait que le plan de Genève vise exclusivement la couverture nationale est un inconvénient. Les projets supranationaux, tels que la couverture des zones linguistiques, ont par conséquent peu de chances de se réaliser. Le grand avantage de la Suisse est que notre pays se situe à l'intérieur des couvertures nationales de tous nos pays voisins. [...] Ainsi, la plupart des Suisses pourraient théoriquement recevoir, en plus des quatre chaînes de télévision nationales (le 5^e canal étant réservé aux programmes radio), 20 autres chaînes de télévision en provenance de l'étranger. [...] Mais, en se limitant à des couvertures nationales, la radiodiffusion par satellite a perdu beaucoup de ses potentialités tant espérées en termes de rapprochement des peuples. » Vortrag vom Ernst Schwarz, Satellitenfernsehen, Oktober 1978. ASSR. Z 23.8/a Classeur Juli 1978-Dez. 1978.

³³⁰ Jean-Olivier Quinche (DPF), Télévision directe par satellites et Conférence administrative de l'UIT (10 janvier au 12.2.1977), 5.1.77. dodis.ch/49929.

³³¹ À l'inverse des débordements techniques inévitables, les débordements intentionnels sont voulus par les diffuseurs qui souhaitent délibérément transmettre des programmes dans un territoire étranger.

³³² Pierre Graber (DPF), Note sur la Conférence administrative de l'UIT sur la télévision par satellite, 18.1.77. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

En d'autres termes, si la perspective de diffuser ses propres émissions à l'étranger peut être réjouissante, celle d'être « *“arros[é]” d'émissions de télévision sans pouvoir se défendre* »³³³ l'est moins, pour reprendre Jean-Olivier Quinche, un autre représentant du DPF qui adhère ici à la conception de la RDS portée depuis les années 1960 par les pays du Sud. Pour la Suisse, ce neutre occidental, le problème devient tout particulièrement épineux s'il s'agit de traverser le rideau de fer. Au contraire des représentants des PTT, ceux du DPF se méfient donc de la RDS, ce « *progrès technique qui se joue des frontières et des souverainetés* »³³⁴, et plaident pour le principe du consentement préalable.

Reste la SSR. Au même titre que les autres radiodiffuseurs européens, elle n'a pas l'intention de transmettre de contenus *via* un satellite de diffusion directe dans un avenir proche, mais elle est en faveur de sa planification³³⁵. Pour les radios et télévisions d'Europe occidentale, il faut éviter l'usage « *anarchique* »³³⁶ de la précieuse bande des 12 GHz et garantir son utilisation – à long terme – pour de la RDS. La politique de la SSR en matière de radio et de télévision spatiales n'a par ailleurs jamais eu comme objectif de mettre un satellite *national* en orbite (voir chapitre 4). L'entreprise de service public favorise la collaboration internationale, une stratégie qui s'explique par le facteur financier : l'institution n'a tout simplement pas les moyens d'exploiter un satellite. Conformément à sa tradition de coopération au sein de l'UER, la SSR suit de près les initiatives que portent conjointement l'UER et l'Agence spatiale européenne. Durant la CAMR-SAT, le directeur de la SSR, Stelio Molo, échange d'ailleurs avec les deux organisations au sujet d'un satellite européen de diffusion directe et manifeste l'intérêt de la SSR à participer à l'expérience³³⁷.

Quand le directeur des ventes de la Thames Television, James Shaw, écrit en 1979 son *Swiss satellite television project*, aucune initiative de RDS n'est donc prévue dans le pays. Shaw s'en est au demeurant assuré en rendant visite à Molo et à Steffen³³⁸. Son étude synthétise parfaitement les résultats de la

³³³ Jean-Olivier Quinche (DPF), Télévision directe par satellites et Conférence administrative de l'UIT (10 janvier au 12.2.1977), 5.1.77. dodis.ch/49929.

³³⁴ Pierre Graber (DPF), Note sur la Conférence administrative de l'UIT sur la télévision par satellite, 18.1.77. AFS. E8001C#1988/172#3750*.

³³⁵ BROWN A., MERTENS H., « Les travaux de la Conférence... », p. 60.

³³⁶ BROWN A., MERTENS H., « Les travaux de la Conférence... ».

³³⁷ Par exemple : Lettre de Régis de Kalbermatten (UER) à Stelio Molo, 20.1.77 ; Lettre de Stelio Molo à Régis de Kalbermatten (UER), 7.2.77 ; M. A. Lebeau (ASE) à Stelio Molo, 3.12.76 ; Stelio Molo à M. A. Lebeau (ASE), 25.1.77. ASSR. Z 22.8/a. À ce sujet, voir aussi : ASSR. Z 23.8/a.

³³⁸ Stelio Molo, Note de dossier, 8.2.80. AFS. E2023A#1991/39#2080*.

CAMR-SAT et met l'accent sur l'intérêt commercial que revêtent les canaux suisses pour une initiative de télévision privée :

«La Conférence administrative mondiale sur les radiocommunications de 1977 à Genève a formulé un plan pour la diffusion directe par satellite pour tous les pays d'Europe occidentale. [...]

Le faisceau de transmission du satellite forme une zone de réception elliptique à la surface de la terre. Il a été prévu que chaque faisceau doit être d'une taille et d'une puissance suffisantes pour assurer une réception à 100 % dans le pays qu'il couvre. Comme la forme des territoires de la plupart des pays ne correspond pas à la forme elliptique des faisceaux, il y a un chevauchement considérable du signal dans les pays voisins. Le territoire suisse est petit, ce qui, combiné aux restrictions techniques à réduire le faisceau, fait que la zone de réception suisse s'étend considérablement au-delà de ses propres frontières. Par conséquent, l'audience potentielle d'un satellite suisse est énorme.

Tant en Suisse que dans les pays voisins, la publicité télévisée est sévèrement limitée. La demande de temps d'antenne dépasse largement l'offre en raison de la puissance de la télévision en tant que média publicitaire. Les recettes potentielles de la publicité télévisée sont considérables dans ces pays. C'est cette situation, combinée à une large audience potentielle, que la technologie de diffusion directe par satellite nous permet d'exploiter.»³³⁹

D'un modèle de RDS façonné pour répondre aux intérêts de la Confédération et de ses entreprises de service public, on passe à une télévision par satellite «suisse» exploitée par des acteurs privés internationaux qui vise avant tout à engendrer des profits publicitaires. Cet objectif tire parti de l'empreinte «européenne» de la Suisse. De plus, selon l'interprétation de Shaw, la transmission peut se faire sans le consentement préalable des gouvernements arrosés puisqu'il s'agit de débordements «inévitables»³⁴⁰. Mais l'homme d'affaires britannique a aussi identifié un autre atout propre à la Suisse : son plurilinguisme. Ce dernier constitue le cheval de Troie idéal pour se jouer du principe de la couverture nationale validée en 1977 et qui oblige les émissions

³³⁹ *Swiss satellite television project - Appraisal*, Copyright Prominform Geneva, 1980, [le document ne possède pas de pagination]. AFS. E8001C#1988/172#3424*. Ce document est édité par l'entreprise genevoise Prominform en janvier 1980. Mais l'étude a été rédigée par James Shaw courant 1979.

³⁴⁰ Le problème est notamment exposé ici : Peter Creola, Note à l'ambassadrice Francesca Pometta, 10.7.80. AFS. E2023A#1991/39#2080*.

de RDS à être destinées au territoire du pays qui opère le satellite. Selon cette règle, la France pourrait par exemple difficilement justifier la transmission de programmes germanophones bien que son empreinte atteigne l'Allemagne. Les langues officielles de la Confédération permettent de diffuser en français, en allemand et en italien dans l'aire de desserte suisse qui comprend en particulier l'Autriche, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Luxembourg. L'offre de programmes esquissée par l'étude britannique de 1979, affinée par la société Tel-Sat une fois constituée, est d'ailleurs explicitement européenne³⁴¹.

Sur le plan des considérations légales, le projet de Shaw se réclame explicitement du *free flow of information*. Sur la page et demie consacrée au droit international, la pure et simple reproduction de l'article sur la liberté d'information et d'expression de la Convention européenne des droits humains occupe une place de choix, ce qui permet à Shaw de tirer cette conclusion : « *Il n'y a donc aucune barrière légale, ni pour la transmission d'émissions de télévision sur une base internationale, ni pour la vente de temps d'antenne* »³⁴². Sur ce fondement prometteur, il est prévu de déployer un réseau de bureaux de vente de créneaux publicitaires dans les capitales des principaux pays touchés par les programmes. Selon les estimations, près de 5 millions de foyers dans la zone de desserte seront équipés d'antennes paraboliques ou seront reliés au câble d'ici à la première année d'exploitation (1982) et ce chiffre atteindrait plus de 9 millions durant la cinquième année. Concernant les gains espérés, le ton est optimiste : « *Compte tenu que l'audience potentielle est si importante, seul un petit pourcentage de téléspectateurs peut générer un revenu énorme. Par exemple, avec 5 % de foyers regardant la télévision, 123 millions de livres sterling sont produits* »³⁴³. Se faufiler dans les interstices des lois promet d'être payant.

Cette construction spécifique de la RDS se situe à l'orée d'une période dont elle est emblématique, à savoir celle de la « *déferlante néolibérale des années 1980* »³⁴⁴. Comme le résume l'économiste et géographe spécialiste

³⁴¹ Tel Sat, Programmvorstellung für das Satelliten-Direktfernsehen (DBS) der Tel-Sat, 9. Oktober 1980. AFS. E8001C#1988/172#3424*.

³⁴² *Swiss satellite television project - Appraisal*, Copyright Prominfrom Geneva, 1980. AFS. E8001C#1988/172#3424*.

³⁴³ *Swiss satellite television project - Appraisal*, Copyright Prominfrom Geneva, 1980. AFS. E8001C#1988/172#3424*.

³⁴⁴ DENORD François, « La déferlante néolibérale des années 1980 », in : *Manuel d'histoire critique : de la révolution industrielle à nos jours*, Paris, Le Monde diplomatique, 2014, pp. 150-151.

du capitalisme David Harvey, ce phénomène se traduit par des processus de dérégulation et de privatisation ainsi que par le retrait de l'État de plusieurs secteurs publics³⁴⁵. Dans le domaine des médias européens, ce pivot historique se caractérise par la fin des monopoles publics sur l'audiovisuel, la progression d'une logique commerciale et la croissance d'acteurs médiatiques privés, notamment transnationaux³⁴⁶. Le projet de RDS proposé par Shaw correspond à ce modèle « néolibéral » et « transnational ». Et c'est lui qui va servir de base à la première initiative de télévision suisse par satellite, porté par l'entreprise Tel-Sat.

Les deux premières parties du chapitre ont proposé une généalogie de la société Tel-Sat en dévoilant sa filiation avec les luttes historiques dans le domaine de la régulation des communications transnationales. Elles ont montré que certaines modalités de l'intégration des communications spatiales en Suisse sont façonnées au sein d'arènes multilatérales comme l'UIT ; par des visions idéologiques de la télévision directe par satellite ; et par des rapports de force géopolitiques globaux. La construction d'un modèle « helvétique » de RDS par la délégation suisse à la Conférence de 1977 et sa réinterprétation par l'étude de Shaw doivent par exemple autant à un acteur global tel que le MNA qu'aux représentant-es de la politique étrangère nationale. Sur le plan de l'histoire des médias, c'est aussi la flexibilité historique du téléphone et de la télévision qui a été mise en avant. Par le biais du satellite, ces moyens de communication sont encadrés par de nouvelles normes internationales, sont investis de nouvelles potentialités et se retrouvent au cœur de conflits techno-diplomatiques pour l'hégémonie verticale tels qu'ils se déploient durant la Guerre froide.

La troisième et dernière partie du chapitre va changer d'échelle et de période. Elle étudie les luttes pour le contrôle de l'or géostationnaire helvétique telles qu'elles se poursuivent sur le territoire national. Elle analysera comment le modèle néolibéral porté par les promoteurs helvétiques et britanniques de Tel-Sat est discuté en regard d'enjeux politiques et juridiques nationaux et comment le projet s'insère dans les débats sur la politique des médias.

³⁴⁵ HARVEY David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 3.

³⁴⁶ CHANCIAC Régine, « Télévisions publiques en Europe : crise et mutations », in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe...*, pp. 151-167 ; CHANCIAC Régine, JÉZÉQUEL Jean-Pierre, *La télévision...*

C. Le champ vertical à l'aune de la politique nationale des médias

Le Britannique James Shaw n'est pas le seul à avoir élaboré un projet de RDS sur la base du plan de la CAMR-SAT de 1977. Dans son sillage, les initiatives se multiplient en Europe. En avril 1980, les gouvernements français et allemands signent un accord pour le développement conjoint de deux satellites de télévision directe³⁴⁷. Ailleurs, des plans similaires éclosent. Ils sont portés, par exemple, par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion avec LuxSat, la British Broadcasting Corporation (BBC) avec UniSat ou les radiodiffuseurs scandinaves avec Nordsat³⁴⁸. Au même moment, le câble donne accès pour la première fois à des chaînes satellitaires régulières aux foyers européens. Elles sont distribuées à partir de 1980 grâce à la mise en orbite des premiers satellites de communication de l'Agence spatiale européenne. Les entreprises de câble dotées d'antennes de taille moyenne réinjectent les signaux dans leurs réseaux (fig. 19). En 1987, ces chaînes sont au nombre de seize à être captées sur le territoire suisse tandis que 1,1 million de foyers en reçoit au moins une grâce aux 816 réseaux câblés desservis par les 146 stations de réception de signaux satellitaires disséminées dans le pays³⁴⁹. La transmission de ces programmes est régie par le droit des télécommunications et par les normes sur la câblodistribution, c'est-à-dire par un cadre légal national et international préexistant. En matière de RDS, la Conférence de l'UIT de 1977 n'a posé que l'ossature internationale de son exploitation : chaque État doit encore définir son propre cadre légal. En Suisse, ce vide juridique est mis à l'agenda politique de manière abrupte au printemps 1980, quand les actionnaires de Tel-Sat demandent au Conseil fédéral l'autorisation de lancer une télévision directe par satellite³⁵⁰.

³⁴⁷ COURTEIX Simone, «Les satellites de télévision directe : un programme commun franco-allemand», *Annuaire français de droit international* 26(1), 1980, pp. 648-660 ; BERTHO-LAVENIR Catherine, «La main sur le signal : changement technique et identité collective dans la télévision française (1935-1995)», *Le Temps des médias* 13(2), 2009, pp. 133-136.

³⁴⁸ TYDEMAN J., «Direct Broadcast Satellite Systems in Europe», *IEEE Journal on Selected Areas in Communications* 3(1), 1985, pp. 224-232 ; DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies...* ; NEGRINE Ralph (éd.), *Satellite Broadcasting...*

³⁴⁹ 87.061. Message concernant la loi fédérale sur la radio et la télévision du 28 septembre 1987, FF III 139, pp. 675-676.

³⁵⁰ Jean-Claude Nicole et Josef Jäger à Leon Schlumpf, 30.5.80 ; Tel-Sat, Gesuch an den schweizerischen Bundesrat um die Erteilung einer Konzession zum Betrieb eines schweizerischen Satellitenfernsehens, 30.5.80. ACV. PP 888/101 (1980).

Figure 19 : La distribution des chaînes satellitaires en Europe présentes dans au moins trois pays en décembre 1985, par nombre de foyers connectés en milliers. CHALABY Jean K., *Transnational Television in Europe: Reconfiguring Global Communications Networks*, Londres, New York, I. B. Tauris, 2009, p. 20.

	3Sat	Music New Box	World Channel	Sky Channel	TV5	Worldnet	WPN
Autriche	194 000	/	/	200 791	9 300	/	/
Belgique	/	444 805	/	521 458	913 000	427 000	1 200 000
Danemark	/	175 567	/	543	500	540	/
Finlande	/	138 253	5 551	156 088	36 000	/	/
France	/	1 025	1 027	2 927	50 000	1 027	/
Allemagne	844 000	538 227	/	779 563	230 000	/	/
Luxembourg	/	53 000	/	3 765	27 000	27 000	/
Pays-Bas	/	1 390 932	34 000	2 101 591	1 400 000	21 400	35 000
Norvège	/	/	4 000	138 728	38 800	/	/
Suède	/	75 477	53 891	80 85	55 000	/	100 000
Suisse	12 000	376 408	/	693 884	180 400	2 900	/
Royaume-Uni	/	101 299	/	135 815	5 000	10 500	/
Distribution totale	1 050 000	3 294 993	98 469	4 816 003	2 945 000	490 367	1 335 000

Les pages qui suivent abordent en premier lieu les débats suscités par la création de Tel-Sat au sein des arènes gouvernementales. Elles déboucheront en 1984 sur le refus de l'octroi d'une concession, puis, trois ans plus tard, sur l'édiction d'un arrêté fédéral concernant la radiodiffusion par satellite (directe et indirecte). Ces années représentent un moment fondamental de l'intégration conflictuelle des communications spatiales en Suisse. Les modalités de l'occupation, du contrôle et de l'utilisation des ressources et des technologies du champ vertical sont négociées dans une perspective helvétique. Ces discussions abordent leurs aspects juridiques aussi bien que politiques, sociaux et culturels en même temps qu'elles impliquent de nombreux acteurs de la société suisse. En second lieu, cette partie comparera l'échec de Tel-Sat au succès, au Luxembourg, de la Société Européenne des Satellites (SES) qui distribue des émissions commerciales de réception directe à partir de la fin de la décennie 1980.

La riposte gouvernementale : Tel-Sat rayée de la carte

Pour pouvoir exploiter l'or géostationnaire helvétique, les industriels britanniques à l'origine de Tel-Sat s'associent dès l'automne 1979 à des acteurs suisses, un sésame nécessaire pour pouvoir faire une demande de concession aux autorités fédérales. Sans surprise, c'est une publicitaire connue pour ses positions ultralibérales qui constitue le premier contact helvétique de Shaw. Il s'agit de Margrit Trappe-Diemand, qui vient tout juste d'être licenciée de la direction de la Société pour la publicité à la télévision (SAPT), un poste qu'elle occupait depuis 1965³⁵¹. Les raisons de ce renvoi ne sont pas tout à fait claires. Il semble que l'intéressée aurait mené une politique trop agressive en matière de spots publicitaires, allant jusqu'à outrepasser son cahier des charges³⁵². Mais elle est aussi une pourfendeuse féroce du monopole public de la SSR et s'est opposée récemment à l'augmentation de la redevance³⁵³. Or, la SAPT est détenue à 40 % par l'audiovisuel public qui siège dès lors en bonne place au Conseil d'administration : cela pourrait donc expliquer ceci. Quoi qu'il en soit, le modèle néolibéral de RDS porté par Shaw a de quoi plaire à Trappe-Diemand. Elle devient la secrétaire de Tel-Sat dès 1980, bien que ce statut ne rende pas compte de sa centralité

³⁵¹ PUBLISUISSE, « 50 Jahre TV-Werbung in der Schweiz », Berne, 2014.

³⁵² « Le Conseil d'administration justifie son renvoi : la directrice des spots avait "outrepassé ses compétences" », *Gazette de Lausanne*, 18-19.8.79.

³⁵³ « Le PDC et le licenciement de Mme Trappe », *Gazette de Lausanne*, 11.8.79.

dans la courte histoire de Tel-Sat. La Bernoise est en effet sa principale ambassadrice en Suisse alémanique ainsi que la première interlocutrice quand il s'agira d'échanger – durant des années ! – avec le gouvernement, la SSR ou les PTT³⁵⁴. Le magazine allemand *Der Spiegel* propose l'expression « cheffe de Tel-Sat », ce qui se rapproche d'une certaine réalité³⁵⁵.

Au début du mois de janvier 1980, Trappe-Diemand organise une rencontre entre Shaw et les éditeurs de presse Marc Lamunière et Jean-Claude Nicole³⁵⁶. Dès lors, l'équipe suisse prend en main les opérations dans le pays, commençant par recruter des actionnaires dans leur domaine de prédilection : la presse et la publicité. Plusieurs journaux s'associent à l'aventure et Nicole devient le président et premier actionnaire suisse de la société Tel-Sat (chapitre 3). Plusieurs agences publicitaires importantes rejoignent également l'initiative. Il y a la SAPT (Berne), Annonces Suisses SA (Zurich), Orell Füssli Werbe (Zurich) et Publicitas (Lausanne)³⁵⁷. Les Britanniques ont donc trouvé des partenaires qui ont soif, comme eux, de revenus financiers et manifestent la volonté d'élargir leur rayon d'action au-delà des frontières nationales³⁵⁸. Grâce à ces nouveaux partenaires, l'étude préliminaire de Shaw est affinée, la société Tel-Sat est créée à la mi-mai et la demande de concession pour exploiter les fréquences et la place orbitale attribuées par l'UIT en 1977 à la Suisse est déposée au Conseil fédéral deux semaines plus tard.

L'annonce de la création de Tel-Sat fait l'effet d'une bombe³⁵⁹. Sa réinterprétation du plan de la CAMR-SAT fait notamment bondir les représentant-es du DPF, renommé depuis 1979 Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Ils montent au créneau pour défendre leur approche technodiplomatique et nationale de la RDS, accusant le projet de télévision privée d'être « *un parfait exemple d'abus de droit* »³⁶⁰. Les conséquences que pourrait avoir le non-respect du consentement préalable sur les relations diplomatiques

³⁵⁴ Sa présence est écrasante dans la masse de correspondance que contiennent les archives consultées.

³⁵⁵ « sans titre », *Der Spiegel*, 30.11.80. ARTS.

³⁵⁶ Jean-Claude Nicole à Jean-Pierre Chalié, Union romande de journaux, 11.3.80. ACV. PP 888/101 (1980); Jean-Claude Nicole (Comité pour un satellite suisse de télévision) à ?, 31.1.80. AFS. E2023A#1991/39#2080*.

³⁵⁷ Revue Tel-Sat, La télévision suisse par satellite, juin 1981. ACV. PP 888/101 (1981).

³⁵⁸ KUTTER Markus, *Werbung in der Schweiz: Geschichte einer unbekannten Branche*, Zofingen, Ringier, 1983; CLAVIEN Alain, *La presse romande*, Lausanne, Antipodes, 2017.

³⁵⁹ Zellmeyer aborde le traitement gouvernemental de la requête de Tel-Sat dans son ouvrage : ZELLMAYER Stephan, *A Place in Space...*, pp. 265-278.

³⁶⁰ Reinhold O. Steiner, Compte-rendu de la séance Tel-Sat du 6 août 1980, 8.8.80. AFS. E2023A#1991/39#2080*.

de la Confédération les inquiètent particulièrement³⁶¹. Le délégué suisse à l'Agence spatiale européenne, Peter Creola, se montre également virulent. Il accuse les actionnaires de Tel-Sat de vouloir gagner des millions, « *im besten liberalwirtschaftlichen Sinn* »³⁶² et les traite de « *Weltraum-Schawinskis* »³⁶³, d'après le nom du patron de la première radio pirate commerciale de Suisse, diffusée depuis l'Italie et qui profite d'une lacune dans la loi helvétique³⁶⁴.

Le modèle farouchement commercial proposé par Tel-Sat a effectivement de quoi susciter des remous dans un paysage audiovisuel helvétique encore dominé par un monopole de service public. En prétendant non seulement diffuser des émissions financées par la publicité, mais aussi construire et exploiter son propre satellite, Tel-Sat remet en cause le monopole que la SSR détient sur les programmes ainsi que celui des PTT sur les infrastructures. Lui octroyer une concession équivaldrait à une rupture significative dans l'organisation des médias. Le projet ne manque d'ailleurs pas de faire réagir la SSR qui dénonce vertement les appétits britanniques pour les ressources verticales de la Suisse :

*« On peut sérieusement douter du caractère suisse de cette entreprise. [...] On en vient à soupçonner que ce sont moins des ambitions culturelles que la possibilité entrevue par un groupe financier étranger d'exploiter commercialement la position orbitale allouée au satellite suisse qui constitue le mobile essentiel de ce projet. »*³⁶⁵

Tel-Sat surgit par ailleurs dans le paysage médiatique suisse au moment où celui-ci connaît de profondes transformations. Dès les années 1970, et comme dans les autres pays européens³⁶⁶, l'existence du monopole de la SSR divise la

³⁶¹ Projektgruppe Tel Sat, Protokoll der 2. Sitzung vom 24. September 1980. AFS. E8001C#1988172#3426.

³⁶² « *au meilleur sens de l'économie libérale* ». Peter Creola, Note à l'ambassadrice Francesca Pometta, 10.7.80. AFS. E2023A#1991/39#2080*.

³⁶³ « *Schawinski de l'espace* ». Peter Creola, Note à l'ambassadrice Francesca Pometta, 10.7.80. AFS. E2023A#1991/39#2080*. Le journaliste et entrepreneur Roger Schawinski a profité d'une lacune dans la loi helvétique pour diffuser en Suisse les programmes d'une radio commerciale pirate, *Radio 24*, depuis le Pizzo Groppero, une montagne à la frontière italo-suisse.

³⁶⁴ Peter Creola n'est visiblement pas le seul à faire le lien avec Roger Schawinski. Jean-Claude Nicole dit au printemps 1980 qu'« [à] plusieurs reprises, on a exprimé l'opinion que notre projet présentait, du moins du point de vue juridique, une certaine ressemblance avec "Radio 24" », ce dont l'éditeur se défend. Tel-Sat, Requête au Conseil fédéral, s. d. [mai 1980], ACV. SB 196/140 – 94/80.

³⁶⁵ « Demandes d'utilisation du satellite suisse. La SSR ne veut pas de Tel-Sat », *Journal de Genève*, 1 et 2.11.80. Voir aussi : Position de la SSR au sujet de la demande de concession de l'entreprise Tel-Sat SA, 30.10.80. AFS. E3001C#1984/195#1568*.

³⁶⁶ CHANAC Régine, « Télévisions publiques en Europe... ».

classe politique³⁶⁷. De plus, une base constitutionnelle concernant la radio et la télévision fait toujours défaut. Un article a bien été soumis au peuple en 1976. Mais il a été rejeté à 57 % des voix, ce qui a laissé la politique des médias en ruines³⁶⁸. Pour faire face aux questions urgentes, des solutions pragmatiques sont trouvées, comme l'encadrement du développement de la radio et de la télévision locales par des ordonnances successives. C'est d'ailleurs par ce biais que le monopole de la SSR prend fin *de facto* en 1983, quand le Conseil fédéral autorise des dizaines de nouveaux diffuseurs à émettre des programmes. En parallèle, les efforts pour construire un régime constitutionnel se poursuivent, en particulier au sein de la Commission pour une conception globale des médias. Formée en 1978, elle rend son rapport quatre ans plus tard³⁶⁹. À son échelle, le chantier politique et législatif entraîné par la création de Tel-Sat est révélateur de la manière dont la politique des médias suisse se réoriente pour négocier le tournant libéral de la décennie 1980.

Les enjeux de la requête helvético-britannique sont d'abord saisis par un groupe interdépartemental sous la houlette de la division radio et télévision du Département fédéral des transports, de la communication et de l'énergie (DFTCE)³⁷⁰. Ces discussions internes sont nourries par les résultats d'une vaste consultation nationale conduite non seulement auprès des partis politiques et des cantons, mais aussi d'acteurs médiatiques, économiques, industriels, syndicaux, scientifiques, religieux et culturels³⁷¹. Avec 88 réponses atterries sur le bureau du DFTCE au 31 octobre 1980, cette consultation constitue une plateforme de débat sur les infrastructures, les acteurs et les ressources des communications spatiales d'une ampleur sans précédent en Suisse³⁷². Le plan de 1977, ses géographies et ses hiérarchies sont investies de nouvelles interprétations, tout aussi conflictuelles que celles qui s'affrontaient sous l'égide de l'UIT.

³⁶⁷ SCHNEIDER Thomas, « Vom SRG-„Monopol“ zum Marktorientierten Rundfunk », in: MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, pp. 83-137; KÜNZLER Matthias, « Die Abschaffung des Monopols... ».

³⁶⁸ « Scherbenhaufen ». SCHNEIDER Thomas, « Vom SRG-„Monopol“ zum Marktorientierten Rundfunk... », p. 104.

³⁶⁹ *Rapport de la Commission d'experts pour une conception globale des médias*, Berne, Département fédéral de justice et police, 1982.

³⁷⁰ Il se réunit quatre fois entre août et décembre 1980 et reçoit ensuite à deux reprises une délégation de Tel-Sat. Sur les travaux de ce groupe, voir : AFS. E8001C#1988172#3426 ; E2023A#1991/39#2081* ; E2023A#1991/39#2080* ; E2023A#1991/39#2082*.

³⁷¹ DFTCE, Questionnaire élaboré pour la consultation relative à la demande de concession présentée par la firme Tel-Sat S.A., 7.8.80. AFS. E8001C#1988/172#3422*.

³⁷² Les réponses à la consultation : AFS. E8001C#1988/172#3420* ; E8001C#1988/172#3421* ; E8001C#1988/172#3422*.

La consultation révèle des lignes de fractures qui s'organisent *grosso modo* selon une logique gauche/droite. Les partis et les associations les plus favorables à l'économie de marché et les plus critiques envers le modèle du monopole de service public expriment plus volontiers leurs faveurs au projet commercial, à l'instar du Vorort ou du Parti libéral suisse. Selon eux, dès lors que «*die SRG als Monopol zu einer problematischen Institution geworden [ist]*»³⁷³, un concurrent privé comme Tel-Sat créerait une «*intéressante émulation*»³⁷⁴. Au contraire, les organisations syndicales et les partis de gauche sont relativement hostiles au caractère éminemment commercial de l'initiative³⁷⁵.

La temporalité de l'exécution de l'initiative divise également. Être le plus rapide possible est un élément clé de la stratégie élaborée par James Shaw. Il a prévu que Tel-Sat soit la première société de RDS en Europe afin d'avoir l'avantage sur le marché publicitaire international³⁷⁶. Dans le cadre de la consultation, certains estiment que cet objectif justifie un traitement accéléré de la requête. Mais plusieurs instances préfèrent attendre l'élaboration d'une base juridique ou, au moins, l'aboutissement des travaux de la Commission pour une conception globale des médias.

La majorité des acteurs interrogés expriment toutefois un avis positif quant à la réalisation d'un projet de RDS helvétique. Ils s'accordent sur la nécessité pour la Suisse d'être active dans le domaine afin de ne pas être envahie par des contenus étrangers, ni dépassée par les évolutions techniques, ou reconnaissent un intérêt pour l'industrie nationale. En revanche, certaines modalités de mise en œuvre indisposent de gauche à droite de l'échiquier politique. Les réserves concernent au premier chef la volonté de Tel-Sat d'exploiter l'ensemble des cinq canaux d'émissions par satellite octroyés à la Suisse. L'idée d'un monopole sur le nouveau mode de diffusion et sur l'or géostationnaire suisse déplaît. Selon le sondage du gouvernement, l'hégémonie verticale «suisse» doit être partagée. Deux

³⁷³ «*La SSR en tant que monopole est devenue une institution problématique.*» Vorort au DFTCE, 7.11.80. AFS. E8001C#1988/172#3421*.

³⁷⁴ Parti libéral suisse au DFTCE, 30.10.80. AFS. E8001C#1988/172#3421*.

³⁷⁵ Pour des synthèses des résultats, voir : DFTCE, Konzessionsgesuch der Tel-SAG AG, Ergebnisse des Anhörungsverfahrens, s.d. [nov.-déc. 1980]; DFTCE, Konzessionsgesuch der Tel-SAG AG, Zusammenfassung der Anhörungsergebnisse, s.d. [nov.-déc. 1980]. AFS. E8001C#1988/172#3422*; Revue Tel-Sat, La télévision suisse par satellite, juin 1981. ACV. PP 888/101 (1981).

³⁷⁶ Ses promoteurs n'auront de cesse de répéter cet argument dans leur communication aussi bien publique qu'avec le gouvernement. Par exemple : Tel-Sat, Radiodiffusion et communication par satellite. Considérations sur le rapport du 26 août de la Commission de gestion du Conseil national, novembre 1982. AFS. E8001C#1988/172#3425*.

points encore suscitent une certaine unanimité qui traduit une résistance helvétique face à la volonté d'appropriation des ressources verticales nationales par des industriels étrangers. D'abord, les résultats favorisent une collaboration avec les PTT pour la mise en place et l'exploitation des infrastructures, certains acteurs souhaitant même que la régie fédérale en assume l'entière responsabilité. Ensuite, la participation britannique, qui s'élève à 45 % du capital-actions, est jugée trop importante.

À la suite des travaux du groupe interdépartemental, qui servent plus à cerner le problème qu'à prendre une décision, la situation se tend quand les deux Chambres du Parlement s'en mêlent. Considérant l'affaire «*déterminante pour la politique des médias*»³⁷⁷, la Commission de gestion du Conseil des États ouvre le feu en décembre 1981. Dans une interpellation, elle revendique le droit de s'exprimer sur la demande de concession de Tel-Sat afin de «*ne pas être mise devant le fait accompli*»³⁷⁸. La Commission de gestion du Conseil national renchérit fin août 1982 avec un rapport sur les *Problèmes de la radiodiffusion par satellite*³⁷⁹. Ce texte, qui remet en cause la pertinence d'une télévision par satellite suisse quel que soit son modèle, révèle une attitude de défiance envers le mode de diffusion. Le rapport affirme que son développement entraînerait une «*surabondance d'informations*»³⁸⁰ et favoriserait «*la passivité et l'indifférence*»³⁸¹ du public. Cette idée d'informations qui viendraient en masse, ici associée au satellite, caractérise en fait toute l'histoire du télévisuel, voire du *broadcasting*. La Commission de gestion du Conseil national ajoute que l'argument économique ne pèse pas lourd car l'industrie suisse n'est que peu active dans le secteur spatial. Elle estime en outre que la Suisse ne doit pas faire cavalier seul car ce serait contraire à sa politique étrangère et économique traditionnellement fondée sur la collaboration internationale. Enfin, le rapport s'associe aux conclusions de celui de la Commission pour une conception globale des médias qui considère que la question de la RDS n'est pas urgente, une prise de position significative

³⁷⁷ 81.571. Interpellation de la Commission de gestion. Radiodiffusion par satellite et conception globale des médias. BF III 4, 10.6.82, p. 226.

³⁷⁸ 81.571. Interpellation de la Commission de gestion. Radiodiffusion par satellite et conception globale des médias. BF III 4, 10.6.82, p. 226.

³⁷⁹ 82.049. Problèmes de la radiodiffusion par satellite. Rapport de la Commission de gestion du Conseil national du 26 août 1982. FF III 48, 30.11.82, pp. 737-756.

³⁸⁰ 82.049. Problèmes de la radiodiffusion par satellite. Rapport de la Commission de gestion du Conseil national du 26 août 1982. FF III 48, 30.11.82, p. 742.

³⁸¹ 82.049. Problèmes de la radiodiffusion par satellite. Rapport de la Commission de gestion du Conseil national du 26 août 1982. FF III 48, 30.11.82.

compte tenu du climat qui entoure Tel-Sat. Les Commissions préconisent donc d'attendre la promulgation de l'article sur la radio et la télévision qui est en préparation.

Cette position est entérinée en avril 1984 par une volumineuse étude établie par le DFTCE qui recommande au Conseil fédéral de refuser l'octroi de concessions en matière de RDS³⁸². En septembre, le gouvernement s'exécute. Il tire ainsi un trait sur les ambitions de Tel-Sat et sur celles de trois autres initiatives qui avaient déposé entre temps une demande pour exploiter une télévision directe par satellite³⁸³. Dans la foulée, le Conseil fédéral annonce sa volonté de présenter un arrêté de portée générale sur la radio et la télévision satellitaires, qu'elles soient transmises *via* le câble ou « directement », grâce à des antennes individuelles³⁸⁴. Le 20 décembre 1985, un projet d'arrêté fédéral est soumis au Parlement qui l'accepte sans modification notable fin 1987³⁸⁵. Le texte sera intégré à la loi sur la radio et la télévision de 1991³⁸⁶.

Cet arrêté est fondé sur une conception de la radio et de la télévision par satellite au croisement entre le modèle techno-diplomatique défendu en 1977 par la délégation helvétique et celui néolibéral et transnational promu par Shaw et ses partenaires helvétiques. Cette pondération témoigne plus globalement de la façon dont le gouvernement suisse négocie la libéralisation du paysage médiatique suisse durant cette décennie 1980. Selon le texte, une télévision par satellite peut être exploitée aussi bien par la SSR que par des organismes privés. Ces derniers doivent cependant être sous contrôle suisse car, si la participation étrangère est permise, elle doit rester minoritaire. Le subventionnement par l'État est exclu tandis que le recours réglementé à la publicité est autorisé. Le texte encourage en outre la collaboration internationale et son article 35 alinéa 3 exige que les émissions assurent le rayonnement de la Suisse à l'étranger. Les potentialités transnationales de la radiodiffusion par satellite sont ainsi investies par le gouvernement d'une mission de diplomatie culturelle.

³⁸² DFTCE, Bericht zum Satellitenrundfunk, April 1984. AFS. E8001C#1988/172#3413*; DFTCE au Conseil fédéral, 10.8.84. AFS. E8001C#1988/172#3411*.

³⁸³ Décision du Conseil fédéral suisse sur les demandes de Tel-Sat, Universum Press Wyler & Co., Radio Atlantis, Teleclub, 5.9.84. AFS. E8001C#1988/172#3427*. Pour un résumé de la décision, voir : DFTCE, Communiqué de presse, septembre 1984. AFS. E8001C#1988/172#3411*.

³⁸⁴ DFTCE, Communiqué de presse, septembre 1984. AFS. E8001C#1988/172#3411*.

³⁸⁵ 85.075. Message concernant l'arrêté fédéral sur la radiodiffusion par satellite du 20 décembre 1985, FF I 06, 18.2.86, pp. 421-473 ; Arrêté fédéral sur la radiodiffusion par satellite du 18 décembre 1987, FF I 01, 12.1.88, pp. 63-74.

³⁸⁶ Loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) du 21 juin 1991, FF II 25, 2.7.91, pp. 1462-1487.

Finalement, et de manière significative, le monopole des PTT sur le réseau n'est pas remis en question : le contrôle de l'État sur des infrastructures nécessaires à l'exploitation du champ vertical est sauvegardé.

En définitive, l'affaire Tel-Sat constitue un moment de cristallisation et de définition crucial du champ vertical et de l'intégration des communications spatiales sur le territoire suisse. La nature non seulement inédite, mais aussi précoce du projet précipite – et détermine – la mise en place d'un cadre légal pour la radiodiffusion par satellite. De plus, ces débats dépassent les arènes gouvernementales pour être investis par de larges pans de la société, comme en témoignent l'importante participation à la consultation nationale ainsi que la couverture médiatique considérable dont bénéficie Tel-Sat tout au long de sa courte existence³⁸⁷. Par le biais des journaux ou de la télévision, les habitant-es du pays découvrent en images la cartographie verticale de la Suisse selon le plan de 1977. C'est par exemple le cas lors d'une émission dédiée à la télévision directe par satellite et au projet Tel-Sat diffusée par la Télévision Suisse romande le 20 mai 1980.³⁸⁸ Pour expliquer ce qui est en jeu, un court film d'animation est passé à l'écran. Le public voit apparaître une carte de l'Europe où, hormis la mer et la silhouette du continent, ne se distingue que le territoire suisse aux couleurs de son drapeau. Par le biais du faisceau de RDS national, le drapeau suisse s'élargit pour dépasser les frontières politiques. Mais c'est pour mieux montrer, quelques secondes plus tard, ce même drapeau recouvert par les faisceaux satellitaires des États avoisinants (fig. 20). Ces formes ovales sont d'ailleurs leur seul caractère distinctif : les limites de leur territoire sont invisibles, se confondant dans une même surface noire uniforme. De la sorte, cette animation à la graphie simple et directe popularise et diffuse – dans une perspective helvétique et national(iste) – les enjeux techno-diplomatiques des communications transnationales qui jalonnent le xx^e siècle.

³⁸⁷ Quelques fonds qui contiennent des articles de presse sur Tel-Sat : AFS. E2023A#1991/39#2083* ; ARTS 629.195.2 Tel-Sat, Satellites de télécommunications ; ASSR. Presse 01.113.01 ; 01.113.02 ; 01.113.03 ; 01.113.06.

³⁸⁸ « Une télévision suisse dans l'espace », *Tell Quel*, Télévision Suisse Romande, 20.5.80. ARTS.

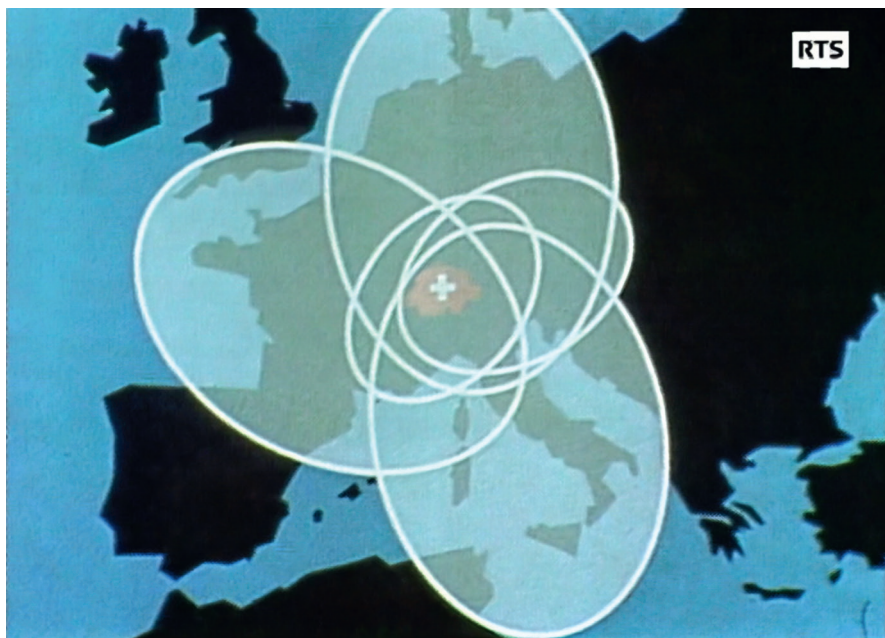


Figure 20 : Les faisceaux des potentiels satellites de la Suisse et des pays voisins selon les Actes de la CAMR-SAT de 1977 sont mis en forme par la TSR. RTS Radio Télévision Suisse – Tell Quel - 1980.

Si Margrit Trappe-Diemand avait été luxembourgeoise...

Après la fin de non-recevoir dont écope Tel-Sat, aucune autre initiative de télévision *directe* par satellite n'écloît en Suisse. Ailleurs, en revanche, des projets sont sérieusement considérés ou voient le jour. Pour autant, ils ne rencontrent pas nécessairement le succès. Au moment où une loi est édictée en Suisse, l'expérience va bientôt montrer les faiblesses des satellites de RDS, particulièrement lourds, coûteux et complexes. C'est le projet commun de l'Allemagne et de la France qui en offre la démonstration la plus manifeste. Leurs satellites respectifs, *TV-Sat* et *TDF-1*, lancés en 1987 et 1988 et qui ont coûté des milliards en argent public, tombent régulièrement en panne et se révèlent, de plus, un échec commercial³⁸⁹. En Grande-Bretagne, les risques

³⁸⁹ MÉADEL Cécile, « Le satellite », in : JEANNENEY Jean-Noël (éd.), *L'écho du siècle : dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France*, Paris, Hachette Littératures, 1999, pp. 200-201 ; BERTHO-LAVENIR Catherine, « La main sur le signal... ».

financiers d'une telle entreprise poussent le gouvernement britannique à former un consortium qui compte la BBC, des chaînes du réseau de l'Indépendant Television (ITV) ainsi que d'autres intérêts privés, dont Thorn-EMI. Mais l'absence de consensus entre ses membres met fin au projet en 1985. C'est en particulier l'exigence du gouvernement « d'acheter britannique » qui divise. Le consortium industriel formé par British Aerospace, British Telecom International et GEC-Marconi fournit en effet des solutions économiquement moins avantageuses que l'industrie des États-Unis³⁹⁰.

Pendant ce temps, une autre voie est choisie par le Luxembourg et va s'avérer (très) payante. À la lumière de l'échec franco-allemand et dans la continuité de sa tradition libérale en matière de politique des médias, le Grand-Duché favorise un modèle d'exploitation privé et transnational fondé sur des satellites de moyenne puissance. Progrès technologiques aidant, ces engins, bien que plus légers, sont tout aussi capables d'alimenter des antennes individuelles que les satellites lourds dits de RDS. L'avènement de ces satellites de moyenne puissance fait d'ailleurs perdre de sa pertinence à l'appellation RDS qui réunissait jusqu'alors une technologie et un mode de réception spécifiques. Forte de ces évolutions, la Société Européenne des Satellites (SES), fondée en 1985, lance le premier satellite de son réseau Astra en 1988 et commence à couvrir l'Europe en février 1989. La SES bénéficie alors d'un juteux contrat signé en juin 1988 avec Rupert Murdoch : le magnat des médias a payé 80 millions £ pour la location de quatre canaux pendant 10 ans³⁹¹. Leo Kirch, propriétaire du groupe allemand KirchMedia, compte aussi parmi les premiers clients du réseau. Au début des années 1990, cet autre magnat des médias entraîne avec lui plusieurs chaînes allemandes sur les transpondeurs Astra. En 1993, la flotte luxembourgeoise compte trois satellites qui enregistrent un chiffre d'affaires d'environ 261 millions CHF³⁹². Le premier opérateur privé d'un réseau satellitaire en Europe est devenu en quelques années un acteur dominant du champ vertical européen, faisant même de l'ombre au réseau de l'Agence spatiale européenne, Eutelsat.

Or, Tel-Sat et la SES, d'une part, et le Luxembourg et la Suisse, d'autre part, partagent de nombreux points communs. Tout comme les promoteurs du projet anglo-suisse en avaient l'intention, le réseau Astra diffuse des

³⁹⁰ NEGRINE Ralph, « New Media in Britain: Is There a Policy? », in : DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies...*, pp. 223-250.

³⁹¹ FORRESTER Chris, « Luxembourg: the Mouse that Roared », in : *High Above: the Untold Story of Astra, Europe's Leading Satellite Company*, Heidelberg, Springer, 2011, p. 59.

³⁹² « SES Astra: Himmlischer Krach », *Top Business*, 01.1995 ; CHALABY Jean K., *Transnational Television in Europe...*, p. 73.

programmes commerciaux dans toute l'Europe occidentale et ceux-ci peuvent être captés par des antennes de petite dimension. Le Grand-Duché et la Confédération ont en commun la petite taille de leur territoire, leur centralité géographique en Europe et leur politique économique libérale, à savoir des éléments stratégiques pour qui veut opérer une télévision commerciale à visée internationale. Les promoteurs de Tel-Sat sont d'ailleurs bien conscients de la menace que font planer sur eux les projets luxembourgeois. Durant leur campagne, entre 1980 et 1984, ils n'ont eu de cesse de rappeler que le Luxembourg avançait vite et qu'il pourrait donc s'emparer de la « place au soleil » qu'eux-mêmes convoitent sur le marché satellitaire européen. Mais alors, comment expliquer la réussite de la SES et l'échec de Tel-Sat ?

Les technologies différentes sur lesquelles Tel-Sat et la société luxembourgeoise sont basées constituent un premier facteur explicatif. Arrivés quelques années plus tard, les promoteurs d'Astra bénéficient des dernières techniques ; ils s'appuient sur des satellites moins coûteux, plus légers, mais aussi plus fiables et dont le signal peut néanmoins être capté par des antennes domestiques. En outre, ces satellites sont moins gourmands en énergie, ce qui permet d'embarquer un nombre plus élevé de transpondeurs et de diffuser jusqu'à 16 chaînes de télévision contre les 5 offertes par un satellite de RDS. En bref, Astra a misé sur le bon cheval alors que celui de la RDS est dépassé à peine la course entamée. De plus, ces différences technologiques constituent un avantage significatif sur le plan du droit international. Les faisceaux des satellites dits de RDS, régulés par les Actes de 1977, sont réservés à la couverture nationale : une norme préjudiciable si l'on souhaite diffuser dans toute l'Europe et que Tel-Sat avait d'ailleurs prévu de contourner. La SES trouve une meilleure astuce encore. Les satellites Astra – qui n'ont pas les caractéristiques d'un satellite de RDS et qui peuvent aussi être utilisés pour les télécommunications – sont soumis à la loi internationale sur les télécommunications spatiales *point-to-point*. Or, ce texte ne prévoit pas un usage des fréquences pour du *broadcasting* « direct », car relevant du plan de 1977. Profitant de ce flou juridique, la SES utilise lesdites fréquences pour transmettre des signaux de télévision « directs » à l'international. Ce faisant, Astra constitue un bel exemple de l'histoire croisée du *point-to-point* et du *broadcasting*.

Bien que ces facteurs techniques et juridiques pèsent dans le succès d'Astra, l'initiative n'aurait pu voir le jour sans le soutien inébranlable du gouvernement du Grand-Duché. Cette attitude tranche avec celle des instances fédérales suisses, sceptiques envers la télévision directe par satellite

et le caractère commercial de Tel-Sat. Cette différence s'explique par la tradition historiquement libérale du Luxembourg en matière de politique audiovisuelle. Dès les années 1930, à l'inverse des autres États européens, le pays a autorisé des entreprises privées à exploiter des chaînes de radio – et, plus tard, de télévision – ce qui a donné naissance à la fameuse Radio Télévision Luxembourgeoise (RTL). Dans ce prolongement, l'idée d'une télévision par satellite commerciale va être soutenue dès la fin des années 1970 par les Premiers ministres successifs, Pierre Werner et Jacques Santer, qui ne ménageront pas leurs efforts pour placer leur pays sur ce nouveau marché. Pour parvenir à ses fins, le Grand-Duché ira même jusqu'à devenir actionnaire d'Astra à hauteur de 20 % *via* ses institutions financières et à garantir le lancement du premier satellite pour un montant de 3,6 milliards de francs luxembourgeois, rassurant ainsi les futurs investisseurs³⁹³. Les autorités luxembourgeoises favoriseront d'ailleurs les participations étrangères alors que la présence des industriels britanniques au sein de Tel-Sat avait déplu en Suisse.

Cette incursion au Luxembourg éclaire d'un autre jour les barrières helvétiques au lancement d'une télévision privée et par satellite. Bien que la SSR soit déparlée de son monopole en 1983 et que les programmes de télévision locaux ou étrangers augmentent sur le territoire national, les autorités suisses n'ont pas la même visée politique que leur « petit » voisin en matière satellitaire, ni la même conception de la politique des médias. Il n'est absolument pas question de financer d'une manière ou d'une autre un opérateur privé et, de manière générale, le Conseil fédéral n'a pas l'ambition de faire de la Suisse un leader dans la commercialisation et l'internationalisation du paysage télévisuel européen. Les promoteurs de Tel-Sat se cassent les dents. Et pour Margrit Trappe-Diemand, qui ne baisse pas les bras, cet épisode se reproduira à plusieurs reprises.

Après que le Conseil fédéral a mis fin aux espoirs de voir se réaliser le projet pour lequel elle a tant œuvré, la publicitaire ne se décourage pas : « [I]a télévision par satellite viendra un jour ou l'autre en Suisse mais pas avec ceux qui abandonnent »³⁹⁴, lance-t-elle en décembre 1984, deux jours avant sa démission de Tel-Sat³⁹⁵. Fidèle à cette affirmation, Trappe-Diemand revient sur scène en 1989 avec le projet Télévision Suisse Internationale pour

³⁹³ « SES : le pari fou de la souris qui rugit », *Luxemburger Wort*, 24.12.15.

³⁹⁴ « Tel-Sat freine », *La Suisse*, 14.12.84. ACV. PP 888/101 (1984).

³⁹⁵ « Tel-Sat. Des conseillers démissionnent », *Gazette de Lausanne*, 17.12.84.

lequel un canal sur le prochain satellite européen est réservé³⁹⁶. Plusieurs grandes entreprises suisses se disent intéressées, à l'instar de Denner, Nestlé, Feldschlösschen et le groupe d'assurance Winterthur³⁹⁷. Mais ils n'investissent finalement pas et Trappe-Diemand peine à rassembler les garanties bancaires de 24 millions CHF exigées par les PTT pour la location du canal ; elle est contrainte à renoncer³⁹⁸. Dans le cas d'Astra, ces mêmes garanties bancaires sont assurées par le Grand-Duché.

Mais celle que le *Nouveau Quotidien* a surnommée la « *Don Quichotte de l'audiovisuel suisse* » ne se laisse pas abattre³⁹⁹. En 1992, Trappe-Diemand remet l'ouvrage sur le métier mais, de manière significative, elle abandonne le satellite pour miser sur le câble, moins onéreux⁴⁰⁰. Elle conserve toutefois l'idée d'une chaîne transnationale et privée qui couvrirait les régions alpines de Suisse, d'Allemagne, d'Autriche ainsi que le Tyrol italien : Tell-TV⁴⁰¹. Une centaine d'emplois sont prévus et le budget s'élève à 47,62 et 91 millions CHF pour les années 1993, 1994 et 1995⁴⁰². Premier programme privé à visée (inter) nationale à recevoir une concession du Conseil fédéral, Tell-TV compte parmi ses actionnaires les grandes firmes qui s'étaient manifestées en 1989 à l'occasion du projet de Télévision Suisse Internationale auxquelles s'ajoutent la Coop et plusieurs distributeurs de films⁴⁰³. Son programme se veut généraliste et sa distribution assurée par la publicité et le parrainage. Mais, une fois encore, les nuages s'amoncellent rapidement. La date de lancement – annoncée d'abord à fin mars 1993 – est ajournée pour cause de difficultés financières. Celles-ci aboutissent en avril à des licenciements et au non-versement des salaires⁴⁰⁴. Il sera impossible de redresser la barre : la faillite annoncée en juillet est actée en août⁴⁰⁵. Cette dernière débâcle met un terme aux ambitions audiovisuelles

³⁹⁶ « Qui aura les moyens de créer une TV privée suisse ? », *Journal de Genève*, 20.1.90 ; « Canal satellite Eutelsat : délai de renonciation prolongé », *Journal de Genève*, 21.8.90.

³⁹⁷ « Das Projekt "Schweizer Fernsehen International" », *Neue Zürcher Zeitung*, 16.1.90.

³⁹⁸ « Canal libre sur Eutelsat : les Suisses renoncent », *24 Heures*, 4.9.90.

³⁹⁹ « Don Quichotte de l'audiovisuel suisse, Margrit Trappe lance une chaîne privée », *Le Nouveau Quotidien*, 11.8.92.

⁴⁰⁰ « Une TV privée émettra à Zurich », *Le Nouveau Quotidien*, 8.8.92.

⁴⁰¹ L'initiative est brièvement mentionnée ici : KÜNZLER Matthias, « Die Abschaffung des Monopols... », pp. 66-67.

⁴⁰² « Don Quichotte de l'audiovisuel suisse, Margrit Trappe lance une chaîne privée », *Le Nouveau Quotidien*, 11.8.92.

⁴⁰³ « De grandes batailles se préparent dans le paysage audiovisuel helvétique », *Le Nouveau Quotidien*, 30.12.92.

⁴⁰⁴ « La pression monte chez Tell-TV », *Le Nouveau Quotidien*, 11.5.93 ; « Tell-TV menacée de perdre sa concession », *Journal de Genève*, 11.6.93.

⁴⁰⁵ « Tell TV en faillite », *Le Nouveau Quotidien*, 22.7.93 ; « Tell TV : faillite définitive », *Le Nouveau Quotidien*, 11.8.93.

de Trappe-Diemand dont nous n'avons trouvé aucune trace dans les archives pour les années suivantes.

L'exiguïté du territoire helvétique est l'argument généralement avancé pour expliquer que les chaînes privées à l'échelle régionale, nationale ou internationale ont du mal à s'épanouir en Suisse. L'exemple d'Astra démontre que cela ne constitue pas forcément un obstacle infranchissable, à la condition, toutefois, que l'État soutienne activement un opérateur commercial. Les échecs répétés de Trappe-Diemand doivent donc aussi à l'organisation politique de l'audiovisuel helvétique. Jusqu'en 1992, la SSR est demeurée le seul radiodiffuseur bénéficiant de la redevance et, par la suite, les concessions sont restées encore très restrictives jusqu'à leur réel assouplissement en 2006.

Dans un entretien mené en mai 2020 avec Jésus Martin, de la section Planification des fréquences de l'Office fédéral de la communication, nous avons appris que la place orbitale attribuée à la Suisse restait à ce jour inexploitée: *«C'est un capital, une ressource qui appartient à la Confédération et notre activité à son égard consiste à la préserver.»*⁴⁰⁶ De plus, cette place a perdu de sa valeur depuis 1977 car la fibre optique offre désormais des solutions plus efficaces et moins coûteuses. On ne se presse plus au portillon géostationnaire. Enfin, l'orbite basse est devenue la nouvelle *«place to be»* pour les satellites de communication alors que les progrès techniques permettent de placer sur la GEO un nombre bien plus élevé de satellites que ne le prévoyait les Actes de 1977. *«Il n'y a pas de problème de saturation, assure Jésus Martin, l'orbite géostationnaire est grande.»*⁴⁰⁷

Réguler, arme (in)efficace ?

Le modèle de télévision directe par satellite porté par Tel-Sat et par le réseau Astra appelle quelques considérations conclusives sur le pouvoir des textes juridiques internationaux à effectivement faire du champ vertical un territoire plus démocratique face au poids du facteur industriel et économique et face aux intérêts nationaux.

⁴⁰⁶ Entretien téléphonique mené par Marie Sandoz avec Jésus Martin, de la section Planification des fréquences de l'Office fédéral de la communication, 13.5.20.

⁴⁰⁷ Entretien téléphonique mené par Marie Sandoz avec Jésus Martin, de la section Planification des fréquences de l'Office fédéral de la communication, 13.5.20.

Tout d'abord, l'adoption d'une législation visant à garantir l'accès équitable au champ vertical n'a pas d'influence sur les conditions matérielles indispensables pour en jouir de manière effective. Les pays du Sud ont rapidement pris conscience de cette limite fondamentale. Le juriste Charles Dalfen résume ainsi leurs critiques concernant les principes d'égalité et de liberté d'accès que contient le Traité de l'espace de 1967 : « *Pour de nombreux petits États, ces principes ont semblé faire écho à l'épithète d'Anatole France selon laquelle les riches et les pauvres sont également libres de dormir sous les ponts de la Seine.* »⁴⁰⁸ Dans le programme du Mouvement des non-alignés, un transfert technologique des pays dits développés vers les pays dits sous-développés est d'ailleurs prévu et ce mécanisme concerne les activités spatiales. Dans ce domaine, les pays du Sud utilisent le Traité de l'Espace pour faire avancer leur agenda. Ce dernier stipule que l'exploitation de l'espace doit « *se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique* »⁴⁰⁹, et donc – selon l'interprétation des pays du Sud – que leurs bénéfices aussi bien culturels qu'économiques doivent être équitablement partagés. Ils formulent dès lors des demandes telles que l'utilisation de satellites à des prix abordables ou gratuitement, le don de matériels de réception, le transfert de capitaux, etc.⁴¹⁰ À l'inverse, les États-Unis interprètent cet article du Traité dans une perspective de laissez-faire selon laquelle ce texte imposerait simplement que les activités spatiales ne nuisent pas.

Dans la pratique, un transfert technologique « soft » se met en place *via* des programmes bilatéraux ou multilatéraux basés sur l'envoi d'experts occidentaux, la formation de fonctionnaires du Sud, la tenue de séminaires, etc.⁴¹¹ Ce modèle s'inscrit dans l'orientation des Nations Unies et de ses organes durant les décennies 1960 et 1970, officiellement déclarées « du Développement ». L'idéologie et les pratiques d'aide au développement prennent une réelle ampleur à cette période, notamment parce qu'elles séduisent

⁴⁰⁸ DALFEN C. M., « Direct Satellite Broadcasting... », p. 369 ; la citation correcte est la suivante : « *Ils [les pauvres] y [en France] doivent travailler devant la majestueuse égalité des lois, qui interdit au riche comme au pauvre de coucher sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain.* » FRANCE Anatole, *Le lys rouge*, Paris, Calmann Lévy, 1894.

⁴⁰⁹ Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Conclu à Washington, Moscou et Londres le 27 janvier 1967. AFS. 0.790. RO 1970 90.

⁴¹⁰ DALFEN C. M., « Direct Satellite Broadcasting... », pp. 369-371 ; SOROOS Marvin S., « The Commons in the Sky... », p. 676 ; WIESSNER Siegfried, « The Public Order... », pp. 244-245.

⁴¹¹ WIESSNER Siegfried, « The Public Order... », p. 259.

les pays du Sud. Ils considèrent qu'il s'agit d'un moyen de rattraper leur «retard» tel que conceptualisé par les théories de la modernisation, dominantes à l'époque, et qu'incarne l'économiste étatsunien Walter W. Rostow⁴¹². Mais selon une historiographie critique maintenant bien établie, l'aide au développement perpétue les relations hiérarchiques de la colonisation⁴¹³. L'histoire de l'assistance technique en matière spatiale et son évaluation sont à écrire. Dans tous les cas, l'exploitation des ressources verticales est restée profondément inégale jusqu'à aujourd'hui. En mai 2023, sur les 7 561 satellites opérationnels de tous types confondus en orbite, plus de 5 166 sont étatsuniens, et la Chine suit loin derrière avec 618 engins⁴¹⁴. Le premier opérateur des États-Unis n'est autre que SpaceX, propriété d'Elon Musk, à la tête d'un réseau de 3 997 satellites. Le milliardaire incarne aujourd'hui mieux que personne le modèle néolibéral, transnational mais aussi anti-démocratique des communications spatiales ainsi que le pouvoir de l'argent dans la définition et le contrôle du champ vertical.

⁴¹² ROSTOW Walt W., *The Stages of Economic Growth: a Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

⁴¹³ RIST Gilbert, *Le développement...*; CHASSÉ Daniel Speich, «Technical Internationalism and Economic Development at the Founding Moment of the UN System», in : FREY Marc, KUNKEL Sönke, UNGER Corinna R. (éd.), *International Organizations and Development, 1945-1990*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014, pp. 23-45; pour une histoire critique des activités de l'UIT en matière d'aide au développement, voir : BERTH Christiane, «ITU, the Development Debate...».

⁴¹⁴ Union of Concerned Scientists Satellite Database, updated May 1, 2023. <https://www.ucsusa.org/resources/satellite-database>.

Chapitre 3

La télévision par satellite comme « nouveau média » : pour une histoire politique et intermédiatique de la presse et de l'audiovisuel (1920-1980)

« Au début du xx^e siècle, la presse écrite dut faire face à l'apparition d'un nouveau média, le cinéma. Dans les années 1920, il en alla de même avec la radio puis, dans les années 1960, avec la télévision. À chacun d'eux, elle s'est adaptée, non sans difficulté. Aujourd'hui, devant la perspective d'un développement spectaculaire des médias électroniques la presse écrite demande que lui soit reconnu le droit prioritaire d'y participer. »

NICOLE Jean-Claude, « Satellites : une télévision européenne à partir de la Suisse », *Communication et langages* 53(1), 1982, p. 86.

Le « nouveau » satellite et la « vieille » presse : une histoire croisée

Au printemps 1980, des chroniques réunies sous le titre « Tel-Sat, Videotex, Teletel, etc. » sont publiées par le quotidien neuchâtelois *L'Express*⁴¹⁵. La fondation, une semaine plus tôt, de la société Tel-Sat pour une télévision par satellite suisse en est probablement à l'origine. Le journaliste – un certain R. A. – tente de cerner les contours et les perspectives de ces « *fameux nouveaux médias* »⁴¹⁶. L'usage de l'expression, apparue au milieu du siècle⁴¹⁷, connaît alors une importante croissance à la faveur du développement des chaînes de télévision par câble et satellites, des radios locales ou de la télématique⁴¹⁸. Le chroniqueur redoute leur émergence qui signe une « *nouvelle ère de civilisation* »⁴¹⁹ en même temps qu'il se réjouit de « *l'extension des connaissances* »⁴²⁰ qu'ils promettent.

Ces chroniques sont une illustration efficace du registre sémantique qui accompagne l'émergence de technologies médiatiques⁴²¹. Par ailleurs, en revenant sur la notion de média « [d]es hiéroglyphes au petit écran »⁴²², cette série propose une réflexivité historique intéressante sur les évolutions contemporaines qu'elle commente. C'est dans cette perspective qu'elle s'interroge sur la place de l'écrit dans ce paysage médiatique en mouvement. On peut lire que, dans le passé, radio et télévision ont poussé la presse à « *se recycle[r]* »⁴²³ pour parvenir à ce que les trois médias travaillent « *en*

⁴¹⁵ R. A. « Les nouveaux média », *L'Express*, 23.5.80; R. A., « Entre l'enthousiasme et l'inquiétude », *L'Express*, 24.5.80; R. A., « Des hiéroglyphes au petit écran », *L'Express*, 27.5.80; R. A. « Concurrentes aux dents longues », *L'Express*, 30.5.80; R. A., « Mariage de raison », *L'Express*, 31.5.80; R. A., « Le secret de polichinelle », *L'Express*, 2.6.80; R. A., « Encyclopédie universelle pour tous », *L'Express*, 3.6.80; R. A., « Le présent du futur », *L'Express*, 4.6.80; R. A., « La Suisse se met sur les rangs », *L'Express*, 5.6.80; R. A., « Grandeur de la servitude », *L'Express*, 6.6.80.

⁴¹⁶ R. A., « Le secret de polichinelle », *L'Express*, 2.6.80.

⁴¹⁷ PETERS Benjamin, « And Lead Us not into Thinking... », p. 16.

⁴¹⁸ Le terme « télématique », qui a connu un grand succès, est apparu pour la première fois en 1978 dans le rapport de Simon Nora et Alain Minc. Il désigne un ensemble de technologies à la croisée des télécommunications et de l'informatique. NORA Simon, MINC Alain, *L'informatisation de la société : rapport à M. le Président de la République*, Paris, La Documentation française, 1978.

⁴¹⁹ R. A. « Les nouveaux média », *L'Express*, 23.5.80.

⁴²⁰ R. A., « Entre l'enthousiasme et l'inquiétude », *L'Express*, 24.5.80.

⁴²¹ GUNNING Tom, « Re-Newing Old Technologies: Astonishment, Second Nature, and the Uncanny in Technology from the Previous Turn-of-the-Century », in : THORBURN David, JENKINS Henry (éd.), *Rethinking Media Change...*, pp. 39-60; STURKEN Marita, DOUGLAS Thomas, BALL-ROKEACH Sandra (éd.), *Technological Visions...*

⁴²² R. A., « Des hiéroglyphes au petit écran », *L'Express*, 27.5.80.

⁴²³ R. A., « Des hiéroglyphes au petit écran », *L'Express*, 27.5.80.

parfaite symbiose»⁴²⁴. Aujourd'hui, estime le journaliste, cet équilibre est menacé et, pour que la presse écrite conserve son rôle social, elle doit «*s'allier étroitement aux nouveaux médias*»⁴²⁵.

À l'instar de cette série d'encarts, le présent chapitre propose d'analyser l'intégration de la télévision par satellite en Suisse en considérant, d'une part, sa construction en tant que «nouveau média» et, d'autre part, son investissement stratégique par la presse dans le cadre des transformations médiatiques des années 1980. Tel-Sat articule ces deux dimensions : aux côtés des industriels britanniques et des publicitaires présentés dans le chapitre précédent, la société est créée par les deux principaux groupes de presse romands que sont Sonor SA et 24 heures – Imprimeries Réunies Lausanne (IRL) SA. Certes, les trois plus grosses sociétés éditrices de journaux du pays que sont Ringier & Co. AG, Tages-Anzeiger für Stadt und Kanton Zürich AG et Jean Frey AG brillent par leur absence. Mais des journaux alémaniques majeurs se joignent au capital-actions, à l'instar de la National Zeitung und Basler Nachrichten AG, de la Berner Zeitung AG ou de Zollikofer AG, éditrice de la *St. Galler Tagblatt*.

Ce chapitre analyse cette présence de la presse dans un projet de télévision par satellite en trois étapes successives. La première est dédiée au projet Tel-Sat lui-même. Il est montré que ses promoteurs utilisent le statut de «nouveau média» de la télévision par satellite pour faire converger les potentialités associées à la technologie spatiale et les intérêts respectifs de la Confédération et des journaux helvétiques. La deuxième partie du chapitre prend un peu de recul en situant l'initiative au sein du mouvement de diversification audiovisuelle qu'entame la presse durant les années 1970-1980. Cet élargissement de la focale a au moins trois avantages. D'abord, il donne la possibilité d'appréhender la télévision par satellite comme «un nouveau média parmi d'autres» au sein d'une stratégie plus globale menée par les milieux de la presse suisse. Ensuite, il révèle la manière dont Tel-Sat se distingue d'autres incursions audiovisuelles des patrons de journaux et permet donc de cerner les spécificités de la télévision par satellite. Le chapitre se clôt enfin sur une ouverture diachronique plus franche. Afin de comprendre les raisons structurelles des renégociations qui s'opèrent dans le milieu de la presse suisse au tournant des années 1980, la troisième partie compare la relation qu'elle entretient avec les «nouveaux médias» des années 1980 et les médias qui entamaient leurs premiers pas

⁴²⁴ R. A., «Mariage de raison», *L'Express*, 31.5.80.

⁴²⁵ R. A., «Grandeur de la servitude», *L'Express*, 6.6.80.

durant les années 1920 et 1950, à savoir la radio et la télévision. La logique d'endiguement qui prévaut envers ces deux modes de diffusion tranche avec celle qui se veut proactive quelques décennies plus tard. Le présent chapitre replace de la sorte l'intégration des communications spatiales en Suisse dans l'histoire politique et économique de la presse et de sa relation conflictuelle avec l'audiovisuel.

Sur un plan plus conceptuel, les pages qui suivent développent une réflexion critique sur les catégories « nouveau » et « ancien » médias. Pour cela, nous nous inspirons d'études issues du champ de la *New media history* qui poussent à penser la « nouveauté » et, plus récemment, la « vieillesse » des médias en termes d'imbrication et d'influences réciproques et qui encouragent à les appréhender au sein de leur écologie médiatique⁴²⁶. Si nous utilisons ces catégories pour leur vertu heuristique, nous nous attacherons cependant à dévoiler leur trop grande rigidité pour décrire le renouvellement médiatique. Ce chapitre contribuera en outre de manière originale à la *New (and old) media history*. Les journaux ne constituent pas un terrain d'investigation de cette littérature et les études qui s'intéressent plus spécifiquement aux « anciens » médias se penchent majoritairement sur la réapparition de moyens de communication tombés en désuétude, à l'instar du succès actuel des disques en vinyle⁴²⁷. En s'intéressant à la presse, c'est-à-dire à un « ancien média » qui n'est jamais devenu obsolète, ce chapitre permettra d'analyser sur la longue durée la manière dont un mode de diffusion et ses acteurs s'adaptent aux mutations de leur écologie médiatique et comment, à l'inverse, ils les façonnent en partie. De plus, au sein de la *New media history*, les circulations

⁴²⁶ BOLTER Jay David, GRUSIN Richard, *Remediation: Understanding New Media*, Cambridge, MA, MIT Press, 2000; FULLER Matthew, *Media Ecologies: Materialist Energies in Art and Technoculture*, Cambridge, MA, MIT Press, 2005; BALBI Gabriele, « Old and New Media. Theorizing Their Relationships in Media Historiography », in: KINNEBROCK Susanne, SCHWARZENEGGER Christian, BIRKNER Thomas (éd.), *Theorien des Medienwandels*, Cologne, Herbert von Halem Verlag, 2015, p. 231-249; THEOPHANIDIS Philippe, THIBAUT Ghislain, « Media Hysteresis: Persistence through Change », *Alphaville: Journal of Film and Screen Media* 12, Film and Screen Media, University College Cork, 2017, pp. 8-23; LESAGE Frederik, NATALE Simone, « Rethinking the Distinctions between Old and New Media: Introduction », *Convergence: the International Journal of Research into New Media Technologies* 25(4), 2019, pp. 575-589; MAGAUDDA Paolo, MINNITI Sergio, « Retromedia-in-Practice: a Practice Theory Approach for Rethinking Old and New Media Technologies », *Convergence: the International Journal of Research into New Media Technologies* 25(4), 2019, pp. 673-693.

⁴²⁷ MAGAUDDA Paolo, MINNITI Sergio, « Retromedia-in-practice... »; VON DER HEIJDEN Tim, « Technostalgia of the Present: from Technologies of Memory to a Memory of Technologies », *NECSUS. European Journal of Media Studies* 4(2), 2015, pp. 103-121; NIEMEYER Katharina (éd.), *Media and Nostalgia: Yearning for the Past, Present and Future*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014; REYNOLDS Simon, *Retromania: Pop Culture's Addiction to Its Own Past*, Londres, Faber and Faber, 2011.

intermédiatiques sont essentiellement analysées par le biais de l'hybridité technique, des pratiques sociales et des imaginaires. En étudiant les conditions politiques et économiques de la relation entre la presse et différents «nouveaux médias» ainsi que l'évolution diachronique de la stratégie d'éditeurs de presse, ce chapitre soulignera l'importance des rapports de force dans les reconfigurations du paysage médiatique suisse. Il place le structurel, le conflictuel et le politique au centre de l'analyse.

Enfin, ce chapitre représente un apport pour l'historiographie de la presse qui n'a que peu abordé son rapport à l'audiovisuel. Si l'arrivée de la radio et de la télévision est évoquée, les réactions organisées des journaux font rarement l'objet d'analyses. Quant aux années 1980, elles sont souvent délaissées⁴²⁸, les études passant de la crise des années 1960-1970 au choc du tournant digital⁴²⁹. Pour la Suisse, nous avons pu nous appuyer sur l'important travail de synthèse d'Alain Clavien qui intègre l'histoire des journaux romands à celle de leur environnement politique, économique et médiatique⁴³⁰. Les rapports de la presse nationale avec la SSR ont été documentés à partir des ouvrages consacrés à l'histoire de cette dernière ainsi que par une recherche historique sur la publicité audiovisuelle en Suisse⁴³¹. On trouvera enfin des informations sur les activités multimédias des éditeurs dans des travaux de journalistes de l'époque et d'aujourd'hui⁴³². Néanmoins, l'ensemble de cette littérature ne

⁴²⁸ Sur la presse des années 1980, voir notamment : SMITH Anthony, *Goodbye Gutenberg: the Newspaper Revolution of the 1980's*, New York, Oxford University Press, 1980 ; TUNSTALL Jeremy, *Newspaper Power: the New National Press in Britain*, Oxford, Clarendon Press, 1996 ; TRANFAGLIA Nicola, CASTRONOVO Valerio, *La stampa italiana nell'età della TV: dagli anni settanta a oggi*, Rome, Laterza, 2002.

⁴²⁹ ALBERT Pierre, *Histoire de la presse*, Paris, Presses universitaires de France, 2018 ; DELPORTE Christian, BLANDIN Claire, ROBINET François (éd.), *Histoire de la presse en France*, Paris, Armand Colin, 2016 ; EVENO Patrick, *Histoire de la presse française : de Théophraste Renaudot à la révolution numérique*, Paris, Flammarion, 2012 ; BORCHARD Gregory A., *A Narrative History of the American Press*, New York, Routledge, 2019 ; AGUILERA CASTILLO César, PIZARROSO QUINTERO Alejandro, *Historia de la prensa*, Madrid, Editorial Centro de Estudios Ramón Areces, 1994 ; STÖBER Rudolf, *Deutsche Pressegeschichte: von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Constance, UVK, 2014 ; CASTRONOVO Valerio, TRANFAGLIA Nicola, *Storia della stampa italiana*, Rome, Laterza, 1976.

⁴³⁰ CLAVIEN Alain, *La presse romande...* ; CLAVIEN Alain, *Grandeurs et misères de la presse politique : le match «Gazette de Lausanne» – «Journal de Genève»*, Lausanne, Antipodes, 2010 ; voir aussi : BOLLINGER Ernst, *La presse suisse : les faits et les opinions*, Lausanne, Payot, 1986.

⁴³¹ EHNIMB-BERTINI Sonia, «Les années de l'expansion : la SSR relève les défis du progrès, 1950-1958», in : DRACK Markus T. (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, pp. 153-194 ; SCHADE Edzard, «L'échec de la radiodiffusion locale, 1923-1931», in : DRACK Markus T. (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, pp. 25-58 ; SCHERRER Adrian, «L'essor envers et contre tout, 1931-1937», in : DRACK Markus T. (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, pp. 59-92 ; VALLOTTON François, «Anastasia ou Cassandre?...».

⁴³² CHUARD Jean-Pierre, *Une odeur d'encre. Les 75 ans de la Société 24 Heures-Imprimeries Réunies S.A. : 1907-1982*, Lausanne, 24 Heures-Imprimeries Réunies S.A., 1982 ; BAETTIG Michel, *Jean-Claude Nicole : l'éditeur aux mille défis*, Lausanne, P.-M. Favre, 1984 ; CHENAUX Jean-Philippe, *De la «Planète*

place pas les circulations intermédiaires au centre de l'analyse, comme le proposent les pages qui suivent.

A. La télévision par satellite façonnée par les intérêts stratégiques de la presse

Au début des années 1980, Tel-Sat est systématiquement signalée dans les articles consacrés aux «nouveaux médias», comme l'atteste la série de chroniques de *L'Express* qui porte son nom. En condensant la nouvelle donne technique, la commercialisation et l'internationalisation du paysage des médias helvétique⁴³³, Tel-Sat devient le symbole des transformations médiatiques de la période. La taille des investissements et des revenus prévus ainsi que sa dimension internationale donne à Tel-Sat un statut particulier dans le discours public : «*Il est énorme, il a des proportions colossales, le projet Tel-Sat*»⁴³⁴, s'exclame notre journaliste de *L'Express* dans une série de chroniques dédiée cette fois-ci entièrement au projet de télévision par satellite⁴³⁵. Ce dernier est en outre chargé des valeurs associées aux technologies de la conquête spatiale, symboles de modernité, de progrès et du futur⁴³⁶. Un article de mars 1982 sur les «*mutations profondes des médias*» donne un bon exemple du pouvoir évocateur de la télévision par satellite dans les discours sur les «nouveaux médias». Tel-Sat est considéré comme leur «*meilleure illustration*»⁴³⁷ et cinq images sur les sept publiées dans l'article sont en lien avec la télévision par satellite. Celle-ci occupe ainsi la moitié des

Gutenberg » au déploiement multi-médias : la presse romande dans tous ces États, Pully, Alliance Culturelle Romande, 1987, 10 p. ; CHUARD Jean-Pierre, *Des journaux et des hommes : aspects de l'histoire et de l'évolution de la presse en Suisse romande*, Yens sur Morges, Cabédita, 1993 ; CHUARD Corinne, *Histoire du groupe Edipresse, 1982-2007*, Lausanne, Edipresse Publications, 2004 ; WILLEMIN Nicolas, *Médias suisses, le virage numérique*, Neuchâtel, Livreo-Alphil, 2018.

⁴³³ VALLOTTON François, « La radiodiffusion de service public suisse face aux défis de la globalisation », in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR de 1983 à 2011*, Baden, hier + jetzt, 2012, pp. 15-38.

⁴³⁴ R. A., « Surabondance et pénurie », *L'Express*, 11.10.80.

⁴³⁵ R. A., « Le paradis ou l'enfer », *L'Express*, 6.10.80 ; R. A., « Un satellite suisse », *L'Express*, 7.10.80 ; R. A., « Courage ou mégalomanie », *L'Express*, 8.10.80 ; R. A., « Publicité des grands nombres », *L'Express*, 10.10.80 ; R. A., « Surabondance et pénurie », *L'Express*, 11.10.80 ; R. A., « Serons-nous télécolonisés ? », *L'Express*, 13.10.80 ; R. A., « Nous ne vivons pas que de pain », *L'Express*, 14.10.80.

⁴³⁶ KILGORE De Witt Douglas, *Astrofuturism: Science, Race, and Visions of Utopia in Space*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2003 ; GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Imagining Outer Space...*

⁴³⁷ « Les médias en proie à de profondes mutations », *Radio-TV Je vois tout*, 4.3.82.

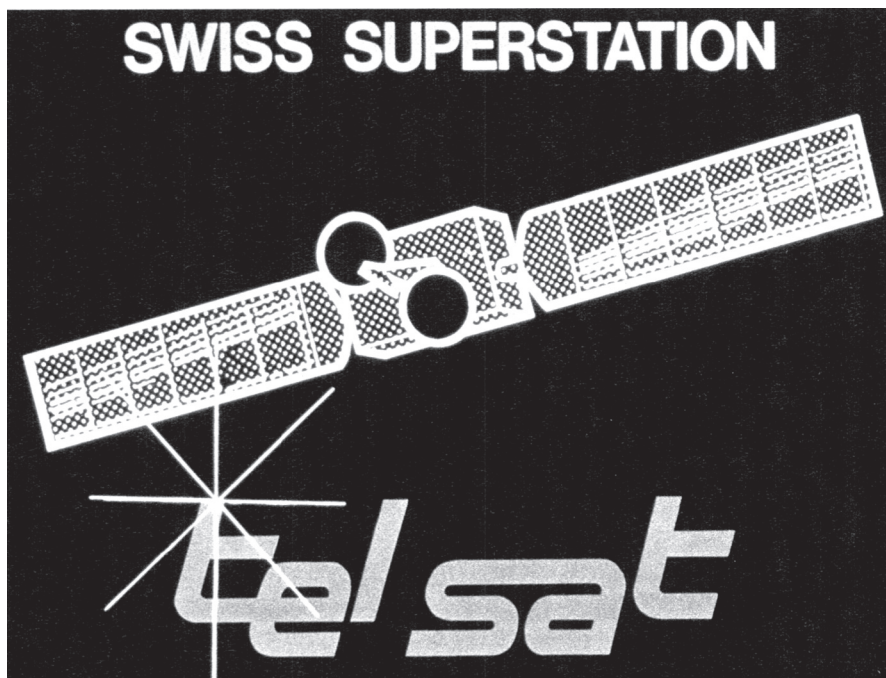


Figure 21: Le logo de Tel-Sat publié sans commentaire dans un article sur les mutations des médias en Suisse, 4.3.82. *Radio-TV Je vois tout*, 4.3.82.

trois pages de l'article dont le sous-titre est significatif: « En Suisse aussi on s'efforce de prévoir le futur ».

Ces images, dont certaines sont directement issues du dossier de presse de Tel-Sat et dont le caractère publicitaire ne fait pas de doute (fig. 21), ainsi que l'omniprésence du projet dans les journaux romands et alémaniques rendent compte de l'efficacité de la communication mise en place par les promoteurs de la société. Tablant sur les potentialités techniques et symboliques de la « nouvelle » télévision par satellite, ils en fournissent une description qui correspond à leurs intérêts propres.

Avec une aire de diffusion dont 80 à 95 % sont situés hors des frontières helvétiques, la visée européenne de Tel-Sat constitue son attribut majeur⁴³⁸. La

⁴³⁸ Le pourcentage varie selon les sources. Jean-Claude Nicole, Conférence de presse, Tel-Sat: du 14 mai 1980 au 19 juin 1981, 19.6.81. ACV. PP 888/101 (1981).

télévision par satellite est un « nouveau média » aux potentialités internationales, ce que les firmes britanniques, les publicitaires helvétiques et les éditeurs de journaux « actionnaires » de la société font d'abord rimer avec nouveaux marchés et retombées financières. Toutefois, afin de convaincre de la pertinence de leur initiative, les promoteurs de Tel-Sat déclinent cette dimension internationale au travers d'un dispositif discursif complexe. Ils façonnent une télévision satellite dont les caractéristiques doivent pouvoir séduire certains acteurs-clés.

Un « nouveau média » au service de la Suisse

Convaincre le gouvernement d'octroyer une concession est une priorité. Comme les autorités et les institutions, associations et partis politiques qui ont répondu à la consultation nationale au sujet de Tel-Sat ont émis des réserves quant à la participation britannique (chapitre 2), renforcer l'identité suisse de l'initiative est un enjeu central. Sur le plan administratif, l'organisation de Tel-Sat est modifiée dans un complément à la demande de concession. En plus de la société par actions, à 45 % britannique, il est prévu une société concessionnaire qui, elle, sera 100 % suisse et dont des membres pourront être nommés par le Conseil fédéral⁴³⁹. Un organe consultatif est également ajouté afin d'assurer la représentation de tous les intérêts politiques, linguistiques, culturels, confessionnels et sociaux de la Suisse⁴⁴⁰.

En parallèle, les discours au sujet de Tel-Sat se donnent un vernis national. Le « nouveau média » est présenté comme « *un moyen unique de promouvoir l'image de marque de la Suisse* »⁴⁴¹. Il est prévu de diffuser des actualités suisses à destination de l'Europe ou des actualités internationales « *vues sous un angle suisse* »⁴⁴², ce qui promet une meilleure compréhension mutuelle avec les pays de la région. L'idée que la Suisse est un pays particulièrement compatible avec la visée internationale de la télévision par satellite est aussi mise en avant. Le président de Tel-Sat et directeur de Sonor SA, Jean-Claude Nicole, donne un bon exemple de cette rhétorique :

⁴³⁹ Tel-Sat, La requête complémentaire du 6.2.81, Conférence de presse, 17.2.81. ASSR. Z 04.8-a.

⁴⁴⁰ Aktualisierung des Konzessionsgesuches der Tel-Sat vom 30 Mai 1980 und des Ergänzungseingabe vom 6. Februar 1981. Secretariat Tel Sat, 30.11.83. AFS. E8001C#1988/172#3402*.

⁴⁴¹ Brochure de promotion Tel-Sat, 1982. AFS. E8001D-01#1990/59#293*.

⁴⁴² Projet d'exploitation de Tel-Sat pour un système suisse de communication par satellite, 2.3.83. AFS. E8001D-01#1990/59#293*.

*«La Suisse est peut-être particulièrement apte à mettre en œuvre une telle conception. Pour s'adresser, en effet, à des audiences de nationalité, de culture et de langue différentes, elle pourra s'appuyer sur une position politique et sur une expérience unique. Sa neutralité et son indépendance conféreront à son message un caractère d'où sera absente toute visée politique. Quant à son expérience, elle correspond précisément à celle d'un État qui a créé une unité à partir de trois, voire quatre langues, et de trois cultures.»*⁴⁴³

La «nouvelle» télévision par satellite est ainsi associée aux qualités historiquement attribuées aux moyens de communication transnationaux, à savoir prospérité économique et dialogue entre les peuples, ce qu'incarne réciproquement la vision archétypale d'une Suisse «neutre» et «multiculturelle».

Mais les promoteurs de Tel-Sat usent aussi du pouvoir symbolique des dangers dont ces mêmes médias transnationaux sont traditionnellement accusés et, en particulier, la menace qu'ils font planer sur la souveraineté nationale. La «nouveau» de la télévision par satellite tiendrait à son pouvoir de subvertir les «anciennes» frontières, un thème qui agite les débats multilatéraux sur le satellite depuis les années 1960 (chapitre 2). Dans sa série de chroniques sur les «nouveaux médias», le journaliste de *L'Express* affirme d'ailleurs qu'avec le développement des satellites «la notion même de frontière deviendra plus floue»⁴⁴⁴ et qu'ils vont «centupl[er]»⁴⁴⁵ le nombre et l'impact des programmes sur l'opinion. Fort de cet imaginaire tenace, les promoteurs de Tel-Sat brandissent le spectre de l'envahissement de contenus étrangers que promettent les initiatives similaires que fomentent les États voisins. Cette rhétorique permet de présenter Tel-Sat comme un garde-fou pour la Suisse et d'argumenter en faveur de l'octroi rapide de la concession⁴⁴⁶. À cet égard, l'enjeu est en réalité plus commercial que culturel. Comme le dit Nicole, en termes de parts de marché, «celui qui parvient à occuper

⁴⁴³ NICOLE Jean-Claude, «Satellites : une télévision européenne...», p. 91.

⁴⁴⁴ NICOLE Jean-Claude, «Satellites : une télévision européenne...».

⁴⁴⁵ R. A., «Grandeur de la servitude», *L'Express*, 6.6.80.

⁴⁴⁶ Des exemples divers : Josef Jäger et Fritz Latscha à Kurt Furgler (Chef du DFJP), 6.5.81 ; Margrit Trappe-Diemand à Urs Alleman (Secrétariat DFTCE), 17.3.82. AFS. E8001C#1988/172#3425* ; R. Weiersmüller (DFAE), Note au Ministre M. Jaccard, 27.8.80. AFS. E2023A#1991/39#2080* ; Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger au DFTCE, 12.1.81. AFS. E2023A#1991/39#2082*.

le terrain le premier bénéficie d'un avantage considérable, et souvent décisif»⁴⁴⁷.

En résumé, dans la bouche des actionnaires de Tel-Sat, la télévision par satellite est un « nouveau média » particulièrement à même de se mettre au service de la Suisse.

Cette construction spécifique ne suffit toutefois pas à convaincre le gouvernement d'octroyer le sésame tant espéré. Il rejette la requête en septembre 1984. L'argumentaire développé par les promoteurs de Tel-Sat bute à la fois sur une autre vision de la télévision par satellite portée par les autorités – plus négative – et sur leur volonté d'établir un cadre juridique avant que ne se concrétise une initiative (chapitre 2).

Un « nouveau média » au service de la presse helvétique

Compte tenu du coût de l'opération, il est aussi indispensable de persuader des investisseurs. Si le capital de départ de Tel-Sat s'élève à 500 000 CHF pour être augmenté à 1 million en 1981 puis à 1,5 million l'année suivante⁴⁴⁸, les engagements prévus sont plus impressionnants : 233 millions pour la construction des studios à Bâle et un fonds de roulement de 158 millions⁴⁴⁹. Or, les milieux de la presse sont la cible privilégiée. Afin d'encourager les membres de l'Association suisse des éditeurs de journaux (ASEJ) à prendre part à l'aventure, on les fait bénéficier de conditions avantageuses⁴⁵⁰. De plus, le capital-actions est ouvert « *par priorité aux entreprises de presse* »⁴⁵¹ qui doivent en détenir au minimum 26 %. Cette condition a été posée par les actionnaires suisses aux industriels britanniques⁴⁵². Elle se reflète dans le profil des membres fondateurs de la société ainsi que dans la composition de son Conseil d'administration. Nicole y préside aux

⁴⁴⁷ Jean-Claude Nicole, Tel-Sat : projet de satellite suisse pour la diffusion directe de programmes télévisés, Conférence de presse, Berne, 22.5.80. ACV. PP 888/101 (1980).

⁴⁴⁸ Jean-Claude Nicole et Josef Jäger à Leon Schlumpf, 8.2.82. AFS. E8001C#1988/172#3425* ; Rapport sur le 3^e exercice de Tel-Sat du 1^{er} janvier au 31 décembre 1982 à l'attention de l'Assemblée générale du 10 juin 1983. AFS. E8001D-01#1990/59#293*.

⁴⁴⁹ « Dans la région bâloise, le projet Tel-Sat trouve des appuis de taille », *24 Heures*, 20.4.81 ; « Bâle, une région idéale pour Tel-Sat », *Journal de Genève*, 20.4.81 ; Exposé de Jean-Claude Nicole à l'AG de l'ASEJ, Diffusion directe de programmes télévisés par satellite, le projet suisse, 29.4.80. ACV. PP 888/101 (1980).

⁴⁵⁰ Jean-Claude Nicole à Max Rapold, 16.3.83. ACV. PP 888/101 (1983).

⁴⁵¹ Projet de satellite suisse de télévision. Séance du 13.2.80. Ouverture de la journée par M. Jean-Claude Nicole. ASSR. Z 23.8/a. Jan-Mai 1980.

⁴⁵² « TV par satellite : la Suisse en tête ? », *L'Illustré*, 23.4.20.

côtés de camarades de la *Correspondance politique suisse* et de la *Basler Zeitung*, Josef Jäger et Fritz Latscha, respectivement vice-président et secrétaire. Avec la publicitaire bernoise Margrit Trappe-Diemand, le patron du quotidien genevois *La Suisse* est le porte-parole et infatigable défenseur de l'entreprise. C'est lui qui fonde avec Marc Lamunière, directeur de 24 heures – IRL, le Comité pour un satellite suisse de télévision au début de l'année 1980⁴⁵³. Par ailleurs, Sonor détient 35 % des actions de la société⁴⁵⁴, soit la participation suisse majoritaire, et de loin, celle-ci se montant à 55 % du capital⁴⁵⁵. Les circulations intermédiaires entre la presse et la télévision par satellite passent donc d'abord par la structure financière du « nouveau média ».

Dans un article paru en 1982 dans la revue *Communication et langage*, Nicole développe un argumentaire qui noue habilement les possibilités de diffusion offertes par un satellite et les conditions spécifiques du marché des journaux helvétique :

« Il faut rappeler [...] que nous sommes importateurs de media beaucoup plus qu'exportateurs. Chaque jour des dizaines de milliers d'exemplaires de quotidiens étrangers sont vendus en Suisse, chaque semaine des centaines de milliers d'exemplaires de périodiques, chaque année des millions de livres. En permanence des stations de radio et de télévision étrangères s'adressent, en Suisse, à des audiences substantielles.

Par comparaison, l'exportation de la presse écrite suisse, comme aussi de programmes radiophoniques ou télévisés, demeure dérisoirement faible.

*Pour la première fois, avec la télévision directe par satellite, un renversement de tendance apparaît possible, puisque plus de 80 % de l'audience potentielle se situera en dehors de Suisse. »*⁴⁵⁶

Il est vrai que le paysage médiatique suisse est historiquement pénétré par une importante offre étrangère. Cela s'explique par la taille réduite du pays et sa proximité avec de grands voisins de langues communes, mais aussi, en ce qui concerne la télévision, au pourcentage élevé en

⁴⁵³ Projet de satellite suisse de télévision. Séance du 13.2.80. Ouverture de la journée par M. Jean-Claude Nicole. ASSR. Z 23.8/a. Jan-Mai 1980.

⁴⁵⁴ BAETTIG Michel, *Jean-Claude Nicole...*, p. 108.

⁴⁵⁵ DFTCE, Questionnaire élaboré pour la consultation relative à la demande de concession présentée par la firme Tel-Sat S.A., 7.8.80. AFS. E8001C#1988/172#3422*.

⁴⁵⁶ Ce pourcentage varie selon les sources de 80 à 95 %. NICOLE Jean-Claude, « Satellites : une télévision européenne... », p. 86.

comparaison internationale de foyers reliés au réseau câblé. Capitalisant sur cette situation, les promoteurs de Tel-Sat présentent l'initiative comme « *la seule possibilité logique de répondre à la concurrence étrangère* »⁴⁵⁷. On retrouve la binarité opportunité/risque présente dans la vision de la télévision par satellite comme moyen de rayonnement ou comme danger pour la souveraineté nationale de la Confédération. Mais, dans la perspective de la presse, les rapports de force internationaux se doublent d'une rivalité intermédiatique. Lors d'une Assemblée générale extraordinaire de l'ASEJ où il espère convaincre des partenaires, Nicole a cette phrase : « *pour la première fois, la presse suisse a la possibilité de prendre directement en main un nouveau média, dont on sait qu'à défaut d'être exploité par elle, il le sera par d'autres* »⁴⁵⁸. Le « nouveau média » constitue une chance ou un futur concurrent pour les « vieux » journaux. La convergence médiatique que Nicole appelle de ses vœux est donc aussi conçue comme une riposte stratégique de la presse face aux changements radicaux qu'augure la « nouveauté » du satellite, perçue comme forcément transformatrice.

Les phénomènes de convergence médiatique entre le journal, la télévision et le satellite que renferme Tel-Sat sont particulièrement bien représentés par ce dessin de presse de Barrigue, qui paraît le lendemain de la fondation de la société (fig. 22). Il est publié dans *La Tribune – Le Matin*, propriété de Lamunière, lui-même actionnaire du projet. Le logo du quotidien vaudois, reconnaissable à sa couleur orange, apparaît sur l'écran d'une télévision. Celle-ci vole loin au-dessus d'un globe terrestre, comme si elle avait incorporé les capacités d'un satellite qui n'est lui-même pas représenté sur le dessin. Ce sont seulement les potentialités transformatrices du « nouveau média » sur les « anciens » qui sont mises en avant. Le satellite a le pouvoir de faire fusionner le journal et la télévision et de les transformer ensemble en des médias planétaires. Le logo de *La Tribune – Le Matin* sur l'écran de télévision signale l'influence du journal sur le contenu diffusé. L'offre de programmes prévue par Tel-Sat est centrée sur l'information, dont on assure la qualité car elle sera produite par des professionnels de la presse. Nicole dissocie d'ailleurs explicitement cette télévision par satellite

⁴⁵⁷ Brochure de promotion Tel-Sat, 1982. AFS. E8001D-01#1990/59#293*; à ce sujet, voir aussi : « Exportchancen für schweizerische Medien ? », *Revue inconnue*, juin 1982, ASSR. Presse 01.113.01.

⁴⁵⁸ ASEJ, Assemblée générale extraordinaire, Zurich, 29.4.80. Diffusion directe de programmes télévisés par satellite, le projet suisse. ACV. PP 888/101 (1980).



Figure 22 : *La Tribune – Le Matin* fait partie de l’aventure Tel-Sat, 1980. © BARRIGUE. *Tribune de Lausanne*, 16.5.80.

« de l’information » de la télévision traditionnelle dont la caractéristique est, selon lui, la « distraction »⁴⁵⁹.

De manière générale, les institutions de la presse accueillent favorablement le projet⁴⁶⁰. L’ASEJ, l’Union romande des journaux (URJ), la presse locale et régionale et la Fédération suisse des journalistes (FSJ) s’expriment en faveur de l’octroi d’une concession⁴⁶¹. La dernière fait même partie des membres fondateurs de Tel-Sat. Pour l’organisation faîtière, l’avènement de la télévision

⁴⁵⁹ NICOLE Jean-Claude, « Satellites : une télévision européenne... », p. 89.

⁴⁶⁰ Sur les différents groupements de la presse suisse, voir notamment : EVÉQUOZ Pierre, « Qui fabrique les médias suisses ? Éléments de structuration d’un groupe professionnel », in : *Historiales*, Université de Lausanne, 2020 ; ROSTAN Blaise, *La publicité, enjeu du financement mixte de l’audiovisuel en Suisse*, Genève, Slatkine, 2017, pp. 11-21.

⁴⁶¹ DFTCE, Konzessionsgesuch der Tel-SAG AG, Zusammenfassung der Anhörungsergebnisse, s.d. [nov.-déc. 1980]. AFS. E8001C#1988/172#3422*.

par satellite laisse espérer une augmentation des emplois pour les journalistes⁴⁶². Du côté de l'ASEJ, l'attitude est plus prudente. Son président et son secrétaire général, Max Rapold et Charles Jean-Richard, demandent par exemple que le marché suisse soit exclu de la zone de déploiement publicitaire: il ne faudrait pas que Tel-Sat ponctionne des parts de marché des journaux nationaux⁴⁶³. Cette idée est aussi portée par Ulrich Saxer, président de la Schweizerische Gesellschaft für Kommunikations- und Medienwissenschaft (SGKM)⁴⁶⁴ qui estime que le projet aura des répercussions négatives sur les recettes des médias⁴⁶⁵. Pour répondre à ces critiques, les initiateurs de Tel-Sat assurent qu'il ne s'agit pas de viser le marché national, mais bien d'en conquérir de nouveaux, à l'étranger, et insistent sur leur volonté de coopérer avec les autres moyens d'information et les milieux de la création artistique⁴⁶⁶. Louis Ramoni et Jacques Bourquin, président et secrétaire général de l'URJ, considèrent que ce risque sera d'autant moins grand si ce sont des entreprises de presse qui exploitent le satellite:

«Jusqu'à ce jour, en effet, le développement des media s'est trop souvent opéré en dehors de la presse écrite. Son intervention constituera, pour elle, une solide assurance que soit harmonisé ce qui peut l'être dans la mise en œuvre du nouveau media par rapport aux autres et plus particulièrement par rapport à elle-même. Il est évident, en outre, que l'accès futur aux recettes que procurera l'exploitation commerciale du satellite lui sera utile.»⁴⁶⁷

Ces trois phrases replacent avec clarté les rapports de la télévision par satellite et de la presse au sein des hiérarchies et des enjeux financiers qui structurent l'écologie médiatique. Elles signalent les objectifs stratégiques des patrons de presse en ce début des années 1980: assurer leurs revenus et garder le contrôle sur les transformations technologiques et politiques qui agitent l'environnement des médias du pays. La construction de la télévision par satellite comme un «nouveau média» au service de l'avenir de la presse répond à ces préoccupations. Cependant, le satellite n'est pas le seul terrain

⁴⁶² H. Seelhofer et Eric Walter à Leon Schlumpf, 14.10.80; Réponse au questionnaire élaboré par le DFTCE pour la consultation relative à la demande de concession présentée par la firme Tel-Sat S.A., 14.10.80 AFS. E8001C#1988/172#3420*.

⁴⁶³ Max Rapold et Charles Jean-Richard au DFTCE, 31.10.80. AFS. E8001C#1988/172#3420*.

⁴⁶⁴ Cette Société est fondée en 1974 et sera associée à des programmes de recherche. U. Saxer exerce par ailleurs plusieurs tâches d'expertise sur le développement de la communication en Suisse et participe aux travaux de la CCGM. VALLOTTON François, «Anastasie ou Cassandre?...», p. 45.

⁴⁶⁵ Ulrich Saxer à Leon Schlumpf, 20.10.80. AFS. E8001C#1988/172#3420*.

⁴⁶⁶ Projet de satellite suisse de télévision. Séance du 13.2.80. Déclaration d'intention. ASSR. Z 23.8/a. Jan-Mai 1980.

⁴⁶⁷ Louis Ramoni et Jacques Bouquin au DFTCE, 30.10.80. AFS. E8001C#1988/172#3420*.

de déploiement de cette stratégie. En avril 1980, l'ASEJ annonce accorder la «*priorité à son action dans le domaine des nouveaux moyens et des nouvelles techniques d'information*»⁴⁶⁸ en général.

B. La télévision par satellite, un « nouveau média » parmi d'autres : la diversification audiovisuelle de la presse des années 1980

La télévision par satellite n'est pas le seul « nouveau média » auquel s'intéressent les éditeurs de journaux helvétiques au tournant des années 1980. La presse, tout comme l'édition d'ailleurs,⁴⁶⁹ ébauche alors sa diversification audiovisuelle, une évolution qui se déploiera plus franchement avec l'arrivée du numérique⁴⁷⁰. Le déplacement que propose cette deuxième partie permet de relativiser l'exceptionnalité du projet Tel-Sat en même temps qu'elle rend possible de distinguer les traits caractéristiques de la télévision satellite vis-à-vis d'autres incursions d'éditeurs dans l'audiovisuel.

La diversification des « Requins lémaniques de la presse »

Le président de Tel-Sat est une figure à la fois représentative et distincte de ce phénomène. Nicole a mené une stratégie de diversification de manière particulièrement précoce et franche en même temps qu'il a produit des réflexions théoriques sur la question⁴⁷¹. En 1971 déjà, sa société Sonor crée la holding Prominform avec la double mission de mettre en place un réseau

⁴⁶⁸ Projet d'interprétation en français du communiqué émanant du Comité central de l'ASEJ, 29.4.80. ACV, PP 888/101 (1980).

⁴⁶⁹ DUBOUX Gabrielle, *CADIA et le partenariat Rencontre, Ciba et Geigy*, Mémoire de master en histoire contemporaine, Université de Lausanne, 2021 ; VALLOTTON François, *Les Éditions Rencontre, 1950-1971*, Lausanne, Éditions d'En Bas, 2004, pp. 103-109.

⁴⁷⁰ WILLEMIN Nicolas, *Médias suisses, le virage numérique...* ; BADILLO Patrick-Yves, BOURGEOIS Dominique, « The Swiss Press Model. Democracy, Concentration and Digital Diversification », *Recherches en communication* 44, 2017, pp. 9-30.

⁴⁷¹ NICOLE Jean-Claude, « La presse en marche vers l'an 2000 », Club 44, 12.02.1970 ; NICOLE Jean-Claude, « La presse face à la vidéo », in : *Des TV qui se cherchent*, Genève, Sonor, 1976, p. 15-17 ; NICOLE Jean-Claude, « Éditeurs : la diversification nécessaire », *Communication et langages* 48(1), 1981, pp. 108-111 ; NICOLE Jean-Claude, « La politique suisse de la communication : quels enjeux ? », *Communication et langages* 63(1), 1985, pp. 4-8 ; NICOLE Jean-Claude, « La presse et la diffusion d'information électronique », *Communication et langages* 74(1), 1987, pp. 43-50.

de distribution de journaux et d'investir dans les « nouveaux médias »⁴⁷². Cette ambition se concrétise avec une prise de participation dans les sociétés ACD Electronic SA, Télévision industrielle SA et Video Programs SA⁴⁷³. En parallèle, le journal *La Suisse* co-organise en 1974 le premier Salon suisse de la vidéo (SAVI)⁴⁷⁴ dont Sonor imprime l'ouvrage qui en est issu⁴⁷⁵. Mais il ne s'agit là que des ferments d'une diversification qui sera mise en œuvre avec une tout autre ampleur au cours de la décennie suivante, tant et si bien qu'il devient ardu de rendre compte des activités dans lesquelles s'engage Nicole de même que de comprendre par quel canal les investissements sont consentis. La création du CiCom (Crédit immobilier et de la communication) en 1984 illustre ce foisonnement : la holding est active dans la presse, la distribution de journaux, l'immobilier, les relations publiques, la publicité et l'audiovisuel⁴⁷⁶. Dans ce dernier secteur, on peut mentionner l'initiative de radio privée Radio Mont-Blanc avec des partenaires italiens et français qui commence à diffuser en 1981 depuis un sommet italien⁴⁷⁷. Cependant, dès le lendemain de la première diffusion, son signal est brouillé par les autorités françaises qui le jugent illégal et l'entreprise va dès lors s'enliser pour mettre la clé sous la porte en 1983⁴⁷⁸. Le patron de *La Suisse* investit aussi dans la télévision par abonnement et dans la télématique, avec 2,5 millions CHF pour lancer Suisstel en 1987⁴⁷⁹, un « *minitel made in Switzerland* »⁴⁸⁰ selon le *Journal de Genève*.

Le même mouvement peut être observé dans l'autre groupe de presse romand actionnaire de Tel-Sat, 24 heures – IRL (Edipresse dès 1982) que dirige la famille Lamunière. Par exemple, dans le cadre de l'Ordonnance sur les essais locaux de radiodiffusion (OER) de 1982⁴⁸¹, *24 Heures*, *Tribune-le-Matin*, la *Gazette de Lausanne* et la *Nouvelle revue de Lausanne* s'unissent au secteur du tourisme et aux Productions musicales Évasion pour lancer la station Radio L⁴⁸². En parallèle, Edipresse investit dans le videotex via

⁴⁷² BAETTIG Michel, *Jean-Claude Nicole...*, pp. 57-60.

⁴⁷³ CHUARD Corinne, *Histoire du groupe Edipresse...*, pp. 13-14.

⁴⁷⁴ « SAVI 1974 : le premier salon vidéo de Suisse », *Journal de Genève*, 29.7.74 ; « Le premier "Salon SAVI 1974" mis sur pied par le Centre d'animation cinématographique », *Journal de Genève*, 23.9.74.

⁴⁷⁵ *Des TV qui se cherchent*, Genève, Sonor, 1976.

⁴⁷⁶ CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, p. 158 ; NICOLE Jean-Claude, « La presse et la diffusion d'information électronique... ».

⁴⁷⁷ « Qui a peur de Radio Mont-Blanc ? », *L'Illustré*, 9.9.81 ; « Jean-Claude Nicole à l'assaut du Mont-Blanc », *L'Hebdo*, 18.9.81.

⁴⁷⁸ « Échec au Roi », *L'Hebdo*, 12.2.82.

⁴⁷⁹ « La guerre des quotidiens », *L'Hebdo*, 25.6.87.

⁴⁸⁰ « Le gadget qui transformera votre vie », *Journal de Genève*, 15.11.86 ; « Les Genevois ont leur minitel », *Gazette de Lausanne*, 18.3.87 ; « Sida : prévention sur minitel », *Journal de Genève*, 28.6.89.

⁴⁸¹ RS 784.401. Ordonnance du 7 juin 1982 sur les essais locaux de radiodiffusion (OER).

⁴⁸² CHUARD Corinne, *Histoire du groupe Edipresse...*, pp. 4 et 19-22.

la société zurichoise Telepress qui regroupe le *Tages-Anzeiger*, le *Bund*, *24 Heures*, la *Basler Zeitung* et la *St. Galler Tagblatt* et participe à la télévision par abonnement Télécinéromandie⁴⁸³. Finalement, les Lamunière se lancent dans l'exploitation de salles de cinéma en s'associant en mai 1985 au producteur Miguel Stucky pour fonder Métrociné⁴⁸⁴.

Dès 1990, les Lamunière font toutefois le choix payant de recentrer leurs activités sur la presse écrite et l'édition, abandonnant l'audiovisuel et la distribution⁴⁸⁵. Pour Nicole, le passage à la décennie suivante sera funeste. Alors qu'il a consenti 70 millions CHF pour un titanesque centre d'impression et de multimédia à Vernier, son journal historique fait face à une concurrence accrue avec, notamment, la naissance du *Matin*. De plus, les recettes publicitaires font défaut et la récession, ainsi que l'échec de Tel-Sat, n'arrangent pas les affaires. Le CiCom fait faillite en 1993 pour emporter *La Suisse* avec lui l'année suivante⁴⁸⁶.

Pour Sonor et Edipresse, la participation à Tel-Sat s'inscrit donc dans des pratiques d'entreprise qui donnent un sens structurel à leur intérêt pour la télévision par satellite. Celle-ci est façonnée par des évolutions dont elle fait partie, mais qui la dépassent, et par des discours qui concernent l'ensemble des «nouveaux médias» de la période, que ce soit la télévision par câble ou la télématique. Nicole associe d'ailleurs le rôle social et les qualités de la presse non pas seulement au satellite, mais à l'ensemble des modes de diffusion électroniques :

«Aujourd'hui, devant la perspective d'un développement spectaculaire des media électroniques, la presse écrite demande que lui soit reconnu le droit prioritaire d'y participer. L'octroi d'un tel privilège se justifie par le rôle irremplaçable que la presse écrite joue dans nos communautés. [...]

*L'intérêt que la presse écrite porte aux media électroniques trouve en particulier sa justification dans le domaine de l'audiovisuel. [...] Non seulement il entre dans sa vocation de fournir l'information susceptible d'être diffusée mais, de plus, elle constitue une source remarquable de thèmes d'émissions ou de films.»*⁴⁸⁷

⁴⁸³ BONFADELLI Heinz, «Switzerland: a Modest Success in Tiny Pragmatic Steps», in : BOUWMAN Harry, CHRISTOFFERSEN Mads (éd.), *Relaunching Videotex*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 1992, p. 81 ; BOLLINGER Ernst, *La presse suisse...*, p. 176.

⁴⁸⁴ CHUARD Corinne, *Histoire du groupe Edipresse...*, pp. 40-41.

⁴⁸⁵ CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, p. 160.

⁴⁸⁶ Pour ce paragraphe, voir : CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, pp. 157-160.

⁴⁸⁷ NICOLE Jean-Claude, «Satellites : une télévision européenne...», pp. 86-87.

La multiplication des activités de Nicole et des Lamunière est illustrée par ces deux organigrammes publiés en 1985 et 1986 par *L'Hebdo* (fig. 23 et 24), propriété du groupe alémanique Ringier. La pluralité des holdings et des sociétés prend la forme visuelle de la profusion sans qu'il ne soit pour autant facile, dans ce schéma aux bras multiples, de savoir quelles sont leurs activités concrètes ou leur réelle importance financière. En parlant de «*l'empire*»⁴⁸⁸ de Nicole et en qualifiant les Lamunière de «*tigres du papier*»⁴⁸⁹, les journalistes de *L'Hebdo* accentuent l'impression tentaculaire qui se dégage des organigrammes. Ces termes laissent aussi poindre une critique concernant la stratégie des deux groupes, jugée agressive par *L'Hebdo* qui appelle ailleurs ses concurrents romands des «*requins lémaniques de la presse*»⁴⁹⁰.

La place dominante occupée par Edipresse et Sonor dans le paysage des journaux romands conduit à se demander s'ils sont bien représentatifs d'un mouvement de diversification de la presse en général durant les années 1980. Non seulement ils possèdent les moyens financiers pour en assumer les risques, mais ils en ont aussi une certaine expérience. Nicole et les Lamunière sont parties prenantes au capital de la puissante holding Lousonna avec Jean-Pierre et Jean-Marc Payot⁴⁹¹. Or, Lousonna opère depuis plusieurs décennies dans les domaines du livre, de la presse et de la distribution⁴⁹². On peut imaginer que cette pratique historique rend le pas supplémentaire de l'audiovisuel plus aisé. À noter toutefois qu'il ne fait pas l'unanimité: Jean-Marc Payot regrette la «*diversification tous azimuts*»⁴⁹³ de Lousonna et ce désaccord fait partie des raisons qui mènent au dépeçage de la holding en 1982⁴⁹⁴. À l'international, ce sont aussi les plus puissants qui élargissent leurs horizons médiatiques. On peut citer les sociétés britanniques de Robert Maxwell et Rupert Murdoch qui témoignent du phénomène conjoint

⁴⁸⁸ «L'échappée étrangère de Jean-Claude Nicole», *L'Hebdo*, 20.3.86.

⁴⁸⁹ «Les tigres du papier», *L'Hebdo*, 15.5.85.

⁴⁹⁰ «Payot, dernier chapitre», *L'Hebdo*, 30.10.86.

⁴⁹¹ Ces chiffres sont ceux de la période 1970-1982. Nicole entre en effet dans la holding en 1970 en rachetant une poignée d'actions à la famille Payot. CHUARD Corinne, *Histoire du groupe Edipresse...*, pp. 12-13; CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, p. 154.

⁴⁹² CHUARD Jean-Pierre, *Une odeur d'encre...*, p. 50; VALLOTTON François, *L'édition romande et ses acteurs 1850-1920*, Genève, Slatkine, 2001, p. 319; CLAVIEN Alain, *Grandeurs et misères de la presse politique...*, pp. 101-107; CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, pp. 109-113.

⁴⁹³ «Payot, dernier chapitre», *L'Hebdo*, 30.10.86.

⁴⁹⁴ En sus de ces dissensions concernant la diversification de Lousonna, des tensions interpersonnelles émergent entre les hommes qui la dirigent alors que la Commission des cartels la surveille de près. L'ensemble de ces facteurs mène au dépeçage de Lousonna en 1982. La famille Payot se retire avec ses librairies, les Lamunière créent Edipresse pour chapeauter leurs titres et Nicole reprend les parts de Sonor. Reste à Lousonna le secteur de la distribution que se partagent durant 5 ans Nicole et les Lamunière avant que les dernières parts du gâteau soient réparties entre les deux éditeurs en 1987. CHUARD Corinne, *Histoire du groupe Edipresse...*, pp. 118-119; CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, pp. 154-157.

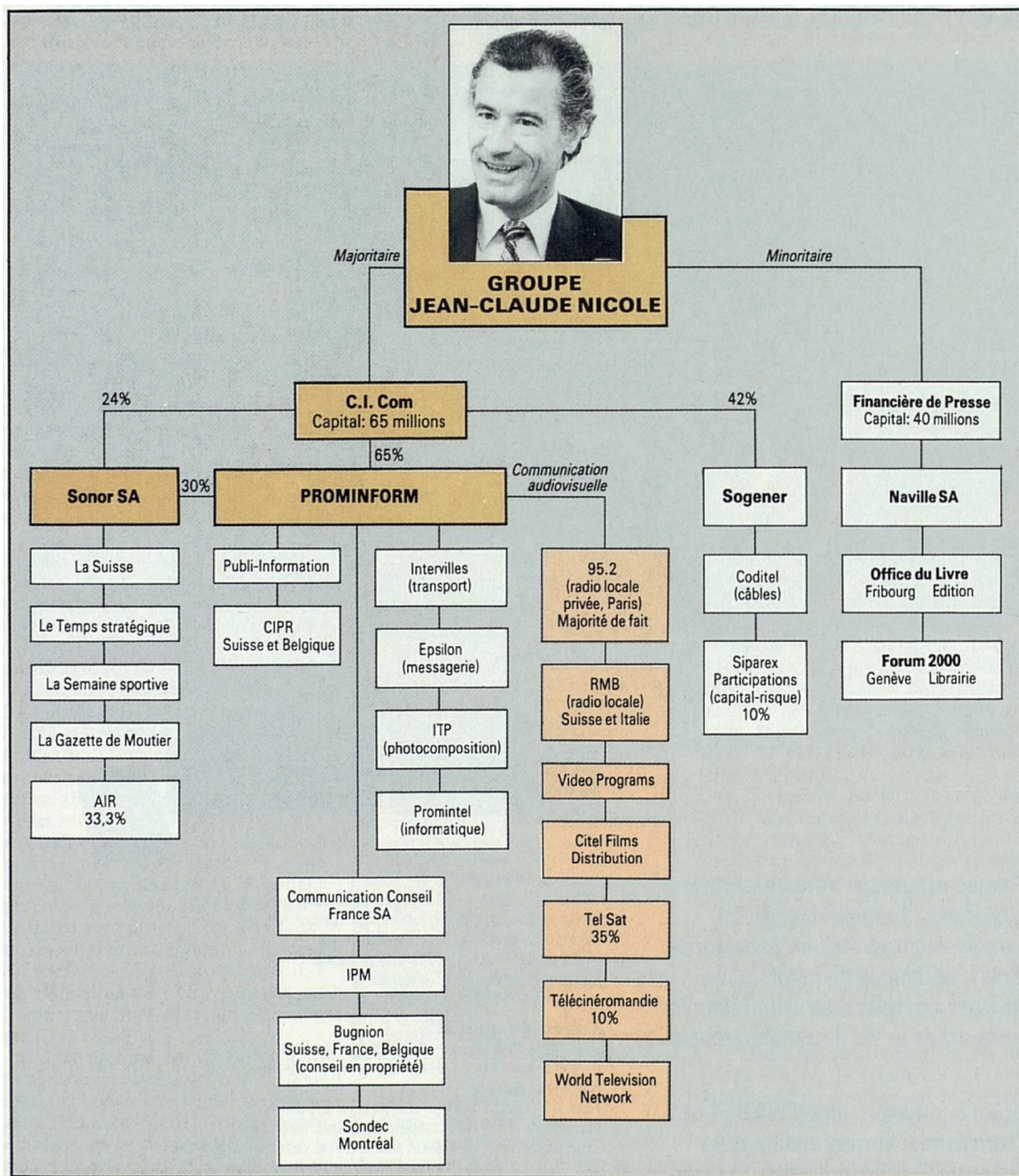


Figure 23 : L'organigramme de « L'empire » de Jean-Claude Nicole en 1986. *L'Hebdo*, 20.3.86.

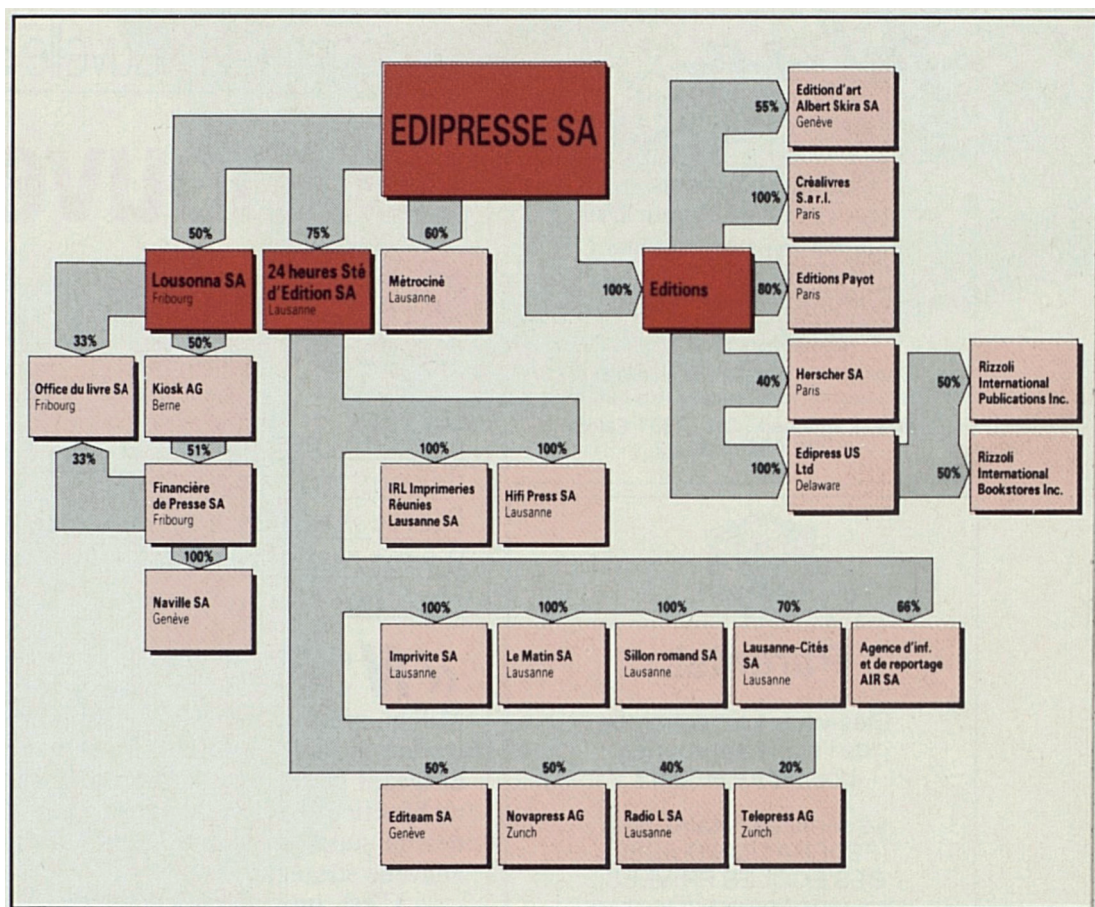


Figure 24 : L'organigramme d'Edipresse en 1985. *L'Hebdo*, 15.5.85.

de l'internationalisation des firmes multimédia; l'empire Berlusconi en Italie; Hachette en France, où le secteur industriel joue néanmoins un rôle plus important que les groupes de presse sur les nouveaux terrains audiovisuels; Springer et Bertelsmann en Allemagne, pays où l'intérêt de la presse pour la télévision et la radio remonte aux années 1950 et où la diversification opérée au cours des années 1980 est particulièrement prononcée⁴⁹⁵.

⁴⁹⁵ DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter, «The Context of New Media Politics in Western Europe», in: DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies...*, pp. 1-61;

Cette tendance se reflète dans une certaine mesure à l'échelle de Tel-Sat, projet médiatique aux ambitions transnationales dont les actionnaires sont des éditeurs et des publicitaires d'envergure. En revanche, les principaux groupes alémaniques, *a fortiori* suisses, sont aux abonnés absents. Cette situation semble indiquer un relatif *Röstigraben* en matière de diversification médiatique de la presse⁴⁹⁶. Certes, les sociétés Ringier, Tages-Anzeiger et Jean Frey ne sont pas inactives dans le domaine de l'audiovisuel ; les trois s'intéressent par exemple à la télévision et à la radio locales⁴⁹⁷. Mais la Tages-Anzeiger favorise la création de nouveaux titres et magazines tandis que la stratégie audiovisuelle de Ringier à partir des années 1970 a été qualifiée de «*pragmatische-defensiv*»⁴⁹⁸ par Peter Meier et Thomas Häussler⁴⁹⁹. Bien que le groupe se soit démarqué par un investissement précoce dans la production vidéo avec la fondation en 1963 de la société Rincovision⁵⁰⁰, les médias audiovisuels ne sont pas prioritaires dans son modèle économique⁵⁰¹. Cette prudence s'explique notamment par les liens qu'entretient Ringier avec la SSR depuis les années 1930, l'éditeur évitant d'entrer en concurrence avec l'institution de service public. Tel-Sat est donc plutôt romande. Mais le soutien de publicitaires et de titres alémaniques de poids, comme la *Basler Zeitung* et la *Berner Zeitung*, en fait néanmoins une initiative nationale.

Ces grands noms signalent au demeurant une autre caractéristique de Tel-Sat : la société n'est pas investie par les petits journaux, à l'encontre de

HUMPHREYS Peter, «New Media Policy Dilemmas in West Germany: From Ideological Polarisation to Regional Economic Competition», in: DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies...*, pp. 185-222; WILLIAMS Arthur, «Pluralism in the West German Media: the Press, Broadcasting and Cable», in: KUHN Raymond, *Broadcasting and Politics in Western Europe*, Londres ; New York, Routledge, 1985, pp. 83-102; ALBERT Pierre, *Histoire de la presse...*, pp. 120-121; EVENO Patrick, *La presse*, Paris, Presses universitaires de France, 2018, p. 70; SASSOON Donald, «Political and Market Forces in Italian Broadcasting», in: KUHN Raymond, *Broadcasting and Politics...*, pp. 67-82.

⁴⁹⁶ BOLLINGER Ernst, *La presse suisse...*, pp. 168-180.

⁴⁹⁷ «Quatre éditeurs zurichois mijotent un projet de radio», *Journal de Genève*, 19.2.80; «Kommt Zürivision früher als erwartet?», *Neue Zürcher Nachrichten*, 25.6.85; «Ringier und Radio 24 reichen Konzessionsgesuch für regional TV ein», *Neue Zürcher Nachrichten*, 29.8.85; «Zürivision will Konzession», *Neue Zürcher Nachrichten*, 24.12.85; «Zurich : changement d'alliance dans les projets de télévision locale», *Journal de Genève*, 29.5.86; «Tages-Anzeiger SA: projet de radio locale», *Journal de Genève*, 5.10.88; «Le Tages-Anzeiger rejoint Tele-Züri», *Le Nouveau Quotidien*, 20.9.94.

⁴⁹⁸ «pragmatique-défensive». MEIER Peter, HÄUSSLER Thomas, *Zwischen Masse, Markt und Macht das Medienunternehmen Ringier im Wandel 1833-2009*, Zurich, Chronos, 2010, p. 499.

⁴⁹⁹ CATRINA Werner, *Medien zwischen Geld und Geist 100 Jahre Tages-Anzeiger - 1893-1993*, Zurich, Tages-Anzeiger, 1993.

⁵⁰⁰ MEIER Peter, HÄUSSLER Thomas, *Zwischen Masse, Markt und Macht...*, p. 491.

⁵⁰¹ Sur les activités audiovisuelles du groupe dans les années 1980-1990, voir: MEIER Peter, HÄUSSLER Thomas, *Zwischen Masse, Markt und Macht...*, pp. 766-780.

la volonté de son président qui n'a de cesse de répéter que toute publication est la bienvenue, peu importe la mise engagée.

Les « petits journaux » et la télévision par câble : garder la mainmise sur la place du village

L'absence de titres modestes au sein du projet de télévision par satellite n'équivaut pas à un désintérêt pour les « nouveaux médias ». Les choix opérés en la matière reflètent en revanche leurs moyens financiers et leur ancrage local, deux facteurs qui structurent par exemple leur attitude envers la télévision par câble.

Dès les premiers essais de télévision par câble en Suisse, durant le premier quart des années 1970⁵⁰², les milieux de la presse expriment leur préoccupation au sujet des conséquences que pourrait avoir le mode de diffusion, en particulier sur les journaux locaux⁵⁰³. Alors que les programmes de la SSR délaissent les sujets concernant des zones géographiques restreintes, les promoteurs du câble proposent au contraire une forme de télévision qui se veut au plus proche des communautés. Cette perspective fait frémir les titres dont l'information communale est la raison d'être. On peut lire ainsi dans le bulletin de l'ASEJ en 1974 :

«Und wenn heute von den Gefahren des Kabelfernsehens für die Presse die Rede ist, so deshalb, weil es möglich, über die Drahtverteilanlage Lokalprogramme und lokale Werbung auszustrahlen und damit die Lokalpresse konkurrieren. Die Gefahr für die Presse liegt also sicher nicht

⁵⁰² BEAUD Paul, *La télévision locale en Suisse: bilan et perspectives*, Strasbourg, Conseil de l'Europe Conseil de la coopération culturelle, 1978, 47 p.; BEAUD Paul, *Media communautaires ? : radios et télévisions locales et expériences d'animation audiovisuelle en Europe*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1980; BEROUD Gérard, «Télévision locale dans l'ouest lausannois, l'autopsie d'un échec», *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire* 6, Lien social et Politiques, 1981, pp. 101-110; CHEVALIER Pierre-Ami, *L'avenir de la télévision par câble*, Genève, Journal de Genève, 1974; CHEVALIER Pierre-Ami, «La télévision locale en Suisse, le passé et l'avenir», *Bulletin Association suisse des éditeurs de journaux et périodiques*, 1978, pp. 9-31; MOMMER Lauren, «Les premiers essais vaudois de télévision par câble (Yverdon et Renens)», in: VALLOTTON François, *Séminaire. Les mutations du télévisuel en Suisse dans le Long xx^e siècle : acteurs, dispositifs et imaginaires sociaux*, Université de Lausanne, 2020; WEBER Anne-Katrin, «La télévision communautaire. Un dispositif télévisuel sous tension.», in: TURQUETY Benoît, ZÉAU Caroline, *Le « direct » et le numérique. Techniques et politiques des médias décentralisés*, Paris, Mimésis, 2022.

⁵⁰³ Rapport annuel de l'ASEJ, 1972/1973, p. 203-204; Rapport annuel de l'ASEJ, 1973/1974, p. 119. BNS. Q 2073.

im Draht- oder Kabelfernsehen, sondern in der Möglichkeit der Ausstrahlung lokaler Programme. »⁵⁰⁴

Pour pallier ces menaces, l'ASEJ adresse en mai 1975 un rapport au gouvernement qui demande d'encadrer la télévision locale afin qu'elle ne concurrence pas les médias existants⁵⁰⁵. En parallèle, comme l'affirme Hugo Baeriswyl, éditeur du quotidien fribourgeois *La Liberté*, il apparaît primordial pour les petits journaux «*in allen Fragen des Lokalfernsehens nicht abseits stehen dürfen*»⁵⁰⁶.

Les éditeurs ne restent effectivement pas sur la touche. Après une émission de télévision locale «pirate» diffusée à Yverdon en octobre 1972 et qui lance avec fracas le «nouveau média»⁵⁰⁷, trois concessions pour des expérimentations de courte durée sont octroyées à Fribourg, Renens et Yverdon. Des titres locaux sont actifs au sein de chacune d'elle, fournissant journalistes, reportages et nouvelles⁵⁰⁸. Alors que le *Journal de Renens* et le *Journal d'Yverdon* se joignent aux essais de leur localité, l'expérience à Fribourg réunit *La Liberté*, les *Freiburger Nachrichten*, l'*Indépendant*, le *Travail* et l'*Agri-Journal*⁵⁰⁹. On observe le même phénomène dans le cadre de l'Ordonnance sur les essais locaux de radio et de télévision locale (OER) de 1982 qui donnera lieu à une multitude de projets investis par des éditeurs de presse⁵¹⁰. Au sein de ces diverses expériences, les titres plus modestes s'associent avec des acteurs associatifs, privés ou institutionnels, ce qui leur permet d'investir les nouveaux terrains audiovisuels à la mesure de leurs moyens.

⁵⁰⁴ «*Et si l'on parle aujourd'hui des dangers de la télévision par câble pour la presse, c'est parce qu'il est possible de diffuser des programmes locaux et de la publicité locale par le biais de la télédistribution, et donc de concurrencer la presse locale. Le danger pour la presse n'est donc certainement pas la télévision par câble, mais la possibilité de diffuser des programmes locaux.* » «*Kabelfernsehen als Gefahr für die Presse*», *Bulletin SZV*, Nr. 2, 1974, p. 42. ASSR. B 001.213.01.17.

⁵⁰⁵ *SZV, Medien Konzept zur Planung und durchführung von weiteren Versuchen mit dem lokalen Kabelfernsehen*. 11.5.75. ASSR. B001.213.02.16.

⁵⁰⁶ «*ne pas rester à l'écart de toutes les questions relatives à la télévision locale*». Hugo Baeriswyl, «*Kabelfernsehen und Zeitungverleger*», *Bulletin SZV*, 1976, p. 310. BNS. Q 2073. ID 1863.

⁵⁰⁷ MOMMER Lauren, «*Les premiers essais vaudois...*».

⁵⁰⁸ Pierre-Ami Chevalier, «*La télévision locale en Suisse, le passé et l'avenir*», *Bulletin de l'ASEJ*, 1976, pp. 17-20. BNS. Q 2073; CHEVALIER Pierre-Ami, «*La télévision par câble en Suisse et les autres moyens de communication*», *Bulletin de documentation économique* 32(3), 1976, p. 8. AEG. Archives privées 324.24.F.182.1. Dossier F.182 no. 10 (1981-2); «*Les joies et les peines de la télévision locale*», *Radio-TV Je vois tout*, 18.10.73; «*Le câble, c'est la télévision "libre-service"*», *Tribune de Genève*, 28.9.73. ASSR. B 001.213.01.17.

⁵⁰⁹ «*Le câble, c'est la télévision "libre-service"*», *Tribune de Genève*, 28.9.73. ASSR. B 001.213.01.17.

⁵¹⁰ «*La course aux ondes. Déjà 28 candidats*», *L'Hebdo*, 26.8.82.

La télévision par câble ou « communautaire »⁵¹¹, cette nouvelle « *place du village* »⁵¹² selon la *Gazette de Lausanne*, correspond aux objectifs des journaux locaux qui souhaitent garder la mainmise sur la production et la diffusion de l'information dans leur région. La télévision par satellite, qui prétend œuvrer au fameux village global discuté par Marshall McLuhan⁵¹³, ne les intéresse guère. À l'inverse, l'ambition de dépasser leur zone de diffusion cantonale unit les grands groupes romands actionnaires de Tel-Sat⁵¹⁴. Elle se manifeste du côté d'Edipresse avec l'installation à Genève en 1984 d'une rédaction de *La Tribune Le Matin* (qui devient à l'occasion *Le Matin*). *La Suisse*, quant à elle, veut séduire au-delà de Genève en se spécialisant dans le commentaire sportif. En outre, Edipresse et Sonor investissent tous deux dans les magazines et éditent des numéros dominicaux qui sont distribués dans l'ensemble de la Romandie. Leurs attentes vis-à-vis des « nouveaux médias » reflètent ces intentions, comme l'illustre Radio Mont-Blanc qui est pour Nicole un moyen de marquer la présence de *La Suisse* dans l'arc lémanique⁵¹⁵. La télévision par satellite est certes un « nouveau média » parmi d'autres mais il a ses particularités : celles d'être le « nouveau média » des puissants et des ambitions internationales.

C. Du pouvoir de faire taire à la nécessité de s'en saisir ? Évolutions de l'attitude de la presse face aux « nouveaux médias »

Examiner l'intérêt des journaux pour l'audiovisuel à partir de la moitié des années 1970 situe le modèle de télévision par satellite porté par les promoteurs de Tel-Sat dans le phénomène de leur diversification audiovisuelle. En revanche, cette démarche ne permet pas de comprendre pour quelles raisons cette évolution a lieu à cette époque alors que les milieux de la presse ont eu une attitude tout autre aux moments de l'arrivée de la radio, puis de la télévision, « nouveaux médias » contre lesquels ils ont opposé une logique d'endiguement. Quelles sont les particularités des années 1980 qui voient éclore le projet Tel-Sat par comparaison aux

⁵¹¹ BEAUD Paul, *Media communautaires ? ...*

⁵¹² « Télévision locale, place du village ? », *Gazette de Lausanne*, 22.9.73.

⁵¹³ McLUHAN Marshall, *The Medium is the Massage...*

⁵¹⁴ CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, pp. 154-156.

⁵¹⁵ BAETTIG Michel, *Jean-Claude Nicole...*, pp. 67-71.

décennies 1920 et 1950 ? La réponse est relativement simple : jusqu'au dernier tiers du xx^e siècle, la presse occupe une place privilégiée au sein des hiérarchies qui structurent l'écologie médiatique en Suisse. Elle a le pouvoir de restreindre le champ d'action des concurrents. Durant les années 1980, les rapports de force évoluent à la défaveur des « vieux » journaux qui n'ont plus la puissance de museler les nouveaux moyens de communication. C'est cette histoire conflictuelle que raconte cette troisième partie.

Quand les puissants journaux musèlent la radio et la télévision

Jusqu'à la période de crise des années 1960-1980, le xx^e siècle est une période faste pour les journaux romands qui bénéficient d'une excellente santé économique. Jouissant d'une stabilité à la fois quantitative et qualitative grâce à la croissance démographique et au développement de la publicité, la presse n'est pas incitée à se réinventer⁵¹⁶. De plus, les éditeurs disposent aussi d'importants relais politiques. Pierre Evéquo, qui étudie l'histoire des journalistes en Suisse⁵¹⁷, relève l'importante porosité entre le monde politique et celui des journaux⁵¹⁸. Il note qu'entre 1945 et 1957, huit conseillers fédéraux sur quinze ont été actifs plusieurs années dans la presse quotidienne et que sept sont membres de l'Association de la presse suisse (APS). En 1956, la moitié des membres du comité de l'APS sont des élus ou rattachés à un parti. Ce fort ancrage dans les arènes gouvernementales, couplé au statut symbolique privilégié dont jouit la presse vis-à-vis de la radio, puis de la télévision, va permettre à sa stratégie défensive de porter ses fruits.

Dès ses débuts durant les années 1920⁵¹⁹, la radio est perçue par les milieux de la presse comme une dangereuse concurrente, en particulier pour la diffusion d'actualités. Les sociétés radiophoniques diffusent des pièces de théâtre, des émissions littéraires, des conférences, etc. Malgré sa piètre qualité technique, le « nouveau média » rencontre un important succès : les concessions de réception passent d'un millier fin 1923 à plus de 100 000

⁵¹⁶ CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, p. 97.

⁵¹⁷ EVÉQUOZ Pierre, « Le journalisme en Suisse : invention et histoire d'une profession (1890-1990) », thèse en cours sous la direction d'Alain Clavier, Université de Fribourg.

⁵¹⁸ EVÉQUOZ Pierre, « Qui fabrique les médias suisses ?... ».

⁵¹⁹ SCHADE Edzard, « L'échec de la radiodiffusion locale... ».

en 1930⁵²⁰. L'Agence télégraphique suisse (ATS), qui réunit des éditeurs et des journalistes, et l'ASEJ se mobilisent rapidement pour défendre leurs intérêts. Alors que la première commence à fournir des informations aux sociétés radiophoniques avec l'ambition de devenir leur source unique de nouvelles, la seconde milite pour limiter le temps des journaux parlés⁵²¹, une résistance que l'on constate à l'international⁵²². En Suisse, ces démarches aboutissent à des mesures très restrictives. En 1926, sous l'égide de la Direction générale des télégraphes (DGT), une convention est signée entre les représentants des radios et les associations de presse qui obtiennent gain de cause grâce à l'appui des autorités fédérales. Seuls deux bulletins d'informations quotidiens sont autorisés et l'ATS en est le fournisseur exclusif. Par ailleurs, ces actualités doivent être formulées dans un style oral ou « *style d'écoute* »⁵²³ propre au média afin de « *se différencier du texte du journal* »⁵²⁴.

Cette convention marque un jalon dans l'histoire des rapports entre la presse et la radio car elle constitue un précédent stratégique pour l'ASEJ et l'ATS. Elles l'invoquent ainsi en 1931 quand la SSR⁵²⁵ est fondée dans le but de mettre en place une infrastructure technique cohérente à l'échelle nationale⁵²⁶. Mécontents de ne pas avoir été consultés au sujet des termes de la concession⁵²⁷, dont ils ont appris l'existence « [p]ar hasard »⁵²⁸, les membres de l'ASEJ se plaignent auprès de la DGT et demandent que la nouvelle institution soit soumise aux exigences de 1926⁵²⁹. De nouveau, les associations de presse l'emportent haut la main. Compte tenu de son manque d'expérience et de ses faibles ressources, la jeune SSR renonce à mettre sur pied son propre service de nouvelles ; il est confié à l'ATS, qui en aura le monopole⁵³⁰. Par ailleurs, comme en 1926, seuls deux bulletins par jour d'une durée de 10 à 15 minutes sont admis, exception faite pour les résultats

⁵²⁰ SCHADE Edzard, « Radio », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 29.01.2015, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/010481/2015-01-29/>.

⁵²¹ SCHADE Edzard, « L'échec de la radiodiffusion locale... », p. 33-34 ; ROSTAN Blaise, *La publicité...*, pp. 24-26.

⁵²² ALBERT Pierre, *Histoire de la presse...*, p. 81 ; pour la réaction de la presse britannique et étatsunienne, voir : WINSTON Brian, *Media, Technology, and Society...*, pp. 85-87.

⁵²³ HUBER Rudolf, NICOLE Alfred, « La radio et la presse », *Bulletin de l'ASEJ* 77, 1931, p. 256.

⁵²⁴ HUBER Rudolf, NICOLE Alfred, « La radio et la presse », *Bulletin de l'ASEJ* 77, 1931, p. 263.

⁵²⁵ L'ASEJ liste une série d'exigences qui obtiendront l'aval de la DGT. HUBER Rudolf, NICOLE Alfred, « La radio et la presse », *Bulletin de l'ASEJ* 77, 1931, pp. 260-266.

⁵²⁶ SCHADE Edzard, « L'échec de la radiodiffusion locale... », pp. 40-51.

⁵²⁷ Konzession für die Benützung der Rundspruchsender der eidgenössischen Telegraphen- und Telefonverwaltung, Berne, 26.2.31. ASSR.

⁵²⁸ HUBER Rudolf, NICOLE Alfred, « La radio et la presse », *Bulletin de l'ASEJ* 77, 1931, p. 260.

⁵²⁹ SCHERRER Adrian, « L'essor envers et contre tout... », pp. 70-71.

⁵³⁰ Rapport annuel de la SSR de 1931, p. 23. ASSR.

sportifs et les votations ou élections importantes. En outre, la publicité est exclue des ondes et le «style d'écoute» est avalisé. En bref, l'ASEJ a su s'imposer. Dans son premier rapport annuel, la SSR évoque pudiquement un «*gentlemen agreement*»⁵³¹. Mais cette manière polie de présenter les choses perd toute actualité en 1934, quand la SSR – insatisfaite des prestations de l'ATS – décide de rompre le contrat d'exclusivité qui les liait⁵³². Se référant à sa compétence en matière de choix des agences, la DGT intervient pour confier à nouveau à l'ATS l'exclusivité des nouvelles. L'événement signale le soutien politique dont bénéficient les journaux aussi bien que leur place dominante dans l'écologie des médias suisses de la période.

La même mécanique s'enclenche lors de l'introduction de la télévision qui commence à être discutée en 1950 au sein d'une Commission fédérale sous la direction des PTT et en étroite collaboration avec l'École polytechnique fédérale de Zurich⁵³³. Comme cet espace est dédié aux aspects techniques et organisationnels, la presse n'y est pas représentée. C'est en déposant une requête auprès du Conseil fédéral en mars 1951 que l'ASEJ et l'APS s'introduisent dans le débat⁵³⁴. Afin de ne pas devenir «*esclave de la technique*»⁵³⁵, le lobby enjoint de considérer le «*plan spirituel, politique et culturel*»⁵³⁶ de la télévision et d'en étudier les dangers. On peut aussi lire dans la requête ces quelques lignes qui résonnent particulièrement avec les débats concernant Tel-Sat au début des années 1980 :

*«L'avance prise par l'étranger sur le plan de la réalisation technique et le fait que la télévision ne peut être introduite en Suisse – provisoirement, tout au moins – qu'en collaboration étroite avec l'étranger [...], notamment pour l'élaboration des programmes, nous font un devoir d'agir à temps pour préserver notre pays [...] d'être, moralement et spirituellement, submergé par un flot d'idées et de conceptions étrangères propagées par le moyen technique de la télévision.»*⁵³⁷

⁵³¹ Rapport annuel de la SSR de 1931, p. 24. ASSR.

⁵³² Rapport annuel de la SSR de 1934, pp. 43-45. ASSR.

⁵³³ Sur les débuts de la télévision en Suisse, voir : EHNIMB-BERTINI Sonia, « Les années de l'expansion... », pp. 175-187.

⁵³⁴ Requête de la Commission mixte en matière de presse de l'ASEJ et de l'APS au Conseil fédéral concernant la télévision, 30.3.51. AFS. J2.181#1987/52#3246*.

⁵³⁵ Requête de la Commission mixte en matière de presse de l'ASEJ et de l'APS au Conseil fédéral concernant la télévision, 30.3.51. AFS. J2.181#1987/52#3246*, p. 4.

⁵³⁶ Requête de la Commission mixte en matière de presse de l'ASEJ et de l'APS au Conseil fédéral concernant la télévision, 30.3.51. AFS. J2.181#1987/52#3246*.

⁵³⁷ Requête de la Commission mixte en matière de presse de l'ASEJ et de l'APS au Conseil fédéral concernant la télévision, 30.3.51. AFS. J2.181#1987/52#3246*, p. 3.

La requête porte sur la constitution d'une commission consultative. Le vœu est exaucé l'année suivante par la mise sur pied de la Commission fédérale pour l'étude des questions culturelles touchant la télévision dont la composition tient compte «*des différentes régions linguistiques et des différents milieux culturels, ainsi que des principales branches de la vie spirituelle et culturelle du pays*»⁵³⁸. Les rapports de la télévision avec la musique, le théâtre ou le cinéma sont étudiés avec une série d'autres thèmes, comme la famille et la jeunesse⁵³⁹. Conduite par le président de l'ASEJ, Karl Sartorius, la Commission ne s'intéresse étonnamment pas à la relation des journaux au «nouveau média». Elle est le lieu d'un lobbyisme doux plutôt que frontal de la part des milieux de la presse qui ont saisi l'occasion d'introduire dans le débat public les menaces que ferait peser la télévision sur la société helvétique. Une lutte plus ouverte se mène sur un autre front, celui de la publicité.

Durant le xx^e siècle, au fil du développement de la société de consommation, la part des recettes publicitaires dans le budget des titres suisses n'a eu de cesse d'augmenter. Dans le cas de la *Gazette de Lausanne*, on est passé de 33 % des rentrées en 1900 à 56 % en 1955 et à 66 % en 1965⁵⁴⁰, le *Journal de Genève* connaissant une progression similaire. Du côté des quotidiens alémaniques, la publicité représente 63 % des revenus en 1955 et 74 % en 1968⁵⁴¹. Pour les associations de presse, il n'est pas question de partager ce précieux gâteau. Elles vont donc tout faire pour obtenir l'interdiction de la publicité télévisée. Une requête est déposée à cet effet en février 1955, alors que le petit écran a entamé sa phase expérimentale deux ans plus tôt⁵⁴². Le texte remet en cause la légalité de la publicité à la télévision, affirmant qu'elle signifierait «*la ruine de la presse*»⁵⁴³ et fragiliserait la démocratie. Passant du combat contre la publicité à un combat contre le média lui-même, la requête souligne la faiblesse de la base constitutionnelle pour l'exploitation du «nouveau média». Cette précarité juridique est confirmée en 1957 quand l'article constitutionnel sur la radio et la télévision est refusé par le peuple. Ce résultat laisse ouverte la question du financement de la télévision. Les PTT et la SSR reconsidèrent

⁵³⁸ Rapport de la Commission fédérale pour l'étude des questions culturelles touchant la télévision à l'intention du Conseil fédéral sur les directives à observer dans un service suisse de télévision, 14.12.53, p. 2. AFS. E8001C#1969/251#907*.

⁵³⁹ ROSTAN Blaise, *La publicité...*, pp. 54-58.

⁵⁴⁰ CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, p. 109.

⁵⁴¹ VALLOTTON François, «Anastasie ou Cassandre?...», p. 38.

⁵⁴² Requête de la Commission mixte en matière de presse de l'ASEJ et de l'APS au Conseil fédéral concernant la télévision, 12.2.55. AFS. J2.181#1987/52#3246*.

⁵⁴³ Requête de la Commission mixte en matière de presse de l'ASEJ et de l'APS au Conseil fédéral concernant la télévision, 12.2.55. AFS. J2.181#1987/52#3246*, p. 11.

alors la solution de la publicité, au grand dam des éditeurs. Ceux-ci finissent par proposer de verser 2 millions CHF par an à la SSR pour qu'elle ne diffuse aucune réclame⁵⁴⁴. Le contrat est conclu en mars 1958 pour tenir jusqu'en 1965. Dès lors, les premiers spots publicitaires font leur apparition sur les petits écrans helvétiques⁵⁴⁵.

Pour résumer, la santé économique, l'oreille attentive et complice du monde politique ainsi que le prestige dont jouit la presse durant la première moitié du xx^e siècle lui permettent d'influencer de manière significative les modalités de développement de la radio puis de la télévision. Ces épisodes confirment la centralité des rapports de force dans le renouvellement médiatique. Ce sont aussi eux qui expliquent le changement de stratégie de la presse vis-à-vis des médias audiovisuels au tournant des années 1980.

Quand la presse devient un média parmi d'autres

Des évolutions sur quatre plans interdépendants dessinent les conditions structurelles de la diversification de la presse au cours du dernier quart du xx^e siècle.

Premièrement, après plusieurs décennies d'une confortable tranquillité, la presse entre dans une période d'instabilité économique et de transformations technologiques⁵⁴⁶. Alors que les années 1970 sont marquées par de lourds investissements pour moderniser les entreprises, notamment pour l'onéreux passage à l'impression *offset*, les coûts d'exploitation grimpent en flèche. Avec la hausse du prix du papier et des taxes postales, le gonflement des équipes rédactionnelles pèse significativement sur les budgets⁵⁴⁷. Pour couvrir leurs dépenses, les sociétés de presse recourent de manière accrue à la publicité. Simultanément, la concurrence se fait plus rude, la presse d'opinion se réduit comme une peau de chagrin et l'on assiste à un mouvement de concentration⁵⁴⁸. Les mêmes évolutions s'observent à l'international, ce qui fait conclure à l'historien de la presse Pierre Albert que, «*dans la double*

⁵⁴⁴ VALLOTTON François, «Anastasia ou Cassandre?...», pp. 38-39.

⁵⁴⁵ Pour des détails sur les négociations, voir: ROSTAN Blaise, *La publicité...*, pp. 60-74.

⁵⁴⁶ CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, pp. 127-149.

⁵⁴⁷ En 1972, le magazine de reportage *Temps Présent* consacre une émission aux mutations de la presse romande: «La presse romande», *Temps présent*, TSR, 16.3.72.

⁵⁴⁸ Pour une histoire de la presse politique en Suisse, voir: MEUWLY Olivier, *Histoire de la presse politique en Suisse romande au xix^e siècle*, Gollion, Infolio éditions, 2011; CLAVIEN Alain, *Grandeurs et misères de la presse politique...*

nature des journaux, service social et produit commercial, le second terme tend de plus en plus à peser d'un poids décisif sur l'évolution du marché»⁵⁴⁹.

Deuxièmement, les rapports de force changent entre la presse, d'une part, et la radio et la télévision, d'autre part. Leur relation n'est plus celle d'un média bien établi capable de juguler des formes naissantes et fragiles de communication. Durant les années 1960, la SSR prospère, notamment grâce au succès fulgurant de la télévision dont le nombre d'abonné-es est multiplié par cent entre 1955 et 1965⁵⁵⁰. Les journalistes naviguent plus librement entre les différents modes de diffusion alors que la radio et la télévision étendent de manière significative leurs activités dans le domaine de l'information, du reportage et de la couverture politique⁵⁵¹. Cela a pour effet d'accroître l'intérêt des élu-es pour la communication audiovisuelle alors que la presse voit ses appuis dans les arènes du pouvoir s'affaiblir⁵⁵². Face à cette concurrence devenue sérieuse, et à la faveur d'une jeune génération de directeurs qu'incarnent en Suisse romande Lamunière et Nicole, les journaux quotidiens se renouvellent autant en termes formels que rédactionnels⁵⁵³.

L'influence est donc réciproque entre la presse et les médias audiovisuels⁵⁵⁴. Le « vieux média » s'adapte au nouveau, que ce soit pour une question de survie – le « nouveau média » marchant sur les plates-bandes de « l'ancien » – mais plus globalement parce que tous les éléments du système médiatique sont interdépendants. Quand un « nouveau média » entre en scène, le système entier se réajuste pour permettre la coexistence⁵⁵⁵. Du reste, il ne faudra pas attendre les années 1960 pour que les journaux fassent une place à l'audiovisuel dans leurs pages. Dès les années 1930, ils annoncent et commentent les programmes radiophoniques⁵⁵⁶, comme ce sera le cas pour les émissions

⁵⁴⁹ ALBERT Pierre, *Histoire de la presse...*, pp. 111-112.

⁵⁵⁰ MÜLLER Rudolf, « Technik zwischen Programm, Kultur und Politik... », p. 202.

⁵⁵¹ VALLOTTON François, « Anastasie ou Cassandre ?... ».

⁵⁵² En 1959, le gouvernement ne compte plus aucun ancien journaliste. EVÉQUOZ Pierre, « Qui fabrique les médias suisses ?... », p. 4.

⁵⁵³ CLAVIEN Alain, *La presse romande...*, pp. 129-133.

⁵⁵⁴ La radio et la télévision entretiennent également une relation de co-construction. Voir par exemple : « Radio télévision, aller-retour », dossier thématique, des Archives de la RTS, <https://www.rts.ch/archives/dossiers/3518484-radio-television-aller-retour.html>, consulté le 9.3.21 ; « La Radiodiffusion face à la télévision », Rapport annuel de la SSR de 1959, pp. 15-18 ; CROZIER Carmen, MONNET Natacha, « Quand l'ancien média promeut le nouveau : Radio Genève et son “Magazine de télévision” (1953-1962) », *site web de TV élargie*, <https://www2.unil.ch/tvelargie/nos-articles/vu-en-classe-les-etudiant%C2%B7e%C2%B7s-ecrivent-lhistoire-de-la-television-v/index.html>, consulté le 9.3.21.

⁵⁵⁵ BALBI Gabriele, « Old and New Media... ».

⁵⁵⁶ Voir : CHEVALIER Morgane, *Les chroniques radiophoniques : un regard inédit sur l'histoire culturelle de la radio par la presse. Étude de cas : la Feuille d'Avis de Lausanne (1936-1939)*, Mémoire de master en histoire contemporaine, Université de Lausanne, 2009.

télévisées alors que la presse illustrée connaît son apogée à la moitié du siècle⁵⁵⁷. Mais la pression économique et le déploiement de la SSR qui caractérisent les années 1960 favorisent une réactivité plus vive de la part des éditeurs. Autrement dit, le facteur économique joue un rôle déterminant dans les relations intermédiaires. Il n'est toutefois pas encore question d'exploiter sa propre chaîne de radio ou de télévision ; ces modes de diffusion demeurent sous le contrôle de la SSR dont le monopole bénéficie alors d'un large consensus social⁵⁵⁸.

Cela nous amène à notre troisième point : l'affaiblissement du monopole de la SSR à partir des années 1970 qui conduira à son abolition en 1983⁵⁵⁹. L'ouverture du marché de l'audiovisuel est une condition requise pour que des acteurs privés se lancent dans des expériences radiophoniques, télévisuelles ou dans la télématique. La période ouvre donc un nouveau champ des possibles pour les milieux de la presse. Mais il ne s'agit pas seulement d'un moment d'opportunité. L'écologie des médias se complexifie et les rapports de pouvoir se modifient. Bien que la manne publicitaire des journaux augmente significativement durant les années 1980, les journaux ne retournent pas à l'immobilisme. Il s'agit de se battre pour sa place dans un environnement en recomposition où se multiplient les techniques de diffusion et les acteurs qui les exploitent.

Cette complexité croissante invite à concevoir le monde médiatique et la relation entre ses composants de manière renouvelée, ce qui constitue notre quatrième évolution. Alors que les médias sont traditionnellement pensés, mais aussi régulés, selon une approche sectorielle, un glissement s'opère à partir des années 1970 en faveur d'une appréhension dans son ensemble du champ médiatique. Cette tendance prend une forme institutionnalisée en 1978 avec la mise sur pied de la Commission d'experts pour une conception globale des médias (CCGM) qui rend quatre ans plus tard un lourd rapport de 742 pages⁵⁶⁰. À l'inverse de la Commission culturelle sur la télévision de 1951, où chaque champ se positionne vis-à-vis du seul «nouveau média», l'ambition est d'offrir une analyse qui embrasse «*la situation actuelle et les tendances de développement dans le domaine de la communication et des media*»⁵⁶¹. L'enjeu n'est plus

⁵⁵⁷ HAVER Gianni, *La presse illustrée : une histoire romande*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2018.

⁵⁵⁸ SCHNEIDER Thomas, « Vom SRG-„Monopol“ zum Marktorientierten Rundfunk... », pp. 84-90.

⁵⁵⁹ MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *Radio und Fernsehen in der Schweiz...*

⁵⁶⁰ *Rapport de la Commission d'experts pour une conception globale des médias*, Berne, Département fédéral de justice et police, 1982.

⁵⁶¹ *Rapport de la Commission d'experts pour une conception globale des médias*, Berne, Département fédéral de justice et police, 1982, p. xxxiv.

de définir une politique visant séparément la presse, la radio, la télévision, le livre, etc. mais d'établir une politique *des* médias. Cette approche systémique implique dès lors de considérer les relations intermédiaiques, comme l'illustre ce passage du rapport sur les médias électroniques, ceux-ci étant entendus comme la radio et la télévision par câble, par réseau terrestre ou par satellite ainsi que la diffusion de texte sur écran :

« La difficulté principale à surmonter lors de l'élaboration d'une conception pour le système des media électroniques découle du fait que cette conception doit simultanément résoudre un très grand nombre de problèmes qui sont à la fois interdépendants et contradictoires. Il faut p. ex. rendre possible l'introduction et le développement de nouveaux media, tout en sauvegardant les media en place [...]. Il convient par conséquent de prendre soin que les divers éléments de la conception s'assemblent correctement [...]. Ainsi, ces éléments ne doivent pas simplement s'additionner [...] »⁵⁶²

La CCGM ne représente pas seulement l'institutionnalisation de ce changement de paradigme ; elle est aussi l'arène où se négocient de manière conflictuelle les nouvelles hiérarchies du champ médiatique suisse et, notamment, la place respective et conjointe de la presse et de la télévision par satellite. Ses résultats font la cartographie des nouvelles relations de pouvoir intermédiaiques. Au sein de cette vision « globale » – et affaiblie par les autres évolutions mentionnées –, la presse n'est qu'un média parmi d'autres qui « ne saurait exiger un traitement de faveur »⁵⁶³. Or, la question du satellite est un marqueur de cette érosion politique. À son égard, le rapport de la CCGM est sans appel : « il est exclu d'introduire un système suisse de radiodiffusion par satellite à court terme. »⁵⁶⁴ Alors que Tel-Sat attend une réponse du Conseil fédéral depuis deux ans, que l'essentiel de ses actionnaires helvétiques sont issus du monde des journaux et que les associations de presse se sont exprimées en faveur de l'octroi rapide d'une concession, cette conclusion s'apparente à un véritable pied de nez.

⁵⁶² Rapport de la Commission d'experts pour une conception globale des médias, Berne, Département fédéral de justice et police, 1982, pp. 327-328.

⁵⁶³ Rapport de la Commission d'experts pour une conception globale des médias, Berne, Département fédéral de justice et police, 1982, p. 321.

⁵⁶⁴ Rapport de la Commission d'experts pour une conception globale des médias, Berne, Département fédéral de justice et police, 1982, pp. 588 et 597.

Sans surprise, les gens de presse accueillent le rapport avec scepticisme⁵⁶⁵. Une étude est mandatée par l'ASEJ pour le discuter et, surtout, le critiquer⁵⁶⁶. Rédigée par Pierre-Ami Chevalier, elle cible ce que l'éditeur du *Journal de Genève* appelle ailleurs le «moulin législatif»⁵⁶⁷ mis en marche par la CCGM. Fondamentalement libérale, l'étude s'oppose aux monopoles de la SSR et des PTT et défend le libre recours à la publicité. Pour les patrons de presse, cette nouvelle manière «globale» de concevoir la politique des médias porte le risque que le contrôle étatique dans le domaine de la radiotélévision s'étende à l'imprimé. Mais leur faveur à un système libéral peut aussi être comprise dans la perspective de sa diversification : il convient non seulement de défendre le libre marché dans le domaine des journaux, mais aussi de le prôner pour les «nouveaux médias» dont les éditeurs veulent se saisir ou en sont déjà des acteurs. C'est d'ailleurs le cas de Chevalier⁵⁶⁸, président de l'importante société de câblodistribution Coditel et fervent promoteur d'un développement privé et libéral de la télévision par câble⁵⁶⁹.

On retrouve cette position anti-monopole dans les cercles proches de Tel-Sat. L'opinion de Nicole sur la libéralisation des médias ne fait aucun doute. Dans le discours qu'il prononce lors de la 4^e Assemblée générale des actionnaires le 15 juin 1984, le Genevois regrette que la Confédération n'ait pas aboli le monopole sur l'audiovisuel bien plus tôt, à l'image de la Grande-Bretagne et de l'Italie⁵⁷⁰. On peut aussi relever le statut de consultant de Tel-Sat qu'occupe le Bernois Walther Hofer⁵⁷¹. Le conseiller national (UDC/BE, 1963-1979) incarne à lui seul le combat politique mené dès le début des années 1970 contre une SSR «noyauté par la gauche», notamment par la création de l'Association suisse de télévision et de radio dont il est le président

⁵⁶⁵ NICOLE Jean-Claude, «La politique suisse de la communication...», p. 6.

⁵⁶⁶ CHEVALIER Pierre-Ami, *La presse suisse : pour une conception globale de la liberté*, Genève, ASEJ, 1984.

⁵⁶⁷ CHEVALIER Pierre-Ami, «Stratégies de la presse et pouvoirs», *Communication et langages* 55(1), 1983, p. 109.

⁵⁶⁸ «Quel avenir pour la télévision par câble», *Gazette de Lausanne*, 23.11.76; «Grâce à la TV par câble, le téléspectateur suisse est l'un des mieux servis d'Europe», *Journal de Genève*, 25.10.78; «TV : comment Genève sera câblée ?», *Journal de Genève*, 4.12.84.

⁵⁶⁹ Par exemple ici : CHEVALIER Pierre-Ami, *L'avenir de la télévision par câble...*

⁵⁷⁰ Exposé de Jean-Claude Nicole, Assemblée générale des actionnaires de Tel-Sat SA, 15.6.84. AFS. E8001C#1988/172#3427*.

⁵⁷¹ Par exemple : Jean-Claude Nicole à Leon Schlumpf (Chef DFTCE), 9.9.80. AFS. E8001C#1988/172#3424*; DFJ, Medienpolitik, Tel-Sat, Besprechung, 11.11.80; DFTCE, Aktennotiz über eine Besprechung mit einer Vertretung der Tel-Sat AG (Trappe, Hofer) vom 17. April 1984.18.4.84. AFS. E8001C#1988/172#3475*.

et qui est rapidement renommée le Hofer Club⁵⁷². Au-delà de la question des « nouveaux » médias et de la télévision par satellite, Tel-Sat rejoue à son échelle les reconfigurations et les conflits qui accompagnent la libéralisation du paysage audiovisuel helvétique.

Les politiques de la « nouveauté »

Les élargissements synchroniques et diachroniques opérés dans ce chapitre permettent de tirer quelques conclusions sur les notions de « nouveauté » et de « vieillesse » des médias. Tout d'abord, la relation entre « anciens » et « nouveaux » médias est toujours politique et structurelle. Quand une technologie est qualifiée de « nouvelle », ce n'est pas le signe que des transformations révolutionnaires sont en cours, au contraire de ce qu'affirment en général les discours sur les « nouveaux médias ». La « nouveauté » est synonyme de luttes intermédiaiques qui se caractérisent par des adaptations réciproques. Ces dernières ne sont pas dénuées de conflictualité, comme le laissent parfois entendre des travaux qui – favorisant une approche théorique – négligent les rapports de pouvoir institutionnels, économiques et politiques qui structurent l'écologie médiatique. Dans ce chapitre, au contraire, nous nous sommes efforcée d'écrire une histoire à la fois incarnée, conflictuelle et de longue durée des relations entre les notions de « nouveau » et d'« ancien » média.

Dans cette perspective, il a été montré que la construction de la télévision par satellite comme un « nouveau média » correspond à des objectifs stratégiques et à un moment particulier de l'histoire des journaux. Les potentialités, les promesses et les menaces qui sont associées à sa « nouveauté » représentent un outil politique pour la presse, comme ce fût d'ailleurs le cas quand il s'agissait de définir la « nouveauté » de la télévision hertzienne et de la radio. L'arrivée de chaque « nouveau média » pousse les éditeurs à se repositionner et à porter une réflexion sur eux-mêmes et sur le rôle du journal dont il s'agit de réaffirmer l'identité. Ce mécanisme est propre aux périodes de changement médiatique durant lesquelles les médias existants prennent une conscience accrue d'eux-mêmes⁵⁷³. En 1931,

⁵⁷² SCHNEIDER Thomas, « Vom SRG-“Monopol” zum Marktorientierten Rundfunk... » ; VALLOTTON François, « Anastasie ou Cassandre ?... ».

⁵⁷³ THORBURN David, JENKINS Henry, « Toward an Aesthetics of Transition », in : THORBURN David, JENKINS Henry (éd.), *Rethinking Media Change...*, p. 4.

Alfred Nicole, père de Jean-Claude, et l'éditeur et imprimeur Rudolf Huber écrivent que le journal n'est certes pas aussi rapide que la radio pour diffuser des nouvelles, mais qu'il peut les «développer à sa guise»⁵⁷⁴ et les «illustrer [...] au moyen de photographies, de croquis, ce qui n'est pas possible au journaliste de radio»⁵⁷⁵. En 1950, on lit dans la requête de l'ASEJ auprès du Conseil fédéral que, contrairement à la télévision qui favorise la transformation progressive de l'humanité «en une masse plus ou moins amorphe»⁵⁷⁶, la presse a toujours joué «un rôle dans l'affermissement moral de la population»⁵⁷⁷. En 1980, un glissement s'opère et les discours d'autoreprésentation traduisent les nouvelles stratégies. L'idée de la valeur fondamentale de l'écrit persiste mais le temps n'est plus à «une opposition stérile»⁵⁷⁸, dit Marc Lamunière. Son fils, Pierre, abonde en considérant que l'éditeur n'est pas «un marchand de papier, mais [...] un professionnel de l'information au sens large»⁵⁷⁹. Les Vaudois rejoignent Nicole pour qui les entreprises de presse ont avantage à élargir leurs palettes d'outils, mais cela dans le but, *in fine*, de maintenir «la primauté»⁵⁸⁰ du journal.

Le lancement d'une chaîne de télévision par satellite aurait pu, peut-être, assurer à la «vieille» presse helvétique une place au soleil... Faute de mieux, le projet Tel-Sat a montré qu'elle est toujours et encore un média en transformation.

L'approche par le décroisement qu'a favorisée ce chapitre permet de mettre au jour deux biais dans les histoires traditionnelles de la presse produits par les transformations technologiques contemporaines : d'un côté, on tend à conférer une importance accrue à la rupture numérique au détriment d'autres moments de reconfiguration du statut politique et social des éditeurs de presse ; de l'autre, on accrédite l'image d'une profession peu encline à anticiper la nouvelle donne technique et commerciale. Les années 1980 constituent d'ailleurs un observatoire privilégié de logiques qui s'exaspèrent durant les décennies suivantes, telles que la marchandisation croissante de l'information ; l'ouverture du marché des médias aux acteurs privés dont les profils se

⁵⁷⁴ HUBER Rudolf, NICOLE Alfred, «La radio et la presse», *Bulletin de l'ASEJ* 77, 1931, p. 255.

⁵⁷⁵ HUBER Rudolf, NICOLE Alfred, «La radio et la presse», *Bulletin de l'ASEJ* 77, 1931, p. 255.

⁵⁷⁶ Requête de la Commission mixte en matière de presse de l'ASEJ et de l'APS au Conseil fédéral concernant la télévision, 30.3.51, p. 6. AFS. J2.181#1987/52#3246*.

⁵⁷⁷ Requête de la Commission mixte en matière de presse de l'ASEJ et de l'APS au Conseil fédéral concernant la télévision, 30.3.51, p. 6.

⁵⁷⁸ LAMUNIÈRE Marc, *Le Journal d'information : que veut-il ? Que peut-il ?*, Lausanne, 24 Heures, 1980, p. 48.

⁵⁷⁹ LAMUNIÈRE Pierre, «Le futur a déjà commencé», in : CHUARD Jean-Pierre, *Une odeur d'encre...*, p. 187.

⁵⁸⁰ NICOLE Jean-Claude, «Éditeurs : la diversification nécessaire...», p. 111.

diversifient ; l'apparition de chaînes satellitaires en Europe ; l'éclatement de conflits sociaux dans les entreprises de presse qui licencient des journalistes ; et, enfin, l'émergence de la télématique qui conduit à l'hybridation et à la complexification du télévisuel et des télécommunications. Nous aimerions justement clore ce chapitre sur la définition de la télématique que nous offre le chroniqueur de *L'Express* dans sa série de mai 1980 :

« L'INFORMATIQUE ? C'est l'information qui vous parvient, en majeure partie, par son volume, par la presse écrite ; mais une information qui sera accélérée, diffusée en croissante quantité, ultra-rapide, essentiellement grâce à l'électronique et à l'ordinateur. Un ordinateur doté d'une mémoire, d'une capacité de stockage illimitées, et d'un pouvoir de classement et de rediffusion instantanée... foudroyant, est-on tentée d'écrire. Résultat : un nouveau potentiel gigantesque pour la télécommunication.

*LA TÉLÉMATIQUE ? C'est le mariage de la télévision avec cette nouvelle forme de télécommunication à deux directions : la télématique ne se contente pas de fournir sans délai un énorme volume d'informations de toute sorte ; elle permet en outre au destinataire, à chaque téléspectateur, d'interroger les fournisseurs d'informations et d'en recevoir immédiatement les renseignements désirés. »*⁵⁸¹

La télématique, ce « nouveau média » où convergent le journal, la télévision, l'ordinateur et les télécommunications, ouvre des perspectives riches pour faire l'histoire croisée du *point-to-point* et du *broadcasting* en même temps que celle de la presse et du numérique. Comme l'a documenté le journaliste Nicolas Willemin, des journaux suisses se sont lancés dans le domaine durant ces fameuses années 1980⁵⁸².

⁵⁸¹ R. A., « Entre l'enthousiasme et l'inquiétude », *L'Express*, 24.5.80.

⁵⁸² WILLEMIN Nicolas, *Médias suisses, le virage numérique...*, pp. 15-16 ; voir aussi : STAMM Marielle, « La saga du Vidéotex », *Geschichte und Informatik* 17, 2009, pp. 143-164 ; PUPPIS Manuel, STUDER Samuel, SCHADE Edzard, « Back to the Future: What Teletext's Past Tell Us About the Future Relationship Between Public Media Service Media and Publishers in Switzerland », in : MOE Hallvard, BULCK Hilde van den, *Teletext in Europe: from the Analog to the Digital Era*, Göteborg, Nordicom, 2016, pp. 89-110.

Chapitre 4

La SSR et la conquête spatiale : entre multilatéralisme et conservatisme (1960-1980)

« Personnellement, je ne crois pas que la Suisse pourra se permettre d'avoir son propre satellite. Mais, là, il y a une coopération entre télévisions européennes et je pense que ce serait possible d'avoir un morceau de ce gâteau, si vous voulez. »

Edouard Haas, *Miroir du monde*, Radio suisse romande, 10.3.68. ARTS.

Le satellite, la Suisse et l'Europe : une approche par la télévision de service public

Ce chapitre aborde d'abord la formalisation par la SSR d'un modèle de télévision par satellite à partir des années 1960 et se consacre ensuite à l'adaptation de ce modèle dans le contexte de la libéralisation des années 1980. Cette perspective pousse à considérer la part fondamentalement et historiquement transnationale et multilatérale de l'institution de service public. Dans l'ouvrage *Communicating Europe*⁵⁸³, les historiens Andreas Fickers et Pascal Griset s'intéressent au rôle des technologies de la communication dans l'unification européenne ; une démarche qui s'inscrit

⁵⁸³ FICKERS Andreas, GRISET Pascal, *Communicating Europe...*

dans la filiation d'autres travaux sur les processus historiques d'intégration et de fracturation de l'Europe par le biais de ses infrastructures transnationales et de ses médias⁵⁸⁴. L'ensemble de ces études insistent sur le caractère multidimensionnel des réseaux techniques ainsi que sur la complexité de leur rapport à l'idée d'Europe. Ces infrastructures connectent matériellement le Vieux-Continent. Elles sont régulées et débattues au sein d'institutions multilatérales, à l'instar de l'Union internationale des télécommunications (UIT), de l'Union européenne de radiotélévision (UER) ou encore de la Conférence des administrations des postes et télécommunications (CEPT). Elles se retrouvent au cœur de rivalités ou de collaborations économiques, politiques et culturelles. Elles sont, finalement, le vecteur de discours sur ce qu'est ou devrait être l'Europe. Leur étude ouvre ainsi une réflexion sur les significations culturelles de l'idée européenne et, donc, de son caractère construit, mouvant et contesté, mais aussi sur la manière dont cette même idée influence les pratiques d'une diversité d'acteurs.

La dimension européenne – qu'elle soit politique, culturelle ou infrastructurelle – constitue la colonne vertébrale de la politique spatiale de long terme de la SSR. L'étudier met en lumière les jeux d'échelles qui déterminent certains choix stratégiques en matière technique, économique et programmatique. Cela révèle ainsi l'influence de la dimension internationale – et *a fortiori* européenne – sur les conceptions du télévisuel satellitaire et de ses potentialités qu'élaborent des représentants de la SSR entre les années 1960 et 1980. Le prisme satellitaire met en évidence non seulement le poids du multilatéralisme et de la dimension transnationale dans l'histoire de la télévision institutionnelle helvétique, mais aussi la façon dont ces deux aspects se réarticulent dans la durée. Ce chapitre éclairera ainsi un pan particulier de l'histoire de la relation qu'entretient la Suisse avec la construction européenne et les organisations internationales en même temps qu'il contribuera à la réflexion sur « [l]es médias comme acteurs des relations internationales »⁵⁸⁵.

⁵⁸⁴ Pour une approche par les infrastructures, voir : VLEUTEN Erik van der, KAUSSER Arne (éd.), *Networking Europe...* ; BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas (éd.), *Materializing Europe...* ; pour une approche par la télévision, voir : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe...* ; BIGNELL Jonathan, FICKERS Andreas, *A European Television History...* ; pour une approche par la radio dans l'entre-deux-guerres, voir : LOMMERS Suzanne, *Europe - On Air...* ; sur la radio et la télévision en Europe durant la Guerre froide, voir : BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas, HENRICH-FRANKE Christian (éd.), *Airy Curtains in the European Ether...*

⁵⁸⁵ RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, VALLOTTON François, « Histoire des médias et histoire des relations internationales : deux champs en dialogue », in : BLANDIN Claire et al., *Penser l'histoire des médias*, Paris, CNRS, 2019, p. 150 ; sur la Suisse et le multilatéralisme, voir : FLEURY Antoine, « La Suisse et le défi du multilatéralisme... » ; ZALA Sacha, PERRENOUD Marc (éd.), *La Suisse et la construction du multilatéralisme. Documents diplomatiques suisses sur l'histoire de la Société des Nations (1918-1946)*,

Réciproquement, les pages qui suivent montrent comment l'intégration de la télévision spatiale sur le territoire suisse est façonnée par des pratiques, des discours, des infrastructures, des conflits et des acteurs nationaux et internationaux qui précèdent l'ère spatiale et/ou dépassent la seule question du télévisuel satellitaire.

En s'intéressant à l'institution qui domine le paysage audiovisuel de la Suisse depuis sa fondation en 1931, ce chapitre montrera par ailleurs que la « nouveauté » de la technologie satellitaire est investie par la SSR dans le but de maintenir ou de développer des pratiques et des rapports de force qui préservent son statut privilégié. Cet argument rejoint celui développé par Fickers dans un article sur l'émergence de la télévision durant les années 1950 qu'il qualifie de « révolution médiatique conservatrice »⁵⁸⁶. Cette révolution se caractérise par le développement du nouveau média au sein des institutions existantes de la radio ; par des contenus télévisuels qui reprennent des codes esthétiques et narratifs du cinéma ; par le recyclage de métaphores pour souligner sa « nouveauté » ; et, finalement, par son association à des valeurs conservatrices telles que la famille, l'espace domestique et la nation. Ce chapitre soulignera que des dynamiques similaires sont à l'œuvre dans l'approche par la SSR de la télévision par satellite. La technologie satellitaire participe à un recentrage sur la « tradition », la mise en avant de « valeurs historiques » et, parfois, à une posture « réactionnaire » de la part de l'audiovisuel public helvétique. Dans le cadre de ce chapitre, ces expressions ne sont néanmoins pas utilisées comme des synonymes de la posture idéologique de la droite traditionaliste qui leur est généralement associée. Ils traduisent plutôt une stratégie politique et la continuité qui caractérise l'approche satellitaire de la SSR. Par ailleurs, les pages qui suivent favorisent l'idée d'évolution ou de continuité conservatrice plutôt que celle de révolution qui sous-tendrait des changements radicaux.

vol. 2, Berne, Quaderni di Dodis, 2019 ; ZALA Sacha, DÄNDLIKER Sabine (éd.), *La Suisse et la construction du multilatéralisme. Documents diplomatiques suisses sur l'histoire de l'ONU (1942-2002)*, vol. 3, Berne, Quaderni di Dodis, 2022.

⁵⁸⁶ FICKERS Andreas, « The Emergence of Television as a Conservative Media Revolution: Historicising a Process of Remediation in the Post-War Western European Mass Media Ensemble », *Journal of Modern European History* 10(1), 2012, pp. 49-75.

A. La double casquette de Marcel Bezençon aux fondements de la politique satellitaire de la SSR (1960-1970)

La SSR des débuts de l'ère spatiale est dirigée par Marcel Bezençon. Directeur de Radio-Lausanne depuis 1939, il prend les rênes de l'audiovisuel helvétique en juin 1950⁵⁸⁷. Durant son mandat, qui s'achèvera en 1972, la SSR subit une refonte organisationnelle caractérisée par une centralisation accrue et qui débouche en 1964 sur trois entités de radio et de télévision régionales. Celles-ci rassemblent désormais les différentes sociétés membres de la SSR dont la nouvelle concession englobe pour la première fois la radio et la télévision, introduite en 1958. La SSR devient ainsi, tant sur le plan politique qu'organisationnel, une entreprise d'envergure⁵⁸⁸. Ces années sont également marquées par la place de premier plan que Bezençon tient à l'UER, fondée en 1950. Il est le «*père spirituel*»⁵⁸⁹ de son réseau d'échange de programmes, l'Eurovision, qui entre en opération en 1954⁵⁹⁰. Bezençon est le président de la Commission des programmes de télévision de l'UER jusqu'en 1969 avant de devenir son Directeur général de 1971 à 1972. Au moment où il dirige la radiotélévision suisse, Bezençon est donc convaincu de la nécessité d'une politique de communication européenne et y œuvre avec énergie en tissant des liens institutionnels et infrastructurels entre les radiodiffuseurs du Vieux-Continent. Il est en cela représentatif d'une génération de directeurs de télévision qui possèdent une réelle vision stratégique du média. On peut mentionner à cet égard Jean d'Arcy, à la tête de la télévision française de 1952 à 1959, un autre artisan de l'Eurovision avec qui Bezençon partage la volonté d'étendre à l'échelle européenne l'idéal de la télévision de service public⁵⁹¹.

⁵⁸⁷ « Changements à la direction générale SSR », *Rapport de la SSR*, 1971, p. 51. ASSR.

⁵⁸⁸ MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, « Radio, télévision et évolution de la société », in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, pp. 25-26.

⁵⁸⁹ « Marcel Bezençon a été le père spirituel de l'Eurovision », coupure de journal s.d. [1969], ASSR. B. 001.00.34.

⁵⁹⁰ Sur la Suisse et les débuts de l'Eurovision, voir : VALLOTTON François, « La Société suisse de radiodiffusion et télévision : coproduction et échange de programmes télévisés (1950-1970) », in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe...*, pp. 71-85 ; BELLAC Paul, « Eurovision, Mondovision und die Schweiz », *Revue des PTT* 12(5), 1961, pp. 137-141 ; BELLAC Paul, « Origines et premiers pas de la Commission des programmes de l'UER et de l'Eurovision », *Revue de l'UER* 85b, 1964, pp. 21-24 ; sur l'Eurovision, voir aussi : BOURDON Jérôme, « Unhappy Engineers of the European Soul: the EBU and the Woes of Pan-European Television », *International Communication Gazette* 69(3), 2007, pp. 263-280 ; HENRICH-FRANKE Christian, « Creating Transnationality Through an International Organization? The European Broadcasting Union's (EBU) television programme activities », *Media History* 16(1), 2010, pp. 67-81 ; FICKERS Andreas, LOMMERS Suzanne, « Eventing Europe... ».

⁵⁹¹ HENRICH-FRANKE Christian, « Jean d'Arcy et la naissance de l'Eurovision », in : LÉVY Marie-Françoise (éd.), *Jean d'Arcy : penser la communication au xx^e siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne,

Étant donné la place qu'occupe l'Eurovision aussi bien dans ses activités que dans ses convictions, Bezençon est rompu à la question de l'internationalisation des programmes quand émergent les communications spatiales. Le président du Comité central de la SSR, Ettore Tenchio, a ces mots pour rendre hommage au Directeur général quand celui-ci quitte ses fonctions : « *En avance sur son temps, il avait saisi l'importance que prendraient les satellites ; grâce à lui, le problème fut porté à la tribune internationale* »⁵⁹². La double casquette de Bezençon fait bénéficier la SSR d'une appréhension globale et fine de la question spatiale. Mais elle a une autre implication, fondamentale : l'homme de télévision établit simultanément la politique spatiale de l'UER et de la SSR. Or, bien qu'elles répondent à des logiques propres, ces politiques convergent vers des intérêts similaires et dépendent l'une de l'autre. Les conceptions de Bezençon en ce qui concerne la stratégie suisse et européenne en matière de satellite sont cohérentes et complémentaires.

L'alignement des intérêts et l'étroite collaboration qui lient les deux organismes façonnent l'intégration des communications spatiales en Suisse dès les années 1960. Les visions de l'infrastructure satellitaire que porte Bezençon ainsi que son parcours sont particulièrement à même de nous renseigner sur les caractéristiques de cette intégration. Ils dévoilent les croisements multiples entre la SSR et l'UER, mettent en évidence les jeux d'échelle complexes qui la caractérisent et rendent compte de la multiplicité des acteurs et des conflits qui l'influencent.

Échapper à une « vassalité irrémédiable »⁵⁹³ : de la nécessité d'un satellite européen

Durant les années 1960, le développement d'une conception spécifique de la télévision par satellite par l'UER et la SSR est intrinsèquement lié au développement conflictuel du réseau global de communications spatiales Intelsat et aux discussions difficiles en Europe occidentale au sujet de la construction d'un réseau satellitaire régional. Ces deux phénomènes imbriqués

2014, pp. 147-156 ; LÉVY Marie-Françoise, « Jean d'Arcy et le développement des télévisions », *Sociétés & Représentations* 36(2), 2013, pp. 205-217 ; BOURDON Jérôme, « Unhappy Engineers of the European Soul... ».

⁵⁹² TENCHIO Ettore, « La SSR en marche », *Rapport de la SSR*, 1971, p. 5. ASSR.

⁵⁹³ Intervention de Marcel Bezençon devant le Conseil national, Schweizerhof, 13.3.68. ASSR. Z 08.9/a.

sont caractérisés par le déséquilibre technologique, économique et géopolitique entre les États-Unis et l'Europe et par des désaccords intra-européens. Dans ce cadre, la construction de la télévision par satellite par la SSR et l'UER est un lieu de convergence et de conflictualité entre des acteurs, des technologies et des enjeux nationaux et internationaux en même temps qu'elle est un espace qui amalgame, distingue, crée des alliances et des rivalités avec les télécommunications spatiales.

Les usages pionniers de la télévision spatiale – auxquels participent activement l'UER et, par son biais, la SSR – sont effectués avec les premiers satellites de communication de la NASA. Comme il s'agit d'expérimentations, les radiodiffuseurs bénéficient de conditions économiques favorables⁵⁹⁴. C'est le cas pour le premier échange d'images de télévision entre l'Europe occidentale et les États-Unis *via* le satellite *Telstar* en juillet 1962. L'UER coordonne pour le Vieux-Continent les aspects techniques et la réalisation du programme auquel la SSR participe à sa mesure⁵⁹⁵. En outre, les deux institutions utilisent dès le début des années 1960 les liaisons spatiales *via* le service d'échange d'actualités de l'UER. Fin 1962, il a permis à 38 programmes de traverser l'Atlantique ; ils seront 147 l'année suivante⁵⁹⁶. Fort de ces expériences, Bezençon, très enthousiaste, souhaite employer l'infrastructure satellitaire pour étendre le réseau de l'Eurovision plus loin vers l'Est et constate que « *l'Afrique elle-même n'est qu'à une portée de relais* »⁵⁹⁷. Le satellite n'est donc pas conçu comme une « révolution » des pratiques mais comme un moyen de leur donner une nouvelle ampleur. Un changement de paradigme dans l'exploitation des satellites va toutefois freiner ces ambitions.

La fondation en 1964 d'Intelsat change radicalement les conditions d'usage des satellites de communication. Le consortium international, dont la Suisse fait partie des membres fondateurs, a pour objectif de construire un réseau à visée commerciale. Le régime n'est plus expérimental – et donc bon marché. Les radiodiffuseurs doivent désormais s'acquitter de taxes substantielles pour avoir recours aux liaisons spatiales. En 1965, les dix premières minutes pour une transmission de télévision unidirectionnelle et monochrome de New York

⁵⁹⁴ RYDBECK Olof, PLOMAN Edward W., *Les communications spatiales et la radiodiffusion*, Genève, UER, 1969, pp. 26-37.

⁵⁹⁵ « Nouvelles de l'Eurovision. Première émission en direct entre l'Europe et les États-Unis », *Revue de l'UER* 74a, 1962, pp. 195-196 ; SINGER Aubrey, « La télévision transatlantique », *Revue de l'UER* 64b, 1962, pp. 5-9 ; SCHWOCH James, « Transatlantic Tensions of Telstar... ».

⁵⁹⁶ « Statistiques des programmes Eurovision », *Revue de l'UER* 85b, 1964, p. 25.

⁵⁹⁷ BEZENÇON Marcel, « L'Eurovision n'a pas de marche arrière », *Revue de l'UER* 92b, 1965, p. 10.

à Paris sont facturées 9 070 dollars⁵⁹⁸. Ces tarifs reflètent le coût d'exploitation d'*Intelsat I* (ou *Early Bird*), le premier satellite du consortium. Mais en partie seulement. La politique tarifaire d'Intelsat traduit aussi les rapports de force qui structurent le consortium. Ses accords intérimaires ont consacré la mainmise des États-Unis sur le réseau et, surtout, de ses grandes firmes de communications. La Comsat, qui représente les intérêts étatsuniens, possède 61 % du capital d'Intelsat et en est l'organe exécutif⁵⁹⁹. Les États membres fondateurs d'Europe occidentale ont certes protesté. Mais leurs voix n'ont pas porté bien loin face au monopole des États-Unis sur le savoir-faire et la technologie et face à ses moyens financiers. Interspoutnik, le système soviétique de communications spatiales créé en 1971, se démarque notamment d'Intelsat par son adoption de l'égalité du droit de vote⁶⁰⁰. C'est le cas dans une poignée des organes d'Intelsat mais, dans l'immense majorité des cas, la participation au capital détermine le poids politique. Par ailleurs, les tarifs appliqués par Interspoutnik sont en comparaison beaucoup plus bas, ce qui est séduisant pour les pays récemment indépendants et lui assure une croissance régulière⁶⁰¹.

Au sein de ces hiérarchies, les télévisions européennes sont doublement pénalisées. D'une part, les radiodiffuseurs étatsuniens profitent de meilleures conditions d'accès que leurs homologues outre-Atlantique. D'autre part, les télévisions européennes subissent la concurrence des liaisons téléphoniques. Assurée par les firmes de télécommunications étatsuniennes qui dominent la Comsat, la téléphonie bénéficie d'un statut prioritaire. La télévision doit s'adapter à ses heures de pointe. Bezençon fulmine :

*« Déjà les satellites effacent l'Océan atlantique entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Du moins si les exploitants d[u satellite] Early Bird veulent bien comprendre que l'intérêt d'une ou deux centaines de millions de téléspectateurs vaut bien celui des téléphoneurs qui utilisent "l'oiseau matinal" de la Comsat. »*⁶⁰²

⁵⁹⁸ SHUTE John V., « La lutte pour la télévision intercontinentale. L'âge d'Early Bird (1) », *Revue de l'UER* 108b, 1968, p. 61 ; voir aussi : MATTHEWS A. Bruce, « Évolution et politique des taxes de la Comsat pour les transmissions télévisuelles par satellites », *Revue de l'UER* 116b, 1969, p. 11 ; MARKS Leonard H., « "Early Bird" et ses perspectives nouvelles », *Revue de l'UER* 93b, 1965, p. 42.

⁵⁹⁹ KRIGE John et al., *A History of the European Space Agency 1958-1987...*, vol. 1, pp. 259-260.

⁶⁰⁰ PETROV I., « Interspoutnik. Système et organisation internationaux de télécommunications spatiales », *Journal des télécommunications* 39(12), 1972, pp. 679-684 ; BUSAK Jan, « Quelques réflexions sur les satellites d'application », *Journal des télécommunications* 43(5), 1976, pp. 355-360.

⁶⁰¹ DOWNING John, « The Interspoutnik System and Soviet Television », *Soviet Studies* 37(4), 1985, p. 467.

⁶⁰² BEZENÇON Marcel, « L'Eurovision n'a pas de marche arrière... », p. 10.

Cette citation est intéressante en termes de croisements entre communications *point-to-point* et *broadcasting*. La pluralité des fonctions et des acteurs d'*Early Bird* est placée au centre du problème par Bezençon qu'il présente en termes de rivalités. Par ailleurs, l'homme de télévision associe uniquement la vertu d'effacer les distances – l'océan Atlantique – au média qu'il représente. Les entreprises de télécommunications exploitantes d'Intelsat et les «téléphoneurs» sont accusés d'empêcher ce rapprochement universel d'avoir lieu. Ce faisant, cette citation signale les conditions institutionnelles, politiques et économiques qui régissent ensemble la radiodiffusion et les télécommunications spatiales au sein d'Intelsat et qui impliquent une convergence conflictuelle d'acteurs et de technologies autour de l'infrastructure satellitaire.

Ces dynamiques plurielles prennent une forme très concrète dans le cadre d'âpres négociations engagées par l'UER pour faire diminuer les tarifs d'Intelsat et qui voient se confronter les radiodiffuseurs européens, des représentants de la Comsat et des délégués de la Conférence européenne des postes et des télécommunications (CEPT)⁶⁰³. Créée en 1959, cette dernière réunit les PTT européens, c'est-à-dire les institutions qui fixent les prix de location des infrastructures terrestres nécessaires aux liaisons satellitaires et qui sont aussi les premières interlocutrices de la Comsat⁶⁰⁴. Cette place privilégiée des entreprises de télécommunications signale la prédominance du téléphone dans le développement des communications spatiales ainsi que l'importance des réseaux traditionnels dans leur déploiement. En plus des relations entre le *point-to-point* et le *broadcasting*, ces débats mettent aussi en jeu les communications «verticales» et «horizontales». Dans ce cadre, les alliances ne sont pas seulement «intra-médiatiques» mais aussi nationales: Bezençon essaie par exemple de convaincre les PTT helvétiques de plaider en faveur des radiodiffuseurs européens au sein de la CEPT⁶⁰⁵. Ces discussions débouchent sur la modification de certaines règles et une baisse des prix⁶⁰⁶. Mais ceux-ci

⁶⁰³ Pour un compte-rendu détaillé de ces négociations, voir: SHUTE John V., «La lutte pour la télévision intercontinentale. L'âge d'Early Bird (1)...»; SHUTE John V., «La lutte pour la télévision intercontinentale. L'âge d'Early Bird (2)», *Revue de l'UER* 109b, 1968, pp. 51-65; SHUTE John V., «La lutte pour la télévision intercontinentale. La période d'Intelsat II», *Revue de l'UER* 110b, 1968, pp. 65-73.

⁶⁰⁴ LABORIE Léonard, *L'Europe mise en réseaux: la France et la coopération internationale dans les postes et les télécommunications (années 1850-années 1950)*, Bruxelles, Peter Lang, 2010; LABORIE Léonard, «A Missing Link? Telecommunications Networks and European Integration 1954-1970», in: VLEUTEN Erik van der, KAUSER Arne, *Networking Europe*, Sagamore Beach, Science History Publications, 2008, pp. 187-216.

⁶⁰⁵ Voir par exemple: Charles Lancoud (PTT) à Marcel Bezençon, 2.8.65; Marcel Bezençon à Gustav A. Wettstein (PTT), 16.9.65. ASSR. Z 06.9/a.

⁶⁰⁶ À partir du 4 avril 1967, les dix premières minutes pour une transmission unidirectionnelle et monochrome de New York à Paris via la station terrienne française de Pleumeur-Bodou reviennent à

demeurent «*prohibitifs*»⁶⁰⁷ selon Bezençon et le problème continuera de faire grincer les dents des télévisions européennes pendant des années encore⁶⁰⁸.

Ce combat «contre» les tarifs pratiqués par la Comsat peut être assimilé à une stratégie «conservatrice» de la part des radiodiffuseurs européens. Ils luttent contre leur déclassement à l'échelle internationale, une conséquence de l'organisation nouvelle des communications transnationales provoquée par une ère spatiale dominée par les grandes puissances de la Guerre froide. Mais combattre Intelsat va aussi passer par une volonté d'affermir les infrastructures spatiales européennes. Le véritable cheval de bataille est la construction d'un satellite européen. C'est lui qui doit permettre à l'UER d'échapper à une «*vassalité irrémédiable*»⁶⁰⁹ et d'éviter à la SSR «*de n'être plus qu'une petite télévision locale, étouffée par les maîtres du ciel*»⁶¹⁰. La technologie satellitaire prend ici deux significations simultanées qui caractérisent son histoire : celle de moyen de domination ou d'émancipation.

Bezençon énonce (de manière un peu dramatique) la volonté plus générale d'autonomie qui est au fondement de la politique spatiale européenne. Celle-ci s'institutionnalise en 1962 et 1964 avec la création de l'ESRO (European Space Research Organisation) et de l'ELDO (European Launcher Development Organisation) qui fusionnent en 1975 pour devenir l'Agence spatiale européenne⁶¹¹. Bien que des plans pour un satellite de communication régional soient conçus dès 1965, il faudra attendre 1978 pour qu'un prototype expérimental soit mis en orbite. Les États européens ne parviennent à un consensus qu'après de difficiles négociations qui résultent de leur volonté variable de s'affranchir de la dépendance aux États-Unis. Les positions les plus antagonistes sont tenues par l'Allemagne et la France d'une part, et par la Grande-Bretagne, d'autre part. Les premières veulent à tout prix réduire le fossé technologique avec les États-Unis et plaident en faveur d'un satellite et

4 400 dollars (pour les heures qui ne sont pas chargées). SHUTE John V., «La lutte pour la télévision intercontinentale. La période d'Intelsat II...», p. 70.

⁶⁰⁷ BEZENÇON Marcel, «L'Eurovision et les satellites. Harmonie ou féodalité?», *Revue de l'UER* 111b, 1968, p. 11.

⁶⁰⁸ En mars 1972, la question est encore à l'ordre du jour de la Conférence internationale des Unions de radiodiffusion sur les satellites de communication afin que celles-ci se coordonnent pour obtenir de nouvelles baisses. Communiqué de presse final concernant la Conférence internationale des Unions de radiodiffusion sur les satellites de communication, Rome 6-11 mars 1972. ASSR. B. 001.001.00.39.

⁶⁰⁹ Intervention de Marcel Bezençon devant le Conseil national, Schweizerhof, 13.3.68. ASSR. Z 08.9/a ; il parle aussi de vassalité ici : BEZENÇON Marcel, «Brouillard sur l'immensité», *Revue de l'UER* 104b, 1967, pp. 10-11.

⁶¹⁰ Marcel Bezençon, «Progrès et soucis», *Rapport de la SSR*, 1967, p. 8. ASSR.

⁶¹¹ Pour une histoire de l'Europe spatiale, voir : KRIGE John et al., *A History of the European Space Agency 1958-1987...*

d'un lanceur européens⁶¹². Le gouvernement britannique soutient à l'inverse la participation à Intelsat et estime que, en cas de satellite européen ou national, les États-Unis mettront à disposition leurs lanceurs. Durant ces négociations, la Suisse adopte une position intermédiaire⁶¹³. Compte tenu de la croissance des liaisons téléphoniques intercontinentales à laquelle doivent faire face les PTT helvétiques (et non pas en raison des usages *broadcasting*), la Confédération favorise la construction d'un système de communications spatiales européen. En revanche, pour des raisons financières et pour préserver sa neutralité, elle n'adhère pas à l'ELDO et privilégie l'idée d'une coopération avec les États-Unis en matière de lanceurs⁶¹⁴. L'expérience du déséquilibre politique au sein d'Intelsat la fait pourtant changer d'avis. Fin 1972, le délégué suisse à la Conférence spatiale européenne annonce l'attitude positive de son pays au sujet de la construction d'une fusée⁶¹⁵.

Du côté de l'UER, pas de tergiversations : en juillet 1967, son président, Johannes B. Broeks, fait savoir l'intérêt des membres de l'organisation pour un système spatial européen qui pourrait être employé pour les missions de l'Eurovision⁶¹⁶. L'UER participe dès lors à la conception des projets successifs de satellites européens qui prennent en compte ses desiderata. Y figurent entre autres la disponibilité de deux canaux de télévision et la couverture de l'Europe, de l'Afrique méditerranéenne et du Proche-Orient⁶¹⁷.

Pour Bezençon, le satellite européen représente également la solution pour que la SSR puisse être active dans le domaine de la télévision par satellite⁶¹⁸. Également acquis à l'idée d'une stratégie européenne, Edouard Haas, alors à la tête de la Télévision suisse, la promeut en mars 1968 auprès de la Commission nationale suisse pour l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) :

« Was die Schweiz im Besonderen anbetrifft, so kann es ihr nur zum Vorteil gereichen, wenn sie versucht, sich am [europäisches] Satellitenprogramm aktiv

⁶¹² Sur la France : NGUYEN Anne-Thérèse, « Les échanges technologiques entre la France et les États-Unis : les télécommunications spatiales (1960-1985) », *Flux* 43, 2007, pp. 17-24.

⁶¹³ Sur la position de la Suisse concernant la question d'un lanceur et d'un satellite de communication européens, voir : ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...*, pp. 150-194.

⁶¹⁴ STRASSER Bruno J., JOYE Frédéric, « L'atome, l'espace et les molécules... ».

⁶¹⁵ ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...*, p. 183.

⁶¹⁶ BOURELY Michel, « L'Eurovision et les satellites européens de télécommunications », in C.N.R.S. Groupe de travail sur le droit de l'espace, *L'utilisation de satellites de diffusion directe*, Paris, Presses universitaires de France, 1970, p. 32.

⁶¹⁷ COURTEIX Simone, *Télévision sans frontières...*, p. 200.

⁶¹⁸ Voir par exemple : PV séance Comité Central de la SSR, 29.5.67 ; PV séance du Comité central de la SSR, 13.9.68. ASSR. Z 05.9/a.

zu beteiligen. Es gilt, mit der Technik Schritt zu halten. So hat die SRG sich bereits an ihre Aufsichtsbehörde, den Bundesrat, gewendet mit dem Aufbau eines europäischen Satellitensystems einen Platz zu sichern. Da sich unser Land keinen eigenen Satelliten zu leisten kann, gilt es danach trachten, ihm einen Anteil am europäischen Satellitenprogramm verschaffen. Der Gedanke ist durchaus nicht abwegig, hat das Schweizer Fernsehen doch schon über das bestehende Eurovisionnetz einen beachtlichen Programmaustausch mit dem Ausland abgewickelt.»⁶¹⁹

Ces quelques lignes sont précieuses pour comprendre l'intégration des communications spatiales en Suisse. D'abord, comme le résume en 1966 le directeur technique de la TSR, Hansruedi Züst : un satellite de communication suisse est un problème qui «*ne relève pas tant de la technique que de l'économie*»⁶²⁰. Ni la SSR, ni les PTT helvétiques n'ont les moyens d'une telle entreprise tandis que la volonté politique et l'intérêt de l'industrie font aussi défaut. Par ailleurs, une télévision par satellite nationale n'aurait que peu de sens pour un pays au territoire si exigu. Pour la SSR, sachant que l'UER est prête à engager 40 millions CHF par an dans le satellite européen⁶²¹, la coopération constitue une voie stratégique. Cette tradition multilatérale helvétique – entre radiodiffuseurs européens mais aussi entre la Confédération et les autres pays d'Europe occidentale – constitue une caractéristique de l'intégration des communications spatiales en Suisse qui l'inscrit dans une logique de continuité. Comme le dit très bien Haas, le satellite européen ne fait que perpétuer les pratiques de la télévision suisse *via* l'Eurovision.

Au sein de cette constellation d'acteurs, d'arènes de négociation et de technologies, aucune des casquettes de Bezençon ne lui donne guère de marge de manœuvre pour faire avancer son agenda. Ni la SSR, ni l'UER ne possède de pouvoir décisionnel dans les espaces «*qui comptent*», à l'instar des organisations spatiales européennes ou du Conseil fédéral. Bezençon

⁶¹⁹ «*En ce qui concerne la Suisse en particulier, elle a tout à gagner à essayer de participer activement au programme [européen] de satellites. Il s'agit de rester à la pointe de la technologie. Ainsi, la SSR s'est déjà adressée à son autorité de surveillance, le Conseil fédéral, pour s'assurer une place dans la mise en œuvre d'un système satellitaire européen. Comme notre pays ne peut pas se permettre d'avoir son propre satellite, il faut s'efforcer de lui procurer une part du programme satellitaire européen. L'idée n'est pas absurde, puisque la télévision suisse a déjà réalisé un échange de programmes considérable avec l'étranger par le biais du réseau Eurovision existant.*» Exposé d'Edouard Haas à l'Assemblée Générale de la Commission nationale de l'Unesco, Bienne, 1-2.3.68. ASSR. Z 05.9/a.

⁶²⁰ Hansruedi Züst à Marcel Bezençon, Satellites de distribution et de radiodiffusion directe, 7.4.66. ASSR. Z 08.9/a.

⁶²¹ Intervention de Marcel Bezençon devant le Conseil national, Schweizerhof, 13.3.68. ASSR. Z 08.9/a

exprime à plusieurs reprises un sentiment d'impuissance, comme dans cette lettre adressée à l'été 1966 au directeur général des PTT, Gustav A. Wettstein :

*« Il ne se passe guère de semaines sans que l'on m'interroge à ce propos ; et mes interlocuteurs s'étonnent de l'impossibilité dans laquelle je suis de leur donner des assurances mêmes minimales, quoique je leur précise que ces problèmes ne sont pas de mon ressort. [...] En résumé, je crois de plus en plus que, afin de n'être ni absents, ni dépassés, ni victimes en matière de satellites, il faut attirer l'attention du Conseil fédéral sur la gravité de la question. »*⁶²²

C'est ce que Bezençon et Haas s'attachent à faire à partir de 1967, en contactant de manière répétée des conseillers fédéraux⁶²³. En effectuant ce travail de lobbying, les deux hommes mettent en application ce que Bezençon préconise à tous les membres de l'UER :

*« L'UER n'étant pas une organisation politique, elle n'a pas les moyens d'inviter les gouvernements [...] à envisager une solution unique pour toute l'Europe. Il appartient à chaque organisme de radiodiffusion et de télévision d'inciter son gouvernement à s'intéresser activement au problème des satellites. »*⁶²⁴

Le déficit politique des représentants institutionnels de la télévision et leurs manœuvres discrètes pour faire avancer leur agenda sont intéressants à mettre en regard avec le pouvoir culturel dont bénéficie la télévision par satellite. Ce pouvoir est en particulier nourri par les événements télévisuels satellitaires des années 1960 qui constituent la part la plus visible et populaire des communications spatiales. Ils culminent en 1969 avec l'alunissage, c'est-à-dire l'apogée de la course à l'espace et la victoire symbolique des États-Unis, mais aussi le point d'orgue de la construction de la télévision « mondiale » à qui on donne le pouvoir de réunir l'humanité entière. La politique des programmes à l'UER et à la SSR est d'ailleurs façonnée par ces représentations sur les potentialités culturelles de la télévision par satellite.

⁶²² Marcel Bezençon à Gustav A. Wettstein (PTT), 16.8.66. ASSR. Z 08.9/a. Voir aussi : Marcel Bezençon, « 1965, année de réalisation », *Rapport de la SSR, 1965-1966*, p. 13. ASSR.

⁶²³ Par exemple : Marcel Bezençon à Willy Spühler (Chef DPF), 24.2.67 ; Marcel Bezençon à Willy Spühler (Chef DPF), 10.3.67 ; Marcel Bezençon à Rudolf Gnägi (Chef DFTCE), 13.9.67. Edouard Haas à Willy Spühler, 12.7.68 ; Marcel Bezençon à Roger Bonvin (Chef DFTCE), 13.8.68. ASSR. Z 08.9/a.

⁶²⁴ PV séance du Comité central de la SSR, 8.9.67. ASSR. Z 08.9/a.

Construire l'Europe ou renforcer l'audiovisuel national

La stratégie de la SSR et de l'UER vis-à-vis d'Intelsat et du satellite européen traduit une logique de conservation qui favorise le prolongement et l'adaptation de pratiques et de structures en place. Cette stratégie passe notamment par la réactivation de la collaboration historique entre les PTT et les radiodiffuseurs publics européens. Les conditions de développement de la télévision par satellite contribuent également à une (r)évolution conservatrice à la SSR et à l'UER en matière de politique des programmes et d'autoreprésentation. Dans les deux cas, les communications spatiales vont concourir à renforcer la vision traditionnelle de la télévision de service public, outil de cohésion et de construction d'une identité commune. Toutefois, selon l'échelle, cette logique donne au satellite un statut différencié. Quand l'Europe en constitue le périmètre, la technologie est perçue comme un moyen utile pour servir la mission historique de l'Eurovision et « construire l'Europe ». En revanche, lorsque l'on descend d'un cran pour penser le satellite au niveau de la Suisse et de son institution de radiotélévision, il n'apparaît plus comme un outil envisageable pour renforcer l'identité du pays : il représente au contraire une menace – celle de l'invasion de programmes étrangers – à laquelle la télévision publique nationale, ou traditionnelle, se doit de résister.

Dès sa fondation, le réseau d'échanges de programmes de l'UER a été conçu comme un outil de construction européenne. Comme le relève l'historien Jérôme Bourdon, cette idée est, d'une part, liée à la volonté des pionniers de l'Eurovision de réaliser l'idéal de la télévision publique à l'échelle européenne et, d'autre part, à l'interprétation spécifique de la télévision que portent les élites européennes, la considérant comme un outil puissant pour la création d'une identité commune⁶²⁵. À l'UER, ces croyances se matérialisent dès la seconde moitié des années 1950 par des tentatives de produire des émissions proprement européennes. Elles se soldent cependant par des échecs du fait des différences culturelles entre les États membres, au premier chef la langue, mais aussi l'humour et les centres d'intérêt⁶²⁶. Le succès du Concours Eurovision de la chanson constitue l'exception plus que la règle. Basé sur les rivalités nationales, sa capacité à créer du commun est cependant limitée.

L'importance que prend l'idée d'Europe dans les réflexions des représentants de l'UER fluctue toutefois dans le temps. Au début des années 1950, les avantages financiers prévalent dans la mise en place d'une bourse d'échanges

⁶²⁵ BOURDON Jérôme, « Unhappy Engineers of the European Soul... ».

⁶²⁶ À ce sujet, voir aussi : HENRICH-FRANKE Christian, « Creating Transnationality... ».

de programmes⁶²⁷. À ce sujet, l'historien François Vallotton note que « *la participation de la Suisse à l'Eurovision est moins le fruit d'un grand dessein européen que celui d'une politique très pragmatique* »⁶²⁸. C'est à partir des années 1960 que la dimension européenne au sens politique et culturel du terme prend une place accrue dans les discours des hommes placés à la tête du Comité des programmes⁶²⁹. Or, si cette évolution correspond à la lente édification de l'Europe institutionnelle, dont la politique culturelle n'acquiert une légitimité que durant cette décennie⁶³⁰, elle est aussi liée à l'avènement des communications spatiales.

Leur effet sur la (re)définition de l'Eurovision n'était pas joué d'avance. La perspective de la « Mondovision » a divisé au sein de l'UER. Celle-ci ne pourrait-elle pas en être le moteur et devenir non plus une organisation européenne mais mondiale⁶³¹ ? Bezençon fait partie des sceptiques. Il doute du poids que pourrait avoir l'Europe dans un système de télévision mondialisé⁶³². Ce point de vue va prendre le dessus à l'UER : la crainte de se retrouver dans une situation de dépendance vis-à-vis des grandes puissances pousse l'organisation à défendre son statut d'entité régionale. Les satellites contribuent donc au recentrage de l'institution sur l'Europe en raffermissant au passage la dimension idéologique et géopolitique de son réseau d'échange. Pour Bezençon, la technologie satellitaire doit ainsi concourir à la mission originelle de l'Eurovision, à savoir « *construire* »⁶³³, « *illustre[r] et défend[re] l'Europe, berceau de la civilisation* »⁶³⁴. Or, avec l'idée que l'Europe est « *menacée aujourd'hui plus que jamais* »⁶³⁵, la visée identitaire de l'UER se teinte d'une couleur défensive ; si l'Eurovision de l'ère spatiale est un outil pour construire l'Europe, elle en devient aussi le bouclier.

À cet égard, la première liaison télévisuelle transatlantique est intéressante. Elle a lieu en juillet 1962 sous la forme d'un échange de programmes entre

⁶²⁷ Voir par exemple : BELLAC Paul, « Origines et premiers pas de la Commission des programmes de l'UER et de l'Eurovision... », p. 75.

⁶²⁸ VALLOTTON François, « La Société suisse de radiodiffusion et télévision... », p. 75.

⁶²⁹ HENRICH-FRANKE Christian, « Jean d'Arcy et la naissance de l'Eurovision... », paragr. 21.

⁶³⁰ BRUNNER Joséphine, « Le Conseil de l'Europe à la recherche d'une politique culturelle (1949-1968) », in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe...*, pp. 29-45.

⁶³¹ ALVES Patrick, « L'Union européenne de radiodiffusion (1950-1969) », in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe...*, p. 66 ; COURTEIX Simone, *Télévision sans frontières...*, p. 223.

⁶³² BEZENÇON Marcel, « Les clés de l'Eurovision », *Revue de l'UER* 79b, 1963, p. 7.

⁶³³ BEZENÇON Marcel, « L'Eurovision ou l'art difficile d'être vedette », *Revue de l'UER* 85b, 1964, p. 9.

⁶³⁴ BEZENÇON Marcel, « Brouillard sur l'immensité... », p. 11.

⁶³⁵ BEZENÇON Marcel, « L'Eurovision ou l'art difficile d'être vedette... », p. 9.

les États-Unis et l'Europe occidentale. Le chef des programmes à la BBC, Aubrey Singer, est chargé par l'UER de réaliser l'émission du côté européen. Il a l'intention d'utiliser les 10 courtes minutes à disposition pour montrer « toute l'étendue du réseau d'Eurovision »⁶³⁶, c'est-à-dire pour un exercice d'autoreprésentation. Le jour J, le public est promené de la Cornouailles jusqu'au cercle arctique au nord de la Suède. Il voit ensuite des images de la Sicile et d'Europe orientale avant d'être ramené « au cœur de l'Europe »⁶³⁷ où se dresse, entre autres, la tour Eiffel. En Suisse, la Genève internationale et un secteur stratégique en ces temps de Guerre froide sont à l'honneur : une équipe de la TSR filme le synchrotron à proton du Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN)⁶³⁸. Le programme de l'UER fait ainsi coïncider l'UER et l'Europe, la première permettant de mettre en lien la riche diversité de la seconde et d'en faire une entité cohérente.

Certains des éléments « typiquement européens » choisis par Singer sont représentés sur un dessin (fig. 25) publié en avril 1962 par la revue du personnel des PTT suisses, dans un article sur le développement des télécommunications spatiales. D'origine inconnue, le dessin précède l'événement qu'il met en scène, prévu pour juillet. Comme figuré sur l'image, la liaison transatlantique débutera effectivement avec la transmission d'un discours du président John F. Kennedy. Ce dessin révèle l'exercice d'autoreprésentation que constitue l'échange télévisuel pour les États-Unis et l'Europe. Mais il met surtout l'accent sur la communion du bloc de l'Ouest autour de la figure de Kennedy autorisé par le satellite *Telstar*. Selon James Schwoch, avec des images, des institutions et un public strictement occidentaux, l'événement a contribué à durcir le rideau de fer⁶³⁹. Ce dessin et l'événement lui-même construisent dès lors une image idéalisée de la télévision par satellite et des relations entre l'Europe et les États-Unis, laissant dans l'ombre les profondes dissensions géopolitiques et économiques que cristallise la technologie.

En 1967, l'émission *Our World* reproduit cette logique d'(in)visibilité. Mis sur pied par l'UER et la BBC, Aubrey Singer en tête, le programme est transmis dans plus de trente pays et visionné par environ 500 millions de personnes grâce à quatre satellites appartenant au réseau Intelsat et à la NASA⁶⁴⁰. L'Union

⁶³⁶ SINGER Aubrey, « La télévision transatlantique... », p. 8.

⁶³⁷ SINGER Aubrey, « La télévision transatlantique... ».

⁶³⁸ « Émission suisse via Telstar », *Le Peuple*, 25.7.62 ; « Le film de quelques minutes historiques », *Radio TV Je vois tout*, 2.8.62.

⁶³⁹ SCHWOCH James, « Transatlantic Tensions of Telstar... », p. 292.

⁶⁴⁰ RENAULT Lucien, « De "Notre Monde" au "Monde en direct" », *Revue de l'UER* 109b, 1968, pp. 10-11.

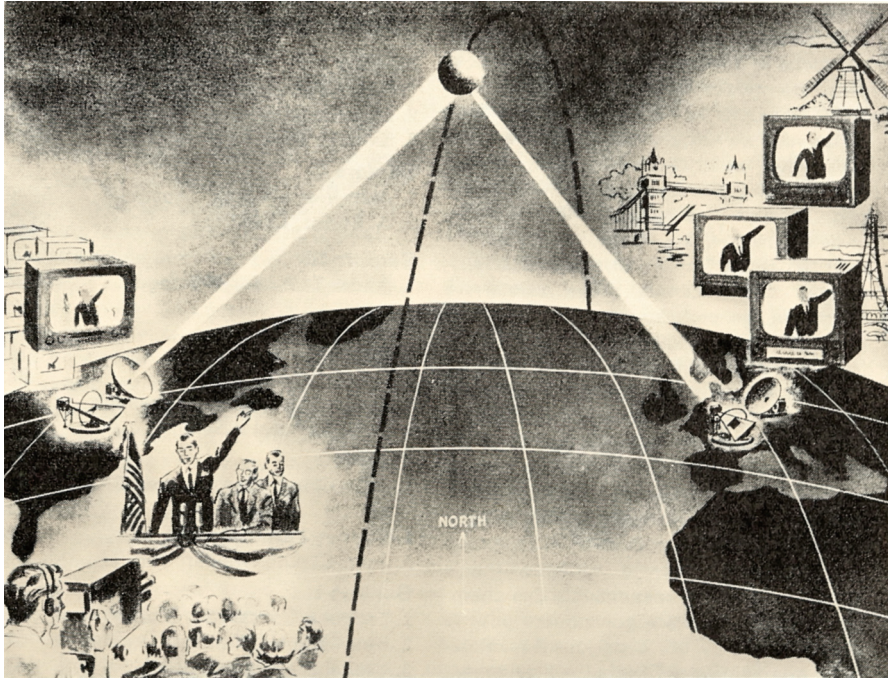


Figure 25 : Dessin de la liaison télévisuelle de juillet 1962 entre les États-Unis et l'Europe occidentale via le satellite *Telstar*. *Revue des PTT* 13(4), 1962.

soviétique est l'une des actrices principales des préparatifs avant qu'elle ne se retire. Durant l'émission, qui peut dès lors mettre en scène librement la culture occidentale et construire son hégémonie planétaire⁶⁴¹, il n'est évidemment pas question des conflits avec l'Union soviétique, ni d'ailleurs des tensions au sein même d'Intelsat. Pour Christine Evans et Lars Lundgren, l'histoire d'*Our World* est toutefois aussi bien celle de rivalités Est-Ouest que celle de circulations et de coopérations⁶⁴². Dans ce cadre, l'UER joue à la fois le rôle de représentante de l'« Europe occidentale » et de médiatrice entre les deux blocs⁶⁴³.

⁶⁴¹ PARKS Lisa, *Cultures in Orbit...*, pp. 21-45.

⁶⁴² LUNDGREN Lars, EVANS Christine E., « Geographies of Liveness... ».

⁶⁴³ À ce sujet, voir aussi : BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas, HENRICH-FRANKE Christian (éd.), *Airy Curtains in the European Ether...*; LUNDGREN Lars, « Transnational Television... »; EVANS Christine E, LUNDGREN Lars, « Dividing the Cosmos?... ».

Au-delà de ces grands événements, l'usage de la technologie spatiale offre vitesse et ampleur aux domaines de prédilection de l'Eurovision : la transmission d'événements sportifs et l'échange de nouvelles⁶⁴⁴. Fin mai 1961, un service d'échange quotidien d'actualités télévisées en Eurovision voit le jour pour ne cesser de se développer⁶⁴⁵. La première année, c'est presque 1 000 sujets qui sont transmis par ce biais alors qu'en 1973, on frôle les 6 000⁶⁴⁶. L'usage de la technologie spatiale par ce service grimpe lui aussi en flèche. En 1969, moins de 50 émissions transitent via satellite quand, quatre ans plus tard, elles sont près de 500⁶⁴⁷. La SSR participe à ces évolutions⁶⁴⁸. Durant les années 1960, l'Eurovision fournit en moyenne 12 % des heures d'antenne suisses⁶⁴⁹, et, en 1966 et 1967 par exemple, ce sont 100 heures de programme et 108 émissions d'actualités de la télévision helvétique qui sont reprises par le réseau⁶⁵⁰. À la fin de la décennie, on lit sous la plume de Charles Lancoud, en charge des télécommunications à la Direction générale des PTT, que « [l]a transmission intercontinentale de programmes de télévision est devenue chose quotidienne et banale »⁶⁵¹.

C'est donc par le biais de l'UER que des images qui ont transité par un satellite apparaissent sur les petits écrans suisses et, inversement, que des actualités télévisées ou des événements helvétiques ont commencé à traverser les océans. Dans ce contexte, les dirigeants de la SSR n'élaborent pas des réflexions particulières sur la nature des programmes distribués par satellite, que l'on imagine être dans la continuité des pratiques de l'Eurovision⁶⁵². En revanche, la question satellitaire s'introduit dans les débats relatifs aux 2^e et 3^e chaînes nationales. Ils intègrent à cette occasion un argumentaire « conservateur » qui vise à défendre la place des institutions qui dominent

⁶⁴⁴ En 1982, 80 % des transmissions du réseau qui ne sont pas du ressort de l'échange de nouvelles concernent des événements sportifs. TYDEMAN John, KELM Ellen Jakes, *New Media in Europe: Satellites, Cable, VCRs and Videotex*, Londres, McGraw-Hill, 1986, p. 17.

⁶⁴⁵ RENGELINK J. W., « Les transmissions de nouvelles en Eurovision », *Revue de l'UER* 85b, 1964, pp. 12-13; BRUNEL-LANTENAC Pierre, « En direct de la salle des nouvelles à Genève », *Revue de l'UER* 26(3b), 1975, pp. 11-14.

⁶⁴⁶ BRUNEL-LANTENAC, « En direct de la salle des nouvelles à Genève... », p. 13.

⁶⁴⁷ WEINMANN Jean-Pierre, « New-York : le bureau-satellite de l'échange des actualités télévisées de l'UER », *Revue de l'UER* 26(3b), 1975, p. 25.

⁶⁴⁸ HAAS Édouard, « La télévision suisse sur les écrans de l'étranger », *Rapport de la SSR*, 1962, pp. 51-53.

⁶⁴⁹ Notre compilation des statistiques fournies par les Rapports annuels de la SSR. Les chiffres ne sont cependant pas disponibles pour les années 1963-1965.

⁶⁵⁰ Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'aménagement futur de la télévision suisse (du 22 mai 1968). FF I 26, 28.6.68, p. 1630.

⁶⁵¹ Charles Lancoud, directeur des Services des télécommunications, Direction générale PTT, « Radio et télévision, état actuel et évolution future », *Rapport annuel de la SSR*, 1969, p. 12.

⁶⁵² Voir par exemple : HAAS Édouard, « La Suisse à l'heure des satellites de communication », *Rapport de la SSR*, 1968, pp. 12-13; Marcel Bezençon, « Faisons le point », *Rapport de la SSR*, 1969, p. 9.

les infrastructures et les programmes de télévision en Suisse de même qu'à renforcer l'identité helvétique de l'offre audiovisuelle nationale.

En 1962, à Stockholm, un plan européen des fréquences garantit à chaque pays deux programmes télévisés supplémentaires. S'engage alors en Suisse un vif débat autour de l'utilisation de ces nouvelles fréquences⁶⁵³. Il est lancé en 1965 par une coalition de droite qui propose que les canaux ne soient pas exploités par la SSR mais qu'ils servent à réémettre des chaînes étrangères. Basé sur l'étude d'un ingénieur, un certain Arthur Hochmann, cette conception est relayée au Parlement *via* une interpellation et une motion⁶⁵⁴. Déposées par les conseillers nationaux Hans Conzett (PAB/ZH) et Robert Eibel (PRD/ZH), elles sont co-signées par une vingtaine de parlementaires, essentiellement de leur parti respectif. Connu pour ses positions à la fois très conservatrices et ultralibérales⁶⁵⁵, Eibel incarne l'ambiguïté de certains milieux de droite, oscillant entre des positions nationalistes de défense culturelle, un néolibéralisme économique et l'attaque du monopole de la SSR.

Cette levée de boucliers contre le plan initial qu'avaient établi les PTT après la Conférence de 1962 et contre le monopole de la SSR, à savoir contre l'organisation traditionnelle du paysage télévisuel helvétique, suscite des débats parlementaires et des polémiques dans la presse. Dans ce tumulte, l'audiovisuel public ne compte pas se faire ravir la possibilité d'élargir son offre de programmes. Pour ce faire, la SSR se positionne comme garante de l'intérêt national. En avril 1967, lors d'une rencontre entre le chef du Département fédéral des transports, de la communication et de l'énergie (DFTCE), Rudolf Gnägi, les PTT et la SSR, la dernière – représentée en force par Bezençon, Haas, le directeur général adjoint Domenic Carl et le directeur juridique Régis de Kalbermatten – revendique l'usage des nouvelles chaînes. L'une mettrait à disposition du public le programme d'une autre région linguistique ; l'autre se composerait d'émissions à caractère éducatif : la SSR « *sollte ihrer Verantwortung für das Zusammenführen der Regionen und für die Bildungspolitik nachkommen* »⁶⁵⁶.

L'internationalisation actuelle et à venir du paysage télévisuel helvétique constitue un autre pan de leur argumentation. Ils se dressent contre « *le*

⁶⁵³ Pour une synthèse de la question, voir : Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'aménagement futur de la télévision suisse (du 22 mai 1968). FF I 26, 28.6.68, pp. 1618-1673.

⁶⁵⁴ PV de l'Assemblée fédérale, vol. 37., no. 13, 20.9.66, pp. 25-48.

⁶⁵⁵ STAUFFACHER Ulrich, « Eibel, Robert », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 27.08.2004, <https://hls-dhs-dss.ch/articles/006281/2004-08-27/>.

⁶⁵⁶ La SSR « *se doit d'assumer ses responsabilités en matière de rapprochement des régions et de politique d'éducation* ». Fernsehprobleme. Aussprache vom 10. April 1967, p. 4. ASSR. Z.05.9/a.

sacrifice»⁶⁵⁷ d'un canal quand 70 % à 80 % de la population reçoivent déjà les émissions des pays voisins. Par ailleurs, comme le souligne Haas lors d'une séance du Comité central de la SSR, un tiers des productions diffusées durant l'année 1966 sont déjà d'origine étrangère⁶⁵⁸. À cette occasion, Bezençon indique aussi que la transmission d'un programme étranger contient le risque d'« *une propagande politique* »⁶⁵⁹. Dans cet argumentaire, l'arrivée prochaine de la télévision par satellite fait office d'épouvantail, ce qu'illustre ce point presse de Bezençon en mai 1967 :

*« On en peut déduire que notre pays, avant même que les satellites n'inondent d'émissions étrangères, est déjà largement couvert de productions des télévisions voisines. Il est donc de grande importance pour nous de tirer parti de tous les moyens dont nous pouvons disposer pour développer et raffermir sans cesse les programmes qui expriment les préoccupations et le génie propre de la Suisse. En regard de la télévision multisatellitaire et envahissante que nous promet le proche avenir, tout autre but irait dangereusement à l'encontre de notre intérêt national. »*⁶⁶⁰

Le débat se clôt quand le Conseil fédéral décide de soutenir son entreprise de service public. Dans son Rapport sur l'aménagement futur de la télévision du 22 mai 1968, le gouvernement réaffirme le monopole de la SSR dont les statuts « *sont en harmonie avec la structure fédérative et démocratique* »⁶⁶¹ du pays. Le texte reprend à son compte, et presque tels quels, les arguments avancés par Bezençon et Haas en optant avec eux pour la primauté de l'intérêt national. Les solutions proposées par les tenants d'une internationalisation accrue sont invalidées aussi bien pour des raisons techniques que politiques. Selon le rapport, l'échange de contenus entre régions remplit « *une mission de haute signification politique nationale* »⁶⁶². En revanche, s'agissant de la reprise d'un programme étranger, le Conseil fédéral n'est « *pas disposé à livrer à l'étranger un moyen de communication aussi efficace sur notre territoire* »⁶⁶³.

⁶⁵⁷ Fernsehprobleme. Aussprache vom 10. April 1967, p. 4. ASSR. Z 05.9/a.

⁶⁵⁸ Zentralvorstands-Protokoll vom 28. April 1967. ASSR. Z 05.9/a.

⁶⁵⁹ Zentralvorstands-Protokoll vom 28. April 1967. ASSR. Z 05.9/a.

⁶⁶⁰ Marcel Bezençon, Conférence de presse, 11.5.67. ASSR. Z 05.9/a.

⁶⁶¹ Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'aménagement futur de la télévision suisse (du 22 mai 1968). FF I 26, 28.6.68, p. 1167.

⁶⁶² Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'aménagement futur de la télévision suisse (du 22 mai 1968). FF I 26, 28.6.68, p. 1657.

⁶⁶³ Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'aménagement futur de la télévision suisse (du 22 mai 1968). FF I 26, 28.6.68, p. 1163.

Les dissidents «internationalistes» ont toutefois touché juste sur deux points. D'abord, l'opinion publique exprime effectivement un désir pour des programmes étrangers. Ensuite, ils se sont habilement fait le relais du mécontentement des régions reculées, encore mal desservies par les chaînes nationales. Or, le DFTCE prend au sérieux l'opinion publique. Rudolf Gnägi demande donc à la SSR et aux PTT d'en tenir compte⁶⁶⁴. Charles Lancoud, en charge des télécommunications à la Direction générale des PTT, promet alors que, d'ici à 1975, la première chaîne nationale aura une couverture de 98 % et les deux autres de 92 %⁶⁶⁵. Quant à l'audiovisuel public, son plan final pour les deux chaînes a intégré les injonctions du DFTCE⁶⁶⁶ : il est prévu que la 3^e chaîne diffuse une sélection de programmes étrangers, mais attention, «*de valeur*»⁶⁶⁷, souligne le Président central de la SSR, André Guinand. Pour Bezençon, la solution ne vaut toutefois que «*jusqu'au moment où apparaîtra la nécessité de convertir [la 3^e chaîne] en un second programme suisse original pour mieux résister à l'invasion de programmes satellitaires*»⁶⁶⁸. Ceux-ci sont d'ailleurs abordés dans le Rapport du Conseil fédéral qui réaffirme encore une fois la politique de la SSR en la matière :

*«La SSR étudie la possibilité de transmettre des programmes suisses par satellites [...]. S'il n'en était pas ainsi, nous risquerions de laisser échapper l'occasion d'assurer à la Suisse la place qui doit lui revenir dans l'utilisation de ce moyen de communication auquel l'avenir appartient indubitablement. La SSR s'efforce en conséquence de contribuer aux efforts de l'UER pour trouver une solution internationale favorable. C'est là la seule chance qu'ont les petits pays de prendre part aux émissions satellites. Il est heureux que la SSR dispose d'un siège permanent au conseil d'administration de l'UER et que la présidence de la commission des programmes de télévision de cette institution lui soit confiée.»*⁶⁶⁹

⁶⁶⁴ Fernsehprobleme. Aussprache vom 10. April 1967, p. 4. ASSR. Z 05.9/a.

⁶⁶⁵ Charles Lancoud, directeur des Services des télécommunications, Direction générale PTT, «Radio et télévision, état actuel et évolution future», *Rapport annuel de la SSR*, 1969, p. 12.

⁶⁶⁶ Zentralvorstands-Protokoll vom 29. Mai 1967. ASSR. Z 05.9/a. «Conférence de presse de la Société suisse de radiodiffusion», *Gazette de Lausanne*, 1.12.67; «La radio veut soigner ses programmes», *Journal de Genève*, 1.12.67.

⁶⁶⁷ André Guinand, Président central de la SSR, «Rapport sur l'exercice 1967», *Rapport de la SSR*, 1968, p. 5.

⁶⁶⁸ Intervention de Marcel Bezençon devant le Conseil national, Schweizerhof, 13.3.68. ASSR. Z 08.9/a.

⁶⁶⁹ Intervention de Marcel Bezençon devant le Conseil national, Schweizerhof, 13.3.68. ASSR. Z 08.9/a.

Pour des raisons budgétaires et des désaccords quant à leur contenu, les projets de la SSR pour les nouveaux canaux ne se réalisent finalement pas⁶⁷⁰. Cet épisode se révèle néanmoins riche pour faire l'histoire de la relation de la SSR à la télévision par satellite. Tout d'abord, il constitue un précédent intéressant aux discussions qui structureront l'émergence des chaînes régulières par satellite en Europe durant les années 1980 et, en particulier, le débat qui entoure le projet Tel-Sat. L'ouverture de nouvelles longueurs d'onde durant les années 1960 met aussi en tension le monopole de la SSR, une nouvelle possibilité technique de diffusion et l'internationalisation de l'offre télévisuelle. On y retrouve également les mêmes protagonistes, à savoir la SSR, les PTT, le DFTCE, des parlementaires défavorables au monopole de l'audiovisuel public, ainsi que des acteurs privés qui souhaitent entrer dans le champ de l'audiovisuel. L'ensemble de ces paramètres donne lieu à une reconfiguration de l'organisation du champ télévisuel en Suisse qui fait écho aux transformations des années 1980 (abordées dans la seconde partie de ce chapitre). En 1968, le Conseil fédéral tranche pour l'intégration des nouveaux canaux dans les structures traditionnelles, les renforçant au passage. La position des autorités helvétiques s'assimile ainsi à celle de l'UER et de la SSR pour qui le développement de la télévision par satellite participe à un repli sur leurs valeurs et structures historiques. Ce faisant, la technologie satellitaire accentue les potentialités que les représentants de la SSR et de l'UER attribuent aux programmes télévisés, que ce soient ceux qu'ils conçoivent eux-mêmes, ou ceux « des autres ».

Fortes de l'orientation mise en place sous « l'ère Bezençon », les activités satellitaires de la SSR et de l'UER des années 1970 se poursuivent sous le signe de la continuité. La décennie suivante s'annonce plus turbulente pour l'audiovisuel public helvétique qui ne bénéficie plus d'un soutien sans faille du gouvernement. La pression accrue sur son monopole, puis son abolition, vont d'abord infléchir son approche vis-à-vis des satellites avant qu'elle ne retrouve son cadre « traditionnel » : le multilatéralisme entre radiodiffuseurs publics européens.

⁶⁷⁰ Ce n'est qu'en 1992 qu'une quatrième chaîne est lancée en plus des trois chaînes régionales sous le nom de « S Plus » et, en 1997, qu'un deuxième programme à part entière commence à être diffusé dans chaque région. MÜLLER Rudolf, « Technik zwischen Programm, Kultur und Politik... », pp. 204-205.

B. La SSR tire son épingle du jeu satellitaire : libéralisation de l'audiovisuel et repositionnement stratégique

Préambule : le choc des modèles

Quelques jours après la fondation de la société pour une télévision par satellite suisse Tel-Sat, le magazine d'information de la Télévision suisse romande (TSR), *Tell Quel*, s'intéresse à la perspective d'une télévision suisse dans l'espace⁶⁷¹. Pour introduire les téléspectateurs et téléspectatrices à l'augmentation de l'offre de programmes que laisse augurer le nouveau moyen de communication, l'édition de ce 20 mai 1980 débute par un reportage au Tessin. Là, dans les vallées alpines, plus de 8 000 familles sont abonnées à un système de distribution câblée qui propose une douzaine de chaînes privées italiennes alors que d'autres ont installé des antennes sur leurs toits pour capter des programmes similaires. Le reportage est ainsi l'occasion de brandir l'épouvantail du modèle télévisuel de l'Italie qui a mis fin à son monopole au milieu des années 1970, ouvrant la voie à une privatisation effrénée de son paysage médiatique⁶⁷². Les personnes interrogées – le maire, un archiprêtre – regrettent les contenus « osés » ou « légers » qui ont la faveur des émetteurs commerciaux et les conséquences du surplus d'offre télévisuelle : « *On regarde tout, mal.* »⁶⁷³ Le financement par la publicité est aussi épinglé, celle-ci atteignant les 10 % d'antenne autorisés en Italie. L'excursion tessinoise se clôt toutefois sur un ton nuancé : l'accès à ces contenus demeure limité car les sommets environnants compliquent la réception, et le coût des abonnements et des infrastructures de réception est élevé.

De retour sur le plateau, le présentateur Jacques Pilet annonce justement que les technologies spatiales s'apprêtent à supprimer ces barrières géographiques, techniques et, dans une moindre mesure, financières. Il explique que la Suisse a déjà recours depuis plusieurs années à des satellites, mais qu'une évolution est sur le point de changer la donne : la radio et la télévision *directe* par satellite (RDS) dont les puissants signaux pourront nourrir des antennes individuelles au coût abordable. Le plateau est d'ailleurs agrémenté de réalisations européennes récentes en matière spatiale (fig. 26). Une maquette de la fusée Ariane, qui a fait son premier vol l'année précédente, donne l'occasion de

⁶⁷¹ « Une tv suisse dans l'espace », *Tell Quel*, TSR, 20.5.80. ARTS.

⁶⁷² SASSOON Donald, « Political and Market Forces in Italian Broadcasting... ».

⁶⁷³ « Une tv suisse dans l'espace », *Tell Quel*, TSR, 20.5.80, 7 min 25 sec. ARTS.

souligner l'indépendance de l'Europe dans le domaine des lanceurs. Les pays européens n'auront plus besoin d'avoir recours aux infrastructures des États-Unis pour mettre en orbite leurs satellites, comme ce fût le cas pour le prototype expérimental de l'Agence spatiale européenne lancé en 1978 par une fusée Delta. Flotte aussi sur le plateau une miniature du satellite de télévision directe que prévoient de fabriquer ensemble l'Allemagne et la France, symbole de la puissance industrielle et du savoir-faire européen.

Pour discuter de ces développements du point de vue de la Suisse, le journaliste a invité le président de Tel-Sat, Jean-Claude Nicole, et le directeur des programmes de la SSR, Edouard Haas. Ce face-à-face donne lieu à « *un épisode inattendu mais plutôt aimable de la guerre de l'espace* »⁶⁷⁴, pour reprendre Pilet. Alors que le monopole de la SSR est sous pression et qu'on lit dans le journal *La Suisse*, propriété de Nicole, que Tel-Sat « *pourrait avoir des dimensions comparables à celles de la SSR* »⁶⁷⁵, l'initiative a de quoi faire réagir l'audiovisuel public. Mais la discussion de ce printemps 1980 traduit plus largement les conceptions rivales que portent les deux invités, que ce soit sur le télévisuel en général ou la télévision par satellite en particulier. La scénographie du plateau a d'ailleurs voulu que Haas et Nicole se tiennent de part et d'autre d'une table, incarnant les deux paradigmes en conflit, avec Pilet au centre, tel un arbitre (fig. 26).

Tandis que Nicole promet une télévision internationale et commerciale dont le financement, basé sur la publicité, répond à une logique de marché, Haas incarne la télévision monopolistique de service public, financée par la redevance et dont les productions sont destinées aux citoyens et citoyennes suisses. Il n'est donc pas étonnant que, dans sa prise de position officielle, la SSR critique la dépendance publicitaire de Tel-Sat dont les programmes, déterminés par le taux d'une audience essentiellement étrangère, « *font douter que l'on puisse en attendre un véritable enrichissement culturel* »⁶⁷⁶. Dans son intervention à *Tell Quel*, Haas affirme qu'à l'inverse, l'intérêt national sera la priorité d'une télévision par satellite pilotée par le service public car il n'est pas inféodé au « *monopole qu'est la publicité* »⁶⁷⁷.

Nicole tente de désamorcer les critiques. Il insiste sur la complémentarité que revêt son projet avec le service fourni par la SSR en assurant que « *l'objectif*

⁶⁷⁴ « Une tv suisse dans l'espace », *Tell Quel*, TSR, 20.5.80, 51 min 40 sec. ARTS.

⁶⁷⁵ « Une société suisse est née : Tel-Sat », *La Suisse*, 15.5.80. ACV. PP 888/101 (1980).

⁶⁷⁶ Position de la SSR au sujet de la demande de concession de l'entreprise Tel-Sat SA, 30.10.80, p. 11. AFS. E3001C#1984/195#1568*.

⁶⁷⁷ « Une tv suisse dans l'espace », *Tell Quel*, TSR, 20.5.80, 41 min 15 sec. ARTS.



Figure 26 : Edouard Haas, Jacques Pilet et Jean-Claude Nicole sur le plateau de l'émission *Tell Quel*, 20.5.80. RTS Radio Télévision Suisse – Tell Quel – 1980.

est d'utiliser le satellite suisse de télévision pour toucher ce qu'on ne peut pas toucher avec le réseau actuel des PTT»⁶⁷⁸. L'éditeur de presse se défend par ailleurs de toute ressemblance avec l'épouvantail italien. Quand Pilet lui demande s'il a l'intention de faire sa popularité avec «*des films polissons diffusés depuis l'espace*»⁶⁷⁹, Nicole répond par la négative et précise : «*Nous sommes tous des gens de l'information, [...] nous avons une déontologie*»⁶⁸⁰, faisant référence aux groupes de presse qui détiennent la majorité du capital helvétique de Tel-Sat (chapitre 3).

Quoi qu'il en soit, les positions de Tel-Sat et de la SSR butent sur une réalité qui les rend irréconciliables. En 1977, l'Union internationale des télécommunications n'a attribué à la Suisse qu'une seule place sur l'orbite

⁶⁷⁸ « Une tv suisse dans l'espace », *Tell Quel*, TSR, 20.5.80, 42 min 35 sec. ARTS.

⁶⁷⁹ « Une tv suisse dans l'espace », *Tell Quel*, TSR, 20.5.80, 48 min 15 sec. ARTS.

⁶⁸⁰ « Une tv suisse dans l'espace », *Tell Quel*, TSR, 20.5.80, 48 min 20 sec. ARTS.

géostationnaire pour un satellite de diffusion directe et des fréquences ont été allouées pour un maximum de cinq canaux (chapitre 2). Or, Tel-Sat revendique l'ensemble de ces ressources et la SSR se rebiffe face à cette perspective. Elle invoque sa mission historique au service de la collectivité qui lui offre « *une prétention naturelle à l'utilisation au moins partielle des canaux alloués à la Suisse* »⁶⁸¹. Sur le plateau de la TSR, Haas informe d'ailleurs des intentions de l'institution concernant ces canaux : trois d'entre eux pourraient être employés pour une chaîne de télévision complémentaire dans chaque région linguistique, un autre pour transmettre dans le pays entier leurs émissions radio respectives et le dernier pour un programme européen ou de télévision par abonnement⁶⁸². Selon la conception de la SSR, le satellite est un moyen de renforcer la cohésion entre les trois régions du pays, d'augmenter l'offre nationale et de solidifier les liens de la SSR avec les autres membres européens de l'UER. Haas s'applique ainsi à contredire un des éléments qui structurent la campagne de Tel-Sat, à savoir la prétendue inactivité de l'audiovisuel public dans le domaine spatial. En témoignant ces paroles de Nicole prononcées lors d'une conférence de presse ce même mois de mai 1980 :

« [D]ans cette évolution [de la télévision directe par satellite en Europe], *notre pays sera-t-il présent ou absent, actif ou passif ? En l'état actuel des choses, la réponse est claire. La Confédération ne dispose d'aucun plan. Il en va de même pour la SSR. C'est pourquoi est né, dans les milieux de la presse suisse, un projet de satellite de télévision.* »⁶⁸³

Ces affirmations reflètent partiellement la réalité. Comme l'a documenté la première partie de ce chapitre, l'audiovisuel public est actif dès les années 1960 en matière de télévision par satellite en privilégiant le multilatéralisme à des plans nationaux. En matière de télévision directe par satellite, la SSR et les PTT suisses ont manifesté dès 1977 leur intérêt pour participer *via* l'UER à des expériences télévisuelles avec le futur satellite de diffusion directe européen, H-Sat⁶⁸⁴. Pourtant, contrairement à ce que laisse entendre son directeur des programmes, la SSR n'envisageait pas concrètement d'utiliser les canaux

⁶⁸¹ Position de la SSR au sujet de la demande de concession de l'entreprise Tel-Sat SA, 30.10.80, p. 2. AFS. E3001C#1984/195#1568*.

⁶⁸² Un canal peut supporter une chaîne de télévision et de 12 à 16 programmes de radio. Sur l'emploi potentiel des canaux par la SSR, voir aussi : SSR, Rapport sur le développement de la radiodiffusion par satellite. 6.6.80. ASSR. D 80.112.

⁶⁸³ Jean-Claude Nicole, Tel-Sat : projet de satellite suisse pour la diffusion directe de programmes télévisés, Conférence de presse, Berne, 22.5.80. ACV. PP 888/101 (1980).

⁶⁸⁴ Stelio Molo à Régis de Kalbermatten (UER), 7.2.77. ASSR. Z 09.9/a ; Stelio Molo à Régis de Kalbermatten (UER), 13.3.78 ; Stelio Molo à Régis de Kalbermatten (UER), 22.11.78. ASSR. Z 23.8/a.

de RDS suisses avant que Tel-Sat ne surgisse dans le paysage médiatique helvétique. C'est la demande de concession déposée par la société privée qui oblige la SSR à investir franchement un terrain qu'elle ne veut pas se voir ravir. Elle défend par là même son monopole sur les programmes et sa conception de la télévision par satellite.

En ce début des années 1980, les ambitions de Tel-Sat apparaissent d'autant plus dangereuses que le statut privilégié de l'audiovisuel public n'a jamais été aussi fragile. La vague néolibérale des années 1980, symbolisée par l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher au Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis, a provoqué l'introduction de systèmes concurrentiels dans le domaine de l'audiovisuel, à des rythmes et selon des modalités diverses selon les États⁶⁸⁵. En Suisse, le monopole de la SSR est mis sous pression à partir des années 1970, que ce soit dans les arènes politiques ou par le biais d'expériences de radio ou de télévision privées⁶⁸⁶. En plus des émissions pirates, plusieurs ordonnances jalonnent la décennie et autorisent pour de courtes durées des expérimentations à l'échelle locale. Le vrai tournant est marqué par l'Ordonnance sur les essais locaux de radiodiffusion (OER) du 7 juin 1982 qui pose cette fois les bases légales pour l'attribution de concessions sur le long terme à des opérateurs privés⁶⁸⁷. Le Conseil fédéral octroie lesdites autorisations le 1^{er} novembre 1983, ce qui met fin *de facto* au monopole de la SSR. Le projet d'article constitutionnel accepté en 1984 et la loi sur la radio et la télévision de 1992 officialisent la situation. Au sein de la SSR, c'est son directeur de 1981 à 1987, Leo Schürmann, qui incarne ce tournant. Issu du monde politique, financier et du privé⁶⁸⁸, il est porteur d'une conception de l'audiovisuel public qui colle avec l'ère du néolibéralisme et du *New Public Management*⁶⁸⁹. Il la résume en une phrase lors d'un entretien à la radio romande en novembre 1987: «*la SSR n'est pas une institution mais une entreprise, donc penser en termes d'entreprise, de parts de marché, tout ça, c'est essentiel.*»⁶⁹⁰

⁶⁸⁵ CHANCIAC Régine, « Télévisions publiques en Europe... »; REGOURD Serge, *La télévision des Européens*, Paris, La Documentation Française, 1992.

⁶⁸⁶ SCHNEIDER Thomas, « Vom SRG-„Monopol“ zum Marktorientierten Rundfunk... ».

⁶⁸⁷ 784.401. Ordonnance du 7 juin 1982 sur les essais locaux de radiodiffusion (OER), RO 1982 1149.

⁶⁸⁸ WALLNER Thomas, « Schürmann, Leo », *Dictionnaire historique de la Suisse*, 23.08.2011, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/003081/2011-08-23/>; « Schürmann, Leo (1917-2002) », in: *Base des élites suisses*, Université de Lausanne, [s.d.].

⁶⁸⁹ RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, « Les ripostes de la SSR à la libéralisation du marché de l'audiovisuel: vers une redéfinition de son mandat de service public », in: MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *La radio et la télévision en Suisse...*, pp. 89-133.

⁶⁹⁰ « Face à Leo Schürmann », *Radio suisse romande*, 15.11.87, 7 min et 20 sec., *Les archives de la RTS*, <https://www.rts.ch/archives/radio/information/journal-de-midi/3986535-face-a-leo-schurmann-15-11-1987.html>.

L'historienne Raphaëlle Ruppen-Coutaz a analysé comment la SSR s'adapte, durant les années 1990, à ce nouvel environnement caractérisé par une concurrence nationale et internationale accrue⁶⁹¹. Tout en réaffirmant son identité « suisse », l'institution s'acclimate à une logique marchande en créant par exemple une nouvelle chaîne en collaboration avec des intérêts privés. Cette seconde partie s'intéresse aux stratégies que la SSR a déployées durant la décennie précédant la commercialisation et l'internationalisation plus franches du paysage audiovisuel durant les années 1990. Comme l'a montré le point de vue de la presse dans le chapitre précédent, les années 1980 constituent un moment important de reconfiguration des rapports de force au sein du champ médiatique helvétique à la faveur de l'émergence de nouveaux acteurs et de « nouveaux » médias. Or, la question satellitaire – brusquement inscrite à l'agenda par Tel-Sat – est un observatoire à la fois privilégié et précoce pour identifier les modalités du repositionnement de la SSR au sein de ces évolutions.

Comme pour les années 1960, ce repositionnement se caractérise par des logiques de conservation, de défense et de continuité qui s'adaptent aux rapports de force de la période. Pour en rendre compte, cette partie se décline en trois volets. Elle montre d'abord comment l'audiovisuel public et les PTT ont formé un front uni face au projet Tel-Sat qui remettait en cause leur contrôle sur les programmes et les infrastructures de la télévision. Le volet suivant documente, pour le cas du satellite, la façon dont la SSR s'est ouverte à des alliances stratégiques avec le secteur privé. Cela correspond à l'orientation plus globale de l'institution, ce qui lui a permis d'être présente à moindre coût dans le domaine des « nouveaux médias ». Le dernier volet s'attachera à présenter la continuité qui préside l'histoire de la politique satellitaire de la SSR, qui poursuit son déploiement à l'échelle multilatérale. L'ensemble de cette partie met de la sorte en évidence la spécificité des acteurs, des oppositions et des alliances qui se nouent dans l'intégration conflictuelle – et plurielle – de la télévision par satellite en Suisse durant la décennie 1980.

⁶⁹¹ RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, « Les ripostes de la SSR... ».

Réagir, et vite ! Front commun de la SSR et des PTT contre Tel-Sat

L'irruption de Tel-Sat dans le champ médiatique provoque la réactivation du partenariat de longue date des PTT et de la SSR dans le domaine des satellites. À l'exception de quelques controverses, comme lors des négociations houleuses avec Intelsat au milieu des années 1960⁶⁹², les deux institutions se sont généralement attachées à harmoniser leurs vues. En 1966 par exemple, Bezençon a consulté Gustav A. Wettstein, président de la Direction générale de la régie fédérale, au sujet de la télévision par satellite car il souhaitait présenter au Comité central de la SSR des « *vues qui concordent avec les [siennes]* »⁶⁹³. Les deux institutions ont aussi accordé leurs violons au sujet des activités européennes en matière spatiale ou lors de Conférences sous l'égide de l'UIT⁶⁹⁴.

Acteur national central des télécommunications spatiales⁶⁹⁵, les PTT suisses sont toutefois réservés envers la technologie⁶⁹⁶. L'entreprise est certes favorable à la mise sur pied d'un réseau mondial et inaugure en 1974 la première station terrienne suisse afin de faire face au trafic téléphonique transatlantique croissant (chapitre 5)⁶⁹⁷. Cependant, ses représentants jugent, qu'à long terme, la technique est moins rentable que les moyens existants. Ils se montrent donc réticents à mettre la main au portefeuille. En 1968, le directeur général, Fritz Locher, estime que les projets européens sont « *une question qui relève finalement de la politique, car des programmes aussi coûteux ne peuvent être réalisés qu'avec l'aide financière de l'État* »⁶⁹⁸. En 1977, ce n'est que parce qu'elle y était poussée par la nécessité pratique et la pression politique que la régie fédérale a intégré Eutelsat, l'organisation destinée à financer et à exploiter le système européen de communications spatiales.

⁶⁹² Par exemple : Charles Lancoud (PTT) à Marcel Bezençon, 2.8.65 ; UER, Ordre du jour pour une réunion CEPT/Carriers nord-américains/Comsat/Organismes de radiodiffusion, 16.9.65 ; Marcel Bezençon à Gustav A. Wettstein (PTT), 16.9.65. ASSR. Z 06.9/a.

⁶⁹³ Marcel Bezençon à Gustav A. Wettstein (PTT), 16.8.66. ASSR. Z 08.9/a.

⁶⁹⁴ Par exemple : Edouard Haas à Charles Lancoud (PTT), 13.3.68. ASSR. Z 09.9/a ; Procès-verbal de la 45^e Assemblée générale ordinaire de la SSR du 16 janvier 1971, 15.2.71. ASSR. Z 08.9/a ; Charles Steffen (PTT) à Hansruedi Züst (SSR), 6.6.78 ; Stelio Molo à Fritz Locher (PTT), 1.8.78. ASSR. Z 23.8/a.

⁶⁹⁵ Voir par exemple : STEFFEN Charles, « Les satellites et la télévision », *Revue des PTT* 9, 1969, p. 266-267.

⁶⁹⁶ Pour un résumé de l'attitude des PTT face aux télécommunications spatiales, voir : ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...*, pp. 363-366.

⁶⁹⁷ « La Suisse participera à une organisation mondiale des satellites », *Revue des PTT* 15(1), 1964, p. 6 ; SANDOZ Marie, « The Big Ear of Leuk (1974-2020). The Cultural History of a Large Technical Infrastructure », *Histoire + Informatique* 22, 2021, pp. 51-70.

⁶⁹⁸ LOCHER Fritz, « Emploi des satellites dans les communications mondiales », *Revue des PTT* 8, 1968, p. 204.

Depuis les années 1960, les deux usagers suisses de satellites de communication que sont les PTT pour les télécommunications et la SSR pour la radio et la télévision ont donc adopté une attitude similaire ; ils participent aux initiatives multilatérales qui ont l'avantage d'être financièrement abordables. L'historien de la politique spatiale suisse, Stephan Zellmeyer, a donc tort quand il affirme que les PTT et la SSR, « *si ce n'était pas le cas auparavant, ont certainement "découvert" un intérêt pour les systèmes satellitaires européens* »⁶⁹⁹ au moment où Tel-Sat annonce ses plans. En revanche, la création de la société constitue bel et bien une rupture en ce qu'elle force les deux institutions à se positionner dans le débat relatif à la création d'une télévision par satellite proprement suisse.

Les termes de l'affrontement sont posés lors du face-à-face télévisé entre Nicole et Haas. Mais la position de la SSR est officiellement formalisée le 6 juin avec la publication de son Rapport sur le développement de la radiodiffusion par satellite⁷⁰⁰. Ce document brosse un tableau de la situation internationale et rappelle la tradition multilatérale de la SSR. Mais le texte a surtout la fonction de défendre le système en place qui consacre la place dominante du couple SSR/PTT :

« [D]ans le contexte du modèle suisse de radiodiffusion qui, pour l'ensemble des aspects techniques, relève de la régie des PTT et, pour les programmes, d'une société privée concessionnée, il est clair que le satellite ne doit pas être conçu comme une brèche au système. En ce sens, le satellite doit rester sous l'entière maîtrise de la Confédération et dépendre directement des PTT. Il serait absurde que la régie de ceux-ci en matière technique s'arrête aux réseaux terrestres alors que l'avenir passe en grande partie par la radiodiffusion par satellite. De ce point de vue, laisser la gestion d'un satellite à un privé, même concessionnaire, reviendrait à sacrifier la régie des PTT aux appétits commerciaux.

*En ce qui concerne l'utilisation du satellite, elle doit tout d'abord et en priorité être réservée à la SSR, qui est chargée du service public des programmes en vertu de sa concession ; une concurrence à ce service public par le satellite reviendrait à décapiter celui-ci et à lui enlever, à moyenne échéance, toute chance de survie. »*⁷⁰¹

⁶⁹⁹ Comme nous l'avons vu, il a surtout tort concernant la SSR. ZELMEYER Stephan, *A Place in Space...*, p. 365.

⁷⁰⁰ SSR, Rapport sur le développement de la radiodiffusion par satellite, 6.6.80. ASSR. D 80.112.

⁷⁰¹ SSR, Rapport sur le développement de la radiodiffusion par satellite. 6.6.80. ASSR. D 80.112, p. 28.

Cette citation montre qu'en soi, le satellite n'est pas perçu comme un problème par la SSR. Ce qui est combattu, c'est sa capacité à devenir le cheval de Troie d'un renversement de l'organisation traditionnelle du paysage médiatique, une «brèche» qui drainerait des transformations certes médiatiques mais surtout politiques. Deux semaines plus tard⁷⁰², le Comité central de la SSR annonce que la Direction «*étudie en étroite collaboration avec celle des PTT un projet détaillé de radiodiffusion par satellite pour la Suisse*»⁷⁰³.

Les PTT publient leur rapport sur un tel système en décembre 1980⁷⁰⁴. Contrairement à la SSR, qui se montre soudainement très intéressée par la RDS dans une perspective nationale – du moins dans les discours –, les PTT conservent leur prudence. Leur étude soulève «*le grand risque financier*»⁷⁰⁵ que représente une infrastructure aussi lourde et, qui plus est, n'a pas été validée par l'expérience. La régie juge en outre que la desserte des programmes en Suisse ne serait pas améliorée par un satellite. Si, pour des considérations que la régie juge donc de l'ordre du politique, une décision était prise dans ce sens, elle se dit «*prête et en mesure d'établir et d'exploiter*»⁷⁰⁶ un satellite de télévision directe à l'horizon 1985-1986. L'étude précise alors les avantages de faire le choix des PTT pour une telle responsabilité et souligne en particulier la sécurité que fournit le choix de la continuité, pointant ainsi implicitement les défauts de la voie proposée par Tel-Sat. Dans leur prise de position officielle sur la société privée, les PTT affirment d'ailleurs sans équivoque que «*[e]ine schweizerisches Satellitenrundfunksystem müsste [...] durch die Schweizerischen PTT-Betriebe erstellt und betrieben werden*»⁷⁰⁷.

Du côté de la SSR, on œuvre aussi à l'interne pour élaborer un projet «maison». Pour cela, Haas se tourne vers la société de production de films

⁷⁰² Au moment même de la parution d'un autre rapport sur les aspects juridiques du problème. SSR, Service juridique, Aspects juridiques de la radiodiffusion par satellite, 20.6.80. ASSR. Z 23.8/a.

⁷⁰³ SSR Information, Séance du Comité central, 19.6.80. Le lendemain, Molo sonde personnellement le chef du DFTCE Leon Schlumpf au sujet de Tel-Sat et réitère l'intérêt de la SSR pour la télévision par satellite. Stelio Molo à Leon Schlumpf, 20.6.80.AFS. E8001C#1988/172#3407*.

⁷⁰⁴ PTT, Studie über ein schweizerisches Satellitenrundfunksystem, Dez. 1980. APTT. PA 196-350d-1980. Elle est publiée en français à la mi-janvier : PTT, Étude d'un système suisse de radiodiffusion par satellite, 14.1.81. AFS. E8001C#1988/172#3475*.

⁷⁰⁵ PTT, Étude d'un système suisse de radiodiffusion par satellite, 14.1.81. AFS. E8001C#1988/172#3475*.

⁷⁰⁶ PTT, Étude d'un système suisse de radiodiffusion par satellite, 14.1.81. AFS. E8001C#1988/172#3475*.

⁷⁰⁷ «*Un système suisse de radiodiffusion par satellite devrait être établi et exploité [...] par l'Entreprise des PTT suisses.*» PTT, Das Projekt Tel-Sat aus der Sicht der PTT-Betriebe, 9.9.80. AFS. E2023A#1991/39#2081*.

de télévision Telvetia⁷⁰⁸. Établie en 1967, cette entreprise lie sous la forme d'un partenariat la TSR, dirigée par René Schenker, et la société française Telfrance, dirigée par Michel Canello. Or, ce dernier nourrit des ambitions audiovisuelles pour la Suisse. Du fait de son trilinguisme, de sa neutralité, de sa position géographique et de la présence du siège de l'UER à Genève, il souhaite faire du pays « *une plateforme européenne de la fiction* »⁷⁰⁹. Pour les mêmes raisons, et comme les promoteurs de Tel-Sat, il considère le territoire « *tout désigné pour lancer le premier satellite européen* »⁷¹⁰. Quand, début juin 1980, Haas interpelle le Conseil d'administration de Telvetia au sujet de Tel-Sat⁷¹¹, c'est donc avec Canello et Schenker qu'il écrit ces lignes :

*« Il y a urgence à faire quelque chose. Le projet Tel-Sat a pris une position publique et avance rapidement. De plus, vous avez constaté un ensemble d'actions qui ont toutes pour but de remettre en cause le monopole de la SSR en critiquant ce qu'elle est actuellement et en sous-entendant qu'elle serait sans projets et même dépassée par les nouvelles technologies. Si notre Président et ceux qui la représentent dans Telvetia n'y sont pas opposés, nous aurions tort de rester muets et de laisser croire que le choix est entre Tel-Sat et rien. Pourquoi ne pas dire que nous y réfléchissons depuis longtemps avec le sérieux de la SSR mais aussi la souplesse et l'action hardie d'une société privée ? Pourquoi laisser Tel-Sat s'ancrer dans les esprits alors qu'il est facile de montrer que ce projet est un saut dans l'inconnu qu'un énorme groupe étranger propose à un petit groupe suisse, saut qui aboutirait, dès les premières difficultés, à ce que le plus fort prenne le contrôle de l'affaire. Celui qui paie, commande, c'est bien connu. »*⁷¹²

Cet extrait énonce avec clarté le problème que pose à la SSR la saisie de nouvelles technologies par des acteurs tels que les promoteurs de Tel-Sat. Il s'agit de défendre son territoire, de ne pas laisser Tel-Sat – ou tout autre acteur privé – occuper seul le domaine de la télévision par satellite. Dans cette situation d'urgence – on constate que la SSR prend très au sérieux Tel-Sat – la coopération avec Telvetia doit rassurer le public et les autorités quant à la capacité de l'audiovisuel à innover. Autrement dit, à s'adapter aux logiques marchandes qui prévalent et au nouvel environnement technique et économique

⁷⁰⁸ SCHENKER René, CANELLO Michel, MATTEUZZI Pierre, « Telvetia et séries TV », *notreHistoire.ch*, 29.04.2015, <https://notrehistoire.ch/entries/d7gBZyZ6Yzl>.

⁷⁰⁹ Entretien avec Raymond Vouillamoz effectué par Marthe Porret, 9.4.10, 1h et 33min.

⁷¹⁰ Cité par : VOUILLAMOZ Raymond, *Zapping intime*, Lausanne, Favre, 2014, p. 57.

⁷¹¹ Edouard Haas aux membres du Conseil d'administration de Telvetia, 2.6.80. ASSR. Z 30.18/b.

⁷¹² Edouard Haas, René Schenker, Michel Canello, La situation de la radiodiffusion par satellite en Suisse, 2.6.80, pp. 1-2. ASSR. Z 30.18/b.

qui se dessine. Dépoussiérée, elle conserve néanmoins le « sérieux » que lui confèrent expérience et monopole, à l'inverse du « saut dans l'inconnu » que laisse présager l'initiative de ses adversaires. Pour persuader que la SSR est à la pointe, Haas, Canello et Schenker vont jusqu'à proposer de déformer la réalité : « *Pourquoi ne pas dire que nous y réfléchissons depuis longtemps ?* » S'il est nécessaire de se présenter comme un interlocuteur indiscutable en matière de télévision par satellite, l'enjeu est aussi de discréditer la conception du « nouveau média » portée par Tel-Sat. Les trois hommes assurent que leur projet est « *à l'opposé* »⁷¹³. Le financement n'est pas publicitaire, mais basé sur la télévision par abonnement ; une réelle complémentarité avec la SSR est garantie ; le satellite utilisé sera la propriété des PTT ; et cette promesse qui vient s'ajouter : « *on n'agresse pas les pays voisins.* »⁷¹⁴ Contrairement au projet anglo-suisse, ils s'engagent à préserver les relations diplomatiques de la Suisse en ne diffusant pas d'émissions dans des pays qui n'ont pas donné leur accord au préalable (chapitre 2). Quant à la présence d'un actionnaire étranger dans son capital, ce qui est vivement reproché à Tel-Sat, on prévoit de résoudre le « problème » en ouvrant les actions non seulement à l'industrie suisse mais aussi à toute personne de nationalité helvétique⁷¹⁵.

Pourtant, une année et demie plus tard, Telvetia quitte le navire. Comme l'explique Haas à Leo Schürmann, directeur de la SSR fraîchement élu, la société française n'a pas assez de moyens pour investir. Celui qui est maintenant le directeur des programmes de radio et de télévision estime aussi que « *s'il y a de l'argent à gagner, il vaut mieux que ce soit la SSR qui en soit bénéficiaire* »⁷¹⁶.

Avant ce départ, le groupe de travail SSR/Telvetia, dont font aussi partie les PTT⁷¹⁷, a œuvré en vue de déposer une demande de concession⁷¹⁸. Leur

⁷¹³ Edouard Haas, René Schenker, Michel Canello, La situation de la radiodiffusion par satellite en Suisse, 2.6.80, p. 3. ASSR. Z 30.18/b.

⁷¹⁴ Edouard Haas, René Schenker, Michel Canello, La situation de la radiodiffusion par satellite en Suisse, 2.6.80, p. 7. ASSR. Z 30.18/b.

⁷¹⁵ Edouard Haas, René Schenker, Michel Canello, La situation de la radiodiffusion par satellite en Suisse, 2.6.80, p. 10. ASSR. Z 30.18/b. Cela sera précisé par la suite : Telvetia : 40 % (20 % Telfrance, 20 % SSR) ; SSR : 30 % ; industrie suisse : 15 % ; petits actionnaires : 15 %. Groupe de travail Telvetia/SSR, Séance du 12 février 1981, Berne, 13.2.81. ASSR. Z 30.18/b.

⁷¹⁶ Edouard Haas à Leo Schürmann, 15.10.81. ASSR. Z 30.18/b.

⁷¹⁷ Concernant les PTT, voir aussi : Hansruedi Züst aux membres du groupe Telvetia/SSR, 4.11.80. Note sur la discussion du 31 octobre avec la Direction générale des PTT. ASSR. Z 30.18/b.

⁷¹⁸ Les initiateurs du projet informent le chef du DFTCE de leurs intentions début octobre 1980. René Schenker à Leon Schlumpf, 2.10.80. ASSR. Z 30.18/b. Sur les travaux menés au sein du groupe, voir par exemple : Telvetia, Projet de travail, 22.7.80 ; Blaise Rostan, Extension des programmes de la SSR et projet de programme de télévision à prépaiement, 24.3.81. ASSR. Z 30.18/b.

travail est intéressant car il est avant-coureur des prochains développements en matière de télévision satellite en Suisse et en Europe et qu'il témoigne de l'influence du modèle nord-américain. Schenker se rend effectivement aux États-Unis et au Canada pour se renseigner sur le développement conjoint du câble et du satellite⁷¹⁹. Là-bas, les premières chaînes satellitaires sont distribuées depuis le milieu des années 1970 *via* les réseaux câblés, ce qui contribue à leur essor. De plus, à l'instar de la pionnière HBO, la télévision par satellite se couple avec un nouveau type de financement : la télévision par abonnement. Inspiré par ce séjour, le groupe de travail SSR/Telvetia mandate le professeur à la Faculté de droit et d'économie de l'Université de Berne, Matthias Steinmann, pour étudier les possibilités de la télévision par abonnement sur le territoire helvétique⁷²⁰. La question satellitaire stimule ainsi l'intérêt pour cette nouvelle forme de financement. Au terme de la phase prospective, il est admis que l'emploi d'un satellite de diffusion directe n'est pas envisageable dans l'immédiat. Comme les ondes réservées à la télévision terrestre sont occupées, il est convenu que la distribution s'opère d'abord *via* le réseau des antennes collectives des PTT, relié à presque tous les réseaux câblés du pays⁷²¹. Le recours au satellite adviendra dans un second temps. Selon le groupe de travail, il permettra à l'entreprise d'être « *très rentable* »⁷²² car il atteindra « *en Suisse et à l'étranger un très grand nombre de téléspectateurs* »⁷²³. Le plan prévoit la diffusion de longs métrages, de séries étrangères, d'émissions sportives et de reprises de l'Eurovision⁷²⁴.

Bien qu'élaborée en réaction à la menace présentée par Tel-Sat, l'initiative conjointe de la SSR, de Telvetia et des PTT est significative en ce qu'elle constitue un épisode précoce des reconfigurations qui caractériseront le paysage médiatique suisse au cours des années suivantes. Du point de vue des alliances stratégiques, on voit premièrement le couple SSR/PTT se serrer

⁷¹⁹ René Schenker, Voyage d'étude aux États-Unis et au Canada du 20 au 30 septembre 1980, 17.10.80. ASSR. Z 30.18/b.

⁷²⁰ Dr. Matthias Steinmann, Zur Marktchance eines Pay-TV in der Schweiz, Bern, Juni 1981. ASSR. Z 02.8/a

⁷²¹ Groupe de travail SSR/Telvetia, Rapport préliminaire sur l'étude de la télévision à pré-paiement, 15.10.81. ASSR. Z 30.18/b.

⁷²² Groupe de travail SSR/Telvetia, Rapport préliminaire sur l'étude de la télévision à pré-paiement, 15.10.81. ASSR. Z 30.18/b, p. 6.

⁷²³ Groupe de travail SSR/Telvetia, Rapport préliminaire sur l'étude de la télévision à pré-paiement, 15.10.81. ASSR. Z 30.18/b.

⁷²⁴ René Schenker au groupe de travail SSR/Telvetia, Grille des programmes, s.d. [mars 1981]; René Schenker au groupe de travail SSR/Telvetia, Projet no. 2 de grille des programmes, 14.7.81. ASSR. Z 30.18/b.

les coudes face aux nouveaux arrivants afin de conserver ses prérogatives. Deuxièmement, leur stratégie prévoit une coopération avec une société privée, ce qui constitue une évolution vis-à-vis de périodes antérieures. Troisièmement, sur le plan de la technique et du financement, on voit émerger la possibilité d'utiliser ensemble la télévision payante et le câble. Dans le cas du projet SSR/PTT/Telvetia, cette solution est pensée comme provisoire, avant de passer au satellite à diffusion directe. En réalité, cette « *télévision d'un nouveau genre* »⁷²⁵ va être déterminante pour le développement pérenne de la télévision par satellite en Suisse comme à l'international.

S'allier pour mieux régner : la SSR s'ouvre au secteur privé

Alors que la demande de concession de Tel-Sat attend sur le bureau du Conseil fédéral, les négociations au sujet d'un modèle de télévision par satellite suisse se poursuivent sur deux fronts distincts qui représentent les deux modalités de développement des chaînes satellitaires en Europe. Elles portent sur des dispositifs techniques différents qui impliquent un traitement juridique distinct. Le premier front est celui de la télévision *directe* par satellite ou RDS qui permet une réception par des antennes individuelles de 90 centimètres de diamètre. Aucune législation n'encadre leur usage en Europe au début des années 1980. C'est d'ailleurs en raison de l'absence de loi que le Conseil fédéral refuse la concession à Tel-Sat en 1984. Un arrêté fédéral est finalement promulgué en 1987 (chapitre 2)⁷²⁶.

Le second front de définition de la télévision par satellite en Suisse concerne l'emploi d'un satellite de télécommunication de l'Agence spatiale européenne, le *European Communication Satellite* (ECS) *F-1*. Il est prévu qu'il quitte la rampe de lancement à la mi-juin 1983 et l'un de ses canaux est réservé à la Confédération. Moins puissant qu'un satellite de diffusion directe, il permet cependant de transmettre des images de télévision. Les infrastructures de réception sont plus lourdes et trop coûteuses pour être possédées par le quidam, mais elles sont abordables pour les sociétés de câblodistribution qui peuvent réinjecter les émissions sur leur réseau. En Suisse, ce type de satellite est régi par la loi sur les télécommunications qui, contrairement au

⁷²⁵ Edouard Haas, René Schenker, Michel Canello, La situation de la radiodiffusion par satellite en Suisse, 2.6.80, p. 10. ASSR. Z 30.18/b.

⁷²⁶ Arrêté fédéral sur la radiodiffusion par satellite du 18 décembre 1987, FF I 01, 12.1.88, pp. 63-74.

futur article sur la RDS de 1987, existe déjà. Autrement dit, le cadre législatif est en place pour lancer des programmes.

Ces deux voies de développement de la télévision par satellite vont être discutées séparément, mais les acteurs qui prennent part aux débats sont en partie les mêmes. Ces discussions sont essentielles pour comprendre comment se négocie l'émergence des premières chaînes satellitaires en Suisse. Mais leur intérêt dépasse la seule question du satellite : leur examen permet de documenter l'orientation prise par la SSR à cette période qui se manifeste par une ouverture à des collaborations avec le secteur privé et par la demande que ce dernier soit soumis à des règles semblables à celles imposées au service public. De plus, les différents groupes d'intérêts qui prennent part aux négociations sur la télévision par satellite ainsi que les résultats de ces dernières rejouent à leur échelle l'évolution plus générale des rapports de force du paysage audiovisuel de ces années 1980.

Schürmann est habilement à l'initiative des débats sur la télévision directe par satellite. Son approche proactive signale l'inflexion que le nouveau directeur de la SSR veut donner à la politique satellitaire de l'institution. Contrairement à Stelio Molo, qui avait réagi par la défensive à Tel-Sat, Schürmann prend non seulement les devants, mais invite aussi les partisans de l'initiative à la table des négociations. À l'automne 1982, il forme le Groupe de travail des cercles intéressés par la radiodiffusion par satellite, dont il devient président⁷²⁷. Cette démarche fait suite à un nouveau rapport de la SSR sur la RDS qui demande à la Direction générale «*de mener, d'entente avec l'autorité compétente et les PTT, des pourparlers avec les milieux intéressés suisses et étrangers*»⁷²⁸. Début septembre, Schürmann convie le secrétaire général du Département fédéral des transports, de la communication et de l'énergie (DFTCE) Fritz Mühlemann ; le directeur général des PTT, Rudolf Trachsel ; le président de Tel-Sat, Jean-Claude Nicole ; un représentant du Vorort, l'association patronale la plus importante du pays qui soutient Tel-Sat et pourfend le monopole de la SSR⁷²⁹ ; et, enfin, le conseiller national radical et directeur de la Chambre de commerce de Bâle, Paul Wyss, qui collabore avec les promoteurs du projet anglo-suisse afin d'organiser l'installation de leurs studios dans sa ville⁷³⁰. Max Rapold, à la tête de l'Association suisse

⁷²⁷ AFS. E8001C#1988/172#3417* ; E8001C#1988/172#3419* ; E8001C#1988/172#3416* ; ASSR. Z 38.18/b.

⁷²⁸ SSR, La radiodiffusion par satellite, Rapport et principes directeurs, 2.6.82, p. 60. ASSR. D. 82.79.

⁷²⁹ Vorort au DFTCE, 7.11.80. AFS. E8001C#1988/172#3421*.

⁷³⁰ Leo Schürmann à Fritz Mühlemann, Rudolf Trachsel, Jean-Claude Nicole, Paul Wyss et au Vorort (sans nom en particulier), 19.8.82. ASSR. Z 04.8/a. Le Vorort enverra son porte-parole, Matthias Kümmer.

des éditeurs de journaux (ASEJ), dont plusieurs membres importants sont actionnaires de Tel-Sat (chapitre 2), s'y adjoindra par la suite. Dans son invitation, Schürmann les informe de son objectif : parvenir à une solution à l'amiable à soumettre aux autorités.

Fin octobre 1983, après neuf séances plénières, le groupe rend son rapport⁷³¹. Le texte affirme « *la nécessité* »⁷³² de la participation de la Suisse au développement de la télévision directe par satellite et confirme son ouverture au secteur privé en proposant un modèle d'exploitation d'économie mixte à trois étages. Au premier niveau, il y a les infrastructures dont les PTT demeurent l'unique opérateur, une formule entérinée par la loi sur la radiodiffusion par satellite de 1987. Au deuxième niveau, une société est titulaire de la concession. Finalement, au troisième niveau, il est prévu un statut de « fournisseurs de programmes » ou « exploitants ». Ce dernier niveau serait occupé par plusieurs organismes qui se partageraient le temps d'antenne. Ils auraient à leur charge la réalisation des contenus, mais aussi les coûts d'exploitation et de diffusion. Le financement reposera sur la publicité, le parrainage et/ou la télévision par abonnement. Si un tel système était mis en place, la SSR et Tel-Sat endosseraient typiquement ce statut d'exploitant.

Ce modèle va à l'encontre des ambitions de Tel-Sat qui souhaite construire et gérer son propre satellite ainsi que les infrastructures de réception et d'émission. Ces prérogatives sont d'autant plus importantes qu'elles lient la société à ses financeurs principaux, les industriels britanniques Thorn-EMI et British Aerospace (chapitre 2). En revanche, le modèle du Groupe de travail s'aligne avec la politique satellitaire de la SSR, que l'institution affine au même moment. Pour la SSR, l'emploi de la RDS doit « *être en harmonie avec les possibilités dont elle dispose* »⁷³³, en particulier sur le plan des finances. Cette position traduit le passage à la rigueur budgétaire qu'incarne la direction de Schürmann. L'audiovisuel public se conçoit donc plutôt comme un producteur d'éléments de programme que comme le seul responsable et, *a fortiori*, le seul financeur d'une chaîne satellitaire⁷³⁴. Dans cette perspective, la société Tel-Sat est envisagée comme un partenaire potentiel, ce qui est concevable maintenant

⁷³¹ Modell einer Schweizerischen Trägerschaft für Satellitenrundfunk, Bericht der Arbeitsgruppe der interessierten Kreise, 31.10.83. ASSR. Z 38.18/b.

⁷³² « Bedürfnis », Modell einer Schweizerischen Trägerschaft für Satellitenrundfunk, Bericht der Arbeitsgruppe der interessierten Kreise, 31.10.83. ASSR. Z 38.18/b, p. 21.

⁷³³ SSR, Information, Principes directeurs en matière de radiodiffusion par satellite, 17.9.82. ASSR. Z 38.18/b.

⁷³⁴ Modell einer Schweizerischen Trägerschaft für Satellitenrundfunk, Bericht der Arbeitsgruppe der interessierten Kreise, 31.10.83, p. 10. ASSR. Z 38.18/b.

que la structure d'exploitation validée par le Groupe de travail a radicalement amoindri les risques que ferait peser l'initiative sur la SSR et les PTT.

Ce modèle d'exploitation ne se concrétisera jamais. En premier lieu, le Conseil fédéral demande que tout projet de RDS attende l'élaboration d'une loi. En second lieu, il est improbable que les PTT, la SSR ou les partisans de Tel-Sat privés de leurs partenaires britanniques aient eu la volonté ou les moyens de financer une telle entreprise. Enfin, très rapidement après l'adoption de la loi suisse sur la RDS en 1987, la débâcle du projet de RDS franco-allemand, dont les satellites tombent régulièrement en panne, révèle les défauts de ces satellites lourds et coûteux⁷³⁵. La diffusion « directe » se développera avec un type de satellite plus léger et plus moderne qui fera la fortune du réseau luxembourgeois Astra.

Dans l'attente d'une loi sur la RDS, les principaux intéressés envisagent une alternative : le satellite de communication européen *ECS F-I*. Les représentants de Tel-Sat optent dès le printemps 1982 pour l'utilisation provisoire de ce satellite et demandent aux PTT le droit d'exploiter le canal réservé à la Suisse⁷³⁶. Ils ne restent pas longtemps seuls à manifester un tel intérêt, bientôt rejoints par la SSR ainsi que par les deux sociétés de câblodistribution les plus importantes du pays, Rediffusion et Telesystem⁷³⁷.

Ces dernières bénéficient d'une place privilégiée face aux mutations qui s'opèrent à cette période. Les téléreseaux sont à l'avant-garde du développement des chaînes régulières de télévision par satellite aux États-Unis et c'est également par le biais du câble qu'elles se propagent en Europe. Produit par la société britannique Satellite TV Ltd, le premier programme satellitaire du Vieux-Continent est transmis dès 1982 *via* le satellite expérimental européen *OTS*, puis dès 1984 par l'*ECS F-I*. Or, en Suisse, c'est justement Rediffusion qui, à partir du 15 juillet 1982, retransmet les émissions anglophones⁷³⁸. Contrairement à des pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou la France, dont les réseaux câblés prospèrent à partir des années 1980, la Suisse est un pays où les entreprises de câble sont historiquement bien établies dans le domaine de la radio et de la télévision. Dès les années 1930, les PTT ont renoncé à

⁷³⁵ COURTEIX Simone, « Les satellites de télévision directe... » ; BERTHO-LAVENIR Catherine, « La main sur le signal... », pp. 133-136.

⁷³⁶ Tel Sat, Rapport sur le 3^e exercice de Tel-Sat du 1^{er} janvier au 31 décembre 1982 à l'attention de l'Assemblée générale du 10 juin 1983. AFS. E8001D-01#199059#293*.

⁷³⁷ SSR, Information, Location d'un répéteur ECS, Conception SSR de l'utilisation d'un canal satellite, 18.4.83. ASSR. Z 03.12/c.

⁷³⁸ Rediffusion, Pressemitteilung, Inbetriebnahme des ersten Satellitenfernsehens in der Schweiz Donnerstag, 15. Juli 1982. 14.7.82. AFS. E8001D-01#1990/59#295*.

construire et à gérer des réseaux câblés pourtant essentiels si l'on souhaite atteindre des régions où les montagnes empêchent l'arrivée du signal hertzien. En 1931, le Conseil fédéral autorise donc des sociétés privées à se charger de cette tâche afin d'encourager l'écoute radiophonique. Rediffusion est fondée à cette occasion. Par la suite, les câblodistributeurs n'auront de cesse de prendre de l'importance, avec l'extension du câble qui accompagne le développement de la télévision durant les années 1960, puis avec les émissions de radio et de télévision locales à partir du milieu des années 1970. Finalement, l'émergence des chaînes satellitaires contribuera à asseoir leur place dans le champ de la télévision. Au moment des discussions autour de l'usage du canal suisse sur le satellite européen, la société Rediffusion domine presque sans partage le secteur en Suisse : sur les 800 000 foyers raccordés, la moitié sont abonnés à Rediffusion, dispersés dans les régions de Zurich, Berne, Bienne, Saint Gall et Olten⁷³⁹. Telesystem, son principal concurrent, détient 10 % du marché.

En d'autres termes, la question du canal suisse sur le satellite européen regroupe et oppose les grands acteurs du champ médiatique helvétique. Elle constitue un terrain de luttes entre les éditeurs de journaux derrière Tel-Sat, l'audiovisuel public et les câblodistributeurs qui chacun négocient leur place dans un environnement politique et technologique mouvant. Les négociations entre ces trois groupes d'intérêts sont chapeautées par les PTT et le DFTCE, c'est-à-dire l'entité qui louera le canal sur l'ECS à Eutelsat (l'organisation chargée depuis 1977 d'exploiter le réseau européen de communications spatiales) et l'arbitre fédéral en matière de communication. Le DFTCE demande que les différents acteurs travaillent ensemble à la formulation d'un projet unique et impose certaines exigences. La société exploitante du canal suisse doit avoir un capital ouvert afin de prévenir une situation de monopole ; la sauvegarde des intérêts du cinéma suisse doit être assurée ; la publicité est interdite, entre autres⁷⁴⁰. Ce dernier point fait frémir les partisans de Tel-Sat dont le modèle économique repose entièrement sur la réclame : « *Si l'on nous interdit la publicité dans le cadre de l'ECS, le projet tombera à l'eau* »⁷⁴¹, s'indigne la promotrice de Tel-Sat, Margrith Trappe. Ces règles reflètent les modalités de la libéralisation des médias en Suisse. L'ouverture du secteur est certes favorisée, mais un certain contrôle de l'État est maintenu, à l'instar de la limitation de la publicité ou de la mainmise que conservent les PTT sur des infrastructures stratégiques.

⁷³⁹ « Tout le monde il est content, tout le monde il est câblé », *Domaine Public*, 14.7.83.

⁷⁴⁰ « Tout le monde il est content, tout le monde il est câblé », *Domaine Public*, 14.7.83.

⁷⁴¹ « La TV suisse par satellite n'a-t-elle plus d'avenir ? », *24 Heures*, 13.6.83.

Durant plusieurs mois, les discussions sont, sans surprise, «*fastidieuses*»⁷⁴². Il est ardu d'en résumer la teneur tant elles condensent des enjeux techniques, politiques et juridiques et constituent par là un laboratoire où se structure de manière à la fois décisive et conflictuelle le télévisuel en Suisse des années suivantes. Le croisement de deux problématiques – le canal sur le satellite européen, d'une part, et l'organisation de la télévision par abonnement, d'autre part – éclaire bien ce qui se joue durant ce printemps-été 1983.

En Suisse, la télévision payante entame une phase expérimentale au début de 1982 avec la chaîne locale Teleclub sur le réseau zurichois, opérée par Rediffusion⁷⁴³. L'entreprise bénéficie d'une autorisation, et non d'une concession en bonne et due forme. Le problème des règles à fixer à la Pay-TV va prendre une ampleur accrue avec l'Ordonnance sur les essais locaux de radiodiffusion (OER) du 7 juin 1982 qui autorise une libéralisation contrôlée des émissions de radio et de télévision locales⁷⁴⁴. Dans ce cadre, le Conseil fédéral ne reçoit pas moins de 90 demandes pour des chaînes par abonnement⁷⁴⁵, un signe que ce type de financement constitue un élément caractéristique des mutations de l'organisation de la télévision à cette période. Cela pose de nouveaux problèmes. Alors qu'une soixantaine d'expériences de radio et de télévision non cryptées sont autorisées⁷⁴⁶, la décision sur la Pay-TV est remise à plus tard car plusieurs questions demeurent ouvertes, notamment celle de son rayon d'action⁷⁴⁷. Ensuite, et pour ce qui nous intéresse, son traitement politique va se mêler à celui de la question satellitaire : l'ensemble des projets présentés par les groupes d'intérêts revendiquant le canal suisse sur le satellite européen prévoient de recourir à la télévision par abonnement⁷⁴⁸. Le gouvernement décide donc de régler les deux objets conjointement⁷⁴⁹.

⁷⁴² «*Mühsamen Diskussionen*». Aktennotiz in Sachen ECS. Sitzung SRG/Rediffusion, Biel, 25.5.83. ASSR. Z 03.12/c.

⁷⁴³ ROSTAN Blaise, «*La télévision à péage en Suisse*», *Revue de l'UER* 35(2b), 1984, p. 33.

⁷⁴⁴ 784.401. Ordonnance du 7 juin 1982 sur les essais locaux de radiodiffusion (OER), RO 1982 1149.

⁷⁴⁵ 44 pour la Suisse romande et 46 pour la Suisse alémanique. ROSTAN Blaise, «*La télévision à péage...*», p. 34.

⁷⁴⁶ 87.061. Message concernant la loi fédérale sur la radio et la télévision du 28 septembre 1987, FF III 47, 1.12.87, p. 670.

⁷⁴⁷ Voir par exemple : Fritz Mühlemann (DFTCE), Notiz an Herrn Bundesrat Schlumpf, 21.9.82. AFS. E8001C#1988/172#3428*; Leo Schürmann, Aktuelle medienpolitische Fragen, 24.6.83. ASSR. Z 03.12-c.

⁷⁴⁸ Pierre Meyrat (Rediffusion) à la Direction générale des PTT et au DFTCE, Nutzungskonzept für ECS-Transpondeur, 29.3.83; Magrit Trappe-Diemand (Tel-Sat) à la Direction générale des PTT, Nutzungskonzept der Tel-Sat für ECS-Transponder, 7.4.83; P. B. Langenegger (Telesystem) au DFTCE, Nutzungskonzept für ECS-Transpondeur, 7.4.83; Leo Schürmann au DFTCE, SRG, Nutzungskonzept ECS-Transpondermiete, 8.4.83. AFS. E8001C#1988/172#3428*.

⁷⁴⁹ Michel Bécholey et Miguel Stucky à plusieurs groupements de cinémas romands, 1.7.83. ASSR. Z 03.12-c.

Mais, si la télévision satellitaire et la télévision payante doivent être pensées ensemble, elles ne sont pas indissociables. L'idée de crypter des chaînes distribuées non pas par satellite mais par le réseau des antennes collectives des PTT est également portée par certains milieux, au premier rang desquels la SSR, qui poursuit en cela les perspectives envisagées avec Telvetia. Or, dès l'automne 1982 et la fin de sa collaboration avec la société de production française, l'audiovisuel public s'est trouvé un nouveau partenaire : le Groupe romand pour le développement de la télévision par abonnement⁷⁵⁰. Il est composé par Miguel Stucky, de la Film Video Production et qui sera ensuite à la tête des salles Métrociné, par Michel Bécholey, secrétaire de l'Union vaudoise des métiers et consultant en médias, et par le « *grand manitou du cinéma à Lausanne et Genève* »⁷⁵¹, l'exploitant et producteur Jacques Bourquin⁷⁵². Au cours des discussions relatives au satellite européen et à la Pay-TV, la SSR avance ainsi ses pions sur deux tableaux : l'utilisation du canal suisse sur l'ECS, d'abord ; et le lancement d'une chaîne payante *via* les antennes collectives des PTT et en collaboration avec le Groupe romand, ensuite⁷⁵³.

Les lignes de front ne séparent donc pas des acteurs issus de l'économie privée, d'une part, et la SSR, d'autre part. Elles dessinent un champ de bataille plus complexe où la SSR conclut des alliances avec des groupes d'intérêts privés. Pourtant, Pierre Meyrat, l'influent directeur de Rediffusion tente d'isoler l'audiovisuel public auquel il est ouvertement hostile. Il veut « *faire bloc pour occuper un marché nouveau, où il ne se justifie point que la télévision d'État pénètre en force* »⁷⁵⁴. Pour ce faire, il essaie de convaincre le Groupe romand d'abandonner son partenariat avec la SSR. Cette tentative est dénoncée par Michel Bécholey dans une lettre adressée au directeur des finances de la SSR, Jean-Bernard Münch. On y apprend que, le 28 avril 1983, Meyrat lui a téléphoné pour proposer une sédition. Le directeur de Rediffusion aurait accusé le projet de la SSR d'avoir comme seul objectif de « *séduire politiquement le Conseil fédéral [...], bloquer la situation pour*

⁷⁵⁰ Par exemple : Miguel Stucky et Michel Bécholey à Leon Schlumpf (DFTCE), 29.4.83 ; Groupe romand, Télévision par abonnement en Suisse romande, Dossier à l'attention de la Ville de Lausanne, 20.6.83 ; Miguel Stucky, Michel Bécholey et Jacques Bourquin à Jean-Bernard Münch (SSR), 28.6.83 ; ASSR. Z 03.12/c.

⁷⁵¹ « Bientôt le "télé-ciné" », *Tribune-Le Matin*, 15.7.83.

⁷⁵² « L'avenir du Métropole se joue au Tribunal des baux », *Le Nouveau Quotidien*, 27.6.94 ; « Chambre des métiers : la formation supérieure dans l'apprentissage », *Gazette de Lausanne*, 26.9.70 ; « Un producteur de films sur la corde raide », *Journal de Genève*, 18.4.82.

⁷⁵³ Le Groupe romand se forme officiellement en association en mai 1983. Groupe romand, Statuts, 15.5.83. ASSR. Z 03.12/c.

⁷⁵⁴ Michel Bécholey à Jean-Bernard Münch, 29.4.83. ASSR. Z 03.12/c.

freiner le déploiement de forces économiques privées et, à terme, prolonger [son] monopole dans les nouveaux médias»⁷⁵⁵. Le Groupe romand refuse l'offre de putsch et, quand ses représentants réfléchissent avec ceux de la SSR au développement de la télévision payante, ils conviennent qu'il faut «sauvegarder les intérêts de la SSR et de ses partenaires en empêchant la mainmise technico-commerciale de Rediffusion sur la Pay-TV»⁷⁵⁶. Cet exemple illustre bien la nature conflictuelle de la recomposition du champ médiatique de la période.

Les négociations aboutissent le 6 juillet 1983. Le Conseil fédéral se prononce alors en faveur de l'introduction de la télévision payante à l'échelle régionale, nationale et internationale en même temps qu'il en définit l'organisation et les critères de mise en œuvre⁷⁵⁷. La décision demande la création d'un organisme responsable, titulaire de la concession, qui confierait à deux sociétés le soin d'exploiter la télévision à péage. L'une, en Suisse alémanique, utiliserait le canal ECS réservé à la Confédération. L'autre, en Suisse romande, emploierait le réseau des antennes collectives des PTT. C'est ainsi qu'est fondée le 22 juillet l'Association suisse concessionnaire pour la télévision par abonnement (ACTA) et, qu'une semaine plus tard, la société d'exploitation du canal satellitaire sur l'ECS voit le jour à Zurich sous le nom de Pay-Sat⁷⁵⁸. Rediffusion domine cette dernière, avec 40 % des actions, et assume la totalité des risques financiers⁷⁵⁹. Cela reflète les moyens et la détermination de la société à s'imposer dans le paysage satellitaire européen, et, en miroir, la prudence de la SSR qui investit l'initiative à hauteur de 15 %, suivie par Telesystem et Tel-Sat (7,5 % chacun) tandis que 30 % du capital reviennent à des partenaires étrangers⁷⁶⁰. Le 18 août, l'ACTA dépose une demande de concession au Conseil fédéral qui la lui octroie

⁷⁵⁵ Michel Bécholey à Jean-Bernard Münch, 29.4.83. ASSR. Z 03.12/c.

⁷⁵⁶ Téléx de Michel Bécholey à Jean-Bernard Münch, 11.5.83. ASSR. Z 03.12/c.

⁷⁵⁷ DFTCE an der Mediendelegation des Bundesrates, Nutzung eines Transponders auf dem ECS-FS 1; Abonnementsfernsehen in der Schweiz, 24.5.83. AFS. E8001C#1988/172#3431*; DFTCE, Documentation pour la presse, Télévision à l'abonnement en Suisse; diffusion pas l'intermédiaire du satellite européen ECS-FS 1, du réseau d'apport aux antennes collectives (GAZ) des PTT et au moyen des réseaux locaux de câbles, 6.7.83. ASSR. Z 03.12/c.

⁷⁵⁸ Protokoll über die konstituierende Generalversammlung des Vereins STA, 22.7.83; Leo Schürmann aux membres du Comité central, Télévision à péage en Suisse: Participation de la SSR, 25.7.83. ASSR. Z 03.12/c.

⁷⁵⁹ E. Bossard et Pierre Meyrat (président et directeur de Rediffusion/Teleclub), à Leon Schlumpf (Chef du DFTCE), 3.2.84. AFS. E8001D-01#1990/59#295*.

⁷⁶⁰ Ces 30 % seront répartis entre Beta-Film GmbH & Co. (RFA), Telebild Gesellschaft für Medien Projekte GmbH (Autriche) et Metropolitan Export-Import Breckel AG (RFA). ASSR. D. 85.72. SSR, Radiodiffusion par satellite, Situation actuelle et développements, mai 1985, p. 29.

le 19 septembre⁷⁶¹. Les affaires ne traînent pas pour une bonne raison : les PTT ont jusqu'au 23 septembre pour signer avec Eutelsat, sans quoi le canal réservé à la Suisse trouvera un autre preneur⁷⁶². C'est donc à la dernière minute – le 23 septembre justement – que la Pay-Sat signe un contrat de location avec les PTT et dépose les 16 millions de garantie bancaire rassemblés à la hâte⁷⁶³. Le même jour, mais moins pressés par le temps, le Groupe romand et la SSR fondent la société d'exploitation pour la télévision par abonnement en Suisse romande, Télécinéromandie⁷⁶⁴. Ils détiennent ensemble 51 % du capital, le reste demeurant ouvert à d'autres partenaires⁷⁶⁵.

En définitive, ces résultats reflètent les équilibres politiques qui président à la mise en place des nouveaux modes de financement et de diffusion télévisuels que constituent les chaînes payantes et le satellite. Le résultat différencié des débats pour chacun des protagonistes dessine une organisation nouvelle de la télévision helvétique. En matière satellitaire, les éditeurs de presse sont les grands perdants, ce qui signale une influence politique qui va diminuant (chapitre 3). Mais leur échec traduit également la posture du gouvernement. Ce dernier est hostile au modèle ultra-commercial de Tel-Sat et souhaite par ailleurs garder la maîtrise sur la libéralisation du paysage médiatique suisse. Les câblodistributeurs profitent en revanche d'un pouvoir renouvelé par les développements contemporains. Grâce à leur contrôle des réseaux câblés, ils ont la mainmise sur un élément clé de l'infrastructure de la télévision par abonnement et par satellite, mais aussi de la télévision locale non-cryptée, en plein essor. Concernant la SSR, ces arènes de négociations consacrées à façonner la télévision par satellite en Suisse montrent comment l'audiovisuel public doit composer avec de nouveaux protagonistes. Pour conserver un contrôle sur les nouveaux terrains médiatiques – qu'elle n'a plus le pouvoir de revendiquer pour elle seule – elle noue des alliances avec les forces en présence. Elle ne peut plus se permettre de tenir une posture entièrement « conservatrice » comme ce fût le cas lors de l'ouverture de nouvelles longueurs d'onde télévisuelles durant les années 1960. En cela, le résultat de ces négociations dessine un environnement médiatique mouvant

⁷⁶¹ ACTA au Conseil fédéral, Concession pour l'exploitation de la télévision par abonnement en Suisse, 18.8.83. AFS. E8001C#1988/172#3432* ; Concession pour l'Association suisse concessionnaire pour la télévision par abonnement du 19 septembre 1983, FF IV 43, 1.11.83, pp. 26-32.

⁷⁶² Leon Schlumpf au Conseil fédéral, 6.9.83. AFS. E8001C#1988/172#3432*.

⁷⁶³ « Tv par abonnement : un pas de plus pour la Suisse alémanique », *Gazette de Lausanne*, 25.9.83.

⁷⁶⁴ ROSTAN Blaise, « La télévision à péage... », p. 34.

⁷⁶⁵ Sur la position de l'industrie du film face à l'avènement de la pay-tv, voir : SANDOZ Marie, « Qui a peur de la Pay-TV ? L'industrie du cinéma face aux mutations du paysage audiovisuel helvétique », *Décadrages* 44-45, 2021, pp. 233-241.

où la SSR n'est plus reine. Le service public de radio et de télévision demeure néanmoins protégé par les divers textes gouvernementaux qui entérinent les transformations de la période. S'agissant aussi bien de la décision sur la Pay-TV de juillet 1983, de la concession octroyée à l'ACTA et de l'arrêté fédéral sur la RDS de 1987, le Conseil fédéral édicte des règles semblables à celles qui encadrent la SSR et demande de manière explicite, bien que vague, de « *sauvegarder [ses] intérêts légitimes* »⁷⁶⁶.

Bien que la télévision par abonnement soit révélatrice de sa stratégie vis-à-vis des nouveaux médias, la SSR va se retirer de Télécinéromandie et de la Pay-Sat avant la fin des années 1980⁷⁶⁷. Flairant le désastre, elle s'éloigne d'abord de Télécinéromandie qui déposera le bilan en 1993, après plusieurs échecs financiers essuyés par une succession de propriétaires et de directeurs⁷⁶⁸. Du côté de la chaîne de la Pay-Sat, Teleclub, qui existe encore aujourd'hui, la SSR et ses partenaires ne partagent pas la même vision quant à la direction à donner à l'entreprise. Il faut dire que l'ambiance n'était déjà pas très bonne lors des discussions préalables. Avec ces deux retraits, l'audiovisuel public renonce non seulement au marché de la Pay-TV, délaissé au secteur privé, mais aussi, dans la foulée, au canal suisse sur le satellite européen. La SSR ne répudie pas pour autant la télévision par satellite. Ses expériences durables en la matière s'inscrivent dans la continuité de sa tradition multilatérale plutôt qu'avec des partenaires privés helvétiques.

Garder le cap multilatéral : la mission de service public au temps des satellites

Les luttes menées par la SSR sur le terrain de la télévision par satellite à l'échelle nationale ne remettent pas en cause sa tradition multilatérale. Dans un rapport de 1985, l'institution « *considère la participation à des*

⁷⁶⁶ Cette idée est présente dans les trois textes mentionnés. DFTCE, Documentation pour la presse, Télévision à l'abonnement en Suisse ; diffusion pas l'intermédiaire du satellite européen ECS-FS 1, du réseau d'apport aux antennes collectives (GAZ) des PTT et au moyen des réseaux locaux de câbles, 6.7.83, p. 3, ASSR. Z 03.12/c ; Concession pour l'Association suisse concessionnaire pour la télévision par abonnement du 19 septembre 1983, FF IV 43, 1.11.83, p. 29 ; 85.075. Message concernant l'arrêté fédéral sur la radiodiffusion par satellite du 20 décembre 1985, FF I 06, 18.2.86, p. 432.

⁷⁶⁷ RIEHL Frédéric, « La télévision à péage », in : MORAND Charles-Albert, *Le droit des médias audiovisuels*, Bâle ; Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1989, p. 72.

⁷⁶⁸ « Téléciné à tiré sa révérence », *Le Nouveau Quotidien*, 21.9.93 ; « Télécinéromandie : faillite prononcée », *Le Nouveau Quotidien*, 15.8.94.

projets collectifs [de télévision par satellite] *d'organismes de radiodiffusion comme faisant partie de ses tâches*»⁷⁶⁹. Ses principes directeurs en matière de radiodiffusion par satellite, publiés en 1982, rendaient déjà compte d'une caractéristique fondamentale de cette approche : «[p]our ce qui est des programmes, cette collaboration [multilatérale] doit avant tout se concrétiser à l'intérieur des zones linguistiques»⁷⁷⁰. Cette préférence pour des collaborations entre pays de langue commune est intéressante dans la perspective de ce chapitre et de son idée d'évolution conservatrice. La SSR propose tout bonnement ici d'appliquer à l'échelle de l'Europe son organisation nationale de la télévision et de la radio qui sont structurées depuis 1964 autour de trois entités régionales et linguistiques. Cette position explique sûrement son attitude prudente vis-à-vis des initiatives multilingues menées sous l'égide de l'UER et sa faveur à des alliances avec des radiodiffuseurs publics francophones et germanophones.

Dans la continuité de son intérêt – voire de son plébiscite par Bezençon – pour les expériences de télévision par satellite menées par l'UER et l'Agence spatiale européenne, la SSR contribue aux projets Eurikon (1982) et Europa TV (1985-1986)⁷⁷¹. Il s'agit des étapes préliminaires à la réalisation d'une chaîne multilingue paneuropéenne dont il est prévu que la diffusion se fasse *via* le futur satellite de radiodiffusion directe de l'Agence spatiale européenne. Successivement appelé *H-Sat*, *L-Sat* puis *Olympus*, il est finalement mis en orbite en 1989.

Eurikon et Europa TV renouent avec les discours et les objectifs sur la construction européenne qui ont façonné les émissions de l'UER des années 1950 et qui ont déterminé les fonctions culturelles attribuées au réseau de l'Eurovision. Leur lancement correspond d'ailleurs à un moment de relance culturelle dans la politique de l'Union européenne où l'audiovisuel prend une place inédite⁷⁷². À partir de 1980, le Parlement européen appelle à l'établissement de stations de radio et de télévision proprement européennes, ce qui donne une impulsion

⁷⁶⁹ SSR, Radiodiffusion par satellite, Situation actuelle et développements, mai 1985, p. 23. ASSR. D. 85.72.

⁷⁷⁰ SSR, La radiodiffusion par satellite, Rapport et principes directeurs, 17.9.82, p. 21. ASSR. D. 82.79a.

⁷⁷¹ PAPATHANASSOPOULOS Stylianos, «Towards European Television: the Case of Europa TV», *Media Information Australia* 56(1), 1990, pp. 57-63 ; COLLINS Richard, «Public Service Broadcasting by Satellite in Europe: Eurikon and Europa», *Screen* 34(2), 1993, pp. 162-175 ; CLUISTRA Saskia, *Europa Television: the Forgotten Channel*, Erasmus School of History, Culture and Communication, 2018.

⁷⁷² AUTISSIER Anne-Marie, «Intégration européenne et culture : retour sur un parcours accidenté (1970-2007)», in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe...*, p. 171-183 ; VINUELA Ana, «La politique audiovisuelle de l'Union européenne : la difficile harmonisation de la diversité», in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe...*, pp. 205-216.

aux expériences de l'UER⁷⁷³. En 1984, la Commission européenne publie en outre son livre vert *Télévision sans frontières*⁷⁷⁴. Ce texte, qui entend poser les bases d'un espace européen de radiodiffusion, analyse le câble et le satellite comme des instruments de la construction du Vieux-Continent. Par ailleurs, aussi bien au niveau des Commissions et du Parlement européens qu'à l'échelle des radiodiffuseurs aux commandes d'Eurikon et d'Europa TV, la notion de service public est au centre des préoccupations. Dans une résolution de 1982, le Parlement propose ainsi qu'une télévision à vocation européenne comprenne «*des émissions d'information, des émissions politiques, éducatives, culturelles, récréatives et sportives*»⁷⁷⁵, en droite ligne des chaînes nationales généralistes de service public.

Bien que la politique européenne leur soit favorable, Eurikon et Europa TV butent sur les mêmes obstacles que les tentatives avortées de l'UER durant les années 1950, au premier rang desquels le plurilinguisme. Le programme expérimental Eurikon, diffusé à partir du satellite tout aussi expérimental OTS, a pourtant la tâche de «*découvrir des solutions pratiques face au problème linguistique*»⁷⁷⁶. Dès lors qu'il s'agit d'essais, les émissions sont cryptées et transmises à un auditoire formé d'expert-es et de gens de télévision issus des pays participants. Alors que cinq membres de l'UER coordonnent chacun une semaine d'émissions⁷⁷⁷, dix autres organismes, dont la SSR⁷⁷⁸, soutiennent l'initiative en offrant des programmes et en recevant le signal⁷⁷⁹. Selon la SSR, le bilan est «*concluant*»⁷⁸⁰. Pourtant, les difficultés budgétaires et techniques – notamment dans le domaine de la traduction – couplées au manque d'enthousiasme du public vont miner l'étape suivante.

La chaîne régulière Europa TV est diffusée à partir d'octobre 1985 *via* le canal des Pays-Bas sur le satellite ECS. La SSR ne fait pas preuve de grande conviction, affirmant qu'elle fournira peut-être «*quelques contributions isolées*

⁷⁷³ THEILER Tobias, «Viewers into Europeans?: How the European Union Tried to Europeanize the Audiovisual Sector, and Why it Failed», *Canadian Journal of Communication* 24(4), 1999, p. 1-30; POLONSKA-KIMUNGUYI Eva, KIMUNGUYI Patrick, «The Making of the Europeans: Media in the Construction of Pan-National Identity», *International Communication Gazette* 73(6), 2011, pp. 507-523.

⁷⁷⁴ *Télévision sans frontières. Livre vert sur l'établissement du marché commun de la radiodiffusion, notamment par satellite et par câble*, Bruxelles, Commission des Communautés européennes, 1984.

⁷⁷⁵ Résolution relative à la radiodiffusion et à la télévision dans la Communauté européenne, *Journal officiel des Communautés européennes*, C 85, 5.4.82, p. 111.

⁷⁷⁶ WRIGHT Marc, «Eurikon analysé», *Revue de l'UER* 34(4), 1983, p. 32.

⁷⁷⁷ L'IBA (Grande-Bretagne), la RAI (Italie), l'ORF (Autriche), la NOS (Pays-Bas) et l'ARD (Allemagne fédérale).

⁷⁷⁸ PTT, Rapport sur les expériences de programmes européens avec le satellite OTS (24-30 mai 1982), 12.7.82. ASSR. Z 04.18/c ; SSR, La radiodiffusion par satellite, Rapport et principes directeurs, 17.9.82, pp. 35-36.

⁷⁷⁹ WRIGHT Marc, «Eurikon analysé...», p. 31.

⁷⁸⁰ «Initiatives et projets», *Rapport de la SSR*, 1982, p. 5.

et se réserve la possibilité d'une participation ultérieure [...] n'impliquant aucune participation financière»⁷⁸¹. Cette attitude est partagée à des degrés divers par les membres du consortium : seule la télévision néerlandaise apporte un soutien pécuniaire, ce qu'elle regrettera. Après un an et demi d'émissions quotidiennes, faites de reprises et d'une poignée de productions originales, le manque d'audience et le déficit budgétaire mettent fin à l'expérience.

Après cet échec, la SSR abandonne l'idée de participer au projet *L-Sat/Olympus* qui disparaît des rapports sur ses activités satellitaires. Le risque financier apparaît trop important. À cet égard, le passage à l'ère plus restrictive de Schürmann a aussi pu jouer un rôle⁷⁸². Enfin, la voie du plurilinguisme s'est révélée être un casse-tête. D'ailleurs, Molo pointait déjà en février 1980 un autre chemin possible pour le satellite de diffusion directe de l'Agence spatiale européenne : les « *programmes communs par des communautés linguistiques* »⁷⁸³.

La SSR va mettre en œuvre cette conception de la télévision par satellite en dehors du cadre de l'UER mais en coopération avec certains de ses membres. Dès la fin de l'année 1981, des rencontres ont lieu entre les radiodiffuseurs publics français (TF1, Antenne 2 et France 3), belge (RTBF) et suisse (SSR) au sujet d'un projet de chaîne francophone par satellite qui s'appellera TV5⁷⁸⁴. Ces discussions se déroulent à l'initiative des Affaires culturelles du ministère français des Relations extérieures. Le projet, comme Eurikon et Europa TV, s'inscrit dans les réflexions sur le rôle à donner à la télévision dans la construction européenne. Mais, avec les Affaires étrangères françaises aux commandes, elle relève également de la diplomatie culturelle du pays dont « *le souci de défendre et d'affirmer la francophonie est l'un des objectifs [...] et l'un des moteurs de sa stratégie audiovisuelle internationale* »⁷⁸⁵. Selon le politologue Romain Lecler, TV5 incarne un certain modèle de cette stratégie audiovisuelle extérieure. En particulier promu par des diplomates, ce modèle met l'accent sur le multilatéralisme, la diversité culturelle, la francophonie et le secteur public⁷⁸⁶.

⁷⁸¹ Radiodiffusion par satellite, Situation actuelle et développements, mai 1985, p. 33. ASSR. D. 85.72 ; voir aussi : SSR, Télévision par satellite, participation de la SSR à L-Sat, 5.1.84. ASSR. D. 84.02.

⁷⁸² SSR, Télévision par satellite, participation de la SSR à L-Sat, 5.1.84, p. 10. ASSR. D. 84.02.

⁷⁸³ Stelio Molo à Régis de Kalbermatten (UER), 28.2.80. ASSR. Z 23.8/a.

⁷⁸⁴ Antonio Riva, Note de dossier : Initiatives de la France en faveur d'une collaboration européenne dans le domaine des satellites, 12.10.82. ASSR. Z 04.18/c.

⁷⁸⁵ MER, Direction générale des relations culturelles, Diffusion sur OTS d'une sélection de programmes des télévisions francophones, 22.10.82. ASSR. Z 04.18/c.

⁷⁸⁶ Un contre-modèle matérialisé par la chaîne France 24 apparaît à la fin de la décennie 1980. LECLER Romain, *Une contre-mondialisation audiovisuelle ou Comment la France exporte la diversité culturelle*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2019, pp. 61-88.

Cette importance culturelle donnée à la langue autour d'une mission de service public n'est pas nouvelle : elle se place dans la continuité du dialogue établi de longue date au sein de la Communauté de travail des télévisions francophones, fondée en 1964, et que précède dès les années 1950 la Communauté des programmes radiophoniques de langue française. La chaîne TV5, dont la diffusion débute le 2 janvier 1984 *via* le répéteur français sur l'*ECS*⁷⁸⁷, est donc le fruit d'une tradition multilatérale bien établie entre ses initiateurs. Elle revêt une dimension de politique culturelle qu'exprime sa volonté de « *donner à la langue française la place qui lui revient dans le nouveau développement des médias audiovisuels* »⁷⁸⁸.

Le programme, diffusé tous les jours de 19 heures à 22 heures, est dominé par les partenaires français auxquels reviennent cinq soirées, la SSR fournissant les contenus du mardi⁷⁸⁹. Exempte de publicité, la grille se veut généraliste. Elle se compose de reprises de chaque organisme et allie divertissement, musique, téléfilms et magazines d'actualité. Pour son premier soir, la SSR choisit d'émettre un dessin animé, un concert de Daniel Balavoine et de l'Orchestre de la Suisse romande, un reportage sur la pollution de l'air ainsi que du hockey et du ski⁷⁹⁰. Trois mois après son lancement, TV5 affiche des chiffres « *qui dépassent ses résultats les plus optimistes* »⁷⁹¹, selon le journal *Le Monde*. La chaîne atteint neuf pays et un million et demi de foyers sont raccordés aux téléreseaux qui la distribuent, dont 100 000 en Suisse. Jean Dumur, directeur du programme à la Télévision romande et responsable de TV5 en Suisse, se réjouit :

*« Il nous paraît important d'exporter nos programmes. [...] TV5 nous offre la possibilité d'acquérir une expérience dans le domaine de la télévision par satellite. C'est une occasion unique de tester ce que peut faire une petite télévision comme la nôtre dans cette direction. »*⁷⁹²

L'occasion est unique, en effet, en particulier en termes de rapport coûts-bénéfices. Si TV5 constitue une plateforme culturelle pour la Suisse en Europe et qu'elle donne le loisir à la « petite » SSR de s'essayer à la « prestigieuse »

⁷⁸⁷ « La francophonie sur orbite », *Radio-TV Je vois tout*, 5.1.84.

⁷⁸⁸ Projet de communiqué du Comité central, Programme francophone TV5, s.d. [octobre 1983]. ASSR. Z 04.18/c.

⁷⁸⁹ SSR, Information, TV5 – La télévision francophone par satellite, 18.10.83. ASSR. Z 04.18/c.

⁷⁹⁰ Grille des programmes de TV5 du 2 au 22 janvier 1984, s. d. [novembre/ décembre 1983]. ASSR. Z 04.18/c.

⁷⁹¹ « Ça marche pour TV5 », *Le Monde*, 25.3.84. ARTS. 654.197.

⁷⁹² « TV par satellite : le grand départ », *Tribune de Genève*, 14.4.84. ARTS. 654.197.

télévision par satellite tout en fortifiant ses liens avec les télévisions belge et française, l'expérience n'occasionne en revanche que peu de frais. La programmation se compose d'émissions déjà diffusées par les chaînes participantes et sont essentiellement libres de droits. De plus, la SSR finance seulement un septième des coûts de distribution et de location du satellite, soit la proportion de son temps d'antenne, ce qui revient à 600 000 CHF par an⁷⁹³, dont 312 000 CHF sont couverts par les PTT selon la décision du Conseil fédéral du 13 juin 1983⁷⁹⁴.

Cette formule « *très positi[ve]* »⁷⁹⁵, selon une circulaire de la SSR, va aussi être mise en œuvre dans le cadre du cousin germanophone de TV5, à savoir 3Sat. La chaîne est diffusée à partir du 1^{er} décembre 1984 depuis le canal de l'Allemagne fédérale sur l'ECS⁷⁹⁶. La SSR y contribue à hauteur de 3 %, l'ORF autrichienne de 26 % et la ZDF allemande domine largement avec 71 %⁷⁹⁷. Sous le slogan « Trois pays – un programme », la chaîne vise à « *mettre en valeur sur le plan national et international ce qui fait le propre de la pensée et de la culture de langue allemande* »⁷⁹⁸. En combinant sport, émissions d'histoire, cinéma et variétés, il s'agit aussi « *d'offrir une alternative concrète aux programmes de divertissement propagés par les canaux commerciaux* »⁷⁹⁹. On retrouve les dimensions de diplomatie culturelle, de multilatéralisme et de service de télévision publique généraliste qui définissent TV5. Mais cette dernière citation contient aussi l'idée que 3Sat est un moyen de contrecarrer la montée des chaînes privées et commerciales. La stratégie de continuité institutionnelle et culturelle se double donc d'une dimension défensive. Cette formule promotionnelle traduit une inquiétude bien réelle des hautes instances européennes et des télévisions publiques vis-à-vis des programmes satellitaires financés par la publicité⁸⁰⁰. En 1981, l'octroi du canal britannique sur l'ECS à l'entreprise privée Satellite TV Ltd leur donne une impulsion

⁷⁹³ SSR, Information, TV5 – La télévision francophone par satellite, 18.10.83, p. 2. ASSR. Z 04.18/c.

⁷⁹⁴ Leo Schürmann au DFTCE, 28.3.83; Décision du Conseil fédéral, Verbreitung francophonier Fernsehprogramme über ECS-F1, 13.6.83. ASSR. Z 04.18/c.

⁷⁹⁵ SSR, Information, Bilan très positif pour TV5, 12.11.84. ASSR. Z 01.8/a.

⁷⁹⁶ SSR, Radiodiffusion par satellite, situation actuelle, participation de la SSR à des projets internationaux en langue allemande, notamment au projet ZDF/ORF/SSR, 14.5.84, p. 8. ASSR. No.

⁷⁹⁷ SSR, Radiodiffusion par satellite, situation actuelle, participation de la SSR à des projets internationaux en langue allemande, notamment au projet ZDF/ORF/SSR, 14.5.84, p. 10. ASSR. No. 84.63. Z 03.8/a.

⁷⁹⁸ SSR, Participation de la SSR à des programmes et projets de télévision par satellite, 16.3.87, p. 3. ASSR. No. 87.38. Z 37.18/b.

⁷⁹⁹ SSR, Participation de la SSR à des programmes et projets de télévision par satellite, 16.3.87, p. 3. ASSR. No. 87.38. Z 37.18/b.

⁸⁰⁰ THEILER Tobias, « Viewers into Europeans?... ».

significative pour entamer les plans de TV5 et de 3Sat⁸⁰¹. La publicitaire Margrit Trappe-Diemand, secrétaire et cheville ouvrière de Tel-Sat, affirme d'ailleurs en 1983 que «*tout le projet [TV5] ne vise qu'à freiner l'élan des télévisions commerciales*»⁸⁰².

Cette animosité gagne à être mise en regard avec un élément qui rapproche le projet anglo-suisse Tel-Sat et Satellite TV Ltd. Certes, ils ont une volonté commune d'occuper le ciel européen pour diffuser des programmes commerciaux. Mais il y a plus : Thorn-EMI, à l'origine de Tel-Sat, finance et fournit les programmes de la chaîne britannique qui sont diffusés sur une base régulière à partir de mai 1984, après des essais sur l'OTS dès 1982⁸⁰³. La firme transnationale sera en outre partie prenante du réseau privé de télévision par satellite Astra au tournant de la décennie 1990. Autrement dit, Thorn-EMI n'avait pas misé toutes ses billes sur la Suisse.

À la fin des années 1980, la politique satellitaire de la SSR s'est stabilisée. Les remous provoqués par Tel-Sat et par les mutations du paysage médiatique suisse et européen ont été gérés. Et la continuité règne : à l'instar des décennies précédentes, et dans la droite ligne des conceptions portées par Bezençon, le multilatéralisme permet à l'audiovisuel public helvétique d'occuper à bon marché un secteur stratégique et concurrentiel. En 1988, le directeur de la SSR fraîchement élu, Antonio Riva, confirme ce modèle pragmatique et «*conservateur*» :

*«Avec le développement dynamique que connaissent aujourd'hui les médias, le risque majeur serait de disperser les efforts. Dans le domaine de la télévision par satellite, il faut poursuivre la collaboration avec TV5 et 3SAT, qui a maintenant fait ses preuves. Pour un prix assez modique (les dépenses pour la radiodiffusion par satellite représentent 0,56 % du budget SSR), la SSR parvient à assurer une présence remarquée de la Suisse à l'étranger. Une extension de cette activité n'est pas à l'ordre du jour»*⁸⁰⁴

⁸⁰¹ Lettre circulaire de Marcel Cazé (Directeur du département des Affaires juridiques, UER), 11.11.81 ; Leo Schürmann aux PTT et au DFTCE, 30.11.81. ASSR. Z 04.18/c. ; «Télévision par abonnement : la SSR reçoit son feu vert», *Journal de Genève*, 22.10.83.

⁸⁰² «TV francophone par satellite en octobre ?», *Tribune de Lausanne*, 22.4.83. ARTS. 654.197.

⁸⁰³ SSR, Radiodiffusion par satellite, situation actuelle, participation de la SSR à des projets internationaux en langue allemande, notamment au projet ZDF/ORF/SSR, 14.5.84, p. 4. ASSR. No. 84.63. Z 03.8/a.

⁸⁰⁴ Antonio Riva, «La SSR poursuit sa route», *Rapport de la SSR, 1987/1988*, p. 3.

Une histoire multilatérale de la télévision suisse

Se pencher sur la politique spatiale de la SSR montre comment la télévision par satellite a habité l'histoire de l'institution dès les années 1960, c'est-à-dire dès la première décennie de la télévision en Suisse dont le service régulier a commencé en 1958. La figure de Bezençon est à cet égard parlante car il a très tôt intégré la nouvelle technologie à sa vision et à ses objectifs pour la télévision, qu'elle soit suisse ou européenne. L'exemple de la conception des programmes suisses pour les 2^e et 3^e chaînes à la fin des années 1960 est aussi intéressant. Ici, il n'est pas question de transmission par satellite, ni de visée transnationale. Mais le spectre satellitaire et l'invasion de contenus étrangers qu'il promet participent à renforcer l'idée d'une télévision publique au service de l'identité et de la cohésion nationales, des valeurs qui prévalent depuis la fondation de la SSR en 1931. En d'autres termes, les potentialités prêtées aux futurs satellites s'immiscent dans les réflexions sur la télévision hertzienne dans un cadre national et contribuent à raffermir les valeurs qui sont traditionnellement associées aux médias de service public. En bref, le satellite accompagne les développements et les transformations de la télévision institutionnelle suisse dès ses débuts.

Le présent chapitre dévoile également la pluralité, la continuité et la reformulation des liens avec l'Europe qu'entretient l'audiovisuel public helvétique. Ces liens sont institutionnels, *via* l'investissement de la SSR au sein de l'UER ; infrastructurels, le territoire suisse étant raccordé au réseau terrestre de l'Eurovision et aux satellites européens ; politiques, les représentants de la SSR plaidant pour l'autonomie spatiale du continent ; culturels et programmatiques, la SSR participant aux programmes de l'UER, aux événements télévisuels *via* satellite des années 1960 et aux projets tels que TV5 et 3Sat, façonnés selon une certaine idée de l'Europe et de ses langues ; et, finalement, économiques, la SSR profitant des collaborations avec des radiodiffuseurs européens au sein ou hors de l'UER pour avoir accès à une technologie qu'une « petite télévision » ne peut financer seule.

La question satellitaire met ainsi en évidence le poids du transnational dans les histoires des télévisions institutionnelles. Cette dimension est encore négligée par l'historiographie et elle constitue donc l'un des apports de ce chapitre. Et si les logiques transnationales à l'œuvre dans l'histoire de la SSR ne se résument pas, et de loin, à la télévision par satellite, ce chapitre montre néanmoins comment son avènement vient réaffirmer la tradition multilatérale

de l'audiovisuel public helvétique. Cette observation se vérifie aussi dans le cas de l'UER qui se met à collaborer étroitement avec les organisations spatiales européennes dès leur création. De manière générale, l'ère des satellites ouvre ainsi un nouvel espace de déploiement pour des dynamiques au croisement de la télévision et du multilatéralisme qui perpétuent, infléchissent ou renforcent des pratiques qui précèdent l'ère spatiale.

Enfin, bien que ce chapitre se soit concentré sur le *broadcasting* et, en particulier, sur la télévision par satellite, il a dévoilé des interactions à plusieurs niveaux entre la radiodiffusion et les télécommunications spatiales. Sur le plan technologique, la double fonction *broadcasting* et *point-to-point* des satellites Intelsat et ECS plane sur l'ensemble du chapitre. Elle a des implications politiques concrètes qui déterminent la construction d'un modèle de télévision spatiale européen et suisse. La hiérarchie opérée entre les deux modes de diffusion, à la faveur du téléphone qui représente l'écrasante majorité des liaisons satellitaires, a des incidences sur les tarifs pratiqués par Intelsat ainsi que sur la marge de manœuvre des radiodiffuseurs européens. Ces derniers ne sont pas un interlocuteur direct du consortium, au contraire de la CEPT. Cette configuration se répète avec la fondation de l'organisation européenne Eutelsat dont les membres sont des institutions dédiées aux télécommunications, à l'instar des PTT helvétiques. C'est d'ailleurs bien eux qui font le lien entre Eutelsat et les promoteurs de projets de télévision par satellite suisses désireux d'utiliser un canal ECS. Autrement dit, les communications spatiales étendent les prérogatives des PTT sur le *broadcasting* et non l'inverse. Le maintien, voire la consolidation, des compétences des PTT helvétiques se confirme aussi à l'échelle nationale : si le monopole de la SSR tombe en 1983, celui sur les télécommunications reste encore intact. Les deux partenaires historiques – autre manifestation des interactions institutionnelles et politiques entre *point-to-point* et *broadcasting* – ne sont pas atteints au même moment par la vague néolibérale qui déferle sur l'Europe. Comme le montrera le chapitre suivant, les télécommunications helvétiques seront libéralisées une vingtaine d'années plus tard, ce qui va également donner lieu à des luttes de pouvoir.

Chapitre 5

La Grande Oreille de Loèche : les politiques de l'(im)perceptibilité d'une grande infrastructure spatiale (1974-2022)⁸⁰⁵

«Die Bodenstation der Schweizerischen PTT-Betriebe für Verbindungen über Satelliten oberhalb Leuk im Wallis zieht seit ihrem Bestehen Tausende von Personen an. Die grosse, weithin sichtbare weisse Parabolantenne hoch über dem Rhonetal bei Susten lockt zu einem Abstecher. An Ort und Stelle wird dann der „Gwunder“ geweckt, was in der Anlage selbst vor sich geht und wie die ganze Satellitenübertragung funktioniert.»⁸⁰⁶

«Satellitenverbindungen für jedermann», *Revue des PTT* 9, 1976, p. 12.

⁸⁰⁵ Une première version de ce chapitre est parue en 2021 : SANDOZ Marie, «The Big Ear of Leuk...».

⁸⁰⁶ «Depuis sa mise en opération, la station terrienne pour satellites de l'Entreprise des PTT helvétiques, située au-dessus de Loèche en Valais, attire des milliers de personnes. La grande antenne parabolique blanche, visible de loin, au-dessus de la vallée du Rhône près de Susten, invite à faire un détour. Sur place, ce qui se passe dans l'installation elle-même et comment fonctionne les transmissions par satellite éveillent la curiosité.»

Une Grande Oreille et ses « imaginaires infrastructurels »

Les antennes paraboliques occupent une place singulière dans le régime d'(im)perceptibilité de l'infrastructure des communications spatiales. Elles en sont la partie la plus visible et tangible de même qu'elles sont géographiquement situées. Elles inscrivent l'infrastructure transnationale et verticale – dispersée autour du monde et en orbite – dans une matérialité « saisissable » et dans une territorialité donnée. Elles l'ancrent sur Terre. Ces qualités permettent une confrontation corporelle avec l'infrastructure : on peut la voir, la toucher, vivre l'expérience de sa présence. En cela, les paraboles sont un portail qui donne accès à un système global et complexe qui s'étend jusqu'à l'espace extra-atmosphérique et qui comprend une multiplicité hétérogène de pratiques, d'institutions, de technologies, de normes, de travail humain.

Durant les années 1960, la matérialité, la taille monumentale et l'esthétisme lunaire des premières antennes paraboliques en font l'un des symboles des communications spatiales en pleine expansion et deviennent un support des discours et des représentations sur le système dans son ensemble. Bien que moins célébrées que les vols habités, elles sont volontiers utilisées comme emblème de la conquête spatiale en général et intègrent un imaginaire transnational qui vante la modernité des techniques de communication et des activités extra-atmosphériques, et cela des deux côtés du rideau de fer. Leur ancrage territorial a en outre ouvert la voie à des pratiques de « tourisme infrastructurel »⁸⁰⁷. Dès leur érection en 1962, des personnes se rendaient ainsi par milliers sur les sites des premières stations terriennes européennes à Pleumeur-Bodou en France et à Goonhilly Downs en Cornouailles, où trônent des paraboles d'environ 350 tonnes. On observe le même phénomène en Suisse à partir de l'entrée en fonction en 1974 de la première station terrienne pour satellites du pays, installée en Valais. La parabole accolée au bâtiment d'exploitation mesure près de 30 mètres de diamètre et pèse, avec son socle, 1 750 tonnes⁸⁰⁸. Rapidement surnommée la Grande Oreille⁸⁰⁹, elle a fait l'objet de représentations et de discours produits par des acteurs variés et qui s'expriment sur des supports divers. En témoigne le foisonnement

⁸⁰⁷ MATTERN Shannon, « Infrastructural Tourism... ».

⁸⁰⁸ Brochure, La station terrienne suisse pour satellites de Loèche VS, PTT 617.01 fr, 1974. ASSR. B 001.213.03.9.

⁸⁰⁹ Par exemple : « L'Oreille géante de la Suisse inaugurée à Brentjong », *Le Nouvelliste*, 3.5.74 ; « La Journée des PTT au Comptoir de Martigny : 20 millions pour la « Grande Oreille » », *L'Express*, 5.10.78 ; « Une deuxième "oreille" à Loèche », *L'Express*, 5.10.79 ; « Dans les entrailles des grandes oreilles de Loèche », *Le Nouvelliste*, 22.7.20.

iconographique et médiatique qu'elle suscite (films, dessins, articles de presse, photographies, reportages, timbres, etc.) et l'exposition grand public ouverte sur le site en 1976 afin de faire face à l'afflux de visiteurs et de visiteuses.

Pour les chercheuses Lisa Parks, Nicole Starosielski et Shannon Mattern, les morceaux matériellement perceptibles des infrastructures globales représentent un lieu important de production de savoirs et de représentations sur le système dans son entier, ce qu'elles appellent « *infrastructural literacy* »⁸¹⁰. Cet « alphabétisme », qui est toujours politique, ne passe pas seulement par l'expérience corporelle *in situ*. Comme il a été montré au long de ce travail, les imaginaires et les savoirs infrastructurels sur les communications spatiales, qui leur associent des potentialités, des fonctions, des politiques plurielles, se déploient *via* une diversité de canaux et dans différents espaces. Ces représentations donnent une certaine intelligibilité à ce qu'il se passe dans le champ vertical et aux relations de pouvoir qui s'y nouent, ce que Parks appelle des « médiations verticales »⁸¹¹.

En proposant de faire l'histoire de la perception culturelle et sociale de la première station terrienne de Suisse, ce chapitre s'interrogera sur les implications de la matérialité, de l'hypervisibilité et de la territorialité dans la construction des savoirs et des imaginaires infrastructurels sur les communications spatiales en Suisse. À cet égard, les pages qui suivent mettent en évidence quatre éléments fondamentaux. Premièrement, la puissance symbolique de la Grande Oreille entraîne son investissement par une diversité d'acteurs qui lui associent des significations différenciées. Deuxièmement, la territorialité et l'échelle géographique jouent un rôle capital dans la construction de ces significations. Troisièmement, visibilité ne rime pas avec transparence. Elle est ce que l'on veut montrer et implique donc toujours de l'opacité et du pouvoir ; autrement dit, elle fait partie d'une politique de l'(im)perceptibilité. Enfin et quatrièmement, l'approche diachronique permet d'observer des évolutions dans le temps dans les interactions entre les conditions politiques, institutionnelles et économiques, d'une part, et les politiques d'(im)perceptibilité de la Grande Oreille, d'autre part.

⁸¹⁰ Par exemple : MATTERN Shannon, « *Infrastructural Tourism...* » ; PARKS Lisa, STAROSIELSKI Nicole (éd.), *Signal Traffic...*

⁸¹¹ PARKS Lisa, *Rethinking Media Coverage...*

A. Un miracle technologique au cœur des Alpes suisses : identité nationale et télécommunications spatiales

Les télécommunications spatiales et Intelsat : des conflits en coulisses à la célébration publique

La Grande Oreille relie dès 1974 le territoire suisse aux satellites du consortium Intelsat, fondé dix ans plus tôt. Comme il en a été question dans le chapitre précédent, le quasi-monopole qu'exercent les grandes firmes de communication étatsuniennes sur l'organisation ainsi que les tarifs qu'elles pratiquent ne réjouissent ni les autorités, ni les PTT helvétiques, ni la SSR. De plus, les PTT ne sont pas très enthousiastes vis-à-vis des communications spatiales mais ils dépendent d'elles – et donc d'Intelsat – pour écouler un trafic téléphonique intercontinental qui croît de 20 % par an depuis 1955. En 1964, la Confédération n'adhère donc pas à Intelsat de gaieté de cœur ; elle y est poussée par la nécessité.

En qualité de membre fondateur, la Suisse a recours aux liaisons satellites pour ses échanges téléphoniques intercontinentaux, de données et de télex dès les premières mises en orbite du réseau Intelsat, en 1965. Au départ, cette participation est prudente et ne comprend pas la construction d'une station pour satellites sur le territoire national. Afin de profiter des services d'Intelsat, le Conseil fédéral octroie des crédits pour financer les stations terriennes françaises et allemandes et cela, à hauteur de 5 % du capital investi pour chacune d'elles, soit 5,8 millions CHF au total⁸¹². Ce montant modeste traduit les réserves du gouvernement à l'égard des expériences en matière de communications satellites, « *encore trop récentes* »⁸¹³. La copropriété permet de répartir les risques sans « *porte[r] préjudice à l'érection éventuelle d'une station terrienne en Suisse* »⁸¹⁴, explique le Conseil fédéral dans un Message publié début septembre 1965.

Une telle possibilité est toutefois évoquée dès la fin de l'année 1964 par Éric Choisy, président de la Commission consultative fédérale sur les affaires spatiales (CFAS)⁸¹⁵. Après avoir pris connaissance d'une étude des PTT sur le développement des stations terriennes en Europe, il suggère au

⁸¹² Arrêté fédéral du 16 décembre 1965. *FF*, vol. III, n° 52, 31.12.65, p. 745 ; Message du Conseil fédéral du 3 septembre 1965. *FF*, vol. II, n° 37, 16.9.65, pp. 1077-1080.

⁸¹³ Message du Conseil fédéral du 3 septembre 1965. *FF*, vol. II, n° 37, 16.9.65, p. 1078.

⁸¹⁴ Message du Conseil fédéral du 3 septembre 1965. *FF*, vol. II, n° 37, 16.9.65.

⁸¹⁵ Arbeitsgruppe zum Studium einer schweizerischen Boden-Station für Fernmelde-Satelliten, Protokoll über die 1. Sitzung der Arbeitsgruppe vom 2.5.67 in Bern, 3.7.67. AFS. E8210A#1992/30#162*.

Département fédéral des transports, de l'énergie et des communications (DFTCE) de constituer un groupe de travail pour étudier la question. Le Chef du DFTCE, le socialiste Willy Spühler, donne son feu vert⁸¹⁶. Pour Spühler, l'étude doit prendre en compte non seulement les intérêts des services de télécommunications, mais aussi ceux de l'économie et de l'industrie. Il demande donc que le groupe de travail soit présidé par les PTT, mais qu'il comporte aussi des représentants de Radio Suisse SA, des Hautes Écoles, de l'économie, de la CFAS, de l'Association suisse de l'industrie des machines, de l'industrie horlogère et de l'Association suisse des techniques spatiales. Les experts se réunissent trois fois et publient leur rapport en avril 1968⁸¹⁷. Toutefois, dès leur deuxième rencontre, ils sont unanimes :

*«Die Arbeitsgruppe vertritt einstimmig die Ansicht, dass die Erstellung einer schweizerischen Bodenstation gerechtfertigt und zu verantworten ist. Ein Entscheid darüber sollte aus verschiedenen Gründen unverzüglich getroffen werden.»*⁸¹⁸

Faire face à l'accroissement du trafic téléphonique outre-mer, en particulier avec les États-Unis et le Canada, est l'argument principal. Avant les années 1970, il est plus avantageux d'avoir recours aux installations des pays voisins pour écouler un trafic intercontinental modeste. Jusqu'à la mise en exploitation de la station de Loèche, les liaisons satellites qu'utilisent les PTT helvétiques et Radio Suisse SA s'effectuent par l'intermédiaire des stations de Pleumeur-Bodou en France, de Raisting en Allemagne et de Fucino en Italie⁸¹⁹. Mais le trafic augmente rapidement. Entre début 1956, année de la pose du premier câble transatlantique, et fin 1964, année de l'adhésion à Intelsat, il est passé de 5 circuits radio *via* ondes courtes à 3 circuits radio et 15 circuits par câble⁸²⁰. En 1972, les PTT exploitent 70 circuits *via* satellite dont 49 uniquement pour les États-Unis tandis

⁸¹⁶ Lettre de Willy Spühler à Eric Choisy, 8.1.65. AFS. E8210A#1992/30#162*.

⁸¹⁷ Arbeitsgruppe zum Studium einer schweizerischen Boden-Station für Fernmelde-Satelliten, «Schlussbericht und Antrag», 30.4.68. AFS. E8210A#1992/30#162*.

⁸¹⁸ «Le groupe de travail est unanimement d'avis que la création d'une station terrienne suisse est justifiée et doit être engagée. Une décision à ce sujet devrait être prise sans délai pour diverses raisons.» Arbeitsgruppe zum Studium einer schweizerischen Boden-Station für Fernmelde-Satelliten, Protokoll über die 2. Sitzung der Arbeitsgruppe vom 7.12.67 in Bern, 22.2.68, p. 7-8. AFS. E8210A#1992/30#162*.

⁸¹⁹ Le recours aux stations espagnole et britannique est aussi possible, mais il demeure occasionnel. «Die schweizerische Satelliten-Bodenstation wird gebaut», *Revue des PTT* 5, 1972, p. 2.

⁸²⁰ Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif à l'approbation de l'accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites (du 30 novembre 1964), *FF* vol. II no. 51, 24.12.64, p. 1426.

que les échanges avec le pays nécessitent environ le même nombre de liaisons *via* câbles sous-marins et ondes courtes⁸²¹. De plus, il est attendu que le trafic téléphonique intercontinental mondial double durant les quatre années suivantes. En deux mots, financièrement parlant, il est désormais plus intéressant de posséder sa propre station. Garantir l'indépendance de la Suisse pour ses télécommunications internationales figure également sur la liste des arguments avancés. Bien que la Guerre froide connaisse une période de détente, le risque d'une crise n'est pas à écarter. Pour finir, des bénéfices sont envisagés pour la recherche spatiale nationale⁸²². En février 1969, le Conseil fédéral octroie les crédits nécessaires⁸²³.

Compte tenu de l'aspect stratégique des télécommunications spatiales du point de vue militaire, on peut s'étonner de l'absence de représentants du Département militaire fédéral (DMF) au sein du groupe de travail. Claude Zangger, de l'Office fédéral de l'énergie et spécialiste du nucléaire, fait néanmoins la liaison avec les milieux scientifiques et le DMF⁸²⁴. Répondant à la sollicitation de Zangger, le Colonel Giudici et le Major Badet écrivent en septembre 1967 que les intérêts de l'État-major résident avant tout dans la guerre électronique (*elektronische Kriegführung*)⁸²⁵. Ils sont désireux d'examiner les possibilités de la station en matière de localisation de satellites, de camouflage vis-à-vis de satellites-espions, de récolte d'informations ou de brouillage de signaux. Dans le rapport final, un paragraphe extrêmement court informe que les autorités militaires « *envisageraient volontiers, si possible dans la phase initiale, l'utilisation de la station à des fins d'essais* »⁸²⁶. Nous n'avons trouvé aucune trace de tels essais dans les archives qui n'ont donné aucune piste non plus sur d'autres collaborations avec le DMF. Officiellement, il s'agit d'une infrastructure exclusivement dédiée aux télécommunications civiles, cela jusqu'à ce que le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) n'installe son système de renseignement à côté de la Grande Oreille au tournant des années 2000 et que la station

⁸²¹ « Die schweizerische Satelliten-Bodenstation wird gebaut... », p. 2.

⁸²² *Aspects de la collaboration entre les organismes scientifiques et l'entreprise des PTT au sujet d'une station terrienne pour recherches spatiales*, Lausanne, 5.10.67. AFS. E8210A#1992/30#162*.

⁸²³ Décret du Conseil fédéral, 12.2.69. AFS. E2003A#1984/84#1129*.

⁸²⁴ Colonel Giudici et Major Badet, Service de l'État-major, Notice sur la conférence du 5.9.67 relative à l'établissement d'une station terrienne de télécommunications spatiales des PTT, 28.9.67; *Aspects de la collaboration entre les organismes scientifiques et l'entreprise des PTT au sujet d'une station terrienne pour recherches spatiales*. 5.10.67 AFS. E8210A#1992/30#162*.

⁸²⁵ *Aspects de la collaboration entre les organismes scientifiques et l'entreprise des PTT au sujet d'une station terrienne pour recherches spatiales*. 5.10.67 AFS. E8210A#1992/30#162*.

⁸²⁶ Arbeitsgruppe zum Studium einer schweizerischen Boden-Station für Fernmelde-Satelliten, « Schlussbericht und Antrag », 30.4.68, p. 7. AFS. E8210A#1992/30#162*.

terrienne elle-même ne soit rachetée par une entreprise privée étatsunienne. Ces évolutions plus récentes sont abordées plus bas.

Le DMF n'est pas le seul acteur étrangement absent des discussions. Il y a aussi la SSR. Pourtant, durant les séances du groupe de travail, le directeur de l'audiovisuel public, Marcel Bezençon, représente au nom de l'Union européenne de radiotélévision (UER) les « pays sans stations terriennes » dans les négociations sur les Accords définitifs d'Intelsat⁸²⁷. Le rôle déterminant du trafic téléphonique dans l'adhésion de la Suisse à Intelsat et, quelques années plus tard, dans la décision de construire une station terrienne, signale un élément qui structure le développement des communications spatiales à l'échelle aussi bien internationale que suisse : la prédominance de leur usage à des fins de communication *point-to-point*. Cette prédominance répond à une demande économique, sociale et culturelle croissante pour les liaisons téléphoniques intercontinentales dont le taux de 20 % affiché par la Suisse est représentatif des évolutions internationales⁸²⁸. Cela se traduit en termes technologiques, institutionnels et politiques au détriment de la télévision. Les radiodiffuseurs ne sont pas représentés au sein d'Intelsat au contraire des institutions de télécommunications des pays membres et ils doivent s'acquitter de taxes comparativement plus importantes pour avoir recours aux satellites du système. Ceux-ci sont d'ailleurs avant tout conçus dans une visée télécommunicationnelle. Certes, un canal de télévision est plus lourd qu'un canal voix. Mais la multiplication de ces derniers au fur et à mesure de l'augmentation des capacités des satellites Intelsat est sans commune mesure avec celle du *broadcasting*. Au début des années 1970, la télévision ne représente ainsi que 2 % à 3 % de l'activité d'Intelsat. Au milieu des années 1980, la situation a un peu changé, mais les chiffres demeurent explicites : les usages télévisuels représentent 6,3 % des recettes du consortium⁸²⁹. Cette faveur donnée aux télécommunications se traduit dans les fonctions de la station suisse pour satellites qui, jusqu'en 1991, n'est pas équipée pour recevoir ou transmettre des signaux de télévision ; les images satellitaires transitent par d'autres stations européennes et arrivent en Suisse par le réseau terrestre de l'Eurovision⁸³⁰.

⁸²⁷ Johannes B. Broeks (Prés. UER) à Marcel Bezençon, 3.3.67 ; Marcel Bezençon à Johannes B. Broeks, 10.3.67. ASSR. Z 08.9/a.

⁸²⁸ HULTÉN Olof, « The Intelsat System: Some Notes on Television Utilization of Satellite Technology », *International Communication Gazette* 19(1), 1973, p. 30.

⁸²⁹ COLINO Richard R., « Le vingtième anniversaire d'Intelsat », *Journal des télécommunications* 52(1), 1985, p. 23.

⁸³⁰ BREU Pius, STEFFEN Charles, « A Flood of Information from the Sky », in : *Switzerland, Europe and Space: Adventure and Imperative*, Noordwijk, ESA Publications Division, 2002, pp. 165-166.

Dès 1974, l'infrastructure valaisanne permet donc un trafic régulier de télécommunications avec les États-Unis, le Canada, le Brésil et Israël⁸³¹. Avec l'inauguration de la deuxième parabole en 1980, puis de la troisième en 1984, les possibilités de liaisons s'accroissent pour atteindre l'Asie, l'Afrique et l'Australie. La quatrième antenne, qui entre en opération en 1986, relie la Suisse au nouveau système de télécommunications spatiales européen, Eutelsat, et signale ainsi l'apparition de ce nouvel acteur dans le champ des communications spatiales⁸³². La station terrienne suisse s'inscrit donc dans l'histoire de l'internationalisation des télécommunications helvétiques et dévoile par ailleurs la place que tiennent les États-Unis dans ce processus. Non seulement la démultiplication des échanges avec la puissance occidentale est déterminante dans l'établissement de l'infrastructure, ce qui indique l'importance accrue du pays dans les relations économiques et culturelles de la Suisse (et de l'Europe) après la Seconde Guerre mondiale⁸³³. Mais le site de Loèche est aussi le signe du déploiement exponentiel du réseau Intelsat, consolidant l'hégémonie étatsunienne en matière de communications internationales⁸³⁴. En 1965, il n'existait dans le monde que trois stations terriennes reliées aux satellites du consortium ; en 1970, elles sont 45 ; en 1975, 113 ; et en 1980, 228⁸³⁵. Le nombre des États membres monte également en flèche. De 19 à la fondation en 1964, ils sont 88 dix ans plus tard et 109 une décennie après⁸³⁶. À titre de comparaison, en 1978, seuls six pays opéraient des stations terriennes du réseau soviétique Intersputnik pour des services de télécommunication et de télévision : l'Allemagne de l'Est, Cuba, la Mongolie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique⁸³⁷.

Cette carte publiée en 1972 dans la revue des PTT rend compte de la couverture mondiale du réseau Intelsat grâce à trois satellites placés en orbite géostationnaire en même temps qu'elle dévoile l'interconnexion des liaisons spatiales, terrestres et sous-marines (fig. 27). Les petits points blancs, qui indiquent

⁸³¹ BREU Pius, SCHERRER Kurt, « La future station suisse pour satellites », *Bulletin technique des PTT* 51(7), 1973, p. 292.

⁸³² « Inauguration de la deuxième antenne de Brentjong », *Le Nouvelliste*, 20.5.80 ; « Nouvelle Oreille à l'écoute du monde », *Le Nouvelliste*, 16.5.84 ; « Loèche à l'écoute du ciel », *L'Express*, 5.6.86.

⁸³³ SCHAUFELBÜHL Janicka Marina, KÖNIG Mario, « Les relations entre la Suisse et les États-Unis pendant la Guerre froide », *Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire* 16(2), 2009, p. 15-22 ; CHAUBET François, *La mondialisation culturelle*, Paris, Presses universitaires de France, 2018², p. 33-61.

⁸³⁴ GRISET Pascal, « Fondation et empire : l'hégémonie américaine dans les communications internationales 1919-1980 », *Réseaux* 9(49), 1991, p. 73-89.

⁸³⁵ HUURDEMAN Anton A., *The Worldwide History of Telecommunications...*, p. 418.

⁸³⁶ COLINO Richard R., « Le vingtième anniversaire d'Intelsat... », p. 24.

⁸³⁷ BORODICH S. V. et al., « The "Intersputnik" International Communication Satellite System », *Journal des télécommunications* 45(3), 1978, p. 116-123.



Figure 27 : Les PTT présentent une carte des futures liaisons possibles depuis la station terrienne de Loèche, en contact avec trois satellites Intelsat, 1972. *Revue des PTT* 5, 1972.

une station terrienne Intelsat, dessinent aussi en creux le caractère occidental de l'infrastructure qui connecte en même temps qu'elle sépare, qui crée des centres et des périphéries selon les relations géopolitiques propres à la Guerre froide et selon les niveaux d'industrialisation. Pour exemple, l'Union soviétique et la Chine en sont dépourvues. Pourtant, la médiation verticale produite par cette carte voile une réalité plus nuancée des rapports entre le système Intelsat et le réseau soviétique Intersputnik dont l'histoire, comme le rappellent Lars Lundgren et Christine Evans, est aussi celle d'échanges et d'interconnexions⁸³⁸. À cet égard, on peut mentionner que, deux ans après la publication de cette carte par les PTT helvétiques, deux stations Intelsat ont été installées en Union soviétique⁸³⁹.

On voit aussi sur la carte que le Japon – allié occidental dont les industries sont à la pointe de la technologie spatiale – possède trois stations Intelsat. Or, c'est justement la Nippon Electric Company (NEC) qui signe en mai 1972 avec les PTT helvétiques le contrat principal pour construire l'infrastructure nationale, à hauteur de 10 millions CHF⁸⁴⁰. En 1968, le rapport du groupe d'experts prévoit pourtant une participation de l'industrie suisse et, la même

⁸³⁸ EVANS Christine E., LUNDGREN Lars, *No Heavenly Bodies...*

⁸³⁹ EVANS Christine E., LUNDGREN Lars, *No Heavenly Bodies...*, p. 127.

⁸⁴⁰ « La future station terrienne de Loèche : 60 millions à l'écoute des satellites », *Gazette de Lausanne*, 26.5.72. ; « Loèche a inauguré la station terrienne suisse pour satellites », *Le Confédéré*, 3.5.74.

année, un consortium dirigé par l'Electro-Watt de Zurich manifeste son intérêt⁸⁴¹. Mais, en réalité, il n'existe pas le savoir-faire en Suisse et le temps presse⁸⁴². En janvier 1972, il reste quatre entreprises en lice sur les treize ayant répondu à l'appel d'offres des PTT : General Telephone & Electronics (États-Unis), ITT Space Communications (États-Unis), Nippon Electronic Company (Japon), Consorzio per Sistemi di Telecomunicazioni via Satelliti (Italie)⁸⁴³. Le géant historique des télécommunications au Japon, qui a investi tôt l'industrie spatiale, remporte la mise⁸⁴⁴. Au moment où elle signe le contrat pour bâtir la Grande Oreille de Loèche et installer le matériel radioélectrique de son bâtiment d'exploitation, la NEC a déjà construit des installations Intelsat au Mexique, au Pérou, au Koweït, à Singapour et en Nouvelle-Zélande⁸⁴⁵. Son expérience du système Intelsat est d'ailleurs l'un des arguments qui font pencher la balance en sa faveur lorsque les PTT étudient les offres. Parmi les quatre finalistes, il est en outre estimé que la NEC propose les équipements de meilleure qualité. Et, bien que la régie fédérale affirme que son choix n'est pas fondé sur le prix⁸⁴⁶, elle est aussi la moins chère⁸⁴⁷.

Aucune publicité n'est faite à ce sujet. Le choix du géant industriel japonais peut effectivement être assimilé à un échec si l'on considère l'ambition première de faire appel à l'industrie helvétique. Il est d'ailleurs très probable que si l'important contrat avait été remporté par une entreprise nationale, l'événement aurait connu une plus grande visibilité. La faveur octroyée à la NEC est d'ailleurs expliquée par les PTT par l'absence de candidat helvétique. À cet égard, il est intéressant de noter que, au début des années 1990, la NEC a fourni le premier supercomputer de la Confédération au Centre suisse de calcul scientifique où elle s'est installée ensuite pour développer du software⁸⁴⁸. Sa

⁸⁴¹ Arbeitsgruppe zum Studium einer schweizerischen Boden-Station für Fernmelde-Satelliten, Schlussbericht und Antrag, 30.4.68; Guelfo Poretti (CFAS), Note interne, 1.5.68. AFS. E2003A#1984/84#1129*.

⁸⁴² BREU Pius, STEFFEN Charles, « A Flood of Information... », p. 164.

⁸⁴³ Lettre de Fritz Locher (PTT) au DPF, 17.1.72. AFS. E2001E-01#1982/58#544*.

⁸⁴⁴ Sur les débuts de l'industrie des télécommunications au Japon, voir : ANCHORDOGUY Marie, « Nippon Telegraph and Telephone Company (NTT) and the Building of a Telecommunications Industry in Japan », *Business History Review* 75(3), 2001, pp. 507-541.

⁸⁴⁵ « Die schweizerische Satelliten-Bodenstation wird gebaut... », p. 3.

⁸⁴⁶ Conférence de presse du chef de la division de la radio et de la télévision des PTT, Hansruedi Probst, donnée le 24 mai 1972. « La future station terrienne de Loèche : 60 millions à l'écoute des satellites », *Gazette de Lausanne*, 26.5.72.

⁸⁴⁷ NEC : 10 550 000 CHF ; STS : 11 300 000 CHF ; ITT : 11 410 000 CHF ; GT&E : 13 730 000 CHF. Lettre de Fritz Locher (PTT) au DPF, 17.1.72.

⁸⁴⁸ SCHERRER Giorgio, « A Superbrain for Switzerland », in : DOMMANN Monika et al. (éd.), *Data Centers: Edges of a Wired Nation*, Zurich, Lars Müller Publishers, 2020, pp. 30-44 ; BORY Paolo, LÜTHI Ely, BALBI Gabriele, « "A Story of Friendship and Misunderstandings": the Origins of the Swiss National Supercomputing Centre 1985-1992 », *Itinera* 49, 2022, pp. 141-173.

réputation mondiale est alors considérée comme un atout et est utilisée pour promouvoir la nature internationale et innovante du projet.

Alors que ces tractations se déroulent derrière des portes closes, la connectivité internationale de la station terrienne suisse et la renommée d'Intelsat sont rapidement mises en avant par les PTT helvétiques à des fins de prestige national. Ce mécanisme est bien résumé par l'historienne Judith Schueler dans son ouvrage consacré aux liens entre la construction de la ligne ferroviaire du Gotthard et celle de l'identité suisse :

*« Afin que les dimensions internationales de la construction du tunnel et du chemin de fer soient utiles au discours nationaliste, l'internationalité a été présentée comme un élément national, réduisant ainsi au silence les aspects internationaux. »*⁸⁴⁹

De la même manière, la Grande Oreille est saisie comme une preuve de la participation de la Suisse à une modernité technologique qui demeurerait jusque-là l'apanage des puissances économiques mondiales. *« Cette inauguration fait entrer officiellement notre pays dans l'ère des communications internationales et internationales par satellite »*⁸⁵⁰, déclare par exemple *Le Nouvelliste* en mai 1974. Cet extrait montre l'importance de la visibilité et de la matérialité de l'infrastructure dans la production de sens sur le système⁸⁵¹. Ce sont de telles qualités qui en font un support à même de mettre en valeur les activités helvétiques dans le domaine des communications satellites ; un avantage absent quand il s'agissait de faire transiter les échanges intercontinentaux par les stations française, allemande ou italienne. Les PTT peuvent ainsi affirmer, preuve à l'appui, leur place active dans le développement des dernières techniques de communication et rappeler leur participation précoce au système Intelsat, comme c'est le cas dans ce passage de la revue des PTT de mars 1971 :

*« Als Gründungsmitglied des Internationalen Fernmeldesatelliten-Konsortiums (INTELSAT) hat sich die Schweiz bereits 1964 zu den neuen, zukunftssträchtigen Möglichkeiten eines globalen Fernmeldesatellitensystems bekannt und seither tatkräftig an seinem Weiterausbau mitgewirkt. »*⁸⁵²

⁸⁴⁹ SCHUELER Judith, *Materialising Identity: the Co-construction of the Gotthard Railway and Swiss National Identity*, Amsterdam, Aksant, 2008, p. 146.

⁸⁵⁰ « L'Oreille géante de la Suisse inaugurée à Brentjong », *Le Nouvelliste*, 3.5.74.

⁸⁵¹ L'historien Hannu Salmi note le même type de discours dans les journaux finnois au moment de la mise en service de la station pour satellites des pays nordiques, en Suède, en 1968. SALMI Hannu, « Intermediality in the Visions of "World Television"... », p. 125.

⁸⁵² « En tant que membre fondateur du Consortium international pour les satellites de télécommunication (INTELSAT), la Suisse s'est engagée dès 1964 en faveur des nouvelles et prometteuses possibilités offertes

Ce ton triomphant est en décalage avec la réalité des discussions multilatérales, souvent âpres, qui caractérisent l'histoire d'Intelsat et que les PTT se gardent bien de communiquer au public. Dans une perspective critique, la station de Loèche pourrait être appréhendée comme la manifestation matérielle et visible de la dépendance suisse envers un système dominé par les États-Unis et qui est dénoncé comme tel. Les similitudes sont de nouveau frappantes avec le cas du Gothard. À l'occasion de l'inauguration du chemin de fer en 1882, les tensions politiques qui caractérisent les relations contemporaines entre la Confédération et ses voisins ne sont pas mentionnées. Selon les dignitaires présents, l'infrastructure symbolise au contraire une coopération internationale fructueuse. On célèbre le rôle de la Suisse dans cette «*mission civilisatrice européenne*» qui positionne le pays dans la modernité⁸⁵³.

Il est en outre intéressant de replacer les discours des PTT sur leur infrastructure dans l'histoire culturelle et sociale de la conquête spatiale au sein de laquelle les années 1970 constituent un tournant⁸⁵⁴. Après les missions vers la Lune entre 1969 et 1972, qui signent l'apogée de l'enthousiasme populaire pour les activités spatiales, celles-ci perdent un peu de leur capacité à éveiller l'intérêt du public⁸⁵⁵. La période classique de la conquête spatiale laisse la place à des imaginaires de l'espace plus centrés sur la Terre. Les deux photographies de la planète que ramènent les missions lunaires – *Earthrise* (1968) et *Blue Marble* (1972) – jouent un rôle dans cette évolution qui a bien été documenté par l'historiographie⁸⁵⁶. Dès lors, «*ce n'est plus l'Espace, mais notre propre planète qui est la véritable "découverte" de l'exploration spatiale*»⁸⁵⁷, résume l'historien de l'environnement Sebastian Vincent Grevs Mühl. Ce «retour vers la Terre» qui s'opère à la fin des Trente Glorieuses, dans un contexte de crise économique, de montée du néolibéralisme et d'accélération de la mondialisation, est aussi caractérisé par le développement rapide des applications *terrestres* des technologies spatiales, à l'instar de la météorologie, de la navigation, de la surveillance militaire et, bien entendu, des communications⁸⁵⁸.

par un système global de satellites de télécommunication et elle a depuis lors contribué activement à son développement. » «Eine eigene Satelliten-Bodenstation im Wallis», *Revue des PTT* 3, 1971, p. 67.

⁸⁵³ SCHUELER Judith, *Materialising Identity...*, p. 147.

⁸⁵⁴ GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Limiting Outer Space...*

⁸⁵⁵ GEPPERT Alexander C. T., «The Post-Apollo Paradox: Envisioning Limits during the Planetized 1970s», in: GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Limiting Outer Space...*, p. 4.

⁸⁵⁶ Voir par exemple: COSGROVE Denis E., *Apollo's Eye...*; POOLE Robert, *Earthrise: How Man First Saw the Earth...*; GREVSMÜHL Sebastian, *La Terre vue d'en haut...*

⁸⁵⁷ GREVSMÜHL Sebastian, *La Terre vue d'en haut...*, p. 95.

⁸⁵⁸ COLLINS Martin, «The 1970s: Spaceflight and Historically Interpreting the In-Between Decade», in: GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Limiting Outer Space...*, pp. 29-49.

La Grande Oreille et ses représentations tiennent une place au croisement de ces évolutions. Sa mise en opération matérialise les progrès techniques qui permettent de baisser significativement les coûts des stations terriennes, ce qui entraîne leur prolifération autour du globe et la routinisation des liaisons par satellite. L'attraction pour les grandes paraboles, qui se manifeste dans le monde entier, relève ainsi plus de cet imaginaire spatial post-Apollo, orienté vers les effets, les matérialisations et les applications de la conquête spatiale sur la vie sur Terre. En Suisse, il existe une tension entre cette routinisation des télécommunications spatiales et l'événement que représente l'érection de la première infrastructure spatiale proprement nationale. Durant les années 1970 et 1980, la présence matérielle en Suisse d'une telle infrastructure donne lieu à des images, des discours et des pratiques qui établissent un lien plus direct entre les activités spatiales et l'identité nationale, c'est-à-dire entre le champ vertical et un territoire donné.

Le car postal, la Grande Oreille et le sublime technologique : la communication visuelle des PTT

Comme le montre cette sélection d'affiches qui datent de 1925 à 1995, le car postal est une icône de longue durée des PTT helvétiques, jusqu'à devenir le sujet privilégié des affiches de la régie pendant plusieurs décennies (fig. 28)⁸⁵⁹. Les trois premiers spécimens ont été mis en service en 1906, mais les courses postales ont connu un réel essor durant l'entre-deux-guerres pour devenir progressivement un moyen de transport de masse avec 20 millions de voyageurs et de voyageuses, 1 122 véhicules et un réseau de 6 400 kilomètres en 1950⁸⁶⁰. De la même couleur jaune vif que les diligences qu'ils remplacent (fig. 29), ces véhicules vont bientôt incarner un service public de proximité qui permet de relier les différentes parties du pays. Son histoire visuelle montre l'automobile parcourant les différents paysages du territoire, ses ponts, ses tunnels, ses recoins enneigés. Elle brave les obstacles et la distance sur Terre ; elle est une figure de la mobilité et de la communication « horizontales », terrestres et nationales.

⁸⁵⁹ KRONIG Karl, « Partie iconographique : La Poste se présente », in : KRONIG Karl (éd.), *L'épopée de la Poste : 150 ans de la Poste suisse*, Berne, Musée de la communication, 1999, p. 210 ; sur les liens entre arts graphiques et la Poste, voir : CASUTT Marcus, « Art, décoration, design et la Poste », in : KRONIG Karl (éd.), *L'épopée de la Poste...*, pp. 98-111.

⁸⁶⁰ FREY Thomas, « Les cent premières années de la Poste suisse, 1849-1950 », in : KRONIG Karl (éd.), *L'épopée de la Poste...*, pp. 48-49.



a.



b.

Figures 28a à f : Affiches des PTT figurant un car postal datant de 1930 à 1995. MFK.
(a) Hans Herzig (DR), PLG_00087, 1930 ;
(b) Wilhelm F. Burger (DR), PLG_00021, 1937 ; (c) Victor Surbek (DR), PLK_01508, 1951 ; (d) Hugo Wetli (DR), PLG_02166, 1966 ; (e) Direction générale des PTT, MFK, PLK_00786, 1980 ; (f) Francfort Communication, PLG_16789, 1995.



C.



d.



e.



f.



Figure 29 : La poste aux chevaux de la Furka devant le glacier du Rhône, carte postale colorisée de 1915. MFK.

À l'inverse, les représentations de la Grande Oreille produites par les PTT mettent en avant sa dimension intercontinentale et verticale, avec leurs antennes tournées vers le ciel qui captent des signaux envoyés par des satellites placés sur une orbite à près de 36 000 km de la Terre. Toutefois, les histoires de ces deux services de la poste gagnent à être pensées ensemble. D'une part, pour reprendre l'historien Richard Popp, les médias et les transports sont tous deux des « modes de connectivité » qui permettent une compression de l'espace et du temps, une composante fondamentale de la modernité⁸⁶¹. D'autre part, leur histoire visuelle s'inscrit dans ce qu'un autre historien, David N. Nye, appelle le « sublime technologique »⁸⁶².

Dans son ouvrage de référence, Nye définit le sublime comme « *un sentiment de nature religieuse, suscité par la confrontation avec des objets*

⁸⁶¹ POPP Richard, « Machine-Age Communication: Media, Transportation, and Contact in the Interwar United States », *Technology and Culture* 52(3), 2011, pp. 459-484 ; à ce sujet, voir aussi : KERN Stephen, *The Culture of Time and Space 1880-1918*, Cambridge, Harvard University Press, 1983.

⁸⁶² NYE David E., *American Technological Sublime*, Cambridge, MA, The MIT Press, 1994.

impressionnants»⁸⁶³. Ces objets produisent de l'admiration souvent teintée d'un sentiment de terreur⁸⁶⁴. Ils peuvent être naturels, comme les chutes du Niagara, ou des constructions humaines, comme les chemins de fer ou les gratte-ciels. Alors que la notion de sublime remonte à l'Antiquité, le XIX^e siècle fait naître le sublime technologique, caractérisé par une fascination populaire pour la puissance des techniques de la société industrielle. Dans un chapitre dédié au chemin de fer, Nye qualifie les moyens de transport et de communication du XIX^e siècle comme appartenant au «*sublime technologique dynamique*», défini comme le triomphe des machines sur l'espace et le temps⁸⁶⁵. Dans cette perspective de longue durée, les programmes spatiaux, au même titre que les emblèmes de l'industrie nucléaire, incarnent une nouvelle forme de sublime technologique dynamique qui appartient à l'après-Seconde Guerre mondiale⁸⁶⁶. Leur puissance, leur vitesse, mais aussi les risques qu'ils comportent, subjuguent et effraient. Enfin, point crucial pour ce chapitre, le paysage est une composante régulière du sublime technologique : la machine fait harmonieusement partie d'un paysage, lui-même sublime au sens plus traditionnel du terme⁸⁶⁷. Nye considère ainsi le sublime technologique comme faisant suite, et s'imbriquant, au sublime naturel de l'idéal pastoral, tous deux constituant le ciment de l'identité nationale des États-Unis à des périodes données.

Que ce soit dans les représentations du car postal ou de la station de Loèche, on trouve également le triptyque nature/machine/identité nationale. Les nouvelles techniques de transport ou de communication sont très souvent montrées dans un paysage alpin, symbole puissant et pérenne de l'imaginaire national helvétique⁸⁶⁸. L'iconographie de la Grande Oreille allie ainsi des éléments historiquement présents dans l'imagerie des PTT avec la parabole blanche qui ouvre vers un imaginaire plus industriel, technologique et global.

Les PTT suisses exploitent cette avantageuse combinaison pour faire de leurs installations un marqueur de connectivité transnationale et de puissance technologique nationale. À cet égard, une série d'avant-projets de

⁸⁶³ NYE David E., *American Technological Sublime*..., p. xiii.

⁸⁶⁴ NYE David E., *American Technological Sublime*..., p. xvi.

⁸⁶⁵ NYE David E., *American Technological Sublime*..., p. 57.

⁸⁶⁶ NYE David E., *American Technological Sublime*..., pp. 225-256.

⁸⁶⁷ NYE David E., *American Technological Sublime*..., p. 59.

⁸⁶⁸ Sur le lien historique entre montagne et identité suisse, voir notamment : WALTER François, «La montagne des Suisses. Invention et usage d'une représentation paysagère (XVIII^e-XX^e siècle)», *Études rurales* 121(1), 1991, pp. 91-107 ; ZIMMER Oliver, «In Search of Natural Identity: Alpine Landscape and the Reconstruction of the Swiss Nation», *Comparative Studies in Society and History* 40(4), 1998, pp. 637-665.

timbres réalisés en 1973 est intéressante⁸⁶⁹. Chacun des graphistes a proposé au moins deux modèles. L'un souligne la connectivité mondiale qu'offre l'infrastructure. L'antenne est représentée devant une carte du monde où figurent les liaisons satellitaires (représentées par des droites qui traversent les océans ou des cercles synonymes de la couverture globale du réseau) ainsi que les satellites eux-mêmes et la station suisse (représentés par des points de couleurs différentes reliés entre eux). L'autre modèle de timbre met en avant le caractère alpin de l'emplacement de la station, en plaçant la parabole dans un décor de montagnes stylisées (fig. 30).

La Grande Oreille est dans tous les cas la vedette des dessins. Tournée vers le ciel, elle trône invariablement au premier plan et occupe au moins un tiers de la surface des timbres, confirmant sa capacité à évoquer à elle seule une infrastructure globale et complexe. En attirant l'attention sur son caractère international et/ou son identité nationale, cette série contient les deux fondamentaux du discours des PTT sur leur infrastructure. On notera toutefois que, le timbre étant un objet national par excellence et que, sur les deux modèles, il est inscrit «Leuk 1973» et «Helvetia», l'affiliation territoriale suisse, et même locale, de la parabole ne fait pas de doute⁸⁷⁰.

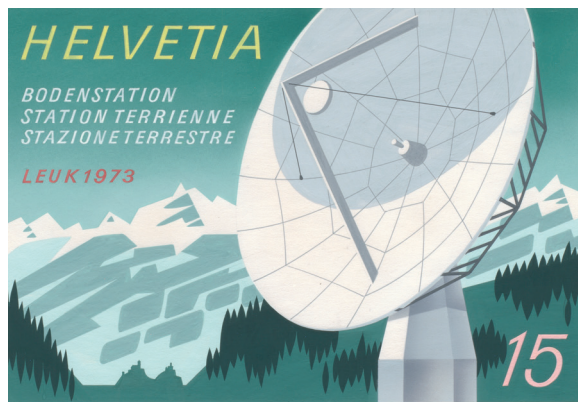
Le documentaire des PTT sur la construction de la station⁸⁷¹, commandé au photographe et cinéaste Jacques Thévoz et diffusé à la télévision romande le 23 novembre 1975⁸⁷², constitue un autre exemple de l'alliance entre technologie lourde et éléments traditionnels comme principe organisateur des représentations visuelles de l'infrastructure. Le long du film, l'impressionnant chantier – avec ses experts, son béton et ses bulldozers – et des animations pédagogiques sur la technologie satellitaire sont mis en miroir avec le fauchage de champs à la main, un apiculteur récoltant son miel et des vaches qui ruminent paisiblement. Le tout est encore agrémenté de nombreux plans larges sur les montagnes et la vallée du Rhône. La mise en scène donne l'impression de l'irruption du progrès dans une région hors du temps, comme si rien ne s'y était passé depuis qu'«*il y a plus de deux siècles, un vigneron [y] a bâti sa maison*». Cette phrase en *voix-off* ouvre le reportage sur un fond de cors des Alpes tandis qu'il se termine sur une image qui sera bientôt légion : la Grande Oreille

⁸⁶⁹ MFK. Phil 04945 à Phil 04948.

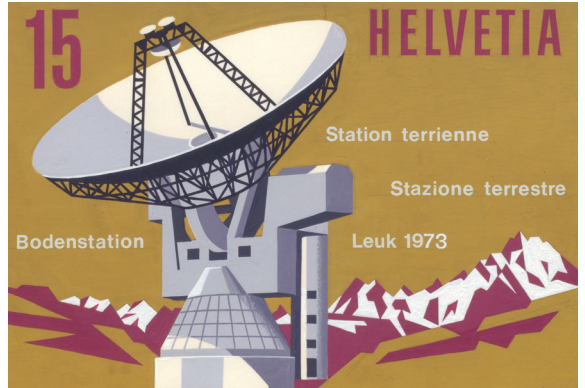
⁸⁷⁰ SCHWARZENBACH Alexis, «Les timbres-poste suisses. Instantanés du sentiment helvétique», in : KRONIG Karl (éd.), *L'épopée de la Poste...*, pp. 142-149.

⁸⁷¹ THÉVOZ Jacques (réal.), *La Grande Oreille, station terrienne suisse de télécommunication par satellite*, Entreprise des PTT suisses, 1974.

⁸⁷² «TV Dimanche», *Radio TV Je vois tout*, 20.11.75.



a.



b.



c.



d.

Figures 30a à d : Avant-projets de timbres pour les PTT suisses représentant la Grande Oreille de Loèche, 1973. MFK. (a) Phil 04947 ; (b) Phil 04948-01 ; (c) Phil 04947-1 ; (d) Phil 04945. © Poste CH Réseau SA.

« *tendue vers l'espace* » et entourée de sommets. Ancrée dans un territoire « horizontal » et « traditionnel » qu'elle modernise, la parabole constitue un pont vers l'espace extra-atmosphérique, vers la verticalité, construit comme un ailleurs désormais accessible. Les satellites en orbite ne sont visibles dans le documentaire que grâce à des animations ; le champ vertical est matérialisé par ses infrastructures sur Terre.

Quand la Grande Oreille est érigée, le car postal est une figure familière en Suisse, en particulier pour les personnes qui habitent hors des villes. Le bus jaune représente la Poste en tant que service public de proximité, une image qui tranche avec les représentations de la station de Loèche. Il émane de cette dernière plus de mystère, de modernité froide et de complexité technologique qu'une sensation d'intimité quotidienne ou d'excitation du voyage que l'usager ou l'usagère du car postal pourrait au contraire ressentir. Cependant, durant les années 1970 et 1980, cette image verticale ne remplace pas la communication visuelle « horizontale » de l'entreprise des PTT. Les deux cohabitent, bien que le car postal et la Grande Oreille n'aient, à notre connaissance, jamais été représentés ensemble. Finalement, il faut ajouter que les satellites ne sont pas les premières machines au service des PTT à se déployer dans le champ vertical. Le début du xx^e siècle a vu l'aviation faire ses premières expérimentations et le premier vol postal helvétique a lieu en mars 1913 entre Bâle et Liestal. L'événement a donné lieu à une manifestation ainsi qu'à l'impression d'une série de timbres où l'avion du pilote Oskar Bider survole le Cervin (fig. 31). Avec la création de la compagnie nationale Swissair en 1931, l'aviation civile se développe pour connaître son essor durant les années 1940 où elle deviendra décisive pour la distribution du courrier et le transport de personnes. Dans une autre série de timbres datant de 1962, les similitudes avec la série qui figure la Grande Oreille dix ans plus tard sont frappantes. Tout comme pour l'antenne parabolique, les propositions allient la machine ultramoderne tantôt à des images du globe terrestre, tantôt à une chaîne de sommets (fig. 31). On voit dès lors comment les représentations d'une infrastructure des communications spatiales s'inscrivent dans une tradition iconographique et discursive de plus longue durée où le champ vertical a déjà été investi de signifiants nationaux.



a.



b.



c.

Figures 31a à c : Timbre réalisé à l'occasion de la journée de l'aviation à Bâle, 1913 ; Projets de timbres représentant un avion survolant les Alpes ou faisant le tour d'un globe, 1962. MFK. (a) Phil_00060, 1913 ; (b) Phil_03244-05, 1962 ; (c) Phil_03244-02, 1962.

© Poste CH Réseau SA.

La célébration locale d'une infrastructure globale

La Grande Oreille est aussi régulièrement présentée lors de foires, à l'instar du Comptoir suisse de Lausanne, mais aussi lors d'événements plus ancrés dans la région où elle est sise. En 1988, quand les PTT sont l'hôte d'honneur du Comptoir suisse, ils décident de tenir leur conférence de presse non pas à Lausanne, mais à la station de Loèche. C'est une occasion de vanter les prouesses techniques de l'installation, comme s'en fait l'écho *L'Express* qui se pâme devant « *le comble de la précision réalisé en permanence [...] à la station* » dont « *le temps de panne n'a jamais dépassé deux dixièmes de seconde!* »⁸⁷³ Le Comptoir du Valais, à Martigny, sert régulièrement de plateforme pour faire la promotion de la station terrienne. En 1972 déjà, l'infrastructure en construction est la « vedette »⁸⁷⁴ de l'événement alors que sa mise en opération et l'érection des antennes successives auront la part belle dans les foires valaisannes ultérieures⁸⁷⁵. Cette présence récurrente à Martigny met en évidence l'importance régionale de la station. Le Comptoir cantonal constitue certes une opportunité pour les PTT de faire connaître un pan prestigieux de leurs activités. Mais, simultanément, l'événement assigne à la Grande Oreille une identité culturelle liée à sa territorialité locale.

La dimension locale de la station se manifeste à différents niveaux. Avant toute chose, il y a le choix du plateau de Brentjong, au-dessus de Loèche-Ville, pour l'établissement d'une station terrienne Intelsat. Le processus décisionnel s'est révélé relativement compliqué en raison des multiples conditions requises pour le bon fonctionnement d'une telle installation et à cause des particularités géographiques et démographiques de la Suisse. Ces critères sont éloquentes pour démontrer l'importance de caractéristiques terrestres dans le fonctionnement des satellites de communication. L'emplacement d'une station terrienne doit fournir un dégagement horizontal suffisant pour avoir accès aux satellites au-dessus de l'Atlantique et de l'océan Indien ; être protégé des interférences d'autres services radio (suisse ou étrangers) ; être éloigné des chemins de fer et des lignes à haute tension mais aussi des voies aériennes ; posséder du terrain de réserve en vue d'éventuels agrandissements ; et, finalement, bénéficier de bonnes conditions météorologiques et géologiques⁸⁷⁶. En Suisse,

⁸⁷³ « TV Dimanche », *Radio TV Je vois tout*, 20.11.75.

⁸⁷⁴ « Le Comptoir de Martigny sous le signe des fleurs, mais on pensera aussi au 3^e âge », *L'Express*, 13.9.72.

⁸⁷⁵ « Fêtez avec nous le 15^e Comptoir », *La Gazette*, 4.4.74 ; « La Journée des PTT au Comptoir de Martigny », *L'Express*, 5.10.78 ; « Importants projets des PTT en Valais », *L'Express*, 8.10.82.

⁸⁷⁶ BREU Pius, SCHERRER Kurt, « La future station suisse pour satellites... », pp. 287-288.

compte tenu des reliefs montagneux, du taux élevé d'industrialisation et de la densité de la population, un tel emplacement n'est pas facile à identifier. Après l'examen de vingt sites, seules deux possibilités se sont offertes : les hauts de Schwyz et le plateau de Brentjong⁸⁷⁷. Le prix avantageux pour l'achat des quelques 200 000 mètres carrés valaisans a déterminé la décision finale, avec l'ensoleillement sans pareil qu'offre la région tout au long de l'année et qui promet des liaisons protégées des caprices de la météo.

Le choix du plateau de Brentjong, d'abord fondé sur des paramètres physiques et économiques, a pour conséquence d'impliquer des acteurs cantonaux et communaux dans le processus d'implantation de la station. En mars 1970, soit avant que la décision finale au sujet du lieu de la construction ait été arrêtée, une première prise de contact a été effectuée entre des experts de la Direction générale des PTT, les autorités communales et les propriétaires de certains terrains⁸⁷⁸. D'autres rencontres ont suivi qui attestent l'implication d'acteurs locaux variés dans les discussions, à l'instar de la séance du 7 avril 1971 dans la salle bourgeoise de la ville. Elle réunit le Président de la Commune ainsi que celui de la Commission cantonale des constructions, l'architecte cantonal, un représentant de l'Office du tourisme ainsi que le directeur des Affaires immobilières de la Direction d'arrondissement des télécommunications (DAT) de Sion⁸⁷⁹. Ensemble, ils reçoivent trois membres de la Direction générale des PTT. Enfin, des délégations de la Ligue valaisanne pour la protection de la nature et de la Commission fédérale de la protection de la nature assistent aussi à la rencontre. Le public est informé : en juin 1971, le DAT de Sion publie une annonce pour inviter les citoyennes et les citoyens à assister à la prochaine réunion d'experts à titre d'observateurs et pour les encourager à poser les questions qui les préoccupent⁸⁸⁰. L'investissement local se veut donc large.

Bien que le manque d'archives empêche de déterminer si des conflits ont éclaté durant les discussions, la lecture de la presse régionale indique que la construction n'a pas suscité de polémique publique. Les journaux valaisans se montrent unanimement positifs, voire franchement enthousiastes. C'est le cas du quotidien catholique et conservateur *Le Nouvelliste* qui affirme qu'« [i]l est clair que le Valais tout entier ne peut qu'être heureux de cette réalisation, qui contribuera à faire mieux connaître notre canton, et qui aura certainement des

⁸⁷⁷ «Eine eigene Satelliten-Bodenstation im Wallis...», p. 67.

⁸⁷⁸ «La station terrienne suisse en Valais?», *Le Peuple Valaisan*, 27.3.70.

⁸⁷⁹ «Station terrienne de Loèche», *Le Peuple Valaisan*, 9.4.71.

⁸⁸⁰ «Leuk, station satellite terrienne», *Le Confédéré*, 3.7.71.

répercussions favorables sur notre économie»⁸⁸¹. Des propos similaires sont tenus par l'hebdomadaire socialiste *Le Peuple Valaisan* et par le journal du parti radical *Le Confédéré* qui jugent tous deux que l'établissement de la station à Loèche est «*dans l'intérêt du renom national et international du canton*»⁸⁸².

On peut s'étonner de cet assentiment général alors qu'en Suisse et en Europe la période est à la prise de conscience environnementale. Alors que le Conseil de l'Europe a fait de 1970 l'année de la protection de la nature, en Suisse, le début de la décennie est marqué par la création de l'Office fédéral de l'environnement et par le début de mobilisations contre les centrales nucléaires⁸⁸³. De plus, en Valais, les années 1960 et 1970 sont marquées par un «boom» immobilier et touristique sans précédent, dénoncé notamment par les écrivains Maurice Zermatten et Maurice Chappaz qui s'élèvent contre les conséquences du tourisme de masse et la marchandisation des Alpes⁸⁸⁴. Le Canton connaît, qui plus est, d'autres scandales écologistes durant la période. Il en va ainsi de «la guerre du fluor». Elle éclate en 1975 à cause des dégâts sanitaires provoqués par les usines d'aluminium installées en Valais depuis le début du siècle et qui affectent les ouvriers travaillant sur les abricotiers⁸⁸⁵. Ce sujet mériterait d'être creusé en ce qui concerne plus spécifiquement l'histoire de la station pour satellites de Loèche. La présence de la Ligue valaisanne et de la Commission fédérales pour la protection de la nature dans les discussions sur l'établissement de la station prouve néanmoins que la question écologique doit désormais être prise en compte dans les grands chantiers infrastructurels.

Finalement, l'affiliation territoriale locale de la station pour satellites s'opère sur le plan symbolique et discursif. Par exemple, lors de la foire de 1987, la DAT de Sion intègre l'infrastructure dans un récit historique sur la région comme haut lieu d'échanges internationaux :

«Si le col du Grand-Saint-Bernard et le tunnel du Simplon [ouvert en 1906] ont fait du Valais un lieu de transit routier et ferroviaire international, le plateau

⁸⁸¹ «La station terrienne pour satellites à Loèche : début des travaux sous peu», *Le Nouvelliste*, 26.5.72.

⁸⁸² «La station terrienne suisse en Valais?», *Le Confédéré*, 24.3.70; «La station terrienne suisse en Valais?», *Le Peuple Valaisan*, 27.3.70.

⁸⁸³ WALTER François, *Les Suisses et l'environnement : une histoire du rapport à la nature du XVIII^e siècle à nos jours*, Genève, Éditions Zoé, 1990, pp. 243-263.

⁸⁸⁴ BOURGEOIS Ophélie, «La protection de la nature et l'affaire Finges», in: BOCHATAY-CRETTEX Suzanne (éd.), *Maurice Zermatten. Trajectoires correspondantes*, Genève, Slatkine, 2019, pp. 87-102; ROSSELET Marion, «Quand la poésie et l'écologie font scandale», *viceversalittérature.ch*, 13.10.2016, <https://www.viceversalitterature.ch/book/14578>.

⁸⁸⁵ NEUROHR Coralie, «Le scandale du fluor en Valais», *Annales valaisannes*, 2015, pp. 43-89.

de Brentjong au-dessus de Loèche, nous fait découvrir la vallée du Rhône en tant que point névralgique des télécommunications intercontinentales, mettant la Suisse à l'écoute de l'espace. »⁸⁸⁶

Un autre exemple significatif ancre la Grande Oreille dans la puissante tradition catholique du Canton : lors de son inauguration, elle reçoit la bénédiction de Mgr Adam, évêque du diocèse de Sion alors que le pavillon d'exposition en 1976 et la troisième parabole en 1984 reçoivent celle de l'Abbé Salzmann⁸⁸⁷. De manière intéressante, les discours pacifistes religieux se mêlent alors volontiers avec les utopies communicationnelles. En 1974, Mgr Adam demande ainsi que l'installation « *rapproche les hommes de toutes les nations* »⁸⁸⁸.

Les jeux d'échelles à l'œuvre dans les significations que revêt la station suisse s'articulent de manière intéressante quand l'infrastructure sert les objectifs d'une organisation multilatérale, l'Union internationale des télécommunications (UIT). En 1975, l'institution organise une conférence de presse pour sa prochaine exposition grand public, Telecom 75⁸⁸⁹. La journée, qui réunit une centaine de personnes venues de 14 pays différents⁸⁹⁰, se déroule « *dans le cadre exceptionnel de la station suisse* »⁸⁹¹ qui a aussi la qualité de se situer à environ 120 kilomètres à vol d'oiseau du siège de l'UIT à Genève. L'événement donne l'occasion de célébrer les bienfaits de la coopération multilatérale en matière de télécommunications que l'UIT souhaite incarner. Mais la journée profite aussi aux autorités fédérales et locales auxquelles est offerte une plateforme privilégiée pour s'adresser à la presse internationale. Le directeur du DAT de Sion, Werner Haenggi, prend la parole, tout comme l'ancien président de la Confédération et ancien chef du DFTCE, Roger Bonvin, qui souligne « *la valeur des télécommunications, moyens de compréhension mutuelle et de paix* »⁸⁹². Durant l'apéritif, offert par la Municipalité de Loèche, son président présente la région alors que le repas de midi est ponctué d'allocutions du conseiller d'État valaisan Antoine Zufferey, d'un représentant de l'Office du tourisme cantonal et d'un

⁸⁸⁶ « En ligne avec... », *Le Nouvelliste*, 29.9.87.

⁸⁸⁷ « L'Oreille géante de la Suisse inaugurée à Brentjong », *Le Nouvelliste*, 3.5.74 ; « Inauguration d'un pavillon d'exposition à la station terrienne de Brentjong », *Le Nouvelliste*, 20.5.80 ; « Nouvelle Oreille à l'écoute du monde », *Le Nouvelliste*, 16.5.84.

⁸⁸⁸ « L'Oreille géante de la Suisse inaugurée à Brentjong », *Le Nouvelliste*, 3.5.74.

⁸⁸⁹ WEBER Anne-Katrin, GRAY Roxane, SANDOZ Marie, « ITU Exhibitions in Switzerland... ».

⁸⁹⁰ « En Valais pour une journée d'information sur Telecom 75 », *Le personnel des PTT*, Winterthour, 29.5.75.

⁸⁹¹ « TELECOM 75 », *Journal des télécommunications* 43(2), 1976, pp. 80-81.

⁸⁹² « TELECOM 75 », *Journal des télécommunications* 43(2), 1976.

autre de l'Office pour les produits de l'agriculture valaisanne, «*éloquent avocat pour ses vins*»⁸⁹³.

Cette visite de l'UIT, comme celle de son Conseil d'administration en 1976⁸⁹⁴, et celle encore du gagnant du concours de dessins de l'exposition Telecom de 1983⁸⁹⁵, font de la station suisse l'objet de discours différenciés, plus complémentaires que contradictoires. L'infrastructure et les représentations spécifiques des communications spatiales qu'elle charrie offrent simultanément : le témoignage générique du système global de communications satellites dont l'UIT revendique être un bâtisseur ; la preuve de la participation suisse à ce système ; et, enfin, une visibilité nationale et internationale à une localité valaisanne. Dans chacun des cas, la visibilité, la matérialité et la territorialité de l'infrastructure jouent un rôle déterminant.

B. L'architecte, le touriste et le temps qui passe : regards alternatifs sur la station de Brentjong

Le couple Wenger et son approche architecturale moderniste et écologique (1972-1976)

De sa conception à nos jours, la station pour satellites valaisanne a été façonnée et investie par d'autres acteurs que les institutions publiques locales, nationales et internationales. Le sublime technologique qu'elle suscite s'articule alors à d'autres logiques où la volonté de signifier son identité nationale est moins prégnante, voire absente. À cet égard, s'intéresser au travail des architectes du bâtiment d'exploitation et du dôme d'exposition ouvert en 1976 permet d'ouvrir une perspective originale. Ce sont certes des impératifs fonctionnels et techniques qui déterminent la conception du centre mandatée à Heidi et Peter Wenger. Mais le couple d'architectes originaire de Brigue insuffle également sa vision et son esthétique personnelles aux deux projets. Connus pour leurs structures s'inspirant de la nature, les Wenger créent des œuvres qui répondent à une géométrie stricte qui favorise la rationalité des formes⁸⁹⁶. Ils s'inspirent en particulier de la

⁸⁹³ «TELECOM 75», *Journal des télécommunications* 43(2), 1976.

⁸⁹⁴ «L'UIT reçue à Sierre», *Le Confédéré*, 25.6.76.

⁸⁹⁵ «TELECOM 87», *Journal des télécommunications* 54(5), 1987, p. 306.

⁸⁹⁶ Heidi (1926-2010) et Peter (1923-2007) Wenger ont obtenu leur diplôme d'architecture à l'EPF de Zurich en 1951. Ils ont créé leurs premières structures expérimentales en 1961. Parmi leurs réalisations marquantes, on peut mentionner le Trigone de Salfisch en 1955, le village d'enfants à Loèche en 1971,

tradition de l'architecture organique étatsunienne telle que renouvelée par Frank Lloyd Wright et, surtout, par « leur leader »⁸⁹⁷, l'architecte, ingénieur et designer Richard Buckminster Fuller⁸⁹⁸. Le goût des Wenger pour la tenségrité – faculté des structures à se stabiliser toutes seules – vient de ce dernier dont la pensée a eu une influence déterminante sur les deux constructions du plateau de Brentjong.

Le centre d'exploitation est une construction en tétraèdre⁸⁹⁹, une forme privilégiée de la tenségrité (fig. 32). Sa hauteur limitée « contribue dans une large mesure à compenser l'effet de la grande antenne dont les dimensions ne pouvaient être réduites »⁹⁰⁰, expliquent les PTT qui ont demandé que le bâtiment soit « en harmonie avec le paysage »⁹⁰¹ et qu'il fournisse en outre un « complément à l'esthétique de l'antenne »⁹⁰². Comme le montrent les images ci-dessous, l'organisation en nappes du bâtiment est d'ailleurs habilement analogue à celle de la parabole. En même temps, la hauteur réduite dudit bâtiment renforce le caractère colossal de la Grande Oreille, qui reste reine.

Le pavillon d'exposition est constitué quant à lui d'un dôme géodésique blanc, composé de facettes triangulaires en plastique renforcé de fibre de verre qui se supportent mutuellement (fig. 33)⁹⁰³. Au sommet des arêtes, 56 petites pyramides en plexiglas permettent à la lumière naturelle de se diffuser à l'intérieur de la sphère tronquée qui mesure 12 mètres de haut et 18,5 mètres de diamètre. Elle est installée sur une place pavée circulaire dont le diamètre de 30 mètres est un clin d'œil à la Grande Oreille qui a la même dimension. Ainsi, les deux projets répondent à et complètent l'antenne parabolique qui demeure l'expression architecturale-clou du lieu.

la station terrienne du plateau de Brentjong en 1972 ou encore le centre de formation continue de Tramelan en 1991. FREY Pierre Alain, *Heidi et Peter pour la vie : Wenger architectes*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2006 ; WENGER Heidi, WENGER Peter, *Heidi et Peter Wenger : 50 ans d'architecture vivante - expo*, Brigue, H. P. Wenger, 2006 ; BRÜHLMANN Jürg (éd.), *Heidi+Peter Wenger: Architekten | Architectes*, Visp, Rotten-Verlag, 2010 ; LICHTENSTEIN Claude, « Nachruf. Heidi Wenger, 1926-2010 ; Peter Wenger, 1923-2007 », *Werk, Bauen + Wohnen* 98(1-2), 2011, pp. 66-67.

⁸⁹⁷ WENGER Heidi, WENGER Peter, *Heidi et Peter Wenger...*, p. 7.

⁸⁹⁸ PICON Antoine, « Buckminster Fuller. Une utopie américaine », *Les Cahiers de la recherche architecturale* 40, 1997, pp. 101-112.

⁸⁹⁹ « Schweizerische Satellitenbodenstation, Leuk VS: Architekten: Heidi und Peter Wenger », *Das Werk: Architektur und Kunst* 62(9), 1975, pp. 806-809.

⁹⁰⁰ « La station terrienne suisse pour transmissions par satellites », *Revue des PTT* 9, 1974, p. 8.

⁹⁰¹ « La station terrienne suisse pour transmissions par satellites », *Revue des PTT* 9, 1974.

⁹⁰² « La station terrienne suisse pour transmissions par satellites », *Revue des PTT* 9, 1974.

⁹⁰³ « Geodätische Kuppel als Ausstellungsraum, Leuk VS: Architekten Heidi und Peter Wenger », *Das Werk: Architektur und Kunst* 63(11), 1976, pp. 758-759.

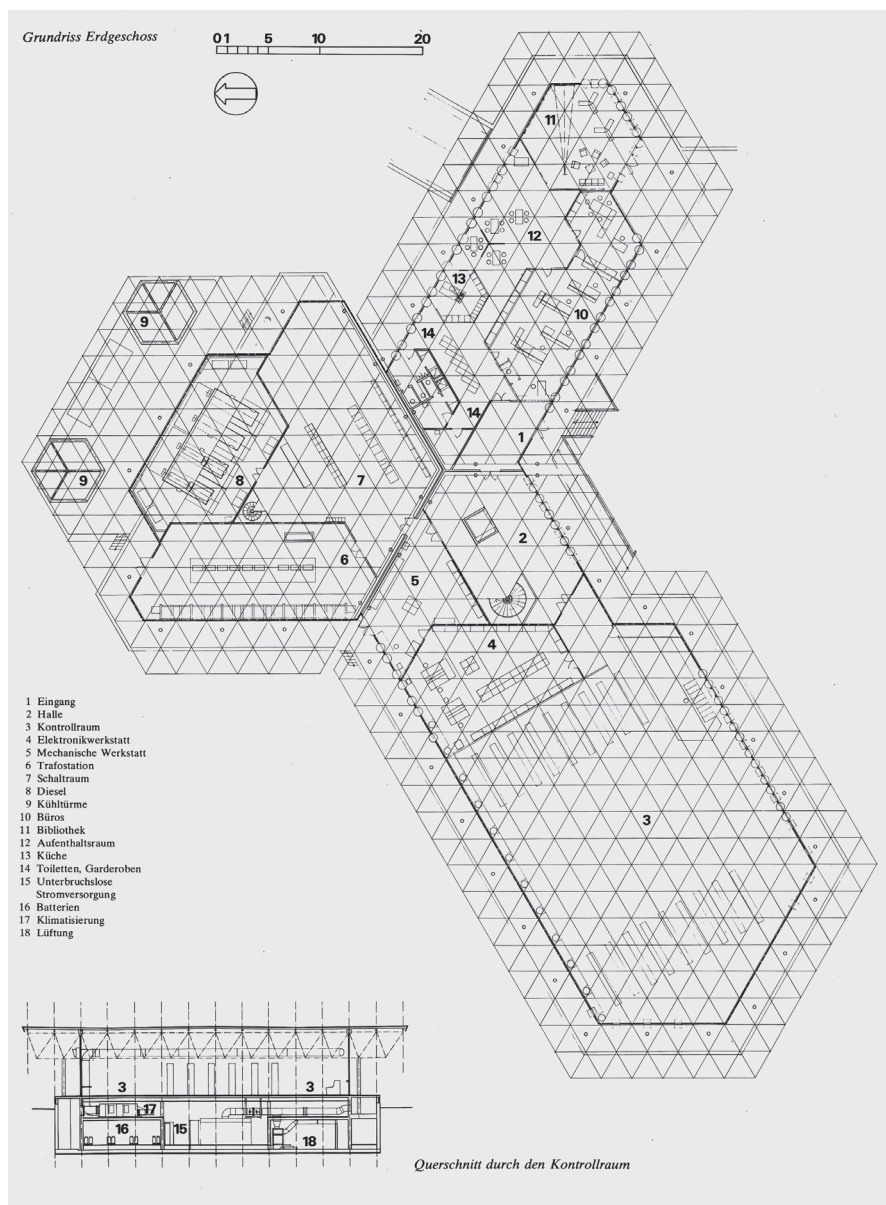


Figure 32: Plan et photographies du bâtiment d'exploitation de la station de Loèche, 1972. ACM-EPFL. Fonds Wenger Heidi et Peter. Station-relais satellite. 0183.03.0126.

LA GRANDE OREILLE DE LOÈCHE

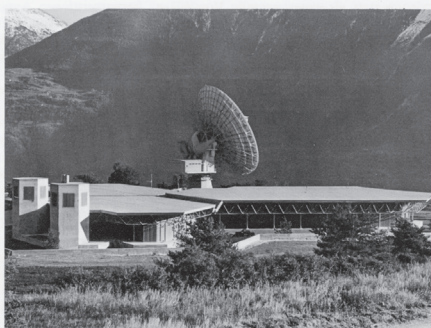
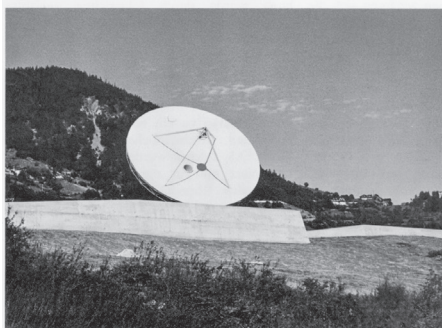




Figure 33 : Le dôme géodésique qui abrite une exposition à partir de 1976 photographié par Peter Wenger. ACM-EPFL. Fonds Wenger Heidi et Peter. Station-relais satellite. 0183.03.0126.

Il vaut la peine de s'arrêter sur cette coupole blanche car, avec elle, le plateau de Bentjong est désormais doté d'une icône de l'architecture moderniste et utopiste de la Guerre froide. Les dômes géodésiques ont été popularisés par Fuller dont le plus célèbre – et le plus grand au monde – est celui qu'il a conçu en 1967 pour devenir le pavillon des États-Unis à l'Exposition universelle de Montréal⁹⁰⁴. Aujourd'hui connu sous le nom de Biosphère, il abrite un musée de l'Environnement. Fuller avait d'ailleurs déjà réalisé un dôme pour servir la diplomatie culturelle de son pays lors de la célèbre exposition des États-Unis à Moscou en 1959. La structure servait alors à l'installation multimédia de ses collègues et amis, Charles et Ray Eames⁹⁰⁵.

⁹⁰⁴ MASSEY Jonathan, « Buckminster Fuller's Cybernetic Pastoral: the United States Pavilion at Expo 67 », *The Journal of Architecture* 11(4), 2006, pp. 463-483.

⁹⁰⁵ COLOMINA Beatriz, « Enclosed by Images... ».

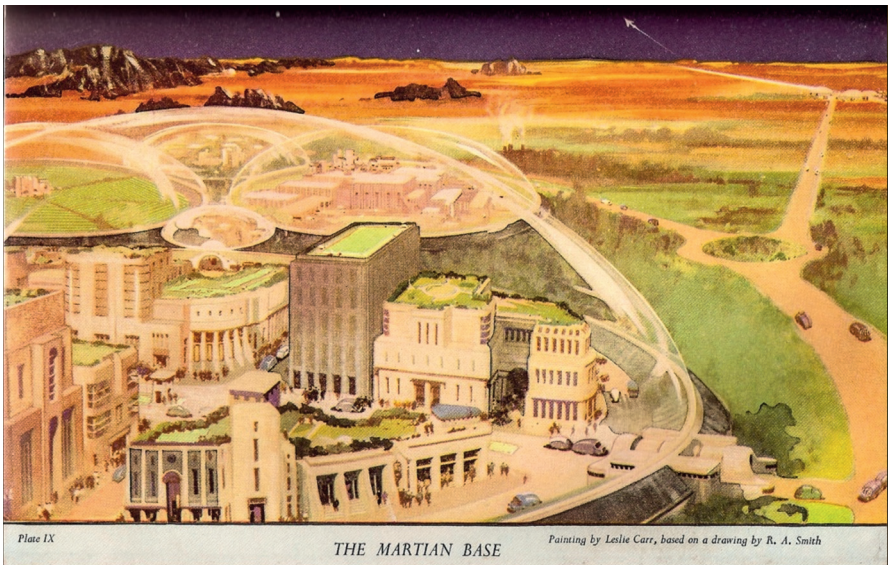


Figure 34 : « The Martian Base », dessin de Leslie Carr qui figure une colonie martienne sous une cloche transparente, 1951. © Leslie Carr, dans CLARKE Arthur C., *The Exploration of Space*, New York, Harper, 1951.

Ces coupoles, qui se répandent par milliers dans le monde entier, ont toutefois une histoire qui ne se résume pas à celle d'outil d'exposition. Grevs Mühl situe leur origine dans l'astrofuturisme des années 1950-1960 et de ses villes sous cloche que l'on imagine alors des deux côtés du rideau de fer⁹⁰⁶. Systèmes clos, écologiques et énergétiquement autosuffisants, ces cités du futur permettraient de coloniser des régions extrêmes du globe, comme l'Antarctique, mais aussi d'autres planètes, comme l'envisage ce dessin d'une base martienne publié en 1951 dans le livre d'anticipation d'Arthur C. Clarke, *The Exploration of Space* (fig. 34). En ces temps de menace nucléaire, puis de prise de conscience écologique, ces grandes voûtes imaginaires sont aussi perçues comme une solution technologique à toute menace environnementale.

Les dômes géodésiques de Fuller sont des correspondants matériels tous aussi utopiques de ces concepts de mondes clos. Figures de l'architecture moderne de l'après-guerre, ils sont déployés aussi bien pour des usages civils

⁹⁰⁶ Sur les dômes et leur histoire : GREVSMÜHL Sebastian, *La Terre vue d'en haut...*, pp. 39-95.

que militaires et se dotent ainsi de valeurs multiples et paradoxales : outil de propagande culturelle, forme architecturale idéale pour une décentralisation militaire ou encore « niche écologique » pour la contre-culture des années 1960. Comme le résume Grevs Mühl : « *l'impératif militaire, la question énergétique, celles des ressources naturelles et le contrôle climatique sont intimement liés sous le toit des dômes* »⁹⁰⁷.

En plaçant la station terrienne pour satellite dans un filet original de relations, le travail du couple Wenger complexifie l'intégration des communications spatiales en Suisse qui s'inscrit dès lors aussi dans la circulation transnationale de la pensée architecturale de la Guerre froide. La conception des satellites de communications sur le territoire suisse croise l'imaginaire des colonies spatiales, le modernisme architectural et sa foi inébranlable dans la science pour améliorer l'existence humaine ou, encore, l'émergence de la conscience écologique. Le dôme des Wenger relie par ailleurs le site de Loèche avec les stations beaucoup plus célèbres de Pleumeur-Bodou en France et de Andover dans le Maine. Leurs paraboles géantes, construites en 1962, sont en effet protégées des intempéries par de gigantesques dômes. Populaires, ces paraboles circulent sur des cartes postales, ce qui consolide leur caractère d'objet touristique (fig. 35). Loèche possède donc désormais son propre dôme, comme ces lieux devenus célèbres pour avoir permis les premiers échanges d'images de télévision transatlantique en juillet 1962.

Heidi et Peter Wenger incarnent ces dynamiques plurielles. Comme le rapporte leur notice nécrologique, c'est autour de deux axes fondamentaux que s'articule leur travail : le lien à la nature et l'enthousiasme pour la technique⁹⁰⁸. C'est donc sûrement avec intérêt et plaisir qu'ils se sont rendus en Floride durant leur mandat pour les PTT afin d'assister au lancement d'une fusée Apollo⁹⁰⁹.

De l'utopie moderniste de Fuller, fidèle concepteur de projets pour le gouvernement des États-Unis et figure de l'architecture étatsunienne, à l'expérience du décollage d'une fusée Apollo, moment d'exaltation de la puissance nationale du pays en temps de Guerre froide, les Wenger fortifient les liens de l'infrastructure valaisanne avec le bloc occidental. Mais il vaut la peine de soulever que, juste après avoir conçu le centre d'exploitation et le dôme d'exposition, les Wenger font leur premier

⁹⁰⁷ GREVSMÜHL Sebastian, *La Terre vue d'en haut...*, p. 62.

⁹⁰⁸ LICHTENSTEIN Claude, « Nachruf. Heidi Wenger... », p. 66.

⁹⁰⁹ LICHTENSTEIN Claude, « Nachruf. Heidi Wenger... ».



a.



b.



c.

Figures 35a à c : Cartes postales représentant les stations pour satellites de Goonhilly, de Pleumeur-Bodou et d'Andover, (années 1960). (a) J. Salmon Ltd ; (b) Éditions d'Art JOS, LE DOARÉ Archives Châteaulin ; (c) Manuel dos Passos.



Figure 36 : La station de Loèche photographiée par Peter Wenger, 1976. © Stiftung Heidi und Peter Wenger.

voyage en République populaire de Chine. Ils envisagent alors la société communiste chinoise comme une alternative possible au modèle capitaliste. Ils y retourneront de nombreuses fois, notamment pour enseigner à l'Université de Nanjing⁹¹⁰. En définitive, quand Peter Wenger prend cette photographie de la station en 1976, il y pose un regard alternatif, empreint d'une culture spécifique des communications spatiales, bien qu'elle fasse profondément écho à d'autres images de la Grande Oreille produites dans des contextes différents (fig. 36).

⁹¹⁰ Séjours d'études en 1976, 1978, 1982, 1983, 1984 et 1987. FREY Pierre Alain, *Heidi et Peter pour la vie...*, p. 9.

Tourisme infrastructurel et pédagogie sur les télécommunications spatiales : Opacité, accès, idéologie

Le dôme d'exposition conçu par les Wenger, qui transforme la station en un « *petit village futuriste* »⁹¹¹, selon les termes de la *Gazette de Lausanne*, ne faisait pas partie des plans initiaux. C'est pour faire face à l'engouement que la station suscite chez le grand public que les PTT ont demandé aux architectes de concevoir un espace pour accueillir une exposition didactique. Le public désire voir par lui-même l'impressionnante infrastructure et ressentir les émotions que procurent sa proximité et sa réalité. Au terme de sa première année d'existence, la Grande Oreille a reçu la visite de 1 900 personnes alors qu'en 1986 on célèbre la venue du 1 000^e groupe pour un total d'environ 350 000 visiteurs et visiteuses⁹¹². En plus des familles, des écoles et des randonneurs, la station constitue une excursion quand, par exemple, une délégation de l'UIT, la Société suisse des commandants, les Chambres de commerce cantonales ou le Ski-club international des journalistes élisent le Valais pour leur rencontre ou leur sortie annuelle⁹¹³.

Cet attrait populaire pour les grandes antennes paraboliques et l'ouverture d'expositions didactiques à leurs abords n'est pas une exception. Prenons pour exemple les trois stations terriennes qui servirent aux premiers échanges d'images télévisées *via* le satellite *Telstar* : celles d'Andover et de Pleumeur-Bodou déjà citées, ainsi que celle de Goonhilly Downs en Cornouailles (fig. 35). Durant les années 1960, près de 25 000 personnes par année visitent la première qui ferme son Visitor Center au milieu des années 1980, au moment où la grande antenne en cornet de 340 tonnes et 161 mètres de haut est démontée⁹¹⁴. La station française propose dès 1962 des visites commentées du Radôme qui abrite l'antenne de 350 tonnes⁹¹⁵. Mais l'idée d'un véritable musée n'est approuvée qu'au début des années 1980. L'établissement ouvre

⁹¹¹ « Deuxième parabole pour l'antenne de la station-satellite de Loèche », *Gazette de Lausanne*, 22.5.80.

⁹¹² « Inauguration d'un pavillon d'exposition à la station terrienne de Brentjong », *Le Nouvelliste*, 20.5.80 ;

⁹¹³ « Station satellite de Loèche : Millième groupe et 350 000 visiteurs en dix ans », *Le Nouvelliste*, 13.10.86.

⁹¹⁴ « Les délégués de l'UIT à la découverte du Valais », *Le Nouvelliste*, 21.6.76 ; « Assemblée annuelle de la Société suisse des commandants de places de mobilisation à Sion », *Le Nouvelliste*, 7.5.83 ; « Les Chambres de commerce suisses en visite en Valais », *Le Confédéré*, 28.8.90 ; « La presse internationale à la découverte du Valais économique », *Le Nouvelliste*, 22.1.91.

⁹¹⁵ « Maine and the Space Age », *Maine History Online*, https://www.mainememory.net/sitebuilder/site/658/slideshow/386/display?format=list&prev_object_id=1050&prev_object=page&slide_num=1 ; « Andover Earth Station », *Wikipedia*, 26.4.2022, https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Andover_Earth_Station&oldid=1084702011.

⁹¹⁵ GRISET Pascal, LABORIE Léonard, « D'entreprise ou de société ? Deux opérateurs "historiques" et leurs musées, EDF et Orange », *Hermès, La Revue* 61(3), 2011, pp. 119-124.

dix ans plus tard pour atteindre rapidement les 100 000 visites. L'inauguration du Goonhilly Visitor Centre a quant à lui lieu le 10 juillet 1987 pour célébrer les 25 ans des premières images de télévision transatlantiques bien qu'il fût possible d'explorer le site avant cette date. À son apogée, il reçoit jusqu'à 90 000 personnes par année⁹¹⁶.

Cette fascination pour les réalisations technologiques – et le tourisme qui en découle – n'est pas nouvelle. Schueler dévoile par exemple comment les guides promeuvent le tunnel du Gothard comme une attraction touristique qui permet « *d'expérimenter la Suisse* »⁹¹⁷. Nye en fait même un trait caractéristique du sublime technologique. L'historien revient par exemple sur l'attrait populaire pour les centrales hydro-électriques avec l'exemple du barrage de Hoover. Situé sur la rivière Colorado, entre l'Arizona et le Nevada, il attire 750 000 visiteurs et visiteuses en 1934-1935, ce qui en fait un site aussi prisé que le Grand Canyon⁹¹⁸. Plus tard, le lancement de fusées dans l'espace attire aussi les foules par centaines de milliers à la base de Cap Canaveral et ce, jusque dans les années 1980. Bien que la télévision ait réduit progressivement sa couverture de tels événements et que l'intérêt du public ait décliné, assister « en personne » aux décollages des fusées reste une pratique prisée⁹¹⁹.

Ces expériences *in situ* de grandes infrastructures ont été théorisées par d'autres travaux, notamment en études médiatiques. Parks, Starosielski et Mattern soulignent l'apport épistémologique de la confrontation corporelle et « affective » avec les infrastructures qui peuvent susciter différents comportements, humeurs, sensations. Voir, toucher, cartographier et même entendre les infrastructures permet de développer un alphabétisme à leur sujet qui ouvre la possibilité d'une réappropriation citoyenne⁹²⁰. Monika Dommann et Max Stadler abondent quand ils écrivent qu'il est « *nécessaire de se rendre sur place* »⁹²¹ en faisant référence aux *data centers*. La présence sur place offre matérialité et sens politique aux expressions et aux concepts associés à la numérisation, tels que la révolution ou la disruption. Ces diverses recherches

⁹¹⁶ E-Mail de Des Prouse, Secretary of the Goonhilly Heritage Society, à Marie Sandoz, 13.2.20.

⁹¹⁷ SCHUELER Judith, *Materialising Identity*..., pp. 83-113.

⁹¹⁸ NYE David E., *American Technological Sublime*..., p. 138.

⁹¹⁹ NYE David E., *American Technological Sublime*..., p. 251.

⁹²⁰ Par exemple : PARKS Lisa, « Around the Antenna Tree: the Politics of Infrastructural Visibility », *Flow*, 06.03.2009 ; MATTERN Shannon, « Ear to the Wire... » ; STAROSIELSKI Nicole, *The Undersea Network...* ; Introduction de PARKS Lisa, STAROSIELSKI Nicole (eds.), *Signal Traffic...* ; PARKS Lisa, « "Stuff you can kick"... » ; MATTERN Shannon, « Infrastructural Tourism... ».

⁹²¹ DOMMANN Monika, STADLER Max, « Introduction », in : DOMMANN Monika et al. (éd.), *Data Centers*..., p. 9.

ont pour la plupart une visée critique qui associe la confrontation corporelle à la possibilité d'une « pédagogie alternative »⁹²² ou de « nouveaux récits culturels »⁹²³, capables d'émousser les discours dominants.

Or, faire dialoguer ces analyses avec celles d'historien·nes comme Nye et Schueler est stimulant. Les premières soulignent l'opacité du savoir sur les infrastructures, sur leur fonctionnement et sur leurs effets. Elles jugent que cette opacité est anti-démocratique et qu'il est donc nécessaire de la combattre. La question de l'accès public aux sites est centrale dans leurs réflexions et, dans le cas où cet accès est garanti, il est interprété comme un signe de transparence bénéfique dans une perspective citoyenne. Starosielski met par exemple en regard les premières stations de télégraphie qu'il était possible de visiter, et la politique de secret qui régit les stations de câbles sous-marins installés durant la Guerre froide. Nye et Schueler s'intéressent quant à eux aux liens pluriels qui existent entre les grandes infrastructures et l'identité nationale. Or, leur travail montre qu'un régime d'accessibilité, incarné par les foules de touristes, ne se met pas nécessairement au service d'une pédagogie alternative et de critique citoyenne. Au contraire, l'accès médié par différents dispositifs peut servir un discours sur la puissance et la beauté de la nation.

Ces deux pôles d'analyse sont intéressants pour aborder l'exposition sur le site de la station de Loèche. Si son ouverture au public la rend productrice d'un alphabétisme infrastructurel chez celles et ceux qui la visitent, il est essentiel de s'interroger sur la nature de ce savoir et sur la manière dont il définit les communications spatiales.

Considérant le régime d'accessibilité en vigueur sur le plateau de Bentjong, le dôme d'exposition a un statut singulier. En même temps qu'il facilite la visite du lieu et informe sur son fonctionnement, il constitue aussi une interface de médiation entre l'individu et la station. Avant sa construction, le public avait certes moins facilement accès à des informations sur l'infrastructure. Mais si visite il y avait, c'était au sein même de la station terrienne. Ainsi, le dôme ouvre et ferme dans un même mouvement, comme l'explique *Le Peuple Valaisan* en 1975 :

« La station terrienne elle-même ne peut pas, pour des considérations de sécurité, recevoir n'importe quelles visites ; de plus, il est impensable, pour des motifs d'exploitation et de personnel, d'organiser des visites régulières

⁹²² MATTERN Shannon, « Infrastructural Tourism... ».

⁹²³ STAROSIELSKI Nicole, *The Undersea Network...*, p. 68.

sous conduite. Le pavillon destiné aux visiteurs doit donc permettre de montrer, malgré tout, à un large public ce qui se fait à Loèche en matière de télécommunications. »⁹²⁴

Le public est donc (re)dirigé dans l'espace réalisé par les Wenger et leur équipe (fig. 37). Nous avons pu le reconstituer grâce à des photographies conservées par les Archives de la construction moderne et par le Musée des communications de Berne⁹²⁵, à un reportage de la Télévision suisse romande⁹²⁶, à un ouvrage sur le travail des Wenger⁹²⁷ et à un article de presse⁹²⁸. Sous le toit du dôme, des maquettes de deux générations de satellites Intelsat sont suspendues au plafond à l'aide de fils transparents, semblant voler dans les airs, alors que des explications écrites expliquent les progrès techniques qui les séparent. La station elle-même est reproduite en miniature, sous une coupole transparente qui rappelle le dôme. Le lanceur étatsunien Atlas Centaur, chargé d'un *Intelsat IV*, possède également sa maquette qui flotte dans l'espace d'exposition. Des schémas en coupe reproduisent ses différents étages, leurs fonctions, les processus de séparation du satellite et du lanceur. D'autres dessins présentent le réseau Intelsat et le parcours des signaux téléphoniques au-dessus des océans. Choix conceptuel des Wenger, ces explications, qu'elles soient écrites ou dessinées, sont reproduites à même les facettes triangulaires internes de la coupole⁹²⁹. Le public peut observer les objets sur toutes leurs coutures en empruntant une rampe qui parcourt les parois du dôme. La visite se déploie sur trois dimensions, donnant l'impression aux visiteurs et visiteuses de planer également dans l'espace⁹³⁰. C'est depuis cette rampe qu'il est aussi possible de voir un globe terrestre entouré de trois satellites géostationnaires.

Le dôme est donc un lieu de pédagogie sur l'infrastructure valaisanne ainsi que sur le réseau plus vaste auquel elle appartient. Les aspects techniques fondamentaux des télécommunications spatiales telles que conçues et organisées par le réseau Intelsat sont présentés avec clarté et efficacité. Les visiteurs et visiteuses ressortent en sachant effectivement à quoi sert la Grande Oreille, à quels satellites et continents elle relie la Suisse ou encore sur quels

⁹²⁴ « Exposition des PTT sur les télécommunications », *Le Peuple Valaisan*, 27.6.75.

⁹²⁵ ACM-EPFL. Fonds Wenger Heidi et Peter. Station-relais satellite. 0183.03.0126; MFK. Satelliten-Bodenstation Leuk, Info-Pavillon. FFF 11136 à FFF 11173.

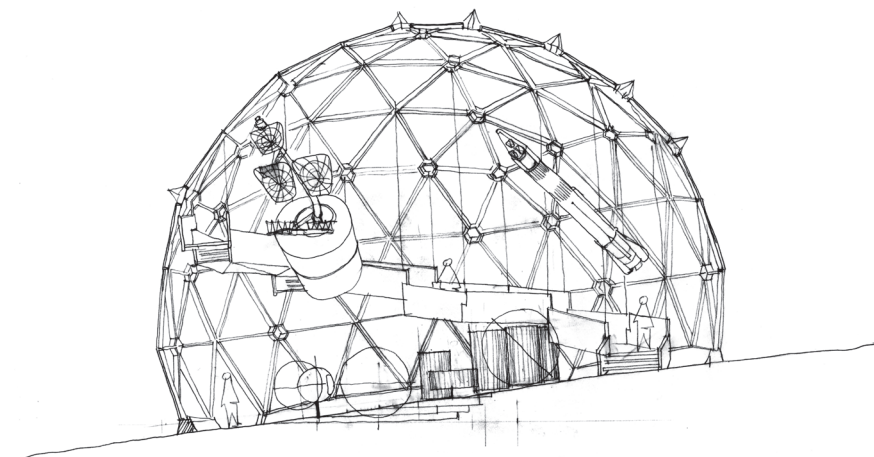
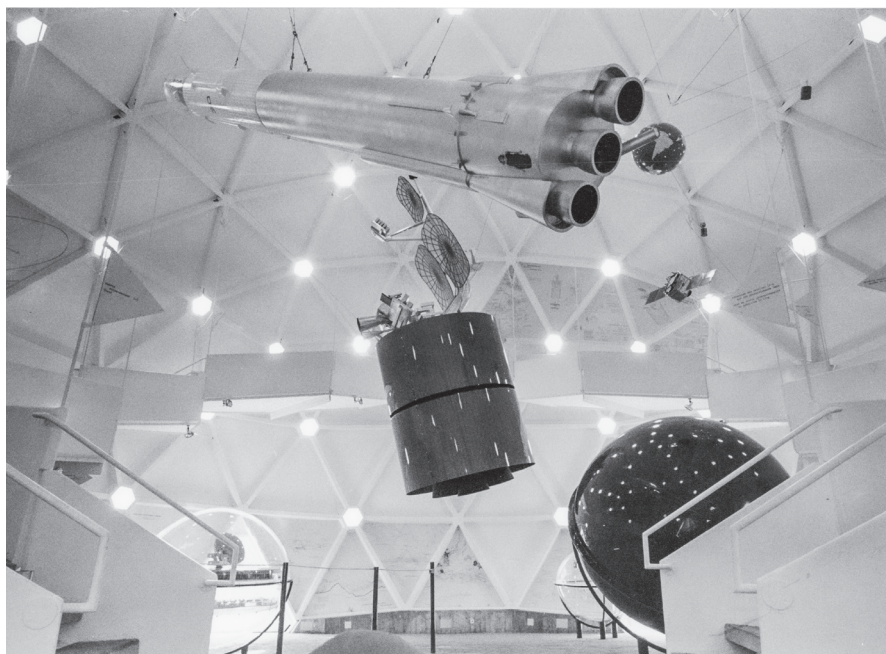
⁹²⁶ « Télévision éducative. Telactualité: l'espace au quotidien », *TSR*, 24.2.86.

⁹²⁷ BRÜHLMANN Jürg (éd.), *Heidi+Peter Wenger...*

⁹²⁸ « Inauguration d'un pavillon d'exposition à la station terrienne de Brentjong », *Le Nouvelliste*, 7.5.76.

⁹²⁹ « Geodätische Kuppel... », p. 758.

⁹³⁰ BRÜHLMANN Jürg, « Aus dem Leben von Heidi und Peter Wenger », *Stiftung Heidi+Peter Wenger*, http://www.heidiundpeterwenger.ch/index.php?article_id=2.



SAT LEUK TELEDO

SCHNITT 1/15

HEIDI UND PETER WENGER
SAT 75 126TD G
APRIL 76

Figure 37 : L'intérieur du dôme d'exposition, 1976. ACM-EPFL. Fonds Wenger Heidi et Peter. Station-relais satellite. 0183.03.0126.

critères a été choisi l'emplacement de Brentjong. En revanche, les dimensions institutionnelles et surtout géopolitiques des communications spatiales ne sont pas abordées. Cela a pour conséquence de donner une image pacifiée, bénéfique et « naturelle » de leur fonctionnement, ce à quoi contribuent aussi la scénographie et le dôme à l'ambiance futuriste qui enrobent le lieu d'une aura d'utopie scientifique et technologique.

La présentation de l'orbite géostationnaire qui accueille les satellites Intelsat est un bon exemple de l'alphabétisme partiel et politique transmis par l'exposition. Si les avantages de cette orbite pour les communications spatiales sont expliqués, les rivalités internationales et les débats juridiques et politiques très vifs dont elle fait l'objet sont passés sous silence. Pourtant, durant les années 1970, l'orbite géostationnaire est au cœur des revendications des pays du Sud pour une utilisation et un partage plus équitable des ressources de l'espace extra-atmosphérique (chapitre 2). L'exposition n'aborde pas non plus les implications commerciales et industrielles des télécommunications par satellite organisées dès leurs débuts sur une base lucrative tandis que le système soviétique ne sert évidemment pas de point de comparaison. Dans ce dôme, les communications spatiales se résument au bon fonctionnement du réseau occidental.

L'absence de perspective critique n'est pas étonnante. En plus d'être un vecteur de savoir, le dôme fait partie des moyens d'autopromotion déployés par les PTT. Le contenu pédagogique vient s'ajouter aux discours officiels et aux productions iconographiques et filmiques qui, ensemble, alimentent l'imaginaire d'une modernité triomphante où la Suisse et la régie fédérale ont leur rôle à jouer. Ensuite, l'exposition participe d'une vision plus globale, et dominante, des télécommunications spatiales, conçues comme des agents d'un monde pacifié grâce aux moyens de communication. Ces discours sur le système satellitaire planétaire perpétuent la perception des grands réseaux techniques qui, depuis les Lumières, leur donne le pouvoir de lier les peuples au-delà des frontières et d'être des ferments de paix et de prospérité⁹³¹. Cet arsenal discursif nie la nature contestée et inégalitaire des grandes infrastructures et, ce faisant, supporte certaines idéologies et politiques, comme celle du *free flow of information*, clé de voûte de la politique communicationnelle des États-Unis pendant la Guerre froide.

⁹³¹ Voir notamment : VLEUTEN Erik van der, KAUSER Arne, « Introduction: Transnational networks and the shaping of contemporary Europe », in : VLEUTEN Erik van der, KAUSER Arne (éd.), *Networking Europe...*, pp. 1-22 ; HÖGSELIUS Per, KAUSER Arne, VLEUTEN Erik van der, « Introduction: Chevalier's Dream », in : HÖGSELIUS Per, KAUSER Arne, VLEUTEN Erik van der, *Europe's Infrastructure Transition: Economy, War, Nature*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016, pp. 1-17.

Le pavillon produit bien un alphabétisme infrastructurel. Mais il est idéologiquement et historiquement situé et il doit par conséquent être compris à l'aune des enjeux de pouvoir que l'exposition tend à rendre invisibles. Accessibilité ne rime pas avec transparence ou pédagogie critique. En revanche, l'opacité s'accroît quand le dôme et la station ferment leurs portes au public lors de la privatisation de l'infrastructure et, qu'au même moment, son image croise la question du renseignement militaire.

La rupture des années 2000 : libéralisation économique et suspicion citoyenne

La période s'étalant de la fin des années 1990 au début des années 2000 est marquée par au moins deux événements importants dans l'histoire de la station terrienne de Loèche qui ont des répercussions sur ses imaginaires infrastructurels : sa privatisation et l'installation à ses abords du système suisse de renseignement militaire *via* satellite, le système Onyx.

À l'instar d'un mouvement qui touche l'ensemble des pays européens⁹³², le secteur des télécommunications suisses est libéralisé en 1998⁹³³. Les PTT sont dissous pour créer deux entreprises indépendantes, La Poste et Swisscom. Cette dernière, cotée en bourse, mais dont la majorité des parts appartient à la Confédération, est chargée du secteur des télécommunications. Des restructurations sont mises en œuvre et, en 2000, Swisscom décide d'abandonner le domaine du spatial et de vendre les installations de Loèche. Elles ne sont plus rentables ; les communications internationales passent désormais essentiellement par les câbles sous-marins et la fibre optique, plus efficace et meilleur marché⁹³⁴. Du champ vertical, on passe au souterrain et au sous-marin. C'est la fibre optique qui relie désormais la Suisse aux États-Unis et au Japon, pays qui écoulaient la part la plus importante du trafic de la station pour satellites durant son âge d'or⁹³⁵. En outre, autrefois symbole

⁹³² FROM Johan, ELIASSEN Kjell A. (éd.), *The Privatisation of European Telecommunications*, Aldershot, Ashgate, 2007, 297 p.

⁹³³ ISCHER Philipp, *Umbau der Telekommunikation...* ; ODERMATT Jean, *L'histoire de la réforme des PTT : l'évolution d'une régie d'État vers deux entreprises de communication autonomes et compétitives*, Berne : Département présidentiel PTT, 1997.

⁹³⁴ HEADRICK Daniel R., « Radio Versus Cable: International Telecommunications before Satellites », in : BUTRICA Andrew J. (éd.), *Beyond the Ionosphere...*, pp. 5-7 ; WARF Barney, « International Competition Between Satellite and Fiber Optic Carriers: a Geographic Perspective », *The Professional Geographer* 58(1), 2006, pp. 1-11.

⁹³⁵ « Station satellite de Loèche », *Canal 9*, 31.3.00.

de modernité et d'innovation, son équipement est devenu obsolète et les investissements nécessaires pour les actualiser sont trop importants pour être profitables. En janvier 2001, la station est vendue à l'opérateur Verestar, filiale d'un important fournisseur de services de radiodiffusion aux États-Unis.

Le passage des infrastructures valaisannes en mains privées et étrangères va provoquer plusieurs réactions de contestation. À l'échelon local, on s'inquiète pour la trentaine d'emplois en jeu et les pertes pour l'économie régionale. Le Conseil d'État du Valais condamne la vente et regrette que Swisscom ait pris cette décision avant qu'une solution ait pu être trouvée avec les autorités du Canton⁹³⁶. Lors de l'émission du 31 mars 2000, la journaliste de la chaîne de télévision régionale *Canal 9* pose plusieurs questions incisives au porte-parole de Swisscom au sujet des postes menacés à Brentjong et qui font partie des 3 000 emplois que la nouvelle entreprise entend supprimer. En guise de réponse, le communicant vante les bienfaits de la libéralisation du secteur et explique que *«pour pouvoir développer l'entreprise, pour l'intérêt du pays, pour l'intérêt de l'économie, pour l'intérêt de ses collaborateurs, il faut parfois prendre des décisions difficiles»*⁹³⁷. Deux semaines plus tard, on peut lire dans les pages du *Peuple valaisan* un éditorial du Conseiller national valaisan socialiste, Peter Jossen, membre de la Commission sur le transport et les télécommunications :

*«À l'heure actuelle, il est indispensable de renforcer les pressions politiques sur le Conseil fédéral pour battre en brèche les scénarios horripilants qui se pointent à l'horizon des envies libérales : augmentation des tarifs, fermeture de maints offices postaux, nouvelles suppressions d'emplois chez Swisscom, démantèlement de la station satellite de Loèche.»*⁹³⁸

Jossen s'était d'ailleurs déjà offusqué au Parlement en décembre 1998, quand des rumeurs sur la fermeture de Loèche planaient dans l'air⁹³⁹. Il renvoyait alors à une initiative parlementaire déposée trois jours plus tôt par son confrère socialiste Andrea Hämmerle. Le texte proposait non seulement de contraindre les entreprises des Chemins de fers fédéraux, de La Poste et de Swisscom à offrir des places de travail et d'apprentissage dans toute la Suisse, mais aussi à ne pas réduire leurs effectifs uniquement dans les régions montagneuses et

⁹³⁶ «Swisscom: le CE condamne», *Le Confédéré*, 31.3.00.

⁹³⁷ «Station satellite de Loèche...».

⁹³⁸ Peter Jossen-Zinsstag, «Les grands dossiers des transports : une kyrielle de questions cruciales pour notre canton», *Le Peuple valaisan*, 14.4.00.

⁹³⁹ Question Jossen Peter. 99.5137. Fermeture de la station satellite de Loèche. 13.12.99.

périphériques⁹⁴⁰. La question sociale surgit donc dans ce contexte de libéralisation du secteur public alors qu'elle avait été jusque-là absente des représentations du centre pour satellites. Les négociations entre Verestar, Swisscom et les autorités locales permettront finalement à 24 personnes sur 31 d'être embauchées par la compagnie étatsunienne⁹⁴¹. Dans ce processus, le travail humain indispensable pour faire fonctionner l'infrastructure est rendu visible alors qu'il est rarement thématiqué dans les discours sur l'innovation technologique⁹⁴².

Du côté de la Berne fédérale, on s'interroge aussi sur la confiance à accorder au nouvel acquéreur dont les activités s'exerceront à proximité du cœur du système de renseignement suisse. En 1997, le Conseil fédéral a décidé de développer un programme d'interception des communications par satellite, appelé Onyx (ou Sato-3)⁹⁴³. Entré en service expérimental en avril 2000, il sert en premier lieu le Service de renseignement stratégique (SRS) du DDPS. Les antennes paraboliques d'Onyx sont déployées sur trois sites : Zimmerwald et Heimenschwand dans le canton de Berne et Loèche⁹⁴⁴. Or, le DDPS n'a pas été impliqué dans le projet de vente de la station valaisanne, le chef de l'État-major ayant même pris connaissance par hasard de la décision.

À la suite de l'annonce de Swisscom, les inquiétudes concernent en premier lieu la conservation du secret et de l'indépendance nécessaires aux activités suisses de renseignement sur le plateau de Brentjong. En septembre 2000, la délégation des commissions de gestion des Chambres fédérales chargée de surveiller la mise en place d'Onyx fait ainsi part au Conseil fédéral de «*son extrême préoccupation*»⁹⁴⁵ et l'invite «*à prendre sans délai toutes les mesures utiles visant à défendre les intérêts légitimes de la Confédération [...]*»⁹⁴⁶. Mais ces craintes sont aussi alimentées par la nature des activités de Verestar. Le conseiller national Bernhard Hess (Démocrates suisses/BE) dépose une interpellation à

⁹⁴⁰ Initiative parlementaire Hämmerle Andrea. 98.446. Poste, CFF, Swisscom. Des emplois dans toute la Suisse. 10.12.98. Elle sera refusée par le Conseil fédéral : ad 98.446. Initiative parlementaire Poste, CFF, Swisscom. Des emplois dans toute la Suisse (Hämmerle). Rapport de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national du 14 novembre 2000. Avis du Conseil fédéral du 16 mars 2001. FF 2001 1909, pp. 1909-1913.

⁹⁴¹ «Loèche. Cinq nouveaux satellites», *Le Nouvelliste*, 30.5.01.

⁹⁴² À ce sujet, voir notamment : CASILLI Antonio A., *En attendant les robots : enquête sur le travail du clic*, Paris, Seuil, 2019.

⁹⁴³ Système d'interception des communications par satellites du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (projet «Onyx»). Rapport de la Délégation des commissions de gestion des Chambres fédérales du 10 novembre 2003, p. 1378.

⁹⁴⁴ Rapport de la Délégation des commissions de gestion des Chambres fédérales du 10 novembre 2003, p. 1388.

⁹⁴⁵ Rapport de la Délégation des commissions de gestion des Chambres fédérales du 10 novembre 2003, p. 1412.

⁹⁴⁶ Rapport de la Délégation des commissions de gestion des Chambres fédérales du 10 novembre 2003.

ce sujet. Il s'inquiète de la collaboration entre Verestar et la marine de guerre étatsunienne et s'interroge sur les liens potentiels entre l'opérateur et l'agence de renseignement des États-Unis (NSA)⁹⁴⁷. Le Conseil fédéral répond en mars 2001. Il réfute les liens de l'entreprise avec la NSA, mais admet qu'une filiale de Verestar, la compagnie Maritime Telecommunications Network compte parmi ses clients l'US-Navy mais aussi la Defense Information System Agency et le Space and Naval Warfare System Center, «*tous deux rattachés au Département de la défense, et susceptibles de ce fait d'entretenir des rapports avec les services de renseignements américains*»⁹⁴⁸. Le Conseil fédéral assure néanmoins que la scission stricte du terrain entre les parcelles revenant au DDPS et celles acquises par Verestar assure la préservation des intérêts du pays.

L'affaire ne s'arrête pas là. Entre 2000 et 2002, des rapports des parlements français, belge et européen indiquent que le système Onyx ferait partie du réseau de renseignements multinational Echelon alors qu'en 2003, on lit dans la presse que les Oreilles, désormais «*guerrières*»⁹⁴⁹ et «*incontrôlables*»⁹⁵⁰, serviraient aux communications des États-Unis dans le cadre du conflit armé en Irak (fig. 38). Ces diverses rumeurs sont largement relayées par les médias et quelques initiatives citoyennes voient même le jour. L'association des Autrices et auteurs de Suisse (AdS), sous la plume de ses co-présidents Daniel de Roulet et Eugène Meiltz, écrit au président de la Confédération, le radical Pascal Couchepin, pour le sommer de «*faire taire les antennes de la guerre en Suisse*»⁹⁵¹, c'est-à-dire de les mettre hors service le temps que dure le conflit au Moyen-Orient. Le Collectif anti-guerre valaisan leur emboîte le pas et organise une manifestation : «*Nous entendons manifester à la fois contre cette société qui ferait basement du business avec cette guerre, et contre l'attitude de la Confédération qui refuse d'enquêter sur la nature des télécommunications faites depuis Loèche*»⁹⁵². Durant le printemps 2003, ce collectif de jeunes pacifistes – des collégien·nes – organise des actions de dénonciation contre la guerre en Irak, jugée illégitime et impérialiste⁹⁵³. Ils parviennent à faire hisser un

⁹⁴⁷ Interpellation Hess Bernhard. 00.3629. Antennes satellite de Loèche. 28.11.00.

⁹⁴⁸ Avis du Conseil fédéral du 9.3.01 sur Interpellation Hess Bernhard. 00.3629. Antennes satellite de Loèche. 28.11.00.

⁹⁴⁹ «Oreilles guerrières», *Le Nouvelliste*, 4.4.03 ; «Quand les ondes civiles guident les missiles», *La Liberté*, 3.4.03.

⁹⁵⁰ «Grande antennes de Loèche : des antennes incontrôlables», *Le Nouvelliste*, 26.3.03.

⁹⁵¹ «Faites taire les antennes de la guerre en Suisse», *Le Nouvelliste*, 3.4.03 ; «Les antennes de Loèche sont accusées de servir l'armée US», *La Liberté*, 3.4.03.

⁹⁵² «Loèche : Manif pacifiste», *Le Nouvelliste*, 12.4.03.

⁹⁵³ Voir par exemple : «Communiqué de presse du Collectif anti-guerre Valais», *Le Peuple valaisan*, 7.3.03 ; «Le pouvoir à la rue», *Le Nouvelliste*, 21.3.03 ; «Discours de la manif anti-guerre à Sion», *Le Peuple valaisan*, 28.3.03.

drapeau avec l'inscription *Pace* au sommet de la tour du château Bayart, dans la commune de Saillon⁹⁵⁴, signe de leur appartenance au mouvement pacifiste qui fait alors fleurir des étendards multicolores aux balcons du monde entier.

L'existence possible de liens entre Onyx et le système Echelon fait aussi réagir des parlementaires, à l'instar de Hansueli Raggenbass (PDC/Thurgovie) et Alexander Baumann (UDC/Thurgovie) qui déposent postulat, interpellation et question⁹⁵⁵. Le Conseil fédéral leur répond qu'il n'y a rien à voir : les rapports des parlements étrangers sont fondés sur les propos déformés du journaliste spécialiste du système Echelon, Duncan Campbell. « *Pour la Suisse, le système ONYX est un instrument à caractère national, que notre pays est seul à diriger et qui ne dispose d'aucun lien technique avec des systèmes comparables d'autres États.* »⁹⁵⁶ Une enquête de la délégation des commissions de gestion aboutit à la même conclusion⁹⁵⁷. Fin de l'histoire ? Toujours pas... Mais dix ans de relative accalmie médiatique durant lesquelles la station fait toutefois parler d'elle tant ses propriétaires se succèdent⁹⁵⁸.

En 2013, comme le dit *L'Impartial*, « [l]es grandes oreilles font jaser »⁹⁵⁹ à nouveau dans un contexte désormais marqué par les débats publics et citoyens sur la question de la surveillance globale. C'est dans le sillage des révélations d'Edward Snowden que la polémique sur les liens entre la station pour satellites et la NSA refait surface. En cause, l'actuelle société détentrice des installations, Signalhorn⁹⁶⁰. Celle-ci offre des solutions de télécommunications militaires à plusieurs gouvernements alors que Snowden a justement montré que l'espionnage étatsunien passe désormais par des entreprises privées. En outre, alors que le DDPS conserve des antennes sur le site, il loue aussi des services à Signalhorn. Les médias en parlent tandis que, cette fois-ci, c'est

⁹⁵⁴ « Un message de paix », *Le Nouvelliste*, 22.5.03.

⁹⁵⁵ Interpellation Raggenbass Hansueli. 01.3601. Sécurité des données. État des lieux. 5.10.01 ; Postulat Baumann J. Alexander. 01.3189. SATOS 3. Vente par Swisscom du terrain de Loèche. 23.3.01 ; Question ordinaire Baumann J. Alexander. 03.1046. Espionnage économique sur le territoire suisse au profit des États-Unis. 8.5.03.

⁹⁵⁶ Réponse du Conseil fédéral du 20.8.03 à Question ordinaire Baumann J. Alexander. 03.1046.

⁹⁵⁷ Système d'interception des communications par satellites du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (projet « Onyx »). Rapport de la Délégation des commissions de gestion des Chambres fédérales du 10 novembre 2003, pp. 1414-1415.

⁹⁵⁸ Pour des synthèses des changements de propriétaire, voir par exemple : « Brentjong change de mains », *Le Nouvelliste*, 4.9.07 ; « À Loèche, les grandes oreilles suisses s'encombrent d'un voisin gênant », 18.9.15.

⁹⁵⁹ « Les grandes oreilles font jaser », *L'Impartial*, 17.9.13

⁹⁶⁰ Signalhorn est une filiale de l'entreprise luxembourgeoise SES Global qui a absorbé Verestar en 2004 pour 18 millions de francs. « Les antennes de Loèche (VS) pourraient être utilisées par l'espionnage américain », *Forum*, RTS, 17.6.13 ; « La NSA espionne-t-elle le monde depuis le Valais ? », *RTS Info*, 19.11.19.



a.



b.



c.

Figures 38a à c : Quelques titres de presse au sujet de la station terrienne de Loèche au printemps 2003. (a) *Le Nouvelliste*, 4.4.03; (b) *Le Nouvelliste*, 26.3.03; (c) *La Liberté*, 3.4.03.

le conseiller national Balthasar Glättli (Verts/ZH) qui monte au front⁹⁶¹. En septembre 2013, il bombarde le Conseil fédéral de questions et dépose une motion pour plus de transparence sur les activités du SRC⁹⁶². La motion est rejetée alors que ses interrogations restent à ce jour sans réponse.

⁹⁶¹ Par exemple: « Les grandes oreilles de Loèche sont-elles au service des USA ? », *Tribune de Genève*, 30.10.13; « Die grossen Ohren von Leuk und die US-Geheimdienste », *Swissinfo.ch*, 8.11.13.

⁹⁶² Question Glättli Balthasar. 13.5389. Nombre d'opérations communes du SRC avec d'autres services de renseignement. 18.9.13; Question Glättli Balthasar. 13.5390. Traitement des révélations

Les années 2000 voient donc émerger de nouvelles représentations de la station terrienne de Loèche, liées aux phénomènes conjoints de la privatisation des installations et du nouvel usage militaire qui en est fait. Autrefois fierté des PTT nationaux et symbole de leur modernité, la station de Loèche appartient maintenant à une entreprise étrangère et privée. Le lien avec l'identité nationale est rompu. Par ailleurs, alors que la station se cantonnait jusque-là à fournir des services de télécommunications civiles – officiellement du moins – le lancement du projet fédéral Onyx et les rachats successifs d'une partie de l'infrastructure par des firmes travaillant avec des services secrets étrangers changent la donne. Désormais, le civil, le militaire, le public et le privé se côtoient sur le plateau de Brentjong et cette combinaison jette le trouble. À cet égard, le journaliste d'investigation Duncan Campbell affirme : « *Selon mon expérience, la station de Loèche est un cas unique en ce qu'elle est opérée en tant que station civile tout en offrant, en son sein même, des services de renseignement à des gouvernements.* »⁹⁶³ Cet extrait est tiré d'un web-documentaire de la RTS qui décrypte cinq moments clés de l'histoire de l'espionnage en Suisse. Mi-juin 2020, l'épisode sur « *l'histoire sulfureuse de Loèche* »⁹⁶⁴ avait été visionné près de 16 100 fois.

Aujourd'hui, l'image culturelle des antennes valaisannes est donc généralement caractérisée par la suspicion. Le sublime technologique est plus que jamais teinté de terreur. L'infrastructure s'inscrit dans une géopolitique internationale opaque et sur laquelle les citoyens et citoyennes n'ont pas prise. Dans le contexte des révélations de Snowden, les Grandes Oreilles de Brentjong sont perçues comme l'un des maillons d'un système global caractérisé par son déficit démocratique. Elles deviennent alors un support pour critiquer l'absence de transparence des activités de renseignement nationales et internationales. Ce faisant, ces polémiques qui mettent au jour notre méconnaissance des usages de l'infrastructure sont l'occasion d'un débat public. Il est ainsi produit un alphabétisme infrastructurel, cette fois-ci

d'Edward Snowden par le Conseil fédéral et la Délégation des Commissions de gestion. 18.9.13; Question Glättli Balthasar. 13.5391. Révélations d'Edward Snowden. Discussions du collège gouvernemental et conséquences. 18.9.13; Interpellation Glättli Balthasar. 13.3942. Réponses claires aux questions en suspens sur l'affaire NSA ainsi que sur les activités du SRC et la collaboration entre le SRC et d'autres services. 27.9.13; Motion Glättli Balthasar. 13.3943. Collaboration entre le SRC et des services étrangers. Pas d'accords secrets. 27.9.13.

⁹⁶³ « La Suisse sous couverture – Les grandes oreilles de la Confédération (2/5) », *RTS documentaires*, 19.11.20, 4 min 27 sec.

⁹⁶⁴ « La Suisse sous couverture – Les grandes oreilles de la Confédération (2/5) », *RTS documentaires*, 19.11.20, 7 min 01 sec.

critique et à contre-courant des discours officiels. L'opacité est débattue, dénoncée, rendue visible.

Il faut toutefois nuancer cette idée de « rupture » des années 2000 qui pourrait laisser l'impression que les Grandes Oreilles de Loèche sont désormais uniquement envisagées à travers le prisme militaire et que c'est un phénomène propre au xx^e siècle. Tout d'abord, l'imaginaire de la conquête spatiale a été, dès les années 1920, imprégné d'un pan martial⁹⁶⁵. Même si cela n'est pas visible dans les représentations de la station entre 1970 et 2000, les satellites de communication commerciaux, à l'instar de ceux du système Intelsat, ont été utilisés dès la seconde partie des années 1960 en tant que compléments aux communications militaires⁹⁶⁶. À Loèche, le pan guerrier est aussi présent *via* le dôme géodésique des Wenger, symbole d'un refuge utopiste pour se protéger d'une possible crise nucléaire. Ensuite, le tournant des années 2000 n'a pas mis fin aux significations historiques de l'infrastructure valaisanne. Bien qu'elles aient perdu leur prévalence, elles se reconfigurent au fil des acteurs qui les portent et de l'époque dont elles sont les témoins. Nous avons choisi deux exemples illustrés qui nous semblent parlants et qui contribuent aussi à montrer comment le caractère sériel des représentations de l'infrastructure entourée de montagnes se perpétue dans le temps.

Il suffit d'abord de quelques secondes sur le site web de Signalhorn pour retrouver des récits de modernité triomphante et des images qui allient sublime naturel et technologique (fig. 39). Mais les Alpes et les antennes d'un blanc éclatant se mettent cette fois au service d'une firme multinationale qui n'a plus grand-chose à voir avec l'identité nationale. Business, prestige, confiance de la clientèle. Et virage vert. « *Cette installation de classe mondiale sera bientôt alimentée à 99 % par l'hydroélectricité et l'énergie solaire* »⁹⁶⁷, peut-on lire dans l'article illustré par l'image ci-dessous au sujet de la reconversion de l'installation aux énergies renouvelables. L'harmonie entre les antennes, les montagnes et la vallée du Rhône contribue dès lors à inscrire la station dans les discours et les représentations stratégiques du « capitalisme vert », comme un clin d'œil à la Ligue valaisanne et à la Commission fédérale pour la protection de la nature qui avaient été consultées il y a 50 ans au sujet de l'implantation de la station.

⁹⁶⁵ GEPPERT Alexander C. T., BRANDAU Daniel, SIEBENEICHNER Tilmann (éd.), *Militarizing Outer Space: Astroculture, Dystopia and the Cold War*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021.

⁹⁶⁶ NEUFELD Michael J., « Cold War – But No War – in Space », in: GEPPERT Alexander C. T., BRANDAU Daniel, SIEBENEICHNER Tilmann (éd.), *Militarizing Outer Space...*

⁹⁶⁷ « Signalhorn 2021 & Beyond », *Signalhorn*, <https://www.signalhorn.com/press-release/signalhorn-2021-beyond.html>.



Figure 39 : Photo de Couverture d'une communication de presse de Signalhorn qui annonce leur virage prochain vers l'énergie verte, 2021. « Signalhorn 2021 & Beyond », *Signalhorn*, <https://www.signalhorn.com/press-release/signalhorn-2021-beyond.html>.

« *Décor futuriste visible de la route.* »⁹⁶⁸ L'édition 2022 du guide de voyage *Le Petit Futé* recommande d'aller voir les antennes paraboliques de Brentjong aux touristes qui feraient une halte à Loèche. Sur la plateforme web du parc naturel valaisan Pfyn-Finges, l'infrastructure est aussi présentée comme une étape intéressante pour les randonnées dans la région⁹⁶⁹. Le photographe neuchâtelois et amoureux de la montagne Lionel Nemeth se promenait justement aux alentours quand il a découvert le site lors d'un week-end en 2018 (fig. 40). Il a alors décidé de camper non loin pour les photographier de nuit et y est revenu plusieurs fois depuis.

Selon ses termes, la station s'affilie à la période classique et la plus populaire de la conquête spatiale, ainsi qu'à un portail vers l'espace :

« *Je n'avais jamais vu ça. Je ne savais pas que ça existait en Suisse. J'ai trouvé incroyable ! J'ai pensé à la NASA, à des images de science-fiction, aux voyages vers la Lune. Pour moi, ces antennes n'évoquent pas les communications internationales ou le renseignement mais plutôt le pouvoir d'écouter ce qui se passe dans l'espace.* »⁹⁷⁰

⁹⁶⁸ « Science et technique - BRENTJONG - Loèche-Ville », *Le Petit Futé*, <https://www.petitfute.com/v75783-loeche-ville/>.

⁹⁶⁹ « Randonnée Loèche - Agarn », *Pfyn-Finges Parc Naturel Valais*, <https://www.pfyn-finges.ch> ; « Leuker Sonnenberge », *Outdooractive*, <https://www.outdooractive.com/>.

⁹⁷⁰ Entretien de Marie Sandoz avec Lionel Nemeth, 30.5.22.



Figure 40 : Les antennes de Loèche à l'écoute de l'espace, 2018. © Lionel Nemeth.

Politiques d'(im)perceptibilité et longue durée

En considérant le rôle du temps long, de la matérialité, de la territorialité à l'œuvre dans la construction culturelle de la première station pour satellites de Suisse, ce chapitre a montré la diversité des significations que celle-ci a pu revêtir au fil de son histoire et la multiplicité des acteurs et des échelles qui les façonnent. Il a ainsi dévoilé le caractère protéiforme et transnational de l'intégration des communications spatiales en Suisse entre ces années 1970 et nos jours. Cette intégration se marie ainsi volontiers – selon la période, le lieu et les acteurs – avec l'imaginaire de la conquête spatiale, les utopies communicationnelles, la pensée architecturale moderniste, l'identité nationale et locale, le multilatéralisme, les imaginaires et les pratiques touristiques associés au paysage alpin, la tradition catholique valaisanne ou le spectre de la surveillance globale et de la guerre.

En mettant en regard ce qui est montré et visible, d'une part, et ce qui est opaque et tu, d'autre part, ce chapitre a aussi révélé que matérialité et visibilité

n'équivalent pas à transparence, au contraire. Réfléchir aux politiques d'(im)perceptibilité de la station terrienne dévoile que ses imaginaires infrastructurels tendent à invisibiliser la conflictualité et les rapports de force internationaux qui caractérisent le développement des communications par satellite et leur intégration en Suisse. À l'inverse, cette conflictualité surgit de manière relativement soudaine avec la libéralisation rapide du secteur des télécommunications suisse et le passage de la station de Loèche en mains privées et étrangères. L'effet est alors paradoxal : l'opacité demeure, mais elle n'est plus invisible. La perspective diachronique a ainsi révélé le poids des conditions institutionnelles, politiques et économiques – monopole public ou privatisation – qui encadrent les grandes infrastructures dans leur perception sociale et culturelle mais aussi leur accessibilité.

En matière d'(in)visibilité, il faut évoquer nos propres recherches qui ont buté contre l'impossibilité – en raison de l'inaccessibilité des archives – de répondre à des questions telles que : est-ce que l'armée et le renseignement suisses ont utilisé la Grande Oreille à partir des années 1970 ? Ont-ils effectué ces essais en matière de « guerre électronique » qu'ils appelaient de leurs vœux en 1967, à savoir s'exercer à localiser des satellites, à se camoufler, à récolter des données ou à brouiller des signaux ? Comment fonctionne le système Onyx et avec qui collabore-t-il ? Des études peuvent encore être menées pour mieux éclairer le rôle des technologies spatiales en général, et de la station pour satellite de Loèche en particulier, dans l'histoire du renseignement et de l'armée suisses des années 1960 à nos jours.

De 1962 à 2022 : explorer les imaginaires des télécommunications spatiales

Nous aimerions conclure le présent chapitre par une brève comparaison avec celui qui a ouvert notre ouvrage par la venue de la NASA au Comptoir suisse en 1962. Les deux chapitres ont en commun leur intérêt pour des pratiques populaires et pour la mise en spectacle et en exposition des communications spatiales. De plus, ils couvrent ensemble presque l'entier de l'ère des satellites artificiels. À cet égard, le Comptoir suisse de 1962 rend compte d'une phase de formalisation de ce que l'on pourrait appeler une culture des communications spatiales en Suisse.

La foire vaudoise témoigne de l'accélération du programme spatial étatsunien et des efforts pour en faire la promotion à l'échelle nationale et internationale.

L'exposition de la NASA à Lausanne rend compte des modalités de diffusion de la culture spatiale étatsunienne telle qu'elle est consciemment construite et vendue à l'international. Au sein de l'exposition, les communications spatiales représentent le versant « pratique » et « terrestre » du nouveau domaine, au même titre que les satellites de météorologie. Elles ne relèvent pas du même domaine que les satellites scientifiques, « tournés vers le ciel », et, surtout, des prestigieux et populaires vols habités qui occupent la partie centrale du pavillon. Le Comptoir suisse de 1962 situe ainsi le public helvétique dans la circulation transnationale de pratiques et de discours étatsuniens sur l'exploration de l'espace : les accomplissements de l'Union soviétique étant activement effacés. En même temps, les dynamiques propres au lieu – une foire commerciale vaudoise – dévoilent des articulations avec la culture nationale et locale. Enfin, les exposés tenus par des experts européens et suisses lors de la Journée de l'Espace ajoutent une dimension industrielle et institutionnelle helvétique à l'exploration spatiale. Cette dernière est présentée comme un terrain d'opportunités pour l'industrie du pays et comme une plateforme de rapprochement institutionnel entre la Confédération et l'Europe occidentale.

Le présent chapitre enrichit l'histoire de la culture et des pratiques populaires des communications spatiales en Suisse en intégrant dans l'analyse les années 1970 et la période qui s'étale de la fin des années 1990 à nos jours. La décennie 1970 est celle de la généralisation et de la routinisation à l'échelle de la planète de l'emploi des communications spatiales, ce qui se manifeste par la croissance rapide de la construction de stations terriennes autour du globe. Alors que les vols habités emportant l'enthousiasme populaire durant les années 1960, comme en témoigne le Comptoir de 1962, la fascination transnationale pour les grandes antennes paraboliques s'inscrit plus volontiers dans ce qu'Alexander Geppert appelle une *astroculture post-Apollo*⁹⁷¹, plus tournée vers les effets sur Terre de l'exploration et de l'utilisation de l'espace. De plus, alors qu'en 1962, les discours helvétiques sur les communications spatiales ne pouvaient se passer de référence directe aux États-Unis ou à l'Europe occidentale, l'ancrage territorial de la Grande Oreille de Loèche permet un discours national et local : c'est une infrastructure « alpine », « suisse », « catholique », etc. La première puissance occidentale demeure néanmoins très présente, des années 1970 à aujourd'hui. Premièrement, l'antenne valaisanne est reliée aux satellites du réseau Intelsat, symbole de la domination étatsunienne en matière de communications spatiales et dont l'exposition aux abords de la station fait la promotion. Deuxièmement, la pensée architecturale moderniste

⁹⁷¹ GEPPERT Alexander C. T., « The Post-Apollo Paradox... ».

telle qu'elle se développe outre-Atlantique imprègne le travail des architectes responsables des bâtiments du plateau de Brentjong. Troisièmement, les discours sur les bienfaits pour l'humanité entière des communications par satellite, volontiers associés à la station terrienne suisse, reprennent des éléments des utopies communicationnelles qui datent certes du XIX^e siècle mais qui se teintent d'une couleur plus idéologique en ces temps de Guerre froide en faisant écho à la doctrine étatsunienne du *free flow of information*. Quatrièmement, à partir des années 2000, le spectre de la surveillance de la NSA contribue à obscurcir les représentations de la Grande Oreille au moment de la privatisation du secteur des télécommunications en Suisse et en Europe, de la mise en place d'un système helvétique de renseignement *via* satellite et de l'émergence de débats publics sur la surveillance globale.

Les deux chapitres introduisent un autre élément de continuité dans l'intégration des communications spatiales des années 1960 à nos jours : la tenue d'expositions grand public, espaces à la fois discursifs et physiques qui proposent une narration sur les technologies et participent à la familiarisation du public⁹⁷². Les études mettent en évidence le rôle de l'expérience sensorielle, matérielle et incarnée dans la construction de connaissances et d'imaginaires sur les satellites de communication. Le public va physiquement visiter ces pavillons, il lit des explications, voit des objets, les touche, suit un parcours prédéfini. Il est plongé dans la pénombre de l'exposition de la NASA de 1962 ou baigné dans la lumière naturelle que laisse filtrer le dôme valaisan. Grâce à la miniaturisation, une infrastructure globale peut être appréhendée dans son entier tandis qu'une maquette offre la possibilité de voir de près un satellite dont l'original gravite à des dizaines de milliers de kilomètres. L'exposition rejoue le monde en plus petit, plus accessible, plus intelligible⁹⁷³, et produit un savoir qui n'est pas neutre, malgré la scientificité et la technicité dont il se pare.

Dans le pavillon de la NASA et sous le dôme des Wenger, les communications spatiales sont un phénomène positif et strictement occidental. Elles participent à et sont le symbole d'une globalisation propice au progrès politique, économique et culturel à l'échelle de la planète. Elles font de la NASA, des PTT ou d'Intelsat des parangons de la modernité et des acteurs de l'innovation technique désirée. Elles laissent ce faisant deux catégories de savoir dans l'ombre : les enjeux géopolitiques et l'usage militaire des communications satellites. Ces espaces sont les vecteurs d'une pédagogie partielle et partielle ; les connaissances produites sont conformes à, voire consolident le modèle

⁹⁷² WEBER Anne-Katrin, *Television before TV...*, p. 145.

⁹⁷³ GEPPERT Alexander C. T., *Fleeting Cities...*

économique libéral et la position de la Suisse, ce « neutre occidental », dans la Guerre froide.

Aujourd'hui, ce type de discours continue d'être produit dans le cadre d'expositions sur l'exploration spatiale en Suisse. À cet égard, on peut mentionner celles proposées par le musée de la Communication à Berne ainsi que le musée des Transports de Lucerne, qui possède une halle dédiée à la navigation spatiale depuis 1972⁹⁷⁴. Les deux réactualisent une pédagogie peu critique, voire enthousiaste, vis-à-vis de l'innovation technologique et des activités spatiales. Le succès de ces expositions auprès du grand public laisse penser à la prééminence de cette culture (néo)libérale, occidentale et technophile des communications spatiales en Suisse, qui charrie par ailleurs l'idée d'une utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins strictement pacifiques.

⁹⁷⁴ « Une histoire à succès depuis 60 ans », *Verkehrshaus der Schweiz*, <https://www.verkehrshaus.ch/>.

Conclusion : une histoire foisonnante

À l'heure actuelle, plus de 10 000 satellites opérationnels flottent au-dessus de nos têtes. Ce nombre croît de manière exponentielle et les satellites de communication contribuent à cette augmentation. À cet égard, le réseau Starlink piloté par le milliardaire Elon Musk, qui place des milliers d'engins en orbite basse pour fournir de l'internet à haut débit, est un symbole des phénomènes conjoints de la privatisation accélérée de l'espace, des inégalités économiques qui structurent son accès et de sa saturation progressive. En plus des lancements ininterrompus, rebuts d'anciennes missions, morceaux de fusées et satellites inactifs s'amoncellent... Selon les estimations de l'Agence spatiale européenne (ASE) du 20 septembre 2024, plus d'un million d'objets de plus d'un centimètre gravitent sans but en orbite, auxquels s'ajoutent près de 130 millions de micro-débris, pour un poids total de 13 000 tonnes⁹⁷⁵. En accentuant le risque de collisions, vieux fragments et nouveaux engins vont jusqu'à remettre en cause la durabilité des activités humaines dans l'espace. Aujourd'hui, la question des débris spatiaux est donc une urgence pour la communauté scientifique et les organisations multilatérales⁹⁷⁶. Sept décennies après le vol inaugural de Spoutnik, l'environnement proche de la Terre est devenu une poubelle géante et le lieu du déploiement de formes renouvelées de capitalisme.

⁹⁷⁵ « Space debris by the numbers », *European Space Agency website*, 15.08.2024, https://www.esa.int/Space_Safety/Space_Debris/Space_debris_by_the_numbers.

⁹⁷⁶ Pour une perspective de longue durée, voir : RUTH RAND Lisa, *Space Junk: a History of Waste in Orbit*, Cambridge, MA, Harvard University Press, à paraître.

Bien qu'elles incarnent des inflexions significatives, les figures telles qu'Elon Musk ou Jeff Bezos – ces «*astrocapitalistes du New Space*»⁹⁷⁷ – ne doivent pas faire oublier que, d'une part, l'exploitation de l'espace a, dès le départ, une dimension fondamentalement commerciale et inégalitaire et, d'autre part, que la problématique de l'encombrement des orbites n'est pas nouvelle. L'histoire des satellites de communication en témoigne. Ces derniers ont non seulement été fabriqués dans le cadre de partenariats avec le privé, comme les autres satellites et fusées. Mais ils ont aussi été tout de suite dominés par les industries étatsuniennes qui les ont développés dès les années 1960 dans le but de fournir des services commerciaux. Par ailleurs, dès leur avènement, les satellites de communication ont fait craindre aux pays sans capacités spatiales que l'orbite géostationnaire soit déjà trop encombrée le jour où ils pourraient lancer leur propre système. La prise d'importance actuelle des enjeux écologiques (re)met donc au jour les limites de cette exploitation supposément infinie des ressources orbitales. Et les politiques mises en place pour faire face à ce phénomène ne sont pas dénuées de paradoxes, comme l'exemplifie le cas suisse.

En avril 2023, le Conseil fédéral a adopté une révision de la politique spatiale nationale⁹⁷⁸. Parmi les priorités, la réaffirmation de la stratégie multilatérale et la promotion de la durabilité vont de pair avec le renforcement de la compétitivité des entreprises suisses via le soutien à des projets commerciaux ; la défense des intérêts de l'économie du pays dans les arènes multilatérales ; et l'encouragement à l'innovation. En matière de communications spatiales, cette approche passe notamment via la participation au programme ARTES (Advanced Research in Telecommunications Systems) Core Competitiveness de l'ASE qui vise à accroître les parts de marché des entreprises européennes et canadiennes et à développer de nouveaux services. Quant à la problématique de la durabilité, la Confédération l'investit également via le canal historique de ses activités spatiales, à savoir l'ASE et, en l'occurrence, son programme Space Safety. Entre 2020 et 2024, c'est même une start-up issue de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), ClearSpace, qui a mené la phase inaugurale de la première mission de nettoyage de l'espace de l'ASE en prenant la tête du consortium formé par des industriels des États financeurs⁹⁷⁹.

⁹⁷⁷ SAINT-MARTIN Arnaud, RÉGNAULD Irénée, *Une histoire de la conquête spatiale : des fusées nazies aux astrocapitalistes du New Space*, Paris, La Fabrique, 2024.

⁹⁷⁸ *Politique spatiale 2023*, Berne, Confédération Suisse, 2023.

⁹⁷⁹ SANDOZ Marie, « 2026, orbite basse de la Terre. Nettoyer l'espace... Et polir l'image de la Suisse », in : DASEN Véronique et al. (éd.), *Histoire mondiale de la Suisse*, Neuchâtel ; Zurich, Éditions Alphil ; hier + jetzt, à paraître.

Avec ClearSpace, la question environnementale et l'importance nouvelle que prennent les start-up dans la *New Space Economy* se rencontrent au sein d'un cadre institutionnel qui a historiquement fait converger recherche, financements publics et industrie. En poursuivant une logique d'expansion commerciale, l'entreprise met au jour les paradoxes à l'œuvre quand nettoyer l'espace rime avec débouchés économiques. Sur son site web, la volonté d'étendre ses services – c'est-à-dire ajouter aux débris en orbite des satellites-déblayeurs – côtoie tout naturellement le slogan : « *pionnier du développement durable au-delà de la Terre* »⁹⁸⁰. L'entreprise rejoue au-dessus de nos têtes l'oxymore éternel du capitalisme vert ou de la croissance durable, en adéquation avec la politique spatiale de la Suisse. Avec son image des plus « propres » et avec plusieurs de ses partenaires actifs dans l'aéronautique militaire, ClearSpace réactive un autre mécanisme qui caractérise l'histoire de l'exploitation de l'espace : la mise en avant de ses usages civils et la prédominance des discours sur sa dimension soi-disant universelle et pacifique pour laisser dans l'ombre la surveillance et la guerre.

Le présent ouvrage espère avoir fourni quelques outils pour aborder ces évolutions contemporaines avec un certain recul historique et critique. Il a en particulier proposé la notion d'intégration de l'infrastructure des satellites de communication avec l'objectif de les faire « atterrir » dans les complexités, les histoires et les rapports de pouvoir terrestres. La notion nous était apparue pertinente pour adresser l'histoire *helvétique* des communications spatiales car elle permettait d'aborder les enjeux propres à une technologie transnationale sur un territoire et pour des acteurs qui n'en sont pas à l'origine. La perspective suisse – avec son exigence d'articuler les marges et le centre de la conquête de l'espace – demandait une approche particulière. Dans le cadre d'une recherche en histoire, le terme d'intégration possédait un autre atout précieux : il renvoie à un processus temporel qui renferme un dialogue entre l'ancien et le nouveau. Poser la question de l'intégration nous plaçait dans une disposition propice à identifier la continuité comme le changement et à être attentive à la manière dont l'un et l'autre s'imbriquent dans la durée. En nous appuyant sur l'historiographie et les études sociales sur la technologie et les infrastructures, nous avons affiné notre appréhension de l'intégration en la déclinant en six dimensions interdépendantes. L'intégration des communications spatiales en Suisse est le fruit de rapports de force conflictuels. Elle engage une variété d'acteurs et d'arènes de négociations. Elle articule différentes échelles géographiques. Elle implique des interactions entre différentes formes

⁹⁸⁰ Sur la page d'accueil du site web de ClearSpace : <https://clearspace.today/>.

médiatiques. Elle se déploie au sein de périodisations plurielles et s'inscrit dans des évolutions synchroniques et diachroniques. L'intégration des communications spatiales en Suisse est, enfin, (im)perceptible ; certains de ses pans bénéficient d'une grande visibilité (matérielle, sensorielle et discursive) quand d'autres restent dans l'ombre, ce qui produit un savoir politiquement situé sur leur fonctionnement et leurs effets. Arrivée au terme de ce travail, il nous semble que l'utilité d'une telle notion pourrait dépasser son cadre d'origine en encourageant à être sensible aux histoires, aux territorialités, aux épistémologies, à l'intermédialité et aux dimensions politiques et conflictuelles des technologies médiatiques.

Au fil des chapitres, l'articulation de la perspective helvétique, de la notion d'intégration et du satellite de communication a alimenté différents arguments sur lesquels cette conclusion propose de revenir.

Vers une histoire télécommunicationnelle de la télévision

Les résultats de ce travail s'inscrivent d'abord dans le sillage de travaux qui documentent les *constantes* transformations qui caractérisent l'histoire de la télévision⁹⁸¹. Avec eux, il contredit une idée qui tient une place importante dans l'historiographie des médias ; celle de la « *double naissance* »⁹⁸². Selon ce modèle, les médias traversent des cycles de vie caractéristiques où la flexibilité de leurs usages et de leurs significations est inhérente à leur phase d'émergence. Suivent leur institutionnalisation et la stabilisation de leur modèle économique, social et culturel. C'est le cas dans le travail pionnier de Carolyn Marvin sur le téléphone et le télégraphe où l'incertitude et les pratiques plurielles sont attribuées à leur « *nouveauté* »⁹⁸³. Cet argument se retrouve dans des contributions plus récentes qui s'attachent à définir la « *nouveauté* » des médias dans une perspective historique⁹⁸⁴. Par le biais du

⁹⁸¹ En particulier : URICCHIO William, « Television's First Seventy-Five Years... » ; STAUFF Markus, KEILBACH Judith, « When Old Media Never Stopped Being New... » ; VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, « Introduction », in : VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, *Pour une histoire élargie de la télévision...*

⁹⁸² GAUDREULT André, MARION Philippe, « Un média naît toujours deux fois... », *Sociétés & Représentations* 2(9), 2000, pp. 21-36 ; BALBI Gabriele, NATALE Simone, « The Double Birth of Wireless... ».

⁹⁸³ MARVIN Carolyn, *When Old Technologies Were New...*

⁹⁸⁴ Par exemple : GITELMAN Lisa, PINGREE Geoffrey B. (éd.), *New Media, 1740-1915...* ; GALILI Doron, *Seeing by Electricity...*

satellite, il a été possible de montrer que l'identité de la télévision, mais aussi du téléphone, se renégocie à des moments où leur organisation économique et leurs usages dominants sont institutionnalisés. À travers l'étude de la relation de la presse suisse aux « nouveaux médias » audiovisuels des années 1920 aux années 1980, le chapitre 3 a qui plus est indiqué que les journaux, eux aussi, s'adaptent continuellement. Télévision, téléphone, presse... Le « constant renouvellement » dont parlent surtout des historien·nes de la télévision est-il valable pour l'histoire de tous les médias ? C'est sans doute une discussion à avoir. Par ailleurs, en plaçant au centre de ses préoccupations les arènes de négociation et la conflictualité entre des acteurs bien identifiés, cet ouvrage a mis en évidence le rôle déterminant des rapports de pouvoir dans ces réagencements médiatiques. Cette perspective politique et incarnée a montré que la forme dominante que prennent les communications spatiales en Suisse n'est ni logique ni naturelle. Autrement dit, les croisements entre le satellite, la télévision et le téléphone renseignent aussi bien sur leur flexibilité historique que sur le caractère contesté et contingent de leur développement.

Cette recherche a aussi témoigné de la richesse de faire dialoguer les historiographies des médias de masse et des télécommunications, qui demeurent étonnamment segmentées. Dans cette perspective, la *télévision* par satellite n'a pas tant été abordée *via* l'étude de ses images et de ses programmes, c'est-à-dire *via* l'angle privilégié par la littérature traditionnelle sur le média. En revanche, le rôle des enjeux géopolitiques et technodiplomatiques dans son intégration en Suisse a bénéficié d'une place de choix. Réciproquement, le livre a choisi d'aborder les phénomènes de médiatisation des *télécommunications* spatiales en analysant leur mise en spectacle, en images et en exposition. L'impulsion à ce dialogue a été donnée par l'objet du satellite de communication lui-même dont la flexibilité des usages rapproche télévision et téléphone, comme un indice. Dans l'ouvrage de référence *Cultures in Orbit*⁹⁸⁵, Lisa Parks avait relevé la qualité épistémique du satellite pour problématiser le télévisuel. La chercheuse l'avait démontré en s'intéressant aux images télévisuelles comprises au sens large et produites par des satellites de communication, militaires, scientifiques. Dans cet ouvrage, ce sont les multiples points de convergence entre les télécommunications et la télévision par satellite qui ont retenu notre attention. Au fil des pages, la porosité historique entre les communications *point-to-point* et *broadcasting* a été mise en évidence et discutée.

⁹⁸⁵ PARKS Lisa, *Cultures in Orbit*....

L'objet satellite invite donc à deux déplacements. Il pousse d'abord à réfléchir à la circulation des images télévisuelles dans des espaces et pour des usages qui ne relèvent pas du média de masse bien connu. Il encourage ensuite à problématiser les relations entre les modes de diffusion *broadcasting* et *point-to-point*. L'addition de ces deux réflexions apparaît stimulante pour de futures recherches. À cet égard, l'histoire de la télévision en circuit fermé est une piste intéressante. Comme le montrent les travaux d'Anne-Katrin Weber, ce dispositif léger conçu durant la Seconde Guerre mondiale à des fins militaires se déploie par la suite dans différents domaines civils, de la médecine à l'enseignement et l'industrie, entre autres⁹⁸⁶. La télévision en circuit fermé sert alors des objectifs variés : surveillance, automation, communication, formation, ciblage, etc. Le statut de ces images, leur rôle au sein d'opérations diverses (administratives, commerciales, militaires, scientifiques), leurs publics ainsi que les modalités de leur circulation (qui tendent vers le *point-to-point* plutôt que vers le *broadcasting*) permettent de nourrir une autre histoire de la télévision qui met notamment en exergue le caractère « utilitaire » du média. De futures recherches pourraient ainsi démontrer la pertinence de la télévision pour des champs historiographiques où les médias sont absents et même faire dialoguer lesdits champs de manière originale : la télévision en circuit fermé semble en effet capable de tirer des traits d'union entre, par exemple, la finance, l'école et la médecine d'après-guerre.

Se pencher sur l'utilisation conjointe du satellite et de la télévision en circuit fermé contribuerait à ces questionnements en mettant en tension la visée globale et les enjeux géopolitiques propres à l'infrastructure transnationale avec l'espace de diffusion fermé, *point-to-point*, d'un dispositif télévisuel. À ce sujet, il est intéressant de mentionner deux recherches aux objets différents. D'une part, l'historien de la médecine David Freis a analysé le Congrès de l'Association des médecins ouest-allemands de mars 1970⁹⁸⁷. L'événement était marqué par une téléconférence en circuit fermé et via satellite entre des experts de médecine spatiale basés dans des centres de la NASA à Houston et San Antonio et près de

⁹⁸⁶ WEBER Anne-Katrin, « "L'œil électrique" et "la torpille volante" : pistes pour une histoire du drone à partir de l'histoire télévisuelle », *A contrario* 2(29), 2019, pp. 81-98 ; WEBER Anne-Katrin, « Decentering the Broadcasting Dispositif... », pp. 1-31 ; sur la télévision en circuit fermé, voir aussi : MURRAY Susan, « The New Surgical Amphitheater... », pp. 772-797.

⁹⁸⁷ FREIS David, « When Teleconferencing was the Future: the 1970 "Medizin Interkontinental" Transmission and West German Medicine in the Space Age », *European Journal for the History of Medicine and Health* 79(1), 2022, pp. 32-66.

25 000 médecins éparpillés dans des salles en Allemagne de l'Ouest, en Autriche et en Suisse. Le satellite donne alors une dimension spectaculaire et globale à un Congrès qui réunit une communauté bien spécifique. D'autre part, l'historienne de l'art Clara Royer a étudié une série de performances intitulées *Tele-Sky* qui ont été réalisées par le collectif d'artistes étatsuniens Communicationsphere au début des années 1980⁹⁸⁸. Le collectif combinait l'usage du satellite et de la *Slow-Scan Television*, reliant par exemple le Massachusetts Institute of Technology et le métro de Sydney. Dans ce cas, le satellite croise les milieux de l'art et se fait le canal de performances artistiques de niche. Pour les médecins de 1970 et les artistes de 1980, le satellite représente un futur technologique désirable. Il incarne la modernité de la science et la médecine ou promet une fraternité universelle grâce à un accès démocratique et équitable aux technologies spatiales et de la communication. Cette foi dans le progrès fait envisager un usage régulier du satellite à ces acteurs plus ou moins marginaux en termes de pouvoir économique et politique. Mais la technologie spatiale s'avère trop coûteuse. Avant que le numérique ne change la donne, de telles pratiques ne dépasseront pas le stade de l'expérimentation événementielle. De futurs travaux qui s'intéresseraient à la rencontre entre le satellite et la télévision en circuit fermé pourraient donc aussi aborder les implications économiques et politiques de l'usage de technologies *high-cost* et *low-cost* ainsi que les divers enjeux de leur combinaison.

Les communications spatiales et la Suisse : une histoire nécessairement transnationale

Notre ouvrage avait l'ambition d'identifier les modalités helvétiques de l'intégration des communications spatiales en soutenant en parallèle l'hypothèse que cette intégration n'avait pas provoqué de rupture dans l'histoire (des communications) du pays.

Concernant ce dernier argument, le livre l'a alimenté en replaçant l'histoire des communications spatiales dans des généalogies plurielles qui l'informent et la dépassent. Prenons deux chapitres pour exemples. Premièrement, le chapitre 1 a situé la conversation publique *via* satellite

⁹⁸⁸ ROYER Clara, «Communicationsphere: Sarah Dickinson and Aldo Tambellini's Geopolitics of Telepresence», *Colloque international «Télé-Visions. Technologies of Ubiquity in Visual Arts (19th-21st Centuries)»*, Paris, 3-4 octobre 2023.

entre Lausanne et Washington, qui se déroule au Comptoir suisse de 1962, dans la prise d'importance de la diplomatie culturelle et scientifique à une période de détente des relations Est-Ouest; dans la longue tradition de mise en spectacle de technologies médiatiques dans le cadre de foires et d'expositions; et dans la politique étrangère de la Suisse en ce début des années 1960, qui allie atlantisme et européenisme. Deuxièmement, le chapitre 4 a mis en évidence comment le satellite de communication s'est inséré dans la tradition multilatérale de la SSR ainsi que dans la stratégie que l'entreprise de service public met en place au tournant des années 1980, quand sa domination sur le paysage national des médias est remise en question et qu'une vague néolibérale transforme la gestion des services publics (audiovisuels) occidentaux. Dans chacun des cinq chapitres, les communications spatiales ne provoquent pas de rupture *per se*. Elles sont une plateforme de (re)activation, de médiation ou d'accélération de phénomènes historiques diachroniques et synchroniques.

De la sorte, la perspective helvétique – depuis les marges de la conquête spatiale – a permis de disloquer le mythe du satellite comme le vecteur d'une globalisation uniforme et « par le haut ». Le livre contredit en cela le théoricien canadien Marshall McLuhan qui, avec sa métaphore du village global, prévoyait un aplanissement du terrestre par le passage révolutionnaire à la verticalité offerte par le satellite. En s'intéressant à la manière dont une pluralité d'acteurs helvétiques se sont saisis matériellement et discursivement des communications spatiales en leur assignant des fonctions politiques variées, les chapitres ont dévoilé la persistance de logiques « horizontales » : création de centres et de périphéries ; dynamiques régionales ; spécificités linguistiques ; pratiques culturelles ; débats au sein d'institutions nationales et multilatérales bien établies ; incorporation du satellite dans les modèles d'organisation et de diffusion traditionnels de la télévision et du téléphone.

Exposer les articulations « horizontales » des communications spatiales ne signifie cependant pas que nous avons écrit une histoire « par le bas » du satellite, au sens d'histoire populaire. Le satellite est une technologie du pouvoir et des élites dont le développement dans les pays occidentaux s'effectue à l'aune de logiques capitalistes qu'il tend à renforcer. Cependant, concevoir les communications spatiales comme une plateforme de luttes et un vecteur de hiérarchisation ainsi que s'intéresser aux canaux qui ont diffusé une culture satellitaire dans la société helvétique a permis d'ancrer l'infrastructure dans une histoire politique et culturelle. Cette démarche éloigne le spectre du déterminisme technique et inclut dans l'analyse des représentations et pratiques

sociales largement partagées. Elle laisse également entendre certaines voix alternatives tout en dévoilant la manière dont elles seront minorées.

Par ailleurs, cet ouvrage ne réfute pas la contribution des communications spatiales à des dynamiques d'internationalisation. La circulation transnationale d'idées, d'acteurs, de pratiques et de technologies habite chacun des chapitres. Ces dynamiques ne sont toutefois pas « révolutionnaires » et elles impliquent des jeux d'échelles complexes. Les discours sur la planétarisation accolée aux communications spatiales ont une histoire qui précède largement les satellites et possèdent toujours une fonction politique. Cet ouvrage a ainsi montré que les communications par satellite en Suisse s'inscrivent dans des processus préexistants ou concomitants et qu'elles ont des significations et des effets qui varient selon le lieu, le locuteur, la période. Leur intégration dans des histoires, des pratiques, des discours et des espaces divers répond à une logique d'influence réciproque où la continuité prime sur la rupture. À cet égard, la perspective helvétique a une valeur heuristique certaine car elle éloigne la tentation des grands récits. Quand on décentre le regard, le mythe du village global perd de son opérabilité.

Ces formes de continuité se déploient selon des spécificités helvétiques dont l'absence d'un programme spatial national, la politique de neutralité, la tradition multilatérale, l'appartenance *de facto* au bloc occidental et le plurilinguisme en sont les principales. La présente recherche a ainsi alimenté l'historiographie existante sur les relations internationales de la Suisse dans la Guerre froide par le biais de la science et de la technologie. Grâce à son approche par les médias, elle a introduit dans cette littérature des acteurs originaux, comme les PTT helvétiques et la SSR. Alors que l'historiographie sur ces institutions n'aborde pas leur dimension internationale pour la seconde moitié du xx^e siècle, cet ouvrage a montré qu'elles étaient de véritables actrices du multilatéralisme suisse durant la Guerre froide. Documenter leur positionnement au sein de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de l'Union européenne de radiotélévision (UER) a en outre révélé l'intérêt d'étudier ces organisations encore négligées par la recherche en histoire suisse.

Le chapitre 2, au sujet de la Conférence de l'UIT sur la radiodiffusion directe par satellite de 1977, documente ainsi un épisode du multilatéralisme suisse où des technocrates des PTT collaborent étroitement avec des diplomates du Département politique fédéral. Étudier la convergence entre la politique satellitaire de l'UER et de la SSR, en collaboration avec l'Agence spatiale européenne, documente un pan méconnu de la place de la Suisse dans la construction européenne. Cette convergence révèle au passage l'attrait

économique que revêt la coopération internationale pour une «petite» télévision dans un domaine qui exige des investissements financiers massifs. Que ce soit à l'UIT ou à l'UER, le plurilinguisme helvétique – à savoir un facteur culturel – joue en outre un rôle important dans des négociations technodiplomatiques, dans la formation d'alliances stratégiques ou encore dans la menée de projets de télévision par satellite. Enfin, l'UER et l'UIT sont des espaces où il est possible d'observer la certaine distance que prennent des représentations suisses avec des positions défendues par les États-Unis durant la période de la Guerre froide.

Le long des chapitres, la dimension heuristique du satellite pour écrire une histoire transnationale de la Suisse a agi hors de l'analyse d'institutions multilatérales. Le chapitre 5, qui retrace l'histoire de la première station terrienne pour satellites de Suisse, croise par exemple les études sur les infrastructures et un intérêt pour les représentations et les pratiques culturelles où l'analyse des jeux d'échelles tient une place prépondérante. L'infrastructure de communication peut simultanément revêtir des significations propres au Canton où elle se situe, à l'identité suisse, au modernisme architectural étatsunien ou au système global qu'elle territorialise et matérialise. Les communications spatiales – en tant que technologie médiatique transnationale – ont aussi permis une lecture originale du tournant néolibéral des années 1980 tel qu'il se manifeste en Suisse. La fin du monopole de service public de la SSR, le rôle croissant d'acteurs médiatiques privés et transnationaux et la diversification audiovisuelle de la presse ont été étudiés selon une perspective qui inclut tout à la fois le facteur transnational et technologique.

De manière plus générale, nous espérons avoir mis en évidence la pertinence et la richesse pour l'historiographie suisse de l'histoire des médias quand celle-ci demeure un champ peu représenté dans les départements d'histoire. Et pourtant, il y a tant de recherches à mener. Dans cet ouvrage, les programmes de télévision *via* satellite ont notamment été laissés de côté alors qu'ils représentent une porte d'entrée stimulante pour approfondir l'histoire transnationale de la Suisse, de la SSR et de ses trois télévisions régionales. L'analyse des émissions et des images qui transitent par satellite pourrait éclairer la manière dont «l'ailleurs», «le global», «l'actualité» et «le direct» s'articulent sur les petits écrans helvétiques à une époque où le média joue un rôle politique, social et culturel majeur dans la vie des habitant·es. L'étude des contenus audiovisuels pourrait alors se coupler à une approche matérielle qui prendrait en compte l'évolution historique des infrastructures nécessaires à la transmission internationale d'images télévisuelles ainsi que leurs enjeux géopolitiques, économiques et institutionnels. L'historiographie

suisse sur les télécommunications est en outre anémique. L'histoire des PTT helvétiques durant le xx^e siècle, dont cet ouvrage a éclairé certains pans, est pourtant un champ d'investigation plein de promesses. La régie fédérale, en tant que responsable des infrastructures postales, téléphoniques, de radio et de télévision, ouvre par exemple la voie à une histoire décloisonnée des communications en Suisse qui croiserait celle de la logistique et des transports.

Nous aimerions parachever cette conclusion sur la notion de marginalité. Le long de cette recherche, elle a été employée de deux manières entrelacées. La marginalité faisait d'abord référence à une posture heuristique apte à revaloriser des objets, questions et phénomènes généralement relégués dans les marges de l'analyse historique des médias et de la conquête spatiale. Ensuite, la marginalité qualifiait la place internationale de la Suisse en matière de communications par satellite. Dans les deux cas, la notion implique un rapport intéressant avec le centre. Premièrement, en s'attachant à montrer l'importance de phénomènes dits « marginaux », l'approche heuristique mentionnée contribue à en révéler la centralité. Deuxièmement, la « marginalité » de la Suisse dans la conquête et l'exploitation de l'espace a été énoncée afin de la dénaturiser. Cet ouvrage a en effet montré qu'il ne s'agissait pas d'une position inéluctable. Avec celui du village global, l'histoire des communications spatiales en Suisse détricote donc aussi le mythe de la Confédération comme un « *petit État faible* »⁹⁸⁹. Le contre-exemple du Luxembourg, dont la politique des médias est historiquement libérale, l'a bien montré. Le Grand-Duché, qui partage nombre de caractéristiques avec la Suisse, devient un acteur dominant de la télévision par satellite en Europe à la fin des années 1980, ceci grâce au soutien politique et financier de l'État au réseau privé et transnational Astra. En Suisse, le gouvernement, les PTT et la SSR rechignent à mettre la main au portefeuille et combattent le modèle de télévision par satellite néolibéral tel qu'il se développe chez le « petit » voisin. De plus, l'intégration des communications spatiales en Suisse est accompagnée par des projets et des discours qui envisagent pour le pays une place loin d'être marginale. Sa centralité en Europe occidentale, sa neutralité politique, sa tradition multilatérale, l'exiguïté de son territoire ou encore son plurilinguisme sont invoqués par des acteurs helvétiques et étrangers pour en faire le pays « idéal » pour opérer ou gérer un réseau satellitaire. C'est par exemple le cas des promoteurs britanniques et suisses du premier projet

⁹⁸⁹ GUÉX Sébastien, « De la Suisse comme petit État faible : jalons pour sortir d'une image en trompe-l'œil », in : GUÉX Sébastien (éd.), *La Suisse et les Grandes puissances, 1914-1945. Relations économiques avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève, Droz, 1999, pp. 7-29.

de télévision directe par satellite du pays, Tel-Sat ; ou encore du directeur de la société française Telfrance, Michel Canello, qui envisage un temps de développer des programmes de fiction internationaux depuis la Suisse⁹⁹⁰. En 1968, Edouard Haas, alors directeur de la Télévision suisse, donnait une illustration précoce de ces projections :

« Si l'échange international de programmes par satellites doit se dérouler de manière satisfaisante, il fonctionnera entre les différents systèmes de satellites d'Europe, d'Amérique et d'Extrême-Orient en passant par un centre de commutation et de coordination. Serait-ce téméraire de briguer pour la Suisse ce rôle de plaque tournante ? Notre neutralité, notre tradition d'accueil pourraient être utiles à l'organisation d'un système mondial de transmission par satellites. »⁹⁹¹

Le long de cet ouvrage, s'est dévoilée une histoire foisonnante, composite, conflictuelle et mouvante des satellites de communication. Les bornes chronologiques ont été dilatées. Les questions diplomatiques et techniques ont croisé le rôle des imaginaires communicationnels. Des publicitaires et des technocrates des PTT ont fréquenté des diplomates, des architectes, des badauds au Comptoir suisse, des touristes se baladant dans les Alpes valaisannes et différents parlementaires. L'histoire de la presse, de la radio, de la télévision et du téléphone ont éclairé celle du satellite et réciproquement. Une diversité de notions théoriques et d'approches historiographiques ont été manipulées. Nous espérons que ce foisonnement n'a pas été une dispersion, mais bien un moyen de faire descendre de leurs orbites ces satellites autrement si lointains, intouchables, imperceptibles. L'ambition était *in fine* de leur donner une intelligibilité historique afin d'en saisir le caractère politique, hier comme aujourd'hui.

⁹⁹⁰ VOUILLAMOZ Raymond, *Zapping intime...*, p. 57.

⁹⁹¹ Edouard Haas, « La Suisse à l'heure des satellites de communication », *Rapport de la SSR*, 1968, p. 13.

Bibliographie

A. Centres d'archives

Archives cantonales vaudoises, Chavannes-près-Renens

PP 888 Presse suisse, Association de la presse suisse romande, 1918-2017 (Fonds)

- PP 888/99 Vidéotex et télétexte, 1978.01.01- 1986.02.28 (Sous-dossier)
- PP 888/100 Télévision par câble, 1980.05.21- 1984.07.25 (Sous-dossier)
- PP 888/101 Télévision par satellite, 1980.03.10- 1987.09.03 (Sous-dossier)

PP 966 Coopérative du Comptoir suisse, 1908-2011 (Fonds)

- PP 966/20/1 Correspondence, 1960-1963 (Sous-série)
- PP 966/67 43ème Comptoir suisse du 8 au 23 septembre 1962, 1962 (Sous-série)
- PP 966/153 43ème Comptoir suisse du 8 au 23 septembre 1962, 1962 (Sous-série)
- PP 966/197 43ème Comptoir suisse du 8 au 23 septembre 1962, 1962 (Sous-série)
- PP 966/204 Rapports 1921-2000, 1921-2000 (Sous-série)
- PP 966/207 Catalogues du Comptoir suisse, 1916-2011 (Sous-sous-série)
- PP 966/339 Comité d'organisation, 1919-1965 (Sous-série)
- PP 966/357-359 43ème Comptoir suisse, 1962 (Sous-sous-série)
- PP 966/582 Pavillon de la recherche spatiale, 1962 (Sous-dossier)
- PP 966/172 63ème Comptoir suisse du 11 au 26 septembre 1982, 1982 (Sous-série)

Archives centrales de la Société suisse de radiodiffusion, Berne

**Les chercheurs et chercheuses n'ont pas accès à la base de données des archives de la SSR. Il est donc difficile de rendre compte de la place des documents consultés au sein des fonds. De plus, de nombreuses archives que nous avons utilisées ne sont pas inventoriées. Il a donc été ajouté la taille matérielle approximative des références listées ci-dessous.*

Fonds Bellac

- B 001.001 Sammlung Bellac, Private dokumentensammlung Paul Bellac, 001.29-001.40 (Une boîte)
- B 001.001-102.01 Sammlung Bellac, Private dokumentensammlung; Radio in der Schweiz, 001.41-102.01.02 (Une boîte)
- B 001.213.02-213.03 Sammlung Bellac, Kabel- und Satellitenfernsehen, 213.02.16 – 213.03.04 (Une boîte)
- B 001.213.03 Sammlung Bellac, Satellitenfernsehen, 213.03.05 – 213.03.12 (Une boîte)
- B 413.03.46 « Unsere Welt » - « Notre Monde » 25.6.67 (une chemise)

Fonds Belser

- B 002.213.02 bis 213.03 Sammlung Belser, Fernsehen Schweiz: Technik, 213.02.03 bis 213.03.01 (Une boîte)
- B 002.213.03 bis 216.01 Sammlung Belser, Fernsehen Schweiz: Technik; Neuen Medien, 213.03.07 bis 216.01.02 (Une boîte)
- B 002.213.03 Sammlung Belser, Fernsehen Schweiz: Technik, 213.03.02 bis 213.03.06 (Une boîte)

Fonds presse

- Satellitenfernsehen 1976-1984, Presse 01.113.01 bis Presse 01.113.06 (Une boîte)

Archives non inventoriées (« Zwischen Archivs ») sur le thème « Satelliten »

- Z 01.8/a Satelliten; Wichtige Akten, 1964-1985 (Un classeur)
- Z 01.8/a Satelliten: OTS, L-SAT, Eutelsat, TV5, 3 Sat, Tranponder-Miete, 1984-1987 (Onze classeurs)
- Z 02.8/a Satelliten: Pay TV – Tel-Sat Pressekonferenz Tel -Sat 19.4.82 + Modell einer Trägerschaft für Satellitenrundfunk + Referat Walpen Ok.t 83 (Une boîte)

- Z 03.8/a Satelliten - Satelliten TV, 1984-1987 (Une boîte)
- Z 03.12/c Pay TV (Satelliten), 1983 (Deux classeurs)
- Z 04.8/a Tel-Sat Satellite Suisse, 1980-1984 (Deux classeurs)
- Z 04.18/c Satellite francophone TV5, 1982-1987 (Deux boîtes)
- Z 05.8/a Satellit. Boden-Station Leuk. PTT/SRG/UER 1983-1984 (un classeur)
- Z 05.9-a TV Technik Satelliten, 1965-1968 (Un classeur)
- Z 06.9/a Satelliten: *Telstar*, *Early Bird*, 1962-1965 (Une boîte)
- Z 08.9/a Satelliten: SSR Télévision par satellite, 1966-1977 (Une boîte)
- Z 09.9/a UER Satelliten, 1969-1976 (Trois boîtes)
- Z 22.8/a Symposium sur la radiodiffusion par satellite, Dublin, 23-25 mai 1977 (Un classeur)
- Z 23.8/a Satelliten OTS, L-SAT, Eutelsat, TV5, 3 Sat, Tranponder-Miete. 1978-1984 (Quinze classeurs)
- Z 30.18/b Radiodiffusion par satellite, Demande de concession de Telvetia, 1980-1982 (Une chemise)
- Z 37.18/b Satellites de R/TV directs + AGr der interessierten Kreise + UER Sat. Nordsat/L-Sat Olympus, 1979-1990 (Une boîte)
- Z 38.18/b Satellites de radiodiffusion. Groupe de travail des cercles intéressés. Dossier no. 1. 1983 (Un classeur)
- Z 39.18/b SSR – Satellites de radiodiffusion et télévision directs, 1982-1986 (Une chemise)

Archives de la construction moderne – EPFL, Lausanne

Fonds 0183 - WENGER Heidi et Peter

- Dossier 0183.03.0126 - [126] Station-relais satellite

Archives de la Radio Télévision Suisse, Genève

SDA. Documentation presse. 629.195.2 Satellites de télécommunications → 1985

SDA. Documentation presse. 629.195.2 Satellites de communication Intelsat-Comsat + Tel-Sat 1986-1987

SDA. Documentation écrite. 629.195 Satellites artificiels + 629.195.1 Satellites météo + 625.195.2 Satellites de communication + 629.196/CH Satellites. → 1989

SDA. Documentation écrite. 654.197 TV5 1984-1989

Archives des PTT suisses, Köniz

T-00 D Fernmeldedepartement / Telecom PTT, 1980-1997 (Fonds)

- Reg. Nr. 403: Schweizer Rundfunk- u. Fernsehsatellitensystem, Tel-Sat 1980-1982 (série)
- Reg. Nr. 470: Allgemeines, Verkehr, mit/über Bodenstationen u. Satelliten, 1980-1987 (série)
- Reg. Nr. 471: Bodenstation Leuk 1980-1987 (série)

Archives d'État Genève, Genève

Fonds de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève (CCIG), Série Télécommunications et médias

- Archives privées 324.24.F.282.1, Radio, télévision et organisations locales, 1980-1985
- Archives privées 324.24.F.261.1, Vidéotext, 1984-1985
- Archives privées 324.24.F.260.1, Télécommunications suisses, 1933-1982
- Archives privées 324.24.F.182.1, Téléphonie internationale, 1933-1982

Archives fédérales suisses, Berne

E2003A* Abteilung für internationale Organisationen: Zentrale Ablage (1955-1972) (sous-fonds)

- E2003A#o.324.6 Recherches spatiales, 1960-1978 (Série)
- E2023A#o.324.6 Recherche spatiale, 1982-1993 (Série)
- E2003A#o.713.64 Recherches et utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, 1959-1978 (Série)

E5001G* Direktion der eidgenössischen Militärverwaltung: Zentrale Ablage (1959-1989) (Sous-fonds)

- Schweizerische Bodenstation für Fernmeldesatelliten, 1969 (Dossier)

E7175B* Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit: Arbeitskraft und Auswanderung (1942-1978) (Sous-fonds)

- E7175B#1982/106#22* Satellite (Bodenstation für Fernmeldesatelliten), 1972 (Dossier)

E8001C* Generalsekretariat des eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartements: Zentrale Ablage (1963-1995) (sous-fonds)

- E8001C#D.15 Satellitenrundfunk (Allgemeines, Tel-sat etc). 1972-1985 (Série)
- E8001C#D.60.01 UIT (Verwaltungsrat, Vollversammlung WARC'S, CCIR, CCITT) 1977-1982 (Serie)
- E8001D-01#841 Satellitenrundfunk. 1980-1985 (Série)
- E8001D#841 Direktrundfunksatellit, 1984-1988 (Série)
- E8001D#842 Fernmeldesatelliten, 1982-1989 (Série)

E8210A* Delegierter für Fragen der Atomenergie: Zentrale Ablage (1956-1969) (Sous-fonds)

- E8210A#1992/30#162* Dokumentation: Arbeitsgruppe VED zum Studium einer schweizerischen Bodenstation für Fernmeldesatelliten, 1965-1967 (Dossier)

B. Revues et presse spécialisée

**Sont indiquées les années passées en revue.*

Bulletin / Association suisse des éditeurs de journaux, 1943-1991, Zurich, SZV. Bibliothèque nationale suisse.

Bulletin technique / Entreprise des postes, téléphones et télégraphes suisses, 1947-1995, Berne, Hallwag AG. En ligne : <https://www.e-periodica.ch/digbib/volumes?UID=cmt-003>

Das Werk: Architektur und Kunst, 1970-1979, Bern, Bund Schweizer Architekten. En ligne : <https://www.e-periodica.ch/digbib/volumes?UID=wbw-002>

Journal des télécommunications, 1960-1990, Genève, UIT. En ligne : <https://historicjournals.itu.int/issues>

L'homme et l'espace : revue internationale d'actualité spatiale, 1961-1963, Lausanne, Actualité scientifique et technique S.A. Bibliothèque de Genève.

Revue des PTT, 1957-1990, Berne, PTT. Bibliothèque de Genève.

Revue de l'UER. Cahier A, Technique, 1958-1990, Bruxelles, Union européenne de radiodiffusion. Bibliothèque de Genève.

Revue de l'UER. Cahier B, Informations générales et juridiques, 1958-1990, Genève, Union européenne de radiodiffusion. Bibliothèque de Genève.

C. PUBLICATIONS OFFICIELLES

Bulletin officiel et procès-verbaux de l'Assemblée fédérale suisse

Feuille fédérale

Rapports de gestion du Conseil fédéral suisse

Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse

Rapports de gestion annuels de la SSR dès 1931

D. Presse numérisée

Archives en ligne du *Journal de Genève*, de la *Gazette de Lausanne* et du *Nouveau Quotidien* : <https://www.letempsarchives.ch/>

Presse numérisée des Cantons de Berne, Bâle-Ville, Fribourg, Genève, Grisons, Jura, Neuchâtel, Nidwald, Saint-Gall, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Zoug, Zurich : <https://www.e-newspaperarchives.ch/>

Presse numérisée du Canton de Vaud : <https://scriptorium.bcu-lausanne.ch/>

Presse numérisée de la Bibliothèque nationale de France : <https://www.retronews.fr/>

E. BASES DE DONNÉES ET DICTIONNAIRES EN LIGNE

La base de données des archives audiovisuelles de la RTS : <https://rtsarchives.portal.srgssr.ch>

La base de données des Documents diplomatiques suisses (Dodis) : <https://www.dodis.ch>

La base de données du musée de la Communication : <https://mfk.rechercheonline.ch/de/records>

La base de données sur les élites suisses au xx^e siècle (Université de Lausanne) : <http://www2.unil.ch/elitessuisses/>

La base de données Memobase qui donne accès aux documents audiovisuels de 63 institutions suisses : <https://memobase.ch/>

Les collections audiovisuelles du Canton du Valais : <https://archives.memovs.ch/>

Les collections numérisées de l'UIT : <https://www.itu.int/en/history/Pages/DigitalCollections.aspx>

Le Dictionnaire historique de la Suisse (DHS) : <https://hls-dhs-dss.ch>

Le site web des Archives de la RTS : <https://www.rts.ch/archives/>

Le site web des Archives de la SRF : <https://www.srf.ch/sendungen/archiv>

Le site web de la Nasa History Division : <https://history.nasa.gov/>

F. Littérature secondaire

ACHILLEAS Philippe, *La télévision par satellite : aspects juridiques internationaux*, Paris, Montchrestien, 1997.

AGUILERA CASTILLO César, PIZARROSO QUINTERO Alejandro, *Historia de la prensa*, Madrid, Editorial Centro de Estudios Ramón Areces, 1994.

ALBERT Pierre, *Histoire de la presse*, Paris, Presses universitaires de France, 2018.

ALLEN Michael, *Live from the Moon: Film, Television and the Space Race*, Londres, I. B. Tauris, 2009.

ALVES Patrick, «L'Union européenne de radiodiffusion (1950-1969)», in: LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe : télévisions, cultures, identités 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, pp. 47-69.

ANAWALT Howard C., «Direct Television Broadcasting and the Quest for Communication Equality», *Michigan Journal of International Law* 5(1), 1984, pp. 361-377.

ANCHORDOGUY Marie, «Nippon Telegraph and Telephone Company (NTT) and the Building of a Telecommunications Industry in Japan», *Business History Review* 75(3), 2001, pp. 507-541.

ARNDT Richard T., *The First Resort of Kings: American Cultural Diplomacy in the Twentieth Century*, Washington, Potomac Books, 2005.

ARNOPOULOS Paris, «The International Politics of the Orbit-Spectrum Issue», *Annals of Air and Space Law* 7, 1982, pp. 215-239.

- ARONSON Sidney H., «Bell's Electrical Toy: What's the Use? The Sociology of Early Telephone Usage», in : DE SOLA POOL Ithiel, *The Social Impact of the Telephone*, Cambridge, MA, The MIT Press, 1977, pp. 15-39.
- AUTISSIER Anne-Marie, «Intégration européenne et culture: retour sur un parcours accidenté (1970-2007)», in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noële (éd.), *Les lucarnes de l'Europe: télévisions, cultures, identités 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, pp. 171-183.
- BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas (éd.), *Materializing Europe: Transnational Infrastructures and the Project of Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010.
- BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas, HENRICH-FRANKE Christian (éd.), *Airy Curtains in the European Ether: Broadcasting and the Cold War*, Baden-Baden, Nomos, 2013.
- BADILLO Patrick-Yves, BOURGEOIS Dominique, «The Swiss Press Model. Democracy, Concentration and Digital Diversification», *Recherches en communication* 44, 2017, pp. 9-30.
- BAETTIG Michel, *Jean-Claude Nicole: l'éditeur aux mille défis*, Lausanne, P.-M. Favre, 1984.
- BALBI Gabriele, «Deconstructing "Media Convergence": a Cultural History of the Buzzword, 1980s-2010s», in : SPARVIERO Sergio, PEIL Corinna, BALBI Gabriele (éd.), *Media Convergence and Deconvergence*, Cham, Palgrave Macmillan, 2017, pp. 31-51.
- BALBI Gabriele, «Old and New Media. Theorizing Their Relationships in Media Historiography», in : KINNEBROCK Susanne, SCHWARZENEGGER Christian, BIRKNER Thomas (éd.), *Theorien des Medienwandels*, Cologne, Herbert von Halem Verlag, 2015, pp. 231-249.
- BALBI Gabriele, «Telecommunications», in : SIMONSON Peter et al. (éd.), *The Handbook of Communication History*, Londres, Routledge, 2013, pp. 209-222.
- BALBI Gabriele, «"I Will Answer You, My Friend, but I am Afraid": Telephones and the Fear of a New Medium in Nineteenth and Early Twentieth-Century Italy», in : NICHOLAS Siân, O'MALLEY Tom (éd.), *The Media, Social Fears and Moral Panics: Historical Perspectives*, New York, Routledge, 2013, pp. 59-75.

- BALBI Gabriele, «Radio before Radio: Araldo Telefonico and the Invention of Italian Broadcasting», *Technology and Culture* 51(4), 2010, pp. 786-808.
- BALBI Gabriele, BERTH Christiane, «Towards a Telephonic History of Technology», *History and Technology* 35(2), 2019, pp. 105-114.
- BALBI Gabriele et al., *Network Neutrality: Switzerland's Role in the Genesis of the Telegraph Union, 1855-1875*, Berne, Peter Lang, 2014.
- BALBI Gabriele, FICKERS Andreas (éd.), *History of the International Telecommunication Union: Transnational Techno-Diplomacy from the Telegraph to the Internet*, Berlin, De Gruyter, 2020.
- BALBI Gabriele, KITTLER Juraj, «One-to-One and One-to-Many Dichotomy: Grand Theories, Periodization, and Historical Narratives in Communication Studies», *The International Journal of Communication* 10, 2016, pp. 1971-1990.
- BALBI Gabriele, NATALE Simone, «The Double Birth of Wireless: Italian Radio Amateurs and the Interpretative Flexibility of New Media», *Journal of Radio & Audio Media* 22(1), 2015, pp. 26-41.
- BARBIER Frédéric, BERTHO-LAVENIR Catherine, *Histoire des médias : de Diderot à Internet*, Paris, Armand Colin, 1996.
- BEAUD Paul, *Médias communautaires ? : radios et télévisions locales et expériences d'animation audiovisuelle en Europe*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1980.
- BEAUD Paul, *La télévision locale en Suisse : bilan et perspectives*, Strasbourg, Conseil de l'Europe Conseil de la coopération culturelle, 1978.
- BEROUD Gérard, «Télévision locale dans l'ouest lausannois, l'autopsie d'un échec», *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire* 6, Lien social et Politiques, 1981, pp. 101-110.
- BERTH Christiane, «ITU, the Development Debate, and Technical Cooperation in the Global South, 1950-1992», in: BALBI Gabriele, FICKERS Andreas (éd.), *History of the International Telecommunication Union: Transnational Techno-Diplomacy from the Telegraph to the Internet*, Berlin, De Gruyter, 2020, pp. 77-106.
- BERTHO LAVENIR Catherine, *Télégraphes et téléphones : de Valmy au microprocesseur*, Paris, Librairie Générale Française, 1981.
- BERTHO-LAVENIR Catherine, «La main sur le signal : changement technique et identité collective dans la télévision française (1935-1995)», *Le Temps des médias* 13(2), 2009, pp. 122-140.

- BERTON Mireille, WEBER Anne-Katrin (éd.), *La télévision du Téléphonoscope à YouTube : pour une archéologie de l'audiovision*, Lausanne, Antipodes, 2009.
- BICHSEL Christine, « Introduction: Infrastructure on/off Earth », *Roadsides* 3(2), 2020, pp. 1-6.
- BIGNELL Jonathan, FICKERS Andreas, *A European Television History*, Malden, MA ; Oxford, Wiley-Blackwell, 2008.
- BILLINGS Linda, « Fifty Years of NASA and the Public. What NASA? What Publics? », in : DICK Steven J. (éd.), *NASA's First 50 Years: Historical Perspectives*, Pittsburgh, United States Government Printing Office, 2010, pp. 151-181.
- BODROGHKOZY Aniko (éd.), *A Companion to the History of American Broadcasting*, Hoboken, NJ, Wiley Blackwell, 2018.
- BOLLINGER Ernst, *La presse suisse : les faits et les opinions*, Lausanne, Payot, 1986.
- BOLTER Jay David, GRUSIN Richard, *Remediation: Understanding New Media*, Cambridge, MA, MIT Press, 2000.
- BONFADELLI Heinz, « Switzerland: a Modest Success in Tiny Pragmatic Steps », in : BOUWMAN Harry, CHRISTOFFERSEN Mads (éd.), *Relaunching Videotex*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 1992, pp. 69-84.
- BORCHARD Gregory A., *A Narrative History of the American Press*, New York, Routledge, 2019.
- BORY Paolo, LÜTHI Ely, BALBI Gabriele, « “A Story of Friendship and Misunderstandings”: the Origins of the Swiss National Supercomputing Centre 1985–1992 », *Itinera* 49, 2022, pp. 141-173.
- BOURDON Jérôme, *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, Paris, Presses des Mines, 2014.
- BOURDON Jérôme, « Unhappy Engineers of the European Soul: the EBU and the Woes of Pan-European Television », *International Communication Gazette* 69(3), 2007, pp. 263-280.
- BOURELY Michel, « L'Eurovision et les satellites européens de télécommunications », in C.N.R.S. GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DROIT DE L'ESPACE, *L'utilisation de satellites de diffusion directe*, Paris, Presses universitaires de France, 1970, pp. 31-35.
- BOURGEOIS Ophélie, « La protection de la nature et l'affaire Finges », in : BOCHATAY-CRETTEX Suzanne (éd.), *Maurice Zermatten. Trajectoires correspondantes*, Genève, Slatkine, 2019, pp. 87-102.

- BREU Pius, STEFFEN Charles, « A Flood of Information from the Sky », in : *Switzerland, Europe and Space: Adventure and Imperative*, Noordwijk, ESA Publications Division, 2002, pp. 163-169.
- BRIGGS Asa, *The History of Broadcasting in the United Kingdom: Competition*, vol. 5, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- BRIGGS Asa, BURKE Peter, *A Social History of the Media: From Gutenberg to the Internet*, Cambridge, Polity, 2010.
- BRÜHLMANN Jürg (éd.), *Heidi+Peter Wenger: Architekten | Architectes*, Visp, Rotten-Verlag, 2010.
- BRUNNER Joséphine, « Le Conseil de l'Europe à la recherche d'une politique culturelle (1949-1968) », in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noële (éd.), *Les lucarnes de l'Europe: télévisions, cultures, identités 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, pp. 29-45.
- BÜRGISSER Thomas, « "Im Banne des Satelliten": zur medialen Rezeption des Sputnik-Schocks in der Schweiz », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 57(4), Schwabe, 2007, pp. 387-416.
- BURNOD Elisabeth, *Cinquante ans Comptoir suisse: Livre d'or*, Lausanne, Marguerat, 1969.
- BUSAK Jan, « Quelques réflexions sur les satellites d'application », *Journal des télécommunications* 43(5), 1976, pp. 355-360.
- BUTRICA Andrew J. (éd.), *Beyond the Ionosphere: Fifty Years of Satellite Communication*, Washington, NASA History Office, 1997.
- BUXTON S. W., « Freedom of Transit in the Air. The Present Position and How it Has Been Reached », *Economica* 16, 1926, pp. 49-57.
- CAHILL Susan, « Give Me My Space: Implications for Permitting National Appropriation of the Geostationary Orbit », *Wisconsin International Law Journal* 19(2), 2001, pp. 231-248.
- CALVO Spartaco et al., « La voie suisse aux télécommunications. Politique, économie, technologie et société (1850-1915) », *Revue Suisse d'Histoire* 61(4), 2011, pp. 435-453.
- CARUSO Clelia, « Modernity Calling: Interpersonal Communication and the Telephone in Germany and the United States, 1880-1990 », *Bulletin of the GHI Washington* 50, 2012, pp. 93-105.
- CASILLI Antonio A., *En attendant les robots: enquête sur le travail du clic*, Paris, Seuil, 2019.

- CASTRONOVO Valerio, TRANFAGLIA Nicola, *Storia della stampa italiana*, Rome, Laterza, 1976.
- CASUTT Marcus, « Art, décoration, design et la Poste », in : KRONIG Karl (éd.), *L'épopée de la Poste : 150 ans de la Poste suisse*, Berne, Musée de la communication, 1999, pp. 98-111.
- CATRINA Werner, *Medien zwischen Geld und Geist 100 Jahre Tages-Anzeiger - 1893-1993*, Zurich, Tages-Anzeiger, 1993.
- CHALABY Jean K., *Transnational Television in Europe: Reconfiguring Global Communications Networks*, Londres ; New York, I. B. Tauris, 2009.
- CHANIAC Régine, « Télévisions publiques en Europe : crise et mutations », in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noëlle (éd.), *Les lucarnes de l'Europe : télévisions, cultures, identités 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, pp. 151-167.
- CHANIAC Régine, JÉZÉQUEL Jean-Pierre, *La télévision*, Paris, La Découverte, 2005.
- CHASSÉ Daniel Speich, « Technical Internationalism and Economic Development at the Founding Moment of the UN System », in : FREY Marc, KUNKEL Sönke, UNGER Corinna R. (éd.), *International Organizations and Development, 1945-1990*, Londres, Palgrave Macmillan UK, 2014, pp. 23-45.
- CHAUBET François, *La mondialisation culturelle*, Paris, Presses universitaires de France, 2018².
- CHAUBET François, MARTIN Laurent, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2011.
- CHENAUX Jean-Philippe, *De la « Planète Gutenberg » au déploiement multi-médias : la presse romande dans tous ces États*, Pully, Alliance Culturelle Romande, 1987, 10 p.
- CHEVALIER Morgane, *Les chroniques radiophoniques : un regard inédit sur l'histoire culturelle de la radio par la presse. Étude de cas : la Feuille d'Avis de Lausanne (1936-1939)*, Mémoire de master en histoire contemporaine, Université de Lausanne, 2009.
- CHEVALIER Pierre-Ami, « Stratégies de la presse et pouvoirs », *Communication et langages* 55(1), 1983, pp. 97-109
- CHISARI Fabio, « When Football Went Global: Televising the 1966 World Cup », *Historical Social Research / Historische Sozialforschung* 31(1), 2006, pp. 42-54.

- CHOUDHURY Deep Kanta Lahiri, *Telegraphic Imperialism*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010.
- CHRISTIAN Kobelt, « Centenaire du téléphone en Suisse », *Bulletin technique des PTT* 58(10), 1980.
- CHRISTOL Carl Q., « Prospects for an International Legal Regime for Direct Television Broadcasting », *The International and Comparative Law Quarterly* 34(1), 1985, pp. 142-158.
- CHUARD Corinne, *Histoire du groupe Edipresse, 1982-2007*, Lausanne, Edipresse Publications, 2004.
- CHUARD Jean-Pierre, *Des journaux et des hommes : aspects de l'histoire et de l'évolution de la presse en Suisse romande*, Yens sur Morges, Cabédita, 1993.
- CHUARD Jean-Pierre, *Une odeur d'encre. Les 75 ans de la Société 24 Heures-Imprimeries Réunies S.A : 1907-1982*, Lausanne, 24 Heures-Imprimeries Réunies S.A., 1982.
- CLARKE Arthur C., « Extra-Terrestrial Relays: Can Rockets Give World-Wide Coverage? », *Wireless World*, Octobre 1945, pp. 305-308
- CLAVIEN Alain, *La presse romande*, Lausanne, Antipodes, 2017.
- CLAVIEN Alain, *Grandeurs et misères de la presse politique : le match « Gazette de Lausanne » – « Journal de Genève »*, Lausanne, Antipodes, 2010.
- CLUISTRA Saskia, *Europa Television: the Forgotten Channel*, Erasmus School of History, Culture and Communication, 2018.
- COLLIARD Claude-Albert, « Les satellites de diffusion directe », *Annuaire français de droit international* 18(1), 1972
- COLLINS Martin, « The 1970s: Spaceflight and Historically Interpreting the In-Between Decade », in : GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Limiting Outer Space: Astroculture After Apollo*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 29-49.
- COLLINS Richard, « Public Service Broadcasting by Satellite in Europe: Eurikon and Europa », *Screen* 34(2), 1993, pp. 162-175.
- COLLINS Richard, *Satellite Television in Western Europe*, Londres, J. Libbey, 1992.
- COLLIS Christy, « The Geostationary Orbit: a Critical Legal Geography of Space's Most Valuable Real Estate », *The Sociological Review* 57, supplément, 2009, pp. 47-65.

- COLOMINA Beatriz, *Cernés par les images : l'architecture de l'après-Spoutnik*, Paris, B2 Éditions, 2013.
- COLOMINA Beatriz, «Enclosed by Images: the Eameses' Multimedia Architecture», *Grey Room* 2, 2002, pp. 6-29.
- COOPER John C., «High Altitude Flight and National Sovereignty», *The International Law Quarterly* 4(3), 1951, pp. 411-418.
- COP Richard, *Im Netz gefangen: Telekommunikation in der Schweiz-Geschichte und Perspektiven einer Technik im Wandel*, Zurich, Chronos, 1993.
- CORDONIER Gérald, «Télé-Lausanne (1951): premier banc d'essai de la Télévision Suisse», *Revue historique vaudoise* 115, 2007, pp. 113-125.
- COSGROVE Denis E., *Apollo's Eye: a Cartographic Genealogy of the Earth in the Western Imagination*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001.
- COURTEIX Simone, «De l'accès "équitable" à l'orbite des satellites géostationnaires», *Annuaire français de droit international* 31(1), 1985, pp. 790-802.
- COURTEIX Simone, «Vers un code de conduite des relations télévisuelles européennes par satellites», *Annuaire français de droit international* 30(1), 1984, pp. 836-852.
- COURTEIX Simone, «Les satellites de télévision directe: un programme commun franco-allemand», *Annuaire français de droit international* 26(1), 1980, pp. 648-660.
- COURTEIX Simone, *Télévision sans frontières*, Paris, Economica, 1975.
- CREOLA Peter, *HSR-31: Switzerland in Space. A Brief History*, Noordwijk, ESA Publications Division, 2003.
- DALFEN C. M., «Direct Satellite Broadcasting: Towards International Arrangements to Transcend and Marshal the Political Realities», *The University of Toronto Law Journal* 20(3), 1970, pp. 366-374.
- DASTON Lorraine, GALISON Peter, *Objectivity*, New York, Zone Books, 2007.
- DAVALLON Jean, «Pourquoi considérer l'exposition comme un média?», *Médiamorphoses* 9, 2003, pp. 27-30.
- DE SOLA POOL Ithiel, «Direct Broadcast Satellites and the Integrity of National Cultures», in: NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I. (éd.), *National Sovereignty and International Communication*, Nordwood N.J., Ablex, 1979, pp. 120-153.

- DEBLUË Claire-Lise, *Exposer pour exporter: culture visuelle et expansion commerciale en Suisse (1908-1939)*, Neuchâtel, Alphil, 2015.
- DEBLUË Claire-Lise, WEBER Anne-Katrin, «Une foire dans le siècle. Économie, sociabilités et politique», *Passé simple: mensuel romand d'histoire et d'archéologie* 47, 2019, pp. 3-6.
- DEBLUË Claire-Lise, WEBER Anne-Katrin, *Le Syndic, la vache et le verre de blanc. Un siècle de Comptoir*, 2019, <https://unsiecledecomptoir.ch/>.
- DELPORTE Christian, BLANDIN Claire, ROBINET François (éd.), *Histoire de la presse en France*, Paris, Armand Colin, 2016.
- DENORD François, «La déferlante néolibérale des années 1980», in: *Manuel d'histoire critique: de la révolution industrielle à nos jours*, Paris, Le Monde diplomatique, 2014, pp. 150-151.
- DOEL Ronald E., «Scientists as Policymakers, Advisors, and Intelligence Agents: Linking Contemporary Diplomatic History with the History of Contemporary Science», in: SODERQVIST Thomas (éd.), *The Historiography of Contemporary Science and Technology*, New York, Routledge, 2012, pp. 215-244.
- DOMMANN Monika, «Ein Military-Expo-Komplex? Internationale Medientechnik und nationale Selbstverteidigung an der Schweizer Expo 1964», in: DOMMANN Monika, MARTI Sibylle (éd.), *Kriegsmaterial im Kalten Krieg - Le matériel de guerre pendant la Guerre froide - Rüstungsgüter in der Schweiz zwischen Militär, Industrie, Politik und Öffentlichkeit - L'armement en Suisse – entre l'armée, l'industrie, la politique et le public*, Bâle, Schwabe, 2020, pp. 85-108.
- DOMMANN Monika, STADLER Max, «Introduction», in: DOMMANN Monika et al. (éd.), *Data Centers: Edges of a Wired Nation*, Zurich, Lars Müller Publishers, 2020, pp. 8-28.
- DOMMANN Monika, *Materialfluss: Eine Geschichte der Logistik an den Orten ihres Stillstands*, Frankfurt am Main, S. Fischer, 2023.
- DOWNING John, «The Intersputnik System and Soviet Television», *Soviet Studies* 37(4), 1985, pp. 465-483.
- DOYLE Stephen E., «Regulating the Geostationary Orbit: ITU's Warc-Orb - '85-'88», *Journal of Space Law* 15(1), 1987, pp. 1-24.
- DRACK Markus T. (éd.), *La radio et la télévision en Suisse: histoire de la Société suisse de radiodiffusion jusqu'en 1958*, Baden, hier + jetzt, 2000.
- DUBOUX Gabrielle, *CADIA et le partenariat Rencontre, Ciba et Geigy*, Mémoire de master en histoire contemporaine, Université de Lausanne, 2021.

- DULPHY Anne et al., *Les relations culturelles internationales au xx^e siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, PIE PLang, 2010.
- DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies in Western Europe*, Londres, Routledge, 1988.
- DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter, «The Context of New Media Politics in Western Europe», in: DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies in Western Europe*, Londres, Routledge, 1988, pp. 1-61.
- EHNIMB-BERTINI Sonia, «Les années de l'expansion: la SSR relève les défis du progrès, 1950-1958», in: DRACK Markus T. (éd.), *La radio et la télévision en Suisse: histoire de la Société suisse de radiodiffusion jusqu'en 1958*, Baden, hier + jetzt, 2000, pp. 153-194.
- ELSAESSER Thomas, *Film History as Media Archaeology: Tracking Digital Cinema*, Amsterdam, University Press, 2016.
- ENGELL Lorenz, «Apollo TV: the Copernican Turn of the Gaze», in: ENGELL Lorenz, *Thinking through Television*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2019, pp. 95-112.
- ERNE Ruth, *Les télécommunications spatiales et les ressources de l'espace extra-atmosphérique: l'évolution de leur réglementation*, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 2007.
- EVANS Christine E., LUNDGREN Lars, «Dividing the Cosmos? INTELSAT, Intersputnik, and the Development of Transnational Satellite Communications Infrastructures during the Cold War», in: PAJALA Mari, LOVEJOY Alice (éd.), *Remapping Cold War Media: Institutions, Infrastructures, Translations*, Bloomington, Indiana University Press, 2022.
- EVANS Christine E., LUNDGREN Lars, *No Heavenly Bodies: A History of Satellite Communications Infrastructure*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2023.
- EVENO Patrick, *La presse*, Paris, Presses universitaires de France, 2018.
- EVENO Patrick, *Histoire de la presse française : de Théophraste Renaudot à la révolution numérique*, Paris, Flammarion, 2012.
- EVÉQUOZ Pierre, «Qui fabrique les médias suisses ? Éléments de structuration d'un groupe professionnel», in: *Historiales*, Université de Lausanne, 2020.
- FERRER M. A., «Mémoire sur la télévision directe par satellites et ses normes d'utilisation», *Revue de l'UER* 26(1), 1975, pp. 58-74.

- FICKERS Andreas, «Cold War Techno-diplomacy: Selling French Colour Television to the Eastern Bloc», in: BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas, HENRICH-FRANKE Christian (éd.), *Airy Curtains in the European Ether: Broadcasting and the Cold War*, Baden-Baden, Nomos, 2013, pp. 77-100.
- FICKERS Andreas, «The Emergence of Television as a Conservative Media Revolution: Historicising a Process of Remediation in the Post-War Western European Mass Media Ensemble», *Journal of Modern European History* 10(1), 2012, pp. 49-75.
- FICKERS Andreas, GRISET Pascal, *Communicating Europe – Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019.
- FICKERS Andreas, JOHNSON Catherine (éd.), *Transnational Television History: a Comparative Approach*, Londres, Routledge, 2012.
- FICKERS Andreas, LOMMERS Suzanne, «Eventing Europe: Broadcasting and the Mediated Performances of Europe», in: BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas (éd.), *Materializing Europe: Transnational Infrastructures and the Project of Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010, pp. 225-251.
- FICKERS Andreas, WEBER Anne-Katrin, «Towards an Archaeology of Television», *Journal of European Television History and Culture* 4(7), 2015.
- FINGER Matthias (éd.), *Du monopole à la concurrence : analyse critique de l'évolution de 6 entreprises suisses*, Lausanne, LEP, 1997.
- FISCHER Alex, «Swiss Telecommunications Policy: From State Monopoly to Intense Regulation», *Flux* 72-73, 2008, pp. 78-91.
- FISCHER Alex, SCIARINI Pascal, NICOLET Sarah, «La politique suisse des télécommunications : entre pression internationale et résistance nationale», *Politiques et Management Public* 21(3), 2003, pp. 1-20.
- FISCHER Thomas, *Die Grenzen der Neutralität: schweizerisches KSZE-Engagement und gescheiterte UNO-Beitrittspolitik im Kalten Krieg 1969-1986*, Zurich, Chronos, 2004.
- FISCHER Thomas, «From Good Offices to an Active Policy of Peace: Switzerland's Contribution to International Conflict Resolution», in: GABRIEL Jürg Martin, FISCHER Thomas, *Swiss Foreign Policy, 1945-2002*, Londres, Palgrave Macmillan, 2003, pp. 74-104.
- FISCHER Thomas, MÖCKLI Daniel, «The Limits of Compensation: Swiss Neutrality Policy in the Cold War», *Journal of Cold War Studies* 18(4), 2016, pp. 12-35.

- FJORDBAK Sharon, « The International Direct Broadcast Satellite Controversy », *Journal of Air Law and Commerce* 55(4), 1990, pp. 903-938.
- FLEURY Antoine, « De la neutralité “fictive” à la politique de neutralité comme atout dans la conduite de la politique étrangère », *Politorbis - Zeitschrift zur Aussenpolitik* 1(44), 2008, pp. 5-12.
- FLEURY Antoine, « La Suisse et le défi du multilatéralisme », *Itinera* 18, 1996, pp. 68-83.
- FLEURY Antoine, JOYE Frédéric, *Les débuts de la politique de la recherche en Suisse : histoire de la création du Fonds national suisse de la recherche scientifique 1934-1952*, Genève, Librairie Droz, 2002.
- FLEURY Antoine, ZALA Sacha (éd.), *Wissenschaft und Aussenpolitik*, vol. 1, Berne, Quaderni di Dodis, 2012.
- FLICHY Patrice, *Une histoire de la communication moderne : espace public et vie privée*, Paris, La Découverte, 1991.
- FLICHY Patrice, *L'innovation technique : récents développements en sciences sociales. Vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Paris, La Découverte, 2003.
- FOLLIS Luca, « The Province and Heritage of Humankind: Space Law's Imaginary of Outer Space, 1967-79 », in : GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Limiting Outer Space: Astroculture After Apollo*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 183-205.
- FORRESTER Chris, « Luxembourg: the Mouse that Roared », in : *High Above: the Untold Story of Astra, Europe's Leading Satellite Company*, Heidelberg, Springer, 2011, pp. 48-61.
- FOUCAULT Michel, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in : FOUCAULT Michel, *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, Presses universitaires de France, 1971, pp. 145-172.
- FRACHEBOUD Virginie, « La Suisse au service des intérêts américains à Cuba ou le succès de la politique de neutralité et solidarité (1961-1963) », *Relations internationales* 3(163), 2015, pp. 47-62.
- FRANCE Anatole, *Le lys rouge*, Paris, Calmann Lévy, 1894.
- FREEMAN Jennifer, BOND Stephen R., « Direct Broadcast Developments and Directions: the National Sovereignty and Cultural Integrity Positions », *Proceedings of the Annual Meeting (American Society of International Law)* 74, 1980, pp. 302-317.

- FREIS David, « When Teleconferencing was the Future: the 1970 “Medizin Interkontinental” Transmission and West German Medicine in the Space Age », *European Journal for the History of Medicine and Health* 79(1), 2022, pp. 32-66.
- FREY Pierre Alain, *Heidi et Peter pour la vie : Wenger architectes*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2006.
- FREY Thomas, « Les cent premières années de la Poste suisse, 1849-1950 », in : KRONIG Karl (éd.), *L'épopée de la Poste : 150 ans de la Poste suisse*, Berne, Musée de la communication, 1999, pp. 22-49.
- FROM Johan, ELIASSEN Kjell A. (éd.), *The Privatisation of European Telecommunications*, Aldershot, Ashgate, 2007.
- FULLER Matthew, *Media Ecologies: Materialist Energies in Art and Technoculture*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2005.
- GALILI Doron, *Seeing by Electricity: the Emergence of Television, 1878-1939*, Durham, Duke University Press, 2020.
- GALISON Peter, HEVLY Bruce (éd.), *Big Science: the Growth of Large-Scale Research*, Stanford, Stanford University Press, 1992.
- GAUDREAULT André, MARION Philippe, « Un média naît toujours deux fois... », *Sociétés & Représentations* 2(9), 2000, pp. 21-36.
- GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Limiting Outer Space: Astroculture After Apollo*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018.
- GEPPERT Alexander C. T., « The Post-Apollo Paradox: Envisioning Limits during the Planetized 1970s », in : GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Limiting Outer Space: Astroculture After Apollo*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 3-26.
- GEPPERT Alexander C. T., *Fleeting Cities: Imperial Expositions in Fin-de-Siècle Europe*, Basingstoke, Macmillan, 2013.
- GEPPERT Alexander C. T., « European Astrofuturism, Cosmic Provincialism: Historicizing the Space Age », in : GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Imagining Outer Space: European Astroculture in the Twentieth Century*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2012, pp. 3-24.
- GEPPERT Alexander C. T. (éd.), *Imagining Outer Space: European Astroculture in the Twentieth Century*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2012.
- GEPPERT Alexander C. T., BRANDAU Daniel, SIEBENEICHNER Tilmann (éd.), *Militarizing Outer Space: Astroculture, Dystopia and the Cold War*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021.

- GEPPERT Alexander C. T., COFFEY Jean, LAU Tammy, *International Exhibitions, Expositions Universelles and World's Fairs, 1851-2005: a Bibliography*, Berlin, Freie Universität, 2006, <https://library.fresnostate.edu/sites/all/assets/doc/scrc/worldfairs/ExpoBibliography3ed.pdf>.
- GILLABERT Matthieu, *Dans les coulisses de la diplomatie culturelle suisse : objectifs, réseaux et réalisations (1938-1984)*, Neuchâtel, Alphil, 2013.
- GITELMAN Lisa, PINGREE Geoffrey B. (éd.), *New Media, 1740-1915*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2003.
- GIVEN Jock, « The Commonwealth of Television: EMI's Struggle for a New Medium », *Media History* 17(3), 2011, pp. 213-231.
- GOEDHUIS D., « Sovereignty and Freedom in the Air Space », *Transactions of the Grotius Society* 41, 1955, pp. 137-152.
- GRASSO Aldo, *Storia della televisione italiana*, Milano, Garzanti, 1992.
- GREVSMÜHL Sebastian, *La Terre vue d'en haut : l'invention de l'environnement global*, Paris, Seuil, 2014.
- GRIFFITH Robert, « The Cultural Turn in Cold War Studies », *Reviews in American History* 29(1), Johns Hopkins University Press, 2001, pp. 150-157.
- GRISSET Pascal, *Les télécommunications transatlantiques de la France : XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions Rive Droite, 1996.
- GRISSET Pascal, *Les révolutions de la communication : XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1991.
- GRISSET Pascal, « Fondation et empire : l'hégémonie américaine dans les communications internationales 1919-1980 », *Réseaux* 9(49), 1991, pp. 73-89.
- GRISSET Pascal, LABORIE Léonard, « D'entreprise ou de société ? Deux opérateurs "historiques" et leurs musées, EDF et Orange », *Hermes, La Revue* 61(3), 2011, pp. 119-124.
- GUEx Sébastien, « De la Suisse comme petit État faible : jalons pour sortir d'une image en trompe-l'œil », in : GUEx Sébastien (éd.), *La Suisse et les Grandes puissances, 1914-1945. Relations économiques avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève, Droz, 1999, pp. 7-29.
- GUNNING Tom, « Re-Newing Old Technologies: Astonishment, Second Nature, and the Uncanny in Technology from the Previous Turn-of-the-Century », in : THORBURN David, JENKINS Henry (éd.), *Rethinking Media*

- Change: the Aesthetics of Transition*, Cambridge, MA, MIT Press, 2003, pp. 39-60.
- HADDOW Robert H., *Pavilions of Plenty: Exhibiting American Culture Abroad in the 1950s*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1997.
- HÅRD Mikael, «Beyond Harmony and Consensus: a Social Conflict Approach to Technology», *Science, Technology, & Human Values* 18(4), 1993, pp. 408-432.
- HARVEY David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- HARVEY David, *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Cambridge, Blackwell Publishers, 1996.
- HAYER Gianni, *La presse illustrée : une histoire romande*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2018.
- HAYER Gianni, «La conquête de l'Espace à la Une de la presse illustrée suisse 1957-1969», *Traverse: Zeitschrift für Geschichte* 2, 2009, pp. 99-118.
- HEADRICK Daniel R., «Radio Versus Cable: International Telecommunications before Satellites», in : BUTRICA Andrew J. (éd.), *Beyond the Ionosphere: Fifty Years of Satellite Communication*, Washington, NASA History Office, 1997, pp. 5-7.
- HENRICH-FRANKE Christian, «Jean d'Arcy et la naissance de l'Eurovision», in : LÉVY Marie-Françoise (éd.), *Jean d'Arcy: penser la communication au xx^e siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2014, pp. 147-156.
- HENRICH-FRANKE Christian, «Creating Transnationality Through an International Organization? The European Broadcasting Union's (EBU) Television Programme Activities», *Media History* 16(1), 2010, pp. 67-81.
- HERMAN Edward S., MCCHESENEY Robert W., *The Global Media: the New Missionaries of Corporate Capitalism*, Londres, Cassell, 1997.
- HICKETHIER Knut, HOFF Peter, *Geschichte des deutschen Fernsehens*, Stuttgart, Metzler, 1998.
- HIXSON Walter L., *Parting the Curtain: Propaganda, Culture, and the Cold War, 1945-1961*, New York, St Martin's Griffin, 1998.
- HOCKENBERRY Matthew Curtis, STAROSIELSKI Nicole, ZIEGER Susan (éd.), *Assembly Codes: the Logistics of Media*, Durham, Duke University Press, 2021.

- HÖGSELIUS Per, KAIJSER Arne, VLEUTEN Erik van der, «Introduction: Chevalier's Dream», in : HÖGSELIUS Per, KAIJSER Arne, VLEUTEN Erik van der, *Europe's Infrastructure Transition: Economy, War, Nature*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016, pp. 1-17.
- HUGHES Kit, *Television at Work: Industrial Media and American Labor*, New York, Oxford University Press, 2020.
- HUGHES Thomas P., *Networks of Power: Electrification in Western Society, 1880-1930*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1983.
- HUGILL Peter J., *Global Communications since 1844: Geopolitics and Technology*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1999.
- HUHTAMO Erkki, PARIKKA Jussi (éd.), *Media Archaeology: Approaches, Applications, and Implications*, Berkeley, University of California Press, 2011.
- HULTÉN Olof, «The Intelsat System: Some Notes on Television Utilization of Satellite Technology», *International Communication Gazette* 19(1), 1973, pp. 29-37.
- HUMPHREYS Peter, «New Media Policy Dilemmas in West Germany: from Ideological Polarisation to Regional Economic Competition», in : DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies in Western Europe*, Londres, Routledge, 1988, pp. 185-222.
- HURDEMAN Anton A., *The Worldwide History of Telecommunications*, New York, John Wiley, 2003.
- ISCHER Philipp, «Das Ende der PTT. Die Schweizerische Telekommunikation im Spannungsfeld zwischen Digitalisierung und Deregulierung (1970-2008)», *Zeitschrift für öffentliche und gemeinwirtschaftliche Unternehmen: ZögU / Journal for Public and Nonprofit Services* 34(2), Nomos Verlagsgesellschaft mbH, 2011, pp. 268-285.
- ISCHER Philipp, *Umbau der Telekommunikation: Wechselwirkung zwischen Innovationsprozessen und institutionellem Wandel am schweizerischen PTT (1970-1998)*, Zurich, LIT, 2007.
- JEANNENEY Jean-Noël, *Une histoire des médias : des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1998.
- JEANNERET Etienne (éd.), *Un homme et son empreinte : hommage à Gérard Bauer pour ses 80 ans, 8 juin 1987*, Hauterive, G. Attinger, 1987.
- JOHN Richard R., BALBI Gabriele, «Point-to-Point: Telecommunications Networks from the Optical Telegraph to the Mobile Telephone»,

- in: CANTONI Lorenzo, DANOWSKI James A. (éd.), *Communication and Technology*, Berlin, De Gruyter, 2015, pp. 35-56.
- JOHNSON David H. N., *Rights in Air Space*, Manchester, Manchester University Press, 1965.
- JOST Hans Ulrich, «Origines, interprétations et usages de la “neutralité helvétique”», *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 1(93), 2009, pp. 5-12.
- JOST Hans Ulrich, «Switzerland's Atlantic Perspectives», in: MAURER Pierre, MILIVOJEVIĆ Marko, *Swiss Neutrality and Security Armed: Forces, National Defence and Foreign Policy*, New York, Berg, 1990, pp. 110-121.
- JOYE Frédéric, *La construction de la politique de la science en Suisse : enjeux scientifiques, stratégiques et politiques (1944-1974)*, Neuchâtel, Alphil, 2010.
- KADELBACH Thomas, *Swiss made : Pro Helvetia et l'image de la Suisse à l'étranger (1945-1990)*, Neuchâtel, Alphil, 2013.
- KERN Stephen, *The Culture of Time and Space 1880-1918*, Cambridge, Harvard University Press, 1983.
- KILGORE De Witt Douglas, *Astrofuturism: Science, Race, and Visions of Utopia in Space*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2003.
- KLEIN Hans K., KLEINMAN Daniel Lee, «The Social Construction of Technology: Structural Considerations», *Science, Technology, & Human Values* 27(1), 2002, pp. 28-52.
- KRABBENDAM Hans, SCOTT-SMITH Giles (éd.), *The Cultural Cold War in Western Europe, 1945-1960*, Londres, Frank Cass, 2003.
- KRIGE John, «NASA, Space Science, and Western Europe», in: KRIGE John, LONG CALLAHAN Angelina, MAHARAJ Ashok (éd.), *NASA in the World: Fifty Years of International Collaboration in Space*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 23-50.
- KRIGE John, «Science, Technology and the Instrumentalization of Swiss Neutrality», in: FLEURY Antoine, ZALA Sacha (éd.), *Wissenschaft und Aussenpolitik*, vol. 1, Berne, Quaderni de Dodis, 2012, pp. 65-71.
- KRIGE John, «NASA as an Instrument of U.S. Foreign Policy», in: LAUNIUS Roger D., DICK Steven J., *Societal Impact of Spaceflight*, Washington, NASA History Office, 2007, pp. 207-218.
- KRIGE John, LONG CALLAHAN Angelina, MAHARAJ Ashok (éd.), *NASA in the World: Fifty Years of International Collaboration in Space*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

- KRIGE John et al., *A History of the European Space Agency 1958-1987*, Noordwijk, European Space Agency, 2000, 2 vol.
- KRONIG Karl, «Partie iconographique : La Poste se présente», in : KRONIG Karl (éd.), *L'épopée de la Poste : 150 ans de la Poste suisse*, Berne, Musée de la communication, 1999, pp. 200-215.
- KÜNZLER Matthias, «Die Abschaffung des Monopols: die SRG im Umfeld neuer Privatrado- und Privatfernsehsender», in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR de 1983 à 2011*, Baden, hier + jetzt, 2012, pp. 41-87.
- KUTTER Markus, *Werbung in der Schweiz: Geschichte einer unbekannten Branche*, Zofingen, Ringier, 1983.
- LABORIE Léonard, *L'Europe mise en réseaux : la France et la coopération internationale dans les postes et les télécommunications (années 1850-années 1950)*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.
- LABORIE Léonard, «A Missing Link? Telecommunications Networks and European Integration 1954-1970», in : VLEUTEN Erik van der, KAIJSER Arne, *Networking Europe*, Sagamore Beach, Science History Publications, 2008, pp. 187-216.
- LARKIN Brian, «The Politics and Poetics of Infrastructure», *Annual Review of Anthropology* 42(1), 2013, pp. 327-343.
- LAUNIUS Roger D., «Interpreting the Moon Landings: Project Apollo and the Historians», *History and Technology* 22 (3), 2006, pp. 225-255.
- LEANZA Umberto, «Organisations internationales et orbite géostationnaire», in : *Proceedings of the Third ECSL Colloquium. International Organisations and Space Law: their Role and Contributions*, Pérouse, Italie, 1999, pp. 291-297.
- LECLER Romain, *Une contre-mondialisation audiovisuelle ou Comment la France exporte la diversité culturelle*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2019.
- LEE Blewett, «Sovereignty of the Air», *The American Journal of International Law* 7(3), 1913, pp. 470-496
- LEIVE David M., *International Telecommunications and International Law: the Regulation of the Radio Spectrum*, Leyden, Sijthoff, 1970.
- LEMBERG Diana, *Barriers Down: How American Power and Free-Flow Policies Shaped Global Media*, New York, Columbia University Press, 2019.

- LESAGE Frederik, NATALE Simone, « Rethinking the Distinctions between Old and New Media: Introduction », *Convergence: the International Journal of Research into New Media Technologies* 25(4), 2019, pp. 575-589.
- LÉVY Marie-Françoise, « Jean d'Arcy et le développement des télévisions », *Sociétés & Représentations* 36(2), 2013, pp. 205-217.
- LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noële (éd.), *Les lucarnes de l'Europe : télévisions, cultures, identités 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008.
- LEWIS Cathleen S., « The Birth of The Soviet Space Museums: Creating the Earthbound Experience of Space Flight during the Golden Years of The Soviet Space Programme, 1957-68 », in: COLLINS Martin, MILLARD Douglas, *Showcasing Space*, Londres, Science Museum, 2005, pp. 142-158.
- LICHTENSTEIN Claude, « Nachruf. Heidi Wenger, 1926-2010 ; Peter Wenger, 1923-2007 », *Werk, Bauen + Wohnen* 98(1-2), 2011, pp. 66-67.
- LOMMERS Suzanne, *Europe - On Air: Interwar Projects for Radio Broadcasting*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012.
- LOTZ Amanda D., *The Television will Be Revolutionized*, New York, New York University Press, 2007.
- NICOLE Jean-Claude, « La presse face à la vidéo », in: *Des TV qui se cherchent*, Genève, Sonor, 1976, p. 15-17.
- NICOLE Jean-Claude, « Éditeurs : la diversification nécessaire », *Communication et langages* 48(1), 1981, pp. 108-111.
- NICOLE Jean-Claude, « La politique suisse de la communication: quels enjeux ? », *Communication et langages* 63(1), 1985, pp. 4-8.
- NICOLE Jean-Claude, « La presse et la diffusion d'information électronique », *Communication et langages* 74(1), 1987, pp. 43-50.
- PAJALA Mari, LOVEJOY Alice (éd.), *Remapping Cold War Media: Institutions, Infrastructures, Translations*, Bloomington, Indiana University Press, 2022.
- LUGON Olivier, « L'exposition automatique: diaporama et électronique à l'Expo 64 », in: LUGON Olivier, VALLOTTON François (éd.), *Revisiter l'Expo 64: acteurs, discours, controverses*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, pp. 366-383.
- LUGON Olivier, VALLOTTON François, « L'Expo 64 comme médium », in: LUGON Olivier, VALLOTTON François (éd.), *Revisiter l'Expo 64: acteurs,*

- discours, controverses*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, pp. 15-31.
- LUGON Olivier, «Introduction», in: LUGON Olivier (éd.), *Exposition et médias : photographie, cinéma, télévision*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2012, pp. 9-26.
- LUNDGREN Lars, «Transnational Television in Europe: Cold War Competition and Cooperation», in: KOIVUNEN Pia, MIKKONEN Simo (éd.), *Beyond the Divide. Entangled Histories of Cold War Europe*, New York, Berghahn Books, 2015, pp. 237-256.
- LUNDGREN Lars, «Live from Moscow: the Celebration of Yuri Gagarin and Transnational Television in Europe», *VIEW Journal of European Television History and Culture* 1(2), 2012, pp. 45-55.
- LUNDGREN Lars, DAVIS Benjamin A., «Global Broadcasting in the Digital Age», in: KAMALIPOUR Yahya R. (éd.), *Global Communication: a Multicultural Perspective*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2020, pp. 179-210.
- LUNDGREN Lars, EVANS Christine E, «Producing Global Media Memories: Media Events and the Power Dynamics of Transnational Television History», *European Journal of Cultural Studies* 20(3), 2017, pp. 252-270.
- LUNDGREN Lars, EVANS Christine E, «Geographies of Liveness: Time, Space, and Satellite Networks as Infrastructures of Live Television in the Our World Broadcast», *International Journal of Communication* 10, 2016, pp. 5362-5377.
- LUTHER Sara Fletcher, *The United States and the Direct Broadcast Satellite: the Politics of International Broadcasting in Space*, New York, Oxford University Press, 1988.
- MAGAUDDA Paolo, MINNITI Sergio, «Retromedia-in-Practice: a Practice Theory Approach for Rethinking Old and New Media Technologies», *Convergence: the International Journal of Research into New Media Technologies* 25(4), 2019, pp. 673-693.
- MARVIN Carolyn, *When Old Technologies were New: Thinking about Electric Communication in the Late Nineteenth Century*, New York, Oxford University Press, 1988.
- MASEY Jack, LLOYD MORGAN Conway, *Cold War Confrontations: US Exhibitions and their Role in the Cultural Cold War*, Baden, Lars Müller, 2008.

- MASSEY Jonathan, « Buckminster Fuller's Cybernetic Pastoral: the United States Pavilion at Expo 67 », *The Journal of Architecture* 11(4), 2006, pp. 463-483.
- MATTELART Armand, *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, 2009.
- MATTELART Armand, *La mondialisation de la communication*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.
- MATTER Dominik, « SOS Biafra ». *Die schweizerischen Aussenbeziehungen im Spannungsfeld des nigerianischen Bürgerkriegs 1967-1970*, vol. 5, Berne, Quaderni di Dodis, 2015.
- MATERN Shannon, « Infrastructural Tourism », *Places Journal*, 2013, <https://placesjournal.org/article/infrastructural-tourism/>.
- MATERN Shannon, « Ear to the Wire. Listening to Historic Urban Infrastructures », *Amodern* 2, 2013.
- MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR 1958-1983*, Baden, hier + jetzt, 2006.
- MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, « Radio, télévision et évolution de la société », in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR 1958-1983*, Baden, hier + jetzt, 2006, pp. 20-28.
- MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR de 1983 à 2011*, Baden, hier + jetzt, 2012.
- MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *Radio und Fernsehen in der Schweiz: Geschichte der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft SRG 1983-2011*, Baden, hier + jetzt, 2012.
- MAYNTZ Renate, HUGHES Thomas P. (éd.), *The Development of Large Technical Systems*, Frankfurt ; New York, Campus, 1988.
- McLUHAN Marshall, *The Gutenberg Galaxy: the Making of Typographic Man*, Toronto, University of Toronto Press, 1962.
- McLUHAN Marshall, *Understanding Media: the Extensions of Man*, New York, McGraw-Hill Book, 1964.
- McLUHAN Marshall, *The Medium is the Massage: an Inventory of Effects*, New York ; Londres, Bantam Books, 1967.

- McLUHAN Marshall, « At the Moment of Sputnik the Planet Became a Global Theater in which there Are no Spectators but only Actors », *Journal of Communication* 24(1), 1974, pp. 48-58.
- MÉADEL Cécile, « Le satellite », in: JEANNENEY Jean-Noël (éd.), *L'écho du siècle : dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France*, Paris, Hachette Littératures, 1999, pp. 200-201.
- MEIER Peter, « Die Lücken schliessen: zum (Zu-)Stand der Schweizer Mediengeschichte: eine synoptische Bestandsaufnahme », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 60(1), 2010, pp. 4-12.
- MEIER Peter, HÄUSSLER Thomas, *Zwischen Masse, Markt und Macht das Medienunternehmen Ringier im Wandel 1833-2009*, Zurich, Chronos, 2010.
- MESZAROS Thomas, « L'exposition nationale américaine de 1959 à Moscou », in: BAECHLER Jean (éd.), *La Guerre et les Arts*, Paris, Hermann, 2018, pp. 253-281.
- MEUWLY Olivier, *Histoire de la presse politique en Suisse romande au XIX^e siècle*, Gollion, Infolio éditions, 2011.
- MILANI Pauline, *Le diplomate et l'artiste: construction d'une politique culturelle suisse à l'étranger (1938-1985)*, Neuchâtel, Alphil, 2013.
- MISA Thomas J., SCHOT Johan, « Introduction: Inventing Europe. Technology and the Hidden Integration of Europe », *History and Technology* 21(1), 2005, pp. 1-19.
- MISSIKA Jean-Louis, *La fin de la télévision*, Paris, Seuil, 2006.
- MOMMER Lauren, « Les premiers essais vaudois de télévision par câble (Yverdon et Renens) », in: VALLOTTON François, *Séminaire. Les mutations du télévisuel en Suisse dans le Long XX^e siècle: acteurs, dispositifs et imaginaires sociaux*, Université de Lausanne, 2020.
- MOON Albert I., « A Look at Airspace Sovereignty », *Journal of Air Law and Commerce* 29(4), 1963, pp. 328-345.
- MORLEY David, ROBINS Kevin, *Spaces of Identity: Global Media, Electronic Landscapes and Cultural Boundaries*, Londres, Routledge, 1995.
- MUIR-HARMONY Teasel, « Selling Space Capsules, Moon Rocks and America: Spaceflight in U.S. Public Diplomacy, 1961-79 », in: SCOTT-SMITH Giles, NOTAKER Hallvard, SNYDER David J. (éd.), *Reasserting America in the 1970s: U.S. Public Diplomacy and the Rebuilding of America's Image Abroad*, Manchester, Manchester University Press, 2016, pp. 128-142.

- MUIR-HARMONY Teasel, *Operation Moonglow: a Political History of Project Apollo*, New York, Basic Books, 2020.
- MÜLLER Jürgen, «L’intermédialité, une nouvelle approche interdisciplinaire : perspectives théoriques et pratiques à l’exemple de la vision de la télévision», *Cinémas : Revue d’études cinématographiques* 10(2-3), 2000, pp. 105-134.
- MÜLLER Rudolf, «Technik zwischen Programm, Kultur und Politik», in: MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR 1958-1983*, Baden, hier + jetzt, 2006, pp. 187-237.
- MURRAY Susan, «The New Surgical Amphitheater: Color Television and Medical Education in Postwar America», *Technology and Culture* 61(3), 2020, pp. 772-797.
- MUSO Pierre, *Télécommunications et philosophie des réseaux : la postérité paradoxale de Saint-Simon*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.
- NATALE Simone, «Understanding Media Archaeology», *Canadian Journal of Communication* 37 (3), 2012, pp. 523-528.
- NEEDELL Allan A., «National and International Expositions and the Origins of the National Apollo 11 Artifacts Collection», in: CANADELLI Elena, BERETTA Marco, RONZON Laura (éd.), *Behind the Exhibit: Displaying Science and Technology at World’s Fairs and Museums in the Twentieth Century*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2019, pp. 203-230.
- NEGRINE Ralph, «Satellite Broadcasting: an Overview of the Major Considerations», in: NEGRINE Ralph (éd.), *Satellite Broadcasting: the Politics and Implications of the New Media*, Londres ; New York, Routledge, 1988, pp. 1-21.
- NEGRINE Ralph (éd.), *Satellite Broadcasting: the Politics and Implications of the New Media*, Londres ; New York, Routledge, 1988.
- NEGRINE Ralph, «New Media in Britain: Is There a Policy?», in: DYSON Kenneth, HUMPHREYS Peter (éd.), *Broadcasting and New Media Policies in Western Europe*, Londres, Routledge, 1988, pp. 223-250.
- NEUFELD Michael J., «Cold War – But No War – in Space», in: GEPPERT Alexander C. T., BRANDAU Daniel, SIEBENEICHNER Tilmann (éd.), *Militarizing Outer Space: Astroculture, Dystopia and the Cold War*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021, pp. 45-68.
- NEUROHR Coralie, «Le scandale du fluor en Valais», *Annales valaisannes*, 2015, pp. 43-89.

- NGUYEN Anne-Thérèse, «Les échanges technologiques entre la France et les États-Unis : les télécommunications spatiales (1960-1985)», *Flux* 43, 2007, pp. 17-24.
- NICOLE Jean-Claude, «Satellites : une télévision européenne à partir de la Suisse», *Communication et langages* 53(1), 1982.
- NIEMEYER Katharina (éd.), *Media and Nostalgia: Yearning for the Past, Present and Future*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.
- NORA Simon, MINC Alain, *L'informatisation de la société : rapport à M. le Président de la République*, Paris, La Documentation française, 1978.
- NORDENSTRENG Kaarle, «Free Flow Doctrine in Global Media Policy», in : MANSELL Robin, RABOY Marc (éd.), *Handbook on Global Media and Communication Policy*, New York, Blackwell, 2011, pp. 79-94.
- NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I. (éd.), *National Sovereignty and International Communication*, Nordwood N.J., Ablex, 1979.
- NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I., «Direct Satellite Broadcasting: Exemplar of Challenge to National Sovereignty», in : NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I. (éd.), *National Sovereignty and International Communication*, Nordwood N.J., Ablex, 1979, pp. 113-119.
- NORDENSTRENG Kaarle, VARIS Tapio, *Television Traffic: a One-way Street? A Survey and Analysis of the International Flow of Television Programme Material*, Paris, Unesco, 1974.
- NYE David E., *American Technological Sublime*, Cambridge, MA, The MIT Press, 1994.
- NYE Joseph S., *Soft Power: the Means to Success in World Politics*, New York, PublicAffairs, 2004.
- ODERMATT Jean, *L'histoire de la réforme des PTT : l'évolution d'une régie d'état vers deux entreprises de communication autonomes et compétitives*, Berne, Département présidentiel PTT, 1997.
- OREN Tasha, SHAHAF Sharon (éd.), *Global Television Formats: Understanding Television across Borders*, New York, Routledge, 2012.
- PACKER Jeremy, NUÑEZ DE VILLAVICENCIO Paula, MONEA Alexander, OSWALD Kathleen, MADDALENA Kate, REEVES Joshua, *The Prison House of the Circuit Politics of Control from Analog to Digital*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2023.
- PAGE Steve, «Genèse et première croissance du réseau des conseillers scientifiques suisses (1958-1990)», *Politorbis – Zeitschrift zur Aussenpolitik* 2(49), 2010, pp. 9-24.

- PAPATHANASSOPOULOS Stylianos, «Towards European Television: the Case of Europa TV», *Media Information Australia* 56(1), 1990, pp. 57-63.
- PARIKKA Jussi, *What is Media Archaeology?*, Cambridge, Polity Press, 2012.
- PARKS Lisa, *Rethinking Media Coverage: Vertical Mediation and the War on Terror*, Londres, Routledge, 2018.
- PARKS Lisa, «“Stuff you can kick”: Toward a Theory of Media Infrastructures», in: SVENSSON Patrik, GOLDBERG David Theo, *Between Humanities and the Digital*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2015, pp. 355-374.
- PARKS Lisa, «Around the Antenna Tree: the Politics of Infrastructural Visibility», *Flow*, 06.03.2009.
- PARKS Lisa, *Cultures in Orbit: Satellites and the Televisual*, Durham, Duke University Press Books, 2005.
- PARKS Lisa, KAPLAN Caren (éd.), *Life in the Age of Drone Warfare*, Durham, Duke University Press, 2017.
- PARKS Lisa, KUMAR Shanti (éd.), *Planet TV: a Global Television Reader*, New York ; Londres, New York University Press, 2003.
- PARKS Lisa, SCHWOCH James, *Down to Earth: Satellite Technologies, Industries, and Cultures*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2012.
- PARKS Lisa, STAROSIELSKI Nicole (éd.), *Signal Traffic: Critical Studies of Media Infrastructures*, Urbana, University of Illinois Press, 2015.
- PARKS Lisa, STAROSIELSKI Nicole, «Introduction», in: PARKS Lisa, STAROSIELSKI Nicole (éd.), *Signal Traffic: Critical Studies of Media Infrastructures*, Urbana, University of Illinois Press, 2015, pp. 1-27.
- PAUL Joel R., «Images from Abroad: Making Direct Broadcasting by Satellites Safe for Sovereignty», *Hastings International and Comparative Law Review* 9(2), 1986, pp. 329-375.
- PELTON Joseph N., «The Start of Commercial Satellite Communications», *IEEE Communications Magazine* 48(4), 2010, pp. 24-31.
- PELTON Joseph N. et al. (éd.), *Handbook of Satellite Applications*, Cham, Springer, 2017.
- PETERS Benjamin, «And Lead Us not into Thinking the New is New: a Bibliographic Case for New Media History», *New Media & Society* 11(1-2), 2009, pp. 13-30.
- PETERSON M. J., *International Regimes for the Final Frontier*, New York, State University of New York Press, 2005.

- PETROV I., «Interspoutnik. Système et organisation internationaux de télécommunications spatiales», *Journal des télécommunications* 39(12), 1972, pp. 679-684.
- PICON Antoine, «Buckminster Fuller. Une utopie américaine», *Les Cahiers de la recherche architecturale* 40, 1997, pp. 101-112.
- PINCH Trevor J., BIJKE Wiebe E., «The Social Construction of Facts and Artefacts: or How the Sociology of Science and the Sociology of Technology Might Benefit Each Other», *Social Studies of Science* 14(3), 1984, pp. 399-441.
- PLOMAN Edward W., «Satellite Broadcasting, National Sovereignty, and Free Flow of Information», in: NORDENSTRENG Kaarle, SCHILLER Herbert I. (éd.), *National Sovereignty and International Communication*, Nordwood N. J., Ablex, 1979, pp. 154-165.
- POLONSKA-KIMUNGUYI Eva, KIMUNGUYI Patrick, «The Making of the Europeans: Media in the Construction of Pan-National Identity», *International Communication Gazette* 73(6), 2011, pp. 507-523.
- POOLE Robert, *Earthrise: How Man First Saw the Earth*, New Haven, Yale University Press, 2008.
- POPP Richard, «Machine-Age Communication: Media, Transportation, and Contact in the Interwar United States», *Technology and Culture* 52(3), 2011, pp. 459-484.
- POTTER Jeremy, *Independent Television in Britain*, vol. 4: *Companies and Programmes, 1968-80*, Londres, Macmillan, 1990.
- PRADERVAND Olivier, VALLOTTON François, «Le patrimoine audiovisuel en Suisse: genèse, ressources, reconfigurations», *Sociétés & Représentations* 35, 2013, pp. 27-39.
- PUPPIS Manuel, STUDER Samuel, SCHADE Edzard, «Back to the Future: What Teletext's Past Tell Us About the Future Relationship Between Public Media Service Media and Publishers in Switzerland», in: MOE Hallvard, BULCK Hilde van den, *Teletext in Europe: from the Analog to the Digital Era*, Göteborg, Nordicom, 2016, pp. 89-110.
- QUEENEY Kathryn M., *Direct Broadcast Satellites and the United Nations*, Alphen aan der Rijn, Sijthoff & Noordhoff, 1978.
- REGOURD Serge, *La télévision des Européens*, Paris, La Documentation Française, 1992.
- REYNOLDS Simon, *Retromania: Pop Culture's Addiction to Its Own Past*, Londres, Faber and Faber, 2011.

- RIEHL Frédéric, « La télévision à péage », in : MORAND Charles-Albert, *Le droit des médias audiovisuels*, Bâle ; Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1989, pp. 65-73.
- RIKITIANSKAIA Maria, BALBI Gabriele, « Radio Studies Beyond Broadcasting: Towards an Intermedia and Inter-Technological Radio History », *Radio Journal: International Studies in Broadcast & Audio Media* 18(2), 2020, pp. 159-173.
- RIKITIANSKAIA Maria, BALBI Gabriele, LOBINGER Katharina, « The Mediatisation of the Air: Wireless Telegraphy and the Origins of a Transnational Space of Communication, 1900-1910s », *Journal of Communication* 68(4), 2018, pp. 758-779.
- RIST Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.
- ROBERTS Christina, « Knowledge Infrastructures in the History of Science Education 2/2 », *Space historians*, 14.12.2020, <https://spacehistorian.com/2020/12/14/knowledge-infrastructure-in-the-history-of-science-education-part-2-2/>.
- ROBERTS Christina, « Knowledge Infrastructures in the History of Science Education 1/2 », *Space historians*, 29.11.2020, <https://spacehistorian.com/2020/11/29/knowledge-infrastructure-in-the-history-of-science-education-part-1-of-2/>.
- ROBERTS Ivy, *Visions of Electric Media: Television in the Victorian and Machine Ages*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2019.
- ROBIDA Albert, *Le vingtième siècle*, Paris, G. Decaux, 1883.
- ROMIJN Peter, SCOTT-SMITH Giles, SEGAL Joes (éd.), *Divided Dreamworlds? The Cultural Cold War in East and West*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012.
- ROSSELET Marion, « Quand la poésie et l'écologie font scandale », *viceversalittérature.ch*, 13.10.2016, <https://www.viceversalitterature.ch/book/14578>.
- ROSTAN Blaise, *La publicité, enjeu du financement mixte de l'audiovisuel en Suisse*, Genève, Slatkine, 2017.
- ROSTOW Walt W., *The Stages of Economic Growth: a Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.
- ROY Patrick, « Le médium est le message dans le village global : le vrai message de Marshall McLuhan », *Aspects sociologiques* 7(1), 2000, pp. 38-48.

- ROYER Clara, « Communicationsphere: Sarah Dickinson and Aldo Tambellini's Geopolitics of Telepresence », *Colloque international « Télé-Visions. Technologies of Ubiquity in Visual Arts (19th-21st Centuries) »*, Paris, 3-4 octobre 2023.
- RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, *La voix de la Suisse à l'étranger: radio et relations culturelles internationales (1932-1949)*, Neuchâtel, Alphil, 2016.
- RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, « Les ripostes de la SSR à la libéralisation du marché de l'audiovisuel : vers une redéfinition de son mandat de service public », in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR de 1983 à 2011*, Baden, hier + jetzt, 2012, pp. 89-133.
- RUPPEN COUTAZ Raphaëlle, VALLOTTON François, « Histoire des médias et histoire des relations internationales : deux champs en dialogue », in : BLANDIN Claire et al., *Penser l'histoire des médias*, Paris, CNRS, 2019, pp. 149-156.
- RUSSO Arturo, *ESRO's Telecommunications Program and the OTS Project (1970-1974)*, Noordwijk, ESA Publications Division, 1994.
- RUSSO Arturo, *The Early Development of the Telecommunications Satellite Program in ESRO (1965-1971)*, Noordwijk, ESA Publications Division, 1993.
- RUTH RAND Lisa, *Space Junk: a History of Waste in Orbit*, Cambridge, MA, Harvard University Press, à paraître.
- RYDBECK Olof, PLOMAN Edward W., *Les communications spatiales et la radiodiffusion*, Genève, UER, 1969, pp. 26-37.
- SAINT-MARTIN Arnaud, RÉGNAULD Irénée, *Une histoire de la conquête spatiale : des fusées nazies aux astrocapitalistes du New Space*, Paris, La Fabrique, 2024.
- SALMI Hannu, « Intermediality in the Visions of "World Television" in the 1970s: a Cultural Historical Approach », in : HERKMAN Juha, HUJANEN Taisto, OINONEN Paavo (éd.), *Intermediality and Media Change*, Tampere, Tampere University Press, 2012, pp. 118-144.
- SANDOZ Marie, « The Big Ear of Leuk (1974-2020). The Cultural History of a Large Technical Infrastructure », *Histoire + Informatique* 22, 2021, pp. 51-70.
- SANDOZ Marie, « Qui a peur de la Pay-TV ? L'industrie du cinéma face aux mutations du paysage audiovisuel helvétique », *Décadrages* 44-45, 2021, pp. 233-241.

- SANDOZ Marie, « 2026, orbite basse de la Terre. Nettoyer l'espace... Et polir l'image de la Suisse », in : DASEN Véronique et al. (éd.), *Histoire mondiale de la Suisse*, Neuchâtel ; Zurich, Éditions Alphil ; hier + jetzt, à paraître.
- SASSOON Donald, « Political and Market Forces in Italian Broadcasting », in : KUHN Raymond, *Broadcasting and Politics in Western Europe*, Londres ; New York, Routledge, 1985, pp. 67-82.
- SAUVAGE Monique, VEYRAT-MASSON Isabelle (éd.), *Histoire de la télévision française : de 1935 à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012.
- SAVAGE James G, *The Politics of International Telecommunications Regulation*, New York ; Londres, Routledge, 1989.
- SCHADE Edzard, « L'échec de la radiodiffusion locale, 1923-1931 », in : DRACK Markus T. (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion jusqu'en 1958*, Baden, hier + jetzt, 2000, pp. 25-58.
- SCHAUFELBÜHL Janicka Marina, KÖNIG Mario, « Les relations entre la Suisse et les États-Unis pendant la Guerre froide », *Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire* 16(2), 2009, pp. 15-22.
- SCHENKER René, CANELLO Michel, MATTEUZZI Pierre, « Telvetia et séries TV », *notreHistoire.ch*, 29.04.2015, <https://notrehistoire.ch/entries/d7gBZyZ6Yzl>.
- SCHERRER Adrian, « L'essor envers et contre tout, 1931-1937 », in : DRACK Markus T. (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion jusqu'en 1958*, Baden, hier + jetzt, 2000, pp. 59-92.
- SCHERRER Giorgio, « A Superbrain for Switzerland », in : DOMMANN Monika et al. (éd.), *Data Centers: Edges of a Wired Nation*, Zurich, Lars Müller Publishers, 2020, pp. 30-44.
- SCHNEIDER Thomas, « Vom SRG-„Monopol“ zum Marktorientierten Rundfunk », in : MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR 1958-1983*, Baden, hier + jetzt, 2006, pp. 83-137.
- SCHUELER Judith, *Materialising Identity: the Co-construction of the Gotthard Railway and Swiss National Identity*, Amsterdam, Aksant, 2008.
- SCHUELER Judith, FICKERS Andreas, HOMMELS Anique (éd.), *Bargaining Norms, Arguing Standards: Negotiating Technical Standards*, The Hague, STT Netherlands Study Centre for Technology Trends, 2008.

- SCHWARZENBACH Alexis, «Les timbres-poste suisses. Instantanés du sentiment helvétique», in: KRONIG Karl (éd.), *L'épopée de la Poste : 150 ans de la Poste suisse*, Berne, Musée de la communication, 1999, pp. 142-149.
- SCHWEIZ. BÜRO FÜR WELTRAUMANGELEGENHEITEN (éd.), *Die Schweiz, Europa und die Raumfahrt: Abenteuer und Notwendigkeit*, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, 2000.
- SCHWOCH James, «“Removing Some of the Romantic Aura of Distance and Throwing Merciless Light on the Weaknesses of American Life”: Transatlantic Tensions of *Telstar*, 1961-1963 », in: BADENOCH Alexander, FICKERS Andreas, HENRICH-FRANKE Christian (éd.), *Airy Curtains in the European Ether: Broadcasting and the Cold War*, Baden-Baden, Nomos, 2013, pp. 271-294.
- SCHWOCH James, *Global TV: New Media and the Cold War, 1946-69*, Urbana, University of Illinois Press, 2009.
- SEATON Jean, « *Pinkoes and traitors* »: *the BBC and the Nation, 1974-1987*, Londres, Profile Books, 2015.
- SELZNICK Barbara J., *Global Television: Co-Producing Culture*, Philadelphia, Temple University Press, 2008.
- SHIMPACH Shawn (éd.), *The Routledge Companion to Global Television*, New York, Routledge, 2020.
- SIEGELBAUM Lewis, «Sputnik Goes to Brussels: the Exhibition of a Soviet Technological Wonder», *Journal of Contemporary History* 47(1), 2012, pp. 120-136.
- SLOTTEN Hugh R., «Satellite Communications, Globalization, and the Cold War», *Technology and Culture* 43(2), 2002, pp. 315-350.
- SLOTTEN Hugh R., *Beyond Sputnik and the Space Race: the Origins of Global Satellite Communications*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2022.
- SMITH Anthony, *Television: an International History*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- SMITH Anthony, *Goodbye Gutenberg: the Newspaper Revolution of the 1980's*, New York, Oxford University Press, 1980.
- SOROOS Marvin S., «The Commons in the Sky: the Radio Spectrum and Geosynchronous Orbit as Issues in Global Policy», *International Organization* 36(3), 1982, pp. 665-677.

- SOUTOU Georges-Henri, SIRINELLI Jean-François (éd.), *Culture et Guerre froide*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2008.
- SPARKS Colin, *Globalization, Development and the Mass Media*, Los Angeles, SAGE Publications, 2007.
- SPIGEL Lynn, OLSSON Jan (éd.), *Television after TV: Essays on a Medium in Transition*, Durham, Duke University Press, 2004.
- STAHL Roger, *Through the Crosshairs: War, Visual Culture, and the Weaponized Gaze*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2018.
- STAMM Marielle, «La saga du Vidéotex», *Geschichte und Informatik* 17, 2009, pp. 143-164.
- STAR Susan Leigh, «The Ethnography of Infrastructure», *American Behavioral Scientist* 43(3), 1999, pp. 377-391.
- STAR Susan Leigh, RUHLER Karen, «Steps Toward an Ecology of Infrastructure: Design and Access for Large Information Spaces», *Information Systems Research* 7(1), 1996, pp. 111-134.
- STAROSIELSKI Nicole, *The Undersea Network*, Durham, Duke University Press, 2015.
- STAUFF Markus, «Television's many Technologies. Domesticity, Governmentality, Genealogy», in: OEVER Annie VAN DEN (éd.), *Technē/Technology: Researching Cinema and Media Technologies – Their Development, Use, and Impact*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2014, pp. 136-153.
- STAUFF Markus, KEILBACH Judith, «When Old Media Never Stopped Being New. Television's History as an Ongoing Experiment», in: VALCK Marijke DE, TEURLINGS Jan (éd.), *After the Break. Television Theory Today*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2013, pp. 79-98.
- STEFFEN Charles, «La coordination internationale en matière de satellites», in: *Satellites et Cie: le point sur les «nouveaux médias»*. Séminaire du 17 octobre 1980, Lausanne, Formation continue des journalistes, 1982.
- STÖBER Rudolf, *Deutsche Pressegeschichte: von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Constance, UVK, 2014.
- STRASSER Bruno J., JOYE Frédéric, «L'atome, l'espace et les molécules: la coopération scientifique internationale comme nouvel outil de la diplomatie helvétique (1951-1969)», *Relations internationales* 121, 2005, pp. 59-72.
- STRASSER Bruno J., JOYE Frédéric, «Une science "neutre" dans la Guerre froide? La Suisse et la coopération scientifique européenne (1951-1969)», *Revue suisse d'histoire* 55(1), 2005, pp. 95-112.

- STURKEN Marita, DOUGLAS Thomas, « Introduction: Technological Visions and the Rhetoric of the New », in : STURKEN Marita, DOUGLAS Thomas, BALL-ROKEACH Sandra (éd.), *Technological Visions: the Hopes and Fears that Shape New Technologies*, Philadelphia, Temple University Press, 2004, pp. 1-18.
- STURKEN Marita, DOUGLAS Thomas, BALL-ROKEACH Sandra (éd.), *Technological Visions: The Hopes and Fears that Shape New Technologies*, Philadelphia, Temple University Press, 2004.
- THEILER Tobias, « Viewers into Europeans?: How the European Union Tried to Europeanize the Audiovisual Sector, and Why it Failed », *Canadian Journal of Communication* 24(4), 1999, pp. 1-30.
- THEOPHANIDIS Philippe, THIBAUT Ghislain, « Media Hysteresis: Persistence through Change », *Alphaville: Journal of Film and Screen Media* 12, Film and Screen Media, University College Cork, 2017, pp. 8-23.
- THIBAUT Ghislain, « La carte et l'auditoire. Les spatialités des tracts aériens », *Transbordeur : photographie histoire société* 6, 2022, pp. 48-57.
- THIBAUT Ghislain, TRUDEL Dominique, « Excaver, tracer, réécrire : sur les renouveaux historiques en communication », *Communiquer* 15, 2015, pp. 5-23.
- THOMPSON Jannat, « Space for Rent: the International Telecommunications Union, Space Law, and Orbit/Spectrum Leasing », *Journal of Air Law and Commerce* 62(1), 1996, pp. 279-311.
- THORBURN David, JENKINS Henry (éd.), *Rethinking Media Change: the Aesthetics of Transition*, Cambridge, MA, MIT Press, 2003.
- THORBURN David, JENKINS Henry, « Toward an Aesthetics of Transition », in : THORBURN David, JENKINS Henry (éd.), *Rethinking Media Change: the Aesthetics of Transition*, Cambridge, MA, MIT Press, 2003, pp. 1-18.
- TRACHSEL Rudolf, *Ein Halbes Jahrhundert Telekommunikation in der Schweiz*, Aarau ; Frankfurt am Main, Sauerländer, 1993.
- TRANFAGLIA Nicola, CASTRONOVO Valerio, *La stampa italiana nell'età della TV: dagli anni settanta a oggi*, Rome, Laterza, 2002.
- TUNSTALL Jeremy, *Newspaper Power: the New National Press in Britain*, Oxford, Clarendon Press, 1996.
- TYDEMAN J., « Direct Broadcast Satellite Systems in Europe », *IEEE Journal on Selected Areas in Communications* 3(1), 1985, pp. 224-232.

- TYDEMAN John, KELM Ellen Jakes, *New Media in Europe: Satellites, Cable, VCRs and Videotex*, Londres, McGraw-Hill, 1986.
- URICCHIO William, «Constructing Television: Thirty Years That Froze an Otherwise Dynamic Medium», in: VALCK Marijke DE, TEURLINGS Jan, *After the Break. Television Theory Today*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2013, pp. 65-78.
- URICCHIO William, «Television's First Seventy-Five Years: the Interpretive Flexibility of a Medium in Transition», in: KOLKER Robert (éd.), *The Oxford Handbook of Film and Media Studies*, New York, Oxford University Press, 2008, pp. 286-305.
- URICCHIO William, «Storage, Simultaneity, and the Media Technologies of Modernity», in: FULLERTON John, OLSSON Jan, *Allegories of Communication: Intermedial Concerns from Cinema to the Digital*, Rome, John Libbey, 2004, pp. 123-138.
- VALLOTTON François, «La radiodiffusion de service public suisse face aux défis de la globalisation», in: MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas, VALLOTTON François (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR de 1983 à 2011*, Baden, hier + jetzt, 2012, pp. 15-38.
- VALLOTTON François, «La Société suisse de radiodiffusion et télévision : coproduction et échange de programmes télévisés (1950-1970)», in: LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noële (éd.), *Les lucarnes de l'Europe : télévisions, cultures, identités 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, pp. 71-85.
- VALLOTTON François, «Anastasia ou Cassandre? Le rôle de la radio-télévision dans la société helvétique 1958-1982», in: MÄUSLI Theo, STEIGMEIER Andreas (éd.), *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR 1958-1983*, Baden, hier + jetzt, 2006, pp. 37-82.
- VALLOTTON François, *Les Éditions Rencontre, 1950-1971*, Lausanne, Éditions d'En Bas, 2004.
- VALLOTTON François, *L'édition romande et ses acteurs 1850-1920*, Genève, Slatkine, 2001.
- VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, «Introduction», in: VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, *Pour une histoire élargie de la télévision*, Berne, Infoclio, 2022.

- VALLOTTON François, WEBER Anne-Katrin, *Pour une histoire élargie de la télévision*, Berne, Infoclio, 2022.
- VARMER Ole, «The Third World's Search for Equitable Access to the Geostationary Satellite Orbit», *ILSA Journal of International Law* 11, 1987, p. 175.
- VIGLIETTI Lukas, DÉTRUY Myriam, *De la Suisse à la Lune : du Velcro à Omega, 50 ans d'innovation suisse au service de la conquête spatiale*, Lausanne, EPFL Press, 2019.
- VINUELA Ana, «La politique audiovisuelle de l'Union européenne : la difficile harmonisation de la diversité», in : LÉVY Marie-Françoise, SICARD Marie-Noële (éd.), *Les lucarnes de l'Europe : télévisions, cultures, identités 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, pp. 205-216.
- VLEUTEN Erik VAN DER, «Infrastructures and Societal Change. A View from the Large Technical Systems Field», *Technology Analysis & Strategic Management* 16(3), 2004, pp. 395-414.
- VLEUTEN Erik van der, KAIJSER Arne (éd.), *Networking Europe: Transnational Infrastructures and the Shaping of Europe, 1850-2000*, Sagamore Beach, Science History Publications, 2006.
- VLEUTEN Erik van der, KAIJSER Arne, «Introduction: Transnational Networks and the Shaping of Contemporary Europe», in : VLEUTEN Erik van der, KAIJSER Arne (éd.), *Networking Europe: Transnational Infrastructures and the Shaping of Europe, 1850-2000*, Sagamore Beach, Science History Publications, 2006, pp. 1-22.
- VON DER HEIJDEN Tim, «Technostalgia of the Present: from Technologies of Memory to a Memory of Technologies», *NECSUS. European Journal of Media Studies* 4(2), 2015, pp. 103-121.
- VOUILLAMOZ Raymond, *Zapping intime*, Lausanne, Favre, 2014.
- WAGNER Léonie Jana, «Les décennies du développement de l'ONU, 1960-1990», *Hypothèses* 16(1), 2013, pp. 327-338.
- WALTER François, «La montagne des Suisses. Invention et usage d'une représentation paysagère (xviii^e-xx^e siècle)», *Études rurales* 121(1), 1991, pp. 91-107.
- WALTER François, *Les Suisses et l'environnement : une histoire du rapport à la nature du xviii^e siècle à nos jours*, Genève, Éditions Zoé, 1990.
- WARF Barney, «Geopolitics of the Satellite Industry», *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie* 98(3), 2007, pp. 385-397.

- WARF Barney, « International Competition Between Satellite and Fiber Optic Carriers: a Geographic Perspective », *The Professional Geographer* 58(1), 2006, pp. 1-11.
- WEBER Anne-Katrin, « Decentring the Broadcasting Dispositif: Educational Closed-Circuits, Military-Industrial Entanglements, and Useful TV », *TMG Journal for Media History* 26(1), 2023.
- WEBER Anne-Katrin, *Television before TV: New Media and Exhibition Culture in Europe and the USA, 1928-1939*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2022.
- WEBER Anne-Katrin, « “L’œil électrique” et “la torpille volante” : pistes pour une histoire du drone à partir de l’histoire télévisuelle », *A contrario* 2(29), 2019, pp. 81-98.
- WEBER Anne-Katrin, « La télévision communautaire. Un dispositif télévisuel sous tension », in: TURQUETY Benoît, ZÉAU Caroline, *Le « direct » et le numérique. Techniques et politiques des médias décentralisés*, Paris, Mimésis, 2022.
- WEBER Anne-Katrin, GRAY Roxane, SANDOZ Marie, « ITU Exhibitions in Switzerland: Displaying the “Big Family of Telecommunications,” 1960s-1970s », in: BALBI Gabriele, FICKERS Andreas (éd.), *History of the International Telecommunication Union: Transnational Techno-Diplomacy from the Telegraph to the Internet*, Berlin, De Gruyter, 2020, pp. 265-295.
- WENGER Heidi, WENGER Peter, *Heidi et Peter Wenger: 50 ans d’architecture vivante - expo*, Brigue, H. P. Wenger, 2006.
- WHALEN David J., *The Origins of Satellite Communications, 1945-1965*, Washington, Smithsonian Books, 2002.
- WHALEN David J., « Billion Dollar Technology: a Short Historical Overview of the Origins of Communications Satellite Technology, 1945-1965 », in: BUTRICA Andrew J. (éd.), *Beyond the Ionosphere: Fifty Years of Satellite Communication*, Washington, NASA History Office, 1997, pp. 95-127.
- WHANNEL Garry, « Television and the Transformation of Sport », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 625, 2009, pp. 205-218.
- WIESSNER Siegfried, « The Public Order of the Geostationary Orbit: Blueprints for the Future », *Yale Journal of International Law* 9(2), 1983.
- WILLEMIN Nicolas, *Médias suisses, le virage numérique*, Neuchâtel, Livreo-Alphil, 2018.

- WILLIAMS Arthur, «Pluralism in the West German Media: the Press, Broadcasting and Cable», in: KUHN Raymond, *Broadcasting and Politics in Western Europe*, Londres ; New York, Routledge, 1985, pp. 83-102.
- WILLS Jocelyn, *Tug of War: Surveillance Capitalism, Military Contracting, and the Rise of the Security State*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2017.
- WINSECK Dwayne Roy, PIKE Robert M., *Communication and Empire: Media, Markets, and Globalization, 1860–1930*, Durham, Duke University Press, 2007.
- WINSTON Brian, *Media, Technology, and Society: a History from the Telegraph to the Internet*, Londres ; New York, Routledge, 1998.
- WORMBS Nina, «Technology-dependent Commons: the Example of Frequency Spectrum for Broadcasting in Europe in the 1920s», *International Journal of the Commons* 5(1), 2011, pp. 92-109.
- WORMBS Nina, RAND Ruth, «Techno-Diplomacy of the Planetary Periphery, 1960s-1970s», in: BALBI Gabriele, FICKERS Andreas (éd.), *History of the International Telecommunication Union: Transnational Techno-Diplomacy from the Telegraph to the Internet*, Berlin, De Gruyter, 2020, pp. 297-320.
- ZALA Sacha, DÄNDLIKER Sabine (éd.), *La Suisse et la construction du multilatéralisme. Documents diplomatiques suisses sur l'histoire de l'ONU (1942-2002)*, vol. 3, Berne, Quaderni di Dodis, 2022.
- ZALA Sacha, PERRENOUD Marc (éd.), *La Suisse et la construction du multilatéralisme. Documents diplomatiques suisses sur l'histoire de la Société des Nations (1918-1946)*, vol. 2, Berne, Quaderni di Dodis, 2019.
- ZELMEYER Stephan, *A Place in Space: the History of Swiss Participation in European Space Programmes, 1960-1987*, Paris, Beauchesne, 2008.
- ZIMMER Oliver, «In Search of Natural Identity: Alpine Landscape and the Reconstruction of the Swiss Nation», *Comparative Studies in Society and History* 40(4), 1998, pp. 637-665.

Tables des matières

REMERCIEMENTS.....	7
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	9
INTRODUCTION : L'INTÉGRATION DES COMMUNICATIONS PAR SATELLITE EN SUISSE	13
CHAPITRE 1 « ALLO! LAUSANNE, PARLEZ, VOUS AVEZ WASHINGTON... » : LE COMPTOIR SUISSE DE 1962, UN ÉVÉNEMENT SATELLITAIRE HELVÉTIQUE	49
La foire et le satellite.....	49
A. Exposer la recherche spatiale : à l'intersection de la diplomatie culturelle, scientifique et commerciale.....	53
B. La Journée de l'Espace du 18 septembre 1962 : médiatiser l'invisible	68
Le portrait de famille	101
CHAPITRE 2 LES PUBLICITAIRES ET « L'OR GÉOSTATIONNAIRE » HELVÉTIQUE : AUX ORIGINES TECHNO-DIPLOMATIQUES DU PREMIER PROJET DE TÉLÉVISION PAR SATELLITE SUISSE.....	105
Thorn-EMI et les luttes historiques pour le contrôle du champ vertical	106
A. La Conférence sur la radiodiffusion directe par satellite de 1977 : un tournant dans l'histoire de la régulation internationale des communications	108
B. Une grande empreinte pour un petit pays : la Suisse à la Conférence sur la radiodiffusion directe par satellite de 1977	123
C. Le champ vertical à l'aune de la politique nationale des médias	135
Réguler, arme (in)efficace ?.....	150

CHAPITRE 3 LA TÉLÉVISION PAR SATELLITE COMME « NOUVEAU MÉDIA » : POUR UNE HISTOIRE POLITIQUE ET INTERMÉDIATIQUE DE LA PRESSE ET DE L'AUDIOVISUEL (1920-1980).....	153
Le « nouveau » satellite et la « vieille » presse : une histoire croisée	154
A. <i>La télévision par satellite façonnée par les intérêts stratégiques de la presse</i>	158
B. <i>La télévision par satellite, un « nouveau média » parmi d'autres : la diversification audiovisuelle de la presse des années 1980</i>	167
C. <i>Du pouvoir de faire taire à la nécessité de s'en saisir ? Évolutions de l'attitude de la presse face aux « nouveaux médias »</i>	176
Les politiques de la « nouveauté »	186
CHAPITRE 4 LA SSR ET LA CONQUÊTE SPATIALE : ENTRE MULTILATÉRALISME ET CONSERVATISME (1960-1980)	189
Le satellite, la Suisse et l'Europe : une approche par la télévision de service public	189
A. <i>La double casquette de Marcel Bezençon aux fondements de la politique satellitaire de la SSR (1960-1970)</i>	192
B. <i>La SSR tire son épingle du jeu satellitaire : libéralisation de l'audiovisuel et repositionnement stratégique</i>	210
Une histoire multilatérale de la télévision suisse	238
CHAPITRE 5 LA GRANDE OREILLE DE LOÈCHE : LES POLITIQUES DE L'(IM)PERCEPTIBILITÉ D'UNE GRANDE INFRASTRUCTURE SPATIALE (1974-2022)	241
Une Grande Oreille et ses « imaginaires infrastructurels ».....	242
A. <i>Un miracle technologique au cœur des Alpes suisses : identité nationale et télécommunications spatiales</i>	244
B. <i>L'architecte, le touriste et le temps qui passe : regards alternatifs sur la station de Brentjong</i>	266
Politiques d'(im)perceptibilité et longue durée	290
CONCLUSION : UNE HISTOIRE FOISONNANTE	295
BIBLIOGRAPHIE	307

Achevé d'imprimer

En mars 2025

Pour le compte des Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

Responsable de production : Rachel Maeder

Le 4 octobre 1957, le *bip-bip* du satellite soviétique Spoutnik déclenche la Course à l'espace. Un an plus tard, le premier satellite de communication expérimental est mis en orbite par les États-Unis et, à partir de 1964, des services de téléphone et de télévision satellitaires sont commercialisés pour devenir cet élément quotidien de nos communications. Or, la Confédération n'a jamais mis en place un programme spatial national, favorisant une approche multilatérale. Depuis la Suisse, il est donc moins question de s'intéresser au développement de cette technologie qu'à son *intégration* dans un territoire donné.

De la mise en scène d'un téléphone transatlantique au Comptoir suisse de 1962 à la Conférence mondiale sur la radiodiffusion par satellite de 1977, en passant par la politique multilatérale de la SSR ou par les représentations de la Grande Oreille de Loèche, cet ouvrage dévoile les facettes de l'intégration des communications spatiales en Suisse. Il met en évidence les conflits qui la façonnent, replace les communications spatiales dans des évolutions de longue durée et analyse les jeux d'échelles à l'œuvre dans leur appropriation par des acteurs variés. Cet ouvrage détricote ainsi le mythe du satellite comme le vecteur d'une révolution globale tout en proposant une histoire transnationale de la Suisse. En croisant les approches théoriques, il propose, enfin, une réflexion sur les reconfigurations du téléphone et de la télévision avant le numérique.



Marie Sandoz est historienne des médias. Post-doctorante au sein du projet « Operative TV: Audiovisual Closed-Circuits from the Military to the Classroom », rattaché à l'Université de Lausanne, elle étudie actuellement les liens entre télévision et automation dans des entreprises de l'après-guerre. Sa thèse, soutenue en 2023, porte sur l'histoire des communications spatiales en Suisse. Autrice d'articles autour de l'histoire des médias, elle a contribué à l'ouvrage *History of the International Telecommunication Union* (De Gruyter, 2020) et co-édité un numéro de la revue d'histoire de la photographie *Transbordeur* dont elle a depuis rejoint le comité de rédaction.

ISBN 978-2-88930-666-4



9 782889 306664